

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Syndicats Ouvriers
de l'Industrie Textile
dans l'Arrondissement de Lille

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Politiques et Economiques

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu

le Lundi 17 Juin 1907, à 1 heure du soir

PAR

Maurice PETITCOLLOT

Président : M. JAY, Professeur

Assesseurs : { M. CAUWÈS, Professeur
 { M. SOUCHON »



LILLE
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE " LA GUTENBERG "
5-7, RUE DESROUSSEAUX

1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553027_0041

Les Syndicats Ouvriers
de l'Industrie Textile
dans l'Arrondissement de Lille

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences Politiques et Economiques

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu

le **Lundi 17 Juin 1907**, à 1 heure du soir

PAR

Maurice PETITCOLLOT

Président : M. JAY, Professeur

Assesseurs : { M. CAUWÈS, Professeur
M. SOUCHON »



LILLE
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE " LA GUTENBERG "
5-7, RUE DESROUSSEAUX

1907



La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

PRÉFACE

Il sera question en ce travail de l'organisation professionnelle ouvrière dans la région la plus industrielle de France et dans la principale industrie de cette région. Nous nous occuperons surtout du présent, mais parfois aussi nous rappellerons ce qu'a été le passé ou essayerons de montrer ce que sera l'avenir. Nous ne tenterons pas cependant de prévoir ce que sera l'organisation ouvrière, ce que seront ses moyens d'action dans un temps éloigné de nous ; car la question syndicale est étroitement liée à la question sociale toute entière, et l'on ne saurait déterminer scientifiquement de quelle façon celle-ci sera résolue.

Cette étude sera divisée en deux parties : la première sera consacrée à l'organisation des associations syndicales de l'arrondissement de Lille ; la seconde à l'examen des moyens qu'ont employés les ouvriers organisés de l'arrondissement pour influencer sur les conditions du travail.

Il appartient à l'enquêteur de dire lui-même loyalement la confiance que l'on peut avoir dans les résultats de son enquête. Il est hélas impossible d'apporter, en ces matières, une peinture rigoureusement exacte de la réalité. On trouvera beaucoup de relevés faits dans les statistiques. On sait, en ce qui les concerne, combien il serait également faux de croire aveuglément aux chiffres donnés et de refuser d'en tirer des indications précieuses sur le sens des mouvements et sur leur importance. Pour ce qui est de l'enquête propre-

ment dite, elle s'est heurtée à des difficultés qui l'ont empêchée de révéler sûrement toute la vérité. Nos organisations professionnelles françaises n'ont pas encore perdu leur méfiance, et il est certains renseignements fort difficiles à obtenir d'elles. D'autre part, il n'est pas toujours possible de se procurer des documents écrits qui apportent des preuves irréfutables. On doit souvent se contenter de renseignements verbaux, avec lesquels on arrive rarement à la certitude, même lorsqu'on a pu provoquer, sur le même sujet, les déclarations de plusieurs personnes.

Si des erreurs se sont glissées en ce travail, il faut souhaiter que des contradictions avec preuves à l'appui viennent remettre les choses au point, et nous rapprocher du seul but ici poursuivi : la connaissance de la vérité.

J'adresse ici mes remerciements bien sincères à ceux qui ont été pour moi de véritables collaborateurs, à tous ceux à qui j'ai eu recours, malgré les résistances et les réticences de beaucoup. J'espère en la sincérité de tous.

INTRODUCTION

Le Département du Nord et l'Arrondissement de Lille

Leur importance au point de vue de l'Industrie Textile

SECTION I

Étendue. — Limites. — Population. — Aspect.

Tandis que la superficie moyenne des départements français est de 607.904 hectares, la superficie du département du Nord n'est que de 568.087 hectares ; ce qui, au point de vue de l'importance du territoire, ne lui donne que le cinquante-neuvième rang.

Mais c'est le deuxième rang ¹ qui lui revient au point de vue de la population. Sur les 38.961.945 ² habitants que compte la France, 1.866.994 forment la population résidente du département du Nord. La population spécifique ³ de ce

(1) Après la Seine.

(2) Ce chiffre comme tous les chiffres de population donnés plus loin sont ceux du recensement de 1901.

(3) Nombre d'habitants par kilomètre carré.

département atteint 323 habitants, tandis que la population spécifique moyenne de la France n'est que de 72 habitants. Le département du Nord a une forme singulière : très allongé dans la direction nord-ouest-sud-est, il atteint une longueur de près de 190 kilomètres (c'est la plus longue ligne que l'on puisse tracer en France dans l'intérieur d'un département). Il a pour limites, au nord la mer du Nord, au nord-est la frontière belge; il confine au sud aux départements de l'Aisne et de la Somme, au sud-ouest au département du Pas-de-Calais.

Ses limites sont généralement conventionnelles. Formé de la Flandre française, du Hainaut français presque en entier, du Cambrésis moins quatre communes, et de quelques communes de l'Artois et du Vermandois, le département du Nord n'est un qu'au point de vue administratif.

Son aspect est loin d'être uniforme : au nord et au centre du département, le terrain, d'abord moins élevé que le niveau de la mer sur une importante portion du territoire avoisinant la côte, se relève ensuite légèrement au-dessus de ce niveau : c'est la région flamande plate ou faiblement ondulée, dont les quelques collines tirent toute leur importance de leur isolement et de leur rareté. Le pays est monotone mais extrêmement riche et peuplé.

Vers le sud-ouest, tandis que l'aspect change peu à peu et que le relief s'accroît légèrement, le terrain se relève par étages successifs, le pays devient plus pittoresque, mais sa richesse et la densité de sa population diminuent.

Les habitants du département se partagent inégalement en plusieurs races : A côté d'une partie de la population d'origine française, il en existe une autre, dans les Flandres, d'origine tudesque. Enfin le type espagnol que l'on rencontre parfois est expliqué généralement par la longue domination de l'Espagne sur le pays¹.

(1) D'après l'opinion autorisée de M. Blanchard, professeur au lycée de Lille, l'influence espagnole sur un des types flamands a été fort exagérée. Durant la domination de l'Espagne, les troupes au

La race flamande ne prédomine plus dans toute la Flandre. Dans les centres industriels des arrondissements de Lille et de Douai, l'immigration a apporté à la population un fort contingent. En outre si en cette région, de vieilles coutumes des Flandres règnent encore, les Flamands d'origine ont eu leurs mœurs modifiées par le contact de la population immigrée, par les nécessités de la vie industrielle. Dans le pays même, on ne qualifie plus « Flamands » que les habitants des campagnes des arrondissements nord-ouest du département (Dunkerque et Hazebrouck), ainsi que ceux de l'extrême bande frontière au nord de l'arrondissement de Lille. Là, on parle encore le flamand et une partie de la population ne comprend pas le français.

Quelle est la place occupée dans le département du Nord par l'arrondissement de Lille ? Quelle est son importance au point de vue de la superficie et de la population ?

L'arrondissement de Lille occupe le centre du département. Il n'est rattaché à la partie nord, comprenant les arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck, que par une étroite bande, large aux environs d'Armentières de 6 kilomètres seulement. Au sud, les quatre arrondissements de Douai, Valenciennes, Cambrai et Avesnes sont également séparés de l'arrondissement de Lille par un étranglement, moins accentué toutefois (18 kilomètres environ).

La moyenne de la superficie d'un arrondissement dans le département du Nord est de 81.155 hectares (dans la Seine et dans le Haut Rhin seulement, cette moyenne est plus faible) ; la superficie de l'arrondissement de Lille est très légèrement supérieure, mais elle n'atteint encore que 87.400 hectares.

La population de l'arrondissement de Lille étant de 811.654 habitants, sa population spécifique atteint 928 habi-

service de cette nation ne furent espagnoles qu'à l'origine, puis belges, mi-italiennes, enfin exclusivement flamandes. Le type brun serait plutôt celui des premiers habitants de la Flandre avant les invasions celte et franque.

tants au kilomètre carré. Nous avons vu que celle de l'ensemble du département n'est que de 323 habitants, et celle de la France que de 72.

A peu près au centre de l'arrondissement, à une distance de ses limites variant de 10 à 20 kilomètres, se trouve Lille. De Lille partent dans toutes les directions de nombreuses routes et chemins de fer : On ne compte pas moins de neuf routes nationales et départementales, et de sept lignes de chemins de fer qui, partant du chef-lieu, rayonnent dans tout l'arrondissement. Elles y traversent généralement une campagne aux ondulations effacées, parfois presque plate, à l'aspect monotone, mais d'une grande richesse, dont les eaux (ruisseaux, rivières et canaux) sont le plus souvent souillées et noircies par les résidus des usines, les immondices des agglomérations. En été cependant, l'ardeur de la végétation, les riches récoltes, les rideaux d'arbres qui les coupent, donnent à la contrée, semée de villages et de maisons isolées, un aspect qui n'est point déplaisant.

A part l'agglomération lilloise, les localités industrielles les plus nombreuses et les plus importantes sont réparties le long de la frontière belge, au nord de l'arrondissement. Là aussi, c'est la monotonie ; et, à part les principales rues des grandes villes, ce sont partout les mêmes bâtiments industriels, les mêmes maisons de briques noircies ; et, par les temps de pluies très fréquents dans la région, la même boue noire et gluante.

L'arrondissement compte 129 communes.

Lille, dans ses murs, a 210.696 habitants. La banlieue immédiate comprend des agglomérations très importantes, dont plusieurs ne sont séparées de Lille que par les fortifications (Hellemmes 9.329 h. — La Madeleine 12.359 h. — Marcq-en-Barœul 11.142 h. — Marquette 5.005 h. — Lambersart 6.804 h. — Lomme 7.065 h. — Haubourdin 8.485 h.).

Autour de l'agglomération lilloise sont à signaler les localités suivantes ayant plus de 5.000 habitants : Au nord-est, Roubaix 124.365 h., soudé à Tourcoing 79.243 h. avec une

banlieue très peuplée (Wattrelos 25.884 h. — Mouvaux 6.660 h. — Croix 15.993 h. — Wasquehal 5.969 h. — Lys-les-Lannoy 6.225 h.).

Au nord, Roncq 6.678 h. — Halluin 16.594 h. — Comines (France) 8.129 h.

Au nord-ouest, Quesnoy-sur-Deûle 5.040 h. — Houplines 7.883 h.. soudé à Armentières 29.401 h.

Au sud, Seclin 6.823 h.

SECTION II

La richesse du département du Nord et de l'arrondissement de Lille.

On se plaît souvent, dans la région, à joindre au département du Nord celui du Pas-de-Calais, et à parler, non sans orgueil, de cette partie de la France comme de la plus riche. Les habitants de ces deux départements, et particulièrement ceux du Nord, qui l'emporte encore de beaucoup à presque tous les points de vue sur le Pas-de-Calais, ont raison d'être fiers de la richesse du pays ¹.

Mais quand on dit que le département du Nord est très riche, que veut-on dire exactement ? Quelle idée se fait-on de cette richesse ? Cette idée est vague. Parfois on songe à toutes les « richesses » du département, c'est-à-dire à toutes les choses matérielles, se trouvant sur son sol, auxquelles l'homme par son travail a donné de l'utilité : richesses qui seront consommées, telles qu'elles sont et là où elles sont ²,

(1) Si nous prenons les impôts payés, comme signe de la richesse du département du Nord, nous voyons qu'il fournit à l'Etat le vingtième des recettes du budget national.

En 1904, les Contributions directes ont donné à l'Etat dans le département 44.502.832 fr. 78

L'Administration de l'Enregistrement, Domaines et Timbre a versé 33.837.806 fr. 01

Au point de vue de l'importance des recettes départementales et communales, le Nord occupe en France le deuxième rang, après la Seine, comme d'ailleurs au point de vue de l'importance des recettes du budget national.

En 1902, les recettes du budget départemental se sont élevées à 10.037.686 fr. 24
Les dépenses à 10.351.531 fr. 15

En 1904, le total des recettes ordinaires des communes a atteint 37.048.347 fr.

Le total des dépenses : 37.368.543 fr.

(2) EX. : Le contenu des magasins au détail.

pour la satisfaction des besoins personnels des habitants; richesses destinées à une consommation ou à une transformation industrielles¹; richesses qui plus tard acquerront une utilité plus grande par suite d'un transport les mettant à la disposition de ceux qui en ont besoin²; richesses enfin qui, servant à donner de l'utilité ou plus d'utilité à des choses, sont des moyens de production, les auxiliaires du travail de l'homme³. Parfois aussi, on songe simplement à l'ensemble des fortunes des habitants, à tout ce qu'ils possèdent. Mais généralement, on pense bien moins aux richesses qui se trouvent dans le département, qu'à celles qui y sont produites. Ce que l'on veut dire, c'est qu'il existe en cette partie de la France des conditions favorables à une intense production de richesses diverses.

Ce sont ces conditions favorables que nous allons maintenant examiner. Elles tiennent à la nature, aux capitaux dont on dispose, au travail fourni dans le département.

Rôle de la nature. — La nature a favorisé le département du Nord. Si elle ne l'a pas fait de grande beauté, si elle lui a refusé les dons qui font un pays pittoresque, remarquable entre tous, elle l'en a dédommagé largement; et, les hommes, grâce à elle, trouvent en cette contrée les moyens de satisfaire des besoins autrement impérieux que ceux que contentent un climat agréable et des paysages charmants.

Il existe en la région des conditions très favorables à la productivité du travail, et c'est pourquoi travail et capitaux y ont afflué. Du sous-sol on extrait des richesses diverses, parmi lesquelles la houille a une toute particulière importance. Le bassin houiller s'étend sur une surface de 61.500 hectares. Tout ce charbon extrait des entrailles de la terre, ce n'est pas seulement pour le département une énorme richesse produite,

(1) EX. : Le charbon, les matières premières.

(2) C'est le cas de toutes les marchandises destinées à être expédiées.

(3) EX. : Terre, outils et machines, voies de communications, monnaies.

c'est aussi l'installation sur son sol d'une foule d'usines qui viennent se presser aux environs des fosses d'où sort le « pain de l'industrie ». Le département du Nord consomme 7 millions de tonnes de houille, c'est-à-dire plus du septième de la consommation totale française.

Si du sous-sol nous revenons à la surface, nous trouvons un sol d'une fertilité exceptionnelle. Les 577.000 hectares du département comprennent 381.000 hectares d'excellentes terres à labour, de vergers, jardins, cultures diverses ; 96.000 hectares de prés ; 58.000 hectares de bois et forêts ; les landes ou bruyères ne couvrent que 7.000 hectares¹. Le relief du sol si peu accentué, les vastes espaces plats que l'on rencontre dans les parties du département où les usines sont particulièrement nombreuses, se prêtent aux installations industrielles faciles, aux voies de communication commodes, établies à peu de frais.

Je n'en dirai pas plus long sur ce sujet de l'influence de la nature que je n'ai voulu qu'indiquer.

Importance de certains capitaux. — De même je n'ai pas la prétention de donner une idée exacte de tous les capitaux utilisés dans le département du Nord pour la production des richesses. Je ne songe pas évidemment à passer en revue, non seulement les capitaux fixes, c'est-à-dire les richesses servant d'instruments de production, mais encore les capitaux circulant, c'est-à-dire les richesses consommées par les différentes industries (richesses, ou bien détruites comme le charbon brûlé dans les machines à vapeur, ou bien incorporées aux produits comme toutes les matières premières). Je vais seulement donner une idée de l'importance de deux sortes de capitaux : les moteurs à vapeur et les chemins de fer, importance de nature à mieux préciser la notion de l'activité industrielle du département.

(1) Les bâtiments couvrent 6000 hectares, les voies de communication : 16.000 hectares.

En 1904, sur les 2.121.255 chevaux-vapeur employés par l'industrie française (non compris les appareils des chemins de fer, tramways, automobiles et bateaux), le département en utilisait 389.469, soit les 18,36 % ou plus du sixième. Il occupait, au point de vue de la force motrice des appareils à vapeur, le premier rang parmi les départements français, suivi par la Seine avec 197.476 chevaux-vapeur seulement, puis par le Pas-de-Calais avec 170.943 chevaux.

C'est également le premier rang qui revient au Nord au point de vue du développement des voies de communication.

Pour ne parler que des chemins de fer en exploitation, les lignes d'intérêt général avaient, en 1904, une longueur de 1.117.063 mètres sur les 38.894.156 mètres de la France, et l'ensemble des voies ferrées (chemins de fer d'intérêt général, d'intérêt local, tramways, non compris les chemins de fer industriels), atteignait 1.587.833 mètres.

Le travail de la population active du Nord. — La population active du département était en 1901 de 867.143 personnes, ce qui revient à dire que pour 100 habitants, 46,5 exerçaient une profession. Sur ces 46,5 %, on comptait 32 hommes et 14,5 femmes. Il faut remarquer que les chiffres de population active, donnés par nos statistiques pour le département du Nord, sont très sensiblement inférieurs au chiffre des personnes occupées en ce département. Les ouvriers, qui, résidant en Belgique, franchissent la frontière pour venir travailler et la repassent une fois leur travail fini, sont bien plus nombreux que les ouvriers habitant en France et allant travailler en Belgique. La cause principale en est dans le coût de la vie beaucoup moins élevé en Belgique.

Il serait intéressant de connaître le nombre de ces ouvriers, et il est regrettable que l'on doive s'en tenir jusqu'ici à une idée fort vague de ce mouvement qui, chaque jour, se produit tout le long de la frontière ; idée que nous essayerons néanmoins de préciser tout à l'heure pour ce qui concerne les industries textiles de l'arrondissement de Lille.

Le tableau ci-contre donne la répartition de la population active de 1901 entre les diverses industries ou professions. Il donne également la répartition en 1896 de la population active du département, de l'arrondissement de Lille et des principales villes de cet arrondissement¹.

Ce tableau montre que 92.000 personnes seulement, sur les 867.000 qui composent la population active, ne concourent pas directement par leur travail à la production des richesses : (Professions libérales, professions ayant la personne pour objet, domestiques, services publics généraux : armée, administrations finances...).

Les 775.000 autres personnes, ou bien exécutent des travaux matériels nécessaires pour donner de l'utilité aux choses (ouvriers, petits patrons), ou bien rendent dans les établissements producteurs des services auxiliaires de la production (patrons, ingénieurs, employés...).

Voici maintenant quelques renseignements sommaires sur les diverses industries qui occupent ces 775.000 personnes.

Agriculture. — L'agriculture occupait en France, en 1896, 47,05 % de la population active ; elle n'en occupait que 18,10 % dans le Nord. Mais si cela montre que le Nord est avant tout un pays industriel, le département n'en est pas moins le premier département agricole de France. La culture y est perfectionnée, intensive, et donne de grands rendements².

(1) Il a fallu revenir ici au recensement de 1896, les résultats de 1901 n'étant pas encore tous connus. On remarquera qu'il est donné deux chiffres pour la population active de chaque industrie dans le département en 1896 : le premier est le chiffre global rappelé dans le premier volume du recensement professionnel de 1901 ; le deuxième est le total des chiffres donnés pour les six arrondissements du département dans le 4^{me} volume du recensement professionnel de 1896.

(2) Le département est producteur de froment, méteil, seigle, orge, avoine, maïs, pommes de terre, betteraves à sucre, tabac, houblon, pommes à cidre, prunes — foin, trèfle, luzerne, sainfoin, betterave fourragère — colza, œillette, cameline, chanvre (peu), lin.

Culture du lin. — La culture du lin et celle du chanvre nous intéressent plus particulièrement. La culture du lin, très importante

(Les industries sont classées dans l'ordre de leur importance dans le département quant au personnel occupé en 1901)

			DÉPARTEMENT	Totalisation des chiffres donnés par chacun des Arrondissements du département	Arrondissement de Lille	LILLE	ROUBAIX	TOURCOING	Reste de l'Arrondissement
	(En 1901)	(1896)	(1896)	(1896)	(1896)	(1896)	(1896)	(1896)	(1896)
1. Industries textiles proprement dites	H. 119,732 F. 75,246	194,978	198,245	195,259	136,835	18,062	43,360	22,681	52,732
2. Agriculture	H. 95,872 F. 39,842	135,714	133,828	131,407	29,400	804	2,317	575	25,704
3. Commerce	H. 47,184 F. 38,148	85,332	72,856	71,154	36,330	13,397	7,276	3,781	11,876
4. Métallurgie. Travail des métaux ordinaires	H. 66,953 F. 963	67,916	52,953	51,858	16,388	9,153	3,327	1,033	2,875
5. Travail des étoffes, vêtements	H. 9,886 F. 51,160	61,046	52,958	52,331	28,347	14,549	3,377	1,459	8,962
6. Services publics non industriels	H. 38,043 F. 4,373	42,416	40,309	23,984	9,354	4,378	1,114	651	3,391
7. Services domestiques	H. 6,204 F. 27,255	33,459	33,651	33,001	18,295	8,064	2,126	1,354	6,751
8. Industrie de l'alimentation	H. 27,741 F. 3,427	31,168	29,096	28,744	15,663	2,878	1,058	555	11,172
9. Mines et minières	H. 29,273 F. 530	29,803	25,565	25,472	1,370				1,370
10. Terrassem., maçonneries	H. 29,436 F. 94	29,530	27,118	26,091	12,466	3,970	2,244	1,324	4,928
11. Travail du bois	H. 25,672 F. 663	26,335	24,018	23,297	9,628	2,970	1,671	639	4,348
12. Transports	H. 22,696 F. 2,523	25,219	20,694	20,538	7,905	3,707	684	619	2,895
13. Manutention	H. 8,432 F. 11,911	20,343	18,852	16,421	6,680	3,306	691	116	2,567
14. Travail des pierres et terres au feu	H. 15,870 F. 1,514	17,384	14,696	14,522	1,684	425	55	25	1,479
15. Professions libérales	H. 8,503 F. 6,393	14,896	12,983	12,874	6,501	2,878	951	597	2,075
16. Travail du cuir, des peaux	H. 12,980 F. 980	13,960	13,568	13,364	5,905	2,305	882	522	2,196
17. Industries chimiques	H. 8,053 F. 566	8,619	7,392	7,364	4,345	1,794	518	56	1,977
18. Polygraphie, reliure, imp., gravure, photographie	H. 4,973 F. 722	5,695	4,555	4,462	3,449	2,719	425	86	219
19. Taille de pierres, moulage	H. 4,080 F. 763	4,843	4,381	4,256	596	272	154	65	105
20. Caoutchouc, papier, carton	H. 1,822 F. 1,108	2,930	1,934	1,893	1,496	479	159	153	705
21. Banques, assurances	H. 2,579 F. 41	2,620	1,956	1,946	1,136	720	247	85	84
22. Spectacles, commerce forain, agences	H. 1,795 F. 498	2,293	1,873	1,761	987	447	200	50	290
23. Forêts	H. 1,906 F. 6	1,912			290	11	2	2	275
24. Soins ayant la personne pour objet	H. 1,755 F. 137	1,892	1,661	1,625	854	420	191	88	155
25. Pêche	H. 1,443 F. 443	1,886	2,307	2,294	7	1			6
26. Services publics industr.	H. 978 F. 804	1,792	1,371	1,370	919	767	110	42	
27. Paille, plumes, crins	H. 769 F. 255	1,024	870	856	380	117	58	37	168
28. Carrières	H. 822 F. 1	823	1,138	1,135	29			26	3
29. Métaux fins	H. 218 F. 57	275	205	200	42	36	5	1	
TOTAL de la population active	H. 596,607 F. 270,536	867,143	802,851	771,320	357,754	98,743	73,210	36,606	149,195

(1) Avec les forêts. — (2) Armée non comprise.

Pour l'élevage, le département, bien que n'occupant pas un aussi bon rang, est encore le sixième parmi les départements français pour la production des chevaux, et le onzième pour celle des bœufs.

Commerce. — Pour se rendre compte de l'activité commerciale du département, il suffit de songer à sa situation géographique et à son grand port : Dunkerque, sans cesse en progrès, actuellement déjà le quatrième port de France ; il suffit de réfléchir à tout ce que consomment et produisent les établissements du premier département industriel de France.

Le Nord exporte principalement des lins, des céréales, des fruits et légumes, des œufs et du beurre — du sucre, du verre, des machines, des tissus, des laines peignées, etc... — Il importe surtout du jute d'Australie, du lin de Russie ; des

autrefois, n'a guère cessé de décroître depuis 1840. Le nombre d'hectares ensemencés dans le département du Nord qui, bien qu'énormément diminué, s'élevait encore à 9.648 hectares en 1877, puis à 15.782 hectares en 1871, tomba à 6.854 hectares en 1887 et à 2.670 hectares en 1897. Les principales causes sont les suivantes : d'une part, la substitution des tissus de coton, obtenus à bon marché, aux tissus de lin, d'où la diminution de consommation de ce dernier textile ; d'autre part, la concurrence victorieuse des lins russes, sans doute inférieurs aux nôtres en qualité, mais obtenus à peu de frais et se prêtant bien au travail mécanique dans les filatures. En outre, le cultivateur court avec le lin beaucoup de risques, et il préfère généralement d'autres cultures, comme celle de la betterave, qui sans doute lui rapportent moins qu'une bonne récolte de lin, mais avec lesquelles il y a moins d'aléa. (Cf. MERCHIER. *Le lin et l'industrie linière dans le département du Nord*. 3^{me} partie. Chapitre I).

Depuis quelques temps cependant, l'énorme accroissement des filatures de lin en Russie, la hausse des prix, font que les filateurs de lin envisagent la nécessité pour la culture française, non pas de recouvrer la splendeur de jadis, mais de prospérer à nouveau. Le « Comité linier », qui a son siège à Lille, tâche d'encourager la culture du lin, en même temps qu'il étudie depuis longtemps les moyens d'obtenir de grands rendements et de diminuer le coût de la fabrication du lin, c'est-à-dire le coût des opérations ayant pour but la séparation de la filasse et de la partie ligneuse. — Les arrondissements producteurs de lin sont ceux de Dunkerque, Hazebrouck, Lille et Douai. La production en 1901 était de 95.552 quintaux de filasse et de 29.544 quintaux de graines.

La culture du chanvre a peu d'importance dans le département (401 quintaux en 1901).

laines du Cap de la République Argentine, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ; du coton des Indes, d'Amérique et d'Égypte ; du blé d'Amérique, du bois de Suède et de Norvège, de la houille, du vin, du soufre, du suif, de la potasse, etc.

Remarquons que la densité de la population a donné une grande importance au commerce de détail.

Transports. — Nous avons déjà vu d'autre part que les voies ferrées sont dans le Nord plus multipliées que dans aucun autre département. Le réseau des autres voies de communication est également très développé.

Si les voies ferrées, non compris les chemins de fer industriels, atteignent. 1.588 kil.

Les routes nationales ont au total. 589 kil.

Les routes départementales. 516 kil.

Les chemins vicinaux de grande communication 912 kil.

» » d'intérêt commun. 2.229 kil.

» » ordinaires . . . 4.000 kil.

Les 20 canaux et les 8 rivières navigables du département 524 kil.

Ce qui donne pour l'ensemble des voies de communication une longueur de. 10.358 kil.

Industries extractives. — Nous avons déjà mentionné la cause de richesse qu'est pour le département son bassin houiller. Il comprend, dans les arrondissements de Valenciennes et de Douai, 13 concessions et 66 puits d'extraction. Joint au bassin du Pas-de-Calais, il constitue le bassin le plus riche de France, celui dont on extrait les 2/3 de la production houillère française.

Du sous-sol du département, on extrait encore : du marbre, des pierres, du sable, de l'argile, etc... La pierre à bâtir manque très généralement, elle est remplacée par des briques.

Industries de transformation — Presque toutes les industries françaises sont représentées dans le département du Nord. Je n'en ferai pas l'énumération qui ici, serait fastidieuse et d'un intérêt tout à fait relatif. On peut se reporter au tableau qui précède. Je me bornerai à citer quelques importantes industries dont les produits sont exportés par le département (pour le moment, je laisserai de côté les industries textiles).

On compte dans le département environ 83 sucreries et 75 distilleries — des fabriques de produits chimiques, des huileries et des savonneries — 5 papeteries, 200 imprimeries. La confection de vêtements occupe plus de 40.000 personnes. Il existe de nombreuses usines métallurgiques (Denain, Valenciennes, Maubeuge, Hautmont, Trélon..., etc.), d'importants établissements de construction mécanique. La fabrication des carreaux céramiques et des faïences est importante. Les verreries sont nombreuses, elles produisent particulièrement le verre à vitre dont la fabrication est en grande partie localisée dans le département.

Dans ce département industriel, l'arrondissement de Lille est le plus remarquable ; on peut y signaler : des usines de construction mécanique (dont la plus importante est celle de « Fives Lille »), des fabriques de produits chimiques, des savonneries, etc...

Mais, l'arrondissement de Lille se signale surtout, ainsi d'ailleurs que le département, *par le développement des industries textiles*, ou plutôt de certaines d'entre elles. Nous allons voir d'abord ce que sont les industries textiles ; nous examinerons ensuite leur développement dans le département du Nord et dans l'arrondissement de Lille.

SECTION III

Ce que sont les industries textiles

Les industries textiles ont pour objet le travail d'une matière textile quelconque. Les diverses matières textiles travaillées en France sont les suivantes¹ :

Lin², Chanvre³, Jute⁴, Coton⁵, Laine⁶, Soie⁷. Mentionnons également la ramie⁸, les crins et poils⁹.

(1) Voir les ouvrages suivants : AFTALION : *La Crise de l'industrie linière* (1904) ; ALCAN : *Ouvrages sur la laine et sur le coton* (1873-1875) ; GOBLET : *Le Peignage de la laine à Roubaix, Tourcoing* (1903) ; BOURGUIN : *La nouvelle réglementation de la journée de travail, Section II (Revue d'économie politique 1901, n^{os} 3 et 4)* ; HOUDOX : *La filature de coton dans le Nord* (1903) ; MERCHIER : *Le lin et l'industrie linière dans le Nord* (1900) ; *Documents de l'enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile*, Volumes I et II (1906) ; Collection du journal patronal *l'Industrie Textile*, et du journal ouvrier *l'Ouvrier Textile*.

(2) *Lin* : Plante annuelle de la famille des linées ; on le cultive dans les régions tempérées pour sa graine dont on extrait l'huile de lin et pour la fibre textile qui entoure sa tige.

(3) *Chanvre* : Fibre textile produite par le cannabis sativa, plante de la famille des cannabiniées ; fibres assez régulières de longueur et de finesse. Le chanvre originaire d'Asie se cultive également en Europe.

(4) *Jute* : Fibre textile extraite du corchorus, plante de la famille des tiliacées. Le corchorus est très cultivé aux Indes, en Chine et dans le delta du Gange. Fibres irrégulières, dures et peu élastiques.

(5) *Coton* : Duvet qui entoure les graines du cotonnier, plante de la famille des malvacées cultivée dans les pays chauds (Amérique, Egypte, Indes...).

(6) *Laine* : Poils qui constituent la toison des moutons.

(7) *Soie* : Matière secrétée par le ver du mûrier et destinée à la formation de son cocon.

(8) *Ramie* : Textile d'une grande finesse qui se blanchit d'une façon remarquable. On en fait des toiles et du linge de table. Malgré ses qualités, il n'est pas d'une large consommation à cause de son prix élevé.

(9) Les besoins de la consommation ont fait que l'on a recherché d'autres matières textiles mais jusqu'alors sans grand succès. Il existe

On peut donc distinguer parmi les industries textiles :

- 1^o L'industrie du lin, chanvre et jute,
- 2^o L'industrie du coton,
- 3^o L'industrie de la laine,
- 4^o L'industrie de la soie.

A ces quatre premières catégories, ajoutons les quatre suivantes :

- 5^o L'industrie de la teinture et de l'apprêt,
- 6^o L'industrie de la bonneterie,
- 7^o Les industries des dentelles et broderies,
- 8^o Les industries de la passementerie, des rubans, etc...

Nous avons ainsi une classification des industries textiles que nous devons adopter parmi d'autres, parce qu'elle est celle des statistiques que nous aurons besoin de consulter pour nous rendre compte de l'importance des diverses industries textiles dans le Nord et dans l'arrondissement de Lille.

Bien que nous devions nous borner ici à une vue d'ensemble, il nous faut voir d'un peu plus près ce qu'il faut entendre par industries textiles proprement dites, car ce sont les seules dont il soit question dans ce travail.

Les industries textiles ont pour objet de nombreuses et très diverses transformations des matières premières textiles. Parfois elles sont très nettement séparées les unes des autres; parfois on en trouve plusieurs réunies dans un même établissement, mais, tendant, par un phénomène de division du travail, à devenir absolument distinctes. Parfois encore, des branches diverses de production sont en certains cas réunies par des industriels qui trouvent leur intérêt, soit à fabriquer divers articles très différents, soit à faire subir eux-mêmes, à la matière ou au produit fabriqué, des opérations prélimi-

en Allemagne, en Hollande et en Espagne 3 filatures produisant des fils obtenus par torsion de lamelles de pâte de bois dont la résistance est augmentée par adjonction de débris de chiffons ou déchets de filature. Mais l'emploi de ces fils est très limité : toiles d'emballage ne devant pas aller à l'humidité qui rend nulle la résistance des fils en pâte de bois.

naires ou complémentaires généralement confiées à des industries spécialisées.

Passons en revue les huit catégories d'industries textiles désignées plus haut :

1^{re}, 2^{me}, 3^{me} ET 4^{me} CATÉGORIES : INDUSTRIES DU LIN,
CHANVRE ET JUTE,
DU COTON, DE LA LAINE, DE LA SOIE.

1^o *Préparation avant filature.* — Pour rendre possibles les divers emplois de la matière première textile, on lui fait d'abord subir certaines opérations préparatoires¹, dont certaines donnent lieu à des industries spéciales. On sépare le textile de ce à quoi il adhère, on le nettoie, on en parallélise les fibres, on sépare s'il y a lieu les fibres longues des fibres courtes. Parfois les matières textiles préparées sont ainsi livrées par les industries textiles, dont le rôle s'arrête là (EX : Etoupes, laines pour matelas). Parfois encore, elles sont employées pour fabriquer des étoffes par feutrage. Mais généralement elles sont transformées en fils dans les filatures.

2^o *Filature.* — Cette transformation comprend toute une série d'opérations, dans le détail desquelles je ne puis entrer². Elle ne donne pas lieu pour chaque textile à une

(1) Citons ici le rouissage, broyage, teillage du lin et du chanvre; l'ouverture et le battage du coton; le triage, l'ouverture, le désuintage de la laine; le dévidage de la soie; le cardage du jute, du coton et de la laine; le peignage du lin, du chanvre, du jute, du coton et de la laine. — L'effet du cardage est de démêler les filaments textiles en les séparant les uns des autres et en les parallélisant. L'effet principal du peignage est de séparer les fibres longues (longs brins du lin, du chanvre et du jute; laine peignée) des fibres courtes (étoupe du lin, du chanvre et du jute; blousse de laine). Certains textiles (laine, jute) sont tantôt employés après cardage et peignage, tantôt après peignage seulement.

(2) Cf. Monographie de l'office du travail du Royaume de Belgique sur les filatures mécaniques, et les ouvrages cités dans une note précédente.

industrie unique. C'est ainsi que pour le lin, il existe la filature au sec et la filature au mouillé qui permet d'obtenir du lin humide un fil plus fin. Du chanvre, on ne fait pas que des fils, mais aussi des cordes et ficelles¹. Il est des usines qui ne fabriquent que des fils de coton très fins, de fins numéros ; d'autres, au contraire, ne produisent que des numéros moyens ; d'autres, que de gros numéros². Les établissements qui filent la laine se spécialisent également dans la fabrication de certains genres et de certains numéros.

Des filatures sortent des produits très divers qui seront, ou bien employés tels, ou bien préalablement blanchis ou teints : ce sont les fils simples³, ce sont certains fils spéciaux destinés à la fabrication des tissus de nouveautés⁴, ce sont les fils retors constitués par plusieurs fils simples retordus ensemble⁵.

L'opération du retordage ne s'effectue pas toujours dans les filatures elles-mêmes, mais souvent dans des établissements spéciaux : les retorderies⁶.

(1) On fabrique les cordes et ficelles par filage et commettage ; ces opérations sont comparables à celle de la fabrication des fils retors ; et la corderie, qui fait partie des industries textiles proprement dites, trouve ainsi sa place dans l'énumération des industries de filature.

(2) Cette spécialisation est plus accentuée en Angleterre qu'en France et en Belgique ; elle y est une cause de supériorité.

(3) La catégorie des fils simples comprend un grand nombre de sortes de fils, se différenciant par la grosseur, la torsion, la nature du textile employé, la qualité de la matière première, etc.

(4) Tels que les fils boutonnés obtenus par l'addition, à la matière première, de petits boutons constitués par des fibres textiles colorées.

(5) La catégorie des fils retors est très importante. A côté de fils destinés au tissage, de fils retors pour tulle, pour passementerie, etc., elle comprend : les fils à coudre en coton et en lin ; les fils de lin, les cotons et les laines employés pour la bonneterie ; les cordonnets formés par la torsion de deux fils retors, et certaines variétés de fils spéciaux pour nouveautés (fils jaspés, bouclés, mouchetés, moulinés, etc.).

(6) Moulineries pour la soie. La fabrication des fils de soie présente plus de particularités que la filature d'aucun autre textile. Certains fils de soie (les fils de grège) sont formés sans torsion par la réunion de plusieurs baves de ver qui se collent l'une à l'autre. Ils peuvent être tissés ainsi. La fabrication du fil de grège se fait seule

3° *Tissage*. — Je passe au tissage : Je ne puis évidemment entreprendre de renseigner sur la fabrication des divers tissus ; et, si plus tard, quelques explications techniques deviennent nécessaires, je les donnerai au moment où le besoin s'en fera sentir.

Les tissus sont formés par un entrecroisement de fils, suivant des combinaisons variables à l'infini. Leurs variétés sont plus nombreuses pour la laine que pour le coton, pour le coton que pour le lin ¹. Elles comprennent des tissus faits

dans les filatures. Lorsqu'on veut donner de la torsion au fil, ou retordre ensemble des fils déjà obtenus par torsion de fils de grège, on effectue ces opérations dans les moulineries.

(1) Je ne citerai que quelques principales sortes de tissus :

Tissus de lin : Batistes, « Toiles » pour draps de lit, lingerie, serviettes, Linge de table, Linge de table damassé, Toile pour stores, Toile à voile, Toile de tente, Toile à tableau, Toile à matelas... — Toile d'emballage faite avec des étoupes. Toiles métisses en chaîne lin, trame coton, et en chaîne coton, trame lin.

Tissus de chanvre : Linge et draps de lit grossiers, torchons et serviettes communes, toile de sac et toile d'emballage...

Tissus de jute : (jute employé pur ou mélangé) Toile de sac, Toile d'emballage — Toiles, serviettes et stores à bas prix — Toiles destinées à être cirées ou peintes — Tissus d'ameublement, Velours de jute, Trame des moquettes de laine et de coton...

Tissus de coton : (concurrençant avec succès les tissus de lin par suite du prix moins élevé de la matière première, de la main d'œuvre. Cf. AFTALION, ouvrage cité) :

1° Tissus unis : cotonnade ou toile de coton, nankin, cretonne, jaconas, percale, mousseline...;

2° Tissus croisés (c'est-à-dire tissus dans lesquels l'entrecroisement des fils produit des rayures ou des inégalités en modifiant l'aspect) : croisé, coutil, satin, futaine...;

3° Velours et tissus façonnés (tissus fabriqués avec les métiers Jacquart, dans lesquels l'entrecroisement des fils produit des dessins plus ou moins compliqués) ;

4° Tapis.

Tissus de laine (dans lesquels la laine entre comme matière unique ou dominante).

A. Tissus ras ou de laine peignée (les fils de laine peignée sont composés de longs poils) :

1° Les toiles (tissus unis) : mousseline, taffetas, voile, étamine, bure, popeline ;

2° Les croisés : a). Les sergés : mérinos, serge, cachemire d'Écosse, diagonales...

b) Les satinés : combinaisons en nombre infini ;

d'un seul textile, et des tissus mélangés. Les combinaisons de mélange des divers textiles (et particulièrement du coton au lin, à la laine et à la soie) vont en se multipliant.

4^e Feutrage. — Pour terminer l'examen sommaire des quatre premières catégories d'industries textiles, je citerai un procédé de fabrication d'étoffe, autre que le tissage, procédé pour lequel la matière première n'est pas au préalable transformée en fils : Le feutrage consiste à produire une nappe de matière textile, dont les fibres sont rendues cohérentes par l'action du foulonnage et du laminage (feutre de laine, ouate...).

5^{me} CATÉGORIE : TEINTURE ET APPRÊT

Cette catégorie d'industries textiles comprend diverses transformations que l'on peut faire subir aux fils ou aux étoffes. Pour les fils, c'est le blanchiment, la teinture, l'impression. Pour les étoffes, c'est le décatissage, le blanchiment, la teinture, l'impression, l'apprêt, le glaçage...

3° Les façonnés (dont les plus simples : les armures, se produisent à l'aide d'une mécanique d'armure ; les autres se font à la mécanique Jacquart) : armures, tissus pour nouveautés pour robes et confections...

Les Velours ;

4° Les gazes (tissus légers et transparents caractérisés par l'enroulement alternatif de 2 fils de chaîne qui emprisonnent ainsi chaque trame sur toute la largeur de la chaîne).

B. Tissus drapés ou de laine cardée (l'aspect de ces étoffes est changé après tissage par des opérations de finissage : foulage, garnissage, tirage des poils, tondage, pressage, décatissage...

1° Les flanelles et molletons ;

2° Les draps : draps lisses ou unis, draps de nouveauté, draps communs, drap amazone...

C. Tapis.

Tissus de soie : Étoffes unies, brochées ou façonnées. Étoffes mélangées : soie et coton, soie et laine.

Tissus de ramie.

Tissus de poils, etc.

6^{me} CATÉGORIE : BONNETERIE

Les industries rangées dans le groupe de la bonneterie ont pour but la formation d'étoffes par tricotage, c'est-à-dire par enlacement de fils sous forme de mailles, à la main ou à la machine. La bonneterie se subdivise en bonneterie de fil, en bonneterie de coton, en bonneterie de laine, en bonneterie de soie. Elle comprend une multiplicité de genres et d'articles (bonnets, tricotés, bas, gants...).

7^{me} CATÉGORIE : DENTELLES ET BRODERIES

Outre les industries des dentelles et broderies à la main et à la mécanique, rentrent dans la septième catégorie les industries des crêpes, tulles, rideaux, etc.

8^{me} CATÉGORIE : PASSEMENTERIE ET RUBANS

Cette huitième catégorie comprend les industries qui fabriquent les rubans, les voilettes et tout la passementerie (galons, lacets, cordons, glands, ganses, tresses...).

Nous avons ainsi passé rapidement en revue les industries dont nous avons à nous occuper. Dans la production des divers objets pour lesquels une matière textile est employée, les opérations de fabrication, qui rentrent dans les catégories précédemment énumérées, sont seules du domaine des industries textiles proprement dites. Remarquons par exemple, qu'une fois l'étoffe formée, teinte, imprimée, apprêtée s'il y a lieu, les industries qui ont pour objet la fabrication d'ouvrages avec cette étoffe (confection de vêtements, de lingerie...) ne sont pas des industries textiles.

SECTION IV

**Les industries textiles dans le département du Nord
et dans l'arrondissement de Lille.**

Je me propose maintenant de préciser l'idée de l'importance des industries textiles dans le département et dans l'arrondissement¹. Cette importance je l'apprécierai principalement au point de vue du personnel employé (c'est d'ailleurs le point de vue le plus intéressant pour l'étude poursuivie) ; je m'occuperai d'abord du personnel de l'industrie textile en général, et ensuite de celui des diverses catégories d'industries textiles. Les chiffres qui seront donnés, pour si élevés qu'ils soient, sont inférieurs aux chiffres des personnes réellement occupées : J'ai déjà signalé que le recensement professionnel donne, pour le département du Nord, un nombre d'ouvriers inférieur au nombre réel, car il y a beaucoup plus d'habitants de la Belgique venant travailler en France que d'habitants de la France allant travailler en Belgique. Cela est particulièrement vrai pour les ouvriers des industries textiles².

(1) Cf. Ouvrages déjà cités dans cette introduction.

(2) Après l'étude des renseignements fournis, verbalement ou par écrit, à l'enquête parlementaire de 1903-1904, et selon ce que j'ai pu apprendre d'autre part, je puis essayer de donner un chiffre. Le nombre d'ouvriers belges de l'industrie textile, ne résidant pas en France et occupés dans l'arrondissement de Lille, serait environ de 17.000. Ce chiffre est approximatif comme tout ce que l'on peut déduire de renseignements souvent contradictoires. Les villes où les Belges non résidants viennent surtout travailler sont : Tourcoing proche de Mouscron, Comines et Wervicq, villes mi-belges, mi-françaises, et surtout Halluin qui touche à Menin. C'est un véritable flot d'ouvriers qui traverse chaque jour la frontière à Halluin, ainsi que sur le pont qui, à Comines, sépare la ville belge de la ville française et, à la partie extrême du faubourg de la Croix-Rouge à Tourcoing. Les Belges se rendent à leur travail à pied ou en chemin de fer ; les tramways leur sont souvent utiles.

On peut dire, considérant l'industrie textile dans son ensemble, que le département du Nord est le siège principal de cette industrie en France. Les industries textiles occupent en France plus de 900.000 personnes¹, soit près de 1/20 (4.88 %) de la population active. Elles occupent dans le département du Nord 194.978 personnes², soit 22,9 % de la population active du département, et environ 21 % de la population active textile de France.

La population active textile dans l'arrondissement est d'environ 136.835 personnes³, elle atteint les 38,25 % de la population active totale de l'arrondissement, les 70 % de la population active textile du Nord et les 15 % de la population active textile de France.

(1) 901.690 en 1896. Les résultats du recensement de 1901 publiés actuellement ne me permettent pas de donner le nombre de personnes occupées en France, il ne m'ont pas permis non plus de calculer ce nombre pour l'arrondissement de Lille. Je ne puis donner le chiffre du personnel des industries textiles en 1901 que pour le département, et je dois me contenter des chiffres de 1896 pour la France et l'arrondissement.

(2) 194.978 en 1901 (198.245 en 1896) soit :

		en 1901
Chefs d'établissements	Hommes	5.953
	Femmes	2.445
Employés et ouvriers	Hommes	101.438
	Femmes	66.840
Travailleurs isolés	Hommes	8.274
	Femmes	3.766
Ouvriers et employés sans emploi . .	Hommes	4.367
	Femmes	2.495

En 1901, 3.707 établis. comptaient de	1 à	4	ouvriers et employés
— 282	—	de 5 à	10
— 205	—	de 11 à	20
— 354	—	de 21 à	100
— 453	—	plus de	100

(3) En 1896. Il faut signaler qu'au chiffre obtenu par la totalisation de la population active textile en 96 des arrondissements du Nord, il faudrait ajouter 1,53 % pour atteindre le chiffre donné en 96 pour le département. En outre une différence de 4 % existe entre le chiffre donné pour le Nord par le recensement de 96 (Tome I) et celui donné par le recensement de 1901 (Tome I) comme chiffre de la population active textile en 96.

Le personnel des industries textiles dans le département et l'arrondissement de Lille se décompose ainsi en 1896 :

		du personnel textile de France	Arrondisse- ment.	Département. (1)	France
Lille.	18.062 = 2 %		136.835	195.000	900.000
Roubaix . . .	43.360 = 4,8 %	»	= 15 %	= 21 %	= 100 %
Tourcoing . .	22.681 = 2,5 %	»			
Reste de l'arrond ^t	52.732 = 5,9 %	»			

Après une vue d'ensemble, on désirera avoir des renseignements sur les diverses industries textiles². Ces renseignements sont donnés par les tableaux suivants. Ils concernent les huit grands groupes d'industries textiles et les sous-groupes comprenant les industries plus particulièrement développées dans la région. Ils concernent le département (chiffres et autres indications contenus dans les colonnes de gauche) et l'arrondissement de Lille (colonnes de droite).

Colonne A : Proportion pour cent de la population active française, du groupe ou sous-groupe envisagé, occupée dans le département (en 96).

Colonne A¹ : Rang du département parmi les départements producteurs au point de vue du personnel occupé (en 96).

(1) Chiffre produit par la totalisation des chiffres des divers arrondissements ; il diffère de celui donné pour le département par le recensement (Cf. la note précédente).

(2) On remarquera que les industries du lin, du coton, de la laine et de la soie, sont loin d'avoir la même importance. Les diverses matières textiles n'ont pas la même valeur, ne se prêtent pas aux mêmes transformations, aux mêmes usages, et ne sont pas produites ni consommées en quantités égales... Pour ne parler que des quantités, voici pour les divers textiles celles produites dans le monde et celles mises à la disposition des industries françaises :

		Quantités produites dans le monde	Consommation industrielle française
1 Coton	approximativement	3.400.000.000	177.193.000 en 1904
2 Jute	»	1.140.300.000	87.593.900 en 1902
3 Laine lavée à fond	»	482.000.000	85.378.000 en 1904
4 Lin	»	320.000.000	86.500.000 en 1902
5 Chanvre	»	130.000.000	34.500.000 en 1902
6 Soie	»	21.400.000	4.812.000 en 1904

Voir pour plus amples renseignements, pour données sur les variations de consommation des divers textiles : AFTALION, *La Crise de l'industrie linière* (Chap. I) — Enquête parlementaire (Volume I), Rapports de la Commission permanente des valeurs en douane.

Colonne B : Population active du groupe ou sous-groupe dans le département (en 96).

Colonne C : Population active (patrons, ouvriers, employés) du groupe ou sous-groupe dans le département (en 1901).

Colonne C¹ : Ouvriers et employés occupés dans les établissements du département (en 1901).

Colonne C² : Ouvriers et employés sans emploi dans le département (en 1901).

Colonne C³ : Travailleurs isolés dans le département (en 1901).

Colonne D : Renseignements sur l'importance de l'industrie envisagée dans le département, appréciée autrement que par le personnel occupé.

Colonne a : Proportion pour cent de la population active départementale du groupe envisagé occupée dans l'arrondissement (en 96).

Colonne b : Population active du groupe dans l'arrondissement (en 96).

Colonne b¹ : » » à Lille (en 96).

Colonne b² : » » à Roubaix (en 96).

Colonne b³ : » » à Tourcoing (en 96).

Colonne b⁴ : » » dans le reste de l'arrondissement (en 96).

Colonne c : Renseignements sur la population active dans l'arrondissement, autres que ceux donnés par le recensement de 96.

Colonne d : Importance et répartition de l'industrie envisagée dans l'arrondissement indiquées autrement que par le personnel occupé. Principaux lieux de production.

DÉPARTEMENT DU NORD

T. Total.
H. Hommes.
F. Femmes.
E. Enfants — 18 ans.

D

IMPORTANCE APPRÉCIÉE
AUTREMENT QUE PAR LE PERSONNEL OCCUPÉ

Personnel en 1901

Personnel en 1896

C³

Travail-
leurs
isolés.

C²

Chô-
meurs.

C¹

Ouvriers
et
em-
ployés.

C

TOTAL

B

TOTAL

A¹

Rang
du
départ

A

Pourcentage
du
personnel
de France.

I. — GROUPE DE L'INDUSTRIE LINIÈRE

Lin, Chanvre et Jute...

T.				24.983	23.789	1	45 %
H.	185	324	9.715	10.547			
F.	117	268	13.965	14.436			

Toiles.

T.				31.821	33.942	1	63 %
H.	2.411	291	16.983	21.057			
F.	293	26	9.561	10.264			

I¹. — Sous-Groupe du rouissage, teillage, peignage,

T.				665		1	26 %
H.	102	111	312	619			
F.		2	37	46			

I². — Sous-Groupe de

430,000 broches de lin sur les 470,000 broches existant en France . . .	T.			19.628		1	83 %
	H.		196	7.476	7.777		
	F.	186	262	11.445	11.851		

I³. — Sous-Groupe de

T.				9.274		1	81 %
H.			1.254	1.266			
F.			2.008	2.008			

I⁴. — Sous-Groupe

T.				1.022			
H.	66	16	572	750			
F.		2	262	272			

I⁵. — Sous-Groupe

Tissage du lin, chanvre et jute : 15,000
métiers mécaniques sur 22,000 en
France. 8,060 métiers à bras sur
20,000 en France.

T.				25.908		1	55 %
H.	1.630	278	15.036	17.563			
F.	150	25	8.072	8.845			

Cf. AFTALION, *La Crise de l'Industrie
linière*; « *L'importance industrielle
du Nord de la France* ». (Revue
internationale de l'enseignement
Juin 1904). — MERCHIER, *L'Indus-
trie linière dans le département du
Nord*. — Enquête p rlementaire. —
Rapport de l'Union des Syndicats
patronaux.

I⁶. — Sous-Groupe des Batistes,

T.				3.218		1	99 %
H.	748	13	662	2.153			
F.	143		644	1.065			

I⁷. — Sous-Groupe du Linge

T.				2.465		2	45 %
H.	33	1	1.269	1.320			
F.			841	845			

ARRONDISSEMENT DE LILLE

Personnel en 1896

a	b	b ¹	b ²	b ³	b ⁴	c	d
Pourcentage du personnel du dép ^t	TOTAL	Lille.	Roubaix.	Tourcoing.	RESTE	Divers Renseignements sur personnel.	IMPORTANCE ET RÉPARTITION DANS L'ARRONDISSEMENT
							appréciées autrement que par le personnel occupé.
							PRINCIPAUX LIEUX DE PRODUCTION

(y compris fabrication toiles lin et coton).

						Canton d'Armentières.
77 %	T. 44.484	10.319	74	112	33.976	T. 14.203
	M. 24.584	4.946	54	66	19.518	H. 6.888
	F. 19.755	5.371	19	46	14.319	F. 4.232
						E. 3.083

épluchage, affinage du Lin et du Chanvre.

la Filature de Lin.

la Filature de Jute.

de la Corderie.

des Toiles.

Lins.... (Toiles fines).

de table, des Mouchoirs.

En 1899 :

424,000 broches de filature sur les 434,000 du département :

CANTONS	BROCHES	CANTONS	BROCHES
Armentières.	49,784	Quesnoy-sur-Deûle.	56,697
Haubourdin.	17,888	Seclin	29,764
Lannoy . . .	59,634	Tourcoing . . .	35,724
Lille	174,690		

(MERCHIER, ouvrage cité).

La fabrication du fil à coudre en France (retorderie, filerie) est localisée dans l'arrondissement de Lille (à Lille et à Comines).

Canton d'Armentières
T. 10.159
H. 5.920
F. 2.530
E. 1.709

Tissage du lin, chanvre et jute :

Dans l'arrondissement de Lille environ 90% des métiers du département :

CANTON D'ARMENTIÈRES

7,700 métiers mécaniques : Tous genres
de toiles de lin et de toiles métisses.
Linge de table.

LILLE ET ENVIRONS

3,750 métiers mécaniques. Toiles de lin et toiles métisses. Consommation en coton : 1/3, en lin : 2/3.

HALLUIN

1,500 métiers mécaniques, 700 métiers à la main. Toiles de lin. Toiles métisses : au moins dans la proportion de 1/4.

Cf. MERCHIER, ouvrage cité.

DÉPARTEMENT DU NORD

T. Total.
H. Hommes.
F. Femmes.
E. Enfants. — 18 ans.

D

IMPORTANCE APPRÉCIÉE

AUTREMENT QUE PAR LE PERSONNEL OCCUPÉ

Personnel en 1901

Personnel en 1896

C³Travail-
leurs
isolés.C²Chô-
meurs.C¹Ouvriers
et
em-
ployés.

C

TOTAL

B

TOTAL

A¹Rang
du
départ

A

Pourcentage
du
personnel
de France.

II. — GROUPE DE L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

T.				20.390	16.599	11 %
H.	852	30	9.174	10.730	9.089	
F.	135	86	9.219	9.660	7.502	

II₁. — Sous-Groupe du peignage,

Plus de 1/3 des broches françaises : 2.200.000 sur 6.150.000 broches.	T.			12.767	1	35 %
	H.	18	5.986	6.081		
	F.	78	6.606	6.686		

II₂. — Sous-Groupe

T.			1.761	1	43 %
H.	5	725	756		
F.	2	1.001	1.005		

II₃. — Sous-Groupe du Tissage

5 à 600.000 broches

Les quelques tissages existant se
trouvent dans le Cambrésis et
l'arrondissement de Lille.
3.000 métiers mécaniques sur 108.000
en France, 860 métiers à bras.

Cf. Enquête parlementaire — Houdoy : La
filature de coton dans le Nord.

T.						
H.	852	4	2.349	5.721		
F.	135	4	1.593	3.771		
				1.950		

III. — GROUPE DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE (Laine)

T.				82.605	93.590	1	53 %
H.	1.941	2.810	47.127	53.440			
F.	426	949	27.246	29.165			

III₁. — Sous-Groupe

1.350 peigneuses sur 1.600 existant en France.	T.			8.759	1	87 %
	H.	158	6.427	6.622		
	F.	40	2.096	2.137		

III₂. — Sous-Groupe de la

1.150.000 broches sur 2.300.000 exis- tant en France.	T.			14.561	1	51 %
	H.	1	758	8.056		
	F.	14	7.123	6.494		

ARRONDISSEMENT DE LILLE

Personnel en 1896						c	d
a	b	b ¹	b ²	b ³	b ⁴	Divers Rensei- gnements sur personnel.	IMPORTANCE ET RÉPARTITION DANS L'ARRONDISSEMENT appréciées autrement que par le personnel occupé. PRINCIPAUX LIEUX DE PRODUCTION
Pour- centage du per- sonnel du dép ^t	TOTAL	Lille.	Roubaix.	Tour- coing.	RESTE		

(non comprise la fabrication de la toile).

75 %	13.065	5.636	2.662	1.882	2.885
	6.851	3.000	1.326	880	1.645
	6.206	2.628	1.336	1.002	1.240

cordage, filature de coton.

							Lille 1.036.000 broches ; Roubaix-Tourcoing 751.000 ; Armentières 54.000 Le reste des broches de l'arrondissement se trouve surtout aux environs de Lille.
--	--	--	--	--	--	--	--

de la retorderie.

							Lille 372.000 broches ; Roubaix-Tourcoing 102.000 ; Armentières 6.000.
--	--	--	--	--	--	--	--

(cotonnade, calicot, coutils, pilow).

							Roubaix — Tourcoing — Armentières Comines. Cf. Houboy, ouvrage cité.
--	--	--	--	--	--	--	--

employée comme matière unique ou mélangée).

65 %	61.100	413	33.080	19.036	8.609
	41.280	258	23.070	7.762	5.695
	19.806	115	10.010	4.662	2.942

du Peignage.

							Roubaix 800 peigneuses.
							Tourcoing 460 »
							Croix 127 »

Filature et de la Retorderie.

						Cantons de Roubaix 5.500.000	Cantons de Roubaix : 450.000 broches.
						Cantons de Tourcoing 7.500.000	Cantons de Tourcoing : 650.000 broches.

DÉPARTEMENT DU NORD								
T. Total. H. Hommes. F. Femmes. E. Enfants. — 18 ans.	Personnel en 1901				Personnel en 1896			Pourcentage du personnel de France.
	C ³ Travail- leurs isolés.	C ² Chô- meurs.	C ¹ Ouvriers et em- ployés.	C TOTAL	B TOTAL	A ¹ Rang du départ	A	
D IMPORTANCE APPRÉCIÉE AUTREMENT QUE PAR LE PERSONNEL OCCUPÉ								
III. — GROUPE DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE (Laine)								
III ³ . — <i>Sous-Groupe des Tissus non compris</i>								
Pour l'ensemble du Tissage de la laine (Régions de Fourmies, du Cambrésis et de Roubaix), il y aurait dans le Nord 20 à 25.000 métiers sur les 35.000 existant en France.	T.	1.722	1.614	9.754	22.295	1	47 %	
	H.			14.101				
	F.	380	415	6.904	8.194			
III ⁴ . — <i>Sous-Groupe des</i>								
Cf. Enquête parlementaire (Rapports divers, Goblet : <i>Le peignage de la laine à Roubaix-Tourcoing.</i>	T.			6.210	1	89 %		
	H.	167	8	4.362	4.639			
	F.			1.548	1.571			
III ⁵ . — <i>Sous-Groupe</i>								
	T.			25.648	1	99 %		
	H.	44	8	16.172				
	F.		460	8.796	9.260			
III ⁶ . — <i>Sous-Groupe des Velours</i>								
	T.			1.431	2	24 %		
	H.	1		721	733			
	F.	1		697	698			
III ⁷ . — <i>Sous-Groupe des Tapis</i>								
	T.			2.122	1	35 %		
	H.	1		1.661	1.696			
	F.			426	426			
IV. — GROUPE DE L'INDUSTRIE								
	T.			606	1.622	918		0,7 %
	H.	276	3		1.032			
	F.	78	2	460	590			
V. — GROUPE DE LA								
	T.			13.461	12.576			28 %
	H.	20	576	11.456	12.241			
	F.	8	5	1.196	1.220			
V ¹ . — <i>Sous-Groupe de la Teinture</i>								
	T.			4.890		2	18 %	
	H.	10	217	4.069	4.389			
	F.		1	492	501			
V ² . — <i>Sous-Groupe</i>								
	T.			6.570		1	46 %	
	H.		309	5.928	6.279			
	F.		3	288	291			

ARRONDISSEMENT DE LILLE

Personnel en 1896						c	d
a	b	b ¹	b ²	b ³	b ⁴	Divers Renseignements sur personnel.	IMPORTANCE ET RÉPARTITION DANS L'ARRONDISSEMENT
Pourcentage du personnel occupé	TOTAL	Lille.	Roubaix.	Tourcoing.	RESTE		appréciées autrement que par le personnel occupé.
dép ^t							PRINCIPAUX LIEUX DE PRODUCTION

employée comme matière unique ou mélangée) (*suite*).

ans les sous-groupes suivants.

issus d'ameublement.

ps Nouveautés.

de Laine et de Coton).

de Laine et de Coton).

LA SOIE.

94 %.	865	7	293	565
	489	6	52	431
	376	1	241	134

TEINTURE DE L'APPRÊT.

85 %.	10.763	743	6.490	256	3.274
	9.973	657	6.004	224	3.088
	789	86	486	32	185

de Fils, de Tissus.

de l'Apprêt.

Tissage de laine :
Je préfère ne pas donner de renseignements sur le nombre de métier car je ne suis trouvé en présence de chiffre trop contradictoire. Le tissage de la laine est presque tout entier de la région de Roubaix-Tourcoing. La fabrication des tapis est localisée à Tourcoing.

Cf. Enquête parlementaire; Goblet (ouvrage cité); Bourguin : Revue d'économie politique 1901, n° 3 et 4.

Teinture, apprêt de tissus de laine :
Roubaix.

DÉPARTEMENT DU NORD							
T. Total. H. Hommes. F. Femmes. E. Enfants. — 18 ans.	Personnel en 1901				Personnel en 1896		
	C ³ Travail- leurs isolés.	C ² Chô- meurs.	C ¹ Ouvriers et em- ployés.	C TOTAL	B TOTAL	A ¹ Rang du départ ¹	A Pourcentage du personnel de France.
D IMPORTANCE APPRÉCIÉE AUTREMENT QUE PAR LE PERSONNEL OCCUPÉ							

V. — GROUPE DE LA

V³. — *Sous-Groupe du Blanchiment*

T.						1	44 %
H.		11	1.280	1.661			
F.			327	330			

VI. — GROUPE DE LA

T.				2.754	2.583		5 %
H.	45	7	608	769			
F.	330	35	1.505	1.985			

VII. — GROUPE DES

T.				6.988	5.369		6 %
H.	61	101	3.068	3.789			
F.	884	28	2.059	3.199			

VII¹. — *Sous-Groupe des Dentelles*

Tulles : Calais.

T.				3.580		2	18 %
H.		48	2.165	2.440			
F.		13	1.101	1.140			

VIII. — GROUPE DE LA

T.				2.625	2.827		7 %
H.	22	9	859	926			
F.	634	56	718	1.699			

VIII¹. — *Sous-Groupe*

T.				1.372			
H.	16		36	74			
F.	603	24	404	1.298			

VIII². — *Sous-Groupe*

T.				1.051			
H.		9	795	815			
F.			235	236			

Les huit groupes d'industries textiles ne comprennent
Un certain nombre de personnes dans l'industrie textile n'ont pu être

T.				8.229 ⁽¹⁾			
H.	2.461	216	1.542	5.201			
F.	807	740	911	3.028			

(1) Dont 7.267 occupées au tissage.

ARRONDISSEMENT DE LILLE

Personnel en 1896						c	d
<i>a</i>	<i>b</i>	<i>b'</i>	<i>b²</i>	<i>b³</i>	<i>b⁴</i>	Divers Rensei- gnements sur personnel.	IMPORTANCE ET RÉPARTITION DANS L'ARRONDISSEMENT appréciées autrement que par le personnel occupé. PRINCIPAUX LIEUX DE PRODUCTION
TOTAL	Lille.	Roubaix.	Tour- coing.	RESTE			

TURE, DE L'APPRÊT (suite).

Fils et de Tissus.

							{ Blanchiment de fils et de tissus de lin, décatissage : Haubourdin, Armentières, Halluin.
--	--	--	--	--	--	--	--

NETERIE.

7 %	1.396	149	70	1.014	163		
	453	31	17	332	23		
	941	118	53	630	140	}	Tourcoing.

TELLES ET BRODERIES.

4 %	753	398	291	11	53		
	442	154	222	6	40		
	327	240	69	5	13		

la mécanique, Tulles, Rideaux.

							{ A Lille se trouve une dizaine de fabri- ques de tulles, rideaux et guipûres.
--	--	--	--	--	--	--	---

SEMENTERIE, DES RUBANS.

9 %	1.095	236	18	7	804		
	612	45	2	0	565		
	452	190	16	7	239		

la Passementerie.

--	--	--	--	--	--	--	--

la Rubanerie.

							{ Comines.
--	--	--	--	--	--	--	------------

s toute la population active textile.

parties dans les groupes par suite d'indications imprécises :

	3.019	161	382	163	2.313		
	2.221	105	289	99	1.728		
	798	56	93	64	585		

Pour terminer cette introduction, cette étude du « milieu », il serait très intéressant de renseigner sur la situation des diverses industries textiles. Cette situation influe, cela est certain, sur l'organisation et les revendications ouvrières¹. Mais, je ne puis l'étudier ici, car, si je voulais donner des renseignements suffisamment précis, je serais entraîné trop loin². Je me bornerai à dire que parfois du côté patronal on se montre trop pessimiste, que parfois au contraire du côté ouvrier on ne veut pas reconnaître une crise industrielle réelle³.

(1) Elle influe différemment, selon que les associations sont importantes ou non, selon que l'esprit d'association est développé ou non chez les ouvriers. Certes, les ouvriers organisés ont de plus en plus tendance à repousser les systèmes qui leur assurent des augmentations de salaires uniquement lorsque la situation de l'industrie s'améliore. Mais il n'en est pas moins vrai que là où les syndicats sont forts (Angleterre), à une période de prospérité industrielle correspond une période de prospérité syndicale et de revendications. Là au contraire, où l'organisation ouvrière est encore dans l'enfance, c'est généralement dans les moments difficiles de l'industrie que s'enflent les syndicats, que se produisent les réclamations, parce que la misère seule pousse la masse à sortir de son indifférence et de son fatalisme. — Or une faible organisation n'a guère de chance de voir aboutir ses réclamations qu'en temps de prospérité industrielle.

(2) Il est certain que l'industrie textile, en général, a souffert en ces dernières années de l'accroissement des moyens de production en France et à l'Etranger, ainsi que de la cherté des matières premières. Les industriels n'ont pu écouler, dans des conditions aussi avantageuses qu'auparavant, des marchandises produites en trop grande quantité, et dont les hauts prix, causés par la cherté des matières premières, rebutaient les acheteurs. — Cf. pour renseignements sur l'état des diverses industries textiles, les ouvrages déjà cités (Aftalion, Merchier, Houdoy, Goblet) Enquête parlementaire. (Rapports de la Commission permanente des valeurs en douane, Journal « *L'Industrie Textile* »...)

(3) Les associations de patrons, les organes patronaux, quand ils noircissent la situation, croient peut-être écarter les revendications ouvrières ou des projets de loi gênants pour eux, ils cèdent peut-être au désir de convaincre du mauvais effet de nouvelles dispositions légales.

Les dirigeants ouvriers, au contraire, savent bien que, lorsque l'industrie traverse une période difficile, les patrons sont portés à diminuer les salaires. On comprend leur tendance à nier la crise, ou à la vouloir atténuer, surtout lorsque, malgré eux cependant, la masse ouvrière choisit le moment où elle sévit pour provoquer un conflit. Et puis, il faut dire que les dirigeants sont parfois mal renseignés, manquent de bases pour apprécier la situation industrielle, n'ont pas à leur disposition tous les documents que posséderaient des syndicats plus puissants et mieux organisés.

PREMIÈRE PARTIE

L'organisation ouvrière dans l'Industrie Textile de l'Arrondissement de Lille

La première partie de ce travail comprend l'étude des diverses organisations qui groupent les ouvriers syndiqués des industries textiles de l'arrondissement de Lille.

Le chapitre premier est réservé à l'examen forcément sommaire des fédérations internationale, nationales ou régionale, dont font partie certains groupements syndicaux de l'industrie textile de l'arrondissement.

L'étude des fédérations locales et des syndicats locaux à Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières et dans le reste de l'arrondissement, fait l'objet des cinq chapitres suivants.

Dans chacun de ces chapitres, on trouvera d'abord un tableau résumant le mouvement syndical dans la ou les localités envisagées. Pour deux villes, où l'histoire de l'organisation ouvrière dans l'industrie textile est particulièrement intéressante, le tableau est suivi de renseignement sur cette histoire.

La deuxième partie des cinq chapitres en question est réservée à l'organisation ouvrière actuelle : unions locales et syndicats. Les renseignements sur ces derniers sont présentés dans l'ordre suivant :

1^o Caractéristiques ¹ du syndicat : Unions dont il fait partie, son inspiration politique ou religieuse, profession de ses membres ;

2^o Indices de force du syndicat : son secrétariat (permanent ou non), le nombre de ses membres, ses ressources ;

3^o Administration du syndicat ;

4^o Services rendus par le syndicat² ;

5^o Rapports du syndicat avec une société coopérative de consommation s'il y a lieu ;

6^o Documents annexes (généralement extraits des statuts)³.

Le septième et dernier chapitre résume toute la première partie ; il a pour but de donner une idée d'ensemble sur l'organisation ouvrière actuelle dans l'industrie textile et dans l'arrondissement de Lille.

(1) J'entends par caractéristiques du syndicat, ce que l'on cherche tout d'abord à savoir, quand on commence à l'étudier : on veut le rattacher à une organisation connue et lui donner une étiquette. S'agit-il d'un syndicat rouge ou d'un syndicat jaune ? A quelle école syndicaliste appartiennent ses dirigeants ?

(2) Il sera surtout question dans ce paragraphe des œuvres annexes du syndicat ; alors que son œuvre principale consiste à faire tous ses efforts pour que les conditions du travail soient aussi bonnes que possible. L'étude de la façon dont s'acquittent de cette dernière tâche les syndicats de l'industrie textile dans l'arrondissement de Lille, fait l'objet de la deuxième partie de ce travail.

(3) Si parfois, l'on ne trouve pas dans les extraits donnés, certains renseignements qui doivent exister sûrement dans des statuts (tels que les principales dispositions sur l'administration du syndicat), c'est que j'ai acquis la certitude que les statuts n'étaient plus appliqués ; et je me suis contenté de reproduire, au paragraphe qui les concerne, les renseignements qui m'ont été donnés lors de mon enquête.

CHAPITRE PREMIER

Les Unions Internationale, Nationales et régionale

dont font partie certains Syndicats de l'Arrondissement
de Lille

Deux Fédérations, comprenant des syndicats de diverses professions, sont à citer ici. (Je ne donnerai pas de renseignements sur elles, on les trouvera facilement); ce sont :

La Confédération générale du Travail ¹

Et la Fédération nationale des Jaunes de France ²

J'arrive de suite aux Fédérations textiles. Elles sont au nombre de trois, et ont toutes trois une tendance nettement socialiste. Ce sont :

La Fédération *internationale* des Syndicats ouvriers de l'Industrie Textile;

La Fédération *nationale* de l'Industrie Textile de France;

Et une Fédération *régionale* : l'Agglomération de la Vallée de la Lys.

(1) Sur la Confédération du Travail, Cf. Office du Travail : *Les Associations professionnelles ouvrières* (Tome I). Les comptes-rendus des Congrès nationaux corporatifs. — Dans le compte-rendu du dernier congrès (Amiens, octobre 1906) on trouvera des renseignements intéressants sur l'attitude, dans la Confédération générale du Travail, des Syndicats textiles du Nord.

(2) Se reporter aux deux congrès des Jaunes, au journal « *Le Jaune* »....

Fédération internationale des Syndicats ouvriers de l'Industrie Textile.

C'est en 1894 qu'eut lieu à Manchester le premier congrès international textile. Sa nécessité était apparue, pendant les congrès internationaux ouvriers de 91 et de 93, aux délégués appartenant aux industries textiles. Ce fut au deuxième congrès tenu à Gand, en 1895, que fut réellement organisée la Fédération internationale textile. La création d'un secrétariat international y fut décidé. Des délégués nationaux devaient en outre, maintenir "dans l'intervalle de deux congrès des rapports entre les diverses nations.

Depuis 1895, des congrès eurent lieu : à Roubaix en 1897, à Berlin en 1900, à Zurich en 1902 et à Milan en 1905.

Le nombre de nations représentées au dernier congrès était de sept (Belgique, Italie, Suisse, Autriche, France, Allemagne, Angleterre).

Le nombre des délégués a varié de 54 (en 1894), à 84 (en 1897). Au dernier congrès, on comptait 75 délégués.

La France, qui n'avait qu'un représentant en 1895, en eut jusqu'à 44 en 1897 (Roubaix) ; au dernier congrès, elle avait 8 délégués.

Le nombre de syndiqués représentés a varié de 179.000 (en 1894) à 327.000 (en 1905).

Enfin, les syndiqués français représentés par 44 délégués en 1897, étaient sensiblement aussi nombreux que ceux représentés, en 1905, par 8 délégués seulement (24.000).

Ces divers congrès ont permis aux syndicats, grâce aux rapports présentés par chaque nation, de se renseigner sur la situation des ouvriers textiles dans les divers pays, et de comparer les diverses législations. Les organisations nationales ont pu, en outre, se concerter pour une action commune.

Les questions principales, sur lesquelles les divers congrès se sont prononcés à plusieurs reprises, sont les suivantes : al

diminution de la journée de travail, le repos hebdomadaire, la cessation du travail le samedi à midi, la suppression des heures supplémentaires et du travail de nuit, la suppression du travail aux pièces, l'élection des inspecteurs du travail par les ouvriers, l'établissement de lois protectrices du travail, la nécessité de l'action politique, etc.

La Fédération a fondé une caisse internationale des grèves; elle ne pourra commencer à fonctionner que lorsqu'elle contiendra 75.000 francs. Lors du dernier congrès, elle contenait 17.920 fr.¹; cette somme provenait des versements suivants, effectués par les diverses nations : France, 1.740 fr. 65; Allemagne, 4.881 fr. 55; Belgique, 455 fr. 30; Autriche, 490 fr. 95; Suisse, 245 fr. 40; Angleterre, 10.104 fr. 15. On espère que les 75.000 francs seront atteints en 1908.

Au dernier congrès (Milan 1905), on s'occupa beaucoup de donner plus d'activité au Secrétariat international. Malgré les Allemands, ce Secrétariat resta en Angleterre où son siège avait été primitivement fixé. Cependant un nouveau secrétaire remplaça l'ancien, auquel plusieurs délégués laissaient toute la responsabilité du mauvais fonctionnement du Secrétariat. En outre, on jugea insuffisants les rapports qu'avaient entre eux les délégués des diverses nations entre deux congrès. Pour rendre plus efficace l'action du Secrétariat international, pour permettre aux différentes nations de se mieux renseigner et de s'entendre, on décida la création d'un Comité international. Composé de deux délégués par nation, ce Comité doit se réunir au moins une fois par an. Ses décisions sont soumises dans chaque pays, à l'approbation des divers syndicats par les secrétaires des Fédérations.

Le Comité international s'est réuni, pour la première fois, à Bruxelles, en avril 1906 (*Cf.* journal *L'Ouvrier textile*, de mai 1906). Il a décidé que le Secrétariat international publierait, en trois langues, des rapports sur : les conditions du travail, le prix des denrées, l'état du marché, le prix des

(1) En avril 1906, il y avait en caisse 20.000 fr.

matières premières.... dans les divers pays. Le Secrétariat devra publier un rapport chaque fois qu'il aura rassemblé un nombre suffisant de statistiques et de renseignements utiles.

Le Comité s'est en outre occupé, entre autres questions, de la rédaction du règlement de la Fédération. Ce règlement est reproduit ci-après ;

BUT DE LA FÉDÉRATION

1° Le but de la Fédération internationale est d'assurer l'uniformité des heures de travail, des tarifs, des salaires et des conditions de travail, et de prendre telle ou telle initiative, qui, à l'occasion, peut être jugée nécessaire pour la protection des travailleurs de l'industrie textile de tous les pays.

2° Les moyens à employer sont : a) Tenir des congrès de l'association dans tous les pays affiliés à la Fédération internationale ; b) L'échange mutuel de rapports et de publications traitant des efforts faits par les fédérations nationales ; c) La formation du Comité international, qui agira selon les décisions prises au congrès précédent et contrôlera l'utilisation et les dépenses faites avec les fonds de l'association internationale dans l'intervalle des divers congrès internationaux.

CONDITIONS D'AFFILIATION

3° Tout syndicat ouvrier de l'industrie textile peut s'affilier par sa propre adhésion à la fédération nationale de son pays respectif qui paie pour tous ses membres les cotisations fixées par les congrès internationaux à la caisse internationale.

SIÈGE CENTRAL

4° Le siège central de la Fédération internationale sera en Angleterre tant que le Congrès n'en aura pas décidé autrement.

CONGRÈS INTERNATIONAUX

5° Le Congrès international se réunira une fois tous les trois ans au moins, et plus fréquemment si cela est jugé désirable.

6° Les délégués du congrès pourront parler Anglais, Français, Allemand ou Italien, et des interprètes seront fournis et payés sur les fonds internationaux.

7° Le secrétaire international préviendra l'association nationale de chaque pays, 6 mois à l'avance, de la réunion du congrès international.

8° Toutes les propositions qui doivent être soumises au congrès seront envoyées par l'association nationale de chaque pays trois mois avant la date fixée pour la réunion du congrès.

Aucune proposition ne pourra être discutée au congrès si l'on n'a pas prévenu trois mois d'avance, à moins d'un cas de force majeure.

9° Le secrétaire international publiera, un mois avant l'ouverture du congrès, une liste rédigée dans les trois langues officielles et contenant des copies des propositions présentées par les divers pays.

10° Chaque organisation nationale devra payer les dépenses de ses propres délégués au congrès international et devra faire parvenir au secrétaire international le nom et l'adresse de ses délégués six semaines avant le congrès.

11° Le congrès sera présidé chaque jour par un président pris alternativement parmi les délégués des différentes nations — le pays où se tient le Congrès conservant le droit d'avoir la présidence le premier jour.

12° L'auteur d'une proposition figurant à l'ordre du jour du Congrès, aura le droit de parler un quart d'heure et les orateurs qui lui succéderont pas plus de dix minutes.

Aucun délégué ne devra parler deux fois sur le même sujet, excepté l'auteur d'une proposition qui aura droit à dix minutes pour répondre, après lesquelles il sera procédé au vote.

13° Le vote se fera par pays, mais aucune proposition ne pourra être considérée comme adoptée si les trois quarts des pays représentés au Congrès n'ont pas voté pour ; ne pourra prendre part au vote, tout pays qui n'aura pas acquitté ses cotisations aux Fonds internationaux.

14° Le lieu où se réunira le Congrès suivant devra être désigné pendant la dernière séance du Congrès.

COMITÉ INTERNATIONAL

15° Le Comité international se composera des représentants de toute nation affiliée à la Fédération Internationale. Toutes les nations doivent fournir leurs représentants, ceux-ci ne dépassant pas le nombre de deux.

16° Le vote aux réunions du Comité se fera par pays, chaque pays n'ayant qu'une voix.

17° Chaque pays prend à sa charge les dépenses de ses représentants.

18° Le Comité se réunira au moins une fois par an dans le but de discuter les meilleurs moyens de mettre à exécution les décisions du Congrès précédent, de recevoir les comptes-rendus du progrès fait dans les divers pays et d'activer de toute manière la réalisation des projets de la Fédération internationale. Il nommera un président parmi ses membres.

19° Les 2/3 des sociétés réclamant une réunion, le Secrétaire international préviendra aussitôt et un mois à l'avance qu'une telle réunion aura lieu. Le Secrétaire international peut provoquer une réunion à tout moment qu'il trouvera désirable, mais en prévenant un mois d'avance.

20° Si l'un quelconque des membres du Comité ne peut pas assister à une réunion, l'Association nationale du pays qu'il représente aura le droit de fournir un suppléant qui assistera en son nom à cette réunion.

21° Il ne sera pris aucune décision à moins que la moitié (au minimum) des Associations affiliées à la Fédération internationale ne soit représentée à la réunion.

22° Un compte-rendu des actes du Comité international sera soumis à l'examen du Congrès international.

SECRÉTAIRE INTERNATIONAL

23° L'office du Secrétaire international sera d'organiser toutes les réunions du Comité international dont il est un membre ex-officio et de convoquer les Congrès internationaux. Il sera tenu d'assister à toutes les réunions et aux Congrès et de dresser un procès-verbal des séances. Il recevra les cotisations aux Fonds internationaux payées par les Associations nationales, et paiera les dépenses qui peuvent être occasionnées par le Congrès international.

Il sera tenu de publier chaque année un bilan précisant les recettes et les dépenses de la Fédération.

Il dressera périodiquement une statistique indiquant les tarifs des salaires et le nombre d'heures de travail des ouvriers de l'industrie textile dans les différents pays et, à cette fin, les secrétaires des différentes nationalités affiliées à la Fédération internationale seront tenus de fournir au secrétaire international les renseignements qu'il pourra leur demander.

Six mois avant l'ouverture de chaque Congrès international, le secrétaire de chaque Association nationale devra envoyer au secrétaire international un rapport détaillé sur les progrès faits depuis le Congrès précédent, afin que celui-ci puisse dresser un rapport international. Les dépenses du secrétaire international aux diverses réunions ou congrès seront supportées par les fonds internationaux.

CONTROLEURS

24° A chaque Congrès international, deux contrôleurs seront désignés pour vérifier les comptes du secrétaire international et en faire part au Congrès.

FONDS GÉNÉRAUX

25° Toute association nationale affiliée à la Fédération internationale payera une cotisation de 1 centime par membre et par an pour le maintien de l'office du secrétariat international. Cette cotisation devra être payée au secrétaire international le 1^{er} janvier de chaque année. Les pays qui n'ont pas payé leur cotisation, n'auront pas droit au vote, soit dans les réunions du Comité international, soit aux séances du Congrès international.

26° En cas de dissolution, les fonds en caisse seront partagés d'après la contribution apportée par chaque association affiliée.

FONDS INTERNATIONAUX DE DÉFENSE ET DE PROPAGANDE

27° La cotisation à payer pour ces fonds sera de 5 centimes par membre et par an, payable le 1^{er} janvier de chaque année. Les associations nationales auront le devoir de payer pour la totalité de leurs membres.

28° L'indemnité à allouer sera déterminée par le Comité international, et rien ne sera payé sans sa sanction préalable.

29° Il ne sera procédé à aucun paiement avant qu'il n'y ait en caisse 75.000 francs.

30° S'il arrivait que les fonds fussent épuisés, le paiement cesserait, et il n'y aurait pas de responsabilité engagée tant qu'il n'y aurait plus de fonds en caisse.

Fédération Nationale de l'Industrie Textile

Nous avons vu qu'à la suite du Congrès ouvrier international tenu à Bruxelles en 1891, les délégués représentant les industries textiles s'étaient réunis, et avaient envisagé la création d'un groupement international des ouvriers textiles.

Un de ces délégués, de retour à Lyon, exposa à une réunion du conseil local des syndicats lyonnais, l'utilité des groupements internationaux ; il expliqua que les représentants de tous les pays avaient été d'avis qu'une organisation internationale devait être précédée par l'organisation de fédérations nationales.

Les syndicats lyonnais faisaient alors partie d'une fédération régionale créée en 1890. Celle-ci convoqua les syndicats textiles de France à un Congrès pour lequel la municipalité lyonnaise accorda une subvention de 2.000 francs.

Le Congrès se tint à Lyon du 22 ou 25 novembre 1891 ; il adopte à l'unanimité les dispositions suivantes :

Le Congrès, considérant qu'il est indispensable, pour les travailleurs, de s'organiser en corporation nationale d'abord et internationale ensuite, pour ce qui concerne les principales branches de l'économie nationale..., décide :

1° Qu'une grande Fédération nationale de l'industrie textile est constituée, que le siège de cette Fédération sera fixé à Lyon jusqu'au prochain Congrès national qui se tiendra à Fourmies en 1892 ;

2° Que pour donner de l'extension et les éléments indispensables à la vitalité de cette puissante organisation, il soit créé un organe exclusivement corporatif rédigé par les membres des diverses régions composant la Fédération..

En outre, le Congrès décide qu'une caisse de propagande sera créée et placée sous l'administration du Conseil national. Cette caisse

sera alimentée par des cotisations mensuelles de chaque Syndicat adhérent, dont le minimum est fixé à 1 franc ¹.

Ainsi la Fédération nationale était fondée. De belles résolutions étaient prises, mais ne furent guère suivies d'effet puisque sur les 66 syndicats représentés au Congrès, 18 seulement avaient payé leur cotisation en juillet 1892 (tous de la région lyonnaise sauf un : le Syndicat de Fourmies).

En 1892, le Congrès de Fourmies n'eût pas lieu par suite des événements qui ensanglantèrent cette ville.

En 1893, la Chambre syndicale ouvrière de Roubaix organisa le deuxième Congrès national textile. Y prirent part 93 chambres syndicales ¹. Le siège de la Fédération fut établi à Roubaix et il fut convenu que le prochain Congrès n'aurait lieu qu'en 1895 ; le Congrès international de Manchester devant se réunir en 1894.

En juin 1894 parut le premier numéro de l'*Emancipation Ouvrière*, bulletin mensuel de la Fédération nationale de l'Industrie textile. Sa publication ne dura qu'un an.

Le troisième Congrès national eut lieu à Cholet en 1895 ¹ ; les délégués y vinrent peu nombreux : 14 délégués représentaient, annonça-t-on, 83 syndicats et 45.264 syndiqués.

En 1897, après le Congrès de Cholet, le Conseil fédéral siégeant à Roubaix organisa dans cette ville, avec le concours du syndicat textile, le troisième Congrès international textile. Les délégués français réunis à Roubaix prirent encore une fois de belles résolutions concernant leur fédération nationale ; encore une fois, ces résolutions furent vite oubliées : peu à peu, les syndicats fédérés cessèrent de payer leur cotisation et de répondre aux communications du Comité fédéral. La Fédération nationale textile, soutenue un moment par le syndicat textile de Roubaix seul, cessa en fait de fonctionner.

Cependant quelques militants lillois étaient restés convaincus de l'utilité d'une organisation nationale. Deux d'entre

(1) Pour renseignements intéressants sur les trois premiers congrès nationaux textiles, Cf. Office du Travail : Associations professionnelles ouvrières (Tome II), pages 453 et suivantes.

eux, dont le secrétaire actuel de la Fédération, rédigèrent en 1902 un appel envoyé à une cinquantaine d'organisations : 18 syndicats y répondirent, et un quatrième Congrès national textile put avoir lieu, en mai, à Saint-Quentin.

Mais à cette époque où le Nord sentait le besoin de faire revivre l'ancienne Fédération, celle-ci allait trouver en face d'elle une autre organisation nationale.

En 1900, en effet, les tisseurs de Paris, « honteux de voir, dans tous les corps d'état, l'évolution grandissante du syndicalisme s'étaient mis à la besogne pour tenter d'organiser le Textile sur des bases purement économiques, sans s'occuper d'aucune conception politique, et avaient formé une Fédération nationale du Textile adhérente à la Confédération générale du Travail ¹. »

La nouvelle fédération, appuyée sur le syndicat textile de Paris, qui ne lui marchanda pas les ressources nécessaires, et sur la Confédération du Travail, avait déjà tenu deux congrès : l'un à Paris en 1900, et l'autre à Lyon en 1901. Mais aucun syndicat du département du Nord n'avait jamais répondu à ses appels.

Il y avait donc en 1902 deux groupements fédéraux en présence. Ils représentaient deux conceptions différentes de l'organisation ouvrière, conceptions qui ont toujours subsisté depuis dans l'organisation nationale unifiée. La Fédération parisienne avait la même ligne de conduite que la Confédération générale du Travail ; d'inspiration plutôt anarchiste, elle voulait le maintien de la lutte sur le seul terrain économique. La Fédération du Nord, au contraire, d'inspiration nettement socialiste, voulait que les organisations politiques et corporatives pussent unir leurs efforts. Ses militants, sans repousser pour cela l'action directe, reconnaissaient que l'action parlementaire pouvait venir en aide à l'effort syndical.

Malgré les divergences de vues, des pourparlers n'en furent pas moins engagés. La Fédération du Nord consentit

(1) D'après M. Desjardins du Syndicat des tisseurs de Paris.

à envoyer des délégués au Congrès que devait tenir à Amiens (le 15, 16 et 17 août 1902), l'autre organisation fédérale. Des deux côtés, on avait le désir de ne voir subsister qu'une fédération nationale textile, et la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité :

Le Congrès décide que le siège de la Fédération nationale textile demeurera celui de la Fédération la plus âgée, celle du Nord, c'est-à-dire Lille.

Que d'autre part, il n'existe plus désormais qu'une Fédération nationale textile, adhérente à la Confédération générale du Travail, ainsi qu'à la Fédération internationale dont le siège est à Londres.

Le Congrès décide en outre :

Que pour consacrer la fusion des deux Fédérations, les présentes assises du travail textile compteront comme III^e Congrès national textile et que ledit Congrès prendra désormais ce titre dans les annales de l'organisation ouvrière textile.

Depuis que l'unité a été faite, quatre congrès nationaux ont eu lieu :

Le V^e Congrès se tint à St-Etienne du 15 au 17 août 1903 ;

Le VI^e — — — Reims du 14 au 16 août 1904 ;

Le VII^e — — — Rouen du 13 au 15 août 1905 ;

Le VIII^e — — — Tourcoing du 12 au 14 août 1906¹

Le siège de la Fédération nationale ouvrière textile est actuellement à Lille. La Fédération est administrée par un Comité fédéral. On peut lire le compte rendu des séances de ce comité dans le journal *l'Ouvrier Textile* qui paraît tous les mois et que reçoit tout membre d'un syndicat adhérent à la Fédération.

(1) Voir les comptes-rendus de ces congrès. Les discussions y furent parfois vives ; les deux conceptions de l'organisation syndicale, dont il a été question plus haut, se heurtèrent plus d'une fois. En 1906 à Tourcoing, les syndicats du Nord ont pu faire voter que le Conseil fédéral devrait s'entendre avec le Conseil central du parti socialiste, quand les circonstances l'exigeraient, pour faire triompher les revendications ouvrières. Les syndicats du Nord auraient voulu faire adopter la même résolution par le Congrès confédéral d'Amiens (octobre 1906) ; mais cette fois ils furent battus. A noter que, à la Fédération nationale textile, les Syndicats ont, aux votes, un nombre de voix proportionnel à celui de leurs membres et que, il n'en est pas de même à la Confédération. La représentation proportionnelle est favorable aux principaux syndicats du Nord qui ont un nombre de membres relativement élevé.

La cotisation perçue par la Fédération est de 0 fr. 05 par membre et par mois. Les fonds sont déposés dans le coffre-fort de la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix.

La Fédération vient en aide aux organisations en grève, soit avec ses propres deniers, soit avec les secours qui lui sont adressés et qu'elle répartit.

Grâce à l'existence d'un secrétariat permanent, la Fédération nationale textile dispose en tout temps de moyens d'action efficaces; comme les fréquents voyages de propagande du secrétaire, ses nombreuses visites aux organisations en grève, ses articles publiés par le journal *l'Ouvrier Textile* qu'il rédige presque en entier.

RÈGLEMENT DE LA FÉDÉRATION NATIONALE OUVRIÈRE
DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE FRANCE

Article 1^{er}. — Entre toutes les Chambres syndicales de l'Industrie Textile, Peignage, Triage, Filature, Tissage et Teinture Française, il est formé une Fédération qui prend pour titre: *Fédération nationale ouvrière de l'Industrie textile de France*.

Article 2. — La Fédération a pour but :

1^o *Au point de vue général* : L'affranchissement intégral de la classe ouvrière, c'est-à-dire l'instauration du travail libre affranchi de toute exploitation capitaliste, et ce par la socialisation des moyens de production et d'échange au bénéfice exclusif de tous les producteurs et collaborateurs de la richesse sociale, de manière à atteindre le principe intangible de la solidarité humaine qui permettra les relations fraternelles entre tous les exploités de notre industrie.

2^o *Au point de vue particulier* : Réglementation des heures de travail dans l'Industrie textile; extension des Conseils de prud'hommes; nomination d'inspecteurs ouvriers; arbitrage en cas de conflits; unification et augmentation des salaires; élaboration de tarifs; protection et défense des travailleurs de l'industrie textile.

Pour éviter toute cause de discorde, la Fédération limitera son action aux seules questions économiques.

Art. 3. — Les Syndicats adhérents à la Fédération conservent leur autonomie, mais doivent éviter toute grève locale ou partielle afin de réserver leurs forces pour des mouvements coordonnés qui peuvent seuls donner des résultats sérieux. Toutefois, lorsqu'une grève partielle ne pourra être évitée, le Syndicat intéressé devra, autant que possible, en avertir le Conseil fédéral.

Art. 4. — Le siège de la Fédération est désigné annuellement en congrès. le Conseil fédéral siège au même lieu.

Art. 5. — Le Conseil fédéral devra se tenir en rapport constant avec les organisations corporatives, nationales et internationales.

Art. 6. — La Fédération nationale est administrée par un Conseil fédéral; il est composé d'un délégué par organisation adhérente.

Art. 7. — Le Conseil fédéral centralise tous les renseignements, perçoit les cotisations et nomme, parmi ses membres, un bureau selon l'importance de ses travaux ; il propose au congrès les appointements des ayant-droits, une provision pourra leur être faite.

Art. 8. — *Adhésions et radiations* : Sont acceptés tous les Syndicats se composant au moins de quinze membres et adhérant aux présents statuts, les adhésions individuelles ne sont pas admises à la Fédération.

Art. 9. — Toute organisation désirant faire partie de la Fédération devra déposer un exemplaire de ses statuts ainsi qu'une acceptation déclarant avoir eu connaissance des statuts de la Fédération, apostillée par les signatures du secrétaire et des membres du bureau de l'Assemblée où cette affiliation aura été décidée.

Art. 10. — La Fédération est maîtresse de la non admission ou de la radiation d'une organisation, l'intéressée devra toujours être convoquée deux fois avant qu'il soit prononcé en dernier ressort, toute radiation sera précédée d'un rapport d'enquête.

Art. 11. — Lorsqu'un Syndicat démissionnera, ou sera radié de la Fédération, il n'aura aucun recours sur les fonds versés par lui.

Art. 12. — Les Syndicats conservant leur autonomie en tant qu'organisation corporative, ils devront, si possible, dans les communes importantes où plusieurs syndicats textiles existent, centraliser les efforts de façon à solidifier les forces ouvrières en créant des Fédérations locales.

Art. 13. — La caisse de la Fédération sera formée par un droit d'adhésion de 5 francs et d'une cotisation mensuelle de 5 centimes par membre syndiqué payant. Cette cotisation pourra être augmentée ou diminuée par décision d'un congrès.

Art. 14. — Lorsqu'un Syndicat sera proposé pour la radiation faute de paiement de ses cotisations après un retard de 3 mois, il pourra demander sa réintégration en se mettant à jour de ses cotisations arriérées, sans préjudice des cotisations courantes.

Art. 15. — Chaque organisation adhérente aura une carte qui donnera accès au sein du Conseil à ses délégués qui tous auront une voix consultative, un seul aura voix délibérative.

Art. 16. — Le Conseil Fédéral se réunit ordinairement une fois par mois et extraordinairement aussi souvent qu'il le juge nécessaire.

Art. 17. — Les votes seront acquis à la majorité des membres fédérés payants sur la base d'une voix par fraction de 25 membres. Lorsque la majorité des membres fédérés ne sera pas représentée à une réunion, le Secrétaire devra faire parvenir dans le plus bref délai possible aux organisations absentes les questions en délibéré afin qu'elles puissent donner de suite leur assentiment si elles le jugent utile. Les voix compteront pour chaque réunion d'après les payants du mois précédent.

Art. 18. — En cas d'urgence le Conseil Fédéral peut, à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres présents à la réunion, prendre toute décision nécessaire. L'urgence n'est reconnue valable que par le manque absolu de temps.

Art. 19. — Toutes les organisations adhérentes devront se conformer aux décisions prises par la moitié des membres fédérés.

Art. 20. — Les membres du Conseil peuvent se diviser en autant de sous-commissions qu'ils le jugent utile pour le bon fonctionnement de la Fédération.

Art. 21. — Tout syndicat ou syndiqué adhérent aux présents statuts qui porterait atteinte aux principes ou à l'organisation de la Fédération sera déféré devant le Conseil fédéral et radié s'il y a lieu.

Art. 22. — *Contrôle.* — Il est nommé par l'assemblée générale des syndicats réunis dans la localité du siège du Conseil fédéral, une Commission de contrôle composée de cinq membres à raison de un membre par organisation et renouvelable par les Congrès de la Fédération, elle devra vérifier les livres de caisse, veiller à l'application des résolutions prises, en cas de conflit grave, elle pourra convoquer un Congrès dans les plus brefs délais ; pour prendre cette décision, l'unanimité des membres du contrôle sera exigée. Les travaux de cette Commission feront l'objet d'un rapport spécial qui sera transmis par les soins du Conseil fédéral aux organisations adhérentes deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Art. 23. — *Des grèves.* — Les Chambres syndicales restent maîtresses des décisions à prendre pour leurs grèves particulières ou mises à l'index des maisons ne respectant pas les conventions établies ou les prix de façon, elles seront tenues d'en avvertir immédiatement le Conseil fédéral qui fera appel à la solidarité de tous les syndicats fédérés. Elles devront bien apprécier l'article 3 du présent règlement.

Art. 24. — Pour avoir droit aux avantages moraux et matériels de la Fédération, les organisations adhérentes doivent être au pair de leur cotisation, c'est-à-dire n'avoir pas plus de trois mois de retard, passé ce délai, les syndicats sont complètement désintéressés après avertissement du Conseil fédéral. Après six mois de retard, les organisations seront considérées comme démissionnaires.

Des Congrès. — Lorsqu'un Congrès soit régional, national ou international corporatif sera annoncé, chaque syndicat adhérent sera prévenu deux mois à l'avance des questions qui seront traitées en faveur de la corporation, les syndicats devront prévenir de leur désir d'être représentés et quels sont les études et les rapports qu'ils ont l'intention de développer dans ces Congrès.

Le Conseil fédéral publiera son rapport moral et financier un mois avant le Congrès. Ce rapport sera communiqué à tous les syndicats fédérés.

Art. 25. — Pour être délégué à un Congrès, il faut être membre actif d'un syndicat adhérent à la Fédération et l'indiquer sur le mandat donnant accès au Congrès.

Art. 26. — La date et le lieu en seront désignés à la fin de chaque Congrès. Si le lieu désigné par le Congrès pour tenir ses assises ouvrières était dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, le Conseil fédéral serait alors chargé de désigner un autre lieu.

Art. 27. — Les questions les plus utiles à discuter seront envoyées par les syndicats au Conseil fédéral trois mois avant la tenue de ces Congrès, il en sera fait un classement qu'il transmettra au Conseil organisateur, ce dernier arrêtera l'ordre du jour selon le classement.

Art. 28. — Aussitôt qu'elle le pourra, la Fédération rédigera un organe corporatif dans lequel il sera traité des travaux accomplis, des

critiques corporatives et économiques de tous les métiers de l'industrie textile, ainsi que du mouvement syndical de tous les pays.

Art. 29. — Les statuts pourront toujours être révisables, lors de la tenue du congrès corporatif.

Art. 30. — *Administration intérieure du Conseil fédéral.* — Le Conseil fédéral nomme son bureau qui se compose d'un secrétaire général, d'un secrétaire-adjoint, d'un trésorier, d'un trésorier-adjoint et d'un archiviste. Les membres du bureau sont responsables devant le Conseil fédéral et devant le Congrès.

Art. 31. — Les attributions du Conseil fédéral sont de veiller à l'exécution des résolutions prises dans les congrès de la corporation en particulier, et de tout ce qui concerne la défense des intérêts généraux de tous les travailleurs.

Art. 32. — Les secrétaires ont pour attributions la tenue des procès-verbaux des séances, convocations des réunions, annotations des ordres du jour et la correspondance.

Art. 33. — Les trésoriers ont pour attributions les paiements et les recettes, la délivrance aux délégués des reçus tirés des livres à souches, la tenue de la comptabilité. Le placement des fonds sera fait dans un lieu fixé par le Conseil fédéral, le paiement de toute somme sur le mandat du secrétaire par décision de la Fédération.

Art. 34. — *De l'arbitrage.* — En cas de différend entre syndicats ou syndiqués appartenant à la Fédération, le Conseil fédéral peut servir d'arbitre, il en est de même pour tout différend existant entre les Chambres syndicales, patronales et ouvrières et entre patrons et ouvriers de l'Industrie Textile.

Art. 35. — En cas de dissolution l'encaisse et les archives passeront entre les mains d'une autre Fédération similaire.

Principales propositions votées par les quatre derniers Congrès Nationaux

V^e CONGRÈS — S^t-ETIENNE 1903

La loi de 1900, son application de 1902 à 1903. — Mesures à prendre. — Unification des tarifs. — Minimum des salaires. — Le Congrès, en ce qui concerne les questions de l'unification des tarifs par catégories de métiers, du numérotage unique des écheveaux d'après la mesure métrique, le pesage des matières filées, le métrage des pièces de tissus devant les ouvriers ou leurs représentants, engage les syndicats adhérents à transmettre au Conseil fédéral le résultat de leur travail au fur et à mesure qu'ils l'auront élaboré.

Qu'en raison des diversités d'articles et de catégories de métiers, cette besogne étant très complexe et laissant subsister une foule d'aléas que ces réformes ne parviendront pas quand même à supprimer, déclare que le véritable but à atteindre dans cet ordre d'idées, pour tous les ouvriers et ouvrières de l'industrie textile, consiste en l'abolition du travail aux pièces, en la réduction de la journée de travail à 8 heures, avec minimum de salaire déterminé d'avance avec des organisations ouvrières d'après le prix local des moyens d'existence.

Le V^e Congrès national de S^t-Etienne, après avoir entendu les rapports et les déclarations des délégués sur les conséquences de la loi Millerand-Colliard, proteste contre l'emploi des doubles équipes qui permettent aux patrons de faire travailler dans la seconde équipe des ouvriers ayant déjà accompli une séance de travail dans la première et, sous prétexte de compléter leur journée, leur font faire toute la séance de la deuxième, ce qui se traduit alors pour eux en une présence de 16 heures à l'atelier, au tissage ou à la filature. Considérant qu'ainsi observée, la loi qu'on appelait « la plus grande réforme du siècle », se traduit par une aggravation de l'ancienne législation de 1892, attendu que sous l'empire de celle-ci, des femmes, des enfants, ne faisaient que 10 heures et aujourd'hui que les hommes qui n'en devraient faire que « 11 », en effectuent réellement « 12 » et cela pendant la nuit.

Le Congrès déclare : qu'ainsi appliquée, la dite loi ne peut être qu'un leurre gigantesque pour l'humanité ouvrière et qu'elle fausse le but qu'on prétend lui faire atteindre.

Décide, que le Gouvernement sera sommé par son bureau fédéral à faire respecter la loi, que pour ce faire, il devra être interdit partout de faire travailler plus de dix heures, après l'échéance de 1904, sous peine de condamnation très sévère qu'il aura à édicter, cela pour ce qui concerne tous les ouvriers sans distinction d'âge ou de sexe.

Qu'en attendant la suppression du travail aux pièces, le Congrès réclame l'application stricte de la loi de 1850 sur le tissage et le bobinage.

Décide qu'il poursuivra la réalisation de ces seules et véritables réformes par tous les moyens dont dispose la Fédération du textile.

La Fédération devra entreprendre une campagne par l'écrit ou par la parole, pour expliquer aux syndicats la nécessité de l'unification des mesures et des poids appliqués au textile, et les engager à faire appliquer, le plus tôt possible, au point de vue pratique la dite unification.

Organisation du viaticum, création d'une caisse de grèves. — Bulletin fédéral. — Le Congrès décide l'institution du viaticum. Mais comme il ne serait pas possible en l'état actuel des choses, de créer une caisse spéciale pour le viaticum, il se borne seulement à donner les conditions dans lesquelles les syndicats devront venir en aide aux passagers adhérents à la Fédération. Ces conditions seront consignées dans un article unique qui sera porté en inscription sur les livrets-cartes que le Comité Fédéral fera confectionner.

Le Congrès admet, en outre, que les sommes allouées par les syndicats ne pourront l'être qu'en rapport avec les ressources de ces associations. — Les syndicats des différentes branches de l'industrie textile prennent l'engagement de favoriser les camarades d'une localité en chômage et de les aider à être employés chez eux s'il s'y trouvait des places disponibles, en tenant compte que ces syndiqués aient six mois de cotisation.

Le Congrès, considérant le nombre des Syndicats non partisans d'une lourde augmentation de cotisations fédérales, décide : le principe de la création d'une Caisse de grèves est accepté. Les Syndicats qui voudront profiter de cette institution seront seuls astreints à une cotisation qui reste à fixer par un referendum.

Le principe de la création du *Bulletin Fédéral* est adopté. Tous les syndiqués auront droit d'écrire dans ce journal.

Il sera administré par une commission de sept membres pris dans chaque région. Cette commission nommera son secrétaire et réglera par voie de referendum tous les différends qui pourraient surgir.

Les cotisations sont élevées de 2 à 4 centimes par mois et par membre adhérent pour parer aux frais nécessités.

Chaque organisation aura droit à autant de numéros que de membres payants. Toute latitude est laissée aux syndicats, de demander un supplément de journaux qu'ils ne paieront que le prix supplémentaire demandé par l'impression. Ils devront pour cela en avertir la Commission, au moins 15 jours avant la distribution.

Le journal paraîtra, sans réclame, le 1^{er} de chaque mois, à dater de novembre 1903.

Les grèves, grèves partielles, grèves générales, grève générale révolutionnaire. — Considérant que la grève générale proprement dite, c'est-à-dire le refus concerté et simultané du travail par la totalité des travailleurs des diverses corporations, suppose et exige pour aboutir un état d'esprit socialiste et d'organisation auquel n'est pas arrivé le prolétariat; sans quoi, si seulement la moitié de la classe ouvrière était dès aujourd'hui capable d'une action commune, la Révolution pourrait et devrait s'accomplir;

Considérant que la seule grève qui, dans ces conditions, ne soit pas illusoire et prématurée, est celle des mineurs de tous les pays appuyés dans leur sortie générale des fosses par les ressources des autres corps de métiers;

Considérant que cette grève internationale des mineurs, si ces derniers deviennent les champions du prolétariat tout entier, revendiquaient pour tous les travailleurs la journée de 8 heures, atteindrait les résultats vainement demandés à une grève générale actuellement impossible;

Le Congrès décide :

Les Fédérations des syndicats sont invitées à seconder de toutes leurs forces la grève internationale des mineurs au cas où elle serait votée par ces derniers, et doivent d'ores et déjà aviser aux moyens de la faire triompher.

Considérant, en outre, que la grève générale telle qu'elle a été exposée dans tous les Congrès corporatifs de France, peut servir la cause du prolétariat marchant vers son émancipation ;

Que pour lui assurer le plus de chances d'aboutissement à bonne fin, il est nécessaire de faire une propagande intense contre le militarisme afin d'indiquer leurs devoirs de classe aux fils du peuple sous les drapeaux ;

Le Congrès décide :

Sans se permettre d'assumer l'absurde responsabilité de donner une échéance fixe pour la déclaration de cette grève, la Fédération Nationale textile fera de la propagande en faveur de la grève générale.

VI^e CONGRÈS. — REIMS 1904

Examen de la loi sur les accidents. — Le Congrès demande les modifications suivantes :

A l'art. 3. — Pour l'incapacité temporaire, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité a duré plus de quatre jours, et à partir du premier jour (au lieu du cinquième).

Au paragraphe C. — Que tous les ouvriers, sans distinction de nationalité, victimes d'un accident de travail, aient les mêmes droits que les ouvriers français, à seule fin que les patrons ne soient pas favorisés en employant des ouvriers étrangers. La loi, ainsi changée, les patrons n'auront aucun intérêt à embaucher des ouvriers étrangers au détriment des nationaux.

A l'art. 5. — Que tous les patrons et chefs d'entreprise soient obligés d'assurer leurs ouvriers, à seule fin que les victimes d'un accident ne soient pas constamment en conflit avec leurs employeurs respectifs.

A l'art. 15. — Que pour les ouvriers atteints de blessures (partielles ou permanentes ou absolues ou permanentes) que les blessés soient au moins assurés de recevoir leurs demi-salaires jusqu'à leur comparution devant le tribunal de première instance.

A l'art. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est de plein droit pour l'ouvrier victime d'un accident, devant entraîner une incapacité partielle ou permanente ou absolue ou permanente devant toutes les juridictions.

Il est décidé de demander :

1^o La revision de l'article 4 de la loi, à seule fin que les frais médicaux et pharmaceutiques soient à la charge de l'entrepreneur, quel qu'il soit ;

2^o Que les ouvriers aient aussi la faculté de choisir leur avocat tout en conservant le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Concernant les lois ouvrières, leur application et les modifications à y apporter.

Le Congrès, considérant que la loi de 1900, réglementant le travail dans les usines et manufactures dit à son article 3 :

« Les jeunes ouvriers et ouvrières, jusqu'à l'âge de 18 ans, et les femmes ne peuvent être employés à un *travail effectif* de plus de onze heures par jour, etc. »

Considérant que cette rédaction permet aux industriels peu scrupuleux de prolonger la journée au-delà de la limite permise, en prétextant des repos accordés pendant le travail aux ouvriers, décide que le Parlement sera invité par les représentants des travailleurs à modifier la loi en remplaçant les mots *présence effective*.

3^o Qu'il sera ajouté à cet article 3 un paragraphe ainsi conçu :

Les heures d'entrée et de sortie portées sur les horaires affichés dans les ateliers et remis au service de l'inspection du travail seront comptées d'après *l'heure légale*.

Le Congrès demande aussi : l'abrogation de la loi de 1848, accordant la faculté aux employeurs de faire travailler les hommes pendant 12 heures et la suppression totale du travail de nuit.

Le Congrès émet les vœux suivants :

Le salaire acquis aux ouvriers directement employés par le débiteur, pendant les six mois qui ont précédé l'ouverture de la liquidation judiciaire ou de la faillite, est admis au premier rang des créanciers privilégiés énumérés par les articles 2101 et 2102 du code civil.

Les salaires dus aux commis pendant les six mois précédant le jugement déclaratif, sont admis au même rang.

Le Congrès adopte deux autres vœux tendant à ce que : la grève ne soit pas considérée comme une rupture du contrat de travail, mais comme une simple suspension, et un autre vœu concernant la suppression de tout livret ou certificat.

Un syndiqué peut-il appartenir à deux Syndicats de la Fédération ? Quand il change de Syndicat, peut-il y avoir filiation des avantages auxquels il a droit dans le premier Syndicat ?

Le Congrès décide :

1° Que les syndiqués fédérés ne pourront appartenir qu'à un seul syndicat ;

2° Qu'il y aura filiation des avantages entre tous les syndicats fédérés pour tout adhérent à l'un d'eux.

Unification des tarifs ; Création des Commissions mixtes ; Suppression du travail aux pièces ; Minimum de salaire. — Le Congrès déclare :

Que la question des Commissions mixtes a été prématurément portée au sixième Congrès de la Fédération nationale textile ;

Que cette question n'a pas été mûrement étudiée dans les syndicats fédérés ;

En conséquence le Congrès décide :

Que le Conseil fédéral d'une part, les militants de l'autre, auront à charge de traiter cette grave question dans le journal *l'Ouvrier textile* à seule fin que les syndicats puissent se prononcer en connaissance de cause et juger si le prochain Congrès doit encore examiner cette question.

Le VI^e Congrès National de l'Industrie textile déclare : qu'en régime capitaliste, le minimum de salaire fixé d'après le prix local des moyens d'existence, peut seul accorder aux travailleurs des deux sexes un bien-être relatif.

En conséquence, il invite tous les syndiqués à lutter pour l'obtention de cette réforme, sans toutefois oublier de leur recommander que tous leurs efforts doivent tendre à maintenir, relever et unifier les tarifs, dans les conditions les plus favorables aux travailleurs.

Des rapports entre l'organisation économique et l'organisation politique du prolétariat. — La résolution suivante est adoptée :

Le Congrès considérant que la nécessité, pour les organisations syndicales qui veulent rester d'accord avec le principe qui les a fait naître, est d'être et de rester des groupements particulièrement destinés à travailler à l'émancipation économique du prolétariat, décide :

La Fédération nationale textile est indépendante de tout parti politique et libre de toute école confessionnelle ou philosophique.

La grève générale. — La motion suivante est adoptée :

Le Congrès rappelle aux syndicats fédérés la décision adoptée par le Congrès de St-Etienne en faveur de la grève générale. Il insiste particulièrement auprès des adhérents de ces syndicats pour qu'ils fassent de plus en plus de propagande en faveur de ce moyen d'action et rénovation sociales.

VII^{me} CONGRÈS — ROUEN 1905

Les délégués de la Fédération nationale textile, réunis pour tenir leur VII^{me} Congrès :

Adressent au prolétariat de Russie en lutte contre le despotisme de ses dirigeants, ses meilleurs encouragements ;

Protestent contre les tueries abominables commises récemment et encore à l'heure actuelle dans les plaines de la Mandchourie, pour la plus grande gloire de l'impérialisme agonisant, comme pour le plus grand profit des brasseurs d'affaires du capitalisme ;

Réprouvent l'intervention de l'armée dans les grèves, flétrissent les gouvernements responsables du massacre des ouvriers dans les derniers conflits économiques et déclarent que tous ces méfaits sont engendrés par le capitalisme hideux, apparaissant plus que jamais avec ses tares anti-humaines et anti-sociales, contraignant les peuples à s'entretuer pour la satisfaction d'une minorité d'oisifs ;

En adressant aux travailleurs russes ainsi qu'à ceux du monde entier luttant pour leur affranchissement économique et l'avènement du socialisme égalitaire, leurs sentiments de solidarité, ils forment les vœux les plus sincères pour le triomphe du prolétariat mondial sur le capitalisme cosmopolite.

Application de la journée de 8 heures au 1^{er} Mai 1906. — Le Congrès :

Considérant que le prolétariat textile n'est pas encore suffisamment organisé pour pouvoir imposer par un arrêt du travail, la résolution de Bourges, après huit heures accomplies,

Repousse la tactique préconisée à Bourges et décide de faire une campagne d'éducation et de recrutement pour permettre au prolétariat textile d'imposer des conditions meilleures au patronat et déclare faire sienne la résolution du Congrès de Milan.

Retraites ouvrières. — Le Congrès, après examen du projet des retraites ouvrières présenté à la Chambre des députés par la Commission du travail,

Déclare repousser toute retraite basée sur des versements imposés aux travailleurs.

Examen des travaux des Congrès régionaux ; suppression du travail aux pièces, minimum de salaire, etc. — Le VII^e Congrès de la Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile de France, en rappelant aux syndiqués fédérés les décisions des congrès antérieurement tenus jusqu'à ce jour :

Dénonce comme un vol ignominieux, toute rémunération du travail basée sur le système des primes à échelles et déclare condamner tous les systèmes de primes ;

Il décide que tous les syndiqués fédérés devront en poursuivre l'abolition ainsi que celle du travail aux pièces, que leurs efforts devront de plus en plus tendre à la fixation d'un minimum de salaire déterminé par le coût moyen de la vie dans chaque région.

Le Congrès décide en outre que la fédération nationale soutiendra et aidera à mener à bonne fin toutes les décisions corporatives prises dans les congrès régionaux de métiers des syndicats adhérents.

Concernant la loi Waddington

Considérant que le projet de loi Waddington adopté par le Sénat dans sa séance du 15 mars 1903 est inspiré par le plus pur esprit de réaction ;

Que le fait de considérer les heures passées au nettoyage des métiers à carder, à peigner, à filer et à tisser comme n'étant pas un travail effectif, le prouve amplement, étant donné qu'elles constituent, au contraire, la période la plus fatigante du travail ;

Que le fait des dérogations prévues à l'article 7 de la dite loi ainsi que la faculté donnée aux chefs d'industrie de prolonger la durée du travail « effectif » de deux heures pendant quinze jours en « cas d'accident ou de cause de force majeure » n'ont pour but que de surprendre la bonne foi des membres de la Chambre qui ont voté la loi de 1900 afin d'obtenir des dérogations de plus en plus étendues ainsi qu'il en appert d'un procès-verbal de l'assemblée de « l'Union des Syndicats patronaux de l'industrie textile » tenue à la date du 3 mars 1904, ainsi que des avis combinés des Chambres de Commerce de Paris, Saint-Quentin, Roubaix et du Syndicat parisien des industries textiles ;

Qu'étant donné que les dérogations sus-mentionnées ainsi que le système du régime hebdomadaire de 60 heures par semaine avec faculté octroyée aux patrons de faire travailler onze heures pendant cinq jours et une demi-journée le samedi, auraient pour effet de détruire pour ainsi dire entièrement le but de protection réclamé et attendu de la loi de 1900 ;

Considérant, d'autre part, que l'organisation du chômage ainsi qu'il a été projeté par le Congrès patronal de l'industrie cotonnière tenu à Zurich, permettrait aux employeurs de faire faire des journées de travail dont la durée serait impossible à contrôler, si on tient compte de la latitude laissée à ceux-ci, sous prétexte de rattraper le temps perdu pour « un accident quelconque ou pour une cause de soi-disant force majeure » ;

Que les ouvriers ne pourraient être que victimes au moment du chômage et victimes encore au moment des reprises, par le surmenage physique ;

Pour ces raisons, le VII^e Congrès national ouvrier de l'industrie textile de France décide : que tous les Syndicats fédérés devront revendiquer la rémunération de tout le temps passé à l'usine, de la rentrée à la sortie, de même pour celui consacré au nettoyage des métiers.

Il déclare : protester contre le projet voté au Sénat ; mettre en garde les députés contre cette tentative désespérée des capitalistes, désireux d'entraver toute réglementation possible du travail industriel ; maintenir les décisions des six congrès nationaux textiles tenus jusqu'à ce jour, qui se sont prononcés unanimement pour l'application de la journée de dix heures, étendue à tous sans dérogations et, pour ce faire, il réclame énergiquement la suppression du décret-loi de 1848 sur le travail des adultes qui font encore douze heures par jour, la réduction de la durée de la journée à huit heures, avec fixation d'un minimum de salaire.

Viaticum. — Le Congrès invite tous les syndicats adhérents à la Fédération nationale du textile à pratiquer la solidarité envers les camarades de passage sur la présentation du livret syndical en règle de cotisation, et à les renseigner sur les conditions du travail dans leur localité.

Enquête sur les conditions du travail. — Que le Conseil Fédéral soit chargé d'adresser aux syndicats adhérents un questionnaire sur les conditions du travail dans les différents centres textiles, le nombre de broches que doivent entretenir les ouvriers dans les filatures, le nombre de métiers que conduisent les tisseurs, le nombre de pièces qu'ils doivent teindre dans les teintureries, les heures de travail et les salaires.

Antimilitarisme. — Le Congrès :

Considérant que la propagande antimilitariste est le corollaire de la propagande syndicale.

Décide que les organisations adhérentes à la Fédération nationale de l'industrie textile ainsi que le Conseil Fédéral et les camarades parlant au nom de celui-ci, devront faire la propagande nécessaire, soit par parole, manifestes ou brochures, auprès des jeunes travailleurs enrôlés dans les casernes, afin qu'ils n'oublient pas leurs devoirs de classe notamment dans les conflits qui se produisent entre le capital et le travail.

VIII^e CONGRÈS. — TOURCOING 1906.

Création d'un timbre fédéral uniforme. — Il sera créé un timbre fédéral de deux couleurs afin de faciliter les syndicats qui perçoivent deux cotisations différentes.

Le timbre uniforme sera facultatif à partir du 1^{er} octobre prochain et obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1907.

Les cotisations seront payables d'avance.

Election d'inspecteurs ouvriers du travail, par les ouvriers eux-mêmes, et rétribution de ceux-ci par l'Etat.

Considérant, que la loi du 12 juin 1893 et le décret du 10 mars 1894 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs ne sont jamais respectés, que, faute d'inspections nombreuses et sévères, les accidents et les maladies se multiplient chaque jour davantage ;

Considérant que l'inspection du travail ne saurait être bien faite que si elle est faite par la classe intéressée ;

Le Congrès décide :

Que les inspecteurs du travail doivent être nommés par les ouvriers et payés par l'Etat ; donne mandat au Conseil fédéral d'avoir à se

mettre en rapport avec les secrétaires des groupes des élus ouvriers, à seule fin que cette décision soit déposée sur le bureau de la Chambre des députés, sous forme de projet de loi.

De l'influence du tarif douanier sur le travail dans les différentes branches de l'Industrie textile. — Le Congrès, considérant que la lutte à coups de tarifs douaniers n'est que le prélude de la lutte à coups de fusils et de canons engendrant pour les peuples la vie chère, la misère et la ruine ;

Considérant que le seul terrain d'action qui soit efficace est celui de la lutte des classes, classe ouvrière contre classe capitaliste, en dehors duquel aucune organisation ouvrière ne devrait se placer ;

Que la Fédération nationale n'a pas à s'immiscer dans les discussions commerciales ayant pour effet de préconiser les régimes différents connus sous le nom de libre échangeisme et de protectionnisme ;

Attendu que, quelle qu'en soit la dénomination, l'ouvrier n'en est pas moins exploité par le capitalisme.

Pour ces raisons déclare : Que tout en indiquant aux syndicats le danger qu'il y a pour eux de suivre les employeurs à établir l'un quelconque de ces moyens de commercer, la Fédération devra observer la plus stricte neutralité tout en laissant à chacun des syndicats la composant une liberté entière sur ces points de vue.

Désignation des Commissions chargées d'étudier et de poursuivre l'unification des tarifs par catégorie textile. — Une sous-commission correspondante à chacune des branches et catégories distinctes de l'industrie textile, chargée de concentrer les renseignements sur les tarifs en vigueur dans les différents centres ressortissant de chacune d'elles, est instituée sous les auspices du Conseil fédéral.

Chaque sous-commission est chargée de poursuivre l'unification des tarifs dans sa catégorie en se référant pour ses approximations aux bases suivantes :

FILATURE DE LAINE		Par jour
Fileur, 2 métiers de 500 broches.		5.50
» » 650 broches et au-dessus.		6. »
Rattacheurs (1 rattacheur par 200 broches) premier rattacheur.		4.50
Autres rattacheurs.		4. »
Bobineurs, pour 2 métiers.		2. »
FILATURE DE COTON		
Fileur, 2 métiers de 500 broches.		5. »
» » 700 broches et au-dessus.		6. »
Rattacheurs (1 rattacheur par 500 broches) premier rattacheur.		4.50
Autres rattacheurs.		4. »
Bobineurs, 1 pour 2 métiers.		2. »
CARDÉS		
Un ouvrier pour 8 machines.		3.75
Un ouvrier pour 2 batteuses.		3.75
PEIGNAGE		
Une ouvrière pour 5 machines.		3.50
PRÉPARATION		
Une ouvrière, par journée.		3. »

Tissage	
Tisseurs laines et cotons, 2 métiers	4. »
» toiles, 1 métier	4. »
» » avec apprenti, 2 métiers.	5. »
» soies, avec 1 métier	3.50
» » avec 2 métiers	4.50

Le Conseil Supérieur du Travail. — Le Congrès engage les syndicats fédérés à prendre part aux prochaines élections pour le renouvellement du Conseil supérieur du Travail et à voter pour les candidats qu'il désignera pour les représenter dans les groupes 6, 7 et 8. »¹

— *Des rapports devant exister entre les organisations économiques et politiques du prolétariat.* — Considérant qu'il y a lieu de ne pas se désintéresser des lois ayant pour but d'établir une législation protectrice du travail qui améliorerait la condition sociale du prolétariat et perfectionnerait ainsi ses moyens de lutte contre la classe capitaliste ;

Le Congrès invite les syndiqués à user des moyens qui sont à leur disposition en dehors de l'organisation syndicale afin d'empêcher d'arriver au pouvoir législatif les adversaires d'une législation sociale protectrice des travailleurs ;

Considérant que les élus du parti socialiste ont toujours proposé et voté les lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ainsi que son affranchissement définitif ;

Que tout en poursuivant l'amélioration et l'affranchissement du prolétariat sur des terrains différents, il y a intérêt à ce que des relations s'établissent entre le Comité confédéral et le Conseil national du Parti socialiste, par exemple pour la lutte à mener en faveur de la journée de 8 heures, de l'extension du droit syndical aux douaniers, facteurs, instituteurs et autres fonctionnaires de l'Etat ; pour provoquer l'entente entre les nations et leurs gouvernements pour la réduction des heures de travail, l'interdiction du travail de nuit des travailleurs de tout sexe et de tout âge ; pour établir le minimum de salaire, etc., etc.

Le Congrès décide :

Le Comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes avec le Conseil national du Parti socialiste pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières.

(1) Cette résolution fut votée par 726 voix contre 48 voix pour la proposition suivante : « Le VIII^e Congrès textile de France estimant que le Conseil supérieur du Travail, organe d'institution bourgeoise, ne saurait être mis au service de la classe ouvrière dans une société où cette classe est en antagonisme formel avec les exploiters capitalistes avec lesquels elle devrait agir en collaboration dans ce Conseil,

Considérant qu'il n'appartient pas aux travailleurs de voiler eux-mêmes cet antagonisme de classe, ce qui arriverait si les travailleurs consentaient de négocier avec leurs ennemis sur les conditions de l'exploitation du travail.

Décide qu'il faut laisser au prolétariat la tâche d'améliorer son sort et qu'il n'y a pas lieu de participer aux élections du C. S. du T. »

Mandat est donné aux délégués de la Fédération textile qui la représenteront au Congrès confédéral d'Amiens de soutenir la dite résolution. (Voté par 483 voix contre 182. Tous les Syndicats de l'arrondissement de Lille, sauf le Syndicat d'Armentières, ont voté pour.)¹

Fédération régionale dite « Agglomération de la Vallée de la Lys »

Le 25 Décembre 1903 s'est réuni à Houplines un Congrès où étaient représentés les syndicats ou sections syndicales de Bailleul, Hazebrouck, La Gorgue-Estaires, Nieppe², Erquinghem, La Chapelle-d'Armentières, Armentières, Houplines, Pérenchies, Frelinghien, Marais-de-Lomme, La Madeleine et Marcq, Anstaing, Chereng et Lille.

Le Congrès vota l'ordre du jour suivant qui est l'acte de naissance de « l'Agglomération de la Vallée de la Lys » :

Les membres du congrès des sections syndicales textiles de la

(1) L'augmentation de la cotisation fédérale a été ajournée ainsi que la création d'une caisse de grèves.

Noms des Syndicats qui ont été représentés au Congrès :

Armentières, textile; Amiens, fileurs et tisseurs, teinturiers; apprêteurs; Textile de la Somme; Avesnes-lez-Aubert, tisseurs; Comines, rubaniers, textiles; Cholet, tisseurs, blanchisseurs; Caudry, tisseurs; Condé-sur-Noireau; Le Cateau, textile; Bagnères-de-Bigorre; Biastres; Bohéries; Bolbec; Bailleul; Beauvois-Fontaine; Dunkerque; Evreux; Erquinghem-Lys; Fresse-sur-Moselle, textile; Flers-sur-Orne; Fourmies; Haspres; Hazebrouck; Méharicourt; Houplines; Lille, textile, lin, chanvre et jute; Laval; Lyon, tissage mécanique, tisseurs à la main; Lillebonne; Lisieux; Moyenmoutier; Héricourt; Mouscron (Belgique); Nomexy-Châtel; Neuville; Paris, tisseurs, passementiers à la main, industrie florale; Plainfaing; Poix-du-Nord; Romorantin; Reims, Syndicat Rémois, trieurs, Union des Travailleurs, teinturiers-apprêteurs; Rouen; Roanne, apprêteurs; Roubaix, lisseurs de des-sins, textile; Saint-Maurice-sur-Moselle, fileurs et rattacheurs, tisseurs; Saint-Menge, tisseurs; Saint-Bueil; Saint-Jean-en-Royant; Saint-Dié; Saint-Quentin, tisseurs et similaires; Saint-Amand; Sedan; Saint-Junien; Tourcoing, filature, tissu, textile, trieurs; Troyes, bonnetiers, filature; Aix-en-Othe, bonnetiers; Voiron; Pierretton; Vézille; Pont-de-Nieppe, textile; Chapelle-d'Armentières, textile; Gérardmer; Maxouchamp; Lavelanet; Tourcoing, tapis-moquette; Bourg-Argental; L'Arbresles; Moirans; Passementiers de Lyon et banlieue; Saint-Etienne, Travailleurs de l'industrie textile.

(2) Les 4 premiers syndicats font partie de l'arrondissement de Lille.

Vallée de la Lys, représentant 15 sections au nombre de 56 délégués, réunis dans les salles de la Coopérative « l'Union d'Houplines ».

Décident de former une agglomération de la toile, adhérente à la Fédération textile de France et, par voie de conséquence, adhérente à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Cette agglomération aura pour but de faciliter l'élaboration des nouveaux tarifs de toutes les catégories du tissage de toiles et de cotons, et de filatures, qui permettront aux syndicats textiles de marcher la main dans la main pour faire appliquer un tarif général et unique pour la région du Nord, tarif qui devra répondre aux conditions nouvelles créées par la loi Millerand-Colliard, qui doit être mise en vigueur au mois d'avril 1904.

Remercient tous les militants qui ont pris une part active à l'extension du mouvement syndical textile et déclarent hautement et dignement oubliées aujourd'hui toutes les divergences de tactique qui ont existé jusqu'à ce jour pour n'envisager que l'intérêt général des travailleurs textiles...

Le Congrès décida l'établissement d'un tarif général des prix de façon pour toutes les catégories de travailleurs des tissages de toile dans la région du Nord. Ce tarif devait être élaboré sur les bases du tarif armentierois de 1889 majoré de 1/6^{me}.

On établit le siège de « l'Agglomération » à Armentières ; et on désigna comme secrétaire celui du syndicat textile de cette ville.

Le syndicat textile de Lille ne tarda pas à se retirer de l'Agglomération de la Vallée de la Lys¹, considérant son existence comme nuisible à la Fédération nationale textile².

Depuis eurent lieu 3 congrès régionaux : à Hazebrouck

(1) Plus tard il est revenu sur sa décision ; mais pas pour longtemps, car à l'heure actuelle il a de nouveau quitté « l'Agglomération ».

(2) Si les ouvriers textiles étaient en majorité groupés en des syndicats puissants, les tisseurs de toile de la région (tout en faisant partie de la Fédération nationale), auraient raison, sans aucun doute, de former une fédération particulière pour la défense de leurs intérêts particuliers. Mais dans l'état actuel des choses, étant donné le nombre relativement peu élevé des syndiqués, le peu de force des organisations syndicales, on peut se demander s'il y a bien place pour une fédération régionale entre le syndicat et la fédération nationale textile. N'est-ce pas pour l'organisation ouvrière encore en enfance, un éparpillement de moyens d'action encore bien faibles, et par suite une cause d'affaiblissement ?

en 1904, à Nieppe en 1905 et à La Chapelle d'Armentières en février 1906.

Chaque organisation syndicale est représentée dans les Congrès par un nombre de délégués proportionnel à celui de ses adhérents.

Les frais sont répartis, entre les syndicats ou sections syndicales, au prorata de leurs membres.

Le but de « l'Agglomération », but qui fait l'objet principal des discussions des Congrès, est l'unification des tarifs.

Les organisations « agglomérées » doivent faire partie de la Fédération nationale textile; c'est le seul lien existant entre les deux fédérations : nationale et régionale.

Jusqu'alors, « l'Agglomération de la Vallée de la Lys » n'a guère eu d'influence.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE

	1889			1890			1891			1892			1893			1894		
	a			a			a			a			a			a		
Ensemble des Professions	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis.	20	1.914		26	2.920		39	5.979		50	9.250		53	9.176		49	8.100	
Syndicats patronaux.	7	328		9	508		16	1.389		21	1.758		23	2.037		22	2.119	
Syndicats mixtes.				4	1.233		4	1.216		4	1.179		6	1.530		6	1.585	
Syndicats ouvriers.	13	1.586		13	1.179		19	3.374		25	6.313		24	5.609		21	4.396	
Industrie Textile																		
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis				1	1.000		3	2.172		3	2.172		4	2.289		4	2.668	
Syndicats patronaux.							1	22		1	22		1	24		1	22	
Syndicats mixtes.				1	1.000		1	950		1	950		1	1.100		1	1.200	S M
Syndicats Ouvriers																		
1. Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Lille et environs (1890).							1	1.200		1	1.200		1	1.100	B	1	1.300	B
2. Union ouvrière syndicale textile (1893).													1	65	B	1	146	B
3. Chambre syndicale des ouvriers tullistes de Lille et environs (1898).																		
4. Chambre syndicale des ouvriers de filature de lin, chanvre et jute de Lille et environs (1900).																		
5. <i>La Liberté</i> , Chambre syndicale des ouvriers de la filature de coton et annexes de Lille et des environs (1901).																		
6. <i>La Fraternité</i> , Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Lille et des environs (1901).																		
7. <i>L'Égalité</i> , Chambre syndicale des ouvriers de la filature de lin, jute, chanvre et étoupes, et des ouvriers filtiers de Lille et des environs (1902).																		
Total des syndicats ouvriers de l'industrie textile dont le nombre de membres est connu et total de leurs syndiqués							1	1.200		1	1.200		2	1.165		2	1.446	
Syndicats dont le nombre de membres est inconnu mais l'existence certaine (syndicats non portés à l'annuaire).																		

Les indications concernant le nombre de membres des syndicats et leurs

a : Au premier juillet. — b : Au premier janvier. — S : Syndicats. — s : Syndiqués. — CE : Œuvres annexes des Syndicats. — B : Bibliothèque. — B P : Bureau d

== Tableau résumant le Mouvement Syndical à Lille depuis 1889

1895		1896			1898			1899			1900			1901			1902			1903			1905		
a		a			b			b			b			b			b			b			b		
s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE
3.174		51	10.800		57	11.211		58	11.221		72	13.403		82	14.226		95	14.909		108	14.381		114	15.981	
2.015		24	2.847		29	3.031		32	3.233		35	3.929		42	4.324		48	3.808		50	3.491		55	4.693	
1.592		5	1.600		5	1.721		5	1.755		5	1.870		5	1.837		5	1.876		6	1.935		6	2.037	
4.567		22	6.353		23	6.459		21	6.233		32	7.604		35	8.065		42	9.225		52	8.955		53	9.251	
2.572		4	3.322		4	3.072		4	2.736		5	2.759		6	2.795		10	3.396		12	4.111		13	4.815	
22		1	22		1	23		1	26		2	85		3	101		5	269		4	125		5	155	
1.200		1	1.220		1	1.260		1	1.260		1	1.224		1	1.244		1	1.244		1	1.244		1	1.404	CS CR
1.100	B	1	1.800	B	1	1.500	B	1	1.200	B CS	1	1.200	B SD	1	1.150	B SD	1	1.150	B SD	1	826	B BP SR	1	1.424	B CS CC
250	B	1	280	B	1	289	B	1	250	B CC	1	230	B CC BP	1	300	B CC BP	1	510	B CC BP	1	550	B CC BP	1	320	B CC BP
									?			?			?			?		1	55		1	45	
															?			?		1	96		1	230	
																				1	127	B CC BP	1	690	B CC CS
																				1	96	B CC SR	1	302	B CC SR
																				1	170	B CC	1	245	B CC SR
1.350		2	2.080		2	1.789		2	1.450		2	1.430		2	1.450		4	1.883		7	2.742		7	3.256	
								1			1			2			2								

Les annexes ont été prises dans les annuaires des syndicats

ement. — CC : Caisse de Chomage. — CS : Caisse de Secours. — SD : Secours divers. — SM : Secours Mutuels. — SR : Secours de route.

CHAPITRE II

LILLE¹

L'organisation ouvrière actuelle

Les organisations professionnelles existant actuellement à Lille peuvent être classées en 3 catégories. Ce sont :

1° 3 syndicats appartenant à la Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille (nos 1, 3 et 4 du tableau) (syndicats rouges).

2° 3 syndicats appartenant à la Fédération des Syndicats indépendants de Lille (nos 5, 6 et 7 du tableau) (syndicats jaunes).

3° 1 syndicat démocrate-chrétien (n°2 du tableau).

1° Syndicats appartenant à la Fédération locale des Syndicats ouvriers de Lille.

La Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille a pour but principal de diriger l'ensemble du mouvement syndical socialiste à Lille. Chacune des 35 organisations fédérées trouve à son siège (à la Bourse du Travail, 31 rue Léon-Gambetta) un bureau particulier et une grande salle pour ses réunions.

(1) Cf pour population de la ville.	Introduction section 1.	
pour l'importance de ses diverses industries	»	2.
pour sa population active	»	2.
pour sa population active textile	»	4.
pour l'importance de ses diverses industries textiles	»	4.

Le soir, fonctionne à la Fédération une permanence où les ouvriers peuvent venir chercher des renseignements et des conseils ¹.

Les syndicats de l'industrie textile fédérés sont :

La Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Lille et environs (n° 1 du tableau).

La Chambre syndicale ouvrière des filatures de lin, chanvre et jute (n° 4 du tableau).

Et un petit syndicat d'ouvriers tullistes ayant une cinquantaine de membres (n° 3 du tableau).

Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie Textile de Lille et environs

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille et à la Fédération nationale textile, adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Le syndicat comprend des ouvriers des tissages, des filatures de coton, des filteries et teintureries.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent ².

Membres. — Le syndicat avait à la fin de 1905 : 887 membres dont 245 femmes.

Ressources du Syndicat. — Les hommes payent une

(1) Les ressources de la Fédération sont peu importantes. Ses recettes ne s'élèvent guère qu'à 75 fr. par mois.

(2) Le secrétaire, ancien ouvrier, a été renvoyé de l'usine où il travaillait et, n'ayant pu trouver à se replacer, il tient actuellement un petit commerce de charbon.

De même, le trésorier du syndicat n'a pu trouver de travail dans la région de Lille depuis une grève de 1900.

cotisation de 1 fr. par mois (timbre rouge) et les femmes une cotisation de 0 fr. 60 (timbre bleu).

Le total des recettes annuelles est de 7 à 8.000 francs.

Administration du syndicat. — (Cf. extraits des statuts art. 4, 5, 6 et 21). La commission du syndicat se réunit tous les huit jours.

Avantages aux syndiqués. — Œuvres annexes. — Le syndicat possède une petite bibliothèque d'une centaine de volumes.

Il donne à ses adhérents une indemnité de 2 fr. en cas de grève.

Il donne aux syndiqués malades, sur leur demande, un secours de 5 fr. au bout d'un mois de maladie ¹.

Il envoie des subsides aux syndicats en grève ².

Syndicat et Coopérative. — Le syndicat n'a pas d'autres rapports avec la Coopérative « l'Union de Lille » que ceux qui peuvent exister entre deux organisations socialistes ayant des buts différents.

EXTRAITS DES STATUTS

BUT DE L'ASSOCIATION

Considérant que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, les ouvrières et ouvriers de l'industrie textile ont décidé de fonder un Syndicat ayant pour but de défendre le salaire de ses adhérents, de les aider dans tous les conflits qu'ils peuvent avoir dans leur travail, en un mot, d'établir entre eux un lien de solidarité et de défense mutuelle.

Art. 2. — Pour faire partie de l'Association, il faut être âgé de seize ans. Il n'est fait aucune distinction de sexe ni de nationalité.

Art. 3. — Les anciens ouvriers de l'industrie textile, ainsi que les contremaîtres et chefs d'atelier pourront faire partie de l'Association ; seuls, les premiers pourront faire partie de la Commission.

Art. 4. — La Chambre Syndicale est administrée par une Commission de dix membres élus au scrutin de liste et à la majorité. Elle

(1) Si la maladie se prolonge, ce secours se répète ensuite tous les mois pendant 6 mois. Les secours pour maladie coûtent environ 150 fr. par mois au syndicat.

(2) Les appels à la solidarité pleuvent, et le syndicat ne peut répondre à tous. Il ne donne qu'aux syndicats de la profession. Il donne toujours aux organisations qui lui sont venues en aide.

choisit dans son sein un Secrétaire, un Secrétaire-adjoint, un Trésorier, un Trésorier-adjoint et un Archiviste.

Art. 5. — La durée du mandat de syndic est d'une année. La Commission se renouvelle par moitié tous les six mois; les membres sortants sont rééligibles et toujours révocables.

Art. 6. — Pour être syndic, il faut être majeur, de nationalité française et jouir de ses droits civiques. Les adhérentes de nationalité française pourront faire partie de la Commission.

Art. 7. — Tout sociétaire au service militaire est suspendu de ses droits et de ses devoirs. Tout sociétaire, dont la maladie excéderait un mois, sera suspendu de ses devoirs; il en est de même pour les sociétaires sans travail, ainsi que pour ceux en grève.

Art. 8. — La cotisation est de 60 centimes par mois pour les femmes et de 1 franc par mois pour les hommes. En cas de conflit, les syndiqués n'auront droit à aucune indemnité s'ils n'ont pas six mois de présence au Syndicat et au pair de leurs cotisations ou s'ils ont engagé un conflit sans en avertir le Syndicat. Les syndiqués peuvent payer leur cotisation à la semaine.

Art. 9. — Tout sociétaire en retard de trois mois de cotisations, sans motif valable, recevra deux avis dans le courant des quatrième et cinquième mois. Si, au cinquième mois, il n'a pas régularisé sa situation, il sera considéré comme démissionnaire.

Art. 10. — Les cotisations sont perçues le dimanche; le receveur est obligé, avec la marque spéciale du Syndicat, de donner acquit des sommes payées par les syndiqués.

Art. 11. — Il sera remis à tout sociétaire un livret portant, outre un numéro d'ordre, ses nom et prénoms, sa profession, et contiendra le présent règlement.

Art. 16. — En cas de contestation ou différend avec leurs patrons, les syndiqués doivent avertir la Chambre Syndicale dans le plus bref délai. Les ouvriers doivent toujours éviter d'abandonner l'atelier avant que la Chambre Syndicale n'ait essayé d'arriver à concilier le différend.

Si la conciliation n'a pu s'opérer, la Commission pourra, si elle le juge convenable, faire cesser le travail.

Si un conflit légalement provoqué venait à se prolonger, les syndiqués qui n'auront pas plus de trois mois de retard de cotisations, toucheront à partir du troisième jour une indemnité de *deux francs* par journée de travail, tant que la caisse le permettra.

Le premier jour de conflit comptera comme tel, si le travail a cessé deux heures avant l'heure à laquelle se termine la journée des ouvriers de l'établissement en litige.

Art. 17. — Une Commission de contrôle de quatre membres surveille les actes de la Commission administrative; elle effectue au moins un contrôle par mois; ses membres ne sont rééligibles qu'après une année de suspension de fonctions. Elle est renouvelable dans les mêmes conditions que la Commission administrative.

Art. 18. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un sociétaire sur une question de salaire ou de travail, la Chambre syndicale prendra en mains la cause de son adhérent, si elle la reconnaît juste. Elle essayera une solution à l'amiable; si l'affaire doit être

appelée devant les tribunaux, la caisse syndicale supportera les frais du procès, elle pourra même avancer à l'ouvrier une partie de l'argent qu'il réclame à son patron.

Art. 19. — La Chambre syndicale s'occupera activement des élections aux prud'hommes.

Art. 21. — La Chambre syndicale se réunira régulièrement tous les trois mois; elle pourra, ainsi que la Commission, appeler dans son sein des membres étrangers à la Société pour les consulter sur des questions spéciales. La Commission a le droit de convoquer des Assemblées extraordinaires quand elle le jugera nécessaire.

Art. 23. — Les procès-verbaux des séances de la Chambre Syndicale et des Assemblées générales de la Commission de contrôle doivent être consignés dans des registres spéciaux. Tout rapport, procès-verbal, lettre, en un mot tout document relatif à l'Association, doit être soigneusement conservé dans les archives et noté sur un catalogue.

Art. 26. — Tout sociétaire qui, par un moyen quelconque, chercherait à induire en erreur, sera appelé à se disculper. S'il ne le peut, il sera exclu; son exclusion sera affichée au siège social pendant les trois mois qui suivront son renvoi.

Chambre syndicale ouvrière de filature de Lin, Chanvre et Jute de Lille et environs 1

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille et à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Le syndicat comprend les ouvriers et ouvrières des filatures de lin, de chanvre et de jute.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent 2.

(1) Le syndicat est né en 1900. Auparavant, il n'existait à Lille qu'un syndicat socialiste textile : La Chambre syndicale de l'industrie textile de Lille et environs. Une grève de 1900 vida la caisse syndicale. Le conflit terminé, la majorité du Syndicat, comprenant les ouvriers travaillant le coton, se prononça pour l'élévation de la cotisation de 0 fr. 50 à 1 fr. Les ouvriers travaillant le lin, le chanvre et le jute, voulant continuer à ne payer que 0 fr. 50, constituèrent un Syndicat spécial.

(2) Le secrétaire est un ancien ouvrier. Il a été renvoyé, après 40 ans de travail dans une même maison, pour raison politique.

Membres. — Au commencement de 1906, le syndicat comptait 400 membres ¹; les femmes formaient les 2/3 des adhérents.

Cotisations. — La cotisation est de 0 fr. 50 par mois pour les hommes, et de 0 fr. 30 pour les femmes et gamins de machines.

Administration. — Cf. extraits des statuts.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat, en cas de grève, donne un secours de : 1 fr. 50 aux hommes, de 1 franc aux femmes et gamins.

Syndicat et Coopérative. — Le syndicat a ses fonds placés à « l'UNION DE LILLE » en obligations rapportant 4 %.

EXTRAITS DES STATUTS

BUT DE L'ASSOCIATION

(Cf. Statuts de la Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Lille et environs).

ADMISSIONS

ART 1^{er} — Il est formé entre tous ceux qui adhéreront aux présents statuts une Association corporative ouvrière qui portera le nom de *Chambre Syndicale ouvrière des Filatures de lin, chanvre et jute*. Seront admis à en faire partie, les catégories d'ouvriers et ouvrières ci-après désignées : gamins de machines âgés de 16 ans, coupeurs, dégrossisseurs, émoucheurs, repasseurs, étaleuses, bambrocheuses, étirageuses, cardeuses, fileuses, dévideuses, empercheurs et paqueteurs.

ART 2. — Cf. article 2 de la C. S. O. T. (Chambre syndicale ouvrière textile).

ART 3. — Les anciens ouvriers des filatures de lin, chanvre et jute, pourront faire partie de l'Association, mais comme les contre-maitres et chefs d'atelier, ils ne pourront faire partie de la Commission, à moins qu'en cas de nécessité pour le bon fonctionnement de l'Association. Les anciens ouvriers seuls seront admis à faire partie de la Commission et seront rétribués de leurs fonctions.

ÉLECTIONS. — ADMINISTRATION

Art. 1^{er}. — La Chambre Syndicale est administrée par une Commission de 13 membres élus au scrutin de liste et à la majorité des

(1) Le Syndicat était alors en voie de progression rapide; il faisait ses efforts pour que les ouvriers profitent de la grande prospérité de la filature de lin; et cela lui valait de nombreuses adhésions.

suffrages exprimés, comprenant : 1 Secrétaire-général, 4 Secrétaires-adjoints, 4 Commissaires et 4 Vérificateurs.

Art. 2. — (*Cf.* art. 5 de la C. S. O. T.)

Art. 3. — (*Cf.* art. 6 de la C. S. O. T.)

COTISATIONS

Art. 1^{er}. — La cotisation est de 0 fr. 30 par mois pour les femmes et gamins de machines, et de 0 fr. 50 pour les hommes. En cas de conflit, les syndiqués n'auront droit à aucune indemnité s'ils n'ont six mois de présence au Syndicat et au pair de leurs cotisations ou s'ils ont engagé un conflit, sans en avertir le Syndicat ; en cas de conflit, la cotisation sera doublée.

Art. 2. — (*Cf.* art. 7 de la C. S. O. T.)

Art. 3. — Tout sociétaire en retard de 3 mois de cotisations sera considéré comme démissionnaire.

Toutefois les sociétaires reconnus malades pendant 15 jours du même mois, recevront un timbre d'exonération ; il en sera de même pour ceux qui pourront justifier qu'ils ont été sans travail pendant au moins 15 jours du même mois.

Les sociétaires qui quitteraient, avec l'espoir d'y revenir, la localité où le Syndicat porte son action, pourront envoyer leurs cotisations au-trésorier.

Art. 4. — (*Cf.* art. 10 de la C. S. O. T.)

Art. 5. — (*Cf.* art. 11 de la C. S. O. T.)

DIFFÉREND

Article premier. — En cas de contestation ou différend avec leurs patrons, les sociétaires doivent avertir la Chambre syndicale dans le plus bref délai. Dans aucun cas, les ouvriers ne doivent abandonner l'atelier avant que la Chambre syndicale n'ait essayé d'arriver à concilier le différend.

Si la conciliation n'a pu s'opérer, la Commission pourra, si elle le juge utile, faire cesser le travail et, dans ce seul cas, les sociétaires recevront une indemnité.

Art. 2. — (*Cf.* art. 18 de la C. S. O. T.)

PRUD'HOMMES

Article unique. — (*Cf.* art. 19 de la C. S. O. T.)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Article premier. — (*Cf.* art. 21 de la C. S. O. T.)

Art. 3. — (*Cf.* art. 23 de la C. S. O. T.)

EXCLUSIONS

Article unique. — (*Cf.* art. 26 de la C. S. O. T.)

2° Syndicats appartenant à la Fédération des Syndicats indépendants de Lille

L'intérêt de l'organisation syndicale opposée aux syndicats socialistes est plutôt dans la Fédération des syndicats indépendants que dans les Chambres syndicales qui en font partie. C'est donc de la Fédération que nous allons parler.

Elle comprend huit syndicats, dont trois de l'industrie textile :

La Liberté, Chambre syndicale des ouvriers de la filature de coton et annexes de Lille et environs (N° 5 du tableau).

L'Egalité, Chambre syndicale de filature de lin, jute, chanvre et étoupe, et des ouvriers filtiers de Lille et des environs (N° 7 du tableau).

La Fraternité, Chambre syndicale des ouvriers tisserands de Lille et des environs (N° 6 du tableau).

Unions dont fait partie la Fédération. — La Fédération ne fait partie d'aucun groupement ; cependant, au deuxième Congrès des Jaunes, elle a délégué son secrétaire général qui, en son nom, déposa un rapport sur l'organisation corporative et syndicale, la réglementation des heures de travail par corporation, région et métier, les conseils mixtes de conciliation et d'arbitrage.

La Fédération des syndicats indépendants de Lille entretient des rapports avec les syndicats dits Jaunes de la région. On avait essayé de former une Fédération régionale des syndicats indépendants du Nord, mais cette organisation a disparu alors qu'elle n'était qu'en voie de formation.

Inspiration politique ou religieuse de la Fédération. — La Fédération est avant tout anti-collectiviste. Elle s'inspire en outre et jusqu'à un certain point des idées qui sont celles des organisations jaunes et catholiques de la région.

Secrétariat. — Au siège ¹ de la Fédération se trouve un secrétariat permanent, où se tient le secrétaire adjoint. ²

Membres. — Au commencement de 1906, les trois syndicats textiles de la Fédération avaient ensemble 1.500 membres.

Cotisations. — La cotisation des syndiqués ne peut être inférieure à 0 fr. 25 par mois (Voir les renseignements sur les secours donnés par la Fédération).

La cotisation sera probablement élevée avant peu à 1 fr. ; les dirigeants de la Fédération étant partisans de fortes cotisations.

Administration. — La Fédération et les syndicats fédérés sont surtout dirigés par le secrétariat permanent (secrétaire général et secrétaire adjoint). La Fédération et les syndicats ont des assemblées générales trimestrielles et des réunions mensuelles de leurs commissions. Il peut en outre y avoir des réunions extraordinaires.

Avantages aux syndiqués. — La Fédération s'occupe du placement de ses membres ³.

Elle a une bibliothèque de 50.000 volumes et reçoit divers journaux syndicalistes.

Elle donne des secours en cas de grève et en cas de chômage à certains de ses adhérents.

Le syndiqué doit verser au minimum une cotisation de 0 fr. 25 à la caisse de résistance ou à la caisse de chômage.

Il peut effectuer des versements de 0 fr. 25 à chacune de ces deux caisses. Il peut aussi payer à la caisse de résistance 0 fr. 50 ou 1 fr. par mois au lieu de 0 fr. 25. Environ les 9/10 des syndiqués font partie de la caisse de résistance.

(1) Le siège est au « Nouveau Lille », grand local appartenant à une association qui y loge gratuitement la Fédération et les Syndicats fédérés. Le « Nouveau Lille » est en outre le siège de diverses sociétés (sociétés de musique... etc).

(2) On peut également trouver le Secrétaire général à son bureau de la Coopérative « l'Indépendante » qu'il dirige.

(3) Elle a placé 100 syndiqués en 1905 ; elle donne 0 fr. 25 à celui qui indique un emploi vacant (ainsi qu'à celui qui lui amène un adhérent).

Les versements de 1 fr., 0 fr. 50 et 0 fr. 25 par mois donnent respectivement droit en cas de grève à des indemnités de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50 par jour ¹.

Les syndiqués faisant partie de la caisse de chômage ont droit pour tous cas de chômage, sauf ceux résultant d'une maladie, d'inconduite ou d'incapacité professionnelle (cas d'un ouvrier qui voudrait un emploi pour lequel il n'est pas apte) à une indemnité journalière qui varie avec l'état de la caisse (en principe de 1 fr. 50 à 2 francs).

En outre de la caisse de chômage, il existe à la Fédération une caisse d'épargne-chômage. En profitent les ouvriers des industries saisonnières. Peu d'ouvriers des industries textiles en font partie. Le syndiqué qui a effectué des versements à la caisse, peut retirer, pendant la période de chômage saisonnier, 2 francs au maximum par semaine.

Les syndiqués malades reçoivent des secours provenant de petites tombolas et de quêtes faites aux assemblées et aux concerts.

Les syndiqués sous les drapeaux reçoivent 5 francs par an.

Fédération et Coopérative. — La boulangerie coopérative « l'Indépendante » a été créée par les Syndicats de la Fédération. Le Secrétaire général de la Fédération dirige la coopérative et n'est rétribué que par elle ².

EXTRAITS DES STATUTS

D'UN DES SYNDICATS TEXTILES DE LA FÉDÉRATION : « L'ÉGALITÉ », CHAMBRE SYNDICALE DES OUVRIERS DE FILATURE DE LIN, JUTE, CHANVRE ET ÉTOUPES, ET DES OUVRIERS FILTIERS DE LILLE ET DES ENVIRONS.

ART. 3. — Les membres de l'Association, dans leur intérêt propre et dans l'intérêt de l'industrie, s'engagent à travailler au rétablissement et au maintien de la bonne harmonie entre patrons et ouvriers.

(1) Au commencement de 1906, la caisse de résistance contenait 7.000 francs.

(2) La Coopérative « l'Indépendante », comme la Coopérative socialiste « l'Union de Lille », donne gratuitement du pain à ses adhérents en grève.

ADMINISTRATION

ART. 5. — La Chambre Syndicale est administrée par une Commission de huit membres, élus en Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des votants. Les Syndics désignent parmi eux, un Président, un vice-Président, un Secrétaire, un Trésorier, quatre Commissaires vérificateurs. Dans aucun cas, ces diverses fonctions ne seront rétribuées.

ART. 6. — Les huit syndics sont élus pour deux ans. La Commission est renouvelée par moitié chaque année. Les quatre syndics ayant réuni le moins de suffrages, formeront la première série sortante. Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 7. — Tout sociétaire français et jouissant de ses droits civils pourra être élu syndic, s'il fait partie de l'Association depuis une année au moins, et s'il est en règle dans le paiement de ses cotisations.

COTISATIONS

ART. 8. — La caisse syndicale est alimentée par des dons et les cotisations des sociétaires, qui s'engagent à verser une cotisation de 25 centimes par mois ; les cotisations sont perçues par un ou plusieurs receveurs.

ART. 9. — Tout Sociétaire au service militaire est dispensé de sa cotisation ; sont aussi dispensés de la cotisation les Sociétaires malades ou sans travail ; pour les uns et les autres, le Conseil syndical et en général tous les Sociétaires s'engagent à leur venir en aide, par tous les moyens honnêtes en leur possession.

ART. 10. — Tout Sociétaire en retard de trois cotisations recevra une invitation pour se présenter devant le Conseil syndical. Dans le cas où ce Sociétaire ne répondrait pas à cette invitation, il sera considéré comme démissionnaire.

ATTRIBUTIONS

ART. 12. — Le Conseil syndical se réunit régulièrement chaque mois. Le Président peut toujours le convoquer en séance extraordinaire, et en cas d'urgence, sur la demande écrite d'un ou plusieurs de ses membres.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ART. 15. — C'est le Président qui fait convoquer les Assemblées générales et par convocations personnelles, ces convocations seront remises aux Sociétaires par les soins des receveurs, ou envoyées par la poste.

ART. 16. — La Présidence de toutes les Assemblées générales et particulières revient de droit au Président qui peut déléguer à sa place un autre membre du Conseil. Il pourra inviter à ces assemblées des membres étrangers à la Société pour les consulter sur des questions purement professionnelles. Les Assemblées générales se tien-

A côté de la Fédération et de la Coopérative vient de se former une société pour la construction de maisons ouvrières à bon marché.

Un journal, le *Travail Libre*, dont le principal but est l'action anti-collectiviste, sert d'organe à ces diverses associations.

dront une fois par trimestre, la présence des syndiqués y est obligatoire. Tout cas d'absence non motivé sera passible d'une amende de 0 fr. 10, qui sera perçue avec la cotisation du mois qui suivra cette assemblée générale.

En dehors de ces quatre Assemblées trimestrielles obligatoires, si le Conseil syndical le juge nécessaire il pourra provoquer une ou plusieurs Assemblées extraordinaires, où la présence des syndiqués sera décidée obligatoire ou facultative.

Art. 17. — Les procès-verbaux des diverses Assemblées seront rédigés par le secrétaire; tout rapport, lettre, en un mot tout document relatif à la Société doit être par lui conservé dans les archives de l'association.

ADMISSIONS ET EXCLUSIONS

Art. 19. — C'est le Conseil syndical qui statue sur l'admission et l'exclusion des membres de l'association.

Art. 20. — Les conditions d'admission sont : 1° Être présenté par deux sociétaires; 2° Payer 30 centimes le livret qui contiendra le présent règlement; 3° Jouir d'une honorabilité parfaite et souscrire l'engagement d'accepter les principes, règlements et coutumes de l'association; 4° Être âgé d'au moins 16 ans.

Art. 21. — L'exclusion sera prononcée : 1° Contre tout sociétaire dont l'inconduite serait notoirement scandaleuse; 2° Contre tout sociétaire s'étant rendu coupable d'une injure ou d'une offense envers l'un des membres du Conseil Syndical dans l'exercice de ses fonctions ou à cause de ses fonctions; 3° Contre tout sociétaire sans travail qui n'aurait pas voulu profiter des occasions de reprendre ou de trouver du travail; 4° Contre tout Sociétaire qui, par un moyen quelconque, chercherait à entraver la bonne marche de l'Association.

CHÔMAGES ET DIFFÉRENDS

Art. 22. — Tout sociétaire sans travail est tenu d'en informer immédiatement le Président qui s'efforcera de lui trouver un emploi. En cas de non-réussite, et s'il est prouvé qu'un manque de travail ne lui est pas imputable, ce sociétaire aura droit à une indemnité temporaire de chômage à fixer par le Conseil Syndical.

Art. 23. — En cas de différends ou contestation avec leur patron, les sociétaires doivent en informer sans retard la Chambre Syndicale. *Dans aucun cas et sous aucun prétexte*, les adhérents à l'Association ne devront abandonner le travail avant que le Conseil Syndical n'ait en leur nom épuisé tous les moyens de conciliation, afin d'éviter autant que possible toute cessation de travail toujours préjudiciable aux intérêts de l'une et de l'autre des parties.

Art. 25. — Pour assurer l'indépendance de ses membres et conserver au Syndicat son caractère uniquement professionnel, aucune discussion politique ou religieuse n'y sera tolérée.

3° Syndicat démocrate-chrétien

Union ouvrière syndicale de l'industrie textile

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat ne fait partie d'aucune union.

Inspiration politique et religieuse. — Le syndicat est, pour l'industrie textile ¹, l'organisation professionnelle des démocrates chrétiens ².

Profession des membres. — Le syndicat est ouvert aux ouvriers des différentes branches des industries textiles.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent.

Membres. — Au commencement de 1906, le syndicat comptait 215 membres dont 15 femmes.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 25 par mois.

La caisse, vidée par la grève générale en 1904, ne contient que quelques centaines de francs.

Administration. — Cf. extraits des statuts art. 6, 7, 8, 9, 10. Les réunions de la Commission ont lieu tous les mois.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat cherche à savoir les usines où des ouvriers pourraient se présenter avec chance d'être embauchés, et les indique à ses adhérents sans travail.

(1) Il existe à Lille un autre Syndicat démocrate chrétien : « L'Union Ouvrière Syndicale de la Métallurgie ». Il a pour président le président de « l'Union Démocratique » qui entretient des rapports avec toutes les organisations professionnelles des démocrates chrétiens de la région. C'est la personnalité la plus marquante de ces organisations, celle qui a fait le plus d'efforts pour la propagande.

(2) Il a son siège à la Maison des Ouvriers. Celle-ci est installée dans un local où se trouve également le journal *Le Peuple*, organe des démocrates chrétiens. La Maison des Ouvriers comprend une bibliothèque de 200 volumes, une salle de réunion et une salle de café. Elle abrite diverses associations qui ne doivent pas avoir de but contraire à celui poursuivi par les démocrates chrétiens.

En cas de grève, il accorde à ses membres une indemnité que la Commission fixe d'après l'état de la caisse (1 à 2 fr.).

EXTRAITS DES STATUTS

Article premier. — Un Syndicat est formé à Lille pour les ouvriers des différentes branches de l'Industrie textile à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

Art. 3. — Pour être admis à faire partie du Syndicat, il faut être âgé de 16 ans au moins, travailler dans Lille ou les environs, jouir d'une honorabilité parfaite, accepter le présent règlement et être admis par la Commission.

Art. 4. — Les demandes d'admission doivent être appuyées par l'un des membres du Syndicat, rédigées par écrit et présentées à la Commission qui peut les admettre ou les rejeter.

Art. 5. — La radiation est prononcée : 1° contre tout membre s'étant rendu coupable d'une offense ou d'une injure envers l'un des membres du Conseil dans l'exercice de ses fonctions ou à cause de ses fonctions ; 2° contre tout syndiqué dont les paroles ou les actes seraient de nature à entraver la bonne marche du Syndicat ; 3° contre tout Sociétaire en retard de 3 cotisations ; 4° contre tout syndiqué dont les chômages seraient trop fréquents et qui n'aurait pas voulu profiter des occasions de reprendre ou de trouver du travail. En cas de contestation avec la Commission, il restera toujours le recours à la réunion générale.

Art. 6. — Le Conseil du Syndicat se compose de huit membres élus en Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des votants. Les huit syndics désignent ensuite, parmi eux, un Président, un vice-Président, un Secrétaire-Trésorier et un Secrétaire adjoint.

Le Conseil est nommé pour deux ans et renouvelable par moitié chaque année ; pour la première période, les quatre syndics ayant obtenu le plus de suffrages seront élus pour un an, les quatre autres pour six mois.

Tout sociétaire français ayant 25 ans et jouissant de ses droits civils pourra être élu membre du Conseil.

Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 7. — L'Assemblée générale est réunie tous les trois mois. En cas d'urgence, elle peut être convoquée en dehors de ces époques réglementaires.....

Art. 8. — C'est le Président qui doit faire convoquer aux époques fixées l'Assemblée générale par convocations personnelles.

Art. 9. — Le Président doit encore faire convoquer d'urgence dans le plus bref délai l'Assemblée générale, lorsque la demande en est faite par trois membres du Conseil ou vingt syndiqués.

A son défaut ou sur son refus, le Secrétaire-Trésorier peut faire cette convocation en son nom.

Art. 10. — Le Conseil se réunit tous les mois, il peut être convoqué d'urgence par son Président ou deux autres de ses membres. Le Conseil décide les admissions et radiations et prépare les assemblées générales.

Art. 11. — Le Syndicat interviendra autant que possible dans les discussions et conflits qui pourraient avoir lieu entre patrons et ouvriers, mais tout en faisant respecter les droits de ses membres il s'efforcera de vider les différends à l'amiable en évitant les grèves générales ou partielles.

Dans aucun cas les syndiqués ne devront abandonner le travail sans en avoir référé au Conseil sous peine, pour eux (sauf le cas de force majeure), de perdre le droit à l'indemnité de chômage.

Art. 12. — Tout sociétaire s'engage à verser une cotisation de 0 fr. 25 par mois, perçue par les délégués de quartier.

Tout sociétaire sans travail, malade ou accomplissant son service militaire, est dispensé de sa cotisation.

Tout membre en retard de deux cotisations n'a aucun droit aux indemnités.

Art. 13. — Une caisse est formée par les cotisations et les dons anonymes ou nominatifs. Elle est destinée à subvenir aux besoins du Syndicat et à accorder des indemnités à tout syndiqué sans travail pour une cause reconnue légitime par le Conseil. Pour avoir droit à ces indemnités il faut faire partie du Syndicat depuis trois mois au moins.

L'indemnité pourra être supprimée au bout de un mois par décision du Conseil s'il est reconnu que celui auquel elle est accordée n'a pas fait le nécessaire pour se procurer de l'ouvrage. En cas de contestation, l'intéressé peut toujours recourir à l'Assemblée générale.

Art. 14. — Tout ouvrier sans travail ou ayant un différend avec son patron, est tenu d'en avertir immédiatement la Commission au siège social.

Art. 16. — Dès que les ressources le permettront, le Syndicat établira une bibliothèque et des cours professionnels.

CHAPITRE III

ROUBAIX¹

**Renseignements sur l'histoire
de l'organisation des ouvriers de l'industrie
textile roubaisienne**

complétant les indications donnés par le tableau ci-contre²

C'est en 1848 que fut fondée par les tisserands de Roubaix la première association professionnelle (cf tableau ci-contre N° 1); c'était plutôt une société de secours mutuels qu'un syndicat. Elle disparut en 1851.

On peut dire que ce sont les conflits nombreux provoqués dès 1860 par la question du travail sur deux métiers qui provoquèrent un commencement d'organisation parmi les ouvriers roubaisiens³.

(1) Cf pour population de la ville.	Introduction section 1.
pour l'importance de ses diverses industries	» » 2.
pour sa population active	» » 2.
pour sa population active textile	» » 4.
pour l'importance de ses diverses industries textiles »	» » 4.

(2) Cf. L'ouvrage de l'Office du Travail « *Les Associations professionnelles ouvrières* », tome III.

(3) Lors de l'introduction du métier mécanique à Roubaix, vers 1850, l'ouvrier tisserand ne conduisait qu'un métier. A partir de 1860, les patrons voulurent lui en faire conduire deux, pour ne pas avoir à

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE. — Tableau résumant le Mouvement Syndical à Roubaix depuis 1889

	1889			1890			1891			1892			1893			1894			1895			1896			1898			1899			1900			1901			1902			1903			1905		
	a			a			a			a			a			a			a			a			b			b			b			b			b			b			b		
	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ			
Ensemble des professions																																													
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis	11	2.218		13	6.711		24	8.977		27	6.568		29	6.387		24	7.045		23	6.073		26	7.286		24	11.144		25	10.714		26	12.142		37	13.363		41	14.047		47	15.463		55	16.441	
Syndicats patronaux	1	9		1	9		1	19		3	73		8	316		8	345		9	493		11	551		12	594		12	546		11	328		19	569		20	660		22	801		23	1.954	
Syndicats mixtes.	1	575		1	1.194		2	1.252		2	1.384		2	1.506		1	1.508		1	1.520		1	1.546		1	3.491		1	4.399		1	4.396		1	4.606		1	4.789		1	4.997		1	2.495	
Syndicats ouvriers.	9	1.634		11	5.408		21	7.706		22	5.111		19	4.565		15	5.192		13	4.060		14	5.189		11	7.059		12	5.799		14	7.418		17	8.188		20	8.598		24	9.068		32	11.593	
Industrie textile																																													
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis.	8	2.158		11	6.335		12	7.806		12	5.101		10	4.988		8	6.223		6	4.629		7	6.007		7	9.078		7	9.109		7	10.694		9	10.925		15	12.043		18	13.375		19	11.592	
Syndicats patronaux.							1	19		1	19		1	19		1	18		1	15		2	47		2	46		2	36		2	42		4	55		6	168		6	161		7	161	
Syndicats mixtes	1	575	S M	1	1.194	S M	1	1.207	S M	1	1.346	S M	1	1.482	S M B P	1	1.508	S M B P	1	1.520	S M B P	1	1.546	S M B P	1	3.491	S M B P	1	4.399	S M B P C C	1	4.396	S M B P C C	1	4.606	S M B P C C	1	4.789	S M B P C C	1	4.997	S M B P C C BP-B CS-CR CC-CP CCP-E	1	2.495	S M B P C C BP-B CS-CR CP-E
Syndicats ouvriers																																													
1. Société fraternelle des tisserands (1 ^{er} mai 1848-1851).																																													
2. Chambre syndicale ouvrière de Roubaix (1872-1880).																																													
3. Chambre syndicale des ouvriers fileurs et rattacheurs de laine et coton de Roubaix (10 juin 1880).	1	280		1	280		1	280		1	280		1	330		1	823																												
4. Chambre syndicale des ouvriers rentreurs de la ville de Roubaix (Octobre 1880).	1	200			300		1	365		1	279		1	375																															
5. Chambre syndicale des ouvriers tisseurs de Roubaix (Septembre 80-81)																																													
6. " L'Union des Travailleurs " Société des tisserands à la mécanique de Roubaix (4 juillet 80, juin 90).	1	730																																											
7. " L'Union Sociale " Chambre syndicale des ouvriers tisserands à la main de Roubaix (13 août 80, mai 90).	...	?																																											
8. Chambre syndicale des ouvriers ourdisseurs de la ville de Roubaix (1883).	1	117		1	59		1	135		1	153		1	80		1	72		1	54	S M	1	48	S M	1	54	S M	1	44	S M	1	26	S M	1	19	S M	1	18	S M	1	18	S M			
9. Chambre syndicale des ouvriers de Lisage de la ville de Roubaix (1888).	1	134		1	132		1	160		1	180		1	132																															
10. Chambre syndicale des ouvriers monteurs de Jacquarts, de Roubaix et des environs (1888)	1	111		1	92		1	84		1	78		1	40		1	36		1	40	S M	1	22	S M	1	22	S M	1	30	S M	1	30	S M												
11. Association syndicale : La mutualité des liseurs (1888).	1	11		1	13		1	11		1	11																																		
12. Chambre syndicale des ouvriers brodeurs de la région du Nord (1889)				1	28	S M C C																																							
13. L'Union ouvrière, Chambre syndicale des ouvriers tisserands à la main, de Roubaix (Mai 90, Mars 91).				1	110																																								
14. Chambre syndicale de l'industrie textile de Roubaix, Tourcoing, Mouveaux, Wattrelos, Lannoy et environs.				1	3.427																																								
15. Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Roubaix, et environs (17 juillet 1890-1892)							1	95		1	10																																		
16. Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix, Tourcoing et environs (8 août 1890)							1	5.000	B	1	2.085	B	1	1.850	B R M	1	2.560	S M B M	1	2.500	S M B	1	3.500	S M B	1	5.000	S M B	1	4.000	S M B	1	6.000	S M S R	1	6.000	S M S R	1	5.850	S M S R	1	6.500	CS SR	1	6.850	CS SR

Les indications concernant le nombre de membres des syndicats et leurs œuvres annexes ont été très généralement prises dans les annuaires des syndicats.

La Chambre syndicale ouvrière de Roubaix (c^f. tableau N° 2) fut fondée le 20 Octobre 1872¹. Cette date est considérée par l'actuelle Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix et environs (N° 16 du tableau) comme celle de sa création. Nous verrons les transformations successives que

souffrir de la situation dans laquelle les plaçait un nouveau traité de commerce avec l'Angleterre. Cela provoqua de nombreuses grèves partielles. En 1867, tous les fabricants de Roubaix s'accordèrent pour imposer le travail à deux métiers; ils firent connaître leur décision aux ouvriers en affichant un nouveau règlement prévoyant en outre de nombreux cas nouveaux de renvoi et d'amende. Ce fut la grève générale; elle dura jusqu'à l'épuisement total des ressources des ouvriers, et fut l'occasion de troubles et d'émeutes nécessitant l'intervention des troupes, causant environ 300.000 fr. de dégâts, et entraînant 87 arrestations, ainsi que sept procès en cour d'assises. Au cours de la grève, un accord avait bien été signé par des délégués des deux parties. Mais pour qu'un accord de cette sorte mette sûrement fin à un conflit, il faut que les délégués ouvriers aient derrière eux la masse ouvrière organisée. Plus l'organisation ouvrière est avancée, plus la convention a des chances d'être respectée. En 1867, les tisserands de Roubaix n'avaient pas d'association professionnelle, et ils refusèrent d'accepter les conditions convenues.

Quant, après la grève, le travail sur deux métiers devint général, les ouvriers n'eurent d'abord pas à s'en plaindre: comme il fallait produire beaucoup, on tolérait quelques défauts dans le tissu, et les tisserands gagnaient de bonnes semaines. Mais cela n'eut qu'un temps. Les fabricants, forcés de diminuer leur production, se montrèrent plus exigeants. Avec la baisse des salaires, les grèves recommencèrent. L'une d'elles, en 1871, provoqua de sérieux désordres et l'intervention de la troupe. En 1868, des négociations entre patrons et ouvriers avaient cette fois réussi: une grève englobant treize tissages avait pu être terminée après des concessions réciproques.

(1) *Historique de la création de la Chambre Syndicale de Roubaix* (d'après son premier rapport annuel: 1873). — « Depuis bien des années, il est arrivé dans notre ville des conflits regrettables entre les patrons et les ouvriers. En effet, n'a-t-on pas vu éclater des grèves qu'on aurait pu éviter si la fondation de notre Société avait eut lieu plus tôt? Ce fut vers l'année 1870 que plusieurs d'entre nous cherchèrent le moyen d'obvier à cet état fâcheux. Ils eurent en vue la formation d'une Chambre Syndicale ouvrière qui devait jeter des bases de conciliation entre le capital et le travail; mais la guerre survint, et les malheurs qui accablèrent notre patrie nous empêchèrent de réaliser notre vœu »... — En 1871, l'idée fut reprise et sur la demande de quelques ouvriers, le Conseil d'Arrondissement de Lille, dans sa séance du 19 Juillet 1872, émit le vœu qu'une ou plusieurs Chambres Syndicales ouvrières fussent formées à Roubaix. Un vœu identique fut adopté par le Conseil Général du Nord. Le Syndicat fut créé. On décida d'y réunir tous les corps de métiers afin de donner plus de force à la Société naissante.

subit l'organisation primitive jusqu'à ce qu'elle devint le syndicat d'aujourd'hui.

Le syndicat de 1872¹ était ouvert à toutes les professions, bien que la grande majorité fut formée par les ouvriers de l'industrie textile. — Il en fut ainsi jusqu'au lendemain d'une grève générale de l'industrie textile qui eut lieu en 1880;

(1) *Extrait des Statuts* : La Chambre Syndicale fut composée à l'origine de 51 syndics (5 tisserands, 3 ourdisseurs, 3 rentreurs, 3 lamiers, 3 fileurs, 3 teinturiers, 5 mécaniciens, 3 charpentiers, 3 fondeurs). Les syndics, ainsi que deux suppléants par catégorie, étaient nommés en Assemblée Générale. Celle-ci élisait également, parmi les membres de la Chambre Syndicale : un président, un vice-président, un secrétaire, un vice-secrétaire, un trésorier et un vice-trésorier. Les femmes étaient admises dans l'association, mais ne pouvaient communiquer avec la Chambre Syndicale que par l'intermédiaire de deux de ses membres et par écrit. La cotisation était de 10 centimes par mois. En cas de différend entre un patron et un adhérent, ce dernier devait en aviser le secrétaire ; il était conseillé et, s'il ne pouvait s'expliquer convenablement avec son patron, un syndic était délégué par ses collègues pour le représenter. Enfin, au cas où l'affaire n'aurait pu être arrangée, le syndiqué recevait des conseils sur la marche à suivre en justice, à moins que la Chambre Syndicale ne juge à propos de prendre sa cause en main. Pour prévenir les conflits collectifs, des délégations de la Chambre Syndicale étaient envoyées aux patrons. Un registre d'offre et un registre de demandes d'emploi devaient être tenus par le secrétaire.

Avantages aux Syndiqués. — Le Syndicat, dès son origine, se préoccupa de fournir à ses adhérents du pain et du charbon. Il parvint à faire payer son pain de première et de deuxième qualité à 5 et 10 centimes au-dessous de la taxe. En 1873, il essaya de monter une boucherie avec le produit d'actions de 3 fr. ; cette tentative dura deux ans et échoua. Vers la même époque cessa la fourniture de pain et de charbon aux syndiqués.

Rôle du Syndicat : A l'origine, la Chambre Syndicale semble avoir eu une heureuse influence, avoir évité ou apaisé des conflits entre patrons et ouvriers. Mais cela dura peu ; bientôt les patrons ne tinrent plus compte des tendances conciliatrices du Syndicat. Ils ne consultèrent jamais le registre de demandes d'emploi. En même temps, les tendances politiques de la majorité des dirigeants se modifièrent. En 1877, les membres du Syndicat craignant, en raison des opinions de la plupart d'entre eux, de voir dissoudre leur association, et pour moins attirer l'attention transportèrent leur siège à un estaminet et installèrent le président cabaretier. En 1879, la Chambre Syndicale désapprouva son délégué qui, au Congrès ouvrier de Marseille, s'était déclaré partisan des idées purement syndicales et avait voté contre les résolutions collectivistes qui furent adoptées par le Congrès.

(2) La grève dura un mois, dont environ dix jours de grève générale. Le nombre des grévistes fut de 20.000 environ. Il y eut des troubles ; la troupe fut appelée à Roubaix.

et dont l'échec entraîna la dislocation de la Chambre syndicale. Pour la remplacer, furent créées des chambres syndicales, spéciales à une seule profession.

C'est ainsi qu'apparurent : un syndicat de mécaniciens ; un syndicat de fileurs (N° 3 du tableau) ; un syndicat de rentreurs (N° 4 du tableau) ; et trois syndicats de tisserands (Nos 5, 6 et 7 du tableau), dont le premier disparut au bout de quelques mois à la suite de la fermeture de l'estaminet où il avait son siège social.

Les deux autres subsistèrent jusqu'en 1890. L'un groupait les tisserands à la main, l'autre les tisserands à la mécanique¹.

Le tissage à la main disparaissait alors graduellement et par cela même la Chambre des tisserands à la main n'exerça aucune action notable. La Chambre des tisserands à la mécanique manifesta seule son existence par quelque activité².

C'est elle qui, pour les syndicalistes roubaisiens de l'industrie textile, continua la Chambre de 1872 pendant dix ans : de 1880 à 1890.

En 1888 fut fondé le syndicat mixte de l'industrie roubaisienne. Son étude n'entre pas dans le cadre de ce travail, mais j'en signale la création parce que c'est celle de la première organisation catholique qui entreprit à Roubaix de lutter contre le mouvement syndical socialiste³.

(1) Leurs statuts étaient inspirés de ceux de la Chambre de 1872.

(2) Cependant au point de vue professionnel, son action fut à peu près nulle : les conflits qui auraient pu amener son intervention furent d'ailleurs rares de 1880 à 1890. D'autre part, en cas de grève, ses faibles ressources ne lui permettaient pas d'accorder des secours sérieux. La nécessité de l'organisation cessa d'apparaître à beaucoup de ses adhérents, et à un moment vers 1884 il n'y eut plus qu'une centaine de syndiqués.

L'activité de la Chambre Syndicale se manifesta surtout sur le terrain politique. Les idées collectivistes, qui s'étaient déjà développées parmi les membres du syndicat de 1872, gagnaient encore du terrain au sein de la nouvelle Chambre syndicale qui prit part à diverses campagnes électorales (élections législatives de 81 ; élections municipales de 84, de 88 ; élections au Conseil des Prudhommes).

(3) Les diverses organisations ouvrières, jaunes et catholiques, que nous aurons à signaler, quand elles n'ont pas été créées ou inspirées par le Syndicat mixte, lui sont tout au moins unies pour la réalisation

En 1890 éclata une grève¹ au cours de laquelle fut résolue la fusion du Syndicat des tisserands à la mécanique et du Syndicat des tisserands à la main en une seule organisation groupant tous les travailleurs de l'industrie textile. Mais cette décision ne fut pas approuvée par tous les membres de la Chambre syndicale des tisserands à la main ; et ceux qui ne partageaient pas les opinions collectivistes créèrent un nouveau Syndicat : « L'Union ouvrière » (N° 13 du tableau)². Les autres adhérèrent à la Chambre des tisserands à la mécanique qui se transforma et prit le titre de Chambre syndicale de l'industrie textile de Roubaix, Tourcoing, Mouveaux, Wattrelos Lannoy et environs³ (N° 14 du tableau).

Le Syndicat de 1872, ainsi transformé une seconde fois, eut son siège au n° 3 de la rue Wallon, à la Coopérative « l'Avenir ». Les adhésions lui parvinrent en nombre et, dès juin, il comptait 3.427 membres. Mais ce commencement d'organisation un peu sérieuse des ouvriers des industries textiles roubaisiennes, faillit être compromis par un différend qui surgit presque aussitôt entre le Comité central et deux anciens membres de la Chambre des tisserands à la mécanique

d'un même programme. — Le Syndicat mixte de l'industrie roubaisienne a des œuvres annexes très nombreuses (Cf. Boissard : Le Syndicat mixte. (Paris, Rousseau 1897) ; Faidherbe : Histoire du Syndicat mixte de l'Industrie roubaisienne ; Brochures éditées par le Syndicat.

(1) Cette grève fut causée par le refus des patrons de chômer le 1^{er} Mai ; elle se termina par l'échec des revendications présentées par les ouvriers au cours du conflit.

(2) Le nouveau Syndicat ne parvint pas à percevoir régulièrement ses cotisations : il disparut du Mars 1891.

(3) D'après ses statuts, ce syndicat, divisé en sections ayant des sièges particuliers et administrées par leurs Commissions respectives, était dirigé par un Comité central. Les Prud'hommes membres du Syndicat formaient une Commission du travail qui s'occupait des différends entre patrons et ouvriers, et donnait son avis sur les questions qui lui étaient soumises. En cas de conflit individuel, le Syndicat aidait ses membres à faire valoir leurs droits. En cas de différend collectif, la grève était déclarée par le Comité central, les revendications étaient présentées aux patrons par deux membres de la Commission du travail, et les syndiqués touchaient des secours dont l'importance dépendait de l'état de la caisse.

employés à faire des écritures au bureau du Syndicat. Ces derniers provoquèrent une réunion d'ouvriers, au cours de laquelle fut décidée la création d'un nouveau Syndicat qui prit le titre de « Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Roubaix et environs », et s'installa rue Jeanne-d'Arc (N° 15 du tableau).

Le Syndicat de la rue Vallon et celui de la rue Jeanne-d'Arc prétendirent chacun continuer directement la Chambre de 1872. Ce fut entre eux une lutte vive¹ mais courte, car au bout de quelques semaines le deuxième était vaincu².

En 1890 le Syndicat de la rue Vallon changea de titre à nouveau et prit celui de « Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix, Tourcoing et environs »³ (N° 16 du tableau).

Le 5 septembre 1890 fut créée une Fédération locale des Syndicats ouvriers de Roubaix qui, outre la Chambre syndicale ouvrière textile, groupa 13 autres organisations. Elle adhéra au Parti ouvrier français. Son existence fut courte. A sa disparition, la Chambre syndicale ouvrière textile adhéra directement au Parti ouvrier. Vers la même époque, elle quitta la rue Vallon, à la suite d'une brouille avec la Coopérative « l'Avenir », et transféra son siège à la Coopérative « la Paix », 73, boulevard de Belfort. Elle y est restée depuis.

C'est en 92 que la Chambre syndicale ouvrière textile

(1) Le Syndicat de la rue Jeanne-d'Arc déposa, dès sa création, ses statuts à la mairie de Roubaix, ce que le Syndicat de la rue Vallon n'avait point fait. Le premier prévint les ouvriers de la corporation que lui seul existait puisqu'il était le seul légal, les engagea à ne verser leurs cotisations qu'à ses collecteurs. Le Syndicat de la rue Vallon fit le jour même les déclarations nécessaires. Cela n'empêcha pas la Chambre de la rue Jeanne-d'Arc de sommer le Secrétaire de la rue Vallon de lui remettre la caisse et le matériel de bureau, ainsi que de menacer de poursuites les collecteurs qui percevraient encore pour le compte de l'autre Syndicat. Celui-ci répondit par une plainte pour chantage et tentative d'escroquerie, à laquelle le parquet ne donna pas suite. Des démarches faites en ville par des délégués lui réussirent mieux, et il parvint petit à petit à rallier les indécis.

(2) Il disparut définitivement à la fin de 1892.

(3) Les statuts furent adoptés en assemblée générale le 24 août. Le Syndicat avait 12 sections.

adopta les statuts qui, modifiés en 1900 et en 1903, constituent ses statuts actuels.

Le 9 mai 1893 apparut, entre la Chambre syndicale ouvrière textile collectiviste et le Syndicat mixte, un Syndicat d'inspiration différente : il s'agit d'un Syndicat démocrate chrétien « l'Union des vrais travailleurs de de l'industrie textile » ¹ (N° 22 du tableau).

Dès son origine, ce syndicat rencontra une vive opposition. Critiqué pour sa composition purement ouvrière, pour ses tendances que l'on prétendait être socialistes, il fut combattu par ceux mêmes dont il pouvait espérer l'appui. Loin de progresser, il vit au bout de quelques années décroître le nombre de ses adhérents, et cela semble montrer qu'à Roubaix il n'y a point place pour une organisation entre le Syndicat mixte ² et la Chambre syndicale ouvrière textile.

La Chambre syndicale ouvrière textile eut en 1893 à organiser à Roubaix le deuxième Congrès national de l'industrie textile, et en 1897 le troisième Congrès international textile.

En ces dernières années, les dirigeants collectivistes eurent à lutter contre les anarchistes. Ceux-ci essayèrent d'abord de prendre la direction de la Chambre syndicale ; ayant échoué, ils fondèrent divers syndicats (N°s 29, 32, 35... du tableau), qui eurent peu de succès et ont disparu depuis. Par contre, les anarchistes réussirent à faire nommer un

(1) « Les ouvriers honnêtes et chrétiens aspiraient à se réunir, à se grouper pour s'affranchir de l'étreinte socialiste. Ils sentaient en même temps que tout n'était pas faux dans les revendications socialistes. Eux comme les autres, ils souffraient des abus de l'industrie moderne ; ils voyaient parfois leurs droits violés, leur dignité outragée... Un jour, grâce au concours de quelques prêtres dévoués qui avaient résolu d'aller au peuple comme le veut le Pape, une réunion ouvrière chrétienne fut fondée pour la justice et pour la vérité... Le Le Syndicat fut fondé... » Paroles prononcées par le Président de l'Union des Vrais Travailleurs au Congrès de l'Union démocratique de la région du Nord, tenu à Lille les 2 et 3 Juin 1895.

(2) Et les Syndicats de même inspiration que lui.

des leurs Secrétaire du « Comité d'Entente » ¹. La Chambre Syndicale ouvrière textile, qui en faisait partie, donna sa démission. (Un socialiste ayant repris depuis peu la direction du Comité d'Entente, la Chambre Syndicale Ouvrière textile y adhèrera peut-être à nouveau.)

Plusieurs Syndicats, dits indépendants, n'ont pas mieux réussi que les Syndicats anarchistes ; ils ont disparu au bout de quelques années (Nos 26 et 27 du tableau).

Les seules organisations qui ont prospéré en face de la Chambre syndicale ouvrière textile, sont celles qui sont plus ou moins unies au Syndicat mixte, qui font partie avec lui de la « Fédération des Syndicats de l'Industrie roubaisienne », organisation jaune et catholique.

L'Organisation ouvrière actuelle

Laissant de côté quelques petits syndicats sans importance, nous allons examiner successivement :

a) Le Syndicat socialiste :

« La Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix et environs ». (C'est le plus important syndicat ouvrier de l'arrondissement de Lille.)

b) Les organisations catholiques :

« La Fédération des Syndicats de l'industrie roubaisienne », et les syndicats qui en font partie.

c) Un syndicat démocrate chrétien.

(1) Ce Comité est une union locale des Syndicats adhérant à la Confédération du Travail et à la Fédération des Bourses qui jusqu'alors a fort peu d'importance.

a) **Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix
et environs**

Unions dont fait partie le Syndicat. — Le Syndicat adhère à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Région sur laquelle s'étend l'influence du Syndicat. — Le Syndicat étend son influence aux communes de : Roubaix, Tourcoing, Croix, Wasquehal, Wattrelos, Mouvaux, Lannoy, Lys-les-Lannoy, Hem, Leers¹.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants sont collectivistes.

Profession des membres. — Le Syndicat comprend : des ouvriers travaillant la laine, le coton, le lin et le jute ; (approximativement 2000 tisserands, 1500 fileurs et ouvriers de parties similaires, 500 peigneurs et ouvriers de parties similaires, 800 ouvriers des teintureries et 1200 ouvriers des apprêts).

Secrétariat. — Le Syndicat a un secrétaire permanent et un secrétaire-adjoint-trésorier appointés.

Membres. — A la fin de 1905 le Syndicat comptait 6000 membres dont 800 femmes ².

(1) Dans chaque commune se trouve une section du Syndicat.

(2) En Novembre 1905, les membres de Roubaix seuls étaient au nombre de 3.028.

En se faisant inscrire au Syndicat, on paye un droit d'entrée de 0 fr. 50. L'admission au Syndicat a été très rarement refusée, et seulement à des personnes connues par leurs actes antérieurs comme pouvant créer des divisions au sein du Syndicat. On admet des ouvriers appartenant à tous les partis, mais les socialistes sont en majorité : la Commission élue est socialiste.

Il y a environ par année 300 démissions dont les principaux motifs sont le manque de travail et l'impossibilité de payer les cotisations. Il y a eu, mais bien rarement, des radiations pour non-observation du règlement.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 25 par semaine. Le total des recettes annuelles est de 65 à 70.000 fr. — A la fin de 1905, il y avait en caisse 30.000 fr. seulement, par suite des grèves de 1904. Il existe en outre un fonds de caisse alimenté par les droits d'entrée, il comptait près de 9.000 fr. à la fin de 1905 ¹.

Administration du Syndicat. — Cf. règlement art. 1 et suivants.

Avantages aux syndiqués et Œuvres annexes du Syndicat. — 1° En cas de grève, le Syndicat accorde à tous ses adhérents 15 fr. par semaine; ce secours est également accordé, jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail, aux ouvriers victimes de grève (ouvriers renvoyés pour faits de grève) et aux ouvriers renvoyés parce qu'ils sont syndiqués. — 2° En cas de maladie ou blessure : 22 fr. 50 sont payés en 6 versements périodiques (3 secours de 5 fr. et 3 secours de 2 fr. 50), qui se suivent de 5 semaines en 5 semaines. — 3° Un secours de 15 fr. est donné aux femmes et aux filles syndiquées en couches. — 4° Les syndiqués conscrits, réservistes et territoriaux touchent 5 fr. à leur départ pour le régiment. — 5° Des secours extraordinaires, dans les cas imprévus, peuvent être votés par la commission. — 6° Le Syndicat se charge de tous les frais de procédure lorsque ses membres poursuivent en justice pour des questions de travail ou accidents d'usine; Il leur fournit en outre tous les renseignements nécessaires ². — 7° Il prend en main la défense des intérêts des héritiers de tout syndiqué victime d'un accident mortel survenu pendant ou à l'occasion de son travail ³. — 8° Une bibliothèque de 1600 volumes ³ est à la disposition des membres du Syndicat.

(1) Le fonds de caisse constitue une réserve à laquelle on ne doit jamais toucher.

(2) Après décision de la Commission précédée d'une enquête faite par le secrétaire-trésorier. Ces enquêtes et celles faites à l'occasion des conflits collectifs occupent le secrétaire-trésorier 5 jours par semaine.

(3) Catalogue imprimé : 5 centimes. — Cette bibliothèque compte 127 livres en flamand; en Août 1905, 530 livres étaient en lecture.

— 9° Un secours de 1 fr. 50 est donné à chaque syndiqué étranger, de passage à Roubaix. — 10° Des secours variant de 10 à 100 fr. sont envoyés aux syndicats de la profession, dont les membres sont en grève.

Syndicat et Coopérative. — Le Syndicat s'appuie sur la Coopérative « la Paix » ¹. — La plupart des coopérateurs de « la Paix » font partie du Syndicat textile, et réciproquement.

Le Syndicat est locataire de la Coopérative pour 1 franc par an.

Les fonds du Syndicat sont placés actuellement à la Coopérative « La Paix » qui paye un intérêt de 2 fr. 75 %.

La Coopérative donne chaque année un concert au bénéfice du Syndicat textile.

RECETTES ET DÉPENSES DU SYNDICAT EN 1904
(année de la grève générale textile à Roubaix)

A Recettes

Cotisations	64.827 fr
Secours reçus d'autres syndicats pendant les grèves	222 90
Autres recettes de la Fédération textile	4.186 30
Total.	66.236 20

B Dépenses

Grèves { partielles.	18.608 fr 40
{ générales	51.365 75
Secours à d'autres syndicats (dont membres en grève).	242 75
Secours aux victimes de grève (ouvriers renvoyés pour fait de grève)	965 15
Secours aux malades	1.140 »
Secours de route (viaticum)	47 »
Accouchements.	825 »
Jeunes soldats et réservistes	520 »
Frais d'administration (y compris le traitement du secrétaire-général et du secrétaire-trésorier)	3.475 »
Frais de justice	634 75
Total.	77.823 80

(1) La Coopérative loge le « Parti Socialiste », le Syndicat textile, des sociétés de secours mutuels et de libre-pensée. En outre, elle loge et subventionne diverses sociétés d'agrément (fanfare, trompettes, orphéon, chorale, cercle dramatique, société de gymnastique).

En outre, le Syndicat a effectué des versements à la Fédération.
La base des versements est 0 fr. 05 par mois et par membre.

STATUTS

Article premier. — La Chambre Syndicale est administrée par un Comité central composé de 16 membres.

Le Comité nommera dans son sein ¹ : un Président, un Secrétaire, un Secrétaire-Adjoint, un Trésorier, un Trésorier-Adjoint, un Bibliothécaire, ainsi qu'une Commission des finances composée de trois membres.

Art. 2. — Le Comité central est renouvelable par moitié tous les ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 3. — Une Commission de contrôle de douze membres sera élue chaque année en Assemblée générale. Elle a pleins pouvoirs pour tout contrôler. Les membres sortants sont rééligibles.

POLICE DES ASSEMBLÉES

Art. 4. — Les assemblées se feront régulièrement tous les deux mois. Toutefois, le Comité Central pourra convoquer des Assemblées extraordinaires lorsque des cas urgents l'exigeront.

Art. 5. — Aucun syndiqué ne pourra assister aux assemblées s'il n'est porteur de son livret de syndiqué en règle.

Art. 6. — Tout syndiqué n'ayant pas un stage de six mois accomplis ne pourra prendre part à aucun vote secret.

Art. 7. — Aucun élément étranger au Syndicat ne pourra assister aux assemblées.

Art. 8. — Tout syndiqué se présentant aux assemblées en état d'ivresse, en sera exclu.

Art. 9. — Tout syndiqué aura le droit de prendre la parole après l'avoir demandée préalablement au Président de séance.

Art. 10. — Dans chaque assemblée, le Président et le Comité veilleront à ce qu'il ne soit pas traité de questions de personnalités ou de questions irritantes, lesquelles amènent toujours la division parmi les travailleurs.

Art. 11. — Tout syndiqué qui, par son inconduite notoire, porterait atteinte à l'honorabilité du Syndicat, sera immédiatement rayé des contrôles de la Chambre syndicale, sur un avis du Comité central ; il pourra toutefois en référer à l'Assemblée générale qui est souveraine.

(1) Actuellement : Le Comité nomme dans son sein un secrétaire général, un secrétaire-adjoint-trésorier et deux bibliothécaires. Il se réunit toutes les semaines.

DIFFÉRENDS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Art. 12. — Les Conseillers prud'hommes faisant partie du Syndicat formeront une Commission spéciale dénommée *Commission du Travail*. Cette Commission s'occupera des différends qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers syndiqués; elle donnera son avis au Comité central sur toutes les questions qui lui seront soumises.

Art. 13. — Tout syndiqué qui sera lésé dans son travail ou victime d'un accident d'usine, sera, dans la limite du possible, assisté par le Syndicat à faire valoir ses droits.

Lorsqu'un syndiqué sera victime d'un accident mortel, survenu pendant ou à l'occasion de son travail, le Syndicat prendra en mains la défense de ses intérêts, et au bénéfice de ses héritiers.

GRÈVES

Art. 14. — Lorsqu'un atelier devra se mettre en grève, il devra déléguer quatre de ses membres auprès du Secrétaire, lequel soumettra la question au Comité central qui décidera, dans l'intérêt des travailleurs, s'il y a lieu d'ajourner la grève ou de la faire de suite.

Art. 15. — Le Secrétaire et un ou deux membres de la Commission du Travail porteront au patron les réclamations de ses ouvriers, à seule fin qu'il n'y ait plus de délégués victimes de grèves.

Art. 16. — En cas de grèves partielles autorisées par le Comité central, les syndiqués ne recevront que si la grève dure plus de quarante-huit heures; la somme allouée sera de 2 fr. 50 par jour, sauf dimanches et fêtes, pendant une durée de trois mois; après ce laps de temps, le Comité central aura le droit d'abaisser l'indemnité accordée aux grévistes et de la supprimer s'il y a lieu.

Art. 17. — La reprise du travail aura lieu sur un avis de délégués ouvriers du Syndicat, d'accord avec le Comité central.

Art. 18. — A partir de l'heure indiquée par les délégués pour la reprise du travail, aucune indemnité ne sera plus payée.

Art. 19. — Ne pourront toucher leur indemnité, en cas de grève, les syndiqués qui seraient en retard de plus de deux mois de cotisations et qui n'en auraient pas prévenu la Commission, ou qui n'auraient pas été autorisés par elle à être suspendus momentanément du paiement de leurs cotisations. Lorsque le retard de cotisations sera de plus de 3 mois, la radiation sera faite d'office.

Art. 20. — Tout syndiqué qui ne pourrait justifier d'une présence de 6 mois aux contrôles du Syndicat, n'a droit à aucune indemnité en cas de grève.

Art. 21. — Tout ouvrier syndiqué qui ne cesserait pas le travail ou le reprendrait avant ses camarades, n'aura droit à aucune indemnité; il sera immédiatement rayé des contrôles du Syndicat et sera considéré comme traître à la cause des travailleurs.

Art. 22. — Les ouvriers syndiqués qui prendraient le travail d'ouvriers en grève, seront impitoyablement chassés du Syndicat.

Art. 23. — Si la caisse du Syndicat était insuffisante pour soutenir une grève qui se prolongerait indéfiniment, le Comité central devra provoquer une assemblée extraordinaire qui statuera sur la conduite à tenir.

RECouvreMENT DES COTISATIONS

Art. 24. — La cotisation de chaque syndiqué est de vingt-cinq centimes par semaine.

Art. 25. — Chaque collecteur sera porteur d'un carnet portant les noms et adresses des syndiqués de la section; il aura des timbres d'acquit qu'il posera sur les livrets et les annulera avec un petit cachet portant le numéro de la Section.

Chaque collecteur se fournira de timbres au trésorier.

Art. 26. — Les timbres d'acquit seront enfermés dans le coffre-fort de la Commission des finances.

Art. 27. — Les recouvrements des cotisations se feront toutes les semaines.

Art. 28. — Chaque semaine, au jour fixé par le Comité central, les collecteurs devront rendre leurs comptes au trésorier.

Art. 29. — La Commission de contrôle sera convoquée une fois par mois pour vérifier les livres du trésorier. Après chaque vérification des comptes, le trésorier dressera sur des feuilles spéciales l'état des recettes et des dépenses, qui devra être affiché au siège social, à chaque Assemblée générale ordinaire.

PLACEMENT DES FONDS

Art. 30. — Les fonds sont placés en titres au porteur ou en actions. Le Comité central est autorisé à placer les fonds dans des organisations ouvrières qui offrent toute garantie. Ces fonds sont sous la surveillance et dans le coffre-fort de la Commission des finances¹.

Art. 31. — Les valeurs seront enfermées dans le coffre-fort de la Commission des finances. Le trésorier ne pourra garder dans son coffre-fort qu'une somme de 500 francs.

Art. 32. — Pour garantir la sécurité des fonds et pour éviter toute suspicion, les membres de la Commission des finances auront l'un la clef d'extérieur, l'autre la clef d'intérieur, le troisième aura le secret.

SECOURS

Art. 33. — Toute fille ou femme syndiquée qui accoucherait et qui pourrait justifier d'une présence d'une année aux contrôles du Syndicat recevra une indemnité de 15 francs.

Art. 34. — Les syndiqués malades depuis cinq semaines et membres du Syndicat depuis un an, ont droit à des secours de maladie, sur le vu d'un billet de médecin. Durant leur maladie, les malades ne paient pas de cotisation.

Art. 35. — Les réservistes — *28 jours et 13 jours* — syndiqués depuis un an ont droit à une indemnité de 5 francs. Ils ne paient pas de cotisations durant leurs périodes d'exercices.

Art. 36. — Les jeunes gens, syndiqués depuis un an et partant au service, ont droit à une indemnité de cinq francs. Après leur congé ils ont droit à leur réintégration pleine et entière.

Art. 37. — Les cas non prévus dans le présent règlement d'intérieur devront toujours être soumis à l'appréciation du Comité central.

(1) Les fonds sont actuellement placés à la *Coopérative La Paix*.

b) **La Fédération des Syndicats de l'Industrie
Roubaisienne**
et les Syndicats en faisant partie

LA FÉDÉRATION

La Fédération des Syndicats de l'Industrie roubaisienne a été créée en Février 1904, après plusieurs réunions de délégués des sept Syndicats suivants : Les Vaillants de Roubaix, Les Peigneurs Réunis de Roubaix, Les Tisserands du Fontenoy, Le Syndicat de l'Industrie roubaisienne (Syndicat mixte), Le Syndicat des Ouvrières des Industries textiles réunies de Roubaix, La Chambre Syndicale de la Croix-Rouge, Le Syndicat ouvrier de l'Industrie roubaisienne. Depuis, la Chambre Syndicale de la Croix-Rouge a disparu. Par contre, un Syndicat de la confection a adhéré à la Fédération; ce qui fait que celle-ci ne comprend plus exclusivement des syndicats de l'Industrie textile.

Le Syndicat mixte tient une grande place dans la Fédération; il en est l'organisation la plus importante et la plus influente. Toutes les autres Associations professionnelles poursuivent les mêmes buts que lui; mais des liens plus étroits l'unissent à deux d'entre elles ¹.

(1) Le Syndicat des ouvrières des industries textiles réunies de Roubaix a été fondé par des membres de la Société de secours mutuels « Notre-Dame » fondée elle-même par le Syndicat mixte. Comme le Syndicat ouvrier de l'industrie roubaisienne, il paraît avoir eu, à sa création, comme principal but celui d'intervenir dans les élections au Conseil supérieur du travail. On sait que le droit de vote dans ces élections n'appartient pas aux Syndicats mixtes.

Les deux Syndicats en question figurent, ainsi d'ailleurs que la Fédération elle-même, dans une notice que le Syndicat mixte a publié sur ses institutions (Cf.). — Le Syndicat mixte « c'est le papa », me disait un de ses membres bien renseigné en me parlant du grand nombre d'organisations et d'œuvres catholiques existant à Roubaix, et dont (d'après la notice précitée) « les unes sont nées de la généreuse

Inspiration politique ou religieuse. — Ce qui caractérise principalement la Fédération, c'est qu'elle est catholique et anti-collectiviste.

Unions dont fait partie la Fédération. — Elle adhère à la Fédération des Jaunes de France.

Secrétariat. — Son secrétaire travaille, et ne peut lui consacrer que ses loisirs.

Journal de la Fédération. — Elle a publié depuis sa création jusqu'en Février 1905 un journal mensuel l'*Union fédérale roubaisienne* ; cet organe ne paraît plus actuellement, les insertions concernant la Fédération sont faites dans le journal *Le Nord Mutualiste*.

Action de la Fédération. — La Fédération a manifesté une assez grande activité : Pendant la grève de 1904, elle a mené une campagne d'affiches pour faire échouer la grève générale, combattre le Syndicat socialiste et amener la reprise du travail. Elle fut représentée au Congrès des Jaunes de 1904. En Juillet de la même année, elle adressa à divers Syndicats patronaux de la région, à des Syndicats ouvriers anti-collectivistes de diverses nuances, un questionnaire, en vue de l'étude en commun des caisses de chômage, des moyens de prévenir les grèves, des écoles d'apprentissage. Certaines réponses à ce questionnaire ont paru dans l'*Union Fédérale roubaisienne*.

La Fédération étudia et soumit à l'étude des Syndicats fédérés diverses questions, comme le machinisme, les bureaux de placement gratuits, etc.

Elle envisagea la création d'un bureau fédéral de placement, organisation destinée à centraliser les offres et

initiative des industriels syndiqués, d'autres ont été encouragées par eux ; la plupart ont été fondées par le Syndicat mixte ou par les ouvriers syndiqués. »

Cf sur le Syndicat mixte : Notice sur les institutions du Syndicat mixte de l'industrie roubaisienne. — *Faidherbe* : Histoire du Syndicat mixte de l'industrie roubaisienne. — *Boissard* : Le Syndicat mixte (Paris. Rousseau, 1897).

demandes de travail « en laissant à toutes les administrations syndicales de placement leur entière autonomie ». Elle contribua en 1905 à l'organisation de sections de placement gratuit à Roubaix-Tourcoing.

En Février 1905, son « Cercle d'études » fit circuler des listes de souscriptions pour couvrir les frais de conférences d'action anti-socialiste.

On verra dans les statuts qu'une Chambre d'explication a été fondée par la Fédération des Syndicats de l'Industrie roubaisienne (on en trouvera le règlement reproduit après les statuts de la Fédération). Cette Chambre a déjà eu plusieurs réunions ; elle pourra peut-être rendre des services et solutionner de petites difficultés en certains établissements. Mais, étant donné le nombre relativement faible de patrons et surtout d'ouvriers qui y sont représentés, étant donné qu'il est impossible que les décisions de cette Chambre soient adoptées par une importante fraction de la population ouvrière ; il me semble qu'elle ne pourrait jouer un rôle bien utile en cas de conflit un peu grave, et surtout en cas de conflit s'étendant à toute l'industrie textile roubaisienne.

STATUTS

Article 1. — *Constitution. — Dénomination, — Siège social.* — Il est constitué entre les Syndicats adhérant aux présents statuts une Fédération, conformément à l'article 5 de la loi du 21 Mars 1884, sous la dénomination *Fédération des Syndicats de l'Industrie roubaisienne*.

Elle a son siège café Delattre, place Fosse-aux-Chênes. Ce siège pourra être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil fédéral.

Art. 2. — *But.* — La Fédération a pour but principal de défendre, protéger et sauvegarder par tous les moyens légaux les intérêts généraux des Syndicats adhérents, et le cas échéant les intérêts particuliers des membres.

Art. 3. — *Autonomie.* — Chaque Syndicat fédéré conserve sa complète autonomie et son administration particulière.

Art. 4. — *Conditions d'admission.* — Pour faire partie de la Fédération, les Syndicats devront remettre au Conseil Fédéral :

1°. *Leurs statuts* en y spécifiant la date de leur dépôt légal.

2° *La liste avec les adresses des membres du Bureau* et les noms des membres du Conseil en justifiant qu'ils remplissent les conditions légales exigées des administrateurs des Syndicats.

3° *L'extrait du procès-verbal* certifié par le président de la séance du bureau où l'adhésion à la Fédération a été acceptée et portant au bas la demande d'admission signée par le président et le secrétaire. Cette demande doit mentionner l'engagement formel de se conformer aux règlements de la Fédération, aux décisions de son conseil et de son bureau.

Notification des adhésions sera faite à la mairie, conformément à la loi.

Art. 5. — *Administration.* — La Fédération est administrée par un Conseil composé de tous les présidents de Syndicats adhérents ou d'un membre du bureau, chargé de représenter le président.

Le Conseil désignera son bureau, composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier, et auquel il pourra déléguer ses pouvoirs.

Le Conseil fixera les dates de ses réunions ordinaires et s'il y a lieu de celles du bureau. Ces réunions se feront sur convocation du président de la Fédération, celui-ci pouvant provoquer une réunion quand il le jugera utile ou sur la demande du président d'un Syndicat adhérent.

Art. 6. — *Attributions du Conseil.* — Le Conseil fait tous les actes d'administration et de gestion nécessaires pour le bon fonctionnement de la Fédération, prend toutes les décisions relatives aux intérêts communs des Syndicats fédérés, veille à leur exécution et établit les règlements généraux.

Art. 7 — *Motifs et mode d'exclusion.* — Les manquements aux statuts et règlements sont déferés au Conseil qui, suivant la gravité des cas, pourra appliquer au Syndicat, soit un simple avertissement, soit une réprimande ou enfin l'exclusion.

L'exclusion sera prononcée d'office en cas de refus d'accepter les statuts et les règlements généraux établis par le Conseil.

Le Président du Syndicat mis en cause est invité à se présenter devant le Conseil, pour y être entendu. Aucune décision ne sera prise en sa présence.

Art. 8. — *Budget.* — Le Conseil établira le budget de la Fédération et réglera les dépenses, ainsi que la quote-part afférente à chaque Syndicat.

Art. 9 — *Assemblées.* — Le Conseil fixera, s'il y a lieu, les dates des Assemblées générales des membres de la Fédération ou des Assemblées plénières des Conseils des Syndicats fédérés, et y présentera le compte-rendu moral et financier.

Art. 10. — *Règlement intérieur.* — Le Conseil établira le règlement d'ordre intérieur pour assurer le parfait fonctionnement de la Fédération.

Art. 11. — *Chambre d'explications.* — Les questions ayant trait au travail seront soumises par le Conseil Fédéral à une Chambre d'explications composée d'un délégué désigné par le Bureau de chaque Syndicat fédéré auquel le Conseil Fédéral adjoindra trois membres désignés par lui, de façon à assurer la représentation des diverses industries. Le Conseil Fédéral sollicitera l'adhésion de quatre patrons voulant bien accepter de siéger à la Chambre d'explications. — Le groupe patronal et le groupe ouvrier éliront chacun des deux membres

composant le Bureau qui désignera le Président de la Chambre. — Un roulement déterminera l'ordre et la durée des services des délégués dans la Chambre d'explications qui se composera toujours, en plus du Président, de deux patrons et de deux ouvriers. — Le Président pourra convoquer, si besoin en est, d'autres personnes compétentes ou au courant du litige ou de la question posée. — Cette Chambre a pour but de prévenir les conflits en cas de différends entre patrons et ouvriers. Elle donne un avis facultatif conformément à l'article 6 de la loi du 21 Mars 1884. Elle sera convoquée d'office quand un Syndicat fédéré présentera une réclamation urgente et sérieuse concernant le travail, si son Président juge qu'il n'est pas suffisant de convoquer les membres de service.

Art. 12. — *Modifications aux statuts.* — Les présents statuts ne pourront être modifiés que par décision du Conseil, prise à la majorité des trois quarts de voix des membres présents, après consultation des Syndicats fédérés.

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE D'EXPLICATIONS

Article premier. — Il est créé à Roubaix une Chambre d'explications dont le fonctionnement est indiqué aux articles ci-après et dont la juridiction s'étend à tout le ressort des Tribunaux de Commerce de Roubaix et Tourcoing.

Art. 2. — La Chambre d'explications est composée de patrons et d'ouvriers. Les membres ouvriers sont désignés par les Syndicats admis à la Fédération des syndicats indépendants et à raison de un par syndicat. Ils peuvent être de l'un ou de l'autre sexe, suivant que le Syndicat est composé en majorité d'hommes ou de femmes. Les membres patrons sont des personnalités industrielles de la ville qui, à la demande des membres ouvriers, acceptent de collaborer à leurs travaux.

Art. 3. — La Chambre d'explications réunie en assemblée plénière sous la présidence de son doyen d'âge, nomme son président. Le président devra toujours être choisi en dehors de la Chambre et n'être ni patron ni ouvrier. La Chambre d'explications, à chacune de ses réunions, désigne celui de ses membres qui remplira les fonctions de secrétaire. En cas d'absence, de maladie ou d'empêchement quelconque du président, ses fonctions seront exercées par le doyen d'âge.

Art. 4. — Lorsque la Chambre d'explications siégera conformément à l'article 6 ci-après, elle ne pourra se composer que de huit membres en dehors du président : 4 membres patrons et 4 membres ouvriers. A cet effet, le président tiendra un tableau de roulement entre tous les membres, en ayant soin toutefois de convoquer à ces réunions ceux d'entre eux qui, tant parmi les patrons que parmi les ouvriers, lui paraissent mieux désignés pour donner un avis judicieux et éclairé sur la question à l'ordre du jour.

Art. 5. — La Chambre d'explication entendant poser comme principe primordial que l'autorité patronale est nécessaire et respectable entre toutes, les décisions qu'elle est appelée à prendre ne sauraient en obliger personne. Elle repousse en particulier tout rapprochement entre son rôle et celui des Commissions mixtes ; ces dernières

lui paraissant constituer une ingérence de pouvoirs incompétents, injustifiée et dangereuse pour l'une comme pour l'autre des parties, dans des questions sur lesquelles repose la liberté même du contrat de travail, et qui ne peuvent être discutées et résolues qu'entre chaque patron et ses propres ouvriers. La Chambre d'explications n'a d'autre but que d'émettre des avis officiels sur les questions qui lui sont soumises et de proposer son intermédiaire pour prévenir les conflits en indiquant, à titre purement amical, les mesures qui lui semblent devoir être prises. Mais dans le cas particulier d'une réclamation ouvrière à faire valoir auprès de l'autorité patronale, son action est subordonnée à l'acceptation de ses bons offices par le patron.

Art. 6. — Lorsqu'un membre des Syndicats fédérés croira devoir faire appel à la Chambre d'explications, il saisira de son cas le bureau de son syndicat qui, s'il le juge à propos et après approbation du président de la Fédération, transmettra sa demande au président de la Chambre. Ce dernier, sitôt en possession d'une demande régulière de convocation de la Chambre, a le devoir de s'entourer de tous les renseignements susceptibles de lui donner une opinion exacte sur les faits qui ont provoqué cette demande. Il doit tout d'abord essayer d'arriver à une solution par ses démarches personnelles et ne convoque la Chambre que si cette mesure lui semble suffisamment justifiée par l'enquête personnelle à laquelle il s'est livré.

Art. 7. — Les membres de la Chambre sont nommés pour six ans et indéfiniment rééligibles.

Syndicat des Ouvrières des Industries textiles réunies de Roubaix 1

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne adhérant elle-même à la Fédération des Jaunes de France.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat est jaune et catholique.

Profession des membres. — Les membres doivent être employés par l'une des branches des industries textiles.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétaire permanent.

(1) Sur son origine Cf. Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne, note 1.

Membres. — En février 1906, le syndicat comptait 1720 membres.¹

Cotisation. — Elle est de 0 fr. 05 par membre et par mois.

Administration. — Cf. Extraits des statuts : art. 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Avantages aux syndiquées. — 1° *Placement* : Un service de placement fonctionne tous les dimanches de 8 h. 1/2 à 9 h. 1/2 pour les syndiquées et les parentes de tout membre d'un syndicat affilié à la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaisienne. Il y aurait plus d'offres d'emploi que de demandes², et le nombre des personnes placées serait de 7 à 8 par semaine.

2° *Secours.* — Le syndicat accorde : 5 francs par naissance, 5 francs par mariage, 5 francs par maladie^{3 4}.

EXTRAITS DES STATUTS

Art. 5. — Le Syndicat des Ouvrières des Industries Textiles réunies de Roubaix sera administré par un Bureau composé de quatre membres : 1° une Présidente ; 2° une Vice-Présidente ; 3° une Secrétaire ; 4° une Trésorière. Chaque membre sera nommé pour douze ans.....

Art. 6. — Le Conseil Syndical se composera du bureau et de quatre membres syndiqués nommés par lui ; le mandat est de un an, les syndics ne sont rééligibles qu'après un intervalle d'une année.

Art. 7. — Le Conseil fait tous les actes d'administration et de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'Association. Il prend toutes les décisions relatives aux intérêts communs et il veille à leur exécution, il détermine l'emploi des cotisations, amendes, dons et legs.....

(1) A cette époque, il était fortement question de l'adhésion à ce Syndicat de toutes les femmes des Syndicats des Vaillants de Roubaix.

(2) C'est le contraire qui se produit pour les hommes que le Syndicat mixte cherche à placer.

(3) En outre, les syndiqués bénéficient des secours accordés par la Société de Secours Mutuels « Notre-Dame » dont elle fait partie. C'est de cette société, création du Syndicat Mixte, qu'est sorti le Syndicat des Ouvrières des industries textiles réunies de Roubaix.

(4) Ces secours n'ont pas été accordés dès l'origine du Syndicat ; de sorte qu'une réserve a pu alors être constituée, mais actuellement le total des secours accordés dépasserait de 60 à 70 francs par an le montant des recettes.

Le Conseil pourra nommer des membres honoraires.

Il sera représenté en justice, tant en demandant, qu'en défendant, par sa Trésorière.

Art. 8. — Réunions du Conseil. — Le Conseil se réunira au moins une fois tous les deux mois, et chaque fois que la Présidente jugera utile de le convoquer.

Art. 9. — Attributions du Bureau. — Le Bureau se réunira chaque fois que le Conseil sera convoqué, et avant la réunion du Conseil, et chaque fois que la Présidente le jugera nécessaire.

Le Bureau mettra à l'étude et arrêtera les travaux, propositions et programmes à soumettre aux délibérations du Conseil et à celles des assemblées générales.

Art. 10. — Assemblée générale. — Une assemblée générale de tous les membres de l'Association aura lieu deux fois par an, les comptes y seront examinés et le rapport du Conseil y sera présenté.

Syndicat ouvrier de l'Industrie Roubaissienne ¹

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération des syndicats de l'Industrie Roubaissienne adhérant elle-même à la Fédération des Jaunes de France.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat est jaune et catholique.

Secrétariat. — Il n'a pas de secrétaire permanent.

Membres. — Le syndicat compte 500 membres ².

Cotisation. — Elle est de 0 fr. 10 par an.

Administration. — Cf. Extraits des statuts ; art. 12, 15, 18, 19 et 20.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat possède une caisse de chômage à versements facultatifs, donnant lieu à l'apposition de timbres sur feuilles spéciales, et donnant droit à des remboursements qui, en cas de chômage (ne résultant

(1) Sur son origine Cf. Fédération des Syndicats de l'Industrie roubaissienne, note 1.

(2) Dont le plus grand nombre fait également partie du Syndicat mixte de l'Industrie roubaissienne. En outre des syndiqués, le Syndicat peut comprendre des membres d'honneur (personnes ayant rendu des services exceptionnels à la Société) et des membres honoraires (personnes ayant fait des dons au Syndicat).

pas de grève, de maladie ou de changement facultatif d'atelier) sont de 1 fr. par jour, plus une majoration fixée par une commission.

EXTRAITS DES STATUTS

Titre III

ADMINISTRATION

Art. 12. — Le Syndicat est administré par un Bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire et d'un Trésorier. Chaque membre est nommé pour douze ans.....

Titre IV

Art. 15. — Le Conseil syndical se composera du Bureau et quatre membres nommés par lui pour un an. Ces membres adjoints ne peuvent être réélus qu'après un intervalle d'une année.

Titre V

FONCTIONS DU BUREAU ET DU CONSEIL

Art. 16. — Le Conseil a qualité pour faire tous les actes d'administration et de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'Association. Il prend toute décision relative aux intérêts du Syndicat, veille à leur exécution et détermine l'emploi des cotisations, dons et legs qu'il pourrait recevoir conformément à la loi du 21 Avril 1884.

Art. 18. — Le Conseil se réunira tous les deux mois et plus souvent si le Président le juge nécessaire ou si la demande en est faite par trois de ses membres.

Art. 19. — Le Bureau se réunira au moins avant chaque réunion du Conseil, étudiera les questions à lui soumettre, fixera l'ordre du jour de ses réunions et le consultera sur celui des Assemblées générales.

Titre VI

Art. 20. — Il y aura chaque année à la date fixée par le Conseil, une Assemblée générale obligatoire pour les syndiqués.

— Il y sera rendu compte de la situation morale et financière de l'Association.

Les Vaillants de Roubaix

Unions dont fait partie le Syndicat. — Le Syndicat adhère à la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne adhérant elle-même à la Fédération des Jaunes de France.

Inspiration politique ou religieuse. — Le Syndicat est jaune et catholique.

Secrétariat. — Il n'y a pas de Secrétaire permanent.

Membres. — Le Syndicat compte 550 membres ⁽¹⁾.

Cotisation. — Elle est de 0 fr. 05 par trimestre.

Administration. — Cf. Extraits des statuts (semblables à ceux des Syndicats des ouvrières et des ouvriers de l'industrie roubaisienne).

Avantages aux syndiqués. — **PLACEMENT :** Le Syndicat fait difficilement un peu de placement. Il donne des billets de recomapadation à ses membres.

BIBLIOTHÈQUE : Il possède une petite bibliothèque.

EXTRAITS DES STATUTS

Art. 5. — Le Syndicat des Vaillants de Roubaix sera administré par un Bureau composé de quatre membres : 1° Un Président ; 2° Un Vice-Président ; 3° Un Secrétaire ; 4° Un Trésorier. Chaque membre sera nommé pour douze ans

Art. 6. — Le Conseil Syndical se composera du bureau et de quatre membres syndiqués nommés par lui ; le mandat est de un an ; les syndics ne seront rééligibles qu'après un intervalle d'une année.

Art. 7. — Le Conseil fait tous les actes d'administration et de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'Association. Il prend toutes les décisions relatives aux intérêts communs et il veille à leur exécution, il détermine l'emploi des cotisations, amendes, dons et legs...

Le Conseil pourra nommer des membres honoraires.

Il sera représenté en justice, tant en demandant qu'en défendant, par son trésorier.

Art. 8. — *Réunions du Conseil.* — Le Conseil se réunira au moins une fois tous les deux mois, et chaque fois que le Président jugera utile de le convoquer.

Art. 9. — *Attributions du Bureau.* — Le Bureau se réunira chaque fois que le Conseil sera convoqué et avant la réunion du Conseil, et chaque fois que le Président le jugera nécessaire.

Le Bureau mettra à l'étude et arrêtera les travaux, propositions et

(1) Dont 400 femmes qui sont sur le point de quitter le Syndicat pour aller se grouper dans un autre Syndicat de la Fédération de l'Industrie Roubaisienne : le Syndicat des ouvrières des industries textiles réunies de Roubaix. Les hommes, membres du Syndicat des Vaillants de Roubaix sont ouvriers, employés ou contremaîtres.

programmes à soumettre aux délibérations du Conseil et à celles des Assemblées générales.

Art. 10. — *Assemblée générale.* — Une Assemblée générale de tous les membres de l'Association aura lieu deux fois par an, les comptes y seront examinés et le rapport du Conseil y sera présenté.

Syndicat : “ Les Peigneurs réunis de Roubaix ”

27 membres.

Syndicat : “ Les Tisserands du Fontenoy ”

14 membres.

c) Syndicat démocrate-chrétien

“ Union syndicale des Vrais Travailleurs de l'Industrie Textile ”

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat n'a pas adhéré à la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne, principalement parce que ses membres repoussent tout ce qui peut paraître de l'ingérence patronale dans les syndicats ouvriers¹.

Le syndicat est en rapport avec le groupement des syndicats démocrates-chrétiens de Lille.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat est démocrate-chrétien.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétaire permanent.

(1). La Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne comprend le Syndicat mixte de l'Industrie Roubaissienne.

Cf. Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne.

Membres. — Ils sont une centaine¹.

Cotisation. — Elle est de 0 fr. 50 par mois².

Administration du syndicat. — Cf. Extraits des statuts : art. 7, 8, 9, 10 et 11.

Avantages aux syndiqués. — 1° **PLACEMENT** : le syndicat réussit parfois à trouver du travail à ses membres.

2° **SECOURS** : le syndicat accorde un secours obligatoire à tout syndiqué sans travail, y compris en cas de grève (Cf. art. 12 des statuts). Ce secours est actuellement accordé au maximum pendant 5 semaines (3 semaines à 9 francs et 2 semaines à 4 fr. 50.)

En outre, si l'état de la caisse le permet, il peut être accordé aux syndiqués malades un secours de 4 fr. 50 par semaine pendant 4 semaines.

EXTRAITS DES STATUTS

Titre II

BUT DU SYNDICAT

Art. 3. — Le Syndicat a pour but :

1° D'établir des relations de sympathie et de charité entre les ouvriers ;

2° De régler dans les meilleures conditions possibles les rapports entre patrons et ouvriers ;

3° De soutenir par des moyens légaux et pacifiques les droits et les intérêts économiques des adhérents, en restant toujours dans la justice et dans la vérité, en évitant, autant que possible, les grèves générales ou partielles, et en recourant à l'arbitrage.

Titre III

COMPOSITION DU SYNDICAT

Art. 4. — Pour faire partie du Syndicat, il faut :

1° Appartenir ou avoir appartenu dans les conditions déterminées par la loi à une branche quelconque de l'industrie textile ;

* (1). Les syndiqués sont généralement des ouvriers tisserands. On compte quelques employés. Le nombre de membres du syndicat va en diminuant ; à Roubaix, il ne semble pas avoir place pour une organisation syndicale entre le syndicat socialiste et le groupement syndical jaune et catholique.

(2) Au commencement de 1906, il y avait 3.000 fr. en caisse.

2° Travailler dans Roubaix ou les environs ;

3° Etre âgé de 16 ans au moins ;

4° Jouir d'une honorabilité parfaite sous tous rapports

Art. 5. — Le Conseil syndical peut prononcer l'exclusion pour les causes générales suivantes ;

1° Condamnation infamante ;

2° Faute publique entachant l'honorabilité ;

3° Injures adressées à l'un des membres du Conseil syndical dans l'exercice de ses fonctions ;

4° Injures adressées en séance à l'un des membres du Syndicat ;

5° Actes ou paroles capables d'entraver la bonne marche du Syndicat en le poussant à des violences et à des injustices ;

6° Défaut de paiement de trois cotisations successives ;

7° Chômages injustifiés et volontaires rendant un membre habituellement à charge au Syndicat.

Tout membre exclu perd ses droits sur le patrimoine syndical.

Titre IV

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Art. 7. — Le Syndicat est administré par un Conseil syndical assisté, à titre purement consultatif, d'une Chambre Syndicale....

Le Conseil Syndical choisit lui-même dans son sein un Président, un Vice-Président, un Secrétaire-Trésorier et un Secrétaire-Adjoint....

Le Conseil Syndical est élu régulièrement pour deux ans. Il est renouvelable par moitié chaque année....

Art. 8. — Le Conseil Syndical décide les admissions et les radiations des membres, fixe l'emploi de la caisse syndicale conformément aux présents statuts, étudie les réclamations des syndiqués, en un mot est chargé de la direction générale du Syndicat. Il se réunit au moins tous les mois.

Art. 9. — Tout ouvrier sans travail ou ayant un différend avec son patron, doit en avertir immédiatement le Conseil Syndical.

Art. 10. — Un registre est disposé au siège social pour y recevoir les demandes et offres d'emplois. Il est communiqué à tout syndiqué qui en fait la demande.

Chaque syndiqué se fera un devoir d'avertir aussitôt le Conseil syndical des places vacantes qu'il pourrait connaître.

Titre V

ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Art. 11. — Tous les membres du Syndicat sont convoqués au moins tous les six mois en Assemblée générale par convocation personnelle.

L'Assemblée générale peut être convoquée d'urgence par le Président ou par deux membres du Conseil syndical.

Dans ces assemblées, il est rendu compte du fonctionnement du Syndicat, de l'état de la caisse, des admissions ou des radiations opérées...

Titre VI**PATRIMOINE DU SYNDICAT**

Art. 12. — Une caisse est établie pour subvenir à tous les besoins du Syndicat.

Elle est alimentée par les cotisations mensuelles des syndiqués et par les dons ou legs qu'elle peut recevoir.

La caisse syndicale accorde une indemnité à tout syndiqué sans travail, pour une cause reconnue légitime par le Conseil syndical.

L'indemnité sera supprimée au bout d'un mois, s'il est reconnu que celui qui la touche n'a pas fait le nécessaire pour se procurer de l'ouvrage.

En cas de contestation, il reste à l'intéressé le recours à l'Assemblée générale.

Cette indemnité est fixée par l'Assemblée générale, suivant les ressources du Syndicat.

Elle ne peut varier que par une décision prise en Assemblée générale.

Pour y avoir droit, il faut être syndiqué depuis 3 mois au moins.

Tout membre en retard de 2 cotisations n'aura aucun droit aux indemnités.

Hors le cas de force majeure, les membres du Syndicat ne devront jamais abandonner l'atelier sans en avoir référé au Conseil syndical, sous peine pour eux de perdre tout droit à leur indemnité de chômage.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION OUVRIERE

	1889			1890			1891			1892			1893			1894
	a			a			a			a			a			1
	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S
Ensemble des Professions																
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis.	6	459		6	542		8	1.689		10	1.777		10	1.772		12
Syndicats patronaux.							2	58		3	105		3	106		3
Syndicats mixtes.	2	141		2	161		2	1.250		2	1.251		2	1.328		2
Syndicats ouvriers.	4	318		4	381		4	381		5	421		5	238		7
Industrie Textile																
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis.	4	322		4	396		4	1.485		5	1.539		5	1.448		6
Syndicats patronaux.																
Syndicats mixtes.	2	141		2	161		2	1.250		2	1.251		2	1.328		2
Syndicats Ouvriers																
1. Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en grosse moquette de Tourcoing et des environs (1882).	1	137	S M B	1	200	S M B	1	200	S M B	1	220	S M B	1	30	S M B	1
2. Chambre syndicale des ouvriers rentreurs de Tourcoing (1887-99).	1	44		1	35		1	35		1	35		1	35		1
3. Chambre syndicale ouvrière textile de Tourcoing et les environs (1890).								?		1	33		1	55		1
4. Chambre syndicale " L'Union Fraternelle des Travailleurs ", de Tourcoing et des environs (1893-95).																1
5. Chambre syndicale des ouvriers trieurs de laine de Tourcoing et environs (1893).																
6. La " Fraternité ouvrière ", de Tourcoing (1896)																
7. Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la filature de Tourcoing (1899)																
8. Chambre syndicale des ouvriers teinturiers et apprêteurs de Tourcoing et environs (1899-1902)																
9. " L'Union des Travailleurs ", chambre syndicale de l'industrie du tissu de Tourcoing et environs (1899).																
10. Syndicat " L'Union amicale des ouvrières tourquennoises " (1901)																
11. Syndicats de la Fédération syndicale de l'industrie tourquennoise																
12. L'Union textile tourquennoise (1903)																
13. " L'Etude " (1903-1905).																
Total des syndicats ouvriers de l'industrie textile dont le nombre de membres est connu, et total de leurs syndiqués	2	181		2	235		2	235		3	288		3	120		4
Syndicats dont le nombre de membres est inconnu mais l'existence certaine (syndicats non portés à l'annuaire).							1									1

Les indications concernant le nombre de membres des syndicats

a : Au premier juillet. - b : Au premier janvier. - S : Syndicats. - s : Syndiqués. - CE : Œuvres annexes des Syndicats. - B : Bibliothèque. - B P : Bureau

ÈRE. == Tableau résumant le Mouvement Syndical à Tourcoing depuis 1889

4	1895			1896			1898			1899			1900			1901			1902			1903			1905				
	a			a			b			b			b			b			b			b			b				
	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	S	s	(E)	
8		16	2.375		16	2.391		17	3.203		18	3.297		18	5.283		13	5.902		106	7.342		136	8.032		135	7.908		
5		6	261		5	268		8	323		7	278		8	330		9	317		10	307		11	359		13	438		
0		2	1.520		2	1.529		2	1.503		2	1.670		2	1.770		2	1.693		2	1.710		3	1.514		2	1.503		
2		8	594		9	594		7	1.377		9	1.349		8	3.183		32	3.888		94	5.334		122	6.142		120	5.967		
0		7	1.887		6	1.826		6	2.647		6	2.589		7	4.545		33	5.585		96	6.821		122	7.128		119	6.899		
.....		1	23		1	23		1	24								1	13		2	34		2	43		4	73		
0		2	1.520		2	1.529		2	1.503		2	1.670		2	1.770		2	1.693		2	1.710		2	1.514		2	1.503		
0	S M	1	150	S M	1	200	S M	1	333	S M	1	365	S M	1	465	S M	1	447	S M	1	504	S M	1	506	S M	1	460	C S	
	B			B			B			B			B			B			B			B			B			B	
5		1	37		1	37		1	37		1	24																	
2		1	37		1	37			?			?			?		1	297	S R	1	290	S R	1	290	S R	1	135	C S	
3		1	120																									C	
			?			?			?		1	280	C C	1	650	C C	1	350	C	1	200	C C	1	100	C C	1	270	B	
							1	750		1	250	C C																	
																	1	1.080		1	953		1	550	B	1	550	B	
																												S R	
																	1	300		1	300		1	300	S D				
																	1	280		1	812		1	690		1	413	B	
																												C S	
																					1	71	B P	1	75	B	1	100	B
																	24	720		85	2.550		112	3.360		105	3.049	B P	
																												Coo	
																												C C	
0		4	344		3	274		3	1.120		4	919		5	2.775		30	3.879		92	5.077		118	5.571		113	5.323		
		1			1			2			1			1															

et leurs œuvres annexes ont été prises dans les annuaires des syndicats

Placement. - C C : Caisse de chômage - Coo : Coopérative. - C S : Caisse de Secours. - S D : Secours divers. - S M : Secours Mutuels. - S R : Secours de route.

CHAPITRE IV

TOURCOING¹

L'organisation actuelle

Les organisations professionnelles des ouvriers de l'industrie textile tourquennoise peuvent être classées en deux groupes :

1° *Le groupe des syndicats dits rouges* comprend cinq organisations, dont quatre adhèrent à la Fédération locale textile « la Solidarité ouvrière ». Ce sont :

L'Union des travailleurs, Chambre syndicale de l'industrie du tissu (N° 9 du tableau) ;

La Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la filature de Tourcoing (N° 7 du tableau) ;

(1) Cf. Pour population de la ville . . .	Introduction. Section 1		
- Pour l'importance de ses diverses industries	»	»	2
Pour sa population active	»	»	2
Pour sa population active textile . . .	»	»	4
Pour l'importance de ses diverses industries textiles	»	»	4

La Chambre syndicale ouvrière textile (N° 3 du tableau);

La Chambre syndicale des ouvriers trieurs de laine (N° 5 du tableau).

La cinquième organisation n'adhère pas tout entière à la Fédération « la Solidarité ouvrière », c'est la Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en grosse moquette (N° 1 du tableau), dont un groupe d'une soixantaine de membres fait seul partie de la Fédération.

2° *Le groupe des syndicats jaunes et catholiques* comprend une centaine de petites chambres syndicales, comptant chacune environ 30 membres et faisant partie de l'une des trois Unions formant la « Fédération syndicale de l'Industrie Tourquennoise (N° 11 du tableau) ⁽¹⁾.

A

Fédération des Syndicats locaux ayant pour titre : « La Solidarité Ouvrière » ¹

La Fédération a été créée en 1900. Elle a d'abord groupé cinq Chambres syndicales. En 1905, le syndicat du tapis se retira, mais, quelques mois après, un groupe de membres de ce syndicat adhéra de nouveau à la Fédération, sans constituer pour cela une Chambre syndicale distincte. Elle compte environ 1.000 membres; ses ressources consistent en une

(1) Dans ce groupe pourrait être rangée une organisation indépendante « l'Union Amicale des Ouvrières tourquennoises » (n° 10 du tableau) qui groupe 75 ouvrières. — Elle paraît être moins une organisation professionnelle qu'une « œuvre » catholique. Il s'agit surtout d'une maison de famille où les ouvrières prennent leurs repas, se réunissent le soir et où certaines d'entre elles sont logées.

Les démocrates chrétiens n'ont plus de syndicat à Tourcoing; leur organisation est tombée, attaquée des deux côtés à la fois.

(1) Au même local que la Fédération se trouve une coopérative de boulangerie, épicerie, charbon, fondée sous les auspices du Parti ouvrier de Tourcoing et placée sous le régime des Coopératives socialistes fédérées. Les Syndicats, faisant partie de la Fédération, placent de préférence leurs fonds à la coopérative; ils leur rapportent 4 %.

cotisation de 0 fr. 05 par membre et par mois. Elle facilite la propagande syndicale et permet aux diverses organisations de se concerter pour une action commune. Par son intermédiaire, les syndicats peuvent se venir en aide, se prêter un appui financier dans les moments difficiles.

La Fédération dispense les organisations adhérentes d'envoyer des secours aux syndicats en grève qui font appel à leur solidarité ; à cet effet, elle a accordé à ces syndicats, principalement à ceux de l'industrie textile, un secours de 20 à 25 fr. C'est elle également qui se charge de donner des secours de route aux ouvriers syndiqués de passage à Tourcoing.

Elle organise des cours qui ont lieu deux fois par mois (principalement des cours d'Histoire).

« L'Union des Travailleurs »
Chambre syndicale de l'industrie du tissu
de Tourcoing et environs

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale textile « La Solidarité ouvrière », à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Tout ouvrier ou ouvrière exerçant une profession dans l'industrie du tissu peut faire partie du syndicat (ameublement, drap, robe...).

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétaire permanent.

Membres. — A la fin de 1905, le syndicat comptait 330 adhérents, parmi lesquels il n'y avait aucune femme ¹.

(1) Après la grève générale de 1904, le nombre des membres du Syndicat a beaucoup diminué.

Ressources. — Les ressources du syndicat consistent en un droit d'entrée de 0 fr. 50 que paye chaque nouvel adhérent, et en une cotisation de 1 fr. par mois et par membre. A la fin de 1905, le syndicat possédait environ 4.000 fr. et quelques actions de la fabrique de tapis fondée par des membres du syndicat des ouvriers tapissiers.

Administration. — Cf. Extraits des statuts, art. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 23.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat possède une bibliothèque d'environ 100 volumes ¹ (ouvrages techniques, socialistes, romans, etc.).

Il accorde à ses membres en grève un secours de 2 fr. par jour ², aux femmes et filles en couches une somme de 15 fr., aux conscrits, réservistes et territoriaux une indemnité de départ de 5 fr.

En outre, le syndicat dépense l'intérêt des sommes en caisse de la façon suivante : Il accorde des secours aux malades nécessiteux et aux chômeurs (de préférence aux pères de famille); s'il reste de l'argent, il est envoyé aux syndiqués sous les drapeaux ³.

Syndicat et Coopérative. — Les fonds du syndicat sont placés à la Coopérative socialiste et rapportent 4 0/0.

EXTRAITS DES STATUTS

BUT

Article premier. — La Chambre Syndicale des ouvriers du tissu a pour but :

1° La représentation, la défense et la protection des intérêts de la Corporation en particulier et de toutes les organisations ouvrières en général, sans distinction de sexe, de race ou de nationalité ;

2° De s'occuper activement de l'installation d'une Bibliothèque et

(1) Dont 50 lui ont été envoyés par le Ministère du Commerce, à la suite d'une demande de subvention qu'avait faite le Syndicat pour sa bibliothèque.

(2) La grève de 1903 a coûté 22.000 fr. au Syndicat; celle de 1904 vida sa caisse en une semaine.

(3) Il a été envoyé plusieurs fois 3 fr. à chaque syndiqué soldat.

d'un Cabinet de lecture, afin de mettre ses adhérents à même d'étudier scientifiquement les questions professionnelles, économiques et sociales ;

3° De se faire représenter dans les congrès ouvriers et de soutenir dans la mesure de ses forces et de son pouvoir les vœux et les projets intéressant les travailleurs, notamment : limitation de la journée de travail en un nombre d'heures aussi restreint que possible, fixation d'un minimum de salaire en rapport avec le prix des loyers et des denrées de la localité ou de la région ;

4° D'organiser une propagande sérieuse parmi les travailleurs restés jusqu'à présent réfractaires ou indifférents aux groupements ouvriers, afin d'augmenter le plus possible son importance pour arriver à l'émancipation complète du salariat.

ORGANISATION

Art. 2. — Tout ouvrier ou ouvrière exerçant une profession dans l'industrie du tissu peut faire partie de la Chambre Syndicale.

Art. 3. — Une affiliation de cinquante centimes à l'inscription et un stage de six mois sont exigés de tout adhérent avant que celui-ci ne participe aux bénéfices qu'offre la société.

Art. 4. — La cotisation mensuelle est fixée à un franc payable par cinquante centimes le deuxième et le dernier dimanche du mois.

Art. 5. — Tout syndiqué qui serait en retard de plus de deux mois pour le paiement de ses cotisations est prévenu de son retard par les soins du secrétaire. S'il ne s'acquitte pas de sa dette ou s'il ne donne des explications majeures pouvant être admises par la commission, sa radiation sera prononcée.

Art. 8. — Tout syndiqué doit être investi de la considération de ses frères du travail. Celui qui viendrait à la perdre sera *exclu du Syndicat*, soit pour préjudice porté aux intérêts de la Société en l'induisant en erreur ou en la trahissant près des patrons ou autres, soit en détournant les travailleurs de se grouper, en un mot, celui que la Commission reconnaîtrait hostile aux intérêts de la corporation, du prolétariat et qui ne se conformerait pas aux présents statuts ou aux décisions prises ultérieurement en Assemblée générale.

Art. 9. — Tout syndiqué qui, par son inconduite notoire, aura été exclu de la Société sur avis de la Commission pourra toutefois en référer à l'Assemblée générale qui est souveraine.

Art. 11. — Lorsqu'un différend surgira entre un patron et un sociétaire, si ce dernier se voit dans l'obligation de poursuivre devant les tribunaux pour obtenir son droit, il devra immédiatement prévenir la Commission qui statuera. Si les prétentions de l'ouvrier sont reconnues légitimes, les frais de poursuite seront supportés par la caisse du Syndicat, mais avec l'assentiment de l'Assemblée générale des adhérents.

Art. 12. — Dans tous les cas pouvant amener une cessation de travail dans un ou plusieurs ateliers, les sociétaires travaillant dans l'usine où le conflit existera, devront sans retard en prévenir la Commission qui prendra les mesures que nécessitera la situation.

Art. 13. — En cas de grève, les sociétaires grévistes ne toucheront d'indemnité que si la grève dure plus de trois jours, la somme allouée sera de deux francs par jour jusqu'à épuisement de la caisse.

ADMINISTRATION

Art. 15. — L'administration de la Chambre Syndicale est confiée à une Commission composée de treize membres élus par le suffrage des Sociétaires, qui nommera elle-même un Secrétaire, un Secrétaire-adjoint, un Trésorier et un Trésorier-adjoint, responsables devant la Commission, qui l'est elle-même devant l'Association. La durée du mandat est de deux ans renouvelable par moitié tous les ans, les membres sortants sont rééligibles.

Art. 16. — Les attributions de la Commission sont :

1° De veiller à l'exécution des présents statuts et aux décisions prises en Assemblées générales des adhérents ;

2° De veiller à ce que les conseillers prud'hommes ouvriers remplissent leurs devoirs équitablement et de pourvoir à leur remplacement avec un mandat impératif ;

3° D'étudier mûrement et impartialement toutes les questions qui lui seront soumises, d'en faire un rapport clair et précis, et de le soumettre aux délibérations des Assemblées générales ;

4° De faire procéder en temps utile aux élections des différentes fonctions de la Chambre Syndicale, fixer la date et l'ordre du jour des réunions générales.

Art. 17. — La Commission devra se réunir tous les mois. Elle pourra être convoquée extraordinairement par le Secrétaire ou par invitation de trois de ses membres.

Tout membre de la Commission qui s'absentera de ces réunions trois fois consécutives, sera considéré comme démissionnaire de ses fonctions. Dans tous les cas, il sera prié de s'expliquer avant qu'il soit statué sur cette démission, laquelle ne sera définitive que par décision de l'Assemblée générale qui devra, séance tenante, pourvoir à son remplacement.

Art. 18. — Le secrétaire et le secrétaire-adjoint s'occupent : de toutes les correspondances concernant l'Association, de rédiger les convocations et communications avec les journaux et les Autorités, de la rédaction des procès-verbaux des Assemblées générales, ordinaires et extraordinaires, d'inscrire minutieusement sur un registre spécial les résolutions des assemblées générales et des réunions de la Commission administrative, relativement aux propositions ou aux demandes qui pourraient être adressées, ainsi que les admissions et les départs des sociétaires.

Les secrétaires conserveront et classeront avec soin tous les documents relatifs à la Société. Ils sont invités à communiquer toutes les pièces et correspondances intéressant le Syndicat et à soumettre tous leurs actes administratifs à la Commission d'administration.

Art. 19. — Le trésorier et le trésorier-adjoint perçoivent les recettes et font les paiements de la Société. Ils inscrivent régulièrement sur un registre spécial les recettes et les dépenses....

Art. 20. — Les trésoriers ont pour intermédiaires des collecteurs, nommés par la Commission administrative, lesquels percevront les cotisations au domicile des syndiqués. Ils en feront le versement total au domicile du trésorier, le jour fixé par celui-ci.

Les membres du Syndicat, en versant leur cotisation auront immédiatement, du collecteur, un timbre mobile (gommé), servant de

reçu, qu'ils appliqueront dans une case de leur livret particulier, attendu que le livre en règle seul, donne droit aux réclamations. En conséquence, des timbres-reçus seront délivrés d'avance à chaque collecteur par le trésorier ou le secrétaire.

Les collecteurs sont responsables des timbres-reçus qui leur sont confiés.

Art. 21. — Une Commission de contrôle de six membres, qui nomme elle-même son secrétaire, sera nommée en Assemblée générale.

Elle est renouvelable tous les deux mois; les membres sortant sont rééligibles.

La Commission de contrôle et de vigilance veille à ce que le présent règlement soit appliqué avec la plus rigoureuse impartialité. Elle a droit de contrôle sur tout ce qui intéresse la Société.

Elle rédigera un rapport sur le résultat de ses travaux et en donnera connaissance à la Commission administrative huit jours au moins avant la réunion générale bi-mensuelle.

Si elle constatait une ingérence notable dans la gestion de la Chambre syndicale qui pourrait compromettre l'existence de l'Association, elle aurait droit de convoquer une réunion générale extraordinaire.

Art. 23. — Il y aura chaque année quatre Assemblées générales ordinaires, c'est-à-dire une tous les trimestres.

Dans ces réunions, le secrétaire donnera lecture des procès verbaux des assemblées générales, des réunions de la Commission administrative, de toutes les pièces et correspondances reçues ou envoyées au nom du Syndicat.

Le trésorier donnera l'état de ses comptes et présentera l'argent en caisse, les titres et valeurs appartenant à la Société.

La Commission de contrôle et de vigilance donnera lecture de son rapport relativement à la gestion de la Chambre syndicale; ensuite l'Assemblée passera à la discussion des propositions de la Commission administrative et de tous les membres du Syndicat.

Art. 25. — Chaque Assemblée générale nomme son bureau, un président et deux assesseurs. Le président veillera à ce qu'il ne soit traité de questions de personnalités ou irritantes, lesquelles amènent toujours la division parmi les travailleurs.

Le président sera aussi modéré que possible afin d'apaiser les discussions violentes.

Art. 26. — Tout syndiqué se présentant aux assemblées en état d'ivresse ne pourra y assister.

Art. 28. — Toute fille ou femme syndiquée qui s'accoucherait, et qui pourrait justifier d'une présence d'une année au contrôle de la Société, recevra une indemnité de quinze francs, si l'état de la caisse le permet.

Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la Filature de Tourcoing

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale textile « la Solidarité Ouvrière », à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail, et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Le syndicat est ouvert aux ouvriers et ouvrières travaillant dans les filatures de laine et de coton.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent.

Membres. — Le syndicat avait, à la fin de 1905, 156 membres¹ ; aucune femme n'en faisait partie

Ressources. — La cotisation est de 1 franc par mois.

Administration du syndicat. — Il existe une Commission administrative et une Commission de contrôle ; la première se réunit tous les 15 jours. Il y a une assemblée générale tous les trois mois.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat possède une petite bibliothèque ; il donne un secours de 15 francs par semaine en cas de grève², un secours également de 15 francs aux filles ou femmes syndiquées en couches, et un secours de 5 francs aux conscrits, réservistes et territoriaux.

(1) Le chiffre des membres a beaucoup diminué depuis la grève générale de 1904, au lendemain de laquelle il y eut plus de 150 démissions.

(2) En 1904, la caisse a été vidée après 2 semaines de grève générale.

Syndicat et coopérative. — Les fonds disponibles du syndicat sont placés à la coopérative socialiste et rapportent 4 0/0¹.

EXTRAITS DES STATUTS

DIFFÉRENDS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Art. 14. — La Chambre syndicale, lorsqu'un de ses membres sera lésé dans son travail, l'aidera, dans la limite du possible, à faire valoir ses droits.

GRÈVES

Art. 15. — Lorsqu'un atelier se mettra en grève, il délèguera 4 de ses membres auprès du Secrétaire, lequel soumettra la question au Comité central qui décidera, dans l'intérêt des travailleurs, s'il y a lieu d'ajourner ou de continuer la grève.

Art. 16. — Un ou deux membres de la Commission porteront aux patrons les réclamations de ses ouvriers, à seule fin qu'il n'y ait plus de délégués victimes de grèves.

Art. 19. — A partir de l'heure indiquée par les délégués pour la reprise du travail, aucune indemnité ne sera plus payée.

Art. 20. — Tout syndiqué qui serait en retard de plus de deux mois pour le paiement de ses cotisations n'aura droit à aucune indemnité, à moins qu'il n'y ait cas de force majeure. Dans ce cas le Comité central décidera.

Art. 21. — Tout syndiqué qui ne pourrait justifier d'une présence de six mois aux contrôles du Syndicat, n'a droit à aucune indemnité en cas de grève.

Art. 22. — Tout ouvrier syndiqué qui ne cesserait pas le travail ou le reprendrait avant ses camarades, n'aura droit à aucune indemnité ; il sera immédiatement rayé des contrôles du Syndicat et sera considéré comme traître à la cause des travailleurs.

Art. 23. — Les ouvriers syndiqués qui prendraient le travail d'ouvriers en grève seront impitoyablement chassés du Syndicat.

RECouvreMENT DES COTISATIONS

Art. 25. — La cotisation de chaque syndiqué est de 1 franc par mois payable par quinzaine.

Art. 26. — Chaque collecteur sera porteur d'un carnet portant les noms et adresses des syndiqués de sa section, il y aura des timbres d'acquit qu'il posera sur les livrets et les annulera avec un petit cachet portant le numéro de la section.

Chaque collecteur se fournira de timbres au Trésorier.

PLACEMENT DES FONDS

Art. 34. — Pour garantir la sécurité des fonds et pour éviter toute suspicion, les trois membres de la Commission des finances auront

(1) En outre de ces fonds, le syndicat possède 10 actions de la fabrique de tapis fondée par des membres du syndicat des ouvriers tapissiers.

l'un la clef d'extérieur, l'autre la clef d'intérieur, le troisième aura le secret.

Art. 35. — Toute fille ou femme syndiquée qui accoucherait, et qui pourrait justifier de la présence d'une année aux contrôles du Syndicat, recevra une indemnité de 15 francs.

Art. 36. — Tous les ouvriers et ouvrières de la filature, y compris les soigneuses de préparation, pourront faire partie du Syndicat....

Chambre syndicale ouvrière textile de Tourcoing et les environs

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale textile « La Solidarité ouvrière », à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Le syndicat est ouvert à tout ouvrier ou ouvrière de n'importe quelle branche de l'industrie textile.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent.

*Membres*¹. — A la fin de 1905, le syndicat avait une centaine de membres dont une femme.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 65 ou de 1 fr. (Cf. Secours donnés en cas de grève). A la fin de 1905, le syndicat ne possédait pas 1.000 fr.².

Administration. — La commission du syndicat se réunit tous les mois. En cas de besoin, il peut en outre y avoir des réunions extraordinaires. Les assemblées générales ont lieu tous les trois mois (Cf. Extraits des statuts).

(1) Avant les grèves de 1903-1904, le syndicat avait 300 membres.

(2) Dont quelques actions de la fabrique des tapis fondée par des membres du syndicat des tapisiers.

Avantages aux syndiqués. — Les syndiqués, payant 0 fr. 65 de cotisation, ont droit en cas de grève à une indemnité de 1 fr. 50 par jour (9 fr. par semaine). Ceux payant 1 fr. de cotisation ont droit à 2 fr. 50 par jour (15 fr. par semaine). La commission peut en outre décider de venir en aide à un membre du syndicat en dehors du cas de grève.

EXTRAITS DES STATUTS

Art. 1^{er} — *La Société a pour titre* : Chambre Syndicale Textile de Tourcoing et les environs.

Art. 2. — Le Syndicat est administré par un Conseil de onze membres composé comme suit : un Président, un Vice-Président, un Secrétaire, un Secrétaire-Adjoint, un Trésorier, un Trésorier-Adjoint, ainsi qu'une Commission composée de cinq membres.

Art. 3. — La durée de l'Administration est de deux ans, et les membres sont rééligibles, par l'Assemblée générale à la majorité des membres présents, par moitié tous les ans.

Art. 4. — Les Assemblées générales auront lieu quatre fois par an.

Art. 9. — Le Conseil d'administration se réunira au moins une fois par mois, et plus souvent si les besoins du Syndicat l'exigent.

POLICE DES ASSEMBLÉES

Art. 11. — Tout syndiqué sera porteur d'une carte de membre, laquelle portera son numéro d'ordre, qu'il devra présenter au contrôle à toutes les réunions.

Art. 12. — Tout membre qui se présentera en état d'ivresse sera exclu de la réunion, ainsi que les étrangers n'appartenant pas à notre Syndicat.

Art. 13. — Tout membre aura droit de prendre la parole, mais pour cela, il est nécessaire de la demander au président de séance qui lui accordera, pourvu qu'il ne soit pas question de personnalité, pouvant amener la division parmi les travailleurs syndiqués.

Art. 14. — Tout syndiqué qui, par son inconduite notoire, porterait atteinte à l'honorabilité du Syndicat, sera immédiatement rayé des contrôles, par le Conseil d'administration, jusqu'à l'Assemblée générale.

DIFFÉRENDIS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Art. 15. — Les conseillers prud'hommes faisant parti du Syndicat, feront partie de droit de l'Administration, lorsqu'elle se réunira, pour donner leurs avis sur les différends qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers syndiqués.

Art. 16. — La Chambre syndicale se chargera, lorsqu'un de ses membres sera blessé dans son travail, ou abus commis à son égard, de l'aider, dans la limite du possible, à faire valoir ses droits.

Art. 17. — Les ouvriers fileurs, rattacheurs ou tout autre profession appartenant à notre syndicat, qui seraient brutalisés journellement par certains camarades d'atelier, doivent en donner connaissance, par parole ou par écrit au Président, afin que celui-ci cherche à concilier les deux parties en cause.

GRÈVES

Art. 18. — Lorsqu'un atelier voudra se mettre en grève, il délèguera plusieurs membres syndiqués auprès du secrétaire ou du président, lequel soumettra la question au conseil d'administration, qui décidera s'il y a lieu de provoquer la grève immédiatement ou de l'ajourner.

Art. 19. — Pour éviter d'avoir des ouvriers victimes de la grève, ou de tout autre motif, un ou deux membres de l'Administration porteront aux patrons les réclamations des ouvriers.

Art. 20. — En cas de grèves partielles autorisées par le conseil d'administration, les syndiqués recevront, si la grève dure plus de 48 heures, la somme qui leur est due par jour ouvrable, pendant la durée de 3 mois; après ce laps de temps, le Conseil aura le droit d'abaisser l'indemnité accordée aux grévistes.

Art. 21. — La reprise du travail aura lieu sur avis des délégués, d'accord avec le conseil d'administration.

Art. 22. — A partir de l'heure indiquée par les délégués pour la reprise du travail, aucune indemnité ne sera plus payée.

Art. 23. — Tout syndiqué qui serait en retard de plus de 2 mois pour le paiement de ses cotisations, n'aura droit à aucune indemnité, à moins qu'il n'y ait cas de force majeure. Dans ce cas, l'Administration donnera son avis.

Art. 24. — Tout syndiqué qui ne pourrait justifier d'une présence de 6 mois aux contrôles du syndicat, n'a droit à aucune indemnité en cas de grève.

Art. 25. — Tout ouvrier syndiqué qui ne cesserait pas le travail, ou le reprendrait avant ses camarades sans ordre de l'Administration, n'aura droit à aucune indemnité; de même ceux qui iront se faire inscrire, tiendront des réunions privées, sans en donner connaissance à la Commission.

Art. 26. — Seront rayés des contrôles: les syndiqués n'ayant pas observé l'article 25, et qui prendraient le travail d'ouvriers en grève.

Art. 27. — Les ouvriers syndiqués en grève, vus en état d'ivresse, ne participeront pas aux quêtes et aux souscriptions que l'on pourrait recueillir à leur bénéfice, et pour éviter ces scandales, un membre de la Commission se rendra au domicile des syndiqués pour faire le paiement qui leur revient par jour de grève.

Art. 28. — Si la caisse du syndicat était insuffisante pour soutenir une grève qui se prolongerait indéfiniment, le Conseil d'administration, devra convoquer une assemblée extraordinaire qui statuera sur la conduite à tenir.

RECouvreMENT DES COTISATIONS

Art. 29. — La cotisation de chaque syndiqué est payable par mois à un collecteur qui passera chez lui, le prix en sera fixé par l'assemblée générale et inscrit au procès-verbal.

Art. 30. — Chaque collecteur sera porteur d'un carnet, portant les noms et adresses des syndiqués de sa section, il sera possesseur des timbres d'acquit, qu'il posera sur le livret et les annulera avec une marque contrôlée. Chaque collecteur se fournira de timbres au Trésorier.

Art. 32. — Une Commission de contrôle de 3 ou 5 membres, sera nommée en assemblée générale tous les trimestres, qui sera chargée de vérifier les comptes et les livres du secrétaire et du trésorier.

PLACEMENT DES FONDS

Art. 33. — Les fonds seront placés soit en titres au porteur, soit en actions, qui seront, sous la surveillance de la Commission administrative et des finances, enfermés dans le coffre-fort du syndicat.

Pour garantir la sécurité des fonds, et pour éviter toute suspicion, le trésorier possédera une clef et un membre de la Commission des finances une autre clef.

INDEMNITÉ

Art. 35. — Il est bien entendu que pour bénéficier des indemnités, les syndiqués devront justifier d'une présence d'une année aux contrôles du syndicat.

MESURE DISCIPLINAIRE. — EXCLUSION

Art. 37. — Tout acte d'insubordination est puni d'un blâme inséré au procès-verbal et affiché un an dans la salle des réunions.

Tout syndiqué qui troublera l'ordre dans une assemblée, soit pour cause d'insulte ou de provocation, sera prié de se retirer, s'il refuse d'obéir au règlement, il pourra être exclu définitivement du syndicat.

L'exclusion est prononcée par l'assemblée et sans discussion à la majorité des voix :

- 1° Pour condamnation infamante ;
- 2° Pour préjudice causé volontairement aux intérêts de la Société ;
- 3° Pour tout acte contraire à l'honneur ;
- 4° Pour tout acte qui porte atteinte à l'honneur ou à la dignité des membres du conseil d'administration ;
- 5° Pour conduite déréglée et notoirement scandaleuse. Sauf le 1^{er} cas (condamnation infamante) le sociétaire, dont l'exclusion est prononcée, est invité à se présenter devant le conseil d'administration pour être entendu sur les faits qui lui sont imputés, s'il ne se présente pas, son exclusion est prononcée de fait.

RADIATION

Art. 38. — Tout sociétaire en retard de 3 mois de cotisation sans raison valable, sera convoqué à trois appels ; s'il ne répond pas, il sera considéré comme démissionnaire d'office.

**Chambre syndicale des ouvriers trieurs de laine
de Tourcoing et environs ¹**

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à la Fédération locale textile « La Solidarité ouvrière », à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat a la réputation à Tourcoing d'être une organisation anarchiste. En réalité, si certains de ses membres et de ses dirigeants sont anarchistes, il en est d'autres qui sont socialistes.

Profession des membres. — Pour être admis à faire partie du syndicat, il faut être ouvrier de la corporation des trieurs de laine.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent.

Membres. — Le syndicat a une centaine de membres.

Ressources. — Les membres paient une cotisation de 1 fr. 10 par mois, du mois de février au mois de juillet inclusivement ².

Administration. — Cf. Extraits des statuts, art. 7 et 10 ; extraits du règlement, art. 4 et 6.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat possède une petite bibliothèque d'une trentaine de volumes. Il accorde

(1) Il existe, à Tourcoing, un autre Syndicat de trieurs ; ce Syndicat, créé en 1889, a une forte caisse et une vingtaine de membres seulement qui, par égoïsme, ne veulent plus accepter de nouveaux adhérents.

(2) La cotisation n'est payée que pendant six mois ; cette disposition est imposée par le long chômage (3 à 4 mois) que, chaque année, doit subir la corporation des trieurs de laine.

des secours aux grévistes et aux ouvriers renvoyés pour faits de grève, à ceux dont le renvoi est motivé par l'adhésion au syndicat, ou par un acte accompli dans l'intérêt de la société (Cf. art. 14, 15, 30, 31 des statuts). Le syndicat vient en aide à ceux de ses membres victimes d'un accident du travail ou ayant un différend avec leurs patrons (Cf. art. 25, 26 et 27 des statuts).

EXTRAITS DES STATUTS

PRÉAMBULE

Convaincus que le point essentiel qui attache les citoyens, pour affirmer son principe démocratique dans de pressantes nécessités, la *Chambre Syndicale des Ouvriers Trieurs de laine de Tourcoing et Encirons*, déclare que tout ouvrier de cette partie, de quelque pays qu'il soit, peut être adhérent à la *Chambre Syndicale*, attendu que la solidarité des travailleurs est la paternité internationale; qu'ils ne soient pas exclus de la corporation ou les relations journalières qui nous lient; qu'ils adhèrent aux présents statuts sur l'approbation générale.

Elle a pour but :

1° D'établir des rapports constants entre eux, leur apprendre à se connaître, à s'apprécier, et les préparer ainsi à la pratique de la solidarité morale et intellectuelle;

Etudier les moyens de constituer des assurances mutuelles contre le chômage, la maladie, la vieillesse, etc.;

2° Affranchir le travail, organiser des sociétés coopératives de consommation et de crédit, en un mot, améliorer tout ce qui touche au rouage du système social;

3° Traiter les questions de salaire, des heures de travail de la production journalière, l'expertise du travail; causes d'opinions différentes entre patrons et ouvriers qui pourront disparaître dès que l'on pourra en référer à l'approbation équitable de la *Chambre syndicale*; enfin fournir au Conseil des Prud'hommes des experts-arbitres compétents.

A cet effet, elle adhère à la *Fédération du Nord* pour défendre plus efficacement ses droits sociaux en général.

ADMISSION

Article premier. — Pour être sociétaire il faut être ouvrier de la corporation, sans distinction d'emploi, ni de nationalité, et travaillant dans la région.

Sont exclus de la Société tous ceux qui emploient à un degré quelconque les membres de la corporation, à moins qu'ils ne fassent participer à leurs bénéfices les collègues qu'ils emploient.

Art. 2. — L'admission de chaque sociétaire est constatée par son inscription sur le registre à ce destiné, et par la remise qui lui est faite immédiatement d'un livret visé par l'administration, portant ses

noms et prénoms, sa date d'admission, son numéro d'ordre, et contenant le montant de ses indemnités, tel qu'il est inscrit au grand livre.

COTISATIONS

Art. 3. — Tout sociétaire s'engage à verser une cotisation de 1 fr. 50, du mois de Février au mois de Juillet inclus.

Les sociétaires en versant leurs cotisations exigeront immédiatement du Trésorier ou du Collecteur un timbre servant de reçu qui sera appliqué dans une case réservée à cet effet dans leur livret particulier.

Attendu que le livret en règle donne droit aux réclamations.

Cette cotisation ne peut être modifiée que par une assemblée générale.

Art. 4. — Les cotisations sont destinées :

1° A former une caisse de résistance ;

2° A subvenir aux frais d'administration ;

3° A payer les cotisations aux Fédérations auxquelles la Chambre Syndicale adhère ;

4° Les frais de poursuite stipulés aux articles 25 et 26 des statuts ;

5° En dehors des dépenses stipulées ci-dessus, aucune somme ne pourra être distraite des fonds de la caisse, sans l'assentiment de l'assemblée générale.

DEVOIRS DES SOCIÉTAIRES

Art. 5. — Toutes les fois qu'il sera porté atteinte aux tarifs établis, ou que les travailleurs sociétaires jugeront qu'une augmentation des tarifs est nécessaire, ils devront en avertir la *Chambre Syndicale*, ainsi que des améliorations dont le travail en général serait susceptible, ou concernant le travail lui-même.

ADMINISTRATION

Art. 7. — La Société est administrée par une Commission nommée en assemblée générale, et prend pour titre : Conseil d'Administration. Il est renouvelable par moitié par voie de tirage au sort. La durée du mandat est de six mois. Les membres sortants sont toujours rééligibles.

Le Conseil d'administration est responsable de ses actes devant la Société. Il nomme dans son sein un Secrétaire, un Trésorier, Un Secrétaire adjoint, un Trésorier adjoint devant aider leurs titulaires ou les remplacer en cas d'empêchement de ces derniers.

COMMISSION DE CONTROLE

Art. 10. — Une Commission de contrôle est nommée de la même manière que le Conseil d'administration.

Cette Commission est chargée de surveiller les actes administratifs et financiers de la Société. Elle se réunit une fois par mois.

RADIATION — DÉMISSION

Art. 12. — Sera rayé :

1° Tout sociétaire qui aura causé volontairement préjudice à la Société ;

2° Tout sociétaire en retard de plus de quatre versements, à moins que ce retard ne soit occasionné par des circonstances indépendantes de sa volonté.

Art. 13. — L'exclusion d'un sociétaire ne pourra être prononcée que par l'assemblée générale, à la majorité des membres présents. Le sociétaire en cause devra en être prévenu au moins 8 jours à l'avance pour qu'il puisse venir présenter sa défense.

INDEMNITÉ

Art. 14. — La Société accorde au membre participant en grève, une indemnité en argent fixée à 3 fr. par jour pendant les 8 premiers jours ; si à l'expiration de ce terme, la grève n'est pas terminée, la Société décide si l'indemnité en argent fixée doit être continuée, diminuée ou supprimée, selon l'état de la caisse.

Une grève de moins de 3 jours ne donne pas lieu à une indemnité. Une grève plus prolongée donne droit à partir du premier jour.

En cas de grève générale, la Société décidera si le paiement doit avoir lieu, oui ou non, selon les fonds de la caisse.

Pour avoir droit à l'indemnité, il faut faire partie de la Société depuis 3 mois au moins et être en règle de ses cotisations.

Art. 15. — Tout sociétaire renvoyé de son chantier comme faisant partie de la Chambre Syndicale ou pour tout autre motif et dans l'intérêt de la Société, recevra une indemnité également de 3 fr. par jour pendant 8 jours.

Tout sociétaire touchant l'indemnité ici présente, devra faire tout son possible pour trouver du travail au plus tôt ; il devra en outre aller le jour même aux maisons que lui indiquera le conseil d'administration ; faute de quoi, il perdra tout droit d'indemnité.

Après ce délai, s'il n'a pas trouvé de travail, il doit en donner connaissance au conseil d'administration, et celui-ci jugera.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Art. 23. — Les assemblées générales ont lieu six fois l'an, autant que possible les deuxièmes dimanches du mois de février, avril, juin, août, octobre, décembre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 25. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un ouvrier, sur une question de travail ou de salaire, la Société prendra en main la cause de son adhérent ; si elle la reconnaît juste, elle essaiera d'obtenir une solution amiable.

Si l'affaire doit être appelée par devant le Conseil des Prud'hommes ou par devant les tribunaux légaux, la caisse syndicale supportera les frais de procès, elle pourra même avancer à l'ouvrier partie ou totalité de l'argent qu'il réclame à son patron.

Art. 26. — Lorsqu'un sociétaire sera blessé pendant l'exercice de son travail, la Société lui procurera les moyens nécessaires pour poursuivre devant les tribunaux légaux, s'il y a lieu, le ou les auteurs de l'accident ou le patron responsable.

Le sociétaire intéressé devra prévenir immédiatement le Conseil d'administration, lequel devra statuer d'urgence sur les moyens à employer.

Art. 27. — Chaque fois que la Société aura avancé de l'argent à un de ses membres (voir les articles 25 et 26 des statuts) et que celui-ci aura gain de cause, il devra remettre à la Société en un ou plusieurs versements la somme à lui avancée.

Art. 28. — La Société fera tous ses efforts pour prévenir les grèves générales ou partielles en proposant aux patrons la création d'un tribunal d'arbitrage, composé mi-partie de trieurs, mi-partie de patrons, lequel arbitrage statuera sur ce qui pourrait amener des conflits de cette nature et les éviter.

Art. 29. — Lorsqu'une grève partielle éclatera dans l'un ou l'autre chantier, le conseil d'administration nommera dans son sein une commission d'enquête de 3 membres, laquelle fera en sorte de savoir d'abord quel est le motif de la grève, et ensuite pour combien de temps à peu près les travailleurs sociétaires auraient encore du travail. L'assemblée statuera sur le rapport qui lui en sera fait par la commission d'enquête.

Art. 30. — Quand un sociétaire aura droit à l'indemnité (voir les articles 14 et 15 des statuts), il devra se présenter chez un délégué qui lui sera désigné par le conseil d'administration, une fois par jour, et signera à cet effet un registre. Ce délégué sera pris autant que possible dans le conseil d'administration, et aura la liberté de fixer l'heure de présence à l'indemnité ; faute de cette présentation, il lui sera fait une retenue de 2 fr. par jour, à moins qu'il n'ait prévenu ou qu'il justifie d'un cas de force majeure.

Art. 31. — Les indemnités sont supprimées (voir les articles 14 et 15 des statuts) :

1° A tout sociétaire ayant trouvé de l'occupation ;

2° A tout sociétaire qui quittera la région pour aller travailler dans une autre localité ;

3° A tout sociétaire qui, ayant de l'ouvrage, refuse de travailler ;

4° A tout sociétaire dont un motif non-honorable de renvoi du chantier.

Art. 32. — Aucun membre ne doit travailler à un prix inférieur de la journée ordinaire ; journée approuvée par le tarif de la *Chambre Syndicale*.

Art. 33. — Tout sociétaire en retard de 4 versements sera invité par une lettre du Conseil d'administration, à se présenter devant l'Assemblée générale qui prononcera s'il y a lieu de le considérer comme démissionnaire.

Art. 36. — Les sociétaires seront exempts de cotisations pendant tout le temps qu'ils seront malades, sous les drapeaux, sans travaux, ou travaillant dehors la région, toutefois après avoir averti préalablement le Conseil d'administration. Dans les deux derniers cas, les sociétaires devront s'acquitter du retard de leurs cotisations, dès qu'ils auront repris leurs travaux, et travaillant dans la région.

RÈGLEMENT. — INTÉRIEUR

Art. 1^{er}. — Les décisions et les résolutions prises par la Société ne pourront avoir qu'un effet moral, n'entendant en aucune manière porter atteinte à la liberté de ses membres, ni entraver le libre exercice du travail.

Sa devise est : *Liberté, Solidarité, Justice.*

Art. 4. — Le Conseil d'administration se réunit d'office deux fois par mois, au siège social, de 8 heures à 10 heures du soir. Il peut en outre se réunir aussi souvent qu'il le juge convenable aux intérêts de la Société.

Art. 5. — Tout sociétaire peut assister aux séances du Conseil d'administration, mais n'aura que voix consultative.

Art. 6. — Sur la demande motivée des membres, la Société peut et doit être convoquée en Assemblée Générale.

Art. 7. — Tout sociétaire se présentant en état d'ivresse sera prié par le président du jour de se retirer.

Il en sera de même pour tout membre du Conseil d'administration et de la Commission de Contrôle qui se présenterait dans cet état, et de plus, il sera pourvu à leur remplacement immédiat.

Art. 10. — Afin de familiariser les ouvriers avec les lois et les décrets spéciaux qui les concernent, il sera apposé au siège social des tableaux contenant la loi sur les Conseils des prud'hommes, la loi sur les syndicats professionnels, ainsi que les lois et décrets réglementant les réunions, les coalitions et les associations.

Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en Grosse Moquette ¹

Unions dont fait partie le Syndicat. — En 1905, le Syndicat ayant cessé d'adhérer à la Fédération locale « la Solidarité ouvrière », ne fit plus partie d'aucune union. Quelques mois plus tard un groupe d'une soixantaine de

(1) Ce syndicat est le plus ancien de Tourcoing. A plusieurs points de vue, il est le plus intéressant. Voici quelques renseignements sur son histoire : Il fut fondé en 1882, mais son existence légale ne date que de 1888. A cette époque les tapis se tissaient à la main, et le syndicat était loin de grouper tous les tisseurs de tapis. C'est en 1892 que commença la fabrication des tapis à la mécanique. En 1896 on voulut dans deux usines ne laisser subsister qu'un aide pour deux métiers, alors qu'auparavant il y avait un aide par métier. Les ouvriers de ces deux usines se mirent en grève ; ils furent soutenus pécuniairement par leurs camarades des autres établissements. Ces derniers, s'apercevant au bout de six semaines que les deux patrons atteints par la grève faisaient exécuter leurs commandes dans les autres maisons de la ville, décidèrent une grève générale qui dura sept semaines. Cette grève se termina par une entrevue entre les patrons et le syndicat ouvrier et par une convention signée des deux parties. (*Cf. deuxième partie*).

En 1897 une grève éclata dans un établissement, parce que le patron avait donné un métier à un ouvrier non syndiqué. Les

syndiqués adhéra à nouveau à la Fédération locale, à la Fédération nationale textile, et par suite à la Confédération

ouvriers voulaient que le recrutement se fasse uniquement parmi leurs aides (les tireurs) et parmi les syndiqués. Le patron affirma que le nouvel ouvrier était un futur directeur (il l'est, en effet, devenu depuis) qui travaillait pour perfectionner son instruction technique. Les ouvriers n'en cessèrent pas moins le travail ; mais ils furent vaincus après 3 mois 1/2 de grève. Ils furent tous renvoyés sauf douze. Les nouveaux ouvriers qui les remplacèrent ne purent dans la suite se faire admettre au syndicat, et les douze anciens en furent exclus ; l'usine fut mise à l'index.

De 1897 à 1903, presque tous les tisseurs de tapis furent syndiqués, aussi le syndicat eut-il une grande influence sur les conditions du travail : la Commission se réunit à plusieurs reprises avec les patrons de la ville. Cependant, au cours de cette période, il y eût à signaler quelques grèves partielles. En voici une qui montre le pouvoir qu'avait le syndicat groupant presque tous les ouvriers de la profession : Dans un établissement, un ouvrier avait été renvoyé pour ivresse ; les ouvriers de cet établissement, prétendant que le motif du renvoi de leur camarade était faux, se mirent en grève. Au bout de quelques jours le travail cessa dans deux usines où l'établissement en grève faisait exécuter ses commandes ; enfin dans une réunion générale, le syndicat, se conformant à une décision antérieurement prise (d'après laquelle toute grève partielle devait après huit jours être appuyée d'une grève générale), décida que le travail cesserait partout dans les quarante-huit heures, si l'ouvrier renvoyé n'était pas repris. La grève générale éclata en effet, mais ne dura qu'un jour : un patron ayant consenti à reprendre chez lui l'ouvrier, au sujet duquel était né le conflit.

Le 1^{er} Mars 1904 les ouvriers tapissiers présentèrent à leurs patrons, en vue de l'échéance du 3^{me} palier de la loi Millerand-Colliard, un tarif unique pour tous les établissements, portant une augmentation de 10 % sur les anciens prix payés. Les tarifs différaient alors d'une usine à l'autre, mais différaient de peu.

Les patrons ne répondirent point à la demande qui leur avait été adressée. Devant leur silence, la grève générale fut votée à la fin de Mars, à l'unanimité et au scrutin secret. Elle dura six mois, malgré deux essais d'entente. Ces deux essais furent caractérisés par ce fait que les patrons ne voulurent plus entrer en rapports avec le syndicat, mais seulement avec des délégués ouvriers de leurs usines. A la fin du sixième mois, une augmentation fut accordée aux ouvriers ; mais ce n'était pas celle qu'ils avaient demandé. Ils reprirent cependant le travail sans avoir non plus obtenu le tarif uniforme.

Pendant la grève quinze syndiqués avaient donné leur démission : ce fut un rude coup pour le Syndicat, sa puissance en fut ébranlée. Quelques mois plus tard, en effet, les démissionnaires étaient au nombre de trente et formaient un syndicat jaune, adhérent à la Fédération syndicale de l'industrie tourquennoise.

Depuis, l'association a perdu son influence de jadis ; ses membres n'ont plus confiance en sa force, un mouvement général pour faire

générale du Travail ainsi qu'à la Fédération internationale textile ¹.

Inspiration politique ou religieuse. — La teinte politique du Syndicat est moins nette que celle des autres organisations de la région ². Parmi les dirigeants, il y a des socialistes, mais il y a aussi des radicaux.

Secrétariat. — Le Syndicat n'a pas de secrétariat permanent.

Membres. — A la fin de 1905 le Syndicat avait 330 membres, dont une quarantaine de tisseurs à la main. Malgré les démissions survenues à la suite de la grève de 1904, le Syndicat comprend encore la grande majorité des Ouvriers Tapisiers en grosse moquette de Tourcoing.

admettre par les patrons leur manière de voir, quant aux conditions du travail, leur paraîtrait plein de dangers : il y a les dissidents, il y a les aides dont beaucoup pourraient remplacer définitivement à leur métier ceux qui le quitteraient. Les patrons, profitant de leur avantage, n'ont pas voulu reprendre leurs rapports avec le Syndicat; quinze ouvriers ont pu être renvoyés sans provoquer de mouvement parmi leurs camarades. Pour leur venir en aide, pour les employer, divers membres du syndicat ont fondé une Société et installé une fabrique de tapis (*Cf.* 2^{me} partie).

(1) On peut trouver tout au moins bizarre qu'au sein du même syndicat, il y ait un groupe fédéré et un non fédéré. L'adhésion à une union entraîne l'observation des décisions de cette union. On peut se demander si le syndicat du tapis, qui a déjà souffert de l'abandon de quelques-uns de ses membres, ne va pas presque inévitablement au-devant de nouvelles divisions et, par conséquent, d'un nouvel affaiblissement.

Il est très utile à un syndicat de se fédérer, mais il n'en est pas moins vrai qu'on obtient plus de résultats avec un syndicat isolé groupant 330 membres d'une corporation qui n'en compte que 400 environ dans la localité, qu'avec un groupement de 60 membres adhérant à toutes les fédérations possibles.

(2) Il est évident que lorsqu'une association groupe dans une localité tous les ouvriers d'une corporation ou la grande majorité de ces ouvriers, sa nuance politique, si elle en a une, ne saurait résulter qu'à posteriori des opinions de tous ses membres, et il est presque certain que cette nuance ne sera pas très tranchée. Au contraire, les associations qui n'ont que peu d'adhérents parmi les ouvriers de la profession, ne comprennent souvent que des coréligionnaires politiques. Dès leur création elles ont une couleur politique nette et bien fixée ; et dans la suite, leurs nouveaux adhérents partagent généralement les opinions des dirigeants.

Ressources. — Les nouveaux adhérents paient un droit d'entrée de 1 fr. La cotisation est actuellement de 0 fr. 50 par semaine. A la fin de 1905, l'actif et le passif du syndicat se balançaient à peu de chose près. Le passif était constitué par les sommes envoyées au Syndicat pendant la grève de 1904 et non encore remboursées.

Administration. — Cf. Extraits des statuts : art. 24, 25, 26, 27, 29, 37, 41, 51.

Avantages aux syndiqués. — Le Syndicat a une bibliothèque de 200 volumes (Romans, Histoire, Sciences, Économie politique). Il donne à ses membres en grève une indemnité de 2 fr. 50 par jour pendant trois mois (cf. art. 17 des statuts). En cas de différend entre un syndiqué et son patron, il paye les frais de procédure, et 1 fr. 25 par mois à l'ouvrier s'il est renvoyé (cf. art. 17 bis des statuts). Pour les cas de chômage ou de maladie, fonctionne une caisse alimentée par une cotisation de 0 fr. 50 et des subventions (cf. *Ci après* le règlement de cette caisse) ¹.

Le Syndicat paye en outre les frais de route de ses membres qui vont chercher du travail en dehors de Tourcoing. Il donne aux syndiqués de l'industrie textile de passage à Tourcoing un secours de route de 2 fr.

Syndicat et Coopérative. — Les sommes, que possédait le Syndicat avant la grève de 1904, étaient placées à la coopérative socialiste et rapportaient 4 0/0.

(1) Avant la grève de 1904, les indemnités de chômage étaient très rares; les ouvriers, chômant à tour de rôle, n'étaient pas, dans ces conditions, considérés comme chômeurs. — Pendant la grève, la caisse a cessé de fonctionner, elle fut confondue avec celle du Syndicat. Après la grève, du 1^{er} octobre 1904 au 1^{er} janvier 1906, il n'y eut pas de caisse de chômage. La cotisation syndicale de 50 cent. et la cotisation de la caisse également de 50 cent., furent remplacées par une cotisation unique de 1 franc. Depuis le 1^{er} janvier 1906, la caisse existe à nouveau. On aurait joint difficilement les deux bouts sans une subvention de 500 francs du Conseil général. Le Syndicat a demandé au ministère de recevoir une part des crédits destinés à subventionner les caisses de chômage.

EXTRAITS DES STATUTS

BUT DE LA CHAMBRE

1° Secourir exceptionnellement chacun de ses membres en cas de discorde entre patrons et ouvriers pour prix d'ouvrage.

2° Faciliter le placement des sociétaires qui se trouveraient sans travail.

RAISON SOCIALE :

Article premier. — La Société a pour titre : *Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en grosse moquette*, de Tourcoing (Nord) et les environs.

COMPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 2. — La Société ne se compose que de membres titulaires.

CONDITIONS D'ADMISSION DES MEMBRES

Art. 3. — Le Président et le Bureau procèdent à l'admission des membres.

Art. 5. — Il faut être âgé au moins de 16 ans et d'une moralité reconnue, exercer ou avoir exercé la profession et travailler dans Tourcoing ou les environs.

Art. 6. — La Commission se réserve toujours le droit de ne recevoir le postulant qu'après un vote fait en assemblée générale, prononçant définitivement son admission par une majorité relative des membres présents.

Art. 7. — Les demandes d'admission seront adressées au Conseil d'administration ; elles resteront affichées pendant un mois au siège de la Société.

L'admission provisoire des candidats a lieu, chaque mois, par la Commission ; l'assemblée générale les prononce définitivement.

Les candidats prennent rang dans la Société le jour de leur admission provisoire ; ils ne pourront, sous aucun prétexte, assister à la première assemblée générale qui suivra leur admission par le Conseil.

PRIMES D'ENTRÉE

Art. 8. — La mise d'entrée est de 1 franc.

COTISATIONS

Art. 9. — La cotisation ordinaire est de 30 centimes par semaine, au besoin elle pourra être augmentée jusqu'à 50 centimes, au-dessus de 50 centimes la proposition doit être adoptée en assemblée générale. (Actuellement la cotisation est de 50 centimes.)

Art. 10. — Les sociétaires malades ou au service militaire, pourront, sur leur demande, être suspendus de leur cotisation pourvu que leur maladie excède huit jours, il en est de même pour les réservistes. Ils reprendront leur complète activité à leur retour du service ou à la fin de leur maladie.

Tout malade ou blessé est tenu d'en instruire le Président ou un membre de la Commission des quinze, s'il veut gratifier de sa cotisation.

DONS

Art. 11. — La Société reçoit à titre de dons volontaires toutes sommes qui lui sont offertes pour l'achat de prix, par le Gouvernement, la ville ou un particulier quelconque, etc ; les noms des donateurs seront cités dans le compte-rendu de la première Assemblée générale suivante.

NOVICIAT

Art. 12. — Nul sociétaire n'aura droit aux secours que trois mois après son admission par le Conseil d'administration.

DROITS ET DEVOIRS DES SOCIÉTAIRES

Art. 13. — Tout sociétaire est tenu :

1° De s'acquitter exactement de ses cotisations et de remplir avec zèle les fonctions qui lui seront dévolues par la Société ;

2° De faire tout son possible pour le développement de la Société ;

3° D'indiquer au Secrétaire de la Société, aussitôt qu'il a en connaissance, les vacances d'emploi. Un livre sera déposé dans le local de la Société, chaque sociétaire sera tenu d'y inscrire les étrangers qu'il introduira.

4° Tout sociétaire qui aura des réclamations ou des propositions à faire, devra les faire par écrit et les déposer dans la boîte à réclamations, au moins 8 jours avant la réunion, pour que la Commission puisse en prendre connaissance, afin qu'il n'y ait pas de surprises ni de troubles dans les Assemblées générales.

Toutefois la Commission devra mettre en discussion toute proposition faite par les Sociétaires le jour de la réunion.

Art. 14. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un sociétaire sur une question de travail ou de salaire, la Chambre Syndicale, sur la demande de l'ouvrier, prendra en main la cause de son adhérent, si elle la reconnaît juste elle essaiera une solution à l'amiable ; si l'affaire doit être appelée devant le tribunal, la caisse syndicale supportera les frais du procès, toutefois l'ouvrier ne doit pas abandonner son travail avant d'avoir en main son billet de mise en interdit par la Commission consultative de la Société, seule compétente à cet effet.

Art. 15. — Tout Sociétaire comme la Chambre en général feront leurs efforts pour prévenir les grèves générales ou particulières en proposant aux patrons un tribunal d'arbitrage, composé mi-patrons, mi-ouvriers, lequel statuera sur le point qui pourrait amener des conflits de cette nature et les éviter.

En cas de contestations ou différends avec leurs patrons, les intéressés doivent avertir la Chambre Syndicale dans le plus bref délai, en allant voir le Président le soir chez lui, lequel convoquera aussitôt la Commission ; dans aucun cas les ouvriers ne doivent abandonner l'atelier avant que la Chambre Syndicale n'ait délégué un ou plusieurs de ses membres chez le patron contre lequel plainte est portée, afin d'arriver à concilier le différend. Après la démarche de la Chambre Syndicale, si la conciliation n'a pu s'opérer, les sociétaires pourront, s'ils le jugent convenable, abandonner le travail et dans ce cas ils recevront une indemnité.

Art. 16. — Tout sociétaire de la ville ou des environs doit être constamment muni de son livret lequel servira de carte d'entrée aux réunions et à la fois de bons pour la paraffine.

Dans le cas où un sociétaire introduirait dans le local un étranger qui, par ses antécédents, ses relations ou toute autre cause, pourrait porter atteinte au respect de la Société, le Conseil l'en aviserait ; si le même cas se renouvelle, il sera passible d'une réprimande sévère qui pourrait lui amener sa démission d'office.

SECOURS

Art. 17. — Tout sociétaire ayant été autorisé d'arrêter le travail par la Commission et l'Assemblée générale, aura droit à 2 fr. 50 par jour pendant trois mois.

Ce temps écoulé et l'intéressé n'ayant pas d'emploi, la Commission étudiera si elle doit encore faire une allocation à titre de secours, qu'elle soumettra à la sanction de l'Assemblée générale.

Art. 17 bis. — Dans le cas d'un conflit, où il y aurait responsabilité des deux côtés, et tous moyens de conciliation épuisés, la caisse de la Société supportera les frais de procédure et, en cas de prévenance, il sera alloué 1 fr. 25 par jour et pendant trois mois.

Art. 18. — Lors du décès d'un membre, les sociétaires de son atelier sont tenus d'en avertir aussitôt le Secrétaire comme le Président, celui-ci fera cotiser 10 centimes par personne pour une couronne et fera la demande au patron pour que deux ouvriers soient désignés pour la porter ; en cas de refus de ce dernier, la famille y pourvoira.

DÉCÈS ET FUNÉRAILLES

Art. 19. — Lors du décès d'un membre, le Président convoquera au plus vite vingt membres formant délégation qui accompagnera le moribond au cimetière avec la bannière.

FONDS SOCIAL ET PLACEMENT DE FONDS

Art. 22. — Les fonds de la Société sont déposés à la banque de M. Duquesnoy-Catteau, au nom distinctif de : *La Chambre Syndicale des ouvriers Tapissiers en grosse moquette, de Tourcoing (Nord) et ses environs.*

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Art. 24. — La Société est administrée par un Conseil de 15 membres, savoir :

- Un Président ;
 - Un Vice-Président ;
 - Un Secrétaire ;
 - Un Sous-Secrétaire ;
 - Un Trésorier ;
 - Un Trésorier-Adjoint.
- Neuf Commissaires complètent le Conseil.

Art. 25. — Une Commission consultative, composée de trente-deux membres, choisis parmi les meilleurs calculateurs de prix d'ouvrage, est commandée par un Président expresse.

Art. 26. — Les fonctionnaires sont élus et proclamés par l'Assemblée générale à la moitié des voix des membres présents plus une.

La durée de l'Administration générale est de un an pour chaque membre.

Ces fonctionnaires sont rééligibles.

Art. 27. — La composition du Bureau se fait par l'Administration générale elle-même.

Les neufs commissaires sont tenus d'assister à chaque réunion générale pour le maintien de l'ordre pendant l'assemblée et faire le silence le plus absolu. Tout membre s'y refusant sera prié de sortir.

Art. 29. — Le Conseil général statuera provisoirement et en attendant la prochaine Assemblée générale sur le mode de placement des fonds de la Société et prendra toutes les garanties nécessaires.

RÉUNIONS MENSUELLES

Art. 37. — La Commission et les membres se réuniront le troisième dimanche de chaque mois ; libre à elle de le faire plus souvent si les besoins de la Société l'exigent....

RÉUNIONS GÉNÉRALES

Art. 41. — Les membres de la Société se réuniront en Assemblée générale quatre fois par an, qui auront lieu les troisièmes mercredis de Février, Mai, Aout, Novembre.

Une amende de 0 fr. 50 sera applicable aux absents qui n'auront pas demandé de permission valable et acceptée par l'Administration.

Ils pourront se réunir plus souvent si le Conseil d'administration le juge à propos.

A toutes les Assemblées dites extraordinaires les absents seront passibles d'une amende de 0 fr. 50.

Art. 45. — Toute discussion politique ou religieuse est formellement interdite sous peine d'être exclu de la Société.

Art. 51. — Il sera choisi dans le sein de l'Assemblée une Sous-Commission de quatre membres qui sera nommée Commission de Surveillance, à l'effet d'instruire le Président si l'ouvrier interdit s'occupe activement ou non de se procurer du travail ; en outre, cet ouvrier est tenu de se présenter tous les jours, les soirs, chez le Président, afin de donner lui-même les détails de ses opérations, sous peine de se voir retirer son droit de semaine.

RADIATION

Art. 52. — Tout sociétaire en retard de trois mois de cotisations sans raison valable sera convoqué à trois appels. S'il ne répond pas, il sera poursuivi devant la justice de paix, conformément à l'article 7 de la loi du 21 Mars 1884, sur les syndicats professionnels.

Art. 53. — Tout acte d'insubordination est puni d'un blâme inséré au procès verbal et affiché un an dans la salle des réunions.

Art. 54. — L'exclusion est prononcée par l'assemblée et sans discussion à la majorité des voix : 1° Pour condamnation infamante ; 2° Pour préjudice causé volontairement à la Société ; 3° Pour tout acte contraire à l'honneur ; 4° Pour tout acte qui porte atteinte à l'honneur ou à la dignité des membres du Conseil d'administration ; 5° Pour conduite déréglée et notoirement scandaleuse. Sauf le premier cas (condamnation infamante), le Sociétaire dont l'exclusion est pro-

posée est invité à se présenter devant le Conseil d'administration pour être entendu sur les faits qui lui sont imputés, s'il ne se présente pas son expulsion est prononcée de fait.

RÈGLEMENT DE LA CAISSE DE SECOURS

Article premier. — La Société a pour titre : Caisse de secours aux chômeurs, aux sans travail et aux ouvriers malades syndiqués.

Art. 2. — Pour participer au partage des secours, le sociétaire devra verser la somme de 0 fr. 50 centimes.

Art. 3. — Pour avoir droit aux secours, il faut de plus être sans travail ou chômer plus de huit jours. En ce cas, la première semaine n'est pas payée, mais la deuxième est payée à raison de 5 fr. par semaine à condition de venir signer deux fois par semaine, au siège de la Société, aux heures ci-contre : le mardi, de 9 heures du matin à midi, le soir de 2 heures à 5 heures, et le jeudi aux mêmes heures, sans quoi sa réclamation ne sera pas prise en considération.

Art. 4. — Deux livrets seront à la disposition des signataires, l'un d'eux servira pour la première semaine ¹.

Art. 5. — Les sociétaires syndiqués, malades de plus de trois semaines, toucheront, la quatrième semaine, la somme de 5 fr. pendant trois mois. Ils auront le devoir de faire parvenir le billet du docteur à la Société.

N. B. — Celui qui ne fera pas parvenir son billet du docteur n'aura droit à aucune réclamation.

Art. 6. — Tous les sociétaires recevront ces secours dans les conditions exposées plus haut, jusqu'à ce que la caisse ne contienne plus que 100 fr., alors la Commission décidera entre tous ceux qui ont droit au partage de la semaine, le partage de la recette de la caisse de secours bien entendu.

Art. 7. — La Commission aura droit de prendre à la caisse de secours, les sommes qu'elle jugera nécessaires pour des secours urgents.

N. B. — Celui qui ne sera pas en règle n'aura pas droit à la caisse de secours.

Art. 8. — Tous cas non prévus par les présents statuts seront réglés par la Commission administrative.

B

Les syndicats faisant partie de la Fédération syndicale de l'Industrie Tourquennoise

Unions dont fait partie la Fédération. — La Fédération de l'Industrie Tourquennoise n'adhère pas à la Fédération

(1) Il sert à constater la date à laquelle a commencé le chômage.

des Jaunes de France, mais elle envoie des délégués aux Congrès des Jaunes. Ces délégués prennent part aux discussions et aux votes.

La Fédération est en rapport avec tous les autres groupements syndicaux jaunes de la région.

Inspiration politique ou religieuse. — La Fédération de l'Industrie Tourquennoise est antisocialiste, jaune et catholique ¹.

Profession des membres. — Les syndicats fédérés appartiennent à l'industrie textile.

Secrétariat. — La Fédération a un secrétariat permanent.

Membres. — Le nombre des membres des syndicats fédérés est d'environ 3.000, dont 3/5 de femmes.

Ressources. — Les syndiqués paient une cotisation de 3 fr. par an (Cf. Extraits des statuts d'un syndicat, art. 12). Les Unions, ne faisant aucun frais, n'ont pas de ressources. Les dépenses de la Fédération sont en général prélevées sur les bénéfices d'une Coopérative ; certaines dépenses extraordinaires, comme l'envoi d'un délégué à un Congrès, sont payées par les syndicats proportionnellement au nombre de leurs membres.

Organisation. — La Fédération comprend une centaine de petits syndicats de 30 membres ². Chaque syndicat fait partie d'une Union fédérale.

(1) A plusieurs points de vue, son action concorde avec celle d'un Syndicat mixte existant à Tourcoing : « Le Syndicat de l'Industrie tourquennoise » fondé en 1889. D'ailleurs, si les Syndicats de la Fédération dont nous allons nous occuper sont exclusivement ouvriers, la Fédération peut également comprendre des Syndicats patronaux (Cf. les statuts de l'Union fédérale, reproduits ci-après).

(2) Pourquoi des Syndicats de trente membres ? Les Syndicats sont formés par quartier ; leurs membres qui se connaissent bien peuvent ainsi se prêter appui en toutes circonstances. Ils peuvent même s'opposer à ce qu'on appelle à Tourcoing les « reconduites » et les « râclées sociales », c'est-à-dire aux violences qu'ont à subir, en cas de grève, les ouvriers jaunes qui veulent travailler, de la part des

Il existe trois Unions fédérales, ce sont : l'Union fédérale de Triage et Peignage, l'Union fédérale de Filature et l'Union fédérale de Tissage.

Ces diverses organisations syndicales établissent leur siège où elles veulent. Plusieurs, moyennant 2 fr. 50 par an, ont leurs réunions dans un local loué dans le quartier de la Croix-Rouge par la Fédération.

Le siège de la Fédération est dans le local des œuvres catholiques de Tourcoing.

Administration. — Administration d'un syndicat *cf.* statuts d'un syndicat : art. 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Administration d'une union : *cf.* art. 6, 7, 8 et 9.

Administration de la Fédération. — La Fédération est administrée par une Commission composée des trois Présidents des Unions fédérales et du Secrétaire général de la Fédération. Les assemblées générales suivent celles des Unions fédérales.

Avantages aux syndiqués. — La Fédération place les membres des Syndicats fédérés. Dans les plus mauvais moments, il y a au plus 20 ouvriers sans travail parmi ces membres ; souvent on demande à la Fédération plus d'ouvriers qu'elle n'en a à placer.

La Fédération a une caisse de chômage qui donne des secours de 2 fr. par jour aux syndiqués sans travail par suite de sinistre ou d'accident de machine (*cf.* Ci-après règlement de cette caisse de chômage).

« rouges » qui les accompagnent de l'usine jusqu'à leur domicile. (Notons qu'il s'est fondé à Tourcoing une « Ligue contre les reconduites et râclées sociales ».)

On m'a, en outre, affirmé qu'en ces petits groupements, les syndiqués s'intéressaient plus aux questions étudiées ; qu'ils osaient plus facilement prendre la parole que dans une association nombreuse, ce qui permettait aux dirigeants de connaître des opinions qui sans cela resteraient ignorées.

Les adversaires de la Fédération dont il s'agit disent au contraire que toutes ces petites organisations n'ont pour but que donner le plus de voix possibles aux « jaunes » pour les élections au Conseil supérieur du Travail.

Pour les autres cas de chômage, elle se propose d'établir le système suivant : Les syndiqués seraient réunis en groupes d'une cinquantaine et s'engageraient à payer chacun 0 fr. 05 par jour à tout chômeur du groupe.

La Fédération a pour organe un journal *le Petit Jaune* qui paraît six fois par an ; elle a en outre publié des brochures de propagande.

Enfin elle étudie les moyens d'établir pour les syndiqués des cours professionnels.

Fédération et Coopérative. — Au même local que la Fédération est installée une Coopérative qui vend aux syndiqués du charbon, du vin et diverses denrées d'épicerie. Les bénéfices de cette Coopérative servent d'abord à payer les dépenses de la Fédération ; le reste est distribué sous forme de lots de marchandises à la fin des Assemblées générales de la Fédération.

EXTRAITS DES STATUTS D'UNE UNION FÉDÉRALE

Statuts de l'Union Fédérale de.

Article premier. — *Création de l'Association.* — Il est formé entre les Syndicats qui adhèrent aux présents statuts, une association professionnelle conforme à l'article 5 de la loi du 21 mars 1884.

Cette Association comprend tous les Syndicats fédérés, inscrits au contrôle de l'Union, sur les registres déposés au bureau central de la Fédération.

Art. 2. — *Nom.* — *Siège social.* — L'Association prendra le nom de Union Fédérale de.

Le siège social est fixé rue d. Il pourra être transféré en tout autre lieu, par décision du Conseil Syndical.

Art. 3. — *Objet.* — L'objet de cette Association est de défendre, protéger et sauvegarder en général les intérêts des Syndicats adhérents et au besoin de chacun des membres de l'Association en particulier, par tous les moyens que la loi du 21 mars 1884 met à la disposition des syndiqués.

Art. 4. — L'Association comprend pour le moment les Syndicats énoncés à l'article 1^{er}, mais pour répondre aux nécessités des spécialités, le nombre pourra en être augmenté ou diminué d'une manière indéfinie par décision du Conseil d'Union fédérale.

Chacun de ces syndicats conservera son autonomie et son administration particulières et nommera à l'élection des délégués pour le représenter au Conseil de corporation, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Art. 5. — *Conditions d'admission.* — Pour faire partie de l'Association, tout syndicat devra présenter au Conseil de corporation :

- 1° Ses statuts et la liste de ses adhérents ;
- 2° Une demande écrite signée par le bureau dudit syndicat, ainsi que la copie du procès-verbal mentionnant la demande de Fédération ;
- 3° L'engagement écrit d'adhérer aux présents statuts et de se conformer aux règlements de l'Association.

Art. 6. — *Administration. — Conseil de corporation.* — L'Union Fédérale de..... sera administrée et dirigée par un Conseil de corporation, qui comprendra trois conseillers patrons nommés par les syndicats patrons et trois conseillers ouvriers nommés par les syndicats ouvriers.

Ces six conseillers nommeront, en dehors d'eux, au scrutin secret, un Président.

On nommera en outre deux conseillers suppléants patrons et deux conseillers suppléants ouvriers.

Pour l'Administration générale, le Conseil déléguera ses pouvoirs à un bureau composé ainsi qu'il suit : Un Président, un Vice-Président, un Secrétaire-Trésorier.

Art. 7. — Une Assemblée générale de tous les membres de l'Association aura lieu deux fois par an, les comptes y seront examinés et le rapport du Conseil y sera présenté.

Un règlement d'ordre intérieur fixera les dates des Assemblées générales, le fonctionnement du service de transmission de plaintes et de la conciliation, le mode d'élection, de fonctionnement et renouvellement du Conseil et du Bureau ; il pourra être modifié par simple décision du Conseil.

Art. 8. — *Attributions du Conseil.* — Le Conseil fait tous les actes d'administration et de gestion nécessaires pour le bon fonctionnement de l'Association. Il prend toutes les décisions relatives aux intérêts communs et il veille à leur exécution.

Il a tout particulièrement pour but de concilier les partis en cas de différends entre patrons et ouvriers ; il donne alors un simple avis.

Le Conseil aura le pouvoir de faire des règlements généraux et d'approuver les statuts et les règlements des Syndicats adhérents.

Art. 9. — *Réunion du Conseil.* — Le Conseil se réunira au moins une fois tous les trois mois ; il est convoqué d'office par le Président chaque fois qu'un Syndicat fédéré présente une réclamation concernant le travail.

Art. 10. — *Cas d'exclusion.* — Tous manquements aux statuts et aux règlements seront déferés à l'appréciation du Conseil, soit d'office, soit sur la plainte d'un Syndicat.

Le Conseil, suivant la gravité du cas, pourra appliquer au Syndicat fédéré contrevenant ou l'avertissement, ou la réprimande avec inscription au procès-verbal, ou enfin l'exclusion.

L'exclusion sera prononcée d'office lorsqu'un Syndicat refusera d'accepter les règlements généraux faits par le Conseil.

Art. 11. — *Procès-Verbaux.* — Une copie des procès-verbaux des séances sera envoyée dans la huitaine par les Syndicats fédérés, au Secrétaire-Trésorier du bureau de l'Union Fédérale.

Art. 12. — *Deroirs du Trésorier.* — Aux termes de la loi, l'Association ne jouissant pas de la faveur de la personnalité civile et ne pouvant rien posséder, le Trésorier s'entendra avec ses collègues des Syndicats pour le règlement des dépenses.

EXTRAITS DES STATUTS D'UN SYNDICAT

Etabli.
Rue N°

Article premier. — Il est formé entre les soussignés et les adhérents aux présents statuts, une Association professionnelle constituée conformément aux dispositions de la loi du 21 Mars 1884.

Art. 2. — Cette Association prendra le nom de Syndicat de et se composera au maximum de trente membres appartenant tous à la profession de

Le siège est établi. Il pourra être transféré en tout autre lieu par décision du Conseil syndical.

Art. 3. — L'objet de cette Association est de défendre, protéger et sauvegarder les intérêts des syndiqués, dans les limites et par tous les moyens que la loi du 21 Mars 1884 met à leur disposition.

Art. 4. — *Conditions d'admission, de maintien dans le Syndicat et de radiation.* — Pour être admis à faire partie du Syndicat, il faut faire sa demande par écrit au Conseil syndical, et déclarer qu'on ne fait partie d'aucun autre Syndicat ayant voix au Conseil de Travail.

Tous manquements aux statuts et aux règlements seront déferés à l'appréciation du Conseil, soit d'office, soit sur plainte d'un syndicaire. Le Conseil, suivant la gravité du cas, pourra appliquer au contrevenant, ou l'avertissement simple, ou la réprimande avec inscription au procès-verbal, ou l'amende, ou enfin l'exclusion, — l'exclusion sera prononcée d'office en cas de condamnation entachant l'honorabilité.

Art. 5. — Le Syndicat. sera administré par un bureau composé de quatre membres : 1° Un Président ; 2° Un Vice-Président ; 3° Un Secrétaire ; 4° Un Trésorier. Chaque membre sera nommé pour douze ans, et le bureau sera renouvelable par quart, tous les trois ans, en Assemblée générale des syndiqués, soit : le Secrétaire après la troisième année d'exercice, le Vice-Président après les six premières années, le Trésorier après les neuf premières années, et le Président après l'expiration de son mandat. Ils seront rééligibles pour trois exercices seulement, les membres du bureau trois fois élus feront, à leur sortie d'exercice, de droit partie du bureau à titre honoraire.

En cas de décès d'un membre du bureau, ou de démission, son successeur sera nommé pour le temps pour lequel le défunt ou le démissionnaire était encore en fonctions.

En cas de mort ou de démission du Président, seuls les membres du bureau sont éligibles ; il sera ensuite procédé, par voie de scrutin, au remplacement du membre de la Commission élu Président pour le temps qu'il lui restait d'exercice.

Les élections se feront au scrutin secret et à la majorité absolue. Toutes les fonctions sont gratuites.

Art. 6. — Le Conseil Syndical se composera du bureau et de quatre membres syndiqués nommés par lui ; le mandat est de un an ; les syndiqués ne seront rééligibles qu'après un intervalle d'une année.

Art. 7. — Le Conseil fait tous les actes d'administration et de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'Association. Il prend toutes les décisions relatives aux intérêts communs, et il veille à leur exécution ; il détermine l'emploi des cotisations, amendes, dons et legs.

Toutes les résolutions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix de la Présidence est prépondérante.

Le Conseil pourra nommer des membres honoraires. Il sera représenté en justice, tant en demandant qu'en défendant, par son Trésorier.

Art. 8. — *Réunions du Conseil.* — Le Conseil se réunira au moins une fois tous les deux mois, et chaque fois que le Président jugera utile de le convoquer.

Art. 9. — *Attributions du Bureau.* — Le Bureau se réunira chaque fois que le Conseil sera convoqué et avant la réunion du Conseil, et chaque fois que le Président le jugera nécessaire. Le Bureau mettra à l'étude et arrêtera les travaux, propositions et programmes à soumettre aux délibérations du Conseil et à celles des Assemblées générales.

Art. 10. — *Assemblée générale.* — Une Assemblée générale de tous les membres de l'Association aura lieu deux fois par an, les comptes y seront examinés et le rapport du Conseil y sera présenté.

Art. 12. — La cotisation annuelle est fixée à trois francs, payables par sixièmes au domicile du syndiqué.

Les recettes se feront par les soins du bureau central de la Fédération.

Moitié des recettes seront affectées à la caisse de chômage accident (l'Indépendance syndicale) qui est régie par un règlement spécial.

Sur l'autre moitié il sera prélevé :

1° Un centime pour la caisse des frais généraux pour couvrir les frais de convocation et autres.

2° Quatre centimes pour couvrir les frais de recette à domicile.

3° Vingt centimes seront portés au crédit du Syndicat à la caisse fédérale, et tenu à sa disposition contre reçu signé du Trésorier ou du Président et d'un autre membre de la Commission.

Art. 13. — Chaque adhérent est libre de se retirer ; il devra adresser sa démission par lettre au Président du Syndicat.

Art. 14. — *Devoirs du Trésorier.* — Le Trésorier rassemblera les cotisations, les dons, amendes et legs, et les déposera au crédit de l'Association, à la caisse de la Fédération.

Il fera les paiements ordonnés par le Conseil pour le compte de l'Association.

Les livres des comptes du Trésorier seront examinés par le Conseil aux Assemblées générales.

Caisse de chômage « l'Indépendance Syndicale »

RÈGLEMENT

CHAPITRE 1^{er}. — BUT

Article premier. — Il est formé entre les membres des Syndicats inscrits aux Unions fédérales de *Triage et Peignage de Filature et de Tissage*, une société mutuelle ayant pour but de payer des indemnités chaque fois qu'ils seront victimes de chômage, mais seulement dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

1° Casse de machine, de transmission, de câble ou de courroie de commande, soit tout accident mécanique ayant pour résultat l'arrêt complet d'un établissement ou de toute une catégorie d'ouvriers.

2° Incendie, explosion ou inondation, ou tout autre sinistre entraînant l'arrêt complet ou partiel d'un établissement.

CHAPITRE II. — TITRE

Art. 2. — La Société prendra nom l'*Indépendance Syndicale*.

CHAPITRE III. — SIÈGE

Art. 3. — La Société l'*Indépendance Syndicale* aura son siège au bureau central de la Fédération Syndicale.

CHAPITRE IV. — ADMINISTRATION

Art. 4. — La Société sera administrée par le Conseil central des Unions fédérales de *Triage et Peignage de Filature et de Tissage*, assisté de deux contrôleurs nommés en assemblée générale.

Art. 5. — Les contrôleurs seront nommés pour deux ans, ils seront indéfiniment rééligibles. Par exception, lors de la première nomination de contrôleurs par l'Assemblée générale, un sera nommé pour deux ans, le second pour un an seulement, de cette façon il sera procédé chaque année à l'élection d'un contrôleur pour deux ans. Il aura pour mission :

1° La vérification et l'approbation des états que le Secrétaire aura à présenter à chaque Assemblée générale.

2° La vérification et l'approbation des comptes des collecteurs.

3° Assurer le service des recettes des collecteurs, d'en fixer le nombre, de les engager et de les révoquer.

CHAPITRE V. — DES COTISATIONS

Art. 6. — La cotisation est de un franc cinquante par an, elle sera prélevée sur la cotisation syndicale à raison de 0,25 centimes pour chaque versement dont il est parlé ci-après.

Art. 7. — Les recettes se feront tous les deux mois et le syndiqué sera tenu d'effectuer son versement lors du passage du collecteur.

En cas d'absence, le collecteur laissera un avis daté, le syndiqué sera tenu de payer lui-même au bureau central dans un délai de 15 jours à dater de l'avis.

Faute de se conformer à cette dernière disposition, le collecteur repassera pour recevoir ; en ce cas la cotisation sera augmentée de 10 centimes pour frais de perception.

Art. 8. — Le paiement de la cotisation sera constaté sur le livret du syndiqué au moyen d'un cachet spécial apposé par le collecteur et au bureau central sur le registre d'état nominatif d'après celui du collecteur.

Art. 9. — Le contrôle des livrets se fera au moins une fois par an.

Les collecteurs ramasseront les livrets dans les rues qui leur seront désignées.

Les renseignements de paiement portés au registre matricule seront vérifiés avec les livrets.

Les livrets seront signés par l'un des contrôleurs et remis au syndiqué par le collecteur en faisant la recette suivante.

Art. 10. — Sur chaque versement de 25 centimes, 20 centimes seront versés à la caisse, 1 centime sera affecté aux frais généraux pour couvrir les frais de convocation et autres, quatre centimes seront payés au collecteur pour ses frais de recettes.

CHAPITRE VI. — DES INDEMNITÉS

Art. 11. — L'indemnité de chômage prévue à l'article premier sera de deux francs par jour ouvrable, à dater du lendemain du jour de l'accident, à la condition toutefois que cet accident entraîne un chômage de trois jours au moins y compris le jour de l'accident.

Art. 12. — L'indemnité de deux francs par jour ne sera payée que pendant six semaines au plus ; si le chômage dépassait six semaines, elle serait réduite à un franc par jour à partir de la septième semaine et payée pendant quatre semaines.

Après la dixième semaine le syndiqué non placé n'aura droit à aucune indemnité.

Art. 13. — Dans les cas d'accident entraînant un chômage de six semaines au plus, le syndiqué en chômage devra s'appliquer à chercher du travail. Il sera tenu sous peine de perdre ses droits aux indemnités de se présenter à toutes les places qui lui seront désignées par le bureau central.

Une fois embauché, il n'aura plus droit à aucune indemnité même s'il ne conserve pas la place pour laquelle il a été embauché.

Exception sera faite pour le cas où il aurait été embauché conditionnellement pour remplacer momentanément un ouvrier malade ; en ce cas pour conserver ses droits de participation, le jour où l'ouvrier qu'il remplace reprendrait son emploi, le syndiqué serait tenu d'adresser au bureau central, dans les 48 heures qui suivront son embauchage, un billet signé de son patron ou d'un de ses préposés, constatant que l'engagement est conditionnel pour remplacer un ouvrier malade ou absent.

Art. 14. — Les indemnités ne seront dues aux syndiqués victimes d'accident qu'après un an, au minimum, de versement et seulement à ceux dont la cotisation serait à jour.

Seront considérés comme étant à jour, ceux qui n'ayant pas payé la dernière, se trouveront encore dans le délai de quinzaine dont il est parlé à l'article 6.

Art. 15. — Les accidents ne donneront droit aux indemnités que si ils sont déclarés au bureau central le jour même où ils se sont produits, le secrétaire remettra à l'ouvrier déclarant un récépissé de déclaration.

Faute de se conformer à cette disposition, l'indemnité ne partira que du lendemain du jour de la déclaration, il suffit qu'elle ait été faite par un des ouvriers ayant droit aux indemnités pour que tous les syndiqués en chômage pour le même accident aient droit aux indemnités.

Art. 16. — Pour toucher les indemnités prévues, les ayant-droit devront faire constater tous les jours qu'ils sont en chômage, au bureau central, soit de 10 à 11 heures du matin, soit de 3 à 4 heures de l'après-midi.

Art. 18. — La Fédération ne sera responsable des indemnités de chômage que jusqu'à concurrence des sommes en caisse constatées par les commissaires-contrôleurs et les chiffres approuvés par la dernière assemblée générale.

CHAPITRE VII. — DES ASSEMBLÉES

Art. 19. — Une Assemblée générale obligatoire sera convoquée trois fois par an par les soins du bureau central.

Les convocations seront insérées dans le *Petit Jaune*, qui sera remis aux syndiqués par les collecteurs au cours de la tournée de recette qui précédera la dite Assemblée.

Seules les questions à l'ordre du jour pourront être discutées...

Art. 20. — La présence aux Assemblées générales sera constatée sur une feuille spéciale du livret du syndiqué qui sera timbrée au contrôle; toute absence entraînera une amende de vingt-cinq centimes qui sera versée à la caisse des frais généraux.

CHAPITRE VIII. — DE LA RETRAITE

Art. 22. — Après quinze ans de versements, si l'état de la caisse le permet, l'Assemblée générale pourra allouer une indemnité de retraite aux ouvriers âgés de 60 ans au moins et dans l'impossibilité de travailler. Le chiffre en sera fixé suivant l'état de la caisse et proportionnellement aux sommes versées.

Exception sera faite pour les inscrits de la première année, comme fondateurs, ils seront admis à présenter leur demande après dix ans de versement.

CHAPITRE IX. — DES CAS D'EXCLUSION

Art. 25. — Seront exclus :

- 1° Les démissionnaires des syndicats fédérés ;
- 2° Les exclus des syndicats pour causes entachant l'honorabilité prévues à l'article 4 des statuts des syndicats ;
- 3° Ceux qui refusent de payer leur cotisation ;
- 4° Ceux qui refusent de payer l'amende prévue à l'article 19 ;
- 5° Ceux qui auront manqué à trois assemblées générales consécutives, même s'ils ont payé l'amende.

Art. 26. — Un avis de radiation sera adressé aux intéressés chaque fois que pour un motif prévu à l'article 25, une radiation aura été décidée.

Art. 27. — Dans les 30 jours de l'avis de radiation l'intéressé pourra demander à être entendu par une commission composée des deux contrôleurs et de quatre membres pris dans les Commissions des Syndicats, laquelle jugera si le motif invoqué est fondé et si il y a lieu de maintenir la décision première, ou de la convertir en une amende dont elle fixera le taux, ou s'il y a lieu de considérer l'avis de radiation comme nul.

Art. 28. — La radiation sera définitive après 30 jours si l'intéressé n'a pas demandé à être entendu par la Commission.

Art. 29. — Les démissionnaires ou les exclus n'auront aucun droit au moment de leur départ sur les fonds en caisse provenant de cotisations, amendes ou autres.

CHAPITRE X. — DES MEMBRES HONORAIRES

Art. 30. — L'association pourra, en dehors des syndiqués, accepter des membres honoraires, dont la cotisation annuelle ne pourra être inférieure à 10 fr.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE. == Tableau résumant le Mouvement Syndical à Armentières-Houplines depuis 1889

	1889			1890			1891			1892			1893			1894			1895			1896			1898			1899			1900			1901			1902			1903			1905		
	a			a			a			a			a			a			a			a			b			b			b			b			b			b			b		
	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE	S	s	CE			
Ensemble des Professions																																													
Syndicats patronaux, ouvriers et mixtes réunis	1	52		1	28		1	400		2	1.070		6	1.411		6	1.360		8	2.064		7	934		7	1.321		9	1.198		11	1.224		10	1.762		11	3.758		11	3.791		14	9.655	
Syndicats patronaux.	1	52		1	28														1	110		2	169		2	199		3	250		5	285		5	290		4	276		4	276		5	268	
Syndicats mixtes.										1	?		1	57		1	54																												
Syndicats ouvriers.							1	400		1	1.070		5	1.354		5	1.306		7	1.954		5	765		5	1.182		6	948		6	939		5	1.472		6	1.606		6	1.589		8	7.579	
Industrie Textile																																													
Syndicat patronaux ouvriers et mixtes réunis							1	400		1	1.070		4	1.319		3	1.301		4	830		3	712		3	1.085		3	732		3	765		3	1.279		4	3.267		4	3.347		7	9.187	
Syndicats patronaux.	*			*			*			*			*			*			*																										
Syndicats mixtes.													1	57		1	54																												
Syndicats ouvriers.																																													
1. Chambre syndicale ouvrière (1876-1879, toutes profes- sions, N.P.)																																													
2. Chambre syndicale des peigneurs de lin (1882-83, N.P.)																																													
3. Chambre syndicale de l'industrie textile d'Armen- tières et environs (20 juin 90 — 10 décembre 1893).																																													
4. Chambre syndicale des ouvriers pareurs d'Armen- tières et environs (10 septembre 1892)																																													
5. Association syndicale textile (92 — Décembre 93, N.P.)																																													
6. Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs (92 — Décembre 93)																																													
7. Fédération régionale des syndicats ouvriers de l'indus- trie textile d'Armentières et environs. (Décembre 93, Septembre 94, N.P.)																																													
8. Union syndicale ouvrière de l'industrie textile et simi- laires d'Armentières et environs. (28 Avril 94 - 27 Octobre 95)																																													
9. Association syndicale de l'industrie textile d'Armen- tières et environs (14 Septembre 94)																																													
10. Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs (94).																																													
11. Union ouvrière syndicale de l'industrie textile d'Armentières (25 Novembre 1903)																																													
12. Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Armentières et environs (30 mars 1904).																																													
Total des syndicats ouvriers de l'Industrie textile dont le nombre de membres est connu et total de leurs syndi- qués							1	400		1	1.070		3	1.262		2	1.247		4	830		3	712		3	1.085		3	732		3	765		3	1.279		3	1.391		3	1.421		5	7.350	
Syndicats dont le nombre de membres est inconnu mais l'existence certaine (syndicats non portés à l'annuaire).				1									1			1																													

Les indications concernant le nombre de membres des syndicats et leurs œuvres annexes ont été généralement prises dans les annuaires des syndicats
a : Au premier juillet. - b : Aupremier janvier. - S : Syndicats. - s : Syndiqués. - CE : Œuvres annexes des Syndicats. - NP : Ne figure sur aucun Annuaire des syndicats - (1) : Existait déjà en 1892 - (2) : Existait déjà en 1899, 1900 et 1901 - *) : Un Syndicat non porté à l'Annuaire, a existé de 1889 à 1895.
Œuvres Annexes : B : Bibliothèque. - B C : Boulangerie coopérative. - C C : Caisse de chômage - Coo : Coopérative. - C S : Caisse de Secours. - S D : Secours divers. - S M : Secours Mutuels. - S R : Secours de route.

CHAPITRE V

ARMENTIÈRES & HOURLINES¹

A) Renseignements sur l'histoire de l'organisation des ouvriers de l'Industrie Textile à Armentières et à Houplines

C'est en 1876 qu'eut lieu à Armentières le premier essai d'organisation syndicale (n° 1 du tableau). Un conseiller municipal demanda à la Préfecture du Nord, le 20 Septembre, l'autorisation de créer un syndicat devant réunir les ouvriers de toutes les professions.² Le 2 Novembre 1876, la

(1) Cf. pour la population d'Armentières et d'Houplines : Introduction, section 1.— Pour l'importance des diverses industries textiles dans le canton d'Armentières. Introduction, section 4.

(2) Le projet des statuts était fortement inspiré des statuts de la Chambre syndicale ouvrière fondée à Roubaix en 1872. La « Chambre syndicale » devait se composer de 42 membres : 5 tisserands et 2 suppléants, 2 lamiers et 1 suppléant, 2 pareurs et 1 suppléant, 3 peigneurs de lin et 2 suppléants, 2 fileurs et 1 suppléant, 3 ferblantiers-chaudronniers et 2 suppléants, 3 mécaniciens et 2 suppléants, 3 menuisiers et 2 suppléants, 2 teinturiers et 1 suppléant, 2 fondeurs et 1 suppléant. Les dispositions du projet concernant l'élection des syndics et de la commission, le montant de la cotisation, l'admission des femmes, les mesures à prendre en cas de différend entre patrons et ouvriers, le placement des syndiqués, étaient identiques à celles des statuts du syndicat roubaisien de 1872. (Cf.).

Préfecture adressa au Maire d'Armentières la lettre reproduite ci-dessous² : Le Ministère avait répondu que la demande ne pourrait être examinée que plus tard. Un groupement syndical ne s'en forma pas moins, mais il réunit au maximum 250 membres ; son action fut nulle et il disparut vers 1879, à la suite de la fuite du Trésorier emportant la caisse syndicale. Le seul résultat un peu durable de cette tentative d'organisation ouvrière fut la création de Sociétés de secours mutuels (mécaniciens, machinistes, chauffeurs, pareurs).

Une grève générale eut lieu en 1880 : Les tisserands voulaient s'opposer à l'introduction du travail sur deux métiers, les ouvriers des filatures demandaient une augmentation de salaire. Cette grève se termina par un échec pour les ouvriers.

(2) PRÉFECTURE DU NORD

1^{re} Division, 1^{er} Bureau

Secrétariat Général

—
OBJET

Armentières :

Chambre Syndicale d'Ouvriers.

Lille, le 2 Novembre 1876.

Monsieur le Maire,

Conformément aux instructions, j'ai transmis à M. le Ministre de l'Intérieur, avec le projet de règlement à l'appui, la demande présentée par M. Cotteau, membre du Conseil municipal d'Armentières, dans le but d'obtenir l'autorisation de constituer une Chambre syndicale qui s'occuperait des intérêts des différents corps de métiers composant l'industrie d'Armentières.

Par lettre du 27 octobre, M. le Ministre me fait connaître que cette demande ne pourra être utilement examinée que lorsque la Chambre des Députés se sera prononcée sur la proposition de loi qui lui a été soumise dans le but de réglementer législativement la situation des Chambres syndicales.

Vous voudrez bien, ajoute M. le Ministre, vous borner d'ici là à autoriser les réunions que les ouvriers de *chaque corps de métier en particulier* désireraient tenir pour la discussion de leurs intérêts professionnels sous la surveillance de l'Administration.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien communiquer cette réponse à M. Cotteau.

Recevez, Monsieur le Maire, etc,

Le Préfet du Nord.

En 1882, il se forma un petit syndicat de peigneurs de lin (n° 2 du tableau) ; mais il eut une très courte existence : La liste des syndiqués fut connue par la faute du Secrétaire ; bon nombre d'entre eux furent renvoyés des ateliers où ils travaillaient, et le Syndicat tomba n'ayant pas duré un an.

En 1889, après une nouvelle grève générale, des délégués patrons et ouvriers discutèrent et établirent le premier tarif commun à tous les tissages armentièresois.

Le 30 Juin 1890, était déclarée, à la Mairie d'Armentières, la création de la Chambre Syndicale de l'industrie textile d'Armentières et environs (n° 3 du tableau).

EXTRAITS DES STATUTS

PRÉAMBULE

Les ouvriers de l'industrie textile ayant senti le besoin de créer une institution qui leur permette par tous les moyens que leur accorde la loi, d'établir et de maintenir sur des bases solides, les conditions du travail et de salaire, ont fondé une Chambre syndicale dans le but de soutenir ces conditions.

Art. 1^{er}. — Il est formé entre les ouvriers de l'industrie textile qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts, une Société qui prend le nom de Chambre Syndicale de l'industrie textile d'Armentières et environs.

Art. 2. — La Chambre syndicale s'occupera des intérêts des différends corps de métiers composant les tissages mécaniques. Elle interviendra en conciliatrice par voie de délégation dans les différends qui pourraient surgir entre les patrons et les ouvriers de manière à pacifier les parties en discussion et à éviter les conflits qui pourraient en résulter.

Elle fera tous ses efforts pour prévenir les grèves générales ou partielles, en proposant un tribunal d'arbitrage composé de mi-partie ouvriers, mi-partie patrons, lequel statuera sur le point qui pourrait amener des conflits de cette nature, et les éviter.

Art. 3. — Elle fournira au Conseil des prud'hommes des experts fondés pour procéder à l'expertise des ouvrages et chercher à entrer en conciliation avec le Syndicat des patrons de façon à obtenir satisfaction pour tous sur les questions en litige.

Art. 4. — ADMINISTRATION. — La Chambre Syndicale se compose de sept membres majeurs. Savoir : un Secrétaire général, un Trésorier, trois Syndics et deux Contrôleurs.

Art. 7. — Les adhérents auront à verser à titre de droit d'admission, la somme de 1 franc sans préjudice des versements hebdomadaires.

Art. 8. — Pour être adhérent, il sera nécessaire d'avoir pratiqué au moins pendant un an, l'un des métiers de l'industrie textile.

Art. 9. — Sous aucun prétexte il ne sera admis de membres honoraires.

Art. 10. — Les femmes attachées à l'industrie textile seront admises à jouir des bienfaits de la Chambre Syndicale, en conséquence elles pourront être reçues comme adhérentes.

Elles pourront adresser des observations ou des propositions à la Chambre syndicale par parole dans une assemblée générale, mais il faudra néanmoins qu'elles obtiennent la parole du Président d'accord avec l'assemblée.

Si elles ne peuvent obtenir la parole, elles adresseront leurs observations ou propositions par écrit à la Chambre syndicale, et par l'intermédiaire de deux de ses membres.

Art. 11. — La cotisation est fixée à 0 fr. 10 centimes par semaine.

Art. 12. — Il sera délivré à chaque sociétaire, un livret portant ses noms, âge, domicile, et dans lequel figureront les douze mois de chaque année.

Un receveur sera chargé de percevoir les cotisations à domicile ; il remettra à chaque sociétaire un timbre pour chaque cotisation payée.

Toutefois, les sociétaires qui désireraient que le receveur n'aille pas chez eux, payeront chaque mois dans les endroits qui leur seront désignés à l'avance.

Art. 13. — Les versements se feront par semaine entre les mains du receveur qui devra les remettre aussitôt au trésorier.

Art. 14. — Tout sociétaire qui sera en retard de trois mois sera considéré comme démissionnaire, un avis du secrétaire lui sera envoyé, à moins qu'il ne justifie d'un cas de force majeure.

Art. 15. — Tout sociétaire ne faisant plus partie du syndicat, ne pourra en aucun cas réclamer ce qu'il aura versé, les fonds par lui versés resteront acquis à la Société.

Art. 19. — ASSEMBLÉES.

La Commission syndicale se réunira aussi fréquemment qu'il sera nécessaire pour l'examen des affaires concernant la Société.

Art. 20. — La Chambre syndicale se réunira régulièrement tous les derniers dimanches du mois à trois heures et demie, ouverture à quatre heures.

Elle pourra ainsi que la Commission, appeler dans son sein des membres étrangers à la Société pour les consulter sur des questions spéciales.

La Commission de contrôle aura le droit de convoquer l'Assemblée générale, quand elle le jugera convenable, et où elle exposera les motifs qui la font agir....

Art. 22. — Notre Syndicat ayant pour but principal l'amélioration de notre profession, toutes discussions ou allusions politiques et religieuses sont formellement interdites sous peine d'exclusion immédiate.

Art. 23. — Chaque Assemblée sera présidée par le Président de séance, celui-ci sera responsable du bon ordre, et pourra faire exclure tout sociétaire qui ne se conformerait pas à ses observations ou qui enfreindrait le règlement et les lois de bienséance....

Art. 24. — Tout sociétaire qui, par un moyen quelconque, chercherait à induire la corporation en erreur, sera immédiatement rayé des contrôles sans aucun recours à la mise versée par lui, son nom sera affiché au siège social pendant les trois mois qui suivront son renvoi.

Peu de temps après la fondation de ce Syndicat, la direction en fut prise par des syndiqués membres du parti socialiste.

Le 10 septembre 1892 apparut la Chambre syndicale des ouvriers pareurs d'Armentières et des environs (N° 4 du tableau); elle existe encore aujourd'hui.

La même année, les socialistes d'Armentières se divisèrent en deux camps ¹ : L'Association syndicale textile ² (N° 5 du tableau) fut fondée et opposée au Syndicat de 1890 qui, vaincu dans la lutte, disparut le 10 décembre 1893.

En même temps que l'Association syndicale textile d'Armentières, avait été créé le Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines et environs (N° 6 du tableau).

Le 15 décembre 1893 naquit de la fusion de ces deux organisations : la Fédération régionale des Syndicats ouvriers de l'industrie textile d'Armentières et environs (N° 7 du tableau). Il ne s'agissait pas là d'une fédération composée d'associations régulières et autonomes, mais bien d'un Syndicat qui devait comprendre plusieurs sections. Il n'en comprit réellement qu'une : celle d'Armentières-Houplines; ce qui n'empêchait pas de parler des autres pour le besoin de la propagande. Le titre de fédération semblait donner plus d'importance à l'organisation.

(1) Cette division ne fut pas causée, à l'origine, par des divergences de vues sur le programme et les moyens d'actions socialistes; elle fut le résultat d'une lutte entre un dirigeant du Syndicat et une importante personnalité socialiste lilloise. Il s'agissait de la direction de l'imprimerie ouvrière et du journal *Le Travailleur*, de la question de savoir si cette direction appartiendrait à tous les groupes du parti ouvrier de la région, ou bien à la section lilloise seule. Ce fut sans doute seulement au cours de cette lutte, qui devait amener à Armentières la division au sein du Parti socialiste et du Syndicat, qu'on s'aperçut des divergences d'idées au point de vue théorique.

(2) Son existence ne fut jamais déclarée à la mairie.

La « Fédération » soutint en 1893 et 1894, plusieurs grèves partielles à Armentières, à Pont-de-Nieppe, à Bac-Saint-Maur.

En 1894, les militants de l'ancienne Chambre Syndicale de l'industrie textile (1890-1893), tentèrent d'opposer à la « Fédération régionale des syndicats ouvriers de l'industrie textile d'Armentières et environs » un groupement à eux : « L'Union syndicale ouvrière de l'industrie textile et similaires d'Armentières et environs » (n° 8 du tableau). Mais le succès ne couronna pas leurs efforts : le 27 octobre 1895, leur syndicat était dissout.

En septembre 1894, la « Fédération régionale des syndicats ouvriers de l'Industrie textile d'Armentières et environs », fut remplacée par deux syndicats : l'un à Armentières, l'autre à Houplines. Ces organisations prirent les noms d'« Association syndicale de l'industrie textile d'Armentières et environs » (n° 9 du tableau) et de « Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Houplines et environs » (n° 10 du tableau); ce sont deux des syndicats existant actuellement à Armentières-Houplines.

De 1894 à 1903, l'action syndicale eut fort peu d'importance; l'attention des militants était alors plutôt attirée vers les coopératives. Il s'en créa une à Houplines en 1895; les fonds du Syndicat y furent placés. Pareillement, les fonds du Syndicat d'Armentières furent déposés à la Coopérative « l'Émancipation », fondée à Armentières en 1895 et qui fusionna en 1897 avec une autre société: la Coopérative « l'Avenir »¹.

(1) Je signale, en 1899, la création d'un Syndicat mixte (Cf. tableau indiquant le mouvement syndical à Armentières).

Extraits des statuts de ce Syndicat :

But. — « 1° Maintien de la bonne harmonie entre ouvriers et patrons en soumettant leurs relations réciproques aux règles de la justice et de la charité; 2° Fondation et soutien des institutions d'assistance et de prévoyance, faites pour accroître le bien-être moral et matériel des ouvriers; 3° Développement de la capacité professionnelle et de tout ce qui peut assurer l'honneur de l'institution.... »

Art. 3. — « Le Syndicat, reconnaissant dans les habitudes religieuses et morales de ses membres les meilleures garanties pour

En 1903 éclata à Armentières la célèbre grève générale textile, qui sembla un moment devoir s'étendre à toute la région. A la suite de cette grève fut créé un Syndicat dit « indépendant » : « L'Union ouvrière syndicale de l'Industrie textile » (N° 11 du tableau) qui, d'après ses déclarations, ne devait être ni rouge, ni jaune, mais purement professionnel.

Enfin, le 30 Mars 1904 étaient votés les statuts du « Syndicat Fraternel de l'Industrie textile d'Armentières et environs » (N° 12 du tableau). Ce Syndicat fut formé d'éléments dissidents de l'« Association syndicale de l'Industrie textile » ; sa création fut la conséquence de divergences de vues qui se produisirent, à propos de la grève, entre diverses personnalités socialistes de Lille et d'Armentières appartenant aux organisations politiques ou syndicales ².

atteindre le but qu'il se propose, revendique de la part de ses membres le respect de la religion et des bonnes mœurs..... »

« Les cas d'exclusion sont : 1° l'inconduite ou l'irrégulation notoire... »

(1) A signaler l'existence à Houplines, après la grève de 1903, d'un petit syndicat jaune.

(2) La grève avait commencé dans un établissement, puis s'était étendue tout de suite à toutes les usines d'Armentières et Houplines. Loin de favoriser le mouvement, les militants avaient essayé de l'empêcher. Quelques jours auparavant, le syndicat d'Armentières, en assemblée générale, avait décidé d'ajourner toute grève au mois d'avril 1904. C'était se conformer aux décisions du Congrès de St-Etienne (août 1903), et permettre à la Fédération nationale textile d'organiser un mouvement général pour cette époque (date de l'application du 3^{me} palier de la loi de 10 heures).

Mais, quand les militants armentiers se trouvèrent en présence d'une armée de grévistes, ils n'eurent qu'à s'incliner devant le fait accompli. Tous leurs efforts allaient tendre désormais à tirer pour les ouvriers le meilleur parti d'une grève qu'ils se sentaient impuissants à faire cesser. D'ailleurs en admettant que les ouvriers aient obéi et réintégré les ateliers, aurait-on pu les leur faire abandonner à nouveau peu après, sur l'ordre de la Fédération ?

Voilà pour le point de vue d'Armentières. Le point de vue de Lille était tout autre. On comprend le peu d'enthousiasme avec lequel, on y accueillit, aussi bien à la Fédération nationale textile qu'au parti ouvrier, la nouvelle du mouvement inopiné d'Armentières. La Fédération ne s'était pas en effet encore prononcée sur l'opportunité d'une grève générale ; le secrétaire fédéral était justement à ce moment en tournée de conférences, et pressentait les organisations syndicales sur la possibilité d'un mouvement d'ensemble.

Mais quelles que soient les difficultés qu'il y avait alors de mettre

B). **L'organisation ouvrière actuelle**

Il existe actuellement à Armentières-Houplines, un Syndicat spécial aux ouvriers pareurs et 4 syndicats généraux ouverts à tous les ouvriers des industries textiles.

tout le monde d'accord, la question n'était pourtant pas insoluble ; elle fut d'ailleurs résolue par la Fédération. Après avoir essayé d'amener les grévistes d'Armentières à présenter à leurs patrons une solution transactionnelle devant amener la reprise du travail, le Conseil fédéral décida « d'ajourner le mouvement de généralisation de la grève, mais en revanche », il prit « l'engagement de soutenir tous les ouvriers actuellement en grève jusqu'à complète satisfaction ». Seulement pendant qu'on avisait aux mesures à prendre, le temps passait et les grévistes d'Armentières et d'Houplines, inébranlablement résolus à la grève, auraient voulu qu'on les soutienne sans délai, et même qu'on les appuie par un mouvement général. Ils s'irritaient contre leurs dirigeants eux-mêmes qui n'allaient pas assez vite au gré de cette foule, inconsciente du travail nécessité par la révision d'un tarif et la préparation de plusieurs autres. Dans les moments difficiles on se querelle facilement : des conflits se produisirent entre ceux qui, à Lille, recherchaient la meilleure attitude à prendre en la circonstance, non seulement pour Armentières, mais pour toutes les organisations fédérées, et ceux qui, à Armentières, n'avaient pas à songer aux intérêts de l'ensemble des ouvriers textiles, mais à ceux des grévistes.

Il serait chimérique de penser que, dans une fédération, les diverses organisations veuillent ou plutôt puissent ne jamais songer qu'à l'intérêt général. Il y a des intérêts particuliers à chaque centre : intérêts permanents, ou que font naître les circonstances ; et généralement les ouvriers n'admettront pas que l'on abandonne et sacrifie ces intérêts particuliers à l'intérêt général.

Bref, ce fut la brouille entre Armentières et Lille ; une vive polémique s'engagea dans la presse. Le fait, que le comité de la grève fut amené à faire appel surtout au concours de socialistes ministériels, accentua encore la division.

Les conséquences furent au point de vue politique : la formation, vis-à-vis du Parti ouvrier français, d'un Parti ouvrier Armentierois et d'un Parti ouvrier Houplinois ; et au point de vue syndical : l'abandon de la Fédération par l'Association syndicale d'Armentières, ainsi que la création d'un nouveau syndicat adhérent à la Fédération. En outre, des sections de l'Association syndicale (existant à La Chapelle-d'Armentières, Erquinghem, Le Bizet, Pont-de-Nieppe) formèrent des syndicats distincts adhérent à la Fédération. (L'importance de ces petites organisations ne tarda pas à décroître, sauf peut-être pour l'une d'entre elles).

Le nouveau syndicat d'Armentières fut formé par des militants qui ne partageaient pas les opinions de la majorité. Il y avait du reste quelque temps déjà que dans le Parti socialiste Armentierois,

La Chambre Syndicale des ouvriers pareurs d'Armentières et environs compte une centaine de membres; elle ne témoigne guère d'activité. Elle donne à ses adhérents des secours en cas de grève et de chômage forcé.

Les 4 syndicats généraux que nous allons maintenant passer successivement en revue, sont :

Le Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Armentières et environs.

Le Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Houplines et environs.

L'Association syndicale de l'Industrie textile d'Armentières et environs.

L'Union ouvrière syndicale de l'Industrie textile d'Armentières.

Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Armentières et environs

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à l'Agglomération de la Vallée de la Lys, à la Fédération nationale textile, adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail, et à la Fédération internationale textile.

on n'était pas toujours d'accord. Aujourd'hui les deux partis socialistes sont à nouveau réunis, mais les deux syndicats subsistent appuyés chacun sur une coopérative. Le Syndicat fraternel adhérant à la Fédération nationale comprend des éléments plus avancés que l'ancien syndicat. Je crois même pouvoir signaler à ce sujet une anomalie, et dire que la Chambre syndicale séparée de la Fédération est plus que le syndicat fédéré dans l'esprit des autres organisations du Nord faisant partie de la Fédération Nationale textile.

Je n'ai pu donner ici qu'une idée générale du conflit qui éclata à propos de la grève de 1903. Si on veut avoir des détails plus complets et fort intéressants sur tout ce qui provoqua ou accentua alors la division, tant au point de vue politique que syndical, des socialistes armentierois, on pourra se reporter à la collection du *Réveil du Nord* et du *Peuple d'Armentières*; et l'on trouvera l'autre son de cloche dans le *Travailleur*, l'*Ouvrier Textile*, le rapport de la Commission d'enquête de la Fédération du Nord du P. S. de F. « sur les incidents et polémiques de la grève d'Armentières et d'Houplines ».

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat comprend surtout des éléments révolutionnaires.

Secrétariat. — On peut toujours trouver le secrétaire à la coopérative, siège du syndicat.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 10 par semaine¹.

Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Houplines et environs

Unions dont fait partie le syndicat. — Le syndicat adhère à l'Agglomération de la Vallée de la Lys, à la Fédération nationale textile adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat est dirigé par des socialistes.

Profession des membres. — Parmi les syndiqués, les tisseurs sont les plus nombreux ; viennent ensuite les ouvriers et ouvrières des préparations, puis les fileuses.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent (le secrétaire est un ouvrier tisseur).

(1) Le Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Armentières a décidé, en Assemblée générale, de ne donner aucun renseignement. C'est la seule organisation de la région qui m'ait opposé un pareil refus.

Ses statuts sont identiques à ceux de l'Association syndicale de l'industrie textile d'Armentières et environs. D'ailleurs, le Syndicat fraternel prétend continuer la Chambre syndicale d'avant la grève de 1903.

Le Syndicat fraternel accorde à ses membres les mêmes secours que l'Association syndicale. Il est logé et place ses fonds à la Coopérative socialiste *l'Avenir*, dont font partie tous ses militants. Le Syndicat fraternel a déclaré 800 membres en 1905 ; il paraîtrait que ce chiffre est exagéré, car, en juin 1906, plusieurs personnes paraissant bien renseignées m'ont affirmé que les syndiqués cotisants ne seraient guère que de 75 à 100. Étant donnés le nombre des membres, la date de création, le montant de la cotisation, les secours qu'il a fallu distribuer, le syndicat ne doit pas avoir grand'chose en caisse.

Membres. — Les syndiqués étaient, à la fin de 1905, au nombre de 1.400, dont environ 300 femmes et 150 syndiqués âgés de 16 à 18 ans.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 15¹ par semaine ; les adhérents paient un droit d'entrée de 0 fr. 50. A la fin de 1905, il y avait en caisse 13.000 francs.

Organisation du Syndicat. — Il comprend trois sections : une à Houpline-Bourg, une à Houplines-Route, une à Pérenchies.

Administration. — Le Syndicat est administré par une Commission administrative dont les actes sont surveillés par une Commission de contrôle.

Pour chaque section existé une Commission. La Commission de section se compose d'un Secrétaire, d'un Trésorier et de trois contrôleurs.

La Commission administrative comprend les Secrétaires, les trésoriers de sections et quatre autres membres. La Commission administrative et les Commissions de section se réunissent aussi souvent que cela est nécessaire. Une assemblée générale a lieu tous les trois mois ; la Commission peut, en outre, convoquer une assemblée générale extraordinaire.

Avantages aux syndiqués et œuvres annexes du Syndicat. — 1° Le Syndicat donne une indemnité de 1 fr. 50 par jour en cas de grève² (*Cf.* art. 19 des statuts) ;

2° Il donne un secours de 1 franc par jour en cas de chô-

(1) Elle était, en 1905, de 0 fr. 10 seulement. On espère pouvoir l'élever à 0 fr. 20 en 1908.

(2) Le Syndicat a dépensé pour secours en cas de grève :

En 1903 : 6.895 fr. 90 { La caisse fut vidée, les secours ne purent être accordés que pendant 4 semaines, et durant la dernière, les grévistes ne touchèrent que 0 fr. 50 par jour.

En 1904 : 588 fr. ; en 1905 : 267 fr. — En 1903, 1904, 1905, l'indemnité était de 1 franc par jour.

mage forcé par suite d'explosion, de casse de machine ou d'incendie¹ (Cf. art. 28 des statuts);

3° Il remet un secours aux syndiqués sans travail pour leur permettre d'aller chercher du travail ailleurs².

4° Dans les cas qu'il reconnaît justes, il prend à sa charge les frais de justice³ occasionnés par les procès intentés par un adhérent à son patron.

5° Il vient en aide aux syndicats en grève⁴.

6° Il loge et nourrit des grévistes d'autres localités venant quêter à Houplines⁵,

7° Il accorde aux chômeurs d'autres localités, appartenant à un Syndicat de la Fédération nationale textile, et voyageant pour chercher du travail, un secours de route de 2 fr., plus un repas dans un estaminet indiqué⁶.

Syndicat et Coopérative. — Le Syndicat est logé gratuitement à la « Maison du Peuple » qui appartient à la coopérative socialiste « l'Union d'Houplines ». Le Syndicat y a un bureau particulier; ses réunions ont lieu dans la salle des fêtes. Ses fonds sont placés à la Coopérative et rapportent 3 1/2 %.

(1) C'est-à-dire généralement pour casse de machine. Cette indemnité a été en outre accordée : une fois à des ouvriers en chômage, par suite de la fermeture d'un atelier ; une autre fois, à des femmes renvoyées en masse d'une usine où l'on ne voulait plus employer que des hommes. — Le Syndicat a dépensé en indemnités pour chômage forcé : En 1903 : 182 fr. 20. — En 1904 : 396 fr. 15. — En 1905 : 1,064 francs. — En 1903, 1904, 1905, l'indemnité était de 0 fr. 50 par jour.

(2) Ce secours est généralement de 2 francs, mais on n'a pas souvent l'occasion de l'accorder, la municipalité donnant des secours de route aux « sans travail » qui sont dans ce cas.

(3) Cela a occasionné une dépense de 80 fr. en 1905.

(4) Ce sont généralement à des syndicats des industries textiles que des secours sont envoyés en cas de grève. Ces secours se sont élevés : en 1903 à 202 fr. 25, en 1904 à 147 fr. 95, en 1905 à 280 fr.

(5) Les grévistes appartiennent généralement aux industries textiles. Leur nourriture et leur logement ont coûté au syndicat : en 1903, 28 fr. 80 ; en 1904, 423 fr. ; en 1905, 31 fr. 80.

(6) Le syndicat dépense de ce fait environ 30 fr. par an. Les secours de route seuls se sont élevés en 1903 à 18 fr., en 1904 à 12 fr., en 1905 à 9 fr. 70.

EXTRAITS DES STATUTS

Art. 2. — Le Syndicat s'occupera des intérêts des différents corps de métiers composant les tissages mécaniques. Il interviendra en conciliation par voie de délégation dans les différends qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers de manière à pacifier les parties en discussion et à éviter les conflits qui pourraient en résulter.

Il fera tous ses efforts pour prévenir les grèves générales ou partielles en proposant un tribunal d'arbitrage, composé mi-partie d'ouvriers, mi-partie de patrons, lequel statuera sur le point qui pourrait amener les conflits de cette nature afin de les éviter.

Art. 5. — Il fournira au Conseil des Prud'hommes des experts fondés pour procéder à l'expertise des ouvrages et chercher à entrer en conciliation avec le Syndicat des patrons, de façon à obtenir satisfaction pour tous, sur les questions en litige.

ADMINISTRATION

Art. 6. — Ils seront nommés pour un an et renouvelables par moitié tous les six mois, les membres sortants sont rééligibles. A chaque séance il sera nommé un Président qui sera responsable du bon ordre dans l'Assemblée.

Art. 7. — Il sera formé autant de sections que la Commission administrative le jugera nécessaire.

Art. 8. — Pour faire partie de la Commission administrative, il faut être sociétaire au moins depuis un an, être du corps de métier et n'avoir subi aucune condamnation infamante.

Art. 9. — Les adhérents auront à verser à titre de droit d'admission, la somme de cinquante centimes, sans préjudice des versements hebdomadaires.

La durée et le nombre des membres du Syndicat sont illimités.

Art. 10. — La cotisation est fixée à dix centimes par semaine, cette cotisation ne pourra être élevée que par décision de la Commission administrative du Syndicat et ne sera exécutoire qu'après l'assentiment de l'Assemblée générale.

Art. 11. — Il sera délivré à chaque sociétaire un livret portant ses noms, âge et domicile, dans lequel figureront les douze mois de chaque année.

Un receveur sera chargé de percevoir les cotisations à domicile; il remettra à chaque sociétaire un timbre pour chaque mois de cotisations payées.

Art. 12. — Les versements se feront, par semaine, entre les mains du receveur qui devra les remettre aussitôt au Trésorier.

Art. 13. — Tout sociétaire qui sera en retard d'un mois, sera considéré comme démissionnaire, un avis du Secrétaire lui sera envoyé, à moins qu'il ne justifie d'un cas de force majeure.

Art. 17. — La Commission syndicale se réunira aussi fréquemment qu'il sera nécessaire pour l'examen des affaires concernant la Société. Elle convoquera en Assemblée générale toutes les fois qu'il y aura nécessité.

Art. 18. — Tout sociétaire au service militaire est suspendu de ses droits et de ses devoirs. Tout sociétaire dont la maladie excéderait un mois, sera suspendu de ses devoirs ; il en est de même pour les sociétaires sans travail. Ils reprendront leur complète activité à leur retour de service, à la fin de leur maladie ou de leur chômage. Ces conditions ne sont pas applicables aux réservistes.

Art. 19. — En cas de conflits, les syndiqués n'auront droit à aucun indemnité s'ils n'ont pas six mois de présence au Syndicat et s'ils ne sont pas au pair de leurs cotisations ou s'ils ont engagé un conflit sans en avertir le Syndicat ; pour tous les cas non prévus, le Syndicat jugera s'il y a lieu ou non d'accorder une indemnité.

Art. 23. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un sociétaire, la Chambre syndicale prendra en mains la cause de son adhérent si elle la reconnaît juste. Elle essaiera d'amener une solution à l'amiable ; si l'affaire doit être appelée devant les Tribunaux, la caisse syndicale supportera les frais du procès.

Art. 24. — La Chambre syndicale se réunira régulièrement tous les trois mois ; elle pourra, ainsi que la Commission, appeler dans son sein des membres étrangers à la Société pour les consulter sur des questions spéciales. La Commission a le droit de convoquer des Assemblées extraordinaires quand elle le jugera nécessaire.

Art. 25. — Le Syndicat ayant pour but essentiel l'amélioration des conditions de travail de la profession, toutes discussions ou allusions politiques et religieuses sont formellement interdites sous peine d'exclusion immédiate.

Art. 28 (a été modifié en 1906 : le secours a été élevé à 1 fr.). — Il sera accordé un secours de 0 fr. 50 par jour à tout syndiqué, en chômage depuis huit jours, ayant six mois de présence au Syndicat, par suite d'explosion, de casse de machine à vapeur ou d'incendie. Ces conditions ne sont pas applicables aux chômages pour réparations.

Association syndicale de l'Industrie Textile d'Armentières et environs

Unions dont fait partie le Syndicat. — L'Association n'adhère à aucune union (Cf. Historique de l'organisation syndicale à Armentières).

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du Syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Le Syndicat comprend environ 1.400 tisseurs, 300 épeuleuses et 100 fileuses.

Secrétariat. — Le Syndicat n'a pas de secrétariat permanent (le Secrétaire est ouvrier tisseur) ¹.

Membres. — Le Syndicat avait, à la fin de 1905, 1.500 membres, dont 400 femmes.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 10 par semaine ; le Syndicat avait en caisse 5.000 francs à la fin de 1905.

Administration du Syndicat. — Le Syndicat a un Comité composé de deux Commissions (Cf. art. 24, 25, 26, 27 et 28 des statuts). Presque tout se décide en Assemblée générale (Cf. art. 29, 30 et 31 des statuts). L'assemblée générale a lieu une fois par mois, mais la Commission administrative peut, en outre, provoquer des réunions extraordinaires. Cette Commission se réunit, sur convocation du Secrétaire, chaque fois que cela est utile.

Avantages aux syndiqués et œuvres annexes. — Le Syndicat possède une bibliothèque d'environ 200 volumes.

Il donne aux grévistes un franc par jour², aux ouvriers en chômage forcé par suite de casse de machine : 0 fr. 50 par jour.

Quand un sociétaire a un différend avec son patron, l'Association prend sa cause en main si elle la reconnaît juste, et supporte les frais en cas de procès.

Le Syndicat envoie des secours aux organisations en grève ³. — Il accorde aux syndiqués de passage dans la ville un secours de 3 fr. ⁴.

Syndicat et Coopérative. — Un an après la création du « Syndicat Fraternel », « l'Association Syndicale » quitta la coopérative « L'Avenir », où les deux organisations avaient

(1) Il reçoit une indemnité de 20 fr. par mois.

(2) En 1903, la caisse a été vidée au bout de deux semaines de grève générale. Le Syndicat a distribué à ses syndiqués, tant en secours pour grève qu'en secours pour chômage : d'avril à décembre 1904 : 2.298 fr. — de janvier à décembre 1905 : 1.658 fr. — de janvier à mars 1906 : 483 fr.

(3) Le total de ces secours est d'environ 100 fr. par an.

(4) C'est rarement que le Syndicat donne des secours de route ; leur total annuel est de 15 fr. environ.

leur siège. Elle vint s'installer dans le même local que la coopérative « La Paix »¹. Ce local est un estaminet dont le propriétaire loge gratuitement le syndicat, tandis que la coopérative paye un loyer. La majorité des membres du Syndicat fait partie de la coopérative « La Paix », où sont placés les fonds de l'Association, lesquels rapportent 3 %.

EXTRAITS DES STATUTS

Titre I

CONSTITUTION ET BUT

Art. 2. — L'Association a pour but : 1° D'établir des rapports constants entre les ouvriers de la même profession, leur apprendre à se connaître, à s'apprécier et à se préparer à la pratique de la solidarité morale et intellectuelle ; 2° De constituer une assurance mutuelle contre les conflits et les abus ; 3° De traiter les questions de salaire, l'expertise du travail et les désaccords qui peuvent exister entre les patrons et les ouvriers.

Art. 3. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un ouvrier sociétaire sur une question de travail, de salaire ou d'accident, l'Association prendra en mains la cause du sociétaire, si elle la reconnaît juste. Elle essaiera, par voie de délégation, d'obtenir une solution à l'amiable.

Si l'affaire doit être appelée devant le Tribunal, la caisse syndicale en supportera les frais, si toutefois les fonds le permettent.

Art. 4. — En cas de besoin et avant le jugement, une partie de la somme pourra être avancée au poursuivant, mais il sera tenu de la rembourser s'il y a gain de procès.

Dans les cas où le Comité du Syndicat intervient au nom de l'ouvrier, ce dernier doit remettre ses pouvoirs entre les mains de l'Association, qui seule aura le droit de toucher en son nom les sommes qui lui seraient dues.

Art. 5. — Quelle que soit la réclamation, les ouvriers ne doivent jamais quitter le travail avant que l'Association ait délégué un ou plusieurs de ses membres, afin d'arriver à concilier le différend.

Après ladémarche, si la conciliation n'a pu s'opérer, les sociétaires pourront, s'ils le jugent nécessaire, abandonner leurs travaux. Dans ce cas, ils pourront recevoir une indemnité.

Art. 6. — Pour être admis à jouir des bienfaits de l'Association, il faudra être sociétaire depuis trois mois.

Art. 7. — L'Association fera tous ses efforts pour prévenir les grèves, générales ou partielles, en proposant aux patrons la création d'un Conseil d'arbitrage, composé de mi-partie ouvriers, mi-partie

(1) Cette Société ne fait pas partie de l'Union des coopératives socialistes.

patrons, lequel statuera sur ce qui pourrait amener des conflits de cette nature.

Art. 8. — Elle entretiendra des rapports suivis avec les Associations de la profession, qui sont établies sur différents points du pays.

Titre II

ADMISSION. — EXCLUSION

Art. 10. — Pour être adhérent, il faudra avoir pratiqué au moins pendant six mois l'un des métiers de l'Industrie textile, et acquitter une cotisation hebdomadaire de dix centimes.

Art. 11. — La cotisation sera portée à vingt centimes au cas où une grève partielle éclaterait; cette dernière ne pourra être élevée que par décision de l'Association et ne sera en exécution qu'après l'assentiment de l'Assemblée générale.

Art. 12. — Les femmes attachées à l'Industrie textile sont admises comme adhérentes. Elles pourront adresser leurs observations ou propositions par parole ou par écrit.

Art. 13. — Tout ouvrier sociétaire sans travail pendant un mois sera exempt de cotisations. Toutes cotisations qui seront restées impayées pendant plus de ce mois devront être acquittées dans un laps de temps désigné par le Comité.

Art. 14. — La volonté individuelle des membres doit s'incliner devant les décisions prises par la majorité.

Dès qu'un membre aura cherché à induire en erreur l'Association, il sera immédiatement rayé des contrôles; il en sera de même pour tous ceux qui seraient en retard d'un mois de cotisations (exception faite pour les malades).

Art. 17. — Il sera délivré à chaque sociétaire un livret portant ses nom, prénoms, profession, domicile et son numéro d'ordre; il y figurera en plus 12 colonnes qui sont les 12 mois de l'année et dans lesquelles un contrôleur apposera chaque trimestre un timbre pour chaque mois de cotisations payées.

Art. 19. — Les syndiqués en grève toucheront une indemnité de un franc par jour, si l'état de la caisse le permet, les jours fériés non compris, pourvu qu'ils aient trois mois de présence effective au Syndicat et qu'ils soient à jour de leurs cotisations.

Art. 20. — Les syndiqués en chômage forcé pour casse ou arrangement de machine à vapeur, toucheront une indemnité de 0 fr. 50 par jour si ce chômage dure plus de six jours, et qu'ils remplissent les conditions énoncées à l'article 19 ci-dessus.

Titre III

FINANCES

Art. 21. — Un receveur sera chargé de percevoir à domicile toutes les semaines la cotisation de chaque sociétaire, qu'il devra remettre toutes les semaines entre les mains du trésorier-adjoint.

Titre IV

ORGANISATION GÉNÉRALE

Art. 24. — Pour l'administration et la bonne marche du Syndicat, l'ensemble des adhérents nomme un Comité composé de deux Commissions, savoir :

1° La Commission administrative qui se compose d'un secrétaire et un adjoint, d'un Trésorier et de deux adjoints ;

2° La Commission de contrôle, six membres, pris mi-partie dans les tissages, mi-partie dans les filatures, qui a pour mission de veiller à la stricte observation des statuts. Elle contrôle les opérations financières.

Art. 25. — La Commission administrative a dans ses attributions : le Secrétaire, les archives et la correspondance ; le Trésorier, la centralisation des cotisations et la tenue d'un livre de caisse.

Art. 26. — Chacune de ces Commissions doit fournir trimestriellement un rapport de ses travaux.

Art. 27. — Les membres du Comité sont élus pour un an, renouvelables par moitié tous les six mois. Les membres sortants sont rééligibles.

Art. 28. — Pour faire partie du Comité, il faut être sociétaire depuis six mois, savoir lire et écrire, être Français et jouir de ses droits civils et politiques.

Titre V

RÉUNIONS

Art. 29. — L'Association se réunit toutes les fois qu'il y a utilité, mais ordinairement une fois par mois. A chaque séance, il sera nommé un président, qui sera responsable du bon ordre de l'Assemblée.

Art. 30. — Ne seront traitées dans ces réunions que les questions figurant à l'ordre du jour....

Union Ouvrière Syndicale de l'Industrie Textile

Unions dont fait partie le Syndicat. — Le syndicat n'adhère à aucune Union.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat a pris l'étiquette d'indépendant. S'il fallait lui en donner une autre et le faire rentrer dans une des catégories d'organisations

professionnelles du Nord, on le classerait plutôt avec les syndicats des démocrates-chrétiens.¹

Profession des membres. — Tous les salariés qui font vivre les industries textiles peuvent faire partie du syndicat : qu'ils soient ouvriers, contremaîtres ou employés.

Secrétariat. — Le syndicat n'a pas de secrétariat permanent (le secrétaire travaille dans un tissage d'Armentières).

Membres. — Le syndicat comptait, au début de 1906, 1900 membres, dont 1/3 de femmes.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 10 par semaine. Au commencement de 1906, le syndicat avait environ 16.000 francs en caisse.

Administration du Syndicat. — (Cf. art. 4, 5, 6 et 7²). — Il y a ordinairement une Assemblée générale par mois. La Commission se réunit tous les huit jours.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat est en train de se constituer une bibliothèque.

Il accorde à ses membres une indemnité de 1 fr. par jour en cas de grève ou de chômage forcé.³

Il avait essayé de faire des placements, un registre avait été déposé à cet effet au siège social ; mais les patrons n'ont jamais adressé au syndicat d'offres d'emploi.

EXTRAITS DES STATUTS

Un syndicat est formé à Armentières entre les ouvriers du textile, à quelques branches de cette industrie qu'ils appartiennent et de quelque nationalité qu'ils soient.

Pour faire partie de ce syndicat, il faut être âgé de 16 ans au moins, travailler dans Armentières ou les environs, jouir d'une honnêteté parfaite et accepter le règlement suivant :

Art. 2. — Les demandes d'admission sont faites par écrit et

(1) Il a été fondé avec l'appui et les conseils du Président de l'Union démocratique de Lille.

(2) Un nouveau règlement, actuellement à l'étude, doit apporter quelques modifications à l'administration du syndicat.

(3) Il a été distribué pour chômage forcé : 1500 fr. en 1904. et 1200 fr. en 1905.

appuyées par un membre du syndicat. La Commission prononce l'admission s'il y a lieu.

Art. 3. — Tous manquements aux statuts et aux règlements seront déférés à l'appréciation du Conseil, soit d'office, soit sur plainte d'un syndicataire. Le Conseil, suivant la gravité du cas, pourra appliquer au contrevenant, ou l'avertissement simple, ou la réprimande avec inscription au procès-verbal, ou enfin l'exclusion ; l'exclusion sera prononcée d'office en cas de condamnation entachant l'honorabilité.

Art. 4. — Le syndicat nomme son Conseil en Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des votants ; il se compose de huit membres qui choisissent ensuite parmi eux, à la majorité absolue des suffrages, un Président, un Vice-Président, un Secrétaire-Trésorier, un Secrétaire-Adjoint et quatre autres Syndics ; ils pourront s'adjoindre d'autres conseillers.

Le Conseil est nommé pour deux années, et renouvelable par moitié chaque année. Pour la première période, les quatre élus qui réuniront le plus de suffrages seront nommé pour un an, les quatre autres pour six mois.

Pour faire partie du Conseil, il faut être Français et jouir de tous ses droits civils ¹.

Art. 5. — ... Le Conseil statue sur les admissions et les radiations, examine les réclamations et prépare les Assemblées générales.

Art. 6. — Les membres du syndicat sont convoqués au moins tous les mois en Assemblée générale par convocation personnelle. Dans ces réunions, il est rendu compte du fonctionnement du syndicat, de l'état de la caisse, des admissions ou radiations, des études à faire ; on y reçoit les réclamations.

Tout syndiqué désirant prendre la parole dans une Assemblée générale, pour une motion un peu longue, devra en avertir par lettre, au moins dix jours à l'avance, le Secrétaire-Trésorier en lui indiquant la question qu'il veut traiter.

Art. 7. — A la demande de trois membres du Conseil ou de vingt syndiqués, le Président doit convoquer d'urgence dans le plus bref délai la Réunion générale. A son défaut ou sur son refus, le Secrétaire-Trésorier peut faire cette convocation en son nom.

Art. 8. — Le Syndicat, tout en faisant respecter les droits de ses membres, fera tout son possible pour vider les différends à l'amiable en évitant les grèves générales ou partielles.

Dans aucun cas, les membres du Syndicat ne devront abandonner l'atelier sans en avoir référé au Conseil Syndical, sous peine, pour eux, sauf le cas de force majeure, de perdre leur indemnité de chômage.

Art. 9. — Une caisse est établie pour subvenir à tous les besoins du Syndicat ; elle est alimentée par les cotisations et par des dons anonymes ou nominatifs qu'elle peut recevoir.

(1) D'après un règlement actuellement à l'étude, aucun membre de la Commission ne pourrait être candidat dans une élection politique.

(1) D'après un nouveau règlement actuellement à l'étude, cette cotisation pourrait être élevée en cas de grève partielle.

Art. 11. — Tout ouvrier sans travail ou ayant un différend avec son patron doit en avertir immédiatement la Commission au siège syndical.

Art. 12. — La cotisation est fixée à 0 fr. 10 ¹ par semaine, perçue par des délégués de quartier.

Tout syndiqué en retard de un mois dans le paiement de ses cotisations sera considéré comme démissionnaire et perdra tout droit à ce qui reste en caisse, de même que celui qui aura été révoqué par radiation ou qui se sera retiré de lui-même.

Un syndiqué sans travail, malade ou accomplissant son service militaire, est dispensé de sa cotisation.

Dans le cas où un ouvrier sans travail ne ferait pas le nécessaire pour se procurer de l'ouvrage, le Conseil devra statuer sur son cas...

(1) D'après un nouveau règlement actuellement à l'étude, cette cotisation pourrait être élevée en cas de grève partielle.

DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION OUVRIÈRE POUR LE RESTE DE L'ARRONDISSEMENT. == Tableau résumant le Mouvement Syndical depuis 1889

	1889			1890			1891			1892			1893			1894			1895			1896			1898			1899			1900			1901			1902			1903			1905		
	a			a			a			a			a			a			a			a			b			b			b			b			b			b			b		
Ensemble des Professions	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ	S	s	Œ			
Syndicats patronaux et ouvriers réunis	1	17											1	225		1	160		1	150		2	242		2	236		2	160		5	554		6	517		9	703		15	925		15	2.400	
Syndicats patronaux.																																													
Syndicats ouvriers.	1	17											1	225		1	160		1	150		2	242		2	236		2	160		2	460		3	369		5	512		10	727		12	2.342	
Industrie Textile																																													
Syndicat patronaux et ouvriers réunis.	1	17											1	225		1	160		1	150		2	242		2	236		2	160		2	460		2	347		4	487		7	672		10	2.060	
Syndicats patronaux.																																													
Syndicats Ouvriers :																																													
HALLUIN																																													
Chambre syndicale ouvrière textile et similaire d'Hal-luin (1903)																																													
COMINES ET WERVICQ																																													
Chambre syndicale des ouvriers rubaniers de Comines et Wervicq (1895).																																													
Syndicat de l'industrie textile de Comines (1902).																																													
LINSELLES																																													
Syndicat des tisserands de Linselles (1901)																																													
Syndicat de l'industrie linselloise, tisserands (1892).													?			?			?			?			?																				
Syndicat de tissage " La textile linselloise " (1902).																																													
SECLIN																																													
Union textile seclinoise (1902)																																													
RONCQ																																													
Chambre syndicale ouvrière textile et corporations simi-laires de Roncq (1904)																																													
HAUBOURDIN																																													
Chambre syndicale des ouvriers teinturiers (1896).							?			?			1	225		1	160	Coo																											
Syndicat de l'industrie textile et similaire d'Haubourdin (continue le syndicat des teinturiers créé en 1890)																																													
WATTRELOS																																													
Chambre syndicale ouvrière de Wattrelos.	1	17																																											
LANNOY																																													
Syndicat textile du canton de Lannoy (1901)																																													
BONDUES																																													
Syndicat de l'Union textile de Bondues (1903).																																													
Total des syndicats ouvriers de l'Industrie textile dont le nombre de membres est connu et total de leurs syndiqués	1	17											1	225		1	160		1	150		2	242		2	236		2	160		2	460		2	347		4	487		7	672		10	2.060	
Syndicats dont le nombre de membres est inconnu mais l'existence certaine							1			1			1			1			1			1			1			1			1			1			1			1					

Les indications concernant le nombre de membres des syndicats et leurs œuvres annexes ont été prises dans les annuaires des syndicats
a : Au premier juillet. - b : Au premier janvier. - S : Syndicats. - s : Syndiqués. - Œ : Œuvres annexes des Syndicats. - B : Bibliothèque. - BP : Bureau de Placement. - CC : Caisse de chômage. - Coo : Coopérative. - CS : Caisse de Secours. - SD : Secours divers. - SM : Secours Mutuels. - SR : Secours de route.

CHAPITRE VI

RESTE DE L'ARRONDISSEMENT¹

(Arrondissement moins : Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières, Houplines)

L'organisation ouvrière actuelle

• Nous allons passer en revue les divers syndicats ouvriers de l'industrie textile existant dans l'arrondissement de Lille, en dehors des villes de Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières et Houplines. On ne trouvera des renseignements que sur les organisations de quelque importance.

En dehors des syndicats cités, il existe encore dans l'arrondissement quelques petits groupements professionnels sans intérêt. A la suite d'une conférence de propagande, on apprend qu'un syndicat ou qu'une section syndicale a été fondé dans telle ou telle partie de l'arrondissement. Mais le plus souvent, ceux qui annoncent ces nouvelles prennent leur désir pour une réalité. C'est une tâche difficile et longue que d'amener au syndicat les populations ouvrières des petites localités ; généralement les groupements profession-

(1) Cf. pour l'importance des diverses localités et des diverses industries textiles de l'arrondissement : Introduction, section 1, et section 4.

nels, qu'on parvient à y former, disparaissent peu après, ou bien n'ont aucune activité.

Les localités de l'arrondissement, autres que Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières, Houplines, où des syndicats se sont formés, sont dans l'ordre d'importance de leurs organisations :

Halluin, Comines et Wervicq, Linselles, Seclin, Roncq et Haubourdin.

HALLUIN

« La Chambre syndicale ouvrière textile et similaire d'Halluin » ou plutôt la Fédération dont elle fait partie, constitue la seule organisation ouvrière importante ¹.

(1) A signaler un petit syndicat jaune d'une centaine de membres. Avant 1903, il existait un syndicat démocrate-chrétien; mais il disparut après la grève sans avoir remboursé les emprunts faits pour pouvoir distribuer des secours (le Syndicat textile démocrate-chrétien de Lille y perdit 400 fr.).

Comme organisation socialiste il y eut d'abord à Halluin une section de la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix. Cette section se sépara au commencement de 1903 pour former une organisation autonome : « la Chambre syndicale ouvrière textile et similaire d'Halluin ». Celle-ci admit comme membres des ouvriers du bois (chaisiers); c'était illégal et contraire aux dispositions de l'article 2 de la loi de 1884. C'est ce que proclama la Cour de Douai appelée à juger en appel un procès en diffamation intenté par le syndicat à deux journaux catholiques, à la suite de la grève de 1903. Le syndicat n'avait du reste pas attendu l'arrêt de la Cour d'appel pour se mettre en règle avec la loi : Les ouvriers du bois avaient formé une organisation particulière : « la Chambre syndicale des Travailleurs du bois »; mais cette nouvelle association professionnelle s'était unie à l'ancienne pour former une fédération locale. Cette fédération se chargea de la plupart des attributions des deux syndicats, et fut la principale organisation pour les ouvriers des deux corporations.

Nous allons étudier en même temps la Fédération et le Syndicat textile.

Unions dont ils font partie. — A son origine, le syndicat avait adhéré à la Fédération nationale textile, adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile. Puis, le syndicat avait prétendu payer une cotisation inférieure à celle des autres organisations fédérées, sous prétexte qu'une grande partie de ses membres, ne sachant pas le français, ne pouvaient profiter du journal fédéral l'*Ouvrier textile*. L'accord n'avait pu se faire et le syndicat avait cessé de faire partie de la Fédération. Au Congrès de Tourcoing d'août 1906, il vient d'y être réadmis.

Inspiration politique ou religieuse. — La Fédération et le syndicat sont dirigés par des militants socialistes (La Fédération, la Coopérative socialiste et la Section du Parti ouvrier sont installées dans le même local).

Profession des membres. — Les ouvriers faisant partie du syndicat travaillent le coton, le lin, la laine ou le jute. En majorité ce sont des ouvriers tisseurs.

Les tissus qu'ils fabriquent sont par rang d'importance : les étoffes d'ameublement, les coutils pour matelas, le linge de table, les toiles fines, les toiles de jute, etc.

Outre le syndicat textile, la Fédération comprend un syndicat des ouvriers du bois.

Secrétariat. — La Fédération a un secrétariat permanent. Bien que le syndicat ait un secrétaire particulier, il est, en réalité, dirigé par le secrétaire de la Fédération ¹.

Les ouvriers du bois se sépareront peut-être prochainement plus effectivement des ouvriers textiles ; leur syndicat, tout en restant adhérent de la Fédération, aurait son secrétaire permanent, des cotisations plus élevées, un budget particulier alimenté par la moitié des cotisations. Le reste continuerait à aller à la Fédération qui, en cas de grève, contribuerait pour moitié dans les secours accordés aux syndiqués.

(1) Ce secrétaire, ancien ouvrier textile, touche 20 fr. par semaine.

Membres. — Le syndicat groupe environ 900 ouvriers et 100 ouvrières.

Ressources. — La cotisation des syndiqués est de 0 fr. 25 par semaine. Elle est versée à la Fédération, les deux syndicats fédérés n'ayant ni caisse, ni budget. A la fin de 1905, la Fédération avait en caisse 10.000 fr. environ.

Administration. — Le syndicat est administré par une Commission. Les questions professionnelles sont étudiées et traitées par cette Commission et par les syndiqués réunis mensuellement en Assemblée générale. Mais le secrétaire-général de la Fédération assiste aux réunions de Commission et aux Assemblées générales ; il prend part aux discussions et, au nom du syndicat, exécute les décisions prises.

La Fédération est administrée par une Commission composée de cinq ouvriers du bois et de sept ouvriers textiles¹ ; un Secrétaire général² et un Trésorier³ sont élus par elle. La Commission se réunit tous les huit jours. Une commission de contrôle se réunit tous les mois⁴.

Avantages aux Syndiqués. — La Fédération possède une bibliothèque de 200 volumes (sciences, romans, économie politique).

Elle accorde des secours :

Aux grévistes⁴ : 2 fr. 50 par jour (*Cf.* art. 17 des statuts),

Aux victimes de grève (ouvriers renvoyés pour fait de grève) : 15 fr. par semaine pendant deux semaines.

Aux chômeurs allant chercher du travail ailleurs : 1 fr. 50.

Aux malades (*Cf.* art. 38 des statuts).

Aux femmes et filles en couches : 15 fr. (art. 37 des statuts).

Aux conscrits, réservistes et territoriaux : 5 fr. (art. 39 et 40 des statuts).

(1) Les membres de ces commissions ont droit à des jetons de présence de 0 fr. 50.

(2) Le secrétaire touche 20 fr. par semaine.

(3) Le trésorier touche 20 fr. par mois.

(4) En 1903, la caisse fut vidée, avant même la grève générale, par deux grèves partielles : une de chaisiers, et une d'ouvriers textiles.

Fédération et Coopérative. — Une Coopérative socialiste « la Fraternelle d'Halluin » a le même siège que la Fédération. La majorité des syndiqués en fait partie.

La Fédération a prêté sans intérêt de l'argent à la Coopérative (2000 fr.).

EXTRAITS DES STATUTS

CHAPITRE I. — BUT ET CONSTITUTION

Art. 1. — La Chambre Syndicale ouvrière textile et similaire, régie par les présents statuts, a pour but : 1° Le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels, économiques et professionnels ;

2° Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Art. 2. — La Chambre Syndicale est administrée par une Commission...

Art. 3. — La Commission est renouvelable en entier tous les ans, les membres sortants sont rééligibles.

Art. 4. — Le Syndicat se divise en sections pour le service des collecteurs.

Art. 5. — Une Commission de contrôle de douze membres sera élue tous les six mois en Assemblée générale. Les membres sortants ne sont pas rééligibles.

CHAPITRE II. — POLICE DES ASSEMBLÉES

Art. 6. — Les Assemblées se feront régulièrement tous les mois. Toutefois, la Commission pourra convoquer des Assemblées extraordinaires lorsque des cas urgents l'exigeront.

Art. 7. — Aucun syndiqué ne pourra assister aux Assemblées, s'il n'est porteur de son livret de syndiqué en règle.

Art. 8. — Aucun syndiqué étranger ne pourra assister aux Assemblées.

Art. 9. — Tout syndiqué se présentant aux Assemblées en état d'ivresse en sera exclu.

Art. 11. — ... Dans chaque Assemblée, le Président et la Commission veilleront à ce qu'il ne soit pas traité de questions de personnalité ou de questions irritantes, lesquelles amènent toujours la division parmi les travailleurs.

Art. 12. — Tout syndiqué qui, par inconduite notoire, porterait atteinte à l'honorabilité du *Syndicat*, sera immédiatement rayé des contrôles de la Chambre Syndicale sur un avis de la Commission ; il pourra toutefois en référer à l'Assemblée générale qui est souveraine.

CHAPITRE III — DIFFÉRENDS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Art. 13. — Les Conseillers Prud'hommes faisant partie du syndicat, formeront une Commission spéciale dénommée *Commission du*

Travail. Cette Commission s'occupera des différends qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers syndiqués ; elle donnera son avis à la Commission sur toutes les questions qui lui seront soumises.

Art. 14. — La Chambre Syndicale, lorsqu'un de ses membres sera lésé dans son travail, l'aidera dans la limite du possible à faire valoir ses droits.

CHAPITRE IV. — GRÈVES

Art. 15. — Lorsqu'un atelier devra se mettre en grève, il devra déléguer quatre de ses membres auprès du Secrétaire, lequel soumettra la question à la Commission qui, elle, convoquera les ouvriers intéressés en une Assemblée pour décider s'il y a lieu d'ajourner la grève ou de la faire de suite, si le moment est propice.

Art. 16. — Le Secrétaire et plusieurs membres de la Commission du Travail, ou à défaut de la Commission du Syndicat, porteront aux patrons les réclamations des ouvriers, à seule fin qu'il n'y ait plus de délégués victimes de grèves.

Art. 17. — En cas de grèves partielle ou générale, décidée par les ouvriers avec la Commission, les syndiqués ne recevront que si la grève dure plus de 48 heures ; la somme allouée sera de 2 fr. 50 par jour sauf le dimanche, pendant une durée de 3 mois ; après ce laps de temps, la commission convoquera une assemblée générale qui décidera sur ce cas.

Art. 18. — Tout ouvrier syndiqué qui devrait cesser le travail par suite d'une grève dans son atelier, toucherait tout le temps perdu.

Art. 19. — La reprise du travail aura lieu sur la décision des grévistes avec la Commission.

Art. 20. — A partir de l'heure indiquée par les grévistes avec la Commission pour la reprise du travail, aucune indemnité ne sera plus payée.

Art. 21. — Tout syndiqué qui serait en retard de plus de deux mois pour le paiement de ses cotisations n'aura droit à aucune indemnité, à moins qu'il n'y ait cas de force majeure. Dans ce cas la Commission décidera. Lorsque le retard sera de trois mois, la radiation sera faite d'office.

Art. 22. — Tout syndiqué qui ne pourrait justifier d'une présence de six mois aux contrôles du Syndicat, n'a droit à aucune indemnité en cas de grève.

Art. 23. — Tout ouvrier syndiqué qui ne cesserait pas le travail ou le reprendrait avant ses camarades, n'aura droit à aucune indemnité ; il sera immédiatement rayé des contrôles du Syndicat, et sera considéré comme traître à la cause des travailleurs.

Art. 24. — Tout ouvrier syndiqué en grève qui irait chercher son livret, abandonne la cause de la grève ; il sera considéré comme non gréviste et n'aura plus droit à aucune indemnité.

Art. 25. — Les ouvriers syndiqués qui prendraient le travail d'ouvriers en grève seront impitoyablement chassés du Syndicat.

Art. 26. — Si la caisse du Syndicat était insuffisante pour soutenir une grève, qui se prolongerait indéfiniment, la commission devra provoquer une assemblée extraordinaire qui statuera sur la conduite à tenir.

CHAPITRE V. — RECOUVREMENT DES COTISATIONS

Art. 27. — La cotisation de chaque syndiqué est de 25 centimes par semaine.

Art. 28. — Chaque collecteur sera porteur d'un carnet portant les noms et adresses des syndiqués de sa section, il aura des timbres d'acquit qu'il posera sur les livrets et les annulera avec un petit cachet portant le numéro de la section. Chaque collecteur se fournira de timbres au trésorier.

Art. 29. — Les timbres d'acquit seront enfermés dans le coffre-fort de la Commission des finances.

Art. 30. — Les recouvrements des cotisations se feront les dimanches.

CHAPITRE VII. — SECOURS

Art. 37. — Toute fille ou femme syndiquée qui accoucherait et qui pourrait justifier d'une présence de une année aux contrôles du Syndicat, recevra une indemnité de 15 francs.

Art. 38. — Les syndiqués malades depuis cinq semaines et membres du Syndicat depuis un an, ont droit à des secours de maladie, sur le vu d'un billet de médecin ou après visite du médecin du Syndicat. Durant leur maladie, les malades ne paient pas de cotisation.

Art. 39. — Les réservistes — 28 et 13 jours — syndiqués depuis un an, ont droit à une indemnité de 5 francs. Ils ne paient pas de cotisations durant leurs périodes d'exercices.

Art. 40. — Les jeunes gens syndiqués depuis un an et partant au service ont droit à une indemnité de 5 francs. Après leur congé, ils ont droit à leur réintégration pleine et entière.

COMINES

Il existe à Comines deux syndicats : le *Syndicat des Rubaniers* et le *Syndicat de l'Industrie textile*.

Syndicat des Rubaniers

Unions dont il fait partie. — Le syndicat adhère à la Fédération nationale textile, adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail et à la Fédération internationale textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du syndicat sont socialistes.

Secrétariat. — Le syndicat a eu jusqu'en 1905 le même secrétaire que le syndicat textile ; ce secrétaire, ancien ouvrier, est cabaretier ; on pouvait donc toujours le trouver chez lui.

Membres. — Le syndicat a environ 300 adhérents sur les 1.500 ouvriers rubaniers de Comines et Wervicq.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 15 par semaine. A la fin de 1905, le syndicat possédait environ 16.000 fr.

Administration. — Le syndicat est administré par une commission nommée en assemblée générale ; cette commission se réunit chaque fois que cela est utile. Il y a une assemblée générale trimestrielle.

Avantages aux syndiqués. — (cf. Extraits des statuts, art. 21, 32, 38, 39 et 40). En outre des secours accordés par les Statuts, le syndicat donne un secours de 10 francs à ses membres contraints à chercher du travail en dehors de Comines¹.

Syndicat et Coopérative. — La coopérative socialiste « l'Union d'Houplines », a un dépôt à Comines ; le syndicat y a placé 10.000 fr. rapportant 3 1/2 0/0.

EXTRAITS DES STATUTS

Titre premier

CONSTITUTION ET BUT DU SYNDICAT

Art. 1^{er}. — Il est fondé sous ce titre une Association civile ayant pour but de défendre les droits et les intérêts moraux et professionnels des membres participants.

Le but moral de l'Association est :

1° De resserrer entre les ouvriers les liens de solidarité fraternelle de façon à leur permettre de s'entraider mutuellement et de défendre leurs droits par tous les moyens légaux, à l'aide de la puissance que

(1) Les secours accordés par le syndicat en dehors des cas de grève s'élèveraient à environ 200 francs par an. Pour frais de justice, le syndicat aurait, en 11 ans, dépensé environ 90 francs.

l'Association acquiert en obtenant la personnalité civile. A cette fin, les Membres s'engagent à contribuer de tous leurs pouvoirs au maintien de la bonne harmonie entre patrons et ouvriers, en soumettant leurs relations aux règles de la justice et de la charité.

2° Le but matériel est de constituer pour les adhérents, une caisse commune, destinée à subvenir pécuniairement à tous les besoins éventuels des Membres du Syndicat.

Titre II

ADMINISTRATION

Art. 17. — Il est expressément défendu sous peine d'amende de s'occuper de questions politiques ou religieuses dans les Assemblées et réunions du Syndicat.

Titre III

PATRIMOINE DU SYNDICAT

Art. 18. — Une caisse syndicale est constituée.

Les ressources de la corporation sont alimentées par les cotisations de ses Membres, par les amendes s'il y a lieu, par le droit d'admission fixé à 2 fr. après trois mois de fonctionnement du Syndicat, et par les souscriptions des personnes généreuses qui désirent faire prospérer l'Institution.

Art. 19. — La cotisation obligatoire pour les Membres actifs est fixée à 0 fr. 15 par semaine, dans les temps ordinaires : ce chiffre ne pourrait être modifié que sur une décision de l'Assemblée générale.

Un droit de 2 fr. serait exigible pour la réintégration d'un membre qui aurait démissionné volontairement.

Ce droit serait porté à 5 fr. si l'interruption se prolongeait au-delà d'une année.

Ce même droit de réintégration ne serait pas perçu si l'ancien syndiqué avait abandonné temporairement la profession.

Art. 20. — Tout Membre en retard de six semaines dans le paiement de ses cotisations, sans raison valable, sera convoqué devant le Comité par trois appels.

Si dans les six semaines qui suivent il n'a pas acquitté les termes échus, il sera considéré comme démissionnaire, perdra ses droits à l'avoir du Syndicat et pourra être poursuivi en paiement.

Art. 21. — En cas de maladie dûment reconnue par un médecin et sur la présentation d'un certificat médical, les Membres du Syndicat seront exonérés du paiement des cotisations hebdomadaires.

Seront également dispensés de verser les cotisations, les Membres du Syndicat accomplissant leur service militaire actif ou des périodes d'exercices.

Profiteront du même avantage les Membres du Syndicat qui subiront un chômage indépendant de leur volonté.

Le Syndicat voulant affirmer la solidarité qui existe entre tous ses membres, a décidé qu'en cas de décès d'un Syndiqué, la corporation accordera à la famille du défunt, au titre de restitution, une somme de 15 fr. en espèces.

Titre IV

ADMISSION ET RADIATION

Art. 25. — Les conditions à remplir pour être admis sont : 1° Avoir 16 ans accomplis ; 2° Appartenir comme ouvrier, surveillant ou contre-maitre à l'une des branches de l'industrie rubanière ; 3° Être d'une moralité reconnue et n'avoir jamais subi de condamnation infamante ; 4° Exerçer la profession à Comines (France et Belgique) ; 5° Souscrire l'engagement d'accepter les principes, règlements et coutumes de l'Association.

Art. 27. — Les femmes attachées à l'industrie rubanière seront admises à jouir des bienfaits de l'Union syndicale. En conséquence, elles pourront être reçues comme adhérentes. Elles n'auront pas voix délibérative aux assemblées générales, cependant elles pourront adresser leurs observations ou leurs propositions au Syndicat, mais par l'intermédiaire du Comité, dont l'un des Membres sera nommé Rapporteur.

Art. 28. — Un livret portant un numéro d'ordre sera délivré au nom du nouveau Membre. Il contiendra les Statuts et des feuillets de compte destinées à recevoir le timbre des cotisations payées.

Art. 29. — L'exclusion et la radiation des Membres sont prononcées par le Syndicat en assemblée générale, sur la proposition du Comité et après enquête sérieuse.

Les cas d'exclusion sont l'inconduite, l'infraction grave aux Statuts et Règlements de l'Association, l'absence prolongée des Assemblées obligatoires, le retard des cotisations, l'affiliation à des sociétés manifestement opposées par leurs tendances aux principes de la corporation.

Titre VI

INSTITUTION ÉCONOMIQUE

Art. 32. — Le Syndicat a pour mission de s'occuper de la défense des intérêts des ouvriers des différentes branches se rattachant à l'Industrie Rubanière.

Il interviendra en conciliation, par voie de correspondance et de délégation, dans les différents points litigieux qui pourraient surgir entre patrons et ouvriers, de manière à pacifier les parties en désaccord et à éviter les conflits qui pourraient en résulter. Les délégués seront désignés par le Président qui aura pris avis auprès des Trésoriers et Secrétaires.

Si des poursuites étaient exercées pour revendiquer les droits d'un membre syndiqué avec l'assentiment du Comité syndical, les frais de justice seraient supportés par la caisse du syndicat.

Art. 33. — Le syndicat fera tous ses efforts pour prévenir les grèves générales ou partielles, en proposant un tribunal d'arbitrage composé des délégués du syndicat, des patrons, et des autorités locales ou supérieures que le syndicat jugera utile d'inviter ; ce tribunal statuera sur les causes du conflit imminent de façon à l'éviter si faire se peut.

Art. 36. — Dans le cas où des accidents de travail frapperaient des syndiqués, la corporation se fera un devoir de solidarité d'intervenir, au nom des victimes ou de leur famille, dans les arrangements avec

les patrons ou les Compagnies d'assurance, pour le règlement des dommages à leur accorder.

Titre VII

GRÈVE

Art. 37. — En cas de conflit ou de différend entre patrons et ouvriers, les travailleurs syndiqués devront instantanément en avvertir le secrétaire du syndicat qui en avisera le Comité pour statuer sur le fait survenu, et ils ne pourront dans aucun cas se mettre en grève sans son assentiment, sous peine d'être privés des subventions pécuniaires du syndicat.

Art. 38. — Lorsque la grève sera déclarée, le Comité aura pour devoir, s'il reconnaît la légitimité des réclamations, d'organiser des souscriptions ou de faire imprimer des cachets dont la vente pourra venir en aide aux grévistes dans la mesure la plus large possible.

En aucune circonstance et sous aucun prétexte, les grévistes syndiqués ne pourront toucher ni organiser des secours en dehors et sans le concours du syndicat, sous peine de se voir retirer l'allocation hebdomadaire à laquelle ils ont droit.

Art. 39. — Tout adhérent au syndicat recevra de la caisse syndicale en cas de grève légalement déclarée, une allocation quotidienne qui sera fixée selon les circonstances, et en raison des ressources dont disposera le syndicat.

Art. 40. — Tant que la grève durera, les grévistes auront et continueront à avoir voix consultative au sein des assemblées syndicales, mais les non-grévistes seuls pourront avoir voix délibérative, sauf le cas où les $\frac{2}{3}$ des ouvriers rubaniers seraient en grève.

Art. 41. — Tout syndiqué en retard de quatre semaines, sans motif sérieux, dans le paiement de ses cotisations au moment d'une déclaration de grève, ne touchera pas d'indemnité, jusqu'à ce qu'il soit à jour de ses cotisations.

Art. 42. — Les secours en cas de grève ne seront donnés aux adhérents que s'ils comptent au moins trois mois de présence au syndicat depuis leur inscription ou leur réintégration.

Art. 43. — Tout adhérent renvoyé de son atelier, soit pour participation à la propagande ou au développement du Syndicat, soit pour réclamation ou manifestation reconnues nécessaires et légales par le Syndicat, recevra de la caisse syndicale 10 francs par semaine pendant quatre semaines et 6 francs pendant deux semaines. Passé ce délai, tout paiement cessera, mais des quêtes ou souscriptions pourront être organisées dans le but de lui venir en aide.

Art. 44. — En cas de conflit, de grève, ou dans toute autre circonstance mettant la caisse du Syndicat en jeu ou en péril, l'actif minimum restant en caisse ne pourra être inférieur à 500 francs, quelle que soit la situation; cette somme étant un minimum indispensable pour assurer le bon fonctionnement et le développement normal du Syndicat.

Syndicat de l'industrie Textile de Comines et environs

Unions dont fait partie le Syndicat. — Le Syndicat adhère à :

La Fédération nationale Textile, adhérant elle-même à la Confédération générale du Travail, et à la Fédération internationale Textile.

Inspiration politique ou religieuse. — Les dirigeants du Syndicat sont socialistes.

Profession des membres. — Parmi les syndiqués, il y a des tisserands¹, des filtiers et fileurs, des blanchisseurs, des teinturiers et des cordiers.

Secrétariat. — Le secrétaire, ancien ouvrier, est cabaretier; on peut donc le trouver toujours chez lui.

Membres. — Le Syndicat groupe 180 ouvriers. (Les tisserands et filtiers seraient à eux seuls plus de 2000 à Comines).

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 10 par semaine. A la fin de 1905, le Syndicat possédait 13,040 fr.

Administration. — Cf. art. des statuts : 4, 5, 7, 17 et 21.

Avantages aux syndiqués. — Le Syndicat n'accorde des secours qu'en cas de grève. Il supporterait les frais de procès entre patron et un sociétaire; mais le cas ne s'est pas encore présenté.

Syndicat et Coopérative. — Le Syndicat a placé, à 4 % de l'argent à la Coopérative socialiste « l'Union de Lille ».

EXTRAITS DES STATUTS

Article premier. — Il est formé entre les ouvriers de l'industrie qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts, une société qui prend le nom de : Syndicat de l'Industrie textile de Comines et des environs. Le siège du syndicat est établi à l'estaminet de la *Brune Naée*, 91, rue de Lille, à Comines.

(1) On fabrique, à Comines, des coutils à matelas, des tissus pour stores et pour ameublement.

Art. 2. — Pour faire partie du Syndicat, il faut être âgée de 16 ans. Il n'est fait aucune distinction de sexe ni de nationalité.

Art. 3. — Peuvent faire partie du Syndicat textile, les ouvriers exerçant les professions suivantes : Tisserands, Filtiers, Blanchisseurs de fil et de toile, Teinturiers, Cordiers, Fileurs de lin, de coton et d'étoupes; en un mot, tous les ouvriers travaillant les matières textiles.

Art. 4. — La Chambre syndicale est administrée par une commission de sept membres élus au scrutin de liste et à la majorité. Elle choisit dans son sein un Secrétaire et un Trésorier.

Art. 6. — Les ouvriers mécaniciens et menuisiers travaillant dans l'industrie textile comme auxiliaires, peuvent faire partie du Syndicat.

Art. 7. — La durée du mandat des membres de la Commission est d'une année. La Commission se renouvelle par moitié tous les six mois, les membres sortants sont rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. — Tout Sociétaire au service militaire est suspendu de ses droits et devoirs. Tout Sociétaire malade est suspendu de ses devoirs, il en est de même pour les Sociétaires sans travail.

Art. 10. — La cotisation est fixée à 0 fr. 10 par semaine. Cette cotisation ne pourra être élevée que par décision du Syndicat et ne sera exécutoire qu'après l'assentiment de l'Assemblée générale.

Art. 11. — Les adhérents auront à verser, à titre de droit d'admission, la somme de 0 fr. 50 sans préjudice des versements hebdomadaires. La durée et le nombre des membres du Syndicat sont illimités.

Art. 12. — Tout Sociétaire en retard de ses cotisations recevra un avis après le premier mois, un second avis un mois après et sera considéré comme démissionnaire après trois mois de retard et perdra ainsi tous les avantages de l'association.

Art. 13. — Les cotisations sont perçues chaque dimanche; le receveur est obligé, avec la marque spéciale du Syndicat, de donner acquit des sommes payées par les syndiqués.

Art. 14. — Il sera remis à tout sociétaire un livret portant, outre un numéro d'ordre, les nom et prénoms, la profession, et contiendra le présent règlement.

Art. 17. — Une Commission de contrôle de cinq membres surveille les actes de la Chambre syndicale, elle effectue au moins un contrôle par mois; ses membres ne sont rééligibles qu'après une année de suspension de fonctions, elle est renouvelable dans les mêmes conditions que la Chambre administrative.

Art. 18. — Lorsqu'un différend s'élèvera entre un patron et un sociétaire sur une question de travail ou de salaire, la Chambre syndicale prendra en mains la cause de son adhérent si elle la reconnaît juste. Elle essaiera une solution à l'amiable. Si l'affaire doit être appelée devant le tribunal, la caisse syndicale supportera les frais du procès; elle pourra même avancer à l'ouvrier une partie de l'argent qu'il réclame à son patron.

Art. 20. — Au siège social, est un registre sur lequel sont consignés l'offre et la demande de travail et que les sociétaires pourront librement consulter.

Art. 21. — Le Syndicat se réunira régulièrement tous les trois mois en Assemblée générale, le premier dimanche des mois suivants : juillet, octobre, janvier, avril.

Il pourra, ainsi que la Commission, appeler, dans son sein, des membres étrangers à la Société pour les consulter sur des questions spéciales. La Commission a le droit de convoquer des Assemblées extraordinaires quand elle le jugera convenable.

Art. 22. — Toutes les réclamations concernant le Syndicat ou en cas de différend avec les patrons, doivent être adressées au secrétaire qui convoque la Commission.

Le secrétaire est chargé de convoquer la Commission lorsqu'il le juge nécessaire.

Art. 23. — Notre Syndicat ayant pour but principal l'amélioration de notre profession, toutes discussions ou allusions politiques ou religieuses sont formellement interdites pendant les assemblées, sous peine d'exclusion immédiate.

Art. 25. — En cas de contestation ou différend avec leurs patrons, les sociétaires doivent avertir la Chambre syndicale.

Dans aucun cas les ouvriers ne doivent abandonner l'atelier avant que la Chambre syndicale n'ait essayé d'arriver à concilier le différend.

Si la conciliation n'a pu s'opérer, la Commission pourra, si elle le juge convenable, faire cesser le travail et, dans ce seul cas, les sociétaires recevront une indemnité.

Art. 26. — Les procès-verbaux des séances de la Chambre Syndicale et des Assemblées générales doivent être consignés dans des registres. Tout rapport, procès-verbal, lettre, en un mot tout document relatif à l'Association, doit être soigneusement conservé dans les archives et noté sur un catalogue.

Art. 29. — Tout sociétaire qui, par un moyen quelconque, chercherait à tromper la Société, sera appelé à se disculper. Tout sociétaire qui s'affilierait à des Sociétés manifestement opposées par leurs tendances aux principes de leurs corporations, sera exclu du Syndicat.

LINSELLES

Les trois petits syndicats existant à Linselles sont des syndicats jaunes. Deux d'entre eux font partie de la Fédération syndicale de l'Industrie tourquennoise (Cf.)

SECLIN

Syndicat de l'Union Textile Seclinoise

Unions dont il fait partie. — Le syndicat n'adhère à aucune union ; mais il a été fondé par le Secrétaire général de la Fédération syndicale de l'Industrie tourquennoise. Il a fait partie de la Fédération des syndicats indépendants du Nord, fédération qui a disparu avant même d'avoir été réellement organisée. Il a été représenté au Congrès des Jaunes de 1902.

Inspiration politique ou religieuse. — Le syndicat est jaune et catholique.

Secrétariat. — Il n'a pas de secrétariat permanent.

Membres. — L'Union textile seclinoise compte 60 membres sur les 1.500 ouvriers environ qu'occupent à Seclin 4 filatures de lin et 1 filature de chanvre et jute.

Ressources. — La cotisation est de 0 fr. 15 par mois. A la fin de 1905, le syndicat possédait un livret de Caisse d'épargne de 650 francs.

Avantages aux syndiqués. — Le syndicat a une Caisse de secours, alimentée par 1/3 des cotisations (5 centimes par membre et par mois). Elle sert à donner aux malades, des bons de pain et de viande, ou des secours en argent. Les vieux syndiqués ne travaillant plus reçoivent 1 fr. par mois.

Depuis juin 1904, une Caisse de chômage fonctionne, alimentée par un autre tiers des cotisations (5 centimes par membres et par mois) et par l'intérêt de l'argent placé. A la fin de 1905, cette Caisse contenait 150 francs ; elle ne donne

de secours qu'en cas de chômage occasionné par l'arrêt d'une usine. La quotité des secours est à fixer d'après l'état de la Caisse.

Administration. — Cf. Extraits des statuts.

EXTRAITS DES STATUTS

Article premier. — Il est formé entre les soussignés et les adhérents aux présents statuts, une Association professionnelle, constituée conformément aux dispositions de la loi du 21 Mars 1884.

Art. 2. — Cette Association prendra le nom de Syndicat de l'*Union Textile Seclinoise* et se composera de membres appartenant tous à la profession de filature, étant bien entendu que la dénomination précédente n'est pas limitative.

Art. 4. — *Conditions d'admission, de maintien dans le Syndicat et de radiation.* — Pour être admis à faire partie du Syndicat, il faut signer une demande comme candidat ; après six mois au moins de candidature, le Conseil Syndical avisera le candidat de son admission ; il devra alors signer les statuts et déclarera qu'il ne fait partie d'aucun autre Syndicat ayant voix au Conseil du Travail.

Tous manquements aux statuts et aux règlements, seront déferés à l'appréciation du Conseil, soit d'office, soit sur plainte d'un syndicataire. Le Conseil, suivant la gravité du cas, pourra appliquer au contrevenant ou l'avertissement simple, ou la réprimande avec inscription au procès-verbal, ou l'amende, ou enfin l'exclusion. L'exclusion sera prononcée d'office en cas de condamnation entachant l'honorabilité.

Art. 5. — Le Syndicat de l'*Union Tertile Seclinoise* sera administré par un bureau composé de quatre membres : 1° Un Président ; 2° Un Vice-Président ; 3° Un Secrétaire ; 4° Un Trésorier.

Toutes les fonctions sont gratuites.

Art. 6. — Le Conseil Syndical se composera du bureau et de quatre membres syndiqués nommés par lui. Le mandat est de trois ans.

Art. 7. — Le Conseil pourra nommer des membres honoraires.

Art. 8. — Réunion du Conseil. — Le Conseil se réunira au moins une fois tous les deux mois, et chaque fois que le Président jugera utile de le convoquer.

Art. 10. — Assemblée générale. — Une assemblée générale de tous les membres de l'Association aura lieu deux fois par an, les comptes y seront examinés et le rapport du Conseil y sera présenté.

Art. 12. — La cotisation est de 0 fr. 15 par mois.

Il sera néanmoins au pouvoir de l'Assemblée générale de modifier le taux de cette cotisation ou de décider des versements supplémentaires exceptionnels, en cas de nécessité.

RONCQ

« La Chambre syndicale ouvrière textile et corporations similaires », comme le syndicat textile d'Halluin, avant d'être une organisation autonome, a été une section de la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix. Elle a pris pour modèle le syndicat d'Halluin. Elle compte environ 70 membres, dont une partie travaille à Tourcoing. La cotisation est de 0 fr. 25 par semaine. Le Syndicat n'a pas encore adhéré à la Fédération nationale textile, mais ne tardera sans doute pas à le faire.

HAUBOURDIN

« Le Syndicat de l'Industrie textile et similaire d'Haubourdin » est surtout, comme beaucoup de petits syndicats, une société de secours mutuels. Il a 120 adhérents environ, dont 90 teinturiers en fil. Il est administré par une commission de dix membres qui se réunit tous les mois. Une assemblée générale a lieu tous les trimestres. Le syndicat accorde des secours aux vieillards malades.

CHAPITRE VII

Vue d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans l'industrie textile de l'arron- dissement de Lille

§ 1. BIEN QUE L'ARRONDISSEMENT DE LILLE COMPTE DE NOMBREUSES SOCIÉTÉS DE TOUTES SORTES, LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES Y SONT ENCORE RELATIVEMENT PEU DÉVELOPPÉES. — CEPENDANT LE NOMBRE DE SYNDIQUÉS AUGMENTE.

L'arrondissement de Lille possède de très nombreuses sociétés; on serait donc tenté de croire, à première vue, que l'on y connaît partout la force de l'association, son utilité et ses buts très divers. Mais, lorsqu'on y regarde de plus près, lorsqu'on compulse les annuaires, lorsqu'on assiste aux fêtes locales, on s'aperçoit que ceux qui s'associent pensent souvent plus à se réunir qu'à s'unir, et que dans beaucoup de sociétés, on vise uniquement ou principalement à se distraire.

L'ouvrier, pour occuper ses dimanches, fait volontiers partie des innombrables petites associations qui ont leur siège dans les estaminets plus innombrables encore. Mais qu'il s'agisse pour lui d'entrer dans un groupement professionnel, il n'en est plus de même.

ENSEMBLE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS OUVRIERS

SYNDICATS OUVRIERS DE L'INDUSTRIE TEXTILE

FRANCE			DÉPARTEMENT DU NORD		ARRONDISSEMENT DE LILLE				DÉPARTEMENT DU NORD		FRANCE		
	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	SYNDICATS	SYNDIQUÉS	
	I A										III B	III B	
1884	68				26	3.538	1 ² 10 ¹	1.781	1 ² 12 ¹	1.921	30	6.456	1884
1885	221 = + 153				28 = + 2	7.068 = + 3.530	1 ² 12 ¹ = + 2	5.376 = + 3.595	1 ² 14 ¹ = + 2	5.546 = + 3.625	36 = + 6	10.074 = + 3.618	1885
1886	280 = + 59				45 = + 17	11.861 = + 4.793	4 ² 14 ¹ = + 2	8.415 = + 3.039	4 ² 16 ¹ = + 2	8.670 = + 3.124	43 = + 7	10.753 = + 679	1886
1887	501 = + 221				53 = + 8	12.915 = + 1.054	1 ² 15 ¹ = + 1	6.294 = - 2 121	1 ² 22 ¹ = + 6	9.861 = + 1.191	54 = + 11	13.417 = + 2.664	1887
1888	725 = + 224				54 = + 1	11.991 = - 924	2 ² 17 ¹ = + 2	6.239 = - 35	4 ² 21 ¹ = - 1	6.911 = - 2.950	63 = + 9	14.062 = + 645	1888
1889	821 = + 96	I A	I A	I A	49 = - 5	11.546 = - 445	3 ² 15 ¹ = - 2	7.900 = + 1.641	5 ² 19 ¹ = - 2	8.463 = + 1.552	90 = + 27	17.413 = + 3.351	1889
1890	1.006 = + 185	139.692	39	5.284	48 = - 1	11.325 = - 221	2 ² 15 ¹ = 0	5.768 = - 2.132	4 ² 23 ¹ = + 4	7.563 = - 900	142 = + 52	29.709 = + 12.296	1890
1891	1.250 = + 144	205.152 = + 65.460	63 = + 24	15.332 = + 10.048	52 = + 4	13.143 = + 1.818	2 ² 14 ¹ = - 1	7.722 = + 1.954	4 ² 22 ¹ = - 1	9.390 = + 1.827	177 = + 35	35.594 = + 5.885	1891
1892	1.589 = + 339	288.770 = + 83.618	84 = + 21	26.010 = + 10.678	II B	II B	II B	II B	II B	II B	200 = + 23	46.087 = + 10.493	1892
1893	1.926 = + 337	402.125 = + 113.355	89 = + 5	25.420 = - 590	48 = - 4	16.253 = + 3.110	3 ² 14 ¹ = 0	9.771 = + 2.049	6 ² 22 ¹ = 0	11.512 = + 2.122	213 = + 13	44.511 = - 1.576	1893
1894	2.178 = + 252	403.440 = + 1.315	87 = - 2	22.424 = - 2.996	50 = + 2	14.489 = - 1.764	3 ² 15 ¹ = + 1	7.935 = - 1.836	5 ² 25 ¹ = + 3	9.997 = - 1.515	232 = + 19	41.342 = - 3.169	1894
1895	2.163 = - 15	419.781 = + 16.341	89 = + 2	23.904 = + 1.480	65 = + 15	19.698 = + 5.209	3 ² 16 ¹ = + 1	11.686 = + 3.751	5 ² 26 ¹ = + 1	13.566 = + 3.569	220 = - 12	41.450 = + 108	1895
1896	2.243 = + 80	422.777 = + 2.996	94 = + 5	21.214 = - 2.690	94 = + 29	22.108 = + 2.410	3 ² 41 ^{1*} = + 25	13.219 = + 1.533	7 ² 55 ¹ = + 29	16.155 = + 2.589	208 = - 12	41.260 = - 190	1896
1897	I B	I B	I B	I B	170 = + 76	25.441 = + 3.333	3 ² 111 ^{1*} = + 70	15.924 = + 2.705	4 ² 127 ¹ = + 72	19.160 = + 3.005	188 = - 20	37.092 = - 4.168	1897
1898	2.324 = + 81	437.793 = + 15.016	90 = - 4	23.294 = + 2.080	215 = + 45	27.220 = + 1.779	1 ² 146 ^{1*} = + 35	18.623 = + 2.699	2 ² 163 ¹ = + 36	21.795 = + 2.635	169 = - 19	35.432 = - 1.660	1898
1899	2.361 = + 37	419.761 = - 18.032	95 = + 5	37.757 = + 14.463					0 ² 168 ¹ = + 5	34.203 = + 12.408			1899
1900	2.685 = + 324	491.617 = + 71.886	109 = + 14	31.377 = - 6.380	222 = + 7	37.045 = + 9.825					I B	I B	1900
1901	3.287 = + 602	588.832 = + 97.185	154 = + 45	60.918 = + 29.541							219	54.828	1901
1902	3.679 = + 392	614.173 = + 25.341	234 = + 80	62.499 = + 1.581							317 = + 68	57.174 = + 2.346	1902
1903	3.934 = + 255	643.757 = + 29.584	286 = + 52	64.433 = + 1.934							285 = - 32	59.691 = + 2.517	1903
1904	4.227 = + 293	715.576 = + 71.819	292 = + 6	70.169 = + 5.736									1904
1905	4.625 = + 398	781.344 = + 65.768	312 = + 20	76.932 = + 6.763							379 = + 94	79.676 = + 19.985	1905

I : Extrait de l'annuaire des syndicats. — II : Calculé d'après l'annuaire des syndicats. — III : Extrait de l'ouvrage de l'Office du Travail sur les associations professionnelles ouvrières. — A : Au premier juillet. — B : Au premier janvier. — * Cet énorme accroissement du nombre des syndicats provient de la création des syndicats de 30 membres de Tourcoing. — 1 : Ce chiffre est celui qui correspond au chiffre des syndiqués donné d'autre part. Il comprend les syndicats portés à l'annuaire de l'année ainsi que quelques syndicats dont j'ai connu l'existence et le nombre de membres autrement que par l'annuaire. — 2 : Ce chiffre est celui des syndicats dont je n'ai pu connaître le nombre de membres. Il comprend des syndicats non portés à l'annuaire de l'année envisagée. Leur existence m'a été le plus souvent indiquée par leur date de création donnée par les annuaires postérieurs sur lesquels ils figurent.

La masse ouvrière n'a pas encore compris l'utilité de son organisation; le nombre des ouvriers syndiqués est relativement peu élevé.

Les syndicats sont cependant en progrès dans l'arrondissement de Lille; le tableau reproduit ci-contre permet de s'en rendre compte. Il montre, en outre, que le développement actuel des syndicats ouvriers n'est pas particulier à l'arrondissement de Lille et à l'industrie textile¹.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte facilement par ce tableau, l'organisation des ouvriers des industries textiles de l'arrondissement de Lille est restée stationnaire, comme d'ailleurs toute l'organisation ouvrière française, aux environs de 1895; mais depuis quelques années, les syndicats se développent partout.

Il est probable que le mouvement d'organisation se continuera en s'accéléralant, non sans toutefois subir quelques à-coups. C'est ainsi qu'au lendemain des grèves de 1904, le nombre des syndiqués a baissé dans une énorme proportion: Dans l'industrie textile de l'arrondissement de Lille, on comptait à la fin de 1905 un nombre de syndiqués inférieur de 5.000 environ à celui figurant au tableau pour cette même année².

(1) Il est évident qu'il ne faut pas regarder les chiffres donnés comme indiquant exactement ce qui est ou ce qui a été. Dans leurs déclarations, les syndicats en général ont toujours eu tendance à donner un chiffre de membres très enflé, à compter des adhérents ne payant pas de cotisations, ou en payant très irrégulièrement. Cependant, je crois pouvoir dire que cette tendance va en diminuant; au fur et à mesure qu'un syndicat se développe, il est moins porté à cacher sa situation véritable, situation qui sera d'ailleurs, semble-t-il, de plus en plus difficile à cacher.

Quoiqu'il en soit, ce que l'on peut affirmer à coup sûr, après examen des chiffres donnés, c'est que, si imparfaits que soient encore les syndicats, si fragile que soit le lien qui les unit à beaucoup de leurs adhérents, le mouvement d'organisation ouvrière s'étend rapidement.

(2) Le chiffre du tableau concerne le 1^{er} janvier 1905; mais je pense que la diminution était déjà fort sensible à la fin de 1904, et que les syndicats ont déclaré un nombre d'adhérents qu'ils n'avaient plus depuis quelques mois.

Actuellement, certains syndicats voient les adhésions leur revenir nombreuses. Il y a d'ailleurs du chemin à faire : Dans l'industrie textile et en France, le nombre des syndiqués représenterait seulement les 12,5 % du nombre des ouvriers ¹. Au point de vue de l'organisation ouvrière, les industries textiles occupent du reste un très mauvais rang parmi les industries françaises ².

Dans le département du Nord, la proportion des ouvriers syndiqués de l'industrie textile serait plus élevée ; au moment des grèves de 1904, elle était de 19 %, et atteignait environ 22 % dans l'arrondissement de Lille ³.

§ 2 POURQUOI L'OUVRIER NE SE SYNDIQUE PAS.

Les principaux obstacles à l'augmentation du nombre des syndiqués viennent de l'ouvrier, de l'organisation syndicale actuelle, de l'opposition patronale.

Jusqu'alors, on peut dire que la masse ouvrière est indifférente, et elle le reste malgré tous les efforts tentés pour l'organiser ⁴. L'ouvrier de la région qui nous occupe, aime à

(1) D'après l'annuaire de 1905 pour les syndiqués, et d'après le recensement de 1896 pour les ouvriers.

(2) Dans les mines, la proportion des syndiqués par rapport à la masse ouvrière est de 50.95 % ; elle est de 25.54 % dans les industries chimiques ; de 19.76 % dans les industries du papier, du carton, et dans les industries polygraphiques ; de 16.12 % dans les cuirs et peaux ; de 15.53 % dans le travail des métaux ; de 14.33 % dans les industries des transports, de la manutention, du commerce ; de 14.18 % dans les carrières.

(3) Je ne puis donner la proportion des syndiqués des diverses villes de l'arrondissement, pour cette raison que des ouvriers des environs sont inscrits dans les syndicats de ces villes.

(4) Voici un exemple de l'indifférence de la masse ouvrière : A Tourcoing, au début de 1903, la Fédération locale socialiste avait organisé une conférence de propagande, 1.500 circulaires avaient été distribuées, et c'est à peine si une trentaine d'ouvriers ont répondu à l'appel qui leur avait été adressé.

faire partie d'une petite société composée d'un groupe d'amis ; au contraire, il est souvent hostile aux associations nombreuses dont les membres lui sont inconnus. Bien peu se rendent compte de tout ce que pourrait obtenir une association groupant un grand nombre d'ouvriers de la profession.

• Il est vrai que, tant qu'un syndicat n'est pas fortement organisé, son but n'apparaît pas clairement. Sa faiblesse l'empêche généralement de jouer le rôle qui plus tard deviendra son rôle principal : il ne peut étudier sérieusement les conditions du travail, ni agir efficacement pour les améliorer.

Et puis, qu'un ouvrier, sortant de son indifférence, triomphe de sa répugnance pour les associations nombreuses, et pour une raison ou une autre, veuille se syndiquer : à quelle association va-t-il aller se faire inscrire ? Sera-ce au syndicat socialiste, au syndicat catholique ou au syndicat démocrate chrétien ? S'il n'est affilié à aucun groupe politique ou religieux, son embarras sera grand, et souvent ne sachant à quoi se résoudre, il s'abstiendra.

Enfin, on peut encore citer comme obstacle à l'organisation syndicale, l'attitude de bon nombre de patrons, directeurs ou contremaîtres. Il est possible que les ouvriers exagèrent parfois, que leurs craintes¹ ne soient pas toujours justifiées ; malheureusement, on ne compte plus les ouvriers renvoyés de l'atelier parce qu'ils avaient adhéré à telle ou telle organisation professionnelle, les secrétaires et autres militants des syndicats obligés de quitter leur profession, après avoir vu toutes les portes des usines se fermer devant eux.

(1) La crainte de l'ouvrier est telle, que parfois pour masquer son adhésion au Syndicat de son choix, il n'hésite pas à entrer également dans une autre organisation qu'il croit mieux vue par la direction de l'usine. — Dans une localité de l'arrondissement, on m'a assuré que des syndiqués travaillant dans tel atelier, dont le patron est réputé comme plus particulièrement intransigeant, craignant d'être dénoncés, laissaient leurs livrets chez un camarade, afin qu'on ne puisse voir le collecteur venir chez eux pour percevoir leur cotisation syndicale.

§ 3. LES SYNDICATS NE PEUVENT MÊME PAS COMPTER SUR TOUS LEURS ADHÉRENTS.

Si encore tous les ouvriers groupés dans les organisations syndicales étaient pénétrés du but principal des associations professionnelles, les militants auraient derrière eux une masse déjà imposante. Mais les dirigeants savent bien qu'une grande partie des syndiqués peut les abandonner d'un moment à l'autre.

Beaucoup d'ouvriers ne sont inscrits au syndicat que pour profiter des secours qu'il accorde en diverses circonstances, bien que parfois ces secours aient fort peu d'importance. Tous les syndicats socialistes du Nord et quelques syndicats anti-socialistes accordent à leurs membres des secours en cas de grève; beaucoup viennent encore en aide à leurs syndiqués sans travail par suite de casse de machines. Quelques caisses de chômage fonctionnent. Parfois, les malades, les femmes en couches, les syndiqués soldats reçoivent de petits secours. Ce sont ces œuvres annexes qui valent aux syndicats de nombreuses adhésions; et ce ne sont pas les bibliothèques qui, généralement mal montées, n'ont pas de lecteurs, ni les bureaux de placement auxquels il ne manque que des offres d'emploi. D'après le secrétaire d'un important syndicat, le nombre des syndiqués, pour lesquels tout l'intérêt du groupement syndical est dans les secours distribués, atteindrait les 4/10 des adhérents. Pour un autre, ce nombre atteindrait presque la moitié des syndiqués¹.

(1) Les nouveaux syndiqués n'ont droit aux secours de grèves qu'après un certain délai de présence au Syndicat. Alors qu'un conflit était en perspective, des ouvriers désireux de toucher des secours en cas de grève, sont parfois venus se faire inscrire au Syndicat en demandant que l'on fasse remonter leur adhésion à plusieurs mois en arrière. Ils ont offert de payer les cotisations échues depuis l'époque où ils auraient été censés avoir adhéré. On m'a même conté

Qu'une grève soit en perspective pour l'année suivante, le syndicat s'enfle rapidement. Qu'aucun conflit ne soit à craindre, le nombre des syndiqués décroît peu à peu. Qu'une grève se termine par un échec, et c'est alors la débandade¹. Pour que la confiance en l'organisation professionnelle ne soit pas ébranlée, il faudrait aux syndiqués peu endurcis : toujours des victoires et jamais de défaites.

Mais, une fois entendu qu'une partie seulement de l'effectif syndical est composée de membres sur lesquels on peut compter, faut-il conclure que la présence des autres dans les syndicats soit nuisible ou seulement inutile ? Non certes. D'abord ces recrues, bien que peu solides, font nombre, et puis, peu à peu elles s'instruiront en entendant agiter autour d'elles des questions importantes ; elles désireront la solution de ces questions dans un sens qui leur soit favorable ; elles seront disposées à faire effort pour obtenir la satisfaction de leurs désirs. En même temps s'éduqueront les organisations professionnelles, et leur utilité apparaîtra à ceux qui aujourd'hui ne la soupçonnent même pas.

§ 4. — IL EXISTE EN GÉNÉRAL DANS UNE LOCALITÉ PLUSIEURS SYNDICATS POUR UNE MÊME PROFESSION.

Bien que les ouvriers syndiqués soient en minorité, bien qu'ils ne soient unis aux organisations ouvrières que par des liens très lâches, l'organisation syndicale serait plus avancée qu'elle ne l'est actuellement, elle donnerait plus de résultats, si pour une profession il n'y avait qu'un syndicat dans une même localité. Au lieu de cela qu'existe-t-il ?

qu'une femme était venue demander à entrer au Syndicat et à payer la cotisation de plusieurs mois écoulés ; elle était enceinte et voulait avoir droit au secours accordé aux femmes en couches ayant un an de présence au Syndicat.

(1) Il m'en a été fourni de nombreux exemples.

En face d'un syndicat socialiste ou syndicat rouge, on trouve généralement un syndicat anti-socialiste ou syndicat jaune. Parfois, il existe en outre un syndicat démocrate-chrétien, ou bien un syndicat qui se dit ni rouge, ni jaune. Chacune de ces organisations a un programme distinct (il s'agit du programme qu'elle suit et non de celui qu'elle affiche) plus ou moins inspiré par les intérêts professionnels de ses membres et par les conceptions économiques, politiques ou religieuses de ses dirigeants.

Bien qu'on puisse dire qu'il n'est pas deux syndicats qui se ressemblent en tous points, on peut grouper dans trois catégories les syndicats ouvriers de l'industrie textile dans l'arrondissement de Lille ¹.

La première catégorie, qui comptait à la fin de 1905 environ 17 organisations avec 13.000 membres, comprend les syndicats dits « rouges » généralement dirigés par des collectivistes ².

La deuxième catégorie comprend les syndicats « jaunes » et catholiques ³. Ces organisations sont avant tout anti-socialistes; l'influence catholique s'y fait sentir plus ou moins nettement. Elles divergent quant à leur attitude vis-à-vis des revendications ouvrières. Certains petits groupements professionnels ne s'en occupent même pas: lutte contre le socialisme, distribution de quelques secours mutualistes, voilà à peu près tout leur rôle. Les autres, les plus impor-

(1) Non compris quelques petits syndicats sans importance.

(2) Les Commissions de quelques-uns de ces Syndicats comprennent bien à la fois des socialistes et des anarchistes, mais cela ne se présente que pour des organisations de peu d'importance. Les Syndicats purement anarchistes, fondés un moment en diverses villes de l'arrondissement, n'ont pas eu de succès.

(3) On sait que le parti catholique est très puissant dans la région du Nord; le parti socialiste est seul de taille à lutter avec lui. On pourrait être tenté de comparer les syndicats catholiques du Nord aux syndicats catholiques existant de l'autre côté de la frontière; mais il semble qu'en Belgique les syndicats catholiques se rapprochent plutôt, à plusieurs points de vue, des syndicats démocrates chrétiens que des syndicats dont il s'agit.

tants, suivent de plus ou moins près la ligne de conduite de la Fédération nationale des Jaunes de France. A la fin de 1905, les syndicats jaunes et catholiques étaient au nombre de 112 environ (dont une centaine de syndicats de 30 membres à Tourcoing); ils groupaient 7.000 adhérents.

Dans la troisième catégorie, rentrent les syndicats qui ne sont ni jaunes, ni rouges, c'est-à-dire deux syndicats démocrates-chrétiens et un syndicat dit « indépendant » qui a certains points de ressemblance avec les deux premiers. Ces trois organisations avaient ensemble 2.200 membres environ à la fin de 1905.

La coexistence de ces trois catégories d'associations professionnelles nuit à la puissance de l'organisation ouvrière. Mais ce n'est pas tout : des syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers dans les principales localités (Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières) enlèvent des membres aux syndicats ouvriers. Cependant l'importance des syndicats mixtes, dans l'industrie textile de l'arrondissement, semble décroître. Ces syndicats sont nettement catholiques; actuellement, leur but est de venir en aide à l'ouvrier, de travailler à son « amélioration morale », plutôt que de s'occuper de ses revendications.

§ 5. — GÉNÉRALEMENT UN SYNDICAT DOIT S'OCCUPER DES INTÉRÊTS D'OUVRIERS DE PROFESSIONS TRÈS DIFFÉRENTES.

Les syndicats les plus nombreux et les plus importants ne groupent pas, en général, des membres exerçant tous la même profession textile; leurs syndiqués appartiennent à plusieurs sous-groupes, plus souvent à plusieurs groupes d'industries textiles.

En dehors de la centaine des syndicats de 30 membres à Tourcoing (3000 membres), c'est à peine si, à la fin de 1905, une dizaine de syndicats avaient à s'occuper des intérêts des ouvriers d'une seule profession (EX. : tisseurs de tapis,

peigneurs de lin, tisseurs de laine, pareurs, etc.), et ces syndicats avaient seulement un millier d'adhérents.

2000 syndiqués environ appartenaient à des organisations groupant plusieurs professions textiles d'une localité (EX. ; syndicat de la filature de lin, du chanvre et du jute ; syndicat du tissu, etc.).

Enfin les syndicats, ouverts aux ouvriers de la totalité ou de la presque totalité des industries textiles d'une localité, étaient au nombre d'une quinzaine, et avaient environ 15.000 adhérents.

Or un syndicat, composé d'ouvriers occupés par des industries différentes, doit étudier la situation particulière de chaque catégorie professionnelle de ses adhérents, aviser aux moyen d'améliorer pour tous les conditions du travail. Sa tâche est lourde, si lourde qu'il ne peut souvent s'en acquitter, surtout lorsqu'un grand nombre d'adhérents ne vient pas tout au moins lui donner de la vitalité.

§ 6. — LES COTISATIONS SONT PEU ÉLEVÉES. LES CAISSES SONT SOUVENT PRESQUE VIDES.

Les syndicats ont généralement de faibles ressources.

Voici les cotisations payées par les syndiqués de l'industrie textile dans l'arrondissement de Lille¹ :

300 syndiqués seulement payent annuellement 26 francs de cotisations² (1 syndicat rouge) ;

7.000 syndiqués payent 13 francs (3 syndicats rouges) ;

1.600 » » 12 francs (4 syndicats rouges) ;

300 » » 7 fr. 80 (1 syndicat rouge) ;

100 » » 6 fr. 60 (1 syndicat rouge) ;

500 » » 6 francs (1 syndicat rouge, 1 syndicat démocrate-chrétien) ;

(1) Notons que certains syndicats perçoivent en outre des droits d'entrée de leurs nouveaux adhérents (généralement 1 franc).

(2) Ils appartiennent au Syndicat des Ouvriers Tapissiers de

4.800 syndiqués payent 5 fr. 20 (4 syndicats rouges, 1 syndicat démocrate-chrétien) ;

4.700 syndiqués payent 3 francs (syndicats jaunes de Tourcoing, 3 syndicats jaunes de Lille, 1 syndicat démocrate-chrétien) ;

60 syndiqués	payent	1 fr. 80	(1 syndicat jaune) ;
500	»	0 fr. 60	(1 syndicat jaune) ;
500	»	0 fr. 15	(1 syndicat jaune) ;
1.700	»	0 fr. 10	(1 syndicat jaune).

Les ressources des syndicats sont donc insuffisantes³, aussi les secours qu'ils accordent ne peuvent souvent être sérieux et bien des ouvriers ne se laissent pas tenter pour si peu⁴.

Qu'une grève survienne, la caisse sera bien vite vidée : lors des grèves de 1903 et de 1904, presque tous les syndicats ont dépensé en une ou deux semaines tout ce qu'ils possédaient.

A la fin de 1905, les syndicats ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille avaient à eux tous environ 155.000 francs, soit 7 fr. par syndiqué ; les syndicats socialistes possédaient 128.000 fr., soit 10 fr. par syndiqué. On voit que c'est bien peu. Il faut cependant remarquer que ces sommes avaient été amassées depuis les grèves générales de 1903-1904, pendant lesquelles certains syndicats, non seulement avaient dépensé tout leur avoir, mais encore fait des dettes⁵.

Tourcoing dont les membres versent également 26 francs par an pour la caisse de chômage, ce qui fait un versement total annuel de 52 francs ; au point de vue du montant des cotisations, ce syndicat marche donc sur les traces des importantes unions anglaises.

(1) A noter qu'en certain pays, des syndicats qui végétaient ont, en augmentant leurs cotisations, provoqué une grande augmentation du nombre de leurs membres, parce que les secours importants qu'ils purent alors distribuer, leur attirèrent beaucoup d'adhésions nouvelles.

(2) A la fin de 1905, le syndicat des tapissiers de Tourcoing n'avait rien en caisse. Les dettes contractées pendant la grève générale de 6 mois n'étaient pas encore toutes payées.

§ 7. — LA PLUPART DES SYNDICATS N'ONT PAS DE SECRÉTARIAT PERMANENT NI DE SECRÉTAIRE RÉTRIBUÉ.

Avec leurs faibles ressources, peu de syndicats peuvent avoir un secrétariat permanent. La permanence du secrétariat est cependant ce qui permet à une organisation professionnelle d'obtenir le plus de résultats. Comment autrement organiser une propagande efficace, se mettre à la disposition des syndiqués dès qu'ils ont besoin d'être aidés ou conseillés, étudier les conditions du travail des diverses catégories d'ouvriers, faire tout ce qui est possible pour améliorer ces conditions du travail ?

Parmi les organisations syndicales textiles de l'arrondissement de Lille, on ne peut guère considérer, comme ayant un secrétaire permanent, que la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix qui possède, à la coopérative « La Paix », un bureau particulier ouvert tous les jours, et où se tient un secrétaire rétribué.

Certains autres syndicats ou certaines fédérations textiles¹ ont bien un secrétaire en permanence à leur siège ; mais ce secrétaire ne travaille pas uniquement pour le Syndicat ou la Fédération textile, dont il ne reçoit qu'une petite indemnité ou même aucune rétribution. Il s'agit ici du Syndicat d'Halluin, du Syndicat fraternel d'Armentières, et de la Fédération jaune textile de Tourcoing.

Les secrétaires des autres organisations sont souvent des ouvriers textiles ; mais ils sont souvent aussi d'anciens ouvriers, renvoyés de l'usine et devenus cabaretiers ou petits commerçants².

Bien qu'ils travaillent à l'usine ou aient à gagner leur vie d'une autre manière, certains secrétaires trouvent

(1) Il n'est pas question ici des fédérations locales groupant plusieurs syndicats de diverses professions.

(2) Il en est de même souvent pour les trésoriers de syndicats.

encore le moyen de consacrer bien du temps au syndicat. Il en est quelques-uns qui montrent, dans la défense des intérêts de leurs camarades, beaucoup de dévouement, négligent au besoin leurs intérêts personnels. Ils déploient une grande activité pour donner au syndicat plus d'importance et plus d'influence ; ils organisent des conférences de propagande et d'éducation syndicale, se dépensent dans les grèves particulières et surtout dans les grèves générales. Et cependant ils doivent bien savoir qu'il ne faut guère compter sur la reconnaissance de ceux qu'ils obligent, que l'on va jusqu'à reprocher à certains les faibles indemnités que le syndicat leur accorde. Ils savent combien il est souvent difficile de conserver la confiance de la masse ouvrière.

§. 8. — BEAUCOUP DE SYNDICATS S'APPUYENT SUR DES COOPÉRATIVES

Très souvent, dans le Nord, les organisations politiques syndicales et coopératives ont bien des points de contact. Parfois, elles ont leur siège dans un même local ; souvent elles ont à leur tête les mêmes hommes.

Quels sont les services que peut rendre une Société coopérative à un syndicat ? La Coopérative aide souvent au recrutement syndical : on vient à elle parce qu'on a intérêt à lui acheter son pain, son charbon ou son épicerie ; mais une fois coopérateur, l'ouvrier est entré dans un milieu (qu'il soit socialiste ou anti-socialiste) où l'on fait de la propagande pour une politique, pour certaines organisations syndicales ; et la propagande porte parfois ses fruits. En outre, les coopératives soulagent les syndicats, en cas de grève, en continuant à fournir gratuitement à leurs adhérents tout ou partie de leur consommation en pain.

En revanche, les syndicats aident souvent les coopératives en leur prêtant, généralement avec intérêt, l'argent dont elles ont besoin.

DEUXIÈME PARTIE

Les efforts faits par les ouvriers organisés et par leurs dirigeants en vue d'influer sur les conditions du travail ¹

CHAPITRE VIII

Ce qu'ont fait les Syndicats en vue d'influer sur les conditions du travail

(Examen des moyens employés, la grève et les rapports avec le Patronat exceptés)

Il convient d'abord de faire remarquer, que quand bien même un Syndicat n'est ni très puissant ni très actif, son influence est indiscutable ; son existence seule rend des ser-

(1) Nous verrons dans cette deuxième Partie comment jusqu'alors les ouvriers organisés ont pu influer sur les conditions du travail, nous préoccupant beaucoup plus des moyens employés que des résultats obtenus.

Dans le premier chapitre, nous allons essayer de donner une vue d'ensemble de tout ce qu'ont fait les syndicats pour améliorer les conditions du travail.

vices aux ouvriers. Le jour où une Chambre syndicale est créée dans une localité, certains abus deviennent, sinon impossibles, du moins difficiles et dangereux. Certains secrétaires de petits Syndicats aiment à penser que l'existence de leur organisation a au moins cet effet.

Cela dit, et avant d'entrer dans l'examen des moyens qu'ont employés les Syndicats de quelque importance pour influencer sur les conditions du travail, il paraît utile de se rendre compte de la manière dont naissent et sont étudiées les revendications ouvrières, pour le triomphe desquelles les Syndicats ont à lutter.

*L'Étude des conditions du travail et des améliorations
à demander*

Aujourd'hui encore les Associations professionnelles doivent généralement prendre en mains la cause de leurs membres avant de l'avoir pu étudier parfaitement. Elles sont poussées à l'action par la volonté des syndiqués, et sans que les dirigeants aient pu se rendre bien compte de la situation et des chances de succès. Cependant depuis quelque temps, des efforts ont été faits pour que la Chambre Syndicale puisse prendre elle-même l'initiative des revendications. Les organisations qui espèrent être assez fortes pour diriger les mouvements ouvriers, qui ont foi en leur action pour pousser ou retenir la masse ouvrière, se renseignent sur la situation de l'industrie ; elles cherchent surtout à se rendre nettement compte des conditions de travail de toutes les catégories d'ouvriers qu'elles ont à défendre.

Les Chambres Syndicales de Roubaix ¹, de Lille ² et plus

(1) La Chambre Syndicale ouvrière textile de Roubaix avait, à la fin de 1903, fait distribuer à ses syndiqués 4 questionnaires destinés aux ouvriers des filatures, des tissages, des peignages, des apprêts et des teintureries. Les questions portaient : sur les salaires, leur mode de paiement, l'importance de l'atelier, l'observation des lois régle-

(2) La Chambre syndicale ouvrière textile de Lille adressa, à plusieurs reprises, des questionnaires à ses membres.

récemment d'Armentières, sont entrées dans cette voie. Les renseignements sont recueillis aux cours de réunions¹ ou à l'aide de questionnaires remis aux syndiqués.

D'autre part, certains syndicats (Lille, Roubaix) ont étudié sérieusement diverses modifications des conditions du travail. Les grandes questions qui ont plus particulièrement retenu leur attention sont : la diminution de la journée de travail (application de la loi Millerand-Colliard), la journée de 8 heures, le travail des tisseurs sur plusieurs métiers, l'unification des tarifs, le minimum de salaire.

L'étude des conditions du travail et de leur amélioration n'est pas seulement poursuivie par les organisations syndicales de diverses villes, de l'arrondissement ; la Fédération Nationale Ouvrière textile s'en préoccupe également. Déjà, le Congrès tenu à Roubaix en 1893 avait décidé que les syndicats seraient invités à faire connaître les prix de façon payés dans leur catégorie et dans leur région. Mais il fut rendu compte au Congrès de Cholet que les réponses au

mentant le travail et l'hygiène, le temps pendant lequel la femme cesse de travailler après accouchement, le livret d'ouvrier, le délai de prévenance et les amendes. Son but était d'abord de se procurer des renseignements pour son rapport à la Commission d'enquête parlementaire, et ensuite de se rendre compte si l'unification des tarifs serait possible pour avril 1904. — 2/10 environ des questionnaires furent remplis. Les réponses reçues permirent l'établissement d'un tarif qui servit de base aux revendications présentées lors de la grève générale de 1904.

A la fin de 1905, conformément à la décision prise par le Congrès de Rouen, sur sa proposition, le Syndicat établit un questionnaire pour les diverses catégories d'ouvriers textiles. Les principales questions posées concernent le genre de travail exécuté par l'ouvrier, le salaire, la durée du travail, la production de l'usine, le chômage. Enfin, la dernière question était celle-ci : « Si vous aviez à établir un minimum de salaire pour votre catégorie, à combien le fixeriez-vous ? »

(1) A signaler ici l'habitude qu'ont prise les syndicats de Lille et particulièrement la Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile, d'organiser de petites réunions spéciales à un ou quelques établissements. Ces réunions ont lieu à proximité des usines qu'elles concernent ; des convocations sont distribuées aux ouvriers à la sortie des ateliers par les soins du Syndicat. Les militants peuvent ainsi agir efficacement pour la propagande, et se renseigner utilement sur les conditions du travail dans les diverses usines de la ville.

questionnaire adressé par la Fédération aux syndicats, n'avaient été ni assez nombreuses, ni assez complètes pour servir de base à une action sérieuse.

En 1903, le Conseil fédéral adressa un questionnaire à tous ses adhérents ; mais la majorité ne répondit pas.

En 1904, il invita tous les syndicats à répondre à l'enquête parlementaire ; ce qui devait leur fournir « à peu de frais, un arsenal de renseignements qu'ils pourront consulter à tout instant et en toutes circonstances ¹ ».

En 1905, le Congrès de Rouen, sur la proposition du Syndicat de Roubaix, décida que « le Conseil fédéral serait chargé d'adresser aux syndicats adhérents un questionnaire sur : les conditions du travail dans les différents centres textiles, le nombre de métiers que conduisent les tisseurs, le nombre de pièces que doivent teindre les teinturiers, les heures de travail et les salaires ». Conformément à cette décision, des questionnaires furent encore une fois envoyés par la Fédération ; mais encore une fois, les réponses parvinrent incomplètes et en trop petit nombre. ² :

Enfin, au Congrès de Tourcoing, en août 1906, le Secrétaire fédéral et le Syndicat des tisseurs de Caudry firent adopter la constitution, dans chaque centre textile et pour chaque catégorie de l'industrie, de Commissions chargées de concentrer les renseignements sur les tarifs en vigueur et de poursuivre l'unification des tarifs dans leur catégorie. ³ Plusieurs Commissions étaient déjà constituées en Novembre 1906.

Notons encore que le Secrétaire de la Fédération a personnellement poursuivi l'étude des conditions du travail dans les

(1) Cf. Rapport du secrétaire fédéral au Congrès de Reims.

(2) Cf. Compte-rendu du congrès de Tourcoing. — 5^{me} Question discutée : Rapport du secrétaire fédéral.

(3) Cf. 1^{re} partie : Fédération nationale textile. — Résolutions votées aux divers congrès. — Congrès de Tourcoing, 4^{me} Résolution votée.

divers centres et les diverses catégories de l'industrie textile. Il est parvenu à former des dossiers, encore très incomplets, mais déjà fort utiles, constitués par des échantillons de tissus fabriqués dans les diverses localités, et des renseignements sur le nombre d'ouvriers occupés dans ces localités, les salaires, etc.

Nous arrivons à l'examen des moyens qu'ont employés, dans l'arrondissement, les syndicats ouvriers de l'industrie textile pour influencer sur les conditions du travail. Il ne sera pas question ici de deux des moyens d'action employés par les syndicats : le premier, qui prendra bientôt, il faut l'espérer, plus d'importance, consiste dans des rapports entre les patrons et les ouvriers organisés. Le second, qui ne devrait rationnellement être employé qu'après l'échec du premier, c'est la guerre entre patrons et ouvriers, c'est la grève. L'étude du rôle du syndicat dans la grève fera l'objet du deuxième chapitre de cette deuxième partie. Le troisième et dernier chapitre sera consacré à l'étude des rapports entre patrons et ouvriers organisés.

Mais les syndicats qui nous occupent ont agi autrement qu'en soutenant des grèves contre les patrons, autrement qu'en traitant avec eux. Outre qu'ils ont conseillé leurs membres, leur ont permis de s'entendre et de faire aboutir ainsi par des démarches individuelles ou collectives certaines revendications, ils ont employé divers autres moyens d'action qui sont : la politique, les démarches auprès des pouvoirs publics, l'intervention dans les élections au Conseil supérieur du Travail et dans les élections des Conseillers Prud'hommes, les rapports avec les Inspecteurs du Travail, les secours aux syndiqués en procès avec leur employeur, les appels à l'opinion publique, l'entente entre syndicats de diverses localités ou de diverses nuances.

On voit que certains de ces moyens servent, ou bien à obtenir de meilleures conditions du travail, ou bien à

assurer l'observation des conditions existantes¹ ; et que certains autres peuvent également servir dans ces deux buts.

La Politique

On se plaint que les syndicats fassent de la politique ; mais souvent, on les attaque moins parce qu'ils font de la politique, que parce qu'ils font une certaine politique. Souvent donc, le blâme qu'on leur adresse ne saurait avoir de valeur que pour un parti.

C'est aux syndicats socialistes que le reproche est généralement fait ; il leur vient à la fois des syndicats dits jaunes et des syndicats anarchistes². Ce que les premiers entendent blâmer, c'est l'action des syndicats socialistes en vue d'une transformation complète de la production et de la répartition des richesses. Ce que critiquent au contraire les autres, c'est la manière dont ils veulent que cette transformation se fasse, ce sont les moyens employés. Or, les premiers travaillent pour maintenir l'état de choses actuel, ou tout au moins pour empêcher une transformation radicale ; les seconds poursuivent cette transformation radicale, mais vers un but et par des moyens qui ne sont pas ceux des socialistes. Donc, puisque tous s'occupent d'autre chose que des intérêts professionnels de leurs membres, si l'on critique les uns, il les faut critiquer tous.

Certes, il vaudrait mieux que les syndicats se laissent moins distraire de la défense des intérêts immédiats des ouvriers d'une certaine profession, dans une certaine localité ou région. Mais cela n'est pas une raison pour leur demander de renoncer à l'action politique. Elle peut en effet être employée efficacement pour améliorer dès maintenant le sort des ouvriers ; grâce à elle des résultats indéniables ont déjà

(1) C'est encore pour assurer l'observation des conditions du travail existantes que la Chambre syndicale ouvrière textile de Lille a fait récemment l'achat des appareils nécessaires pour contrôler les numéros de fil, en cas de différend à ce sujet entre patrons et ouvriers.

(2) Des autres régions, car les anarchistes n'ont guère d'influence dans l'arrondissement de Lille.

été obtenus. Les syndicats ouvriers seraient donc fondés à y avoir recours, même s'ils cessaient jamais de l'employer dans le but de provoquer ou d'empêcher une transformation radicale de la société ¹.

La Fédération nationale de l'industrie textile s'est prononcée nettement à Tourcoing en 1906 en faveur de l'entente avec le Parti socialiste, en vue d'une action commune ².

On se rappelle que dans l'arrondissement de Lille, les groupements politiques, syndicaux et souvent coopératifs se soutiennent l'un l'autre. Ils sont parfois si étroitement unis que, pour ceux qui les regardent d'un peu loin, ils semblent se confondre en une seule organisation. Les statuts des syndicats proscrivent bien toute discussion politique ou religieuse, mais on sait ce que valent les dispositions de statuts. En tout cas, que l'on parle ou non politique dans les réunions syndi-

(1) Il n'en est pas moins vrai que l'emploi de la politique comme moyen d'action restera une cause de division pour les ouvriers organisés. Elle nécessite en effet des rapports plus ou moins étroits avec un parti politique, et l'accord des ouvriers sur ce terrain est difficile.

Il semble bien toutefois qu'il n'y a pas là un obstacle insurmontable à l'unité syndicale. Si l'action politique occupait la place qu'elle devrait avoir dans les préoccupations des syndicats, si la discussion des conditions du travail avec le patronat pouvait être le rôle principal des associations professionnelles, le groupement de la grande majorité des ouvriers de la profession dans une seule organisation serait bien facilité. On sentirait le besoin d'un syndicat unique pour discuter avec les patrons; et peut-être qu'au point de vue politique, la masse consentirait à voir le syndicat guidé par les opinions de la majorité, pourvu toutefois que la majorité garde une certaine mesure, et qu'apparaisse clairement son désir de défendre surtout les intérêts immédiats de tous les ouvriers de la profession. Si au contraire les syndicats n'ont pas de rapports avec les patrons, l'action politique passe au premier plan, et l'unité syndicale apparaît impossible.

(2) (Voir 1^{re} partie. Fédération nationale textile. Congrès de Tourcoing : Résolutions votées par la majorité socialiste de la Fédération contre la minorité anarchiste). — La question avait déjà été agitée plusieurs fois au sein de la Fédération. Voici par exemple ce que disait, au 3^o Congrès national de Cholet, le rapport du délégué fédéral approuvé à l'unanimité :

« Les Syndicats ne peuvent pas légalement faire de politique. Ce serait, pour ceux qui voudraient en faire, une cause de dissolution. Aussi la commission ne croit-elle pas devoir conseiller, aux syndicats textiles de France, de se placer ouvertement sur ce terrain. Pourtant,

cales, la plupart des associations professionnelles de toute nuance, s'inspirent des idées d'un parti politique et leurs actes en sont souvent influencés ¹.

Il existe même certains petits syndicats, aussi bien rouges que jaunes, qui ne diffèrent guère des associations politiques que parce qu'ils sont composés de membres d'une même profession ². Au contraire les militants des organisations les plus importantes, bien que parfois en même temps dirigeants de groupements politiques, semblent depuis quelque temps se rendre exactement compte du but particulier des organisations syndicales, et leur attitude en tant que dirigeants de syndicats, se modifie. Sans aucun doute, elle se modifierait

étant donné que les conditions malheureuses, dans lesquelles vivent les travailleurs de notre industrie, ne pourront changer qu'autant que les lois faites par les députés seront meilleures ; les travailleurs, étant les mandants les plus nombreux des députés, ont à exiger des candidats aux corps électifs l'engagement de soutenir les revendications ouvrières adoptées par les travailleurs dans les congrès. Pour ces raisons, notre commission estime qu'il y a lieu d'inviter tous les syndicats français, quels que soient leurs genres d'industrie, à former avec des membres choisis dans leur série, mais complètement à côté de l'action syndicale, des comités politiques qui auront pour mission de rechercher, dans toutes les élections, des candidats dont le programme sera fait de résolutions des Congrès ouvriers. »

Cf., en outre, Historique de la Fédération : Résolutions votées au Congrès de Reims. On verra que cette question « des rapports entre l'organisation économique et l'organisation politique du prolétariat » n'a pas toujours été solutionnée dans le même sens par les divers congrès : Si les partisans des rapports ont été vainqueurs à Tourcoing, ils avait été précédemment battus. Parmi eux figurent très généralement les représentants des organisations syndicales de l'arrondissement de Lille. Leurs adversaires sont les délégués des syndicats à tendance anarchiste, des syndicats en communion d'idées avec la Confédération générale du Travail.

(1) Parfois, parti politique et syndicat concourent nettement à un même but. C'est ainsi que la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix a fait afficher sur les murs de cette ville, lors de la dernière élection législative, une proclamation en faveur de la candidature de M. Jules Guesde.

(2) Ce qui, au point de vue de la propagande politique, peut avoir ses avantages. Il ne faudrait cependant pas croire que ces groupements ne présentent qu'un intérêt politique. Il y a là généralement des embryons de syndicat qui, s'ils se développent, présenteront plus tard les caractères d'association professionnelle leur faisant actuellement défaut.

plus vite, si les patrons acceptaient de discuter avec les syndicats.

Les démarches auprès des Pouvoirs publics

Pour faire triompher les réformes immédiates, les syndicats ne se sont pas bornés à faire pression sur leurs amis du Parlement, en vue d'une intervention législative ; ils ont, en outre, agi auprès des Pouvoirs publics. Divers syndicats ont, à plusieurs reprises, envoyé des rapports, ou fait des démarches au Ministère, à la Préfecture ou à la Mairie ¹. Depuis longtemps les organisations socialistes ont pris l'habitude d'aller le 1^{er} Mai de chaque année présenter leurs revendications au maire de la ville ².

Les élections au Conseil de Prud'hommes

Les syndicats de diverses nuances se sont préoccupés des élections au Conseil de prud'hommes. Ils ont agi pour faire élire à ces conseils des représentants ouvriers acquis à leurs idées. Il y a quelques années, en certaines localités de l'arrondissement, la paix industrielle n'était pas troublée ; les militants avaient d'autres préoccupations que l'organisation syndicale, s'occupant par exemple, de la fondation de coopératives. A cette époque, l'activité de certains syndicats ne se manifesta guère, que lors des élections des conseillers prud'hommes.

Les élections au Conseil supérieur du Travail

Le Conseil supérieur du Travail préoccupa également les syndicats dont nous nous occupons. Certains petits

(1) Le plus souvent cela s'est produit à l'occasion d'une grève.

(2) Il m'a paru intéressant de reproduire quelques exemples des revendications présentées, il y a douze ans, par les organisations syndicales d'une ville, dont j'ai été amené à étudier d'un peu près le mouvement d'organisation ouvrière (Cf. 1^{re} partie), et dont nous aurons à nous occuper encore longuement à la fin de ce travail. On y remarquera les revendications présentées et le ton, tantôt menaçant et tantôt emphatique, sur lequel ces organisations naissantes s'adressent aux Pouvoirs publics. Voir à la fin du chapitre : annexe, pièces 1, 2, 3.

petits syndicats ne furent même créés que pour donner une voix de plus à un des partis en présence. Au Congrès de Tourcoing, tenu en 1906 par la Fédération nationale textile, une forte majorité engagea les syndicats fédérés à prendre part aux élections prochaines pour le Conseil supérieur du travail ¹.

Les rapports avec l'Inspection du Travail

La plupart des organisations professionnelles sont en rapport avec l'Inspection du Travail. J'ai pu constater, en consultant les copies de lettres, que plusieurs d'entre elles signalaient à l'Inspecteur départemental les contraventions qui pourraient être dressées contre les patrons, et lui transmettaient les plaintes des syndiqués. D'autre part, quelques secrétaires de syndicats ont profité des renseignements que l'Inspecteur départemental leur a donnés sur la législation en vigueur, sur les ouvrages ou publications utiles.

Les secours aux syndiqués en procès avec leurs employeurs

Les syndicats conseillent à leurs membres de s'adresser aux tribunaux, quand ils jugent qu'il y a des chances pour que ceux-ci donnent raison à l'ouvrier contre le patron. Les avis sont parfois donnés par des conseillers prud'hommes, membres du syndicat. Généralement, les organisations professionnelles se chargent des frais de procès engagés dans ces conditions, aussi bien devant les tribunaux que devant les Conseils de prud'hommes, ou tout au moins elles en font l'avance ². Elles agissent ainsi efficacement pour l'observation par les patrons des conditions du travail.

Les Appels à l'Opinion publique

De plus en plus, les syndicats semblent prendre l'habitude de compter avec l'opinion publique, de plus en plus, ils visent

(1) Cf. 1^{re} Partie : Fédération nationale textile. — Résolutions votées aux divers Congrès.

(2) Cf. Première partie.

à la mettre de leur côté, afin de pouvoir s'appuyer sur elle. C'est surtout dans les grèves que cette préoccupation se fait jour ; mais, même en dehors des cas de grève, des organisations professionnelles ont parfois fait le public juge de difficultés existant entre patrons et ouvriers ¹.

L'entente entre syndicats de diverses localités

Pour faire aboutir plus facilement leurs revendications, limiter la concurrence entre les divers centres producteurs, les syndicats de plusieurs localités et même de plusieurs régions ont grand intérêt à se concerter, à unir leurs efforts. Leur entente est très facilitée par l'existence d'une fédération régionale ou nationale ². Mais sans le concours d'aucune organisation fédérale, et de leur propre initiative, des syndicats ont fait des efforts pour amener cette entente ³.

L'entente entre syndicats de diverses nuances

Nous avons vu ⁴ que la coexistence de syndicats de diverses nuances est un grand obstacle à une action efficace des ouvriers syndiqués. Les syndicats textiles de l'arrondissement sont divisés par des questions politiques et religieuses. Il est probable qu'il en sera ainsi pendant longtemps encore. Mais, bien que les théories politiques et les convic-

(1) Dans un appel à la population reproduit plus loin à titre d'exemple, on verra qu'un syndicat a même jugé bon de faire connaître à ses publics ses griefs contre certains ouvriers (Cf. annexe à la fin du chapitre, pièce 4).

(2) Voir art. 3 du Règlement de la Fédération nationale textile qui, à plusieurs reprises, s'est préoccupée de l'opportunité d'une action d'ensemble des divers syndicats fédérés, notamment à propos de l'échéance du dernier palier de la loi Millerand-Colliard.

(3) C'est ainsi que les syndicats d'Armentières, après avoir obtenu de sérieux avantages de la Commission mixte, firent part de ces avantages à leurs camarades de la Vallée de la Lys, de Lille et de la banlieue, les engageant dans une circulaire à réclamer les améliorations en vue de l'unification des tarifs de la région, et s'engageant à les soutenir dans la lutte par des secours en argent.

(4) Cf. VII^{me} et dernier chapitre de la première partie.

tions religieuses influent sur les revendications professionnelles, l'ardeur des réclamations, les moyens employés ; il est cependant des cas où la défense de certains intérêts ouvriers n'a rien à voir avec la politique ou la religion. C'est alors que tous les syndicats, dignes de ce nom, ne devraient point hésiter à unir leurs efforts. On pourrait citer dans l'arrondissement plusieurs de ces ententes. Elles paraissent devoir se produire surtout ¹ à l'occasion de discussions acceptées par les patrons avec les ouvriers organisés ; nous le verrons dans un chapitre suivant.

ANNEXE

Pièce I.

FÉDÉRATION RÉGIONALE
DES SYNDICATS TEXTILES
d'Armentières et Environs
ARMENTIÈRES (Nord)

Ville d'Armentières, le 1^{er} Mai 1894.

COMITÉ CENTRAL
du Parti Ouvrier
SECTION ARMENTIÉROISE

A MONSIEUR LE MAIRE,

A MESSIEURS LES CONSEILLERS MUNICIPAUX,

MESSIEURS,

Les membres du Parti ouvrier ainsi que de la Fédération du Syndicat textile d'Armentières et environs,

Considérant les tristes événements qui se sont déroulés sous nos yeux dans notre ville par suite de perte des facultés mentales ; la pression faite sur des jeunes gens pour les enfermer dans des couvents au grand détriment de leurs familles ; la pression faite auprès des ouvriers pour assister à la mission de Mouveaux « dit Château Blanc », etc., etc., les membres des corporations et groupes ci-dessus nommés demandent :

1° A empêcher la pression cléricale dans les ateliers.

Considérant que beaucoup d'ouvriers chargés d'une nombreuse famille et dont la femme est forcée quand même d'aller à l'atelier

(1) Comme en ces dernières années à Halluin, et surtout à Armentières.

pour subvenir à leurs nécessités, doivent donc, au risque de la moralité de leurs enfants, les laisser au hasard public.

Ils réclament donc :

2° Les cantines scolaires.

Considérant que les travailleurs chargés de famille ne peuvent avec le minime salaire subvenir à habiller leurs enfants pour faire face aux rigueurs du temps,

3° Font appel à nos représentants municipaux pour voter chaque année un crédit illimité pour distribuer des effets d'habillement aux enfants pauvres.

Ces membres collectivement demandent, en outre :

1° Que le Conseil municipal se réunisse en session le lundi, après cinq heures, à seule fin qu'ils puissent assister aux séances ;

2° Le recensement des listes électorales par quartier, ainsi que l'établissement de bureaux électoraux dans chaque quartier.

Ces revendications étant justes et bien fondées, étant aussi en droit de réclamer de nos représentants, nous osons espérer que vous ferez foi à notre demande.

Pièce 2.

FÊTE DU 1^{er} MAI

FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SYNDICATS TEXTILES

Vœux déposés

FÉDÉRATION RÉGIONALE DES SYNDICATS TEXTILES <i>d'Armentières et Environs</i> ARMENTIÈRES (Nord)
--

1. — Loi sur les délégués de l'Industrie textile.
2. — Loi Bovier-Lapierre.
3. — Conseils de Prud'hommes. Juge en dernier ressort, sans appel.
4. — 8 heures de travail. Minimum de salaire.
5. — Tarif unique de 89 pour tous les ateliers.

Considérant,

1^{er} Vœu. — Que l'industrie textile subit les misères prolétariennes comme les ouvriers des mines ;

Que les pouvoirs publics et gouvernementaux ont toujours donné satisfaction aux ouvriers mineurs au détriment des ouvriers de l'industrie textile ;

Que tous les ouvriers français devraient être traités sur le même pied ;

Décide : 1° Qu'une loi soit votée le plus vite possible pour qu'il nous soit donné satisfaction ; 2° Que des inspecteurs de travail soient choisis par les Chambres syndicales ouvrières.

Considérant,

2° Vœu. — Que la loi Bovier-Lapierre après être sortie de la Chambre n'a pas reçu pleine sanction de par le refus du Sénat ;

Qu'une loi ouvrière ne doit jamais subir les caprices ou la mauvaise volonté des gouvernants ;

Décide que la loi soit mise en vigueur le plus tôt possible.

Considérant,

3^e Vœu. — Que les Conseils de Prud'hommes ayant toujours donné pleine et entière justice à qui de droit ;

Que le Conseil de Prud'hommes, croyant juger en dernier ressort, se voit quelquefois forcé de se soumettre devant les tribunaux de Commerce ;

Décide que le Conseil de Prud'hommes juge en dernier ressort et sans appel.

Considérant,

4^e Vœu. — Que la misère de plus en plus grande de la classe ouvrière commande que les heures de travail soient diminuées de façon à donner le plus de travail possible à nombre de bras inoccupés ;

Qu'un minimum de salaire donnerait satisfaction aux malheureux pour compenser la perte de temps de par la diminution des heures de travail.

Décide : Qu'une entente ait lieu entre les représentants des gouvernements pour arriver à un but commun.

Considérant :

5^e Vœu. — Qu'à force de manquer aux engagements pris sur le tarif de 89, que plusieurs et même nombre de patrons ne l'ont pas toujours et ne l'ont même pas respecté ;

Décide : Que ledit tarif soit mis en vigueur et respecté par toute la classe patronale.

La Commission de la Fédération.

Pièce 3

UNION SYNDICALE DE L'INDUSTRIE TEXTILE & SIMILAIRE D'ARMENTIÈRES & ENVIRONS

SECTIONS SYNDICALES ET GROUPES D'ÉTUDES SOCIALES

COMITÉ CENTRAL DU PARTI OUVRIER

Vœu relatif à une Législation Internationale du Travail

A Messieurs les Élus de la Ville d'Armentières,

CITOYENS,

En ce jour, témoin de la mobilisation de plusieurs millions de travailleurs sur tous les points du globe, l'Union syndicale de l'Industrie textile, ses sections, les Cercles d'études sociales et le Comité Central du Parti ouvrier d'Armentières se sont unis pour vous pré-

senter quelques-uns de leurs *desiderata*, qui sont ceux du Proletariat militant de toutes les nations capitalistes de l'Ancien et du Nouveau-Monde.

La Chambre syndicale et le Parti ouvrier n'ignorent pas que c'est sur les ruines de la Bourgeoisie que devra s'élever la Civilisation ouvrière dont les premières lueurs apparaissent à l'horizon historique ; ils ne se font même pas illusion sur le choix des moyens à employer pour délivrer à jamais le monde de l'anarchie économique, politique et philosophique dans laquelle il se vautre, mais ils espèrent que l'évolution intellectuelle et politique des ouvriers, leur organisation et leur unité de tactique et de but forceront leurs maîtres temporaires à tenir compte de leurs réclamations et à y faire droit au moins dans une certaine mesure.

Le Parti ouvrier et l'Union syndicale ne vous énuméreront pas toutes les réformes dont ils réclament la réalisation ; ils se borneront à celles qui ont trait à une législation internationale du travail, objectif immédiat du prolétariat mobilise le 1^{er} Mai.

Aujourd'hui que tout s'internationalise, aujourd'hui que la science, l'industrie, le commerce, les poids et les mesures, la monnaie, le transport des lettres, des dépêches, des marchandises, des voyageurs, etc., ont abaissé les frontières, l'heure est venue de soumettre le travail, cette pierre angulaire de tout l'édifice social moderne, à une loi qui lui assure la sécurité et la protection dont jouit une simple lettre traversant les continents et les mers à l'ombre d'une législation tutélaire.

Nous réclavons la journée de travail à huit heures au maximum pour les adultes des deux sexes, et à six heures pour tous les enfants de 14 à 18 ans, avec quelques mesures hygiéniques, surtout en faveur des femmes, ainsi qu'un minimum de salaire. Est-ce trop de tenir éloigné de l'enfer du travail les filles et les fils d'ouvriers n'ayant pas atteint leur quatorzième année ? Sous l'ancien régime nul ne pouvait être apprenti avant 18 ans et chaque année comptait quatre-vingt-dix jours de repos. Il ne faut donc pas s'étonner après cela si la taille moyenne des travailleurs diminue et si l'anémie et l'épuisement nervo-musculaire prédisposent les masses au rachitisme, à la tuberculose, au scorbut, au purpura, à la scrofuleuse ainsi qu'aux maladies professionnelles et aux épidémies qui déciment les familles ouvrières.

Nous voulons la réduction de la journée de travail parce qu'elle est rendue possible par l'emploi des machines. Nous la voulons, parce qu'elle est nécessaire au développement du cerveau ouvrier jusqu'ici stérilisé par un travail excessif, parce qu'elle est seule capable de mettre un frein à la débauche, diminuer l'ivrognerie et restreindre la consommation des boissons alcooliques, qui causent de si grands ravages physiques, intellectuels, économiques, moraux et sociaux.

Une pareille réforme s'impose parce qu'elle sera une source de profits, — non pour les ouvriers, — mais pour les bourgeois : accroissement de la production, réduction des frais de main-d'œuvre (chauffage, éclairage, etc., diminution des accidents, augmentation de l'attention et de la capacité ouvrière, etc.), toutes choses dont le patronat sera seul à bénéficier.

Si les éducateurs du Proletariat réclament de telles réformes, c'est parce qu'ils savent que les ouvriers trouveront dans leurs loisirs

quotidiens la possibilité de développer leur intelligence, arracher leur race à la dégénérescence physique et à l'avilissement moral et se préparer à prendre en mains le gouvernail politique, économique et scientifique des nations européen-américaines qui marchent à la tête de la civilisation.

En ce jour où les travailleurs ont la parole devant les pouvoirs publics, l'Union syndicale textile et le Parti ouvrier d'Armentières croient utile de réclamer l'application générale du tarif de 1889 et la création d'une Bourse de Travail, ce dont sont déjà pourvues un grand nombre de localités. Bordeaux à lui seul en possède deux.

En résumé, les organisations ouvrières d'Armentières demandent que le gouvernement français, de concert avec celui de la Confédération helvétique (qui en avait pris l'initiative en 1881) entament avec les autres gouvernements d'Europe, les négociations nécessaires en vue d'établir une *LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL*, réalisant entre autres réformes celles ci après :

I. — Limitation de la journée de travail à huit heures au maximum pour les travailleurs adultes (avec minimum de salaire déterminé chaque année par le prix local des denrées, le taux des loyers, etc., et fixé par des Commissions de statistique ouvrière).

II. — Interdiction du travail des enfants au-dessous de quatorze ans et limitation du travail des jeunes gens des deux sexes au-dessous de dix-huit ans à six heures par jour.

III. — Suppression du travail de nuit, à l'exception des branches d'industrie dont la nature exige un fonctionnement ininterrompu.

IV. — Suppression du travail des femmes dans toutes les branches d'industrie qui détruisent le plus l'organisme féminin.

V. — Suppression du travail de nuit pour les femmes et les jeunes gens au-dessous de dix-huit ans.

VI. — Egalité de salaire à travail égal pour les ouvriers des deux sexes.

VII. — Repos ininterrompu de trente-six heures au moins par semaine pour les travailleurs.

VIII. — Inspection de tous les ateliers et établissements, y compris l'industrie domestique, par des inspecteurs rétribués par l'Etat et qui doivent être élus au moins par moitié par les ouvriers eux-mêmes.

Jusqu'à ce jour, nos *desiderata* sont restés cachés sous l'épaisse couche d'indifférence que professent les pouvoirs publics pour la classe à qui la société entière doit son existence et sans laquelle elle ne pourrait subsister vingt-quatre heures.

Le peuple habitué à souffrir est patient. Nos commettants espèrent que l'on n'abusera plus longtemps de cette patience et que l'on commencera par entrer dans la voie des réformes tant de fois promises et jamais réalisées.

Armentières, le 1^{er} mai 1894.

Pièce 4

CHAMBRE SYNDICALE
DES OUVRIERS EN TAPIS MOQUETTE
DE TOURCOING ET ENVIRONS

A la Population Tourquennoise

La Corporation Ouvrière du Tapis, dans son Assemblée trimestrielle de mai, a décidé de joindre sa protestation à celle que les victimes de la grève ont adressée récemment sous forme de lettre ouverte à MM. les patrons.

Quand, après la longue grève de l'an dernier nous avons réintégré les usines, ce n'a été qu'à la suite d'un accord publiquement conclu entre nous et le patronat. Il était convenu qu'il n'y aurait pas de victimes et que, loin de diminuer nos salaires, on les augmenterait légèrement. Nous ne cesserons pas de répéter qu'il y a eu là contrat — non pas matériel ni juridique, soit — mais moral et pareillement sacré, nous y avons ajouté foi, avec trop de naïveté peut-être, mais entre ouvriers on est habitué à tenir ses promesses. L'opinion publique aussi s'y était fiée et nous en appelons à elle de la violation de la parole d'honneur qu'on nous avait donnée.

Oui, on a fait des victimes, on en fait on en fera encore, sans doute, on a organisé contre nos camarades la conspiration de la faim. Non seulement on les a chassés sous de vains prétextes, mais on a cadenassé devant eux toutes les portes, on les a marqués comme le bétail destiné à l'abattoir, mais pour une mort plus lente : celle qui met fin, après de longues tortures, à la misère et au désespoir. Ou bien veut-on qu'ils s'exilent de ce pays qui leur appartient comme aux autres ? Hélas ! pour eux, la Pologne n'ouvrira pas ses frontières.

Oui, encore, on abaisse sournoisement les salaires, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, tantôt encore ouvertement. Les prétextes manquent-ils jamais d'ailleurs. M. Herbaux, de Neuville, alléguera sans doute que les carpettes sont mieux payées chez lui qu'à Tourcoing ? Pourquoi cette inégalité ? Il s'est empressé de la supprimer et.... il a diminué son tarif.

Mais sur d'autres articles il paie plus mal qu'à Tourcoing.

Pourquoi cette inégalité ? Miracle ! il ne s'en est pas aperçu.

Elle continuera d'exister jusqu'à ce que sans doute, ses collègues de Tourcoing se chargent de réparer cette omission en baissant à leur tour les tarifs. Qu'il n'y compte pas. Vous rappelez-vous, camarades tapisseurs, ce tarif uniforme que nous avons réclamé pendant la grève et qu'on nous a obstinément refusé ? Demande chimérique et tyrannique, nous disait on ! Consolerez-vous, elle a cessé de l'être depuis que vous êtes destinés à faire les frais de l'unification.

Et maintenant quels sont les coupables ? Qui a donné à nos maîtres tant de puissance et tant d'audace ? Ce sont ceux qui ont trahi leurs frères de travail et de combat ; ceux qui nous ont abandonnés en pleine grève au fort de la lutte, ceux qui ont rompu l'unité syndicale, alors qu'avant cette heure exécrable elle n'avait jamais trouvé

un renégat, ceux qui se sont voués pour un profit misérable à une besogne détestable ; ceux-là enfin que tout le monde méprise et flétrit du nom de jaunes. A toutes les époques de l'histoire, l'étroite solidarité qui les unissait fut toujours la seule force des opprimés. Notre union, c'est notre force, c'est notre capital à nous ! Voilà ce que vous voulez nous ravir, frères parjures, et vous, malheureux égarés qu'ils ont entraînés derrière eux.

Ne comprenez-vous pas ce que vous faites ? Vous avez été parmi les premiers à demander la grève, oui parmi les premiers ! Nous vous avons nourris pendant les journées sombres. Nous payons encore le pain dont nous avons calmé votre faim. Et vous n'avez même pas eu la reconnaissance du ventre, vous vous êtes évadés furtivement sans payer votre écot. Et cela parce que vous comptiez être reçus comme l'enfant prodigue, on tuerait le veau gras en vous voyant revenir, repentant et soumis, on vous donnerait le meilleur travail ; les diminutions de salaires ne vous toucheraient pas !

Eh bien ! détrompez-vous ! le sort commun vous attend ; car vous n'êtes que des instruments, et si, grâce à votre haine aveugle et à votre rapacité, on parvenait à nous abattre, l'instrument devenu inutile serait rejeté avec dégoût.

Déjà peut-être cesse-t-on de feindre ! Peut-être vous en défendrez-vous ! C'est en vain, vous êtes frappés comme nous, vos salaires ne sont pas épargnés ! Qui vous plaindra ? Le salaire d'un traître c'est le mépris public. En vérité, nous vous le disons, vous avez comme Judas, vendu vos frères pour trente deniers, mais vous serez moins heureux que lui, car les trente deniers vous ne les toucherez pas.

La Corporation du Tapis.

CHAPITRE IX

Les Syndicats et les Grèves

§ 1. DÉCISION DE LA GRÈVE

Il serait désirable que les grèves, luttres toujours pénibles et dangereuses, ne soient engagées que lorsqu'elles ont des chances de réussir. Bien que les ouvriers solidement organisés ne cherchent pas à améliorer leur situation uniquement dans les périodes de grande prospérité industrielle, il n'en est pas moins vrai qu'ils ne laissent pas passer ces périodes sans essayer d'en profiter. Au contraire, là où il n'existe pas de syndicats, là où il n'existe qu'une organisation syndicale insuffisante, on voit souvent les conflits naître, non seulement alors que les conditions ne sont pas les plus favorables, mais précisément au moment où l'état de l'industrie semble les vouer à un échec certain. Quand l'industrie traverse une crise, aux époques où elle écoule difficilement ses produits, la masse ouvrière voit sa situation devenir plus mauvaise. Elle en souffre, se fâche, et c'est la grève.

Quand un conflit est possible entre patrons et ouvriers, le rôle du syndicat est d'étudier sérieusement la situation, les possibilités à atteindre. Mais quand ce syndicat n'est pas assez nombreux, il n'a pas une influence suffisante sur les ouvriers pour être en mesure de décider la paix ou la guerre ; ses diri-

geants ne sont pas poussés à examiner sérieusement la situation avant la naissance des conflits, qui éclatent souvent inopportuns, imprévus, nuisibles aux intérêts des ouvriers comme à ceux de l'industrie.

Dans l'arrondissement de Lille, les Syndicats textiles ont été fréquemment présentés comme des groupes de meneurs, de pêcheurs en eau trouble, provoquant à tort et à travers les conflits entre patrons et ouvriers, dans le seul but d'en profiter. Or, malgré les efforts des dirigeants, malgré les dispositions des statuts¹, les syndicats n'ont généralement pas été en mesure de décider les grèves.

Un mot d'abord des grèves circonscrites à un seul établissement. Leur décision échappe presque forcément au syndicat, étant donné le nombre encore insuffisant des syndiqués. En dehors des fabriques de tapis de Tourcoing, il ne m'a été cité dans l'arrondissement que trois usines où un syndicat puisse compter la majorité des ouvriers parmi ses adhérents. Dans ces conditions, l'organisation professionnelle ne peut que conseiller ses membres, quand la grève n'éclate pas brusquement, quand son secrétaire et sa commission prévenus ont le temps d'agir.

Un secrétariat permanent, comme celui du syndicat textile de Roubaix, est très utile aux ouvriers d'un établissement en conflit avec leur patron. Grâce à lui, le rôle de l'organisation professionnelle est plus important lors de la décision de la grève : Les ouvriers syndiqués peuvent venir de suite s'adresser au secrétaire ; ils trouvent un local tout prêt à les recevoir, et profitent des conseils d'un homme d'une instruction supérieure à la leur, au courant de la situation des ouvriers dans les divers établissements de la ville.

On s'imagine souvent que dans les grèves, englobant à la fois un grand nombre d'usines, l'influence du syndicat est prépondérante ; les ennemis de certaines organisations

. (1) Cf. 1^{re} partie.

professionnelles, tout en proclamant cette influence, déclarent que les conflits ont généralement un but politique. La responsabilité des syndicats, le but politique par eux poursuivi, ont été affirmés lors des récentes grèves qui ont sévi dans les divers centres textiles de la région en 1903 et en 1904. Or l'étude des plus importantes parmi ces grèves ¹ montre que ces deux affirmations sont en grande partie erronées. L'influence des syndicats fut nulle en 1903, où le mouvement spontané des ouvriers d'une usine gagna rapidement tous les établissements d'Armentières-Houplines, d'où les grévistes se répandirent dans toute la région provoquant partout l'abandon des ateliers.

A Lille ², en 1904, le mouvement fut bien provoqué en partie par les actes de la Chambre syndicale ouvrière textile, par les réunions qu'elle organisa et où furent étudiées les revendications à présenter à l'occasion de l'échéance du dernier palier de la loi du 30 mars 1900 ³. En se préoccupant de cette échéance, le syndicat ne faisait que son devoir ; mais, à ce moment les élections municipales étaient proches, et l'on a prétendu que des soucis électoraux avaient guidé son attitude. Or, les ouvriers demandaient des augmentations de salaires pour compenser la diminution de la journée de travail. Les tisseurs réclamaient, en outre,

(1) Cf. Ministère du Commerce : Statistique des grèves de 1903, page 499 et suivantes ; de 1904, page 694 et suivantes. Journal patronal : *L'Industrie textile*. Journal ouvrier : *L'Ouvrier textile*. Collections de journaux locaux, etc.

(2) A Roubaix également, le mouvement fut préparé par des réunions organisées par la Chambre syndicale ouvrière textile, et appuyé par la Fédération nationale. Mais à Roubaix comme à Lille, bien qu'avec moins de persévérance, on essaya de provoquer une entente avec les patrons et d'éviter la grève.

(3) Voici la copie de bulletins distribués par le Syndicat, en Mars 1904, aux ouvriers textiles de Lille :

Camarades,

Réunion de tous les ouvriers et ouvrières du tissage et des préparations à.... heures du....., à l'estaminet....., rue....., N°.....

La loi de 10 heures ; les nouveaux tarifs pour toutes les catégories.

Faites circuler.

qu'un même tarif de façon soit adopté dans toutes les usines de Lille. La demande d'unification des tarifs était inspirée de l'état de choses existant à Armentières ; si cette unification était impossible à Lille, c'était aux patrons à essayer au moins de convaincre les ouvriers dans les pourparlers auxquels ils étaient conviés par le syndicat. Comme la Chambre syndicale ouvrière textile de Lille fit tous ses efforts pour amener des discussions entre patrons et ouvriers au sein d'une commission mixte ¹, il est difficile de soutenir que son attitude, avant la grève, ait eu pour cause des préoccupations électorales.

D'une façon générale on parle trop facilement de grèves politiques. Ce n'est pas à dire que la politique soit étrangère à tout mouvement ouvrier ; mais son influence sur la masse, et surtout son influence prépondérante, est plus rare qu'on veut bien le dire. C'est plus rarement encore que les dirigeants de syndicats se décident à pousser à la grève pour des raisons politiques. Sans doute ils désirent qu'un conflit serve les intérêts de leur parti en même temps que les intérêts professionnels des ouvriers ² mais, de là à provoquer une grève générale uniquement pour faciliter le succès de la candidature de tel ou tel dans telle ou telle élection, il y a loin. Le calcul serait d'ailleurs fort chanceux, et le résultat obtenu pourrait bien être diamétralement opposé au résultat désiré.

On se fait une bien fausse idée de l'état d'esprit de ceux qui sont à la tête des organisations syndicales, quand on les représente comme des gens toujours prêts à mettre le feu aux poudres, afin de profiter du désordre, des haines suscitées, et d'en faire profiter leurs amis. Pour la presque totalité des syndicats qui nous occupent, il n'en est pas ainsi. Il s'agit

(1) Ce désir fut exprimé dans les ordres du jour que le Syndicat fit voter dans les réunions précédant la grève, et dans les lettres qu'il envoya aux Syndicats patronaux. Cf. 2^{me} Partie. Chapitre X.

(2) Une fois la guerre déclarée, ils trouvent tout naturel que les conséquences de cette guerre aident à la propagande politique. Voir annexe à la fin du chapitre, pièce 1.

d'organisations professionnelles ayant déjà une certaine influence sur les ouvriers. L'influence de quelques syndicats est même déjà grande, bien qu'encore insuffisante. Les dirigeants ne sont pas tentés de compromettre la situation du syndicat et leur situation personnelle, dans des luttes fréquentes et sans but. Ils savent qu'une grève terminée par un échec est pour le syndicat un désastre. Et puis l'on ne sait pas tout le travail qu'impose au dirigeant l'état de guerre, les soucis très divers que lui donnent ces grands conflits, pendant lesquels il doit répondre aux calomnies, aux attaques ayant pour but d'ébranler sa situation. Tandis que, pendant les périodes de calme, il est plus rarement combattu auprès des ouvriers.

En résumé, on peut dire que jusqu'alors les syndicats n'ont pas généralement eu la responsabilité des grèves dont a souffert l'industrie textile de l'arrondissement de Lille. Sans aucun doute, il aurait été préférable pour tout le monde qu'ils aient été à même de diriger la masse ouvrière, de provoquer ses revendications et ses luttes. Heureusement l'état de choses du passé semble devoir se modifier : A la tête de quelques organisations syndicales, il est actuellement des hommes qui font tous leurs efforts pour augmenter l'influence du syndicat. Ils cherchent à renseigner leurs camarades sur l'opportunité des mouvements ¹, à les diriger. Il faut espérer qu'ils seront bientôt des meneurs toujours écoutés.

§ 2. DIRECTION DE LA GRÈVE

Voilà la grève déclarée; qu'il l'ait voulu ou non, le syndicat se trouve en présence du fait accompli, quel va être son rôle? Laissons de côté les grèves particulières à une seule usine;

(1) Voir en quels termes dans une circulaire distribuée en Décembre 1915, la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix a signalé aux ouvriers qu'il importait de profiter des périodes de prospérité industrielle pour demander l'amélioration de leur sort : Cf. Annexe à la fin du chapitre, pièce 2.

le syndicat n'y intervient guère que par les conférences que son secrétaire, ou quelque autre membre, va faire aux grévistes, par les indemnités de grèves payées régulièrement et généralement sans grandes difficultés, puisqu'il ne s'agit pas, au total, de sommes importantes.

Occupons-nous seulement des grandes grèves, s'étendant à de nombreux établissements, pendant lesquelles des efforts considérables doivent être faits pour assurer le succès. La direction de ces grèves appartient habituellement à un « Comité de la grève ». Mais comment est composé ce comité ? Parmi les récents conflits, examinons seulement les plus importants et les mieux organisés.

A Lille, en 1904, le comité de la grève comprit au début, pour chaque atelier, un délégué et un suppléant élus. En firent partie tous les membres de la commission de la Chambre syndicale ouvrière textile et du syndicat de la filature de lin, chanvre et jute, travaillant dans les établissements atteints. Quand la grève des fileurs prit fin, le comité de la grève se modifia et ne fut plus composé que de tisseurs. Une partie des membres de la commission de la Chambre syndicale textile, comprenant des fileurs de coton et des tisseurs, cessa donc de figurer dans le comité ainsi que les délégués faisant partie du Syndicat de la filature de lin, chanvre et jute.

Pendant toute la durée du conflit le Secrétaire du Comité fut le Secrétaire de la Chambre syndicale ouvrière textile. Les proclamations et les demandes de secours, toutes les lettres adressées par le Comité, portaient le cachet de la Chambre syndicale. Ce fut le syndicat qui employa les fonds restés disponibles, les répartit entre les victimes de la grève, et qui arrêta les comptes du Comité. C'est le syndicat qui conserve les archives du Comité de la grève.

A Roubaix, en 1904, la Commission de la Chambre syndicale ouvrière s'érigea en Comité de la grève après s'être adjoint des délégués de plusieurs petits syndicats aujourd'hui disparus. Dans les grèves générales précédentes, le Comité

de la grève était uni par des liens plus lâches à la Chambre syndicale, qui était seulement représentée par quelques militants de sa Commission.

A Armentières, en 1903, le Comité de la grève fut formé de la réunion de membres des Commissions de l'Association syndicale de l'industrie textile d'Armentières et du Syndicat fraternel de l'industrie textile d'Houplines, auxquels vinrent se joindre souvent diverses personnes à même de renseigner ou de conseiller les dirigeants de la grève, de servir les intérêts des grévistes. Le Secrétaire du Comité de la grève fut le Secrétaire de l'Association syndicale de l'industrie textile d'Armentières.

On voit, par ces quelques exemples, que généralement la direction d'une grande grève n'est pas prise nettement par un syndicat. On se rend compte que pour guider la masse des grévistes, parler en son nom, il faut autre chose qu'un groupe de dirigeants mandatés par une minorité, et l'on éprouve le besoin de changer au moins le nom du Comité directeur : ce ne sera plus la Commission du syndicat, mais le Comité de la grève. Celui-ci pourra comprendre les mêmes membres que la Commission ; il aura souvent le même secrétaire et le même siège que le syndicat. Des éléments étrangers à la commission d'une organisation professionnelle pourront y figurer ; on pourra également y voir réunis des militants de plusieurs syndicats engagés dans le même conflit. Mais qu'il y ait ou non élection des membres du Comité de la grève, ces membres seront forcément les hommes de confiance de ceux qui, dans la masse sans cohésion, forment un noyau organisé ¹. Ainsi donc, en réalité, la grève est conduite par une, et plus rarement, par plusieurs associations professionnelles. Pour serrer de plus près la vérité, il faudrait dire par les dirigeants d'une ou plusieurs organisations ; car, lorsqu'il ne s'agit pas d'un syndicat déjà solide, la caisse étant

(1) En cas de coexistence de plusieurs syndicats, la masse, à un moment où il s'agit de lutter, aura toujours tendance à suivre les dirigeants des organisations qui semblent les plus aptes à la bataille.

vite épuisée, le syndicat cesse, en fait, de fonctionner ; ses chefs consacrent tout leur temps à la grande masse des grévistes (Ex. : Armentières 1903). Quand il s'agit, au contraire, d'organisations déjà plus puissantes, les militants, tout en s'occupant surtout des intérêts de la masse, n'oublient pas de veiller particulièrement aux intérêts des syndiqués, et de leur assurer les avantages auxquels ils ont droit (Ex. : Lille, Roubaix, 1904).

Quelle est en ces temps de grande guerre la tâche des états-majors syndicaux ?

Si avant que la grève éclate, les revendications précises des ouvriers ont été préparées, le Comité de la grève peut, dans le calme, prendre effectivement dès le début la direction des grévistes (Lille 1904). Si, au contraire, la grève a le caractère d'une explosion de colère de la masse ouvrière, il est difficile pour le Comité de faire entendre ses conseils pendant les premiers jours, et d'orienter une révolte tumultueuse vers une lutte pour l'obtention de revendications précises (Armentières 1903).

En tous cas, dès qu'un Comité a bien réellement la direction du mouvement, il a une tâche complexe et difficile ¹. Il ne s'agit pour lui pas d'attendre inactif que les patrons se lassent de la lutte ; il lui faut faire des démarches auprès des pouvoirs publics, correspondre avec eux, s'occuper (si cela n'est pas fait déjà) de la préparation de tarifs souvent fort compliqués, essayer d'entrer en rapports avec les patrons, envisager l'éventualité d'un arbitrage, inviter parfois les ouvriers d'autres centres à se solidariser avec les grévistes ², faire appel à l'opinion publique ³, etc...

(1) Pour mener à bien cette tâche, il doit chercher à s'entourer de tous les renseignements possibles. C'est ainsi que le Comité de la grève de Lille prit un abonnement au *Courrier de la Presse*, afin de recevoir les coupures des journaux et revues concernant la grève.

(2) Voir par exemple l'appel adressé par les grévistes d'Armentières, en 1903, à leurs camarades des industries textiles du Nord : Annexe à la fin du chapitre, pièce 3.

(3) L'appel à la population adressé par le Comité de la grève de Lille, en 1904, montre les dirigeants de la grève soucieux de s'attirer

Tout cela le Comité est censé le faire comme pouvoir exécutif de la grève, comme exécuter des volontés des grévistes. Mais en réalité, ce qui lui donne le plus de mal, ce n'est pas de prendre les mesures décidées par la masse, c'est bien plutôt de faire en sorte que les dispositions de cette foule indisciplinée et versatile, soumise à des influences diverses, soient et restent conformes à ce que les dirigeants pensent être son intérêt.

Les dirigeants essayeront de tirer de la grève le plus grand profit possible pour les ouvriers ; ils chercheront à prolonger la lutte tant que ce profit n'est pas atteint, après quoi ils conseilleront la rentrée aux ateliers.

Or, s'ils jugent que les grévistes ont obtenu toutes les concessions qu'ils peuvent espérer et le leur déclarent, il se trouvera des individus pour dire et faire croire qu'ils ont trahi la cause des travailleurs. Devant moi, plusieurs militants se sont plaints que les ouvriers aient repoussé avec colère leurs conseils, pour rentrer peu après à l'usine à des conditions moins bonnes que celles qui leur avaient été proposées.

Voilà donc un obstacle que rencontrent les dirigeants pour mener une grève à bonne fin ; mais cet obstacle est bien moins fréquent que celui résultant du manque de force de résistance des grévistes. Pour faire durer la cessation de travail aussi longtemps qu'ils la croient profitable, il faut que les meneurs tiennent les grévistes en haleine et les encouragent, il faut ensuite et surtout qu'ils leur permettent de vivre.

On cherche à atteindre le premier but par des réunions générales, aussi fréquentes que possible, et le plus souvent journalières. Pour ces réunions, on demande souvent certains concours ; des orateurs viennent aussi, d'eux-mêmes,

la sympathie de l'opinion publique, s'appliquant à démontrer le bon droit des ouvriers, leurs dispositions conciliantes, les efforts faits d'abord pour éviter la grève et ensuite pour amener la fin du conflit. Voir à la fin du chapitre : Annexe, pièce 4.

apporter l'appui de leur parole. Pendant les grèves récentes, on a remarqué que les grévistes préféraient entendre surtout les militants locaux, leurs dirigeants habituels, et il en est résulté pour ces derniers une tâche ardue. L'un d'eux m'a confié l'embarras où il se trouvait de prendre tous les jours la parole, et de choisir ses sujets pour ne pas tomber toujours dans les mêmes redites.

Mais le tout n'est pas de faire des réunions. Pour pouvoir vaincre ce que les dirigeants appellent la nostalgie de l'atelier (nostalgie que l'on dit venir d'habitudes de travail quotidien rendant insupportable le désœuvrement), il faut que tous les ouvriers viennent entendre chaque jour les paroles d'encouragement qu'on leur adresse. De là, ces mesures ingénieuses prises parfois (à Lille en 1904) : distribution des secours en pain aux grévistes présents aux réunions ; concerts, bals, à l'issue des conférences.

Tout cela n'est rien encore, si l'on ne parvient pas à assurer, pendant la durée du conflit, la subsistance des grévistes et de leurs familles. Nous abordons ici l'étude du facteur le plus important de la résistance : Les ouvriers du textile sont pauvres, vivent presque tous au jour le jour ; livrées à elles-mêmes, beaucoup de familles ne pourraient tenir longtemps. Comment mettre au moins à l'abri de la faim, pendant de longues périodes, tous ceux qui, directement ou indirectement, sont atteints par ces vastes conflits ?

Pour peu que la grève prolonge, les caisses syndicales ne peuvent continuer à payer aux syndiqués les indemnités que leur accordent les statuts. Pendant les grands conflits de 1903-1904, c'est à peine si la Chambre syndicale de Roubaix put verser jusqu'au bout des secours en argent à ses membres. La Chambre syndicale ouvrière de Lille, le Syndicat du tapis de Tourcoing ne virent leur caisse à sec qu'après une longue résistance. Mais à Houplines, en 1903, la caisse fut vidée en quatre semaines. Elle le fut en deux semaines à Armentières en 1903 ; et dès la première semaine au Syndicat du tissu de Tourcoing en 1904. La même année, les syndicats

tourquennois du textile et de la filature avaient presque épuisé leurs ressources au bout de quinze jours. A Halluin, quand éclata la grève générale de 1903, deux grèves partielles venaient de vider la caisse syndicale.

Quand bien même un syndicat, livré à ses seules ressources, serait capable de soutenir ses membres pendant toute la durée du conflit, les dirigeants, soucieux d'empêcher la reprise du travail, devraient encore se préoccuper de venir en aide aux ouvriers non-syndiqués ¹. Il leur faudra donc, en tout cas, se procurer des subsides pour la lutte.

§ 3. COMMENT ON SE PROCURE LES RESSOURCES NÉCESSAIRES.

Pour pouvoir résister, le Comité de la grève fait appel aux générosités du public, à celles des coopératives et surtout des organisations professionnelles de France et même de l'étranger. Des associations ouvrières, des amis dévoués, les aident à recueillir l'argent nécessaire ; les moyens employés sont très divers ², car l'ingéniosité de chacun peut se donner libre carrière.

Ce sont les quêtes qui permettent d'obtenir le plus, de la générosité des individus, de leur sympathie pour les grévistes. de l'appitoiement que provoque la misère des familles atteintes par le chômage. Aussi voit-on, dans presque toutes les grèves, quêter dans la rue, dans les ateliers ou dans les estaminets ³.

Dans la rue, les quêtes sont faites par des ouvriers

(1) Parfois même, ils vont jusqu'à admettre aux secours les ouvriers de la profession, déjà sans travail depuis un certain temps au moment de la naissance du conflit ; cela pour éviter qu'ils n'aillent dans les ateliers prendre la place des grévistes.

(2) A Lille, en 1904, une représentation fut donnée au profit des grévistes, au Théâtre de la Coopérative socialiste : « L'Union de Lille ». Pour venir en aide à des ouvriers en grève, des jeux et des concours sont parfois organisés dans des estaminets.

(3) Souvent après des chansons appropriées.

grévistes, vis-à-vis desquels le Comité doit prendre des précautions, autant dans leur intérêt que dans celui de l'ensemble des ouvriers en grève. Tous ceux en effet, qui ont à leur disposition des fonds appartenant à une collectivité ouvrière, sont exposés presque fatalement à la suspicion de beaucoup de leurs camarades, si des précautions ne viennent pas les mettre à l'abri ¹. Les troncés remis, en 1904, aux quêteurs lillois étaient tout d'abord plombés, puis recouverts d'une bande de sûreté fixant le couvercle. Pour éviter que les pièces introduites ne puissent ressortir, une petite gaine de toile était cousue à l'intérieur, en dessous de l'ouverture. Au cours de la grève, le Comité exigea que les troncés, par lui confiés, lui soient représentés tous les huit jours. A l'égard des quêteurs envoyés hors de Lille, des mesures spéciales furent prises. On exigea d'eux des certificats du maire ou des commissaires de police des localités visitées ; cela, pour éviter qu'ils ne se mettent tout simplement à quêter à Lille, gardant pour eux l'argent de leur voyage. On leur défendit en outre, de vider eux-mêmes leur tronc lorsqu'il était rempli, afin de pouvoir continuer à quêter ; ils devaient s'adresser au gérant d'une coopérative ou au secrétaire d'un syndicat ². Les quêteurs touchaient, d'abord 15 %, puis 20 % des produits de leur quête, et leur zèle était ainsi stimulé.

Ils rapportèrent du bassin houiller : 2.304 fr. Lille et les autres villes de la région leur donnèrent : 6.428 fr.

En dehors des quêtes faites dans la rue et s'adressant à tout le monde, il en est qui, parfois spontanément, sont faites

(1) Nous verrons plus tard tout ce que le Comité de la grève de Lille fit pour échapper lui-même aux calomnies possibles, en ne laissant dans l'ombre aucun acte de sa gestion financière.

(2) Qui lui délivrait un certificat dans le genre de celui-ci :

Je soussigné certifie avoir constaté dans le tronc du gréviste X... la somme de dix francs vingt-cinq centimes.

Armentières, le 11 Avril 1904.

Le Gérant de la Coopération l'Avenir,
X...

Cachet du Conseil d'Administration
de la Coopération.

exclusivement parmi le personnel de telle ou telle usine. C'est ainsi qu'en 1904, les ouvriers des tissages d'Armentières, Houplines¹ et Pérenchies réunirent pour les grévistes lillois 14.204 fr. ; le personnel de deux usines de Fives-Lille versa au comité de la grève 998 fr.

Les quêtes ne sont pas le seul moyen d'obtenir une obole du passant dans la rue, de l'ouvrier à l'usine ou à la sortie de l'atelier, de tous ceux enfin dont les grévistes peuvent espérer l'appui. Parfois le Comité de la grève fait vendre des tickets², ou des chansons³, parfois aussi, il met en circulation des listes de souscriptions⁴.

En même temps qu'ils demandent des ressources aux générosités individuelles, les grévistes font appel à la solidarité de diverses organisations ouvrières⁵. Des subsides leur viennent des Sociétés coopératives⁶ et des Associations professionnelles. Ils constituent généralement des dons définitifs, et sont plus rarement avancés à titre de prêt. C'est cependant à ce dernier titre que fut versée au Syndicat des

(1) Les tisseurs d'Armentières-Houplines étaient directement intéressés au succès des grèves de Lille. Une élévation des tarifs payés aux tisseurs lillois leur garantissait le maintien de l'augmentation des prix de façon obtenue à Armentières en 1903.

(2) Des tickets de 0 fr. 10 ont été vendus à Lille en 1904 ; ils étaient extraits de carnets à souche de 5 fr. 248 carnets ont été distribués à des grévistes, qui ont touché 20 0/0 de la somme correspondant aux tickets vendus par eux. La vente de ces tickets a rapporté 554 francs.

(3) On trouvera reproduites plus loin, à titre d'exemple, deux chansons composées en 1904 par le Comité de la grève de Lille et dont la vente a rapporté 405 francs. On lira ensuite une chanson vendue à Tourcoing en 1905 au profit des ouvriers tapissiers en grève. Cf. à la fin du chapitre : Annexe, pièces 5, 6, 7.

(4) Le total des listes de souscriptions, pendant les grèves de Lille, s'est élevé à 110 francs.

(5) Voir l'appel adressé aux Syndicats et Coopératives par le Comité de la grève de Lille en 1904 : Cf. à la fin du chapitre : Annexe, pièce 8.

Le Comité de la grève reçut de Syndicats ouvriers : 1.361 fr. et 975 fr. de Coopératives et autres Associations.

(6) Les grévistes coopérateurs touchent, en outre, à la Coopérative, des secours en pain pendant la grève.

tapissiers de Tourcoing une partie des sommes qui lui permirent de soutenir une grève de six mois. A la reprise du travail, ce Syndicat se trouvait débiteur de 13.000 francs, dont 4.756 lui étaient venus d'Angleterre par l'intermédiaire de la Fédération nationale textile, et le reste lui avait été avancé par des Syndicats ou Coopératives de Roubaix, Lille, Tourcoing, Halluin et Calais.

La Fédération Nationale textile apporta un concours précieux aux syndicats atteints par les grèves de 1903-1904. Elle s'adressa à la Confédération générale du Travail et sollicita l'appui de nombreuses organisations ouvrières; elle obtint même, grâce aux démarches des membres du Conseil fédéral, 2.000 francs de secours en Belgique et 6.250 francs en Allemagne. Les organisations anglaises envoyèrent à titre de prêt les 4.756 francs dont il vient d'être question. En tout, ce furent 26.118 fr. 45 que reçut et répartit la Fédération Nationale textile ².

§ 4. — LES SOUPES POPULAIRES

Nous venons de voir comment les Comités de grève arrivent à se procurer les ressources indispensables. Ces ressources sont généralement insuffisantes pour permettre de distribuer à chaque gréviste les sommes qui lui seraient nécessaires pour vivre et faire vivre sa famille.

(2) Voici ce que touchèrent les ouvriers de l'arrondissement: Le syndicat textile de Lille reçut 3.5118 francs, sur lesquels il versa 1.390 francs au Comité de la grève. Le syndicat textile d'Halluin eut 2.200 fr. 40. Les grévistes d'Armentières-Houplines, 2.047 francs. Le syndicat textile de Roubaix, 2.297 fr. 50. Le syndicat des tapis-moquettes de Tourcoing, 8.447 fr. 50. L'Union des travailleurs de Tourcoing, 535 francs. Le Syndicat textile de Tourcoing, 108 francs. Les journaliers des tapis de Tourcoing, 212 francs. La préparation des tapis de Tourcoing, 353 francs. La filature de Tourcoing, 161 fr. 10. Le syndicat du peignage de Roubaix, 58 fr. 50. Les teinturiers-apprêteurs de Roubaix, 117 francs. L'union des tisserands de Roubaix, 43 fr. 10. Les grévistes d'Hellemmes, 120 francs.

De là, la nécessité de recourir à un procédé plus économique pour nourrir tous ceux auxquels le chômage a enlevé leurs moyens d'existence ; de là, la nécessité de ces cuisines monstres, appelées cuisines populaires ou soupes communistes, qui distribuent leur nourriture aux grévistes, à leurs femmes et à leurs enfants. La cuisine populaire est un merveilleux moyen de résistance ; les ouvriers en grève devront y avoir recours tant que les syndicats ne grouperont qu'une minorité, tant que les caisses syndicales ne contiendront pas des réserves nécessaires. Pour abandonner les soupes communistes, il faudra que le syndicat, avec l'aide des secours reçus pendant la grève, puisse verser régulièrement aux syndiqués des indemnités suffisantes. En outre, il faudra souvent que le syndicat soit à même de secourir pécuniairement les non-syndiqués, dont le retour au travail entraînerait l'échec de la grève.

Nous allons voir comment ont fonctionné les cuisines populaires dans plusieurs localités de l'arrondissement pendant les grèves de 1903-1904. Nous sortirons un peu du cadre de ce travail, car les syndicats et leurs dirigeants ont généralement joué un rôle effacé dans l'organisation de ces cuisines. C'est, en effet, à Armentières, à Houplines, à Roubaix et à Lille, que les soupes communistes ont été les mieux organisées. Or, si à Lille elles ont fonctionné grâce au Comité de la grève, composé de militants du syndicat, et uni à ce dernier par des liens très étroits, à Roubaix au contraire, l'initiative est venue de la coopérative « La Paix » qui a fourni les fonds nécessaires. Enfin, à Armentières et à Houplines, ce sont les municipalités qui ont, à cette occasion, joué le rôle principal.

Commençons par quelques renseignements sur les soupes d'Armentières (celles d'Houplines ont été organisées d'une façon analogue). Elles fonctionnèrent pendant la grève inopinée qui éclata en octobre 1903. Au début, la tâche fut difficile et la municipalité socialiste manqua des ressources nécessaires. Aussi, n'admit-on tout d'abord que les familles

les plus nécessiteuses au bénéfice des cuisines populaires ¹ ; puis, peu à peu, les secours arrivèrent au Comité de la grève qui les répartit entre les soupes populaires d'Armentières et d'Houplines. On put alors admettre toutes les familles de grévistes qui se présentèrent ². Des listes ³ des familles admises furent dressées, et c'est sur ces listes qu'on se basait pour

(1) Un registre fut ouvert à la Mairie, pour recevoir les demandes d'admission. Les cinq registres utilisés pendant la grève étaient établis sur le modèle suivant :

CUISINES POPULAIRES
Demandes à soumettre à M. le Maire

N ^o	NOMS des FAMILLES	ADRESSES	NOMBRE D'ENFANTS au-dessus de 13 ans	NOMBRE D'ENFANTS au-dessous d 13 ans	TOTAL	OBSERVATIONS
----------------	-------------------------	----------	---	---	-------	--------------

En travers de la case concernant chaque famille était inscrit au crayon rouge le jour de l'admission.

75 portions	furent accordées par le maire, le 30 Octobre					
198 portions nouvelles	—	—	—	—	31	—
233	—	—	—	—	2	Novembre
267	—	—	—	—	3	—
318	—	—	—	—	4	—
419	—	—	—	—	5	—
530	—	—	—	—	6	—
373	—	—	—	—	7	—
12	—	—	—	—	8	(dimanche)
301	—	—	—	—	9	Novembre
119	—	—	—	—	10	—
126	—	—	—	—	11	—
102	—	—	—	—	12	— etc.

(2) Chaque famille recevait une carte établie de la façon suivante :

N^o..... VILLE D'ARMENTIÈRES
—
CUISINES POPULAIRES
—
Carte d'admission du..... Novembre 1903
Famille.....
..... Portions
Le Maire d'Armentières :
D. DAUDRUMEZ

(3) A Armentières, il fut établi une liste pour les familles de la ville, une pour celles habitant Ploegsteert (Belgique), une pour celles d'Erquinghem-Lys, une pour celles de La Chapelle d'Armen-

commander les denrées nécessaires. On avait traité pour les fournitures de viande avec le Syndicat des bouchers. Les grévistes bénéficièrent de dons en nature, qui furent toutefois bien plus rares à Armentières qu'à Houplines. La cuisine était faite par des volontaires, sous la surveillance de conseillers municipaux. A la mairie, un employé faisait les commandes, payait les factures, tenait la comptabilité spéciale des soupes populaires. Enfin le concours des employés aux travaux municipaux avait été accordé aux grévistes.

Les familles secourues ne touchaient qu'un repas par jour ; ce repas devait être préparé en plusieurs fois ; quatre heures séparaient deux distributions.

Les repas se composaient, un jour d'un bouillon et d'un « rata », le jour suivant d'une soupe au lard et d'un « rata ». La portion était d'une louche de bouillon ou de soupe (environ un litre) et d'une demi-louche de rata. Détail amusant : la viande du rata était hâchée afin d'éviter toute contestation sur la valeur des morceaux.

Les soupes populaires n'avaient point à se préoccuper du pain. Il était donné aux grévistes par le bureau de bienfaisance qui faisait cuire ses farines à la coopérative « l'Avenir ». Celle-ci ne prélevait aucun bénéfice.

Le fonctionnement des soupes populaires d'Armentières coûta 20.000 fr. ; le bureau de bienfaisance distribua pour 25.000 de pain.

Nous passons aux soupes communistes de Roubaix. Elles n'ont eu ni la durée, ni l'importance de celles d'Armentières. Lors de la grève d'Avril 1904, le Comité de la grève demanda

tières... (Toutes les familles de grévistes habitant les environs étaient admises, sur leur demande, aux cuisines d'Armentières, sauf celles de Frelinghem et d'Houplines, pour lesquelles fonctionnaient, en cette dernière localité, des cuisines spéciales.) — Les listes étaient établies sur le modèle suivant :

N ^{os}	NOMS des FAMILLES	ADRESSES	NOMBRE D'ENFANTS au-dessus de 13 ans	NOMBRE D'ENFANTS au-dessous de 13 ans	TOTAL des PORTIONS	DATES d'Admission	OBSERVATIONS
-----------------	-------------------------	----------	---	--	--------------------------	----------------------	--------------

au maire d'ouvrir les fourneaux économiques ; celui-ci répondit que la situation financière de la ville ne le permettait pas. La Coopérative « La Paix » mit alors 5.000 fr. à la disposition de la municipalité pour la réouverture des fourneaux économiques ; mais le maire refusa et proposa à la Coopérative de verser ses 5.000 fr. au Bureau de bienfaisance, auquel le Conseil municipal accorderait, en outre, un crédit extraordinaire, et qui serait invité « à ne pas envisager l'état de grève quand il se trouverait devant une famille en détresse ». Dans une lettre aux conseillers municipaux de la minorité, le maire motivait son refus par la mauvaise situation financière de la ville, par l'importance des dépenses qu'entraînerait la nourriture des grévistes et chômeurs, par la nécessité où l'on serait de remédier à l'insuffisance des ustensiles culinaires des fourneaux économiques et de dépenser, pour en acquérir de nouveaux la moitié de la subvention de la coopérative « la Paix ». « Vous conviendrez avec moi, disait-il, que c'est vraiment trop commode que de poursuivre, par la violence et la contrainte effective et morale, la grève générale qui arrête la vie sociale de toute une cité, et de se retourner ensuite vers la municipalité en lui disant : nourrissez la population. » La coopérative répondit par une lettre signée de son administrateur délégué et de six conseillers municipaux ; elle refusait de verser sa subvention au bureau de bienfaisance, étant donné le parti pris des sœurs, maîtresses des distributions de secours. Elle demandait le matériel des fourneaux économiques, se chargeant de faire la soupe aux grévistes sans qu'il en coûtât un sou à la municipalité. La dernière lettre de cette correspondance, échangée entre la coopérative et le maire de Roubaix, fut un refus et une protestation de ce dernier contre les imputations visant le bureau de bienfaisance.

La coopérative, livrée à ses seules ressources, put cependant organiser les soupes populaires avec le concours des militants de la Chambre syndicale ouvrière textile. Le matériel nécessaire fut prêté à Roubaix par Armentières ; c'était celui qui avait servi en cette dernière ville pendant la grève

de 1903. Les soupes populaires commencèrent, le samedi 9 avril, par une distribution de 600 portions de soupe à cinq heures du soir. Le lendemain le nombre de portions distribuées s'éleva à 4.000 ; et dès lors, il y eut par jour deux distributions de soupe et de rata : une à onze heures du matin, et l'autre à cinq heures du soir. L'organisation alla en se perfectionnant ; et le 15 avril il avait été établi cinq sections pour les distributions. Le 25 avril, les grèves étaient terminées à Roubaix.

On n'avait pas dressé, ainsi qu'on l'avait fait à Armenvières et ainsi qu'on le fit à Lille en 1904, des listes des familles de grévistes admises à bénéficier des cuisines populaires ; et la soupe avait été distribuée à tous les hommes, femmes ou enfants qui s'étaient présentés. On ne se préoccupa pas de savoir si l'on avait affaire à des grévistes ou à des non-grévistes, à des ouvriers textiles ou appartenant à une autre profession. Le crédit de 5.000 fr. ne fut pas dépassé ; aux achats effectués vinrent se joindre quelques dons en nature faits par de petits commerçants. Des grévistes épluchaient les pommes de terre, les membres du conseil d'administration de la coopérative et du comité de la grève faisaient la soupe. Les grévistes reçurent en outre des pains, qu'ils touchèrent à la coopérative en échange de bons distribués par le syndicat textile. Ces bons étaient donnés à ceux qui, ne faisant pas partie du syndicat depuis six mois, n'avaient pas droit aux secours en argent. Dans la seule journée du 9 avril, 1.527 pains furent ainsi distribués.

Voici maintenant quelques renseignements sur les soupes populaires qui furent organisées à Lille en 1904. Le Comité de la grève comprenait, on se le rappelle, un délégué par atelier ; chaque délégué établissait la liste des ouvriers de son atelier, et chaque gréviste reçut une carte indiquant son atelier, son nom, son prénom, le nombre de parts auxquelles son ménage avait droit. Ces indications figuraient également sur les listes du Comité. Une famille recevait : une part pour le père, une pour la mère, une pour chaque enfant au-dessus de 13 ans, et

une demi-part pour chaque enfant au-dessous de cet âge. Naturellement, tout membre de la famille exerçant une profession n'appartenant pas à l'industrie textile, ou travaillant dans un atelier non atteint par la grève, n'avait pas droit à une part. Outre les grévistes, on admit aux cuisines populaires les ouvriers de la profession, en chômage depuis au moins trois mois.¹

La municipalité socialiste mit à la disposition du Comité de la grève les locaux et le matériel des fourneaux économiques ; elle lui fournit gratuitement le charbon nécessaire. Une Commission d'achat se procura les denrées au meilleur marché possible. Le Comité de la grève envoya, en outre, dans les campagnes environnantes, des délégués chargés de provoquer des dons en nature.² Il obtint ainsi une grande quantité de légumes.

Six cuisines populaires fonctionnèrent en divers points de la ville ; le personnel de chaque cuisine se composait d'une cuisinière assistée de 1 à 4 hommes. La cuisinière recevait une indemnité de 1 franc par jour, les hommes touchaient de 0 fr. 50 à 1 franc. Deux repas par jour étaient fournis aux grévistes ; chaque part se composait d'une portion de soupe et d'une portion de rata, mais il n'y avait de viande ni dans la soupe, ni dans le rata. Le nombre de parts distribuées par jour aurait été d'environ 3.500 ; le coût moyen de la part aurait été de 0 fr. 13.

(1) Pour éviter qu'ils n'aillent prendre la place des grévistes dans les ateliers. On n'admettait pas ceux qui avaient cessé de travailler dans l'industrie textile depuis plus de trois mois, parce qu'on ne voulait pas avoir à secourir les ouvriers ayant quitté cette industrie sans esprit de retour.

(2) Les délégués étaient porteurs d'une lettre du comité de la grève. (Voir à la fin du chapitre : Annexe, pièce 9).

Les fermiers étaient priés de dire aux délégués du Comité de la grève ce qu'ils avaient l'intention de donner. (Le destinataire de la lettre qui m'a été remise comme exemplaire, écrivit au bas de cette lettre : 50 kilogs de pommes de terre, 100 kilogs navets, 100 choux verts ; puis il signa). Le Comité de la grève envoyait prendre chez le donateur les légumes promis.

Le Comité de la grève n'assura pas seulement, pendant le conflit, le fonctionnement des soupes populaires; il acheta et distribua 40.952 pains. Notons enfin, que certains grévistes, habitant dans la banlieue de Lille et ne pouvant profiter ni des soupes populaires, ni des distributions de pain, reçurent des secours en argent.

Voilà terminé l'examen des principaux exemples de soupes populaires dans l'arrondissement. Le nombre des grévistes qui n'ont pas profité de ces soupes est considérable; et l'on peut se demander comment ils ont pu vivre, eux et leurs familles, pendant les longues grèves d'Armentières et de Lille. D'ailleurs, s'ils étaient venus aux soupes populaires, il est fort probable que les organisateurs auraient été débordés et auraient manqué de ressources. Il n'en est pas moins à signaler que la répulsion, qu'éprouvent certains ménages d'ouvriers à demander des secours à qui que ce soit, peut être en cas de grève un obstacle à la résistance.

En 1904, des cuisines populaires de peu d'importance furent également organisées à Tourcoing. Le syndicat de la filature, voyant sa caisse presque vide, établit des soupes qui fonctionnèrent pendant quatre semaines. Une fois les portions distribuées aux syndiqués, les non-syndiqués recevaient ce qui restait. Pendant la première semaine, le syndicat textile envoya ses membres toucher des portions au syndicat de la filature, puis il organisa pour eux des soupes spéciales qui durèrent une dizaine de jours. Enfin, au syndicat du tapis, quand la caisse fut vide, on acheta des pommes de terre et du pain qui furent distribués aux grévistes.

§ 5. LA COMPTABILITÉ ET LE BUDGET D'UNE GRÈVE

Les dirigeants ayant la gestion des fonds appartenant à une collectivité ouvrière, sont exposés à la suspicion et aux calomnies. Il faut que la lumière la plus complète soit faite sur leurs actes, pour que soient désarmés tous ceux qui

pourraient essayer de leur nuire ou de nuire à leur parti. On va voir toutes les précautions prises par ceux qui eurent à diriger une des grèves récentes les plus importantes de l'arrondissement : la grève de Lille en 1904. On trouvera plus loin le budget de cette même grève, budget dont les recettes et les dépenses ont été étudiées en détail dans les deux paragraphes précédents.

Commençons par les recettes : Les noms des détenteurs de troncs furent inscrits sur des cahiers spéciaux, ainsi que leur adresse et leur atelier, les dates où ils avaient reçu et rapporté leurs troncs, les localités visitées, le contenu du tronc et la somme touchée par le quêteur à titre de gratification. De même étaient portés sur d'autres cahiers les noms et adresses de ceux auxquels le comité de la grève avait confié un carnet de tickets à 0 fr. 10, les numéros des carnets, les dates où ils avaient été délivrés et rapportés, le nombre des tickets détachés et la gratification touchée. Toutes les autres recettes donnèrent lieu à des reçus extraits d'un carnet à souche.

Passons aux dépenses : Les dépenses les plus importantes furent faites pour les soupes populaires. Les fournisseurs recevaient des bulletins de commande qu'ils devaient faire signer aux cuisinières lors de la livraison ; ils rapportaient ces bulletins au comité de la grève, recevaient la somme qui leur était due et en donnaient quittance. L'emploi des denrées par les cuisinières était surveillé par des contrôleurs, qui devaient signer des rapports indiquant le nombre des portions distribuées à chaque cuisine. Les secours en argent accordés aux grévistes ne leur étaient donnés que contre reçu ¹.

Il était tenu un cahier des recettes et dépenses journalières.

Enfin, quand la grève fut terminée, la Chambre syndicale ouvrière textile fit publier un avis ², par lequel les grévistes

(1) Il n'est pas question ici des indemnités de grève dues eux syndiqués.

(2) Voir Annexe à la fin du chapitre, pièce 10.

furent mis au courant de l'emploi des sommes restant en caisse à la fin de la grève. Ils étaient, en outre, invités à venir prendre connaissance du budget de la grève ², et vérifier la régularité des comptes.

§ 6. — LES SECOURS DES SYNDICATS AUX VICTIMES DE GRÈVE, AUX MILITANTS RENVOYÉS DES ATELIERS.

Il a été question jusqu'alors, en ce chapitre, du rôle des syndicats et de leurs dirigeants dans les guerres entre patrons et ouvriers. Mais les grèves, et plus généralement toutes les luttes des organisations professionnelles contre le patronat, font des victimes parmi les ouvriers et surtout parmi leurs dirigeants. Ce sont les victimes de grève, c'est-à-dire les ouvriers renvoyés pour fait de grève, ce sont les militants mis à la porte des ateliers parce que : militants des syndicats. Généralement les organisations professionnelles considèrent comme un devoir de soutenir, au moins pendant quelque temps, ceux qui sont ainsi privés de travail pour avoir défendu la cause de tous. Mais le dernier paragraphe de ce chapitre n'aurait pas été consacré à la tâche que les organisations professionnelles s'imposent en pareil cas, si toutes les chambres syndicales de l'arrondissement s'étaient bornées à distribuer des secours en argent : soit qu'elles versent l'indemnité habituellement payée aux syndiqués grévistes, soit qu'elles répartissent entre les victimes d'une grève le reliquat du budget de cette grève. Un syndicat fit plus ; il s'agit de la Chambre syndicale des ouvriers tapissiers en grosse moquette de Tourcoing (*Cf.* 1^{re} Partie). Elle s'appliqua à occuper ceux de ses membres qui, à la suite de la grève de 1904, ne furent pas réembauchés, ainsi que ceux qui, peu après, furent renvoyés de leur atelier.

(2) Voir Annexe à la fin du chapitre, pièce 11 : *Budget de la grève de Lille, en 1904.*

Dès la reprise du travail, deux ouvriers restèrent sans emploi. Le syndicat, après avoir fait tous ses efforts pour les faire rentrer dans une fabrique de tapis, leur donna le moyen d'établir un commerce de charbon et de pommes de terre. ¹

Quand, un peu plus tard, de nouveaux ouvriers se trouvèrent sans travail, le Syndicat envisagea la création d'une fabrique de tapis. Pour réaliser ce projet, la Commission syndicale décida la nomination d'une commission provisoire. Celle-ci fut constituée, et dès lors la Commission syndicale cessa de s'occuper de la question.

La commission provisoire ne comprenait que des syndiqués, mais elle n'entretenait aucun rapport avec le syndicat, et son autonomie fut complète. Elle décida la création d'une Société anonyme ², ayant pour titre « L'Humanité Tourquennoise ».

Les actions de la Société furent de 25 francs ; la majorité de ces actions (les 7/8 environ) furent souscrites par des ouvriers, le reste fut pris par des Syndicats, de petits bourgeois, des professeurs, des instituteurs, etc.

Dès que l'on eut réuni 9.000 fr., on loua une maison dont on sous-loua les parties inutilisées, réduisant ainsi à 20 fr. par mois le loyer à payer. On acheta un métier qui, tout monté, revint à 4.000 fr. avec les fournitures nécessaires. Le 1^{er} Octobre 1905, ce premier métier fut mis en marche ; un second fut acquis par la Société en Janvier 1906. Les articles fabriqués sont des foyers et descentes de lit en coton (articles bon marché).

Le personnel fut recruté parmi les ouvriers renvoyés des fabriques de tapis ; leur nombre fut d'abord de six, puis au début

(1) Ils ne firent pas de bonnes affaires, et au bout d'un an on renonça à la vente des pommes de terre ; puis, comme le commerce n'arrivait pas à nourrir deux hommes, la vente du charbon ne fut plus faite que par un seul, à partir de février 1906.

(2) On trouvera plus loin les statuts de la Société ; ils ont été distribués dans les milieux ouvriers, où fut placée la majorité des actions. (Cf. à la fin du chapitre : annexe, pièce 12.)

de 1906, il s'éleva à 16. A cette époque, douze ouvriers travaillaient sur les métiers et quatre étaient employés à la préparation et à la manutention. Le travail sur chaque métier était fait par trois équipes de deux ouvriers travaillant 8 heures chacune ; il était arrêté le dimanche matin à 6 heures et repris le lundi matin, à la même heure. Chaque équipe travaillait une semaine de 6 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, une semaine de 2 heures à 10 heures du soir, et une semaine de 10 heures à 6 heures du matin. Les ouvriers occupés par la préparation et la manutention travaillaient 10 heures par jour. Les salaires payés étaient les plus hauts salaires payés à Tourcoing. Les ouvriers tisseurs travaillant sur le même métier se partageaient également le salaire global correspondant aux articles fabriqués pendant la semaine sur leur métier.

La direction technique et commerciale de l'entreprise était assurée par un administrateur délégué ; comme tout le personnel, c'était un ancien ouvrier tapissier renvoyé récemment de son atelier. Il touchait 24 fr. par semaine, et était chargé de la correspondance et de la comptabilité, de l'achat des matières premières et des dessins ; il devait faire faire les cartons au dehors, s'occuper de la vente, donner un coup de main pour l'ourdissage, etc. La clientèle, paraît-il, ne manquait pas à la jeune société.

Bref, chacun était plein de confiance au début de 1906 : le capital était alors de 20.000 fr., on espérait des concours financiers et l'on formait de nouveaux projets.

Il serait difficile de préjuger du succès définitif de cette entreprise qui rencontrera bien des obstacles, à laquelle on peut susciter bien des difficultés. Quoiqu'il en soit, il y a là un bel exemple de solidarité ouvrière. Mais, ce moyen de venir en aide aux ouvriers renvoyés des ateliers, n'est pas à la portée de toutes les corporations textiles de l'arrondissement. Il ne faut pas oublier les conditions spéciales dans lesquelles se trouvent les tapissiers de Tourcoing (petit nombre

d'ouvriers de la profession, grande majorité de syndiqués, etc. Cf., 1^{re} partie).

ANNEXE

Pièce 1.

Extrait d'une proclamation adressée en 1904 pendant les grèves de Lille, par le Comité de la grève « Aux électeurs et à l'opinion publique » :

A notre dernière lettre, le Syndicat patronal a répondu par un ordre du jour communiqué à la presse dans lequel il déclare ne plus se réunir avant le 18 mai.

Pourquoi cette date du 18 mai ?

Probablement parce que nos patrons espèrent que le corps électoral lillois enverra à l'Hôtel de Ville les représentants de leur classe ; et alors l'expérience de Roubaix leur permet de croire que leurs amis élus apporteraient, par la *fermeture des cuisines populaires*, par le *retrait des permis de quêter* et la *suppression des secours*, un mauvais coup à la grève.

Par pitié pour nos enfants, pour nos femmes qui souffrent depuis près de six semaines, pour nos frères textiles et notre bien-être, vos *sentiments humanitaires* vous ordonnent de voter pour les candidats RÉPUBLICAINS SOCIALISTES, qui continueront à accorder des secours et à laisser les cuisines populaires à la disposition des pères de famille qui luttent pour assurer à leurs *enfants* et au *commerce*, une situation meilleure.

Dans ces conditions, pas d'hésitation, au nom des *principes de l'humanité*, nous vous adjurons de voter pour les candidats qui nous soutiennent, c'est-à-dire pour le maintien des cuisines populaires et par conséquent pour la victoire de la malheureuse corporation textile.

Pour les Grévistes et par ordre de l'Assemblée générale du 3 mai :

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 2.

Extrait d'une Circulaire de la « Chambre Syndicale Ouvrière Textile de Roubaix »
(Décembre 1905)

En ce moment, et pendant plusieurs mois encore sans doute, les patrons auront besoin de vos bras. Dans certaines catégories de l'industrie textile, dans les tissages, par exemple, les commandes sont nombreuses et pressées.

Dans certains pays, en Angleterre, par exemple, les ouvriers, qui sont tous syndiqués, profitent de ces périodes de forte production pour exiger de leurs patrons des conditions d'existence plus favorables.

Et quand un refus est opposé à leurs légitimes revendications, ils n'hésitent pas à recourir à l'arme que les patrons redoutent le plus, surtout dans ces moments de travail pressé, c'est-à-dire : A la grève !

C'est ce qui pourrait être fait en ce moment dans nos centres industriels.

Mais pour cela, il faudrait, nous ne saurons trop le répéter, que tous les ouvriers, au lieu de rester isolés et inorganisés, s'unissent et se groupent dans leur syndicat.

Pièce 3.

Manifeste aux Travailleurs de l'Industrie Textile

CAMARADES,

Les Ouvriers des *Filatures, des Préparations et des Tissages* d'Armentières, Houplines et Environs, victimes de l'exploitation la plus éhontée et pressant la diminution progressive de leurs salaires ont déclaré la GREVE GENERALE de toutes les corporations et catégories de l'Industrie Textile.

Ils vous demandent de vous solidariser avec eux en vue de L'UNIFICATION DES TARIFS actuellement élaborés par le Comité de la Grève. Ces tarifs visent l'application d'une base unique de salaires dans les Filatures et dans les Préparations pour chaque catégorie d'ouvriers et ils établissent pour les Tissages un tarif type ayant pour base la journée nouvelle de dix heures, voulue par la loi Millerand-Colliard.

Jusqu'ici les patrons, à chaque revendication nouvelle des Travailleurs, ont répondu que *la concurrence des Ouvriers de la banlieue d'Armentières les empêchait d'augmenter le taux des salaires ou le prix des façons*. Cet argument tombera si tous les travailleurs du textile savent exiger un tarif unique pour toute la région.

Le Comité de la Grève a déjà soumis à l'examen des pouvoirs publics les doléances du prolétariat et le texte des projets de tarifs élaborés. Incessamment, des pourparlers doivent avoir lieu entre les patrons et les ouvriers pour arrêter d'une façon définitive les conditions nouvelles du travail.

CAMARADES,

Votre devoir vous impose, votre misérable situation d'exploités et de prolétaires vous oblige A SECONDER NOTRE MOUVEMENT EN ARRÊTANT TOUS LE TRAVAIL dans toute la région textile du Nord et jusqu'à la fin du conflit.

Ce n'est qu'à cette condition que le triomphe de notre cause est assuré et vous ne voudriez point, par une INERTIE et une indifférence coupable, comme par des exactions et des *violences* injustifiées, être les *complices du patronat* dans la noble lutte que nous soutenons pour l'avenir de nos frères.

Vice l'Union des Travailleurs !

Vice la Grève Générale !

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA GRÈVE.

Pièce 4.**Les Grévistes Textiles de Lille et Environs****A LA POPULATION**

Voilà près de huit semaines que nous sommes en grève pour obtenir un tarif uniforme et l'institution d'une Commission mixte composée de délégués patrons et ouvriers, et par cette législation, enrayer dans l'avenir les trop fréquentes grèves textiles préjudiciables aux intérêts des patrons, des ouvriers et du commerce.

Les textiles d'Armentières-Houplines ont obtenu cette Commission mixte et une augmentation provisoire de 8 0/0 jusqu'à la première semaine de juin. Grâce à cette Commission, ils ont pu éviter la grève à la satisfaction de tous ; de même que dans l'avenir, par cette institution, ils trancheront à *l'amiable* tous les conflits naissants.

Done, plus de grève à craindre, plus de souffrance pour la classe ouvrière et le commerce, et les patrons auront l'avantage de pouvoir traiter leurs marchés avec garantie.

Mais pour que nos frères d'Armentières-Houplines conservent ces avantages, il faut que nous les obtenions à Lille et la banlieue ; c'est pour cette raison que nous sommes en lutte aujourd'hui.

Au début, on reprochait que notre grève était une grève politique. C'est une erreur !

Est-ce que ce sont les ouvriers qui ont fixé l'application de la loi de 10 heures au 1^{er} avril ? NON !

D'un autre côté, ce n'est qu'après avoir essayé tous les moyens de conciliation que nous nous sommes mis en grève ; la preuve, c'est que du 26 novembre 1903 au 1^{er} avril 1904, le Syndicat ouvrier textile a adressé aux patrons non syndiqués et aux Syndicats patronaux, 28 lettres, dans lesquelles il réclamait soit l'institution de la Commission mixte, soit des entrevues pour essayer de nous mettre d'accord sans passer par la grève. Tous nos efforts furent vains.

Depuis le 1^{er} avril, nous nous sommes à nouveau adressés aux patrons et à leur Syndicat, en sollicitant une entrevue entre les représentants des deux Syndicats patrons et ouvriers, pour essayer d'atténuer le conflit ; nous fûmes impuissants. Poussant plus loin la conciliation, nous fîmes voter par l'Assemblée générale des grévistes, la proposition suivante :

« Puisque les patrons ne veulent pas discuter avec les représentants du Syndicat ouvrier, ces derniers acceptent de se retirer, pour proposer aux patrons une entrevue composée d'une délégation, d'un délégué patron et ouvrier de chaque tissage en grève. »

Le Syndicat des patrons répondit à cette proposition par un ordre du jour communiqué à la presse, nous informant qu'il ne se réunirait plus avant le 18 mai.

Que fallait-il faire alors ? Organiser la résistance d'une part et solliciter le concours du Gouvernement d'autre part. C'est ce que nous fîmes, et à deux reprises différentes nous déléguèrent nos représentants auprès de M. Combes, président du Conseil des ministres, pour tenir le Gouvernement au courant de la situation et réclamer son intervention. C'est à la suite de cette intervention que M. Combes,

d'accord avec M. le Ministre du Commerce, délégua à Lille M. Fontaine, directeur de l'Office du Travail au Ministère du Commerce, qui, après avoir entendu à la Préfecture les deux parties intéressées, soumit au nom du Gouvernement et des grévistes, les revendications ouvrières aux patrons, et s'exprimait par une lettre publiée par la presse, d'où nous extrayons les passages suivants :

« Le point principal du litige réside dans le principe des Commissions mixtes. Vous craignez de laisser diminuer votre autorité, vous redoutez une ingérance de vos ouvriers dans le fonctionnement de vos ateliers. Les Commissions mixtes peuvent être constituées de telles manières qu'elles ne donnent pas lieu à ces reproches, exemple : l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique. La demande que je vous transmets ne vise pas une Commission permanente, elle ne vise que l'élaboration initiale d'un tarif de main-d'œuvre, destiné à rendre plus stable les conditions de travail et, par contre coup, à dégager en partie le salaire de la concurrence. J'ai d'ailleurs la conviction qu'une discussion immédiate et directe entre délégués patrons et ouvriers rendrait plus facile l'entente sur les propositions qui vous sont faites.

» Le Gouvernement veut, espère que votre Chambre syndicale ne répondra pas par une fin de non-recevoir et que vous voudrez bien entrer en négociations pour la conclusion d'une paix nécessaire et d'autant plus durable qu'elle laisserait moins de malentendus inexplicables.

» Veuillez agréer. »

Signé : FONTAINE.

A ces sages propositions, le Syndicat des patrons répondit par une fin de non-recevoir et maintint ses résolutions antérieures.

Dans ces conditions, nous laissons à la population le soin de juger à qui incombe la responsabilité de la prolongation de la grève. A la population de dire si les responsables sont les ouvriers qui demandent à discuter ou les patrons qui refusent toute discussion.

Nous n'avons aucun doute sur la réponse, tous les gens sincères reconnaîtront que les patrons veulent nous acculer à la défaite par la faim.

La population lilloise ne le permettra pas, et plus que jamais, elle fera bon accueil à nos quêteurs qui ramassent des gros sous pour donner du pain à nos femmes et à nos enfants.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 5.

RICHE ET PAUVRE

Chanson Nouvelle

Vendue au Bénéfice des Grévistes de Lille

Prix : 0.10

Air : Credo du Paysan

Prix : 0,10

PREMIER COUPLET

O riches favorisés de la terre
Portez secours à tous ces malheu-
Dont les haillons vous prouvent
De vos semblables faites des heu-
Ne jetez pas le mépris et la haine
Sur l'ouvrier qui réclame son droit,
Que lui faut-il ! c'est gagner sa
Vivre un peu plus heureux sous

DEUXIÈME COUPLET

Vous possédez tous les biens, la
Ayez pitié, soulagez nos douleurs
Par le travail quand viendra la
Assurez-nous d'avoir
De tous ces pauvres gens dans la
Riches ! calmez les maux et le
A l'ouvrier, donnez-lui l'espérance
Qu'il ne devra jamais tendre la

TROISIÈME COUPLET

Riches, pendant que vous êtes en [fête]
Assis devant un copieux festin,
Dans un grenier plus d'un pauvre [répète :
Il fait bien froid, je suis sans feu, [sans pain.
Pendant que nous souffrons tous [en silence
Pleurant le triste sort de nos petits.
Vous vivez dans la joie et l'opu- [lence
Et des travailleurs vous faites [mépris.

QUATRIÈME COUPLET

Sur un grabat, une mère souffrante
N'attendant plus que la mort par
A ses enfants d'une voix déchirante
Disait : Qu'allons-nous devenir demain.
Pourquoi faut-il que je vous abandonne
Moi qui croyais faire votre bonheur,
Hélas, vous faudra-t-il vivre d'aumônes
Cette pensée-là me brise le cœur.

REFRAIN

Du malheureux soulagez la misère,
Donnez à ceux qui vous disent : J'ai faim !
Pourquoi doit-on souffrir sur cette terre
Riches soyez humains ! Riches soyez humains !
Au pauvre malheureux donnez un peu plus de pain.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE

Pièce 6.

POUR SOULAGER LA MISÈRE

*Chanson composée par le Comité de la Grève de Lille**Vendue au bénéfice des Grévistes*

Air : L'Internationale

REFRAIN

Pour vaincre la misère,
Restons unis tisseurs
Sous la même bannière,
Et nous serons vainqueurs.

PREMIER COUPLET

Debout, tisserands de la France,
Debout, unissons-nous e cœurs,
Car pour amoindrir nos souffrances,
Il faut vaincre les exploiters.
A ces vautours de chair humaine,
Qui sont cause de nos tourments,
Chantons la victoire prochaine,
Pour le bonheur de nos enfants.

DEUXIÈME COUPLET

Que gagnons-nous dans nos usines,
Que nous rapportent nos métiers,
Par nos salaires de famine,
Vous faites souffrir l'ouvrier.
Que voyons-nous dans notre ville,
Des malheureux tendre la main,
Nos pauvres petits en guenilles,
Voilà la vie du genre humain.

TROISIÈME COUPLET

Travaillons pour la délivrance,
Pour l'avenir de nos enfants,
Qui grandissent dans la souffrance.
Nous combattons les fabricants,
Ceux qui vivent dans l'opulence,
Tout en ne faisant jamais rien.
Réclamons pour notre existence
Une large part de nos biens.

QUATRIÈME COUPLET

Nous devons pour briser nos chaînes
Et pour soulager nos malheurs,
Donner aux élections prochaines,
Nos voix à nos frères travailleurs.
Debout, c'est pour la délivrance.
Pour que nous puissions triompher.
Montrons que nous voulons en France,
Voir nommer partout l'ouvrier.

CINQUIÈME COUPLET

C'est à vous vaillants prolétaires,
Qui maintenant avez compris,
Que c'est sous la même bannière,
Qu'il faut vaincre nos ennemis.
Préparons la lutte finale,
Pour faire triompher demain
La République sociale,
Marchons tous la main dans la main.

Pièce 7.

LA LOI MILLERAND-COLLIARD

CHANSON NOUVELLE VENDUE 10 CENTIMES

au bénéfice des Ouvriers en Tapis-Moquette, en grève depuis trois mois

Paroles de Victor CAPART — Air: *du Bataillon de Sambre et Meuse*

PREMIER COUPLET

Pour l'ouvrier la République,
Voyant la surproduction,
Elle a cru, et c'était logique,
Des heur's fair' la réduction.
Les patrons du tapis-moquette,
De Tourcoing et des environs,
Ont dit: « Si tu veux la conquête
Ouvrier nous t'affamerons ».

DEUXIÈME COUPLET

Les patrons m'en tout en pratique
Pour détruire les Syndicats,
Des lois que fait la République,
Ils disent: Nous ne les suivrons
Par Notre Dame de l'usine [pas.
Vos lois nous les foulons aux pieds.
Avec un salaire de famine
Nous domptérons les ouvriers.

TROISIÈME COUPLET

Ont signalons les gros salaires
Dans leurs jo rnaux devotieux,
Eux, parvenants millionnaires,
Nous croyants que c'est odieux,
Diminuant les heur's d'ouvrage,
Nous pretendant et c'est nos
droits,
Que c'est les mêm's frais au
ménage
Sans être les victimes des lois.

QUATRIÈME COUPLET

Prétendre que nous soyons maître
Et un mensonge pour eux de plus
Le public doit le reconnaî re
Jadis un patron très connus
Fit arreter une fabrique
Pour forcè tous ces ouvriers
De réintégrer sa boutique
Oui comme avec des prisonniers.

REFRAIN

Pour ses patrons voilà l'usage
Ç est mettre entrave à notre
liberté
Voulons rétablir l'esclavage
Des calotins, voilà l'humanit'.

Pièce 8.

Le Comité de la Grève Textile de Lille et Environs

Aux Membres Administrateurs d....

CHAMBRE SYNDICALE OUVRIÈRE
DE L'INDUSTRIE TEXTILE
de Lille et Environs
Siège social: 31, Rue Léon-Gambetta

Lille, le 2 Mai 1904.

CAMARADES.

Depuis le 26 Mars, la lutte est engagée contre le patronat et, à l'heure actuelle, il est impossible de prévoir qui succombera dans la bataille. Mais nous sommes décidés à lutter jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que nous ayons obtenu pleine et entière satisfaction.

Pourtant, déjà, la misère a fait sa triste apparition : Des familles entières sont plongées dans la détresse ; les femmes et les enfants demandent du pain, et, ce qui est navrant, c'est que bientôt nous n'en aurons plus à leur donner.

Faudra-t-il donc nous rendre, alors ! et accepter les dures conditions du patronat ? Non, camarades, vous ne le voudrez pas, et c'est avec cet espoir que nous venons vous demander votre obole. Si minime soit-elle, elle sera accueillie avec satisfaction.

Jamais des camarades dans la détresse ne se sont adressés en vain à nous. La cause que nous défendons touche la vôtre. La victoire remportée sera également la vôtre. A vous de nous l'assurer par des secours, comme nous en avons déjà reçus des Coopératives ouvrières, des Syndicats des Mineurs, Verriers, Métallurgistes, Livre et des camarades d'Armentières, Houplines, etc.

Confiant dans votre esprit de solidarité, nous crions avec vous :

Vive l'Union ouvrière !

Vive la Solidarité ouvrière et la Grève !

Pour le Comité de la Grève :

F. CRETON.

Adresser les fonds au Siège du Comité de la Grève : *Hôtel des Syndicats, 31, rue Léon-Gambetta, LILLE (Nord).*

Pièce 9.



Lille, le 10 Octobre 1903.

A Monsieur

à

Monsieur.

Les salaires des ouvriers tisserands ont, dans ces derniers temps surtout, été réduits dans de telles proportions qu'ils ont jugé nécessaire d'en demander le relèvement par un mouvement de grève.

N'ayant pu faire aucune économie, la suppression du travail va être pour eux et leur famille le manque de pain.

Cette situation, l'ouvrier peut l'envisager froidement, mais peut-on l'imposer à la femme et aux enfants ?

Nous ne pensons pas qu'il y ait un cœur assez inhumain pour le croire ; aussi venons-nous, avec la certitude de ne pas avoir fait un vain appel à votre générosité, vous demander votre obole.

En place d'argent, nous accepterions volontiers les dons en nature (légumes de toutes sortes, pain, viande, etc.).

Comptant sur vos bons sentiments, nous vous prions de donner votre réponse aux délégués porteurs de la présente.

Agréez nos respectueuses salutations.

Pour les outriers en grève :

LE COMITÉ.

Pièce 10.

SYNDICAT TEXTILE

La Commission du Syndicat informe les intéressés que :

1° Le reliquat des fonds de caisse du Comité de la grève sera entièrement réparti aux victimes de la grève munies de leur livret d'ouvrier et d'un certificat du délégué d'atelier le dimanche 26 juin, de 9 à 11 heures du matin, au Syndicat.....

...3° La situation financière générale du 1^{er} avril au 19 juin sera affichée au Syndicat pendant deux mois.

Les livres de recettes et dépenses, les bulletins de commande et de livraison ainsi que tous les reçus seront communiqués aux travailleurs des tissages, tous les dimanches, de 9 heures à midi, au siège, par un délégué de la commission.

Pièce 11.

<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>
Produit des quêtes des tissages d'Armentières, Houplines et Pérenchies (8 versements)	Plumes, crayons, registres, papier et enveloppes
14.204 30	13 55
Le personnel du tissage Lechat, à Fives (10 versements)	Télégrammes
639 15	17 25
Le personnel de l'usine Peugeot, à Fives (7 versements)	Timbres pour lettres de remerciements, appels à la solidarité, et correspondance.
358 85	51 05
Subsides des syndicats ouvriers.	Colle, plombs, ficelles et toiles pour troncs.
4.361 30	47 60
Subsides des coopératives et groupements divers	Frais représentation théâtrale à l'Union de Lille.
975 »	68 50
Quêtes après réunions, chansons, concours, etc., etc.	Voiturage des légumes de soupe.
244 55	47 35
Théâtre de l'Union de Lille, coop. (recette)	Indemnités de chemin de fer pour toucher les secours à Armentières.
333 80	34 »
Vente des pommes de terre après fermeture des cuisines.	Indemnités de chemin de fer aux quêtesurs des bassins houilliers
62 50	771 10
Vente du gras de bœuf après fermeture des cuisines	Secours en argent aux grévistes demeurant à Armentières, Haubourdin, Chéreveng.
7 65	197 75
Produits des troncs de Lille et villes en dehors des bassins houilliers.	Veilleurs de nuit pour sécurité de la caisse (68 nuits à 1 franc)
6.428 65	68 »
Produit des carnets à souche	Epices et légumes pour soupes
554 10	1.201 70
Produit des troncs des bassins houilliers.	Pommes de terre à 8 fr. 30 les 100 kilogs.
2.304 05	2.156 05
Produit des listes de souscription.	Haricots à 27 francs les 100 kilogs.
410 70	2.378 60
Produit des chansons.	Gras de bœuf à 0 fr. 50
405 05	266 70
Soirée flamande à l'Union de Lille.	Charbon à 1 fr. 50.
37 95	16 »
Versé par le syndicat textile de Lille sur les secours de la fédération nationale	Imprimés, circulaires, chansons, souches, bandes pour troncs et listes
1.390 »	290 »
29.417 60	4.912 50
28.953 10	Pain : 40,952 pains à 0 fr. 45 les 3 livres.
	16.380 80
	Divers.
	79 30
	Mauvaises monnaies
	15 30
	28.953 10

Le reliquat a été distribué aux victimes de la grève au prorata de leur famille.

Pièce 12.**Statuts de la Société "L'HUMANITÉ TOURQUENNOISE"****CAMARADES,**

Ayant adopté nos statuts en Assemblée générale, nous vous les transmettons, en espérant, si les moyens vous le permettent, que vous souscrirez pour une ou plusieurs actions, pour donner du pain à nos camarades, victimes de la rapacité patronale.

Titre I**DÉNOMINATION — OBJET — SIÈGE — DURÉE**

Article premier. — Il est formé entre les souscripteurs des actions créées par les présentes, sous la dénomination de Société *L'Humanité Tourquennoise*, à capital variable, une Société anonyme, conformément aux dispositions des lois des 24 juillet et 1^{er} août 1893.

La Société a pour but l'exploitation d'usines, magasins, entrepôts, succursales, pour la fabrication et la vente du tapis.

Art. 2. — Le personnel de la Société sera, de préférence, recruté parmi les victimes du patronat, membres des Syndicats adhérents à la Confédération générale du travail, et ce, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses.

Art. 3. — Le siège social est à Tourcoing, 174, rue de Menin.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du Conseil d'administration, devant être déposée et publiée dans le courant du mois.

Art. 4. — La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années, à compter du jour de la constitution définitive, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée, prévues aux présents statuts.

Titre II**FONDS SOCIAL — ACTIONS — VERSEMENTS**

Art. 5. — Le capital social est fixé, quant à présent, à la somme de 15.000 francs. Il est divisé en 600 actions de 25 francs chacune. Les associés peuvent posséder un nombre d'actions illimité.

Art. 6. — Le capital de la présente Société pourra être augmenté par l'Assemblée générale en une ou plusieurs fois, par l'émission de nouvelles actions qui seront libérées (en espèces ou en apports vérifiés) suivant le mode qui paraîtra le plus conforme aux intérêts sociaux.

En cas d'augmentation de capital, les actionnaires auront un droit de préférence sur le capital émis. Cette préférence deviendra nulle de plein droit si les actionnaires ne l'ont pas exercée dans les dix jours, après un avis publié par l'Administration de la Société dans un journal d'annonces légales.

Art. 7. — L'Assemblée générale pourra décider l'émission d'obligations. Dans ce cas, elle en fixera le taux.

Art. 8. — Le capital pourra être réduit par suite de reprise d'apports résultant de retraite, exclusion ou décès d'associé.

Mais il ne pourra être réduit au-dessous de 1000 francs.

Art. 9. — 1. Les actions sont nominatives.

2. Elles produiront à partir de la constitution définitive de la présente Société, un intérêt de cinq pour cent qui ne pourra être prélevé que sur les bénéfices.

3. Les actions ne sont transmissibles qu'après l'autorisation du Conseil d'Administration et par voie de transfert signé par le cédant et le cessionnaire sur un registre spécial de la Société.

4. Toute action est indivisible, la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

5. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée générale.

6. Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent.

Titre III

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 10. — La Société est administrée par un Conseil composé de 9 membres dont 6 au moins devront faire partie du Syndicat du Tapis en grosse moquette. Ce paragraphe ne pourra en aucun cas être modifié pendant la durée de la Société.

Les autres administrateurs pourront être choisis en dehors de cette corporation et pris dans les autres organisations syndicales.

Tout administrateur devra être syndiqué depuis 2 ans au moins.

Art. 11. — Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires ; la durée de leurs fonctions est de trois ans, ils sont renouvelés par tiers tous les ans, les membres sortants sont désignés par le sort et sont rééligibles. En cas de vacance pour une cause quelconque dans le courant de l'année, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement tant que le nombre de vacances ne dépasse pas le tiers.

Art. 12. — Chaque année le Conseil nomme un Président et un Secrétaire, ils sont rééligibles.

Le Conseil peut aussi choisir dans son sein ou parmi les autres un ou plusieurs délégués pour des objets généraux ou spéciaux ou pour la direction technique.

Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par semaine ; les délibérations doivent être prises par cinq membres au moins. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Conseil sont transcrites sur un registre spécial et signées au moins du Président et du Secrétaire. Les copies ou extraits sont certifiés par un administrateur.

Art. 13. — Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société.

Il détermine le mode d'administration intérieure de la Société, et nomme à cet effet tout directeur, gérant, économe, caissier et autres employés dont il fixe les attributions et les appointements. En un mot, il nomme et révoque tous les employés et tous les membres du personnel sans exception. Toutefois les employés ou ouvriers révoqués pourront en appeler aux deux commissions réunies, lesquelles jugeront en dernier ressort.

Le Conseil agit en justice, contracte, transige, emprunte, compromet et traite toutes les affaires de la Société. Il consent toutes mainlevées d'hypothèque ou privilège même sans paiement.

Le Conseil d'administration aura le pouvoir de faire toute acquisition d'immeubles et objets mobiliers reconnus nécessaires au bon fonctionnement de la Société et en cas de nécessité absolue conclure tous marchés, aliénations d'immeubles, emprunts ou hypothèques.

Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat et des fonctions qu'ils n'auront pas déléguées à des mandataires spéciaux.

Titre IV

Art. 14. — L'Assemblée générale régulièrement constituée représente tous les actionnaires, ses décisions sont obligatoires, même pour les absents, dissidents, mineurs ou interdits.

Elle se compose de tous les actionnaires porteurs d'au moins une action.

Art. 15. — Nul ne peut représenter un actionnaire, s'il n'est lui-même actionnaire et membre de l'assemblée, il ne peut, en tous cas, être porteur de plus de deux pouvoirs.

La forme des pouvoirs est déterminée par le Conseil d'administration.

Art. 16. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration; il n'y est porté que des propositions émanant de ce Conseil et celles qui lui auront été communiquées par vingt et un actionnaires, un mois au moins avant l'assemblée générale; aucun autre sujet ne peut être mis en délibération.

Art. 17. — L'Assemblée générale ordinaire est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart du capital social.

Art. 18. — Les convocations seront faites par un avis inséré dans un journal d'annonces légales et par lettre adressée à chacun des actionnaires, au moins huit jours à l'avance.

Art. 19. — Dans le cas où les conditions exprimées par l'article 17 ne seraient pas remplies sur une première convocation, l'assemblée générale est ajournée de plein droit, une seconde convocation est faite dans les mêmes termes pour quinze jours plus tard.

Dans cette seconde réunion, l'Assemblée générale délibère, quel que soit le nombre des Actionnaires présents et la portion du capital représentée, mais seulement sur l'ordre du jour fixé pour la première réunion.

Art. 20. — L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'administration. Deux assesseurs choisis parmi les Actionnaires lui sont adjoints; le Secrétaire est désigné par le Bureau.

Art. 21. — Les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés. Chaque actionnaire n'a droit qu'à une seule voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Les votes ont lieu par assis et levé, à moins que le scrutin ne soit demandé par dix membres présents.

Art. 22. — Les délibérations relatives aux modifications des statuts, à la prorogation de la société ou à sa dissolution, au remplacement

de l'administration avant l'expiration de son mandat ne peuvent être prises qu'en assemblée générale extraordinaire, composée d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social.

Art. 23. — L'assemblée générale entend le rapport du Conseil d'administration sur la situation des affaires sociales, ainsi que le compte annuel des opérations de la Société; elle entend également le rapport des commissaires.

Art. 24. — Elle entend, discute, approuve ou rejette les comptes de la société et détermine conformément aux articles ci-après, le chiffre des bénéfices à répartir, le mode de répartition et la création des titres.

Elle procède à la nomination du ou des commissaires.

Elle délibère et statue sur les questions relatives aux intérêts de la société, qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Elle accorde aux administrateurs des jetons de présence.

Art. 25. — L'assemblée générale régulièrement constituée a des pouvoirs illimités pour prendre, au sujet des affaires sociales, toutes les décisions qu'elle juge utiles; elle peut même, à la simple majorité des voix, ordonner la prorogation avant terme, la fusion avec toutes autres Sociétés ou entreprises analogues, l'extension des affaires sociales, les emprunts hypothécaires ou autres, l'augmentation du capital par voie d'émissions nouvelles.

Art. 26. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire ou besoin sera, seront valablement certifiés par le Président et le Secrétaire.

Titre V

COMMISSAIRES

Art. 27. — L'assemblée générale annuelle désigne trois commissaires chargés de lui faire, chaque année, un rapport sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par l'administration.

Ces commissaires seront nommés suivant le mode prescrit à l'article 11 pour le conseil d'administration.

Les commissaires exerceront leurs fonctions, soit conjointement, soit séparément. En cas de refus ou d'empêchement d'un ou de plusieurs commissaires, leurs collègues pourront vérifier seuls. Leur rémunération est fixée par l'assemblée générale.

Art. 28. — A défaut de nomination de commissaires par l'assemblée générale, ou en cas de refus ou d'empêchement de tous les commissaires à la fois, il est procédé à leur nomination ou à leur remplacement, soit par une assemblée générale composée ad hoc, soit par une ordonnance du président du Tribunal de Commerce. Dans ce cas on se conformera au paragraphe 2 de l'article 27.

Art. 29. — En cas de mauvaise gestion, les commissaires, sous leur responsabilité, ont le droit de convoquer l'Assemblée générale en dehors de la date statutaire, à la condition que cette décision soit prise au moins par deux commissaires sur trois.

Titre VI

COMPTES ANNUELS — BÉNÉFICES

Art. 30. — Chaque semestre, il sera dressé un état sommaire de la situation active et passive de la société. Cet état est mis à la disposition des commissaires, par le Conseil d'Administration.

L'Inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes seront mis à la disposition des commissaires, quarante jours avant l'Assemblée générale.

Art. 31. — Le premier exercice commencera le jour de la constitution et finira le de l'année suivante. Le premier exercice finira ainsi le 1906.

Art. 32. — Pour établir les bénéfices, il est déduit des produits bruts, tous les frais généraux, toutes les charges sociales et tous les amortissements spéciaux ou généraux que le Conseil d'administration jugera utiles.

Des bénéfices nets ainsi calculés, on commencera par déduire 20 p. % pour constituer un fonds de réserve. Ce fonds de réserve cessera d'être obligatoire lorsqu'il aura atteint la moitié du capital social.

Le reliquat net constituant les bénéfices distribuables, sera réparti comme suit : 50 p. % au capital actions à titre de dividende, 25 p. % au personnel suivant règlement à établir par le Conseil d'administration ; le reste soit 25 p. % sera mis à la disposition du Conseil d'Administration pour être consacré aux œuvres de solidarité ouvrière.

Titre VII

LIQUIDATION

Art. 33. — En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de convoquer la réunion de l'Assemblée générale des actionnaires, à l'effet de statuer sur la liquidation ou la reconstitution de la Société.

Art. 34. — Dans le cas de dissolution, l'Assemblée générale déterminera le mode de liquidation à suivre et nommera s'il y a lieu, le ou les liquidateurs, dont elle fixera le traitement et les pouvoirs.

En principe et sauf décision contraire, prise par les deux tiers des votants, le Conseil d'administration sera chargé de la liquidation.

Les pouvoirs de l'Assemblée générale tels qu'ils ont été ci-dessus fixés par les présents Statuts, continueront même après la dissolution.

L'actif sera réalisé soit en espèces ou en titres d'une autre Société.

Le produit de la réalisation sera réparti également entre toutes les actions.

Art. 35. — Le fait de posséder une action entraîne pour les actionnaires, dans toutes les contestations avec la Société, attribution de juridiction aux tribunaux compétents. Dans ce cas, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Tourcoing, et toutes assignations seront valablement données au domicile élu. A défaut d'élection de domicile, cette élection a lieu de plein droit au greffe du Tribunal de Commerce de Tourcoing.

Aucune action quelle qu'elle soit, émanant d'un actionnaire, d'un créancier ou d'un tiers, ne pourra être dirigée contre la Société, sans

qu'au préalable la question litigieuse n'ait été soumise à l'arbitrage de l'Assemblée générale. Tout actionnaire ou tout tiers, par le fait qu'il traite avec la Société, déclare accepter cette clause.

Titre VIII

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 36. — La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Par exception, l'Assemblée constitutive pourra être convoquée trois jours d'avance, par une insertion dans un journal d'annonces de Tourcoing et de Roubaix et par simples lettres adressées aux actionnaires.

Art. 37. — Pour faire publier les présents Statuts, l'acte de déclaration de souscription et de versements et les procès-verbaux des Assemblées générales constatant la constitution définitive de la Société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

N. B. — Les 25 pour 100 que nous distribuerons pour soutenir les ouriers en grève, ne seront que pour les syndicats ayant souscrit une ou plusieurs actions.

En cas de participation à l'entreprise, adresser les fonds à J.-B. HAUWEL, rue de Menin, 174.

CHAPITRE X

Les rapports entre les ouvriers organisés et le patronat

Nous allons nous occuper des rapports qui ont existé jusqu'alors entre les patrons et les ouvriers organisés des principaux centres d'industries textiles. Il sera surtout question des organisations qui montrent le plus d'ardeur dans la lutte pour l'amélioration du sort des travailleurs. Autrement dit, nous nous occuperons surtout des syndicats appelés communément syndicats rouges. Il est, en effet, évident que si l'entente peut se faire entre les industriels et ceux qui leur demandent beaucoup, cette entente sera faite en même temps avec ceux dont les ambitions sont moindres. Au contraire, par des négociations entre patrons et associations professionnelles ouvrières dont seraient exclus les syndicats en question, il serait difficile, pour ne pas dire impossible, d'arriver à une entente solide et durable. Ceci est vrai surtout pour la conciliation des intérêts de l'ensemble des patrons et des ouvriers d'une même industrie dans une localité ou région déterminée.

Nous verrons si les syndicats¹ se sont prêtés² aux rapports avec le patronat, si ces rapports ont pu s'établir et s'ils ont donné des résultats.

(1) Il ne s'agira que des syndicats qui ont déjà une certaine importance. Pour les petites organisations, la question des rapports avec les patrons ne se pose pas, et les dirigeants ne semblent même pas l'apercevoir.

(2) Les syndicats ont généralement prévu dans leurs statuts des rapports avec les patrons, des tentatives de conciliation par le

SECTION I

Les rapports à Lille

Les industriels lillois n'ont même pas accepté d'entrer officiellement en rapports avec les syndicats dits indépendants; ce n'est qu'à titre personnel, que le secrétaire de la Fédération de ces syndicats a parfois été admis à discuter les intérêts des ouvriers. Ce n'est également qu'officieusement et en son nom personnel, que le secrétaire du syndicat démocrate-chrétien a pu intervenir. La Chambre syndicale de la filature de lin, chanvre et jute n'a jamais pu obtenir d'entrevue, et il n'a pas été permis à son secrétaire d'accompagner les délégations des ouvriers d'un atelier reçus par le patron.

La Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile a été un peu plus heureuse; elle le doit, il est vrai, à sa ténacité. Les résultats obtenus sont encore fort modestes, mais il ne faut pas oublier qu'il y a un commencement à tout. Nous allons examiner les très louables efforts faits par le syndicat dont il s'agit¹, et voir dans quelle mesure ces efforts ont été récompensés.

syndicat en cas de conflit (*Cf.* 1^{re} Partie). Je le signale pour n'avoir pas à y revenir pour chaque organisation professionnelle; ce serait attribuer aux statuts une importance qu'ils n'ont généralement pas. Ils sont ordinairement copiés les uns sur les autres, et les clauses dont il s'agit, introduites dans les statuts des premiers syndicats, ont été automatiquement reproduites ensuite. Elles sont le plus souvent inapplicables de par l'opposition patronale, et certaines organisations ne pensent même plus à en demander l'observation.

(1) Il convient de faire remarquer que la Chambre syndicale ouvrière textile, en se déclarant partisane de rapports et de conciliation entre patrons et ouvriers, n'est pas actuellement une exception parmi les syndicats socialistes de Lille. On s'en rendra compte par la lecture de la circulaire distribuée en 1906 par la Fédération locale des syndicats ouvriers de Lille. Voir à la fin de cette section : annexe, pièce 1.

Les dispositions conciliantes de la Chambre syndicale ouvrière textile apparaissent : dans une affiche apposée sur les murs de Lille après la grève de 1903, dans les ordres du jour votés avant le conflit de 1904, dans des lettres envoyées aux syndicats patronaux et aux industriels. On trouvera plus loin ces divers documents¹.

Deux syndicats patronaux ont accepté de répondre, à la Chambre syndicale ouvrière textile². La correspondance échangée est intéressante, car elle précise l'attitude des deux parties quant à l'établissement de rapports entre patrons et ouvriers organisés³.

Mais lorsque la grève générale de l'industrie textile eut

(1) Voir à la fin de cette section : Annexe, pièces, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

(2) Cependant, devant la Commission d'enquête parlementaire, le président du syndicat des filateurs et retordeurs de coton, déclara que son syndicat avait hésité à répondre par écrit au syndicat ouvrier. Les lettres échangées entre ce syndicat patronal et le syndicat ouvrier ont été lues par les représentants de ce dernier devant l'enquête parlementaire, et le président du syndicat patronal s'en est plaint. Il a déclaré que cela n'était pas fait pour encourager les patrons à mettre des pièces écrites entre les mains du syndicat ouvrier. Il paraît cependant que les industriels comme les ouvriers ne devraient pas craindre d'agir au grand jour. Si le syndicat patronal a jugé bons les arguments invoqués pour repousser les demandes ouvrières, pourquoi regretter que ces arguments aient été portés à la connaissance de l'enquête parlementaire. — Notons que la divulgation des lettres antérieures au passage de la commission parlementaire à Lille, n'empêcha pas le syndicat patronal de répondre à nouveau par écrit au syndicat ouvrier à la veille des grèves de 1904. (Voir : Annexe pièce 10).

(3) On trouvera à la fin de cette section (Annexe, pièces 5, 6, 7, 8, 9, 10), les lettres échangées entre le syndicat patronal des filateurs et retordeurs de coton et le syndicat ouvrier. On remarquera que les patrons refusèrent non seulement l'institution d'une commission mixte, mais encore une simple entrevue avec la commission syndicale ouvrière. Cette entrevue ne les engageait à rien, mais son acceptation aurait été un nouveau pas dans la voie de la reconnaissance du syndicat. C'est semble-t-il ce que n'ont pas voulu les industriels.

Dans la même annexe (pièce 11), on verra l'accueil que fit le syndicat des fabricants de toile à la demande du syndicat ouvrier concernant l'établissement d'une commission mixte.

On lira également un ordre du jour qui indique ce que pensait des commissions mixtes, en 1904, le syndicat des filateurs de lin (pièce 12).

Nous discuterons les principaux arguments patronaux dans un paragraphe de l'étude de la commission mixte d'Armentières.

éclaté à Lille au 1^{er} avril 1904, les divers syndicats patronaux se refusèrent à tout rapport avec les syndicats ouvriers. Bien que la grève des tissages se soit prolongée jusqu'au 12 juin, le Préfet du Nord, puis M. Arthur Fontaine, Directeur du Travail au Ministère du Commerce, ne purent décider les patrons tisseurs à négocier avec les représentants des ouvriers¹.

Voilà à quoi se sont bornés jusqu'alors les rapports entre la Chambre syndicale ouvrière textile et les syndicats patronaux. Les industriels pris individuellement, ont bien rarement été plus loin dans la voie de la reconnaissance des organisations professionnelles ouvrières; généralement même, ils n'ont pas été jusque là.

Cependant, on peut dire que si la tendance générale n'est pas encore de négocier directement avec le syndicat ouvrier, elle n'est déjà plus de vouloir l'ignorer : On tient forcément compte et de son existence et de son attitude dans les diverses questions.

Tous les patrons sont loin d'avoir observé la même ligne de conduite vis-à-vis de la Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie textile. Il est vrai que la force de cette organisation, c'est-à-dire le nombre de ses syndiqués, varie beaucoup d'un établissement à l'autre.

Le copie-de-lettres du Syndicat révèle que de Janvier 1904 à Décembre 1905, pendant deux ans, le secrétaire adressa quatorze lettres à divers industriels, à l'occasion de conflits particuliers à un établissement; il ne reçut que trois réponses. Mais quand les patrons ont, en ces dernières années, négligé de répondre ouvertement², ils ont par-

(1) Il est intéressant de lire une lettre qu'écrivit M. Arthur Fontaine au Président du Syndicat patronal, en lui transmettant les revendications ouvrières, de connaître les raisons que donna le Syndicat patronal pour motiver son refus. (Voir à la fin de cette section : annexe, pièce 13).

(2) Pris entre le désir de ne pas laisser sans réponse une demande d'entrevue du Secrétaire du syndicat et celui de ne pas écrire au « Secrétaire de la Chambre Syndicale Ouvrière Textile », un industriel

fois¹, au reçu de la lettre de ce dernier, accepté de discuter les points indiqués, avec des délégués de leurs ouvriers.

Quelquefois, le secrétaire a pu être reçu par un patron, ou être admis à assister à l'entrevue accordée aux délégués des ouvriers de l'usine. Au cours de ces entrevues, on est tombé parfois d'accord; et cet accord a été parfois constaté par écrit. Le syndicat possède en effet quelques billets où un patron formule ses concessions. Un de ces billets est adressé à un ouvrier de l'usine, et confirme une décision prise par le patron au sujet du paiement d'un certain nombre d'ouvriers travaillant à la journée. Cette décision se rapporte à une demande présentée dans une entrevue, à laquelle avait assisté le secrétaire du syndicat. Dans une autre note, signée et portant le cachet de l'usine, un industriel s'engage à supprimer le travail sur deux métiers, et à accorder un certain nombre d'augmentations. Cette note ne porte pas l'indication des personnes auxquelles elle était adressée.

Quand un industriel éprouve le besoin de confirmer ainsi par écrit des concessions accordées à une partie de son personnel, il est bien probable qu'il ne cède pas seulement au désir de convaincre un ou plusieurs de ses ouvriers. Au fond, ne s'adresse-t-il pas surtout, consciemment ou non, à la force qui le combat, à l'adversaire qui se fait le défenseur de l'ouvrier isolé en face du patron, au syndicat ? Ces engagements formulés par écrit ne sont-ils pas un acheminement vers le mode futur d'établissement des conditions du travail, vers le contrat entre les ouvriers organisés et le patronat ?

Jusqu'alors, cela n'a été que tout à fait exceptionnellement qu'un industriel ait consenti à signer une convention avec la

fit précéder de ces mots : « A nos ouvriers et à nos ouvrières », une lettre que j'ai eue entre les mains et qui, très visiblement, s'adresse au Secrétaire du Syndicat. Elle commence ainsi : « Vous nous avez écrit pour nous demander une entrevue en même temps que vous sollicitiez de M. le Préfet.... »

(1) Six fois dans la période de Janvier 1904 à Décembre 1905.

Chambre syndicale ouvrière textile; voici les trois seuls exemples connus :

Les deux premiers remontent à 1903.

Lorsque la grève d'Armentières s'étendit à Lille, la Chambre syndicale ouvrière textile fit tous ses efforts pour entrer en pourparlers avec les patrons des divers établissements atteints, et elle parvint à signer avec deux industriels une convention mettant fin à la grève ¹.

La troisième convention signée par le syndicat avec un industriel est toute récente. Elle concerne un tissage de courroies de Fives-Lille ², et résulte de rapports établis entre la direction de l'usine et le secrétaire de la Chambre syndicale ouvrière à la suite d'une grève qui eut lieu en Décembre 1905. Cette grève se termina par un accord verbal sur les conditions du travail à observer jusqu'en Décembre 1906.

Au bout d'un an, le secrétaire du Syndicat se rencontra de nouveau avec le directeur du tissage, dans le but de fixer les conditions du travail pour une nouvelle année. Tous deux étaient partisans convaincus de la nécessité de rapports entre patrons et ouvriers, et, après pourparlers, on tomba d'accord pour régler ces rapports. C'est ainsi que fut établi un règlement de Conseil d'usine, ou plutôt de Comité ouvrier d'usine, que l'on peut proposer comme modèle.

Ce règlement est fortement inspiré des statuts-types de Comité d'usine établis par la section lilloise de l'Association pour la Protection Légale des Travailleurs ³. Mais il a été

(1) La première est un tarif signé par le secrétaire de la Chambre syndicale et s'appliquant au personnel du tissage Mamet. Il fut déposé au Conseil de prud'hommes. Les prix de façon portés à ce tarif ne s'appliquent plus aujourd'hui, la grève de 1904 ayant amené un relèvement de ces prix. — La seconde convention dont il s'agit a cessé également d'être appliquée. (En 1904, pendant la grève, le syndicat essaya de traiter à nouveau avec le patron, mais il échoua). Voir : Annexe, pièce 14.

(2) Où la grande majorité des ouvriers est syndiquée.

(3) On trouvera le règlement adopté à la fabrique de courroies de Fives à la fin de cette section (Annexe, pièce 15) et les statuts types de la section lilloise de l'A. P. L. P. L. D. T. dans la conclusion de ce travail.

ajouté à ces statuts de très heureuses dispositions : L'intervention du Syndicat ouvrier a été prévue : 1^o Chaque année, pour la fixation des conditions du travail pour l'année suivante ; 2^o En cas de non entente entre le Comité ouvrier de l'usine et la Direction.

Un pareil règlement, établi d'un commun accord par le patron et le *Syndicat ouvrier*, est fait pour dissiper toutes les préventions, souvent justifiées ¹, des dirigeants ouvriers contre le Conseil ou le Comité d'usine. Le Syndicat, déchargé de toutes les questions d'intérêt secondaire pour la profession, loin d'être affaibli, se trouve au contraire fortifié. Son intervention étant admise officiellement pour les questions importantes et pour celles qui n'ont pu être solutionnées avec le Comité ouvrier, il cesse d'être l'ennemi du patron ; il devient le représentant des intérêts ouvriers avec lequel on discute et on cherche à se mettre d'accord, auquel on fait des concessions pour éviter les conséquences désastreuses d'un conflit également craint par les deux parties.

Une fois bien entendu que le Syndicat ne saurait être menacé en aucune manière, il faut remarquer que le Comité ouvrier est le mieux placé pour solutionner, avec la rapidité nécessaire, toutes les petites difficultés si souvent dangereuses pour la paix industrielle.

On doit féliciter bien sincèrement les signataires de la convention dont il s'agit. L'industriel et le directeur de l'usine, tout en prenant une détermination exactement conforme à l'intérêt patronal, ont hélas accompli, dans la région et pour beaucoup, un acte audacieux. Le secrétaire du syndicat a pris une très heureuse initiative, et en parvenant à inspirer confiance en l'organisation qu'il représente, il a fait beaucoup pour la défense des intérêts ouvriers.

Il est, paraît-il, sur le point de conclure avec un autre

(1) Etabli dans certaines conditions, le Conseil d'usine peut être sans grande utilité pour les ouvriers ; il peut même être une arme de combat contre le syndicat. (C'est le cas de certains conseils existant dans l'arrondissement).

industriel une convention analogue, et la Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile voudrait obtenir peu à peu que tous les patrons la reconnaissent, consentent à l'établissement de rapports organisés avec elle et avec des comités ouvriers d'usine. La Chambre syndicale espère en outre voir diminuer bientôt l'opposition patronale à la création de conseils de métier, compétents pour les questions générales intéressant tous les établissements d'une même industrie dans la localité. On ne peut que désirer très vivement la réussite des projets du syndicat ouvrier ¹.

ANNEXE

Pièce 1.

FÉDÉRATION LOCALE DES SYNDICATS OUVRIERS DE LILLE

SIÈGE SOCIAL :

Bourse du Travail : 31, Rue Léon-Gambetta, LILLE

DU RÔLE DE NOS SYNDICATS

Appelée à se prononcer sur le rôle de nos organisations, la Fédération a cru devoir adresser ces quelques lignes, en circulaires, qui démontreront, d'une façon absolue, que beaucoup d'ouvriers et industriels se méprennent sur le but que nous poursuivons.

Le but de nos organisations se borne principalement de prévoir les crises accidentelles et de chercher à porter un remède à un mal déjà déclaré. Fidèle à la pensée que la conciliation doit être volontairement acceptée, l'organisation syndicale ne veut donner à aucun des moyens d'apaisement un caractère obligatoire.

Le syndicat agit préventivement, il cherche à prévoir et écarter les causes de discorde, donne satisfaction aux parties avant que les contestations ne s'enveniment et ne dégénèrent en querelles. En un mot, le syndicat doit, dans ses attributions, s'occuper des plus petits détails de la vie industrielle, afin que les variations sensibles et si

(1) Au moment où ce travail est imprimé, le syndicat, à l'occasion de demandes d'augmentation de salaire, justifiées par la grande prospérité dont jouit actuellement la filature de coton, a écrit au syndicat patronal des filateurs de coton, et cherche à entrer en rapport avec lui. Il serait à souhaiter que le syndicat patronal ne se contente pas d'une réponse simplement courtoise, mais qu'il rentre résolument dans la voie des négociations avec le syndicat ouvrier.

brusques qu'elles semblent défier toute prudence et déjouer toutes les prévisions, soient devancées,

Le syndicat étant l'observateur attentif de toutes les perturbations que peut subir le travail, les syndiqués ont alors pour devoir d'en informer le secrétaire de leur apparition, c'est alors que syndicat et Fédération, tenus quotidiennement au courant de tous leurs symptômes, souvent sollicités par les intéressés eux-mêmes, peuvent intervenir dans les conflits comme arbitres officieux et, parfois même, faire sentir le poids de leur influence à l'une ou l'autre des parties.

Les ouvriers et notamment les syndiqués ne doivent pas oublier qu'à une époque où l'appui de l'opinion publique est indispensable pour le triomphe d'une revendication quelconque, le plus sûr moyen qu'ils aient de se ménager cet appui, est d'exposer publiquement par l'organisme syndical, les motifs de leurs réclamations pour en provoquer franchement la discussion contradictoire.

Nous sommes convaincus, et les ouvriers syndiqués le reconnaîtront d'eux-mêmes, que notre but ainsi démontré est propre à leur épargner les chômages prolongés et toutes les misères qui en découlent inévitablement. En effet, sans discontinuer de travailler, et suivant notre décision conforme aux principes fondamentaux de notre Fédération locale, les ouvriers peuvent invoquer notre intervention pour exposer leurs griefs et les faire accueillir, évitant ainsi de mettre leurs salaires en péril.

Cet exposé, sans toutefois entrer dans toutes les questions ouvrières, suffit pour faire comprendre aux calomnieurs, que l'on s'attache à l'accomplissement exact des devoirs que nous impose le syndicat ouvrier.

Simple intermédiaires pour mettre en accord les parties intéressées dans la conciliation, dans les cas graves, nous sommes et nous serons toujours les messagers de la paix, trouvant à toutes les périodes de conflit, l'occasion de servir la cause pour la concorde et la bonne harmonie sociale.

Pour la Fédération locale des Syndicats ouvriers de Lille

composée des Syndicats : Abattoir, Ameublement englobant ébénistes, tapissiers, sculpteurs, etc., Boulangers, Coupeurs en confection, Confiseurs, Carrossiers, Cantonniers municipaux, Chaussure militaire, Cuir, Charpentiers-Menuisiers, Chapeliers, Dragueurs, Débarbeurs et établissement Kuhlmann, Employés de commerce, Faïenciers, Habillement et Equipement militaire, Jardiniers, Lin, Chanvre et Jute, Lithographes, Médecins, Maçons, Métallurgie, Ouvriers et Ouvrières en confection, Plombiers-Zingueurs, Papetiers-Relieurs, Peintres, Textile, Tullistes, Tonneliers, Tabacs, Terrassiers, Téléphonistes, Tailleurs, Typographes.

Le Secrétaire-Général : SAINT-VENANT.

Pièce 2.

Affiche du Syndicat ouvrier textile :

Aux Travailleurs textiles de Lille et Environs

CAMARADES,

La grève textile inopinée qui prit naissance à Armentières et Houplines le Samedi 3 octobre, pour s'étendre à Lille quelques jours plus tard, entraîna dans un torrent irrésistible le Syndicat textile de Lille, qui, momentanément, n'était pas préparé à l'éventualité d'un pareil mouvement gréviste.

Est-ce à dire que le Syndicat hésita à donner son concours au prolétariat qui le réclamait ? Non ! Au contraire il lui accorda le concours le plus large pour élaborer et soutenir de toutes ses forces les revendications ouvrières, il multiplia ses efforts pour organiser la résistance ouvrière, et affirmer devant le patronat et les pouvoirs publics la volonté du prolétariat textile de pouvoir vivre du produit de son travail.

Il n'en reste pas moins vrai que la tâche et les sacrifices que s'imposa le Syndicat textile de Lille étaient en contradiction flagrante avec l'article 16 de ses statuts ainsi conçu :

ARTICLE 16 (Extrait du règlement)

« En cas de contestation ou différend avec leurs patrons, les syndiqués doivent avertir la Chambre syndicale dans le plus bref délai. Les ouvriers doivent toujours éviter d'abandonner l'atelier avant que la Chambre syndicale n'ait essayé d'arriver à concilier le différend. Si la conciliation n'a pu s'opérer, la Commission pour-a, si elle le juge convenable, faire cesser le travail. Dans ce cas les syndiqués toucheront une indemnité de deux francs par jour. »

L'expérience a démontré que six fois sur dix, les réclamations formulées et soumises préalablement au patron par les syndicats ouvriers ont obtenu des résultats efficaces sans y avoir cessation du travail.

Pour ces raisons, le Syndicat textile de Lille informe les travailleurs que, dorénavant, il ne défendra et ne soutiendra plus les ouvriers qui se mettront en grève sans avoir, au préalable, demandé le concours de la Commission du Syndicat qui soumettra aux patrons les réclamations ouvrières avant la cessation du travail, qui ne pourra s'opérer qu'au cas où la conciliation n'aurait pu s'établir entre la Commission syndicale et le patron intéressé.

En cas de conflit les tronc et les secours ne seront délivrés qu'aux travailleurs syndiqués.

Camarades, tous au Syndicat ! Votre devoir et l'avenir de la malheureuse corporation textile vous y appellent.

Vive le Syndicat.

La Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie textile de Lille et environs, fondée en 1890

Siège : 31, rue Léon-Gambetta, Lille.

Pièce 3.**ORDRE DU JOUR VOTÉ DANS LES RÉUNIONS DU PERSONNEL DES DIVERS
TISSAGES, ORGANISÉES PAR LE SYNDICAT AVANT LA GRÈVE DE 1904**

Les, ouvriers et ouvrières de tissage et de préparation de chez M..... rue..... à..... réunis en assemblée générale le..... 1904 à l'estaminet..... rue..... à..... à..... heures du....., après avoir examiné les tarifs uniformes pour toutes les catégories du tissage et des préparations déclarent accepter ce tarif élaboré pour l'agglomération des travailleurs de la toile et en réclamer l'application par l'intermédiaire de leur syndicat textile à partir du 1^{er} avril 1904. — Après l'adoption de ce tarif par les patrons, si une infraction venait à se commettre, les travailleurs s'engagent à ne pas se mettre en grève avant d'avoir adressé les réclamations à leur syndicat textile qui devra en aviser le ou les patrons intéressés dans les 48 heures et essayer d'arriver à la conciliation des deux parties par tous les moyens en son pouvoir. — La grève ne pourra être déclarée par les ouvriers que d'accord avec la Commission syndicale et après avoir épuisé tous les efforts de discussions courtoises et moyens pacifiques qui auront déterminé la rupture des négociations. — Ils se séparent au cri de : Vive l'union ouvrière !

Pièce 4**ORDRE DU JOUR VOTÉ PAR LE PERSONNEL DES FILATURES DANS LES
RÉUNIONS ORGANISÉES PAR LE SYNDICAT AVANT LA GRÈVE DE 1904**

Les ouvriers et ouvrières des filatures de coton..... après avoir entendu les explications du citoyen Bauche, déclarent accepter le 4 pour cent pour les ouvriers aux pièces et la journée intégrale pour les personnes travaillant à la journée, pour être mis en vigueur le 1^{er} avril 1904. — Ils demandent que le Syndicat se charge de faire la réclamation aux patrons à seule fin de pouvoir concilier les deux parties sans passer par la grève. Demandent en outre de recevoir une indemnité pour les casses de métier et les arrêts à « bobinos », — Et lèvent la séance aux cris de : Vive le Syndicat ! Vive l'Union ouvrière.

Pièce 5.

Première lettre du Syndicat ouvrier au Syndicat patronal des Filateurs
et Retordeurs de coton

4 décembre 1903.

A Messieurs les Membres de la Chambre syndicale
des Filateurs et Retordeurs de coton de Lille et
environs.

MESSIEURS,

La grève des 21 tissages et filatures qui éclata à Lille et environs les 6 et 7 octobre dernier est aujourd'hui terminée; elle eut pour résultat une augmentation plus ou moins sensible des salaires.

Au cours de cette grève le Syndicat ouvrier textile de Lille, à la demande des grévistes intervint pour essayer d'arriver le plus promptement possible à la solution de ce conflit; d'accord avec le Comité de la grève il élabora des tarifs qui vous ont été soumis et invita les ouvriers à reprendre le travail dans les usines où il y avait eu augmentation de tarif.

Cette invitation avait pour but de permettre à notre Syndicat, sitôt la grève terminée d'essayer de s'entendre avec votre Chambre syndicale pour la nomination d'une Commission mixte, qui pourrait travailler à l'élaboration des tarifs nouveaux devant répondre aux conditions nouvelles de la loi Millerand-Colliard qui ramènera la journée de travail à dix heures au 1^{er} avril 1904.

La plupart de vos collègues ont paru favorables à la nomination de cette Commission mixte qui fonctionne déjà à Armentières-Houplines et a donné des résultats de nature à éviter le retour de nouveaux conflits toujours préjudiciables aux intérêts des deux parties. Nous espérons même que dans l'avenir cette Commission deviendra permanente et s'étendra à toute l'Industrie textile de France.

C'est dans cet ordre d'idées que notre Syndicat a écrit à M. le Préfet du Nord en le priant de faire une démarche auprès de M. le Ministre du Commerce pour l'inviter à déterminer les conditions de la nomination de ladite Commission.

Nous croyons, Messieurs que l'heure de l'entente entre nos Chambres syndicales est aujourd'hui sonnée; car si nous voulons nous regarder en ennemis ou attendre dans l'insouciance l'échéance du mois d'avril, nous serions devant l'opinion publique les responsables des événements qui pourraient se produire, du préjudice causé à l'industrie textile, au commerce et de la misère ouvrière qui en seraient les conséquences inévitables.

Croyez bien, Messieurs, que nous ne sommes pas un Syndicat de fomenteurs de grève; au contraire nous sommes organisés pour défendre les intérêts des ouvriers c'est entendu; mais aussi et surtout pour essayer d'arriver à la conciliation possible entre patrons et ouvriers sans être obligés d'avoir recours à la grève.

Nous en appelons au témoignage de vos collègues avec lesquels nous avons, dans ces derniers temps, eu des rapports courtois et efficaces.

Le manifeste que nous avons fait afficher dans la région et publier dans la presse en est la preuve la plus éclatante.

Dans l'espoir que bon accueil sera réservé au principe de notre proposition que nous vous prions de porter à la connaissance de vos collègues syndiqués ou non.

Veillez agréer, Messieurs, nos civilités empressées.

Pour la Commission du Syndicat :

Le Secrétaire,

F. CRETON.

Fait et approuvé par la Commission dans sa réunion du 3 décembre 1903.

Pièce 6.**PREMIÈRE RÉPONSE DU SYNDICAT PATRONAL**

SYNDICAT

Lille, le 10 Décembre 1903

DES

Filateurs et Retordeurs

DE COTON

Lille

A Messieurs les Membres de la Commission de la Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie textile de Lille et environs.

MESSIEURS,

Votre lettre du 4 courant nous est bien parvenue. Comme votre chambre syndicale, la nôtre s'est préoccupée de l'échéance du 31 Mars 1904 et dans sa dernière séance générale de fin Novembre a décidé que tout en mettant prochainement la question à l'étude, il était cependant désirable, vu l'importance des intérêts qu'elle soulève tant au point de vue ouvrier qu'au point de vue de l'avenir de l'industrie, de ne pas précipiter la discussion des déterminations à prendre à ce sujet.

De plus, étant donné les dispositions conciliantes que vous voulez bien nous faire connaître et les intentions bienveillantes dont sont animés nos collègues, nous avons tout motif de croire que les décisions que nous communiquerons en temps utile à tous nos ouvriers ne peuvent que recevoir leur entière approbation ; soyez assurés, qu'ainsi que vous, nous ferons tout ce qu'il sera possible de faire pour ne donner aucun prétexte à des conflits toujours regrettables.

Veuillez agréer, Messieurs, nos civilités empressées.

Pour le Comité du Syndicat :

Le Président,

JULIEN LEBLAN.

Fait et approuvé par le Comité dans sa réunion du 9 décembre 1903.

Pièce 7.

Deuxième lettre du Syndicat ouvrier :

Lille, le 17 Décembre 1903

A Monsieur JULIEN LEBLAN,

*Président du Syndicat**des Filateurs et Retordeurs de Coton de Lille.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons bien l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 10 courant et nous vous remercions d'avoir bien voulu nous informer des bonnes intentions dont sont inspirés vos collègues et qui nous permettent d'espérer qu'il n'y aura pas de conflit au mois d'Avril prochain.

Ne croyez-vous pas qu'il serait prudent de faire approuver ces décisions par nos Chambres syndicales et par une Commission mixte

qui pourraient le cas échéant, examiner les dérogations réciproques qui pourraient se produire et occasionner une grève.

Il est toujours possible que le jour même de l'application de nouvelles conditions du travail consenties, il arrive que les ouvriers cessent le travail pour une question secondaire qui aurait pu au préalable être tranchée par nos syndicats au mieux des intérêts des deux parties.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Monsieur le Président, nos civilités empressées.

Pour la Commission du Syndicat :

Le Secrétaire, F. CRETON.

Fait et approuvé par la Commission dans sa réunion du 16 Décembre 1903.

Pièce 8.

DEUXIÈME RÉPONSE DU SYNDICAT PATRONAL

SYNDICAT

des

Filateurs et Retordeurs

DE COTON

¹ Lille

Lille, le 22 Décembre 1903.

A Messieurs les Membres de la Commission de la Chambre syndicale de l'Industrie textile de Lille et environs.

MESSIEURS,

Votre honorée du 17 courant nous est bien parvenue. Tout en vous confirmant dans son entier notre lettre du 10 courant nous ajouterons cependant, car vous semblez insister sur ce point, que nous regrettons de ne pas partager votre avis sur l'utilité de soumettre les décisions que nous aurons à prendre à l'approbation des Chambres syndicales et d'une Commission mixte. Nous pensons en effet que, vu la variété des genres et numéros produits par les filateurs de coton de Lille, ainsi que la diversité du matériel en usage, les ouvriers de chaque usine sont seuls qualifiés pour apprécier la valeur des conditions de travail qui leur sont faites et régler les détails inhérents à chaque genre de fabrication. Notre Syndicat même, quelque compétence que puissent avoir les membres qui le composent, ne saurait avoir la prétention de s'immiscer dans les questions de détails propres à chaque usine; son rôle se borne aux grandes lignes, et pour le moment il lui paraîtrait inopportun de traiter toute question autre que celle de la modification à apporter aux salaires lors de l'application du dernier palier de la loi du 10 mars 1900. Elle est trop importante pour ne pas être compliquée de questions secondaires dont la difficulté de solution ne pourrait que nuire à la bonne entente que, dans l'intérêt de l'industrie qui les fait vivre, ouvriers et patrons doivent s'efforcer de maintenir.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations bien sincères.

Pour le Comité :

Le Président, Julien LEBLAN.

Fait et approuvé par le Comité dans sa réunion du 21 décembre 1903.

Pièce 9.

Troisième lettre du Syndicat ouvrier :

Lille, 19 mars 1904.

A Messieurs les Membres du Syndicat des Filateurs
et Retordeurs de coton de Lille.

MESSIEURS,

A la date du 4 décembre dernier, nous vous adressions une lettre par laquelle nous vous invitons à vous prononcer sur une résolution prise par notre Syndicat tendant à la nomination d'une Commission mixte destinée à établir l'augmentation des prix de façon devant assurer aux ouvriers et ouvrières des filatures de coton après l'application de la loi de dix heures, un salaire équivalent à celui gagné auparavant pour dix heures et demie de travail.

Dans votre réponse du 10 décembre dernier, quoique n'étant pas favorables à cette proposition vous nous informiez que les décisions que vous communiqueriez à vos ouvriers, pourraient recevoir leur approbation.

Par une seconde lettre adressée le 17 suivant, nous insistions à nouveau pour faire ratifier vos décisions par nos Chambres syndicales et une Commission mixte, afin de leur donner une garantie et parer à l'éventualité de conflits toujours regrettables.

La réponse que nous reçûmes cinq jours plus tard « confirmant vos déclarations précédentes » n'ayant pas eu l'avantage de vous faire partager notre avis, nous crûmes de notre devoir de convoquer tous les ouvriers et ouvrières des filatures de coton de Lille et environs à des réunions privées pour leur permettre de nous faire connaître les revendications qu'ils désiraient que nous soumettions en leur nom, avant le 1^{er} avril.

Cette besogne est aujourd'hui terminée, au nom du personnel de vos établissements et de notre Syndicat, nous vous prions de bien vouloir nous accorder une entrevue dans laquelle nous pourrions discuter les revendications réclamées consistant :

1^o Augmentation du prix de 4 0/0 pour tous les ouvriers et ouvrières travaillant aux pièces.

2^o Maintien intégral après l'application de la loi de dix heures pour les travailleurs payés à la journée, du prix payé pour dix heures et demie.

3^o Indemnité pour casse de métiers et arrêts à bobinots.

Ne croyez pas, Messieurs, que notre organisation syndicale pousse à la grève ; constitués pour défendre les intérêts des ouvriers, nous essayons avant tout, d'y arriver par tous les moyens de conciliation en notre pouvoir.

Pour justifier notre affirmation, nous vous prions, Messieurs, de consulter les statistiques des grèves et vous pourrez constater que les conflits ont été plus nombreux et plus violents dans les localités où la classe ouvrière était la moins organisée et par conséquent moins disciplinée.

Nous espérons que le jour est proche où les patrons eux-mêmes favoriseront l'union syndicale parce qu'ils trouveront dans cette

organisation ouvrière, l'élément nécessaire et efficace de régler et solutionner avec rapidité et garantie les conflits qui se prolongent, parce que ceux-ci se sont déclarés dans des conditions froissant la susceptibilité des uns et des autres.

Pour ces raisons, nous croyons, Messieurs, que l'heure de la discussion courtoise entre nos chambres syndicales est venue, car si nous voulons nous regarder en ennemis ou attendre dans l'insouciance l'échéance du premier Avril, nous serions devant l'opinion publique les responsables des événements qui pourraient se produire et complices de la misère ouvrière ainsi que du préjudice causé à l'industrie textile et au commerce, conséquence inévitable d'une longue cessation du travail.

Nous osons espérer que vous vous inspirerez des bons sentiments dont nous sommes animés et que vous fixerez vous-mêmes le jour, l'heure et l'endroit de l'entrevue que nous sollicitons.

Dans l'attente de vous lire, veuillez agréer, Messieurs, nos civilités empressées.

Pour la Commission du Syndicat et par ordre :

Le délégué aux filatures de coton,

A. BAUCHE.

Pièce 10.

TROISIÈME RÉPONSE DU SYNDICAT PATRONAL

SYNDICAT

des

Filateurs et Retordeurs

DE COTON

Lille

Lille, le 23 mars 1904.

A Messieurs les Membres de la Commission de la Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie textile. —
Lille.

MESSIEURS,

Votre lettre non datée nous est parvenue le 20 courant.

Pour les mêmes raisons que celles que nous vous avons exposées précédemment relativement à la constitution d'une Commission mixte, nous nous voyons obligés de décliner l'offre que vous nous faites d'une réunion de nos Chambres syndicales. Comme nous vous l'avons déjà dit, nous ne reconnaissons, pas plus au Syndicat patronal qu'au Syndicat ouvrier, la compétence nécessaire pour régler les conditions du travail si diverses dans les filatures de Lille, qui produisent tous les numéros depuis le plus gros jusqu'au plus fin, dans des genres et qualités diverses, avec des machines d'époques et de constructions différentes. Nous vous disions que seuls les ouvriers de chaque usine, habitués à un travail spécial à chaque filature, étaient aptes à juger avec leur patron les conditions de travail à appliquer au 1^{er} avril prochain. Ce que vous nous dites des réunions privées tenues par quartier, par usine, auxquelles vous avez convoqué ouvriers syndiqués ou non, nous laisse croire que vous partagez tant soit peu cette manière de voir, et que l'accord pourrait se faire isolément dans chaque filature.

De plus nous sommes heureux de voir que les conditions faites à nos ouvriers sont bien rapprochées de celles que vous mentionnez dans votre lettre.

Sur le travail à la journée nous sommes absolument d'accord ; sur le travail aux pièces la différence de 1 0/0 (3 0/0 au lieu 4 0/0) est bien peu importante et nos calculs comme notre expérience nous permettent d'affirmer que l'habileté professionnelle de nos ouvriers, secondés par la bonne volonté dont ils nous ont déjà donné des preuves, non seulement la comblera, mais aussi leur permettra de retirer de leur travail de dix heures le même salaire qu'auparavant.

Quant à l'indemnité pour casse du métier, c'est-à-dire changement de matière et arrêts à hobinots, elle est réglée dans grand nombre de filatures et nous en recommanderons l'étude à tous nos adhérents lors de notre prochaine réunion.

Etant donné les considérations que nous venons de vous exposer en toute sincérité, en industriels aussi soucieux des intérêts de leurs ouvriers que des leurs, nous espérons, Messieurs, que vous voudrez bien faire comprendre à ceux qui vous accordent leur confiance que leurs intérêts et ceux de leurs patrons sont intimement liés, qu'ils doivent toujours avoir en vue la prospérité de leur industrie qui peut seule contribuer à l'amélioration de leur sort, que tous leurs efforts doivent tendre à une production régulièrement faite et à l'amointrissement d'un prix de revient que les réductions successives de la durée de travail et les augmentations des charges qui en ont été la conséquence, ont trop sensiblement relevé.

Veillez agréer, Messieurs, nos civilités bien empressées.

Pour le Conseil :

Le Président,

Julien LEBLANC.

Pièce 11.

Note sur la correspondance échangée entre le Syndicat ouvrier et la Chambre syndicale des fabricants de toile

En même temps qu'il adressait sa première lettre au Syndicat patronal des filateurs et retordeurs de coton, le Syndicat ouvrier écrivait à la Chambre syndicale des fabricants de toile de Lille, dont le bureau annonça en décembre 1903 au Syndicat ouvrier que sa lettre serait communiquée à la prochaine assemblée générale. En mars 1904, au reçu d'une nouvelle lettre du Syndicat ouvrier, le secrétaire du Syndicat patronal répondit qu'on s'était depuis quelque temps préoccupé de l'application de la loi de 10 heures, « Chacun de nous, écrivait-il, sera en mesure de faire connaître à ses ouvriers les conditions, suivant lesquelles, il pourra être apporté compensation à la réduction des heures de travail ».

Pièce 12.

Extrait d'un ordre du jour voté le 6 Avril 1904 par le syndicat des filateurs de lin, réuni en assemblée générale

Considérant que les filateurs, loin d'être hostiles aux syndicats ouvriers, sont partisans de véritables syndicats professionnels, grou-

pant la grande majorité des ouvriers du métier; mais non pas d'états-majors sans troupes, agissant plus ou moins dans un intérêt politique ou électoral.....

Considérant que, même les syndicats une fois véritablement constitués au point de vue strictement professionnel, resterait à régler vu leur diversité, le moyen pratique ne s'aboucher avec eux; que l'organisme permettant les explications réciproques supposé trouvé — *et en aucun cas il ne devrait être présidé par un représentant du gouvernement* — il ne s'en suivrait pas nécessairement que toutes les questions sans exception dussent lui être soumises.....

Par ces motifs, déclare :

1° Ne pas adopter la constitution de Commissions mixtes telles qu'on les comprend actuellement.....

Pièce 13.

Intervention de M. Fontaine dans la grève des tissages lillois en 1904

D'après la « Statistique des grèves » de la Direction du Travail (année 1904).

Le 17 mai, M. Fontaine, transmet au Président du Syndicat patronal les revendications ouvrières, accompagnées de la lettre suivante :

« J'ai l'honneur de vous communiquer, en vous priant de les soumettre à l'assemblée générale de vos adhérents, les demandes des ouvriers tisseurs actuellement en grève.

Le point principal du litige qui semble devoir être tranché avant les autres, réside dans le principe même des commissions mixtes. Vous craignez de laisser diminuer l'autorité qui vous paraît indispensable à la conduite de vos affaires; vous redoutez une ingérence de vos ouvriers dans le fonctionnement de vos ateliers, au détriment de la discipline et du secret nécessaires à vos opérations commerciales. Les commissions mixtes peuvent être constituées de telle manière qu'elles ne donnent pas lieu à ces reproches : l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique en fournissent de nombreux exemples. Mais, il importe de le remarquer, la demande que je vous transmets ne vise pas une commission permanente, intervenant d'une manière continue dans la fixation du salaire; elle ne vise que l'élaboration initiale d'un tarif de main-d'œuvre, destiné à renseigner les ouvriers sur les conditions de leur travail, à rendre ces conditions plus stables et, par contre-coup, à dégager en partie le salaire de la concurrence qui, au point de vue ouvrier, doit porter sur autre chose que sur la rémunération de la main-d'œuvre.

Avec un mandat ainsi limité, il ne saurait vous échapper que la commission demandée n'a d'autre but que de fournir aux ouvriers une base équitable pour leurs contrats de travail. Je suis persuadé que vous voudrez bien, reconnaissant le droit des ouvriers à discuter le contrat de travail, vous prêter à des entrevues qui leur permettraient de le conclure en connaissance de cause.

J'ai d'ailleurs la conviction qu'une discussion immédiate et directe entre délégués des patrons et des ouvriers rendrait plus facile l'en-

tente sur les propositions qui vous sont faites. Des affirmations contradictoires ont été énoncées sur le taux des salaires, il serait aisé de dégager rapidement les faits exacts dans une discussion courtoise.

Le Gouvernement veut espérer que votre Chambre syndicale ne vous donnera pas mandat de répondre aux demandes d'entrevue par une simple fin de non-recevoir, solution qui ne s'accorderait guère avec le caractère d'un conflit visant uniquement le contrat de travail, et que vous voudrez bien entrer en négociations pour la conclusion d'une paix nécessaire et d'autant plus durable qu'elle laisserait moins de malentendus inexplicables.

Veuillez agréer, Monsieur le Président...

Signé : FONTAINE. »

Les demandes des ouvriers étaient libellées comme suit :

1° Reprise immédiate du travail, moyennant une augmentation provisoire et immédiate de 8 p. 100 sur les tarifs payés actuellement dans chaque usine ;

2° Nomination d'une Commission mixte qui aura charge d'établir un tarif uniforme basé sur les prix les plus élevés de Lille. Sept délégués patronaux discuteraient avec sept délégués ouvriers ;

3° La Commission mixte devra avoir terminé ses travaux après un mois d'exercice, à compter du jour de la reprise du travail ;

4° Dans le cas où il serait reconnu que les prix réclamés seraient supérieurs à ceux payés actuellement à Armentières (8 p. 100 compris), les ouvriers abandonneraient la différence pour arriver à l'unification des tarifs.

La Chambre syndicale patronale se réunit le 18 Mai, et vota à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Chambre, après avoir eu connaissance de l'entrevue que son bureau a eue avec M. Fontaine, directeur de l'Office du travail au Ministère du Commerce, et des revendications nouvelles du Comité de la grève ;

Considérant que ces nouvelles revendications ne diffèrent pas sensiblement de celles formulées au début de la grève ;

Considérant que les fabricants ayant, en novembre dernier, accordé les augmentations réclamées par les ouvriers ; il est inadmissible que l'application de la loi de 10 heures soit le point de départ d'un remaniement complet des tarifs et des conditions habituelles du travail ;

Considérant que, pour compenser pour l'ouvrier la perte résultant de la réduction de travail de dix heures et demie à dix heures, il a été accordé spontanément et avant la cessation du travail, une augmentation correspondante à cette diminution d'une demi-heure par jour.

Décide que les fabricants, supportant seuls les charges nouvelles résultant de l'application de la loi sur les heures de travail, ne sauraient aller au-delà des concessions consenties sans compromettre gravement l'existence d'une industrie déjà très cruellement éprouvée et en voie de décliner. »

Le président du syndicat, chargé de porter cet ordre du jour à la connaissance de M. Fontaine, exposa, dans la lettre suivante, les raisons de la décision prise par les patrons :

« J'ai donné connaissance à notre assemblée générale de l'entretien que notre bureau a eu l'honneur d'avoir avec vous lundi dernier, au sujet de notre grève, de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser le même jour, et enfin des propositions nouvelles du Comité de la grève, que vous vous étiez chargé de nous transmettre.

J'ai le regret de vous faire connaître que notre Assemblée générale n'a pu adopter vos vues et que, par un vote unanime, elle a confirmé ses décisions primitives, qui n'ont été adoptées qu'après un examen sérieux et profond de la situation.

Mes collègues m'ont chargé de vous exposer que cette grève, née du passage au dernier palier de la loi sur la durée du travail, est d'autant moins justifiable qu'elle vise à de nouvelles exigences au moment même où nous faisons spontanément encore un sacrifice à ceux déjà consentis en novembre et alors que nous nous trouvons en présence d'une situation économique la plus ruineuse et la plus inquiétante que notre industrie ait connue ;

Que le contrat de travail n'a subi chez nous aucune altération pouvant justifier une dérivation des procédés réguliers découlant du contrat bilatéral du travail et qu'il est sans exemple qu'aucun de nous se soit dérobé à toute discussion courtoise et bienveillante avec ceux de ses ouvriers qui peuvent avoir besoin ou d'être éclairés sur les conditions de leur travail, ou d'introduire des réclamations.

Bien qu'aucun de nous n'ait été saisi, antérieurement à la cessation du travail, d'aucune réclamation, la voie normale reste toujours ouverte à nos ouvriers.

En dehors du principe même de cette grève générale, sur lequel nos délégués vous ont donné les raisons de notre irréductibilité, nous sommes toujours disposés à accueillir ceux de nos ouvriers qui sont désireux de nous entretenir.

Veuillez, Monsieur le Directeur, ne voir dans notre résistance aucun sentiment d'intransigeance, mais un souci raisonné et éclairé de l'avenir d'une industrie en déclin, dont le malaise n'est que trop visible et qui résistera difficilement aux coups répétés qui lui sont portés.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur...

LE PRÉSIDENT.

Pièce 14.

Convention conclue entre le syndicat ouvrier et un industriel

Nous donnons à nos ouvriers 1/4 centime d'augmentation sur les articles tissés sur métiers à calicot payés précédemment 2 3/4, et que nous paierons actuellement 3 centimes.

Nous accordons également 1/2 centime d'augmentation sur le treillis chaîne coton, trame jute 18 duites, et qui sera payé dorénavant 6 1/2 au lieu de 6.

Nous donnons 1/2 centime d'augmentation sur les séries busettes travaillées en métiers ordinaires, et qui seront payées respectivement 6 et 7 1/2 au lieu de 5 1/2 et 7.

Nous donnons encore 1/4 centime d'augmentation sur tous les gros cotons sauf les rondel ttes.

Plus 1/2 centime d'augmentation sur toutes les toiles fil, tissées sur deux métiers.

Pour le Syndicat ouvrier textile,
F. CRETON.

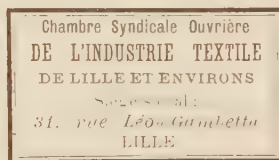
Pour A. Duhem et C^{ie},
G. DECALF.

Lomme (Marais), le 17 novembre 1903.

Pièce 15.



RÈGLEMENT



DU CONSEIL D'USINE

Article premier. — Il est créé, à l'usine de M^{me} V^{ve} LECHAT, rue de Lannoy, à Fives, une délégation ouvrière dont les fonction commencent le 1^{er} Mars 1907. Elle a pour mission de se mettre en rapport avec la Direction en vue de prévenir et apaiser les différends.

Art. 2. — La délégation se compose de quatre délégués et deux suppléants pour les diverses catégories de l'usine, les délégués sont élus par catégories respectives.

Art. 3. — L'élection des délégués et suppléants a lieu chaque année dans la première quinzaine de décembre au bulletin secret et à la majorité absolue des votants, quelque soit le nombre.

Art. 4. — Les contremaîtres et chefs d'atelier ne sont ni électeurs ni éligibles. Sont électeurs, les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans. Sont éligibles, les ouvriers et ouvrières âgés de plus de 21 ans et travaillant à l'usine depuis au moins un an.

Art. 5. — En cas de vacances de délégués et suppléants, leur remplacement devra avoir lieu dans un délai de huit jours au moins et un mois au plus.

Art. 6. — Toute réclamation d'ordre collectif ou individuel doit être portée à la connaissance de la direction par les délégués du groupe en cause. Un arrangement amiable est de suite tenté.

Art. 7. — Si les deux parties ne peuvent se mettre d'accord et si l'une d'elle le désire, l'affaire est examinée dans un délai de deux jours au moins et quinze jours au plus, par le patron et le secrétaire du Syndicat textile.

Art. 8. — La délégation ouvrière et la Direction doivent se réunir au moins tous les trimestres dans la première quinzaine de Janvier, Avril, Juillet et Octobre.

Art. 9. — Le patron et la délégation syndicale devront, en tous cas, se réunir au moins une fois chaque année dans le courant de Décembre.

Art. 10. — Dans la réunion de Décembre, le patron et la délégation syndicale établiront les tarifs et conditions de travail pour l'année suivante.

Art. 11. — Peuvent être entendues toutes les personnes dont l'audition est de nature à éclairer la discussion.

Art. 12. — Un procès-verbal de chaque séance sera rédigé et signé par les membres des deux délégations.

Art. 13. — Le patron et la délégation syndicale peuvent décider de la rétroactivité des décisions prises.

Art. 14. — Le présent règlement, ainsi que la liste des membres de la délégation, seront affichés dans les ateliers.

P^r V^{ve} G. Lechat et C^{ie},

P^r le Syndicat textile,

J. LAVALÉE.

F. CRETON.

LAMBERT.

Suivent signatures de

Bobineuses - Canettières - Imprégneurs - Tisserands - Couseuses - Plieurs et Retordeurs

SECTION II

Les rapports à Roubaix-Tourcoing

Il a déjà été question de la chambre d'explication créée à Roubaix par la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne (*Cf.* 1^{re} partie). A Tourcoing, l'intervention du secrétaire de la Fédération syndicale de l'Industrie Tourquennoise a été admise par les industriels ¹. Mais à Roubaix comme à Tourcoing, il ne sera pas fait grand'chose pour l'amélioration des rapports entre patrons et ouvriers, pour le règlement amiable des conflits et la diminution des grèves, tant que les patrons n'auront pas accepté de discuter avec les représentants de toutes les organisations ouvrières, tant que surtout ils se refuseront à reconnaître leurs plus redoutables adversaires : ceux qui réclament le plus de concessions, ceux qui ont le plus d'influence sur la masse ouvrière, et autour desquels va se ranger la majorité des ouvriers en cas de conflit. Or, dans ces deux villes, on peut dire que les industriels n'ont accepté que les syndicats jaunes. Aucun rapport n'existe à Roubaix entre le patronat et la Chambre syndicale ouvrière textile ². Le syndicat démocrate-chrétien, au

(1) Le secrétaire de la Fédération est intervenu, par lettres ou par démarches personnelles, et particulièrement pour le relèvement des prix de façon de certains articles moins rémunérateurs que d'autres. Les lettres étaient écrites par lui, mais signées par les ouvriers de l'usine.

(2) Les lettres, envoyées par le Syndicat avant la grève de 1904 aux industriels de la ville, restèrent sans réponse. Le Syndicat exprima alors le désir d'avoir une entrevue avec les patrons, espérant arriver ainsi à une entente et empêcher l'arrêt du travail au 1^{er} Avril (Voir l'*Ouvrier textile*, Avril 1904). Les patrons repoussèrent toute discussion, et la grève éclata.

temps de sa prospérité, ne fut pas moins combattu que le syndicat socialiste.

A Tourcoing, les organisations professionnelles de l'industrie textile, du tissu, de la filature, des trieurs de laine, ne sont pas reconnues par le patronat. C'est à peine si quelquefois un secrétaire a pu assister à l'entrevue d'un patron et des délégués de ses ouvriers en grève. Il n'y a d'intéressant à signaler à Tourcoing que les rapports ayant existé, avant le conflit de 1904, entre les fabricants de tapis et le syndicat des ouvriers tapissiers en grosse moquette ¹.

C'est à la suite d'une grève que ces rapports s'établirent. Celle-ci avait été motivée par la question des tireurs (aides des tisserands) dont certains patrons avaient réduit le nombre. Alors que précédemment il existait un aide par métier, les patrons en question n'en voulaient plus laisser subsister qu'un pour deux métiers. Une entrevue eut lieu pendant la grève à l'Hôtel du Cygne, entre huit fabricants de tapis et la commission du syndicat qui représentait les ouvriers alors presque tous syndiqués. Les ouvriers demandaient un tireur par métier et réclamaient, pour le maître qui viendrait à être privé de son aide, le salaire de celui-ci. On parvint à s'entendre et une convention fut signée ²; elle ne le fut point par la commission syndicale. Celle-ci ne comprenant pas des ouvriers de toutes les usines, on préféra la signature d'un délégué par usine. La convention concernait tous les établissements de Tourcoing, sauf deux (une fabrique de tapis à la main que la question n'intéressait pas, et une fabrique de tapis à la mécanique de Neuville, près Tourcoing, dont les ouvriers n'étaient pas syndiqués).

De 1896 à 1903, de nouvelles réunions eurent lieu à l'Hôtel du Cygne entre les patrons et les ouvriers; elles donnèrent

(1) Cf. 1^{re} Partie. — Historique du Syndicat des ouvriers tapissiers en grosse moquette.

(2) On en trouvera le texte à la fin de cette section.

parfois des résultats intéressants ¹. Mais ces entrevues, qui n'étaient pas prévues à l'avance, ne se renouvelaient pas périodiquement ; elles furent loin d'avoir les heureux effets d'un conseil permanent de conciliation. En fait, elles n'eurent lieu plusieurs fois qu'après cessation de travail, et le syndicat ouvrier, alors très puissant, groupant presque tous les ouvriers de la profession, songeait moins encore à la conciliation qu'à l'organisation de la grève : En 1897, en effet, il décida que tout conflit partiel serait au bout de huit jours appuyé par un conflit général.

On peut dire que vers 1903 la situation habituelle était renversée et que les ouvriers n'étaient pas loin de parler en maîtres à leurs patrons. Le rapport du syndicat des Fabricants de Tapis à la commission d'enquête parlementaire montre que les industriels se plaignaient de la situation qui leur était faite par le syndicat ouvrier ², et n'étaient pas précisé-

(1) Ex. Contrôle des malfaçons par des délégués ouvriers, embauchage par un patron d'un ouvrier d'une autre usine renvoyé pour ivresse. (L'ivresse était contestée par le Syndicat, et le renvoi de l'ouvrier avait causé une grève qui, au bout de huit jours, s'était étendue à tous les établissements).

(2) C'est ce que l'on verra par les deux passages suivants extraits du rapport en question : « Il y a eu de nombreuses grèves dans l'industrie des tapis depuis dix ans, mais jamais elles n'ont eu pour cause une question de salaire ; toujours, elles étaient dues aux exigences du Syndicat ouvrier, telles que : renvoi d'ouvriers pour ivresse, inconduite ou rabais pour malfaçon, et pour toutes sortes de tracasseries de la part du Syndicat ouvrier, qui ne vise qu'une chose : c'est d'imposer ses volontés aux chefs d'industrie, et désirerait considérer le patron comme le simple bailleur de fonds, sans lui laisser l'indépendance nécessaire à la direction de l'usine »...

« Jusqu'ici il était admis que le tireur (aide du tisserand) pouvait apprendre avec le tisserand, se tenant à côté de lui aux moments où sa présence derrière le métier n'était pas nécessaire. Depuis quelque temps, le Syndicat ouvrier émet la prétention de ne plus former d'apprentis, et relève systématiquement le tireur derrière le métier, de façon à empêcher son apprentissage... »

Le but du Syndicat ouvrier, en empêchant le tireur de regarder le tisserand travailler, est ainsi expliqué par un de ses délégués à l'enquête parlementaire : « Nous avons une grande quantité de camarades inoccupés ; aussi cherchons-nous à faire le moins d'apprentis possible. Les patrons, au contraire, cherchent à faire le plus d'ouvriers possible pour trouver de la main-d'œuvre lors des grèves ».

ment bien disposés à son égard à la veille de l'échéance du 1^{er} avril 1904. Cependant le 27 mars de cette même année, une grève de tapissiers à la main était encore terminée par l'établissement d'un tarif conventionnel, au bas duquel se trouvent la signature du patron, son cachet et celui du syndicat.

Presqu'aussitôt la grève générale des tisseurs à la mécanique était votée à l'unanimité. Ceux-ci, n'ayant pas reçu de réponse à un projet de tarif uniforme avec augmentation de 10 % qu'ils avaient soumis aux patrons, confiants en leur force, n'hésitèrent pas à recourir à leur arme habituelle. On sait comment cette grève de six mois affaiblit le syndicat ¹. Depuis lors, les fabricants de tapis se sont toujours refusés à admettre son intervention.

En somme, des rapports, bien que mal organisés entre patrons et ouvriers, ont rendu des services ; car lorsqu'ils se sont établis trop tard pour empêcher une grève d'éclater, ils ont tout au moins permis de mettre rapidement fin au conflit. Mais ce qu'il y eut surtout de remarquable dans l'industrie des Tapis pendant la période 1896-1904, ce fut l'existence exceptionnelle d'un syndicat groupant la presque totalité des ouvriers de la profession ; ce fut la force de cette association, aux volontés de laquelle durent souvent se plier les industriels, et qui prétendit même, chose intéressante, régler le recrutement de la corporation. Trop confiant en sa puissance, le syndicat ne fit pas assez d'efforts pour organiser entre lui et le patronat des rapports suivis. Alors qu'il aurait dû avant tout rechercher les discussions fécondes, viser la conciliation des intérêts opposés, il se lança à la légère dans une série de conflits, dont le dernier devait lui être néfaste. Maintenant qu'il a appris à ses dépens combien la grève est une arme dangereuse, il est très désirable que les patrons, redevenus les plus forts, n'abusent pas de leur force et changent d'attitude. En entrant de nouveau en rela-

(1) Cf. 1^{re} Partie. Tourcoing : Syndicat des Ouvriers tapissiers en grosse moquette.

tion avec le syndicat ouvrier, en se prêtant à des rapports mieux organisés et plus suivis qu'avant la grève, ils ne feront que prendre une décision conforme à leurs intérêts.

Actuellement le Syndicat, bien que diminué, est encore une belle organisation. En le combattant, loin d'éviter les conflits, on les favorisera.

Si par malheur, on parvenait à le diminuer encore, il aurait sans doute recours, un jour ou l'autre, à la violence, qui est l'arme des faibles.

ANNEXE

Sur papier timbré à 0 fr. 60.

Entre les soussignés les Fabricants de Tapis et les Tapisseurs de Tourcoing il a été convenu ce qui suit :

1° Les Patrons s'engagent à reprendre tous leurs tisserands, et ceux-ci s'engagent à rentrer respectivement dans leur établissement. Cette rentrée se fera le lundi 17 Août à l'heure habituelle.

2° Selon convention passée ce jour, il sera alloué la 1/2 journée de l'aide au tisserand qui en sera dépourvu, et ce pendant deux semaines.

Ex. : Un ouvrier manquant de tireur le mardi dès l'ouverture du tissage sera indemnisé jusqu'au mardi en quinze suivant. En un mot l'indemnité commencera du moment où le tisserand sera privé de son aide.

Pour faciliter le recrutement des tireurs, il sera accordé une prévenance minima de huit jours pour ceux-ci.

3° Les Patrons comme les tisserands agiront d'un commun accord pour faciliter le recrutement.

4° Le tarif en vigueur avant juin 1896 sera respecté de part et d'autre.

Fait double et de bonne foi à Tourcoing le 14 août 1896

(1) Jules et Floris LORTHIOIS.

MOULIN-PIPART et fils.

L. MONNIER.

X...

Ray. PARMENTIER.

HONORÉ frères.

Jules FLIPA.

MASURE fils.

(2) LEDOUX Alfred.

LEMAN Hector.

BENOIT Louis.

CHYELEY.

DILLIES J.-B.

VANHAME Jules.

BEULQUE Louis.

SOMON J.

Enregistré à Tourcoing, le 17 avril 1896.

N° 627.

Reçu trois francs soixante-quinze centimes.

Signé: Illisible.

(1) *Signatures des patrons ;*

(2) *Signatures des ouvriers.*

SECTION III

Les Rapports à Halluin et à Comines

« Les rapports entre patrons et syndicats commencent à se faire un peu partout » a écrit le Secrétaire de la Fédération locale des Syndicats d'Halluin dans sa réponse au questionnaire de l'enquête parlementaire sur l'Industrie textile. Cela est rigoureusement exact. La majorité des industriels, et cette majorité comprend les chefs des établissements les plus importants, a reconnu le Syndicat textile, admis son intervention. C'est là un fait qui vaut la peine d'être signalé dans l'arrondissement de Lille. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas encore fort à faire à Halluin, pour améliorer les rapports entre patrons et ouvriers, pour obtenir de rapports fréquents et organisés, les meilleurs résultats possibles.

Pour les questions d'intérêt secondaire ou momentané, pour les petites réclamations, le Syndicat ouvrier a souvent procédé de la façon suivante : Il a adressé une lettre à l'industriel, et a borné là son intervention quand l'entente a pu se faire entre ce dernier et une délégation des ouvriers de l'usine. Ce n'est qu'au cas contraire, que le Secrétaire de la Fédération locale ouvrière a fait, accompagné de deux membres du Conseil d'administration du Syndicat, une démarche auprès du patron ¹. Pour les questions, dont il s'agit, on s'est contenté d'ententes verbales.

(1) Cette manière de procéder est excellente. Un Syndicat ne peut, en effet, songer à intervenir chaque fois qu'une question de détail est soulevée dans une usine. Il appartient aux ouvriers de cet établissement à chercher d'abord à solutionner l'affaire avec le patron : c'est là qu'apparaît la nécessité d'un Conseil d'usine. Mais l'intervention du Syndicat, en cas d'échec des pourparlers entre l'industriel et ses ouvriers, est très utile. D'abord, elle peut donner des résultats, et elle se justifie par l'intérêt qu'ont toujours les ouvriers de la corpora-

Mais il n'en a pas été de même généralement, quand les questions présentées avaient plus d'intérêt, en particulier pour les modifications de tarif. C'est ce que montre d'abord une correspondance assez importante, échangée en ces dernières années entre les industriels et le Syndicat ¹. C'est ce que prouvent ensuite et surtout plusieurs engagements écrits, pris par divers patrons après entente avec la Chambre syndicale.

La première convention conservée dans les archives du syndicat remonte à 1896 ; elle fut la conséquence d'une grève qui éclata au tissage Gratry. A cette époque, l'organisation professionnelle actuelle n'existait pas encore. Les pourparlers eurent lieu entre l'industriel, le président et le secrétaire de la Chambre Syndicale ouvrière textile de Roubaix, qui avait une section à Halluin ².

En 1903, la grève, partie d'Armentières-Houplines, s'étendit à Halluin : le travail cessa dans toutes les usines de la ville. Ce fut à cette occasion que le syndicat eut le plus d'entrevues avec les industriels, et qu'il obtint d'eux la plupart des engagements écrits en sa possession. Plusieurs de ces engagements ont pris le caractère de véritables contrats. C'est ce que l'on verra par les extraits reproduits d'autre part ³.

tion à voir solutionner, dans un sens plutôt que dans un autre, une question même particulière à un seul établissement. Ensuite et surtout, c'est une garantie que l'on doit considérer comme des plus utiles là où les Syndicats ne sont pas encore très forts, ni définitivement reconnus par le patronat : On a ainsi la certitude que les Conseils d'usine, les rapports entre l'industriel et ses ouvriers ne sont pas établis en vue de nuire à l'organisation syndicale.

(1) J'ai eu sous les yeux plusieurs lettres d'industriels franchement adressées à la Chambre syndicale ouvrière textile. D'autres lettres ont été remises à l'avocat du Syndicat, lors d'un procès dont il a déjà été question (*Cf.* 1^{re} partie), pour lui permettre de prouver l'existence réelle du Syndicat reconnu par les industriels.

(2) Le tarif portait sur 21 articles ; il a subi depuis quelques modifications et a été, en outre, relevé en 1903.

Le Syndicat ne possède pas d'exemplaire du tarif actuellement appliqué ; mais il conserve l'original du tarif discuté en 1896 par la Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix. Voir à la fin de cette section (annexe, pièce 1), un extrait de ce tarif.

(3) Voir à la fin de cette section : annexe, pièces 2, 3, 4, 5 et 6.

Les bons résultats des rapports établis entre patrons et ouvriers en 1903, ne se firent pas attendre. Lors du passage de la commission d'enquête parlementaire à Halluin, les patrons furent interrogés, comme ceux des autres villes, sur les mesures qu'ils comptaient prendre le 1^{er} Avril 1904, lors de la réduction de la journée de travail à 10 heures. Le Président de la commission leur demanda si, à la veille d'une date peut-être critique, ils étaient disposés à discuter avec leurs ouvriers ; et un industriel put répondre : l'entente est faite¹.

Quelques instants plus tard, M. Jaurès demandait au secrétaire de la fédération des syndicats si la situation était réglée pour le 1^{er} Avril ; celui-ci répondit : « Il y a eu une grève générale. Ce n'est pas la peine de recommencer », et M. Jaurès de répliquer : « Je me réjouis de ce que la question étant réglée à Halluin et à Armentières, elle puisse l'être autre part sans qu'on ait recours à la grève. »

Trois mois plus tard les ateliers étaient déserts à Lille, à Roubaix et à Tourcoing ; la grève sévissait partout et s'étendait bien au delà de l'arrondissement de Lille : dans les départements du Nord, de la Somme, de la Seine-Inférieure, des Ardennes, des Vosges et du Rhône. Armentières² et Halluin restaient en dehors du mouvement.

Depuis 1903, le secrétaire de la Fédération put défendre verbalement ou par écrit les intérêts des ouvriers de plusieurs usines. Le 10 juin 1904, un industriel signa encore, avec deux délégués de ses ouvriers et en présence du secrétaire de la Fédération, une convention portant quelques

(1) Un second industriel fit une autre déclaration intéressante : « Les salaires sont à peu près les mêmes. Ils ont été nivelés depuis quelques années, surtout depuis six mois. » Depuis six mois, c'est-à-dire depuis les grèves d'Halluin, depuis les pourparlers qu'elles ont occasionnés entre patrons et ouvriers ; et cela montre que ces pourparlers ont fait faire un grand pas à l'unification des tarifs dans la localité.

(2) Armentières ne vit qu'une grève de 4 jours, amenée par le refus des industriels de reprendre les séances de la Commission mixte (*Cf.*),

augmentations de prix de façon. L'original de cette convention fut remis au syndicat.

Il serait très désirable que les rapports entre patrons et ouvriers alassent en s'améliorant, qu'il y ait bientôt unanimité chez les industriels pour reconnaître le syndicat. Il faut surtout souhaiter que les rapports cessent de s'établir uniquement sous la pression des circonstances, qu'ils soient périodiques et organisés, prévus pour toute difficulté qui pourrait survenir. Alors seulement on éviterait les surprises toujours possibles et, patrons et ouvriers jouiraient de tous les avantages de la conciliation.

A Comines, les deux syndicats ne sont pas reconnus par les patrons. Jusqu'en 1905, ces deux organisations ont eu le même secrétaire. Celui-ci a bien pu obtenir, il y a quelques années, deux ou trois réponses à ses lettres ; mais aux environs du 1^{er} avril 1904, sur neuf lettres relevées au copie-de-lettres, il fut répondu à une seule : le patron déclarait refuser une entrevue avec toute personne étrangère à son usine ¹. Un industriel de la région, ayant un tissage à Comines, loin de repousser cette entrevue, en prit l'initiative. Apprenant que ses ouvriers allaient se mettre en grève, il accourut et les réunit en présence du secrétaire du syndicat ; il leur demanda un court délai pour étudier leurs revendications. Mais son intervention se produisit peut-être trop tard, alors que l'idée de la grève était déjà ancrée dans la tête de ses ouvriers. Ceux-ci quittèrent le travail malgré tous les efforts du secrétaire. Si le syndicat n'avait pas été précédemment combattu, si l'on n'avait pas entravé son développement, il aurait eu plus d'influence et pareille chose ne se serait probablement pas produite.

(1) A la suite d'une grève des rubaniers en 1903, un tarif fut bien établi pour certains articles, mais sans que le syndicat soit admis à intervenir. Le tarif aurait été violé peu après.

ANNEXE

Pièce 1.

Tissage Gratry. Contrat de 1896

Art. 1^{er}. — On demande les heures de travail comme suit : au matin, entrée à 6 heures jusqu'à 8 heures et demie, et repas jusqu'à 9 heures et de 12 heures à 1 heure et demie. De quatre et demie repas jusqu'à 5 heures et finir à 8 heures. Sortir pendant le repas et le lundi travailler jusqu'à 5 heures du soir.

Art. 2. — On demande en généralité le métrage des pièces en présence de l'ouvrier.

Art. 3. — On demande l'égalité des chaines.

Art. 4. — On demande le nettoyage le samedi à 11 heures avant midi.

Art. 5. — On demande que les réparations de carton soient faites au compte du patron et si c'est la faute de l'ouvrier qu'il paie.

Art. 6. — Pour le savonnage l'ouvrier paiera d'amendes lorsqu'il y a taches dans leurs pièces,

Halluin, le 30 janvier 1896.

Le patron,
Jules GRATRY.

Le Président du Conseil de Prud'hommes,
DUMORTIER.

Pour les ouvriers grévistes :
La réunion des ourriers,
12 signatures.

Pièce 2.

Tissage Defretin

Procès-verbal des diverses entrevues entre M. Defretin et les délégués ouvriers

1° Les ouvriers abandonnent leur demande de renvoi du directeur, du dessinateur et d'un ouvrier spécialement désigné ;

2° De son côté M. Defretin s'engage à ne faire aucune victime. Pour les ouvriers congédiés avant la déclaration de la grève et dont six sont encore actuellement sans place, M. Defretin s'efforcera, ou bien de les reprendre si les conditions du travail le lui permettent, ou bien il s'efforcera de les placer chez ses collègues.

Pendant trois semaines, les deux syndicats par moitié paieront à ces ouvriers qui resteraient sans travail, une indemnité équivalente à leur salaire. A l'expiration de ces trois semaines, et si M. Defretin, soit chez lui soit chez ses collègues, n'avait pu procurer du travail à ces six ouvriers, M. Defretin promet de leur donner les métiers qui deviendraient vacants.

3° *Serviettes.* — M. Defretin laissera les prix actuellement en cours sur les articles fil. Il accorde demie satisfaction pour le coton sur toutes les demandes d'augmentation faites par ses ouvriers dès la remise de réclamations générales.

4° *Nappes grand montage*. — Dans le cas où il y aurait deux changements sur une semaine M. Defretin accorderait satisfaction aux ouvriers.

5° *Coutils*. — Sur les articles coutils M. Defretin accorde l'augmentation de cinq pour cent sur tous les articles.

6° *Satin Damassé*. — M. Defretin (si les renseignements fournis par les ouvriers concernant les prix payés par la maison P. Lemaitre sont exacts) accepte les augmentations suivantes : Deux centimes sur le 140 de largeur, un centime sur les autres largeurs. L'article deux mètres restant au prix antérieurement payé.

7° *Satin Jacquart et Lame*. — M. Defretin accepte comme base le tarif payé par les maisons de Comines. Les ouvriers ayant fait remarquer que ces maisons ne faisaient pas le satin *corset* (Jacquart) M. Defretin déclare que s'il en est ainsi (que cet article ne se fait pas à Comines) il paiera le tarif de la maison Lorthiois.

8° *Toile de coton*. — M. Defretin accorde une augmentation de 0 fr. 50 par pièce. Les pièces seront comptées à cent quinze mètres, le surplus de 115 mètres payé proportionnellement.

9° *Tapis de jute*. — Pour l'ameublement (tapis et jute), M. Defretin prendra le tarif de M. Lemaitre. Il accorde aussi satisfaction pour les liages et retords. Pour les articles de ce genre qui ne se feraient pas chez M. Lemaitre, il établira des prix sur la base du dit tarif (P. Lemaitre).

10° *Soierie*. — M. Defretin prendra comme base le tarif de M. Lorthiois de Tourcoing.

11° *Parapluie* (Veronaise). — M. Defretin déclare n'avoir plus l'intention de fabriquer cet article. Toutefois s'il venait dans l'avenir à remonter des rouleaux ils accorderait sur les prix actuels une augmentation de deux centimes au mètre à partir de 1^{re} 28.

12° *Peluche à la main*. — M. Defretin accepte de faire exécuter cet article à la journée sur la base de 20 francs par semaine avec prime.

La tâche imposée sera la moyenne établie par le travail *antérieur* des quatre ouvriers occupés à cette besogne.

13° *Carpette*. — M. Defretin accepte le rétablissement des 10 centimes qui avaient été enlevés sur cet article. Il laisse le prix de 5 francs aux aides. Il veillera de plus à ce que les 10 centimes perçus par les porteurs de rouleaux (ce qui constitue à ses yeux un abus) ne soient plus réclamés.

14° *Moquette*. — M. Defretin paiera pour cet article le tarif de M. Lorthiois à Tourcoing.

15° *Les 4 mécaniques* (4 largeurs à la main). — M. Defretin donnera une augmentation de dix centimes au mètre.

16. *Les n^{os} 7 et 8 à la main*. — M. Defretin paiera cet article à raison de 0 fr. 50 le mille de duites et une augmentation de 0 fr. 10 par mètre pour la troisième mécanique.

17° *Echantillonnage*. — Pour échantillonnage et pour tous les cas où l'ouvrier devrait accidentellement quitter son travail pour en faire un autre, celui-ci serait payé à la journée et à raison de 3 fr. 50.

18° *Choix du métier*. — Les ouvriers devant quitter leur métier par défaut de commande pourront (sur leur demande) le reprendre le jour ou viendraient de nouvelles commissions.

19° *Employés commerçants.* — M. Defretin veillera avec sévérité à ce que les abus qui lui furent signalés ne se représentent plus. Il s'engage à défendre à ses employés établis en ville tout genre de pression sur son personnel.

20° *Attente de rouleaux.* — M. Defretin s'engage aussi à veiller à ce que ses ouvriers n'attendent plus à rouleaux lorsque ces derniers seront prêts.

21° *Ourdissage.* — Selon la plainte de ses ouvriers, le travail de l'ourdissage ne se faisait pas à tour de rôle. M. Defretin promet la surveillance sur ce point.

22° *Duitage.* — M. Defretin accepte la réclamation concernant le duitage. Désormais les diminutions comme les augmentations seront proportionnelles au duitage.

23° *Donneur d'épeules.* — M. Defretin veillera encore à ce que le donneur d'épeules ne fasse plus attendre les ouvriers.

24° *Arrêt d'une demi-heure le matin.* — L'arrêt d'une demi-heure le matin pour le déjeuner est accordé.

25° *Rouleaux à tour de rôle.* — Les rouleaux seront donnés à tour de rôle.

26° *Application du règlement.* — Il est tout naturel que ceux chargés d'appliquer le règlement ne l'amplifient. M. Defretin promet de donner des ordres à cet effet.

27° *Moulin à mesurer les pièces.* — Les ouvriers seront autorisés à signaler les défauts qu'ils croiraient remarquer au moulin. De plus leurs pièces seront mesurées aussi vite que possible après leur fabrication.

28° *Arrêt du lundi à 5 heures.* — L'arrêt du lundi à 5 heures du soir se fera en tout temps, même les semaines à jour férié.

29° *Parage des chaines.* — M. Defretin ne peut accorder l'allocation réclamée par les ouvriers pour le parage des chaines. Il promet de donner du fil de qualité meilleure et ainsi donne aux ouvriers une satisfaction entière.

30° *Largeur de 1^m60 sur métier de 2^m20.* — Pour les articles de 1^m60 faits sur métier de 2^m20, à l'avenir la diminution ne sera plus que de 1 fr. 50 au lieu de 3 francs, comme cela se faisait antérieurement.

31° *Les 80 couleurs à tour de rôle.* — Les 80 couleurs seront donnés à tour de rôle à tous les ouvriers ayant certain un temps de présence dans la maison et pouvant connaître par conséquent les divers articles.

32° *Un seul ouvrier sur un métier.* — A l'avenir, sauf le cas de force majeure, les ouvriers ne travailleront plus deux sur un même métier.

33° *Régime spécial pour ouvrier à la main.* — M. Defretin déclare ne pouvoir accorder un régime spécial pour les ouvriers à la main travaillant dans son tissage mécanique. Toutefois les ouvriers à la main ne paieront pas l'amende pour absence d'une journée entière. Il reste entendu que ces absences ne devraient pas être trop fréquentes.

34° *Bomage.* — Les ouvriers à la main feront eux-mêmes le bomage. Ils n'auront plus dès lors à payer de redevance pour ce travail.

35° *Le piquage*. — M. Defretin prendra les moyens pour que les ouvriers n'attendent plus le piquage des cartons.

36° *Moquette*. — M. Defretin accepte le tarif de M. Lorthiois.

Fait à Halluin, ce lundi 19 octobre 1903.

Ont signé le présent procès-verbal :

L'industriel, P. DEFRETIN.

Le délégué

P^r le Syndicat la Fraternité ouvrière, P^r le *Syndicat textile d'Halluin*,
Alfred GRIMONPREZ.

Le délégué

Victor VANDEPUTTE.

L'arbitre, F. LECLERCQ.

« La Fraternité Ouvrière » est un Syndicat démocrate chrétien disparu peu après la grève. L'arbitre accepté par les deux parties, est à Lille, président de l'Union démocratique et du Syndicat démocrate-chrétien de la Métallurgie. On remarquera cette entente de deux organisations professionnelles de nuances différentes, admises toutes les deux à discuter avec le patron les intérêts des ouvriers, et signant toutes les deux l'accord intervenu.

Pièce 3.

Tissage Huet

Procès-verbal d'une entrevue entre l'Industriel et les Délégués ouvriers
qui mit fin à la grève :

Après une entrevue entre M. Huet et MM. Vandeputte et Goerland, délégués des ouvriers, en présence de M. le Commissaire de police, il a été établi ce qui suit :

M. Huet sur les revendications présentées accorde :

1° Suppression du travail à deux métiers pour l'article coutil dans le tissage dit : « La Mine d'Or ».....

*Suit l'émunération d'augmentation de 5 à 10 %
accordée sur les prix de façon de divers articles.*

5° A partir de l'application de la loi de dix heures, il sera accordé une augmentation de 5 % sur les tarifs de toile et de linge de table. (Il est convenu entre les parties qu'à cette époque aucune autre réclamation ne sera formulée).

6° Le travail reprendra le samedi matin 5 décembre, à neuf heures.

Fait à Halluin, le 4 décembre 1903.

Ont signé :

André HUET 1.

Vu le Président

du Conseil des Prud'hommes,

L. ODOU-LORIDON.

Victor VANDEPUTTE 2.

Jean GOERLAND 3.

Suivent quatre autres signatures :

(1) Industriel.

(2) Secrétaire de la Fédération.

(3) Membre de la Fédération.

Pièce 4.

Tissage Loridan

L'établissement d'un nouveau tarif résulta d'une correspondance, échangée en août et septembre 1904, entre l'industriel et le syndicat. Dans ses réponses, le patron répondit point par point aux demandes des ouvriers. Les négociations eurent lieu sans cessation du travail. Quand l'accord fut intervenu, copie du tarif convenu fut adressée au Syndicat.

Pièce 5.

Tissage Deherrypon

A la suite d'une grève, le syndicat obtint un nouveau tarif à deux métiers établi sur celui d'un métier diminué de 25 %. Ce tarif se termine ainsi :

Pour toutes les toiles tissées à deux métiers il sera employé de la très bonne chaîne et comme trame le plus gros numéro sera le N° 4.

1° Seront tissés à deux métiers jusqu'à 120 cm. de largeur tous les articles jusqu'au peigne de 600 broches au mètre et de la manière suivante :

Jusqu'à 500 broches au mètre, 1 fil en broche.

De 500 à 600 broches au mètre, 2 fils en broche.

2° Seront tissés à deux métiers jusqu'au 80 cm. de large tous les articles au-dessus de 600 broches au mètre mais à 2 fils en broche.

3° Pour les articles jusqu'au 120 cm. de large il ne sera pas dépassé vingt-quatre duites aux quatre centimètres et pour les articles jusqu'à 80 centimètres de large il ne sera pas dépassé trente duites aux quatre centimètres.

4° Seront payés à l'ancien tarif tous les ouvriers attachés à travailler spécialement à un seul métier.

FABRIQUE DE TOILES
Julien DEHERRYPON
30 Juillet 1903
HALLUIN (Nord)

Halluin, le 30 Juillet 1903.

JULIEN DEHERRYPON.

Pièce 6.

Tissage Demeestère-Demeestère

Pendant la grève l'industriel adressa au Syndicat, le 26 octobre 1903, la note suivante :

Voici les concessions que je veux bien accorder à mes ouvriers :

Art. 1350 fils 18 duites 4 cm. 5 au lieu de 4, soit 12 %.

— 1200 » 22 » 5,5 » 5 » 10 %.

— 1600 » 22 » bordure rouge, 6 cm. 5 au lieu de 6, soit 10 %.

Pour les navettes j'accepte les propositions de mes ouvriers.

Pour le nettoyage j'accepte les propositions de mes ouvriers.

Pour les 7,800 fils, j'accepte 0,53 cm. au lieu de 0,49.

Pour le travail de nuit et dimanche, j'accepte la proposition.

J'accepte aussi la suppression de deux métiers de nappes sur grands métiers.

J'accepte la suppression des amendes pour les bobineuses.

J'accepte l'augmentation pour le coton rouge.

Pour les autres articles je regrette de ne pouvoir rien accorder, ayant fait toutes mes concessions il y a dix-huit mois.

J. Demeestère-Demeestère

Toiles et linges de table

HALLUIN

*A la suite de nouvelles démarches, le
Syndicat reçu une nouvelle note portant
augmentation sur 7 articles.*

SECTION IV

Les rapports à Armentières

C'est seulement à Armentières-Houplines que, dans l'arrondissement de Lille, les ouvriers d'une même industrie textile ont discuté avec l'ensemble de leurs patrons les conditions du travail.

L'histoire des rapports entre les patrons et les ouvriers tisseurs d'Armentières est particulièrement intéressante, car on y trouve deux contrats généraux et collectifs réglant chacun le mode et le prix du travail. Le premier a été conclu à la hâte pendant l'agitation d'une grève. Le second fut signé par les deux parties après sérieuse étude et consciencieuse discussion.

§ 1. — L'ÉVOLUTION DE L'INDUSTRIE DU TISSAGE A ARMENTIÈRES-HOUPINES ¹

Le centre industriel d'Armentières-Houplines est le plus important de France pour le tissage de la toile. Armentières, « la reine de la toile », n'était encore en 1850 qu'une petite ville de 8.200 habitants. La toile de lin y était alors tissée à la main, en ville et dans la banlieue, par des ouvriers à façon travaillant pour le compte de 25 à 30 petits-fabricants. L'industrie était alors prospère et le nombre des métiers en activité à Armentières augmentait de jour en jour.

(1) Armentières et Houplines, bien que communes distinctes, ne forment plus aujourd'hui qu'une seule agglomération.

C'est aux environs de 1850 qu'apparut le tissage mécanique. Son développement fut rapide et il ne tarda pas à supplanter le tissage à la main. En effet, en 1870, on comptait à Armentières près de 3.000 métiers mécaniques répartis dans une vingtaine de tissages, et seulement de 1.500 à 2.000 métiers à la main. La ville comptait alors 19.000 habitants. Elle était, sans conteste, la métropole toilière et, dans l'arrondissement de Lille, les tissages concurrents étaient encore très peu nombreux.

La prospérité de l'industrie augmenta jusque vers 1880 ¹. Elle causa l'apparition de nombreuses usines nouvelles, tant à Armentières-Houplines qu'en d'autres centres de la région. En 1883, on comptait dans tout le centre armentierois une quarantaine de tissages ² ayant ensemble 7.000 métiers environ. Ce chiffre qu'une crise importante diminua sensiblement de 1883 à 1889 ³ n'est guère dépassé aujourd'hui.

Parmi les causes de crise, il faut citer l'énorme accroissement du nombre des métiers dans la région, il faut mentionner aussi la concurrence grandissante que faisait au lin une autre matière textile de prix inférieur : le coton.

Les industriels d'Armentières, il est vrai, avaient dès 1880 tenté eux aussi l'emploi du coton. Ils cessèrent de rester cantonnés presque exclusivement dans la fabrication des tissus de lin et de chanvre, et trouvèrent dans l'association de fils de coton et de fils de lin, un travail particulièrement avantageux. Cette innovation fut bien accueillie par la clientèle ; et la fabrication des toiles dites « métis » en chaîne coton, trame lin prit une telle extension que l'on compte actuellement plus de 40 % des métiers de la place montés avec ces tissus nouveaux.

(1) En 1880, Armentières comptait 25.000 habitants.

(2) Parmi ces usines on en comptait une à Frelinghem avec 140 métiers, une à Pont-de-Nieppe avec 100 métiers, une à Erquinghem avec 150 métiers. Toutes les autres se trouvaient à Armentières et Houplines.

(3) Environ huit établissements avec 1.000 métiers disparurent. Les autres maisons durent réduire leur production dans une large mesure.

Vers 1890, la crise prit fin et jusqu'à 1900 ce fut encore une fois une période de prospérité pour l'industrie de la toile. Mais les prix de main-d'œuvre payés à Armentières étaient sensiblement les plus élevés de la région, et c'est probablement pour cette cause que l'industrie se développa surtout dans les places concurrentes.

En 1900 commença une nouvelle crise générale de l'industrie toilière qui n'est pas encore terminée.

La fabrication d'Armentières-Houplines s'étend à tous les genres de toiles, depuis les plus légers et les plus fins, tels que la toile blanchie pour chemises et pourdraps de lit, jusqu'aux toiles très lourdes pour tentes, voiles, bâches, etc. La plus grande partie de la production consiste d'ailleurs en toiles de poids moyen (de 300 à 600 grammes le mètre carré) destinées aux emplois ménagers, aux effets de couchage, à la confection des vêtements, à l'équipement militaire, etc. Ces diverses toiles se différencient par la largeur, par le nombre et la grosseur des fils, ainsi que par la nature de la matière première entrant dans leur composition.

A leur fabrication travaillent actuellement environ 8.000 ouvriers et ouvrières. Un peu moins du tiers de ce nombre est occupé aux préparations de la chaîne et de la trame; tandis que les tisseurs proprement dits conduisent les quelques 7.000 métiers à tisser répartis dans 30 à 35 usines.

§ 2. — LES « PRÉPARATIONS » ET LE TRAVAIL DU TISSEUR (Voir annexe 1 à la fin du chapitre).

Tisser consiste à entrecroiser des fils de trame avec des fils de chaîne. Ce travail est exécuté par le métier mécanique sous la direction de l'ouvrier tisseur. La chaîne d'une part, la trame d'autre part, sont fournies au tisseur par « les préparations »:

Les « préparations » comprennent pour la chaîne les opérations successives du bobinage, de l'ourdissage, du parage, du passage à la lame et au rôt : Les fils arrivés de la filature en écheveaux, sont placés sur des bobines par les « bobineuses », puis réunis parallèlement sur des axes par les « ourdisseuses », puis encollés ¹ par les « pareurs »; enfin ils sont passés dans les « lames » et dans le « peigne » ou « rôt » par les « lamiers ».

La préparation pour la trame est exécutée par les « épeuleuses ». Elle consiste à enrouler le fil autour de petits axes ou « épeules » qui seront placés dans les navettes.

Le travail du tisseur comprend trois actes principaux : Il installe sur le métier la chaîne qui lui est livrée, enroulée autour d'un axe ou « ensouple », engagée dans les lames et dans le peigne. Il charge la navette d'une nouvelle « épeule » chaque fois qu'après un certain nombre de courses successives entre les fils de chaîne, elle a posé toute la trame dont elle était munie. Il rattache les fils de chaîne quand ils viennent à se rompre sous l'effort du travail.

Selon la nature du tissu à produire, le renouvellement de chaîne est plus ou moins fréquent, la navette doit être plus ou moins souvent rechargée, les ruptures de fils sont plus ou moins nombreuses. Parfois la facilité du travail rend possible la conduite de plusieurs métiers par un seul ouvrier : C'est ce qui a lieu pour les toiles métisses. Mais il n'en est généralement pas de même pour les toiles lourdes en lin ou en chanvre, ni pour les toiles fines en lin : Avec les premières les changements d'ensouples sont trop nombreux et l'épuisement de la canette est trop rapide : les secondes comportent des chaînes trop fragiles. Quant aux toiles de poids moyen, si elles n'ont pas une chaîne assez solide pour permettre la conduite simultanée de deux métiers, du moins leur facilité de travail est suffisante, la plupart du temps, pour que l'accou-

(1) L'encollage a pour but de lisser les fils, d'augmenter leur résistance, de les empêcher de s'user et de se rompre pendant les opérations du tissage.

plement d'un métier de chaîne lin avec un métier de chaîne coton soit aisé et pratique.

Il semble donc rationnel de répartir les toiles d'Armentières en trois groupes, d'après leurs difficultés de fabrication : 1^o les chaînes coton dont le travail est plus particulièrement appropriée à la conduite de plusieurs métiers par ouvrier ; 2^o les chaînes lin ou chanvre ne permettant la conduite que d'un seul métier ; 3^o les chaînes lin ou chanvre qui peuvent être tissées à raison d'un métier de lin ou de chanvre accouplé avec un métier de coton.

Remarquons que la conduite de deux métiers par un seul ouvrier n'est possible qu'à condition que les matières premières soient de bonne qualité moyenne, et seulement pour les combinaisons de tissus où le serrage des fils de trame est en rapport avec la force dynamométrique des fils de chaîne.

§ 3. LES TARIFS DES TISSAGES AVANT 1889

L'opération du tissage est actuellement payée à la tâche. Il est vraisemblable, qu'à l'origine du tissage mécanique, les ouvriers furent payés à la journée ; mais que, dans l'intérêt de la production, le salaire aux pièces remplaça bientôt le salaire au temps. Patrons et ouvriers se rendirent facilement compte du nombre de mètres de tissu qu'un ouvrier de force et d'habileté moyennes pouvait produire, et on arrêta, sans difficultés, des prix de façon au mètre de tissu fabriqué. Ces prix furent établis pour chaque genre et chaque qualité, c'est-à-dire pour chaque « marque » de toile.

Mais les « marques » de toile, d'abord peu nombreuses, ne tardèrent pas à se multiplier : la nomenclature des prix de façon, s'adressant chacun à une marque spéciale, devint longue et compliquée. Il apparut alors utile d'établir un « tarif » s'adressant à toutes les combinaisons possibles de tissu, et comprenant des prix de façon variant avec certaines caractéristiques de ces tissus. Le patron devait avoir ainsi l'avant-

tage de connaître, par avance, le coût de la main-d'œuvre pour déterminer le prix de revient d'un article nouveau ; l'ouvrier, de son côté, pouvait avoir la certitude, avant d'entreprendre un nouveau travail, que son salaire quotidien ne subirait pas de réduction injustifiée.

En 1870, il existait dans les principaux tissages d'Armentières des tarifs appliqués depuis déjà plusieurs années. Ils ne s'adressaient qu'aux toiles de lin tissées sur métier unique, les chaînes coton étant encore inconnues. Le prix du travail était fixé au mètre de tissu. Il était calculé de telle sorte qu'il assurait à l'ouvrier moyen le salaire quotidien imposé par le patron, ou convenu d'avance entre employeur et employés. Il dépendait donc, pour chaque article, du nombre de mètres que pouvait produire par jour un tisseur moyen, autrement dit de la rapidité de production.

La production quotidienne d'un tissu varie surtout avec sa largeur et le nombre de fils en trame. De la largeur du tissu dépend en effet la largeur du métier, et la vitesse du métier varie avec sa largeur. D'autre part, il est évident que pour tisser un mètre de toile d'une largeur donnée, il faudra d'autant plus de temps que le duitage sera plus serré c'est-à-dire qu'il y aura plus de fils en trame dans le mètre de tissu.

Largeur du tissu, nombre de fils en trame : voilà les caractéristiques dont on tint toujours compte dans les tarifs armentériens. Or, il est certainement d'autres causes qui influent sur la rapidité de production. Certaines, et ce sont les plus nombreuses, agissent en sens inverse, se contrebalancent dans une certaine mesure et sont par suite d'importance secondaire. C'est ainsi qu'aux pertes de temps causées par les plus nombreux changements d'ensouple et de navette pour les toiles lourdes, correspondent les pertes de temps occasionnées par les plus fréquents raccommodages des fils pour les toiles fines. Mais il est une cause qui fait varier la productivité du travail de l'ouvrier et dont l'importance est assez considérable : c'est la qualité de la matière première

dont jusqu'alors on n'est malheureusement pas arrivé à tenir compte dans les tarifs armentières¹.

A l'apparition des chaînes coton, la question se posa d'un tarif pour toiles tissées sur deux métiers accouplés. Dans les usines qu'elles premières abordèrent cette nouvelle fabrication, il sembla tout naturel de prendre comme base du tarif nouveau le tarif existant pour toiles de lin tissées sur métier unique, et de l'adapter au tissage sur métiers accouplés, en le réduisant dans une certaine proportion. En effet, on ne pouvait songer à payer le travail du coton sur deux métiers au prix du fil sur un métier : l'industriel n'aurait eu aucun intérêt au travail sur métiers accouplés. D'autre part, il apparut que le labeur de l'ouvrier travaillant sur deux métiers de coton était plus considérable que celui de l'ouvrier travaillant sur un métier de fil, et que, dans ces conditions, son salaire quotidien devait être supérieur. C'est pourquoi on adopta pour les tissus de coton, faits sur deux métiers accouplés, le tarif du fil sur un métier diminué seulement de 30 % environ.

Les bons résultats donnés par l'accouplement des chaînes coton amena l'accouplement de certaines chaînes lin ou chanvre avec des chaînes coton. Comme le coton se prête mieux au travail par suite de sa souplesse, le fait de monter un des deux métiers accouplés avec une chaîne lin imposa à l'ouvrier un surcroît d'effort. Aussi la réduction du tarif fil sur un métier ne fut que de 20 à 25 % pour le travail du lin ou du chanvre sur un métier accouplé à un métier de coton.

(1) Il faut remarquer que les tarifs du fil sur un métier ne visa pas seulement à donner à l'ouvrier un salaire quotidien identique quelle que soit la rapidité de production du tissu. Comme la peine et la difficulté augmentent à mesure que le métier est plus large, les premiers tarifs, pour proportionner dans une certaine mesure le salaire à l'effort, ont assuré à l'ouvrier des métiers larges un salaire quotidien supérieur à celui de l'ouvrier des métiers étroits. Depuis, la différence entre les salaires assurés par les tarifs à ces deux catégories d'ouvriers, a dû être diminuée par suite du trop grand écart existant, pour les grandes largeurs, entre les prix de façon payés à Armentières et dans les places concurrentes.

Enfin, lorsqu'on commença la fabrication de tissus spéciaux, demandant à l'ouvrier par suite de leur combinaison et de la complication du métier employé plus d'attention, d'habileté et d'activité, ou bien on établit pour ces tissus nouveaux des tarifs particuliers, ou bien on se borna à fixer le taux de l'augmentation accordée à l'ouvrier.

Bien qu'aucune entente générale n'ait eu lieu entre les patrons, les tarifs furent à l'origine, assez sensiblement pareils dans tous les tissages. A une époque où la production était insuffisante pour la consommation, les industriels qui écoulaient leurs produits facilement et à bon prix, ne cherchaient pas à réaliser des économies sur la main-d'œuvre, et chacun modifiait volontiers son tarif propre d'après celui du voisin.

Mais quand, plus tard, la production dépassa les besoins de la consommation, les cours furent avilis et il s'engagea une lutte vive entre les industriels pour la vente de leurs produits. Les tarifs de façon payés dans les diverses maisons cessèrent alors d'être à peu près identiques, et quelques patrons cherchèrent la diminution du prix de revient dans la réduction du prix de façon¹. Leur exemple ne tarda pas à être suivi par plusieurs autres. Or, rien n'était venu compenser pour les ouvriers les réductions qu'ils eurent à supporter. Aussi, des conflits, suivis parfois de grèves, éclatèrent dans différentes usines, causés par l'infériorité des tarifs.

En même temps, la conduite de deux métiers devenait une source de difficultés entre patrons et ouvriers. Elle avait d'abord été accueillie sans grande résistance par les tisseurs; mais cette résistance s'accrût lorsqu'une crise entraîna la

(1) La concurrence entre patrons basée sur la réduction du salaire est encore fréquente. Lorsqu'elle eut cessé entre les usines d'Armentières, par suite de l'observation d'un tarif uniforme, le salaire du tisseur armentierois resta menacé par les prix de façon inférieurs payés dans les places concurrentes. Aussi, malgré les difficultés de réalisation, il faut désirer que l'on marche dans la voie de l'adoption de tarifs assurant partout au tisseur de toile un même salaire pour un même travail.

disparition de plusieurs usines et la réduction de la production dans les autres tissages.

En 1883, les industriels avaient éprouvé le besoin de s'entendre : ils formèrent un syndicat. Ils n'arrivèrent pas de suite à l'établissement d'un tarif uniforme pour les divers tissages. La question de l'unification des tarifs était bien agitée depuis quelques années déjà, mais elle n'était pas encore mûre, et le syndicat patronal se borna jusqu'en 1889, à accorder son appui à ses membres atteints par des grèves partielles.

Au début de 1889, les industriels d'Armentières-Houplines se réunirent pour rechercher quelles mesures il conviendrait de prendre en vue d'atténuer la crise dont ils souffraient, et de sauvegarder les intérêts de leur industrie. Il leur apparut de suite, qu'une des premières conditions de succès était d'amener les tissages des villes voisines et de la campagne à relever leurs tarifs de façon, qui s'éloignaient trop de ceux appliqués à Armentières. Mais en même temps, il sembla bien évident qu'il était tout d'abord indispensable que les tarifs soient unifiés dans les tissages de l'agglomération armentéroise.

§ 4. — LE TARIF DE 89 ET SON APPLICATION

L'unification du tarif du tissage fut décidée, en principe, par le Syndicat patronal au début de février 1889 ; une Commission fut chargée d'étudier l'établissement d'un tarif unique. Le bruit en parvint aux ouvriers qui, le 23 février, nommèrent eux aussi une Commission de deux délégués par fabrique, chargée d'élaborer un tarif général qui serait discuté contradictoirement avec les patrons, si le tarif patronal n'était pas satisfaisant.

Le 26 février, le Syndicat patronal adopta un tarif uniforme qui fut affiché dans les usines le samedi 2 mars. Le jour

même, des grèves éclatèrent dans divers établissements : dans un tissage les ouvriers quittèrent le travail parce que le tarif général n'avait pas été affiché, et dans deux autres, parce que certains prix de façon se trouvaient diminués. En outre, des réclamations se produisirent en diverses usines. Le lundi de nouvelles grèves partielles éclatèrent : il y eut 13 tissages arrêtés et 3000 grévistes. Puis, des manifestations eurent lieu pour faire arrêter le travail partout, la grève devint générale et causa de graves désordres.

Le 7, des patrons se réunirent à la Mairie d'Armentières avec des délégués ouvriers. C'est au cours de cette réunion suivie d'une autre, le lendemain, qu'on adopta, en présence du Préfet du Nord, le tarif définitif de 1889 ¹.

On peut, à juste titre, s'étonner de la rapidité avec laquelle patrons et ouvriers tombèrent d'accord. A la vérité, il s'agit moins, en 1889, de discussions en vue de l'élaboration d'un tarif, que de la présentation par les ouvriers d'un ultimatum, que les patrons acceptèrent, émus par les désordres produits et par ceux sur le point de se produire. C'est dans l'insuffisance de l'étude et de la discussion contradictoires, qu'il faut voir une des principales causes de la faute qui fut commise. Qu'est, en effet, ce tarif de 1889 ?

Pour les chaînes lin sur métier unique, c'est à peu de chose près, le tarif d'abord appliqué à Armentières.

De même pour les chaînes coton tissées sur métiers accouplés.

Mais la partie de l'ancien tarif concernant les chaînes lin sur métier accouplé avec métier de chaîne coton a disparu. Désormais, les patrons devront payer, pour le fil sur métier accouplé, le tarif du lin sur un métier ; ils n'auront plus aucun intérêt à ce genre de travail, et l'on peut dire que le tarif de 1889 interdisait ainsi l'accouplement d'un métier de chaîne lin avec un métier de chaîne coton.

Pourquoi la suppression d'un mode de travail qui a l'avan-

(1) Voir annexe 2.

tage de diminuer le prix de fabrication, et d'augmenter en même temps le salaire de l'ouvrier ?

Parce que, frappés des fréquents chômages qu'ils venaient de subir et de la misère qui en était résultée, les ouvriers voulaient écarter tout ce qu'ils croyaient de nature à diminuer le nombre des tisseurs dans les usines ; parce que les membres de la délégation patronale ignoraient l'intérêt de l'accouplement d'un métier de chaîne lin et d'un métier de chaîne coton.

Dès lors, l'infériorité d'Armentières-Houplines fut grande vis à vis des autres places, où pouvait être appliqué le travail à façon réduite sur métier de lin accouplé avec métier de coton ; les patrons devaient être portés à violer le tarif, soit en organisant le travail sur métier de lin accouplé avec un métier de coton, soit en réduisant le prix de façon pour le travail du lin sur métier unique.

Les ouvriers, insuffisamment organisés, ne purent exiger l'observation des conditions du travail convenues. Le syndicat patronal ne put lui-même obtenir de ses membres le maintien du tarif, qui fut si vite violé, qu'on peut dire qu'il ne fut jamais appliqué intégralement dans tous les tissages d'Armentières.

Plusieurs industriels, pour reprendre leur liberté, donnèrent bientôt leur démission du syndicat qui, à la fin de 1889, avait ainsi perdu toute vitalité. Il disparut définitivement en 1895.

Depuis que des délégués ouvriers s'étaient rencontrés avec les patrons pour établir le tarif de 1889, les rapports entre employeurs et employés, en vue de la solution des conflits, devaient toujours trouver de chauds partisans parmi les ouvriers tisseurs armentérois. Nous lisons dans les statuts du syndicat ouvrier créé en 1890, au lendemain de la grève de 1889, la disposition suivante, qui a été reproduite depuis dans les statuts de tous les syndicats socialistes d'Armentières et d'Houplines :

« La Chambre syndicale fera tous ses efforts pour prévenir

les grèves générales ou partielles, en proposant un tribunal d'arbitrage composé de mi-partie ouvriers, mi-partie patrons, lequel statuera sur le point qui pourrait amener des conflits de cette nature.... »

En 1893, le Syndicat ouvrier fit, mais sans succès, une tentative auprès des patrons pour provoquer la constitution d'une commission mixte, dont le but aurait été de mettre fin à la violation du tarif de 1889, et d'arriver à l'application effective d'un tarif unique dans tous les tissages d'Armentières-Houplines¹.

Mais les industriels ne voulurent jamais, pas plus à Armentières qu'à Houplines, entrer en rapport avec leurs ouvriers organisés ; ils ne voulurent pas reconnaître les syndicats.

Le tarif de 1889 fut violé de plus en plus : une fois que certains industriels eurent admis des réductions sur les prix de façon stipulés, les autres durent les suivre dans cette voie. Si l'on ajoute à cela qu'une crise vint imposer aux ouvriers de pénibles chômages, que les syndicats, combattus par le patronat étaient faibles, mal organisés, cantonnés dans l'action politique, on comprendra comment a pu couver la révolte soudaine, la grande explosion de colères que fut la grève de 1903.

§ 5. LA GRÈVE DE 1903. COMMENT ON EN VINT AUX COMMISSIONS MIXTES.

Le 3 Octobre 1903, la grève était générale à Armentières et à Houplines. Elle atteignait 51 établissements textiles, avec 12.789 ouvriers, dont 35 tissages avec 8.554 ouvriers. Laissant de côté le récit de la grève de 1903 que l'on pourra trouver facilement, nous examinerons seulement ici : quelles furent

(1) Voir à la fin du chapitre, annexe 3, les lettres écrites à cette occasion par le syndicat au maire d'Armentières et aux fabricants de toile.

successivement les prétentions et l'attitude des deux parties, comment on aboutit — grâce aux démarches nombreuses du Préfet du Nord, à la pression du Parlement — à se mettre d'accord sur les divers points en litige, et comment surtout fut décidé l'établissement ou la révision des tarifs par des Commissions mixtes de patrons et d'ouvriers.

Dès les premiers jours de grève, le Comité, composé on se souvient des deux Commissions syndicales d'Armentières et d'Houplines, eut pour but non seulement l'application du tarif de 1889, mais la fixation des augmentations de salaires correspondant à l'échéance prochaine d'Avril 1904. Il modifia le tarif de 89 et lui appliqua en principe une augmentation de 16 %. En outre, il prépara en hâte l'unification des tarifs des préparations du tissage et des filatures de lin et de coton.¹

L'ouverture des négociations eut lieu le 9 octobre par une entrevue du maire d'Armentières et du Président de la Chambre de Commerce. La veille, le Préfet du Nord avait reçu une délégation des grévistes et promis de demander à la Chambre de Commerce d'Armentières de rechercher les moyens de résoudre le conflit. Le Président de la Chambre de Commerce reçut le 9 au soir une délégation ouvrière, dont il transmit les revendications aux patrons tisseurs. Ceux-ci déclarèrent alors qu'ils ne pouvaient faire plus qu'accepter l'application intégrale du tarif de 89. Cette réponse fut transmise au maire d'Armentières par le président de la Chambre de Commerce² et le Comité de la grève en eut connaissance le 13 octobre. Celui-ci maintint ses demandes : la révision du tarif de 89 et l'établissement d'un tarif uniforme pour les préparations de tissage et les filatures.

(1) De nombreuses réclamations lui parvinrent de diverses usines. J'ai relevé dans les réclamations des ouvriers d'un tissage les deux demandes suivantes : demande que le travail par trop défectueux soit payé à raison de 3 fr. par jour (c'est la réclamation d'un minimum de salaire de 3 fr) ; demande que « trois délégués soient choisis par les ouvriers pour porter les réclamations à qui de droit, afin d'éviter les conflits ».

(2) Voir à la fin du chapitre, annexe 4, pièce 1.

Le lendemain, le Préfet vint à Armentières. Dans une entrevue avec les maires et le Comité de la grève, il fut décidé qu'on proposerait aux ouvriers, dans un referendum, la reprise du travail moyennant l'application intégrale et immédiate du tarif de 89, et moyennant la promesse d'une « Commission mixte », qui étudierait le remaniement de ce dernier tarif, et la possibilité de l'unification du tarif des préparations et filatures. Le Comité de la grève estima que si le travail était repris de suite et sur la seule promesse d'une Commission mixte, le résultat de celle-ci serait fort aléatoire. Il conseilla donc aux ouvriers de voter pour la continuation de la grève.¹ Son avis fut suivi par les ouvriers, bien que le matin même du scrutin, le Préfet eut fait porter à la connaissance des grévistes et par voie d'affiche² : 1^o que les patrons tisseurs venaient de se déclarer disposés à unifier les tarifs de préparation, et 2^o que les patrons filateurs avaient établi un tarif commun. La continuation de la grève fut votée par 7.264 voix contre 1.300.

Dès le lendemain, le Comité entra en rapport direct avec les patrons tisseurs : cinq lettres furent échangées du 19 au 26 octobre³ ; deux entrevues eurent lieu le 21 et le 23 octobre, à la mairie d'Armentières. Mais la question ne fit pas un pas ; les ouvriers continuaient à demander qu'une Commission mixte revisât les tarifs de 89, et établît un tarif des préparations avant la reprise du travail.

Les industriels déclaraient vouloir s'en tenir au tarif de 89 et à l'examen, après la reprise du travail, du tarif général des préparations.

Le 21 octobre, le Préfet du Nord avait communiqué aux maires d'Armentières et d'Houplines, un tarif général élaboré

(1) Voir à la fin du chapitre, annexe 4, pièce 2 et 3 : une circulaire et un avis du Comité de la grève.

(2) Voir la copie de cette affiche à la fin du chapitre annexe 4, pièce 4.

(3) Voir à la fin du chapitre, annexe 4, pièces 5, 6, 7, 8 et 9.

par les patrons filateurs, et les avait priés de communiquer ce tarif aux ouvriers. C'est au Préfet qu'eut à nouveau recours le Comité de la grève, après l'échec des pourparlers engagés directement avec les patrons tisseurs. Il lui écrivit le 27 octobre ¹ pour le mettre au courant de cet échec, et le prévenir en même temps que, dans un esprit de conciliation, les ouvriers avaient modifié leurs propositions concernant les divers tarifs ². Le Préfet s'efforça de provoquer de nouvelles entrevues ; et le 29 octobre, les patrons réunis à Lille, acceptèrent de se rencontrer le lendemain, à la préfecture, avec des délégués ouvriers.

Les résultats de l'entrevue du 30 Octobre furent les suivants ³ : On tomba d'accord : 1° Sur l'application immédiate du tarif de 89 et sur son dépôt au Conseil de prud'hommes ; 2° Sur l'établissement d'un tarif des préparations par une Commission mixte, tarif dont les prix seraient payés aux ouvriers rétroactivement, et à partir du jour de la reprise du travail ; 3° Sur la révision, par une Commission mixte et avant le 1^{er} Avril, du tarif de 1889 jugé défectueux et incomplet par les deux parties.

Restait la question de l'augmentation du tarif de 89 : Les ouvriers voulaient une augmentation égale au préjudice causé par la réduction de la journée de travail au 1^{er} Avril 1904

(1) Ce jour-là finit la grève des filatures de coton (deux établissements, occupant ensemble 800 ouvriers), qui n'avaient cessé le travail que par solidarité.

(2) Le Comité de la grève, désireux d'arriver à la fin du conflit, s'était aperçu que dans l'emballement du premier moment, on avait été trop loin dans la voie des réclamations. En particulier, pour le tarif de tissage, on se rendit compte que l'on n'avait aucune chance de voir accepter les augmentations demandées au tarif de 89.

(3) Ces résultats sont confirmés par un procès-verbal, dressé par les soins du Préfet, ainsi que par une lettre des délégués patrons au Préfet. Dans cette lettre, les délégués rappellent que dans la réunion du 30 Octobre ils ont bien insisté à plusieurs reprises sur ce point : qu'il ne saurait être question d'augmentation à Armentières, au 1^{er} Avril 1904, si les prix de façon des tissages n'étaient pas également relevés dans les places concurrentes.

Voir le procès-verbal de la conférence du 3 Octobre à la fin du chapitre, annexe 4, pièce 10.

(3^{me} palier de la loi Millerand-Colliard), et demandaient, de la reprise du travail au 1^{er} Avril, une augmentation correspondant à la moitié de ce préjudice. Les patrons se refusaient à toute augmentation immédiate, et ne voulaient accorder une augmentation après le 1^{er} Avril, qu'au cas où une semblable mesure serait prise en même temps dans les autres centres de tissage.

Le Préfet estima que la seule question encore en litige était celle de savoir si une augmentation devait être accordée immédiatement sur le tarif de 1889. Il pensa probablement avec raison que, puisqu'une Commission mixte devait se réunir avant le 1^{er} Avril 1904, pour reviser le tarif de 89 jugé « par les deux parties défectueux et incomplet », il appartenait à cette Commission mixte de se prononcer sur la possibilité d'une augmentation après le 1^{er} Avril.

Le Préfet proposa aux délégués patrons et ouvriers, par une lettre écrite le soir même du 30 Octobre, de faire trancher la question de l'augmentation immédiate par un arbitrage¹. Les ouvriers acceptèrent, à condition que ne soit pas abandonné pour cela l'examen des réclamations des filatures. Les patrons refusèrent. Des démarches furent alors faites à Paris par les ouvriers auprès du Gouvernement et de membres du Parlement : Le 7 Novembre, la Chambre, sur interpellation de M. Jaurès, votait à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« La Chambre compte sur le Gouvernement pour renouveler, auprès des parties en lutte dans la grève de la vallée de la Lys, la proposition d'arbitrage. Elle décide d'instituer, dans la forme déjà adoptée pour les mines, une enquête parlementaire sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs. »

Le Préfet, conformément aux instructions reçues à la suite de ce vote, écrivit aux délégués patrons.² Il faisait

(1) Voir la correspondance sur la tentative d'arbitrage dans : la statistique des grèves année 1903, page 524 et suivantes ou dans l'enquête parlementaire textile, page 552 et suivantes.

(2) On trouvera dans la statistique des grèves, page 528 et suivantes, et dans l'enquête parlementaire textile, vol. 2, page 554 et

l'éloge de la conférence du 30 Octobre ainsi que des Commissions mixtes, et montrait que le différend ne subsistait que sur peu de choses, car l'augmentation réclamée par les ouvriers représentait à peine la valeur d'une semaine de travail. Il leur demandait enfin, au nom du pays tout entier, de revenir sur leur décision et d'accepter l'arbitrage. Les patrons crurent devoir maintenir que la situation ne comportait par d'arbitrage, mais offrirent, pour mettre fin au conflit, le paiement d'une semaine supplémentaire à leurs ouvriers le samedi qui suivrait la reprise du travail, semaine dont l'importance serait établie d'après la moyenne des deux dernières semaines. ¹ Le Comité de la grève avait accepté purement et simplement l'arbitrage à la suite du vote de la Chambre ¹. Le 11 Novembre, il écrivit au Préfet, regrettant le refus des patrons ; il demandait une augmentation de 5 0/0 sur le tarif de 89 jusqu'au 1^{er} Avril 1904 ; ce qui, estimait-il, devait revenir au même pour les industriels que le paiement de la valeur d'une semaine de travail, mais enlevait à ce paiement le caractère d'une aumône. Il demandait, en outre, que les conditions de l'entente soient encore précisées, afin qu'il ne puisse subsister aucun doute à leur égard. Le 12 Novembre, les patrons confirmaient leurs concessions par une lettre au Préfet, déclaraient que leur offre de paiement d'une semaine de travail avait été mal interprétée ¹. L'accord était fait enfin entre patrons et ouvriers ; le Préfet du Nord fut heureux d'en avertir aussitôt les maires d'Ar-

suivantes : La lettre du Préfet du Nord aux délégués patrons ; la réponse des patrons ; l'ordre du jour du Comité de la grève à la suite du vote de la Chambre ; la lettre par laquelle le Préfet du Nord apprit aux maires d'Armentières et d'Houplines que l'entente était faite.

Je ne reproduirai que la dernière lettre des patrons au Préfet, ainsi que l'affiche du Comité de la grève annonçant la reprise du travail, parce qu'elles sont de nature à bien préciser à quelles conditions cessèrent les hostilités.

Voir ces documents à la fin du chapitre, annexe 4, pièces 11 et 12.

(1) Voir la note 2 de la page précédente.

mentières et d'Houplines. Le lendemain 13 Novembre, le Comité de la grève décida la reprise du travail ¹.

La grève des filatures devait durer quelque temps encore. Les patrons filateurs se refusèrent toujours à correspondre directement avec le Comité de la grève ; ils repoussèrent l'offre d'arbitrage que celui-ci leur adressa. Ils maintinrent le tarif qu'ils avaient élaborés dès le 3 octobre, mais prirent l'engagement que la réduction de la journée de travail n'entraînerait aucune diminution de salaire pour les ouvriers. C'est à ces conditions que les ouvriers reprirent le travail à la fin de novembre.

Quand prit fin la grève des tisseurs, toutes les questions soulevées au cours de cette grève n'étaient pas solutionnées par cela même. Il fallait encore arrêter les tarifs généraux des préparations. Il fallait reviser le tarif de 89, et solutionner la question du travail sur deux métiers. Cette tâche devait appartenir à deux Commissions mixtes distinctes.

Celle des préparations n'intéressait que le tiers environ des ouvriers des tissages, son existence fut courte, aussi n'attira-t-elle pas l'attention comme celle du tissage, sur laquelle s'engagèrent d'ardentes discussions, à propos de laquelle fut discuté le principe même des Commissions mixtes. C'est elle qu'on appelle « la Commission mixte d'Armentières ». C'est à son étude que nous allons consacrer la fin de ce travail, après nous être arrêtés quelques instants à l'examen de la Commission mixte des préparations.

§ 6. LA COMMISSION MIXTE DES PRÉPARATIONS.

Le 19 Novembre, cinq jours après la reprise du travail, le Préfet du Nord adressa aux Maires d'Armentières et d'Houplines, une lettre les invitant à désigner des délégués ouvriers, et leur indiquant le jour et l'heure de la première réunion de

(1) Voir la note 2 de l'avant-dernière page.

la Commission des préparations¹. Le lendemain, le Comité de la grève, composé on se le rappelle des deux Commissions syndicales d'Armentières et d'Houplines, réclama au Préfet² la présence, dans la délégation ouvrière, de représentants des deux syndicats. Il fut fait droit à cette demande, et pour chaque catégorie des préparations, la délégation comprit : le Maire d'Armentières, le Maire d'Houplines ou son adjoint, le trésorier du Syndicat d'Houplines, le trésorier et le secrétaire du Syndicat d'Armentières, ainsi que 4 à 6 ouvriers ou ouvrières de la catégorie intéressée.

Quant la Commission mixte se réunit pour la première fois, le 23 novembre, à la mairie d'Armentières et sous la présidence du Préfet, elle apprit que le travail avait cessé dans 3 tissages³. Dans ces conditions, elle renonça à se mettre à l'œuvre, et se sépara après avoir adopté un procès-verbal réprouvant la conduite des grévistes⁴.

Le Comité de la grève joignit son blâme à celui de la Commission mixte, et les grèves partielles prirent fin le jour même.

La Commission mixte, ou plutôt les Commissions mixtes des préparations (puisqu'une partie des délégués ouvriers se renouvelait à chaque séance), se réunirent le 28 novembre, les 4 et 19 décembre, les 8 et 30 janvier⁵. L'accord se fit sur presque tous les points, et l'on parvint à fixer les tarifs uniformes des préparations, tantôt avec facilité, tantôt grâce

(1) Voir la copie de la lettre du Préfet adressée aux maires à la fin du chapitre, annexe 5, pièce 1.

(2) Voir la copie de la lettre du Comité à la fin du chapitre, annexe 5, pièce 2.

(3) On remarquera que dans sa lettre reproduite à l'annexe (pièce 2) le Comité de la grève prévoyait ces conflits.

(4) Voir la copie du procès-verbal à la fin du chapitre, annexe 6, pièce 3.

(5) On trouvera les procès-verbaux des séances avec tous les détails sur les tarifs établis dans la statistique des grèves, année 1903, de la page 540 à la page 549 inclusivement.

aux efforts faits par les deux parties au cours de plusieurs séances¹.

§ 7. — LA COMMISSION MIXTE DU TISSAGE. — NOMINATION DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS

Avant de commencer l'étude de la « Commission mixte d'Armentières », il paraît utile de rappeler quelle fut l'organisation syndicale patronale et ouvrière durant le fonctionnement de la commission.

Du côté patronal, on avait senti le besoin de reformer l'association professionnelle dissoute, on se le rappelle, en 1895, mais ayant en réalité cessé de fonctionner dès le lendemain de la grève de 1889. Le 15 décembre 1903, furent déposés à la mairie d'Armentières les statuts du Syndicat des Fabricants de Toiles d'Armentières, Houplines et localités environnantes. C'est lui qui allait désormais prendre la direction des affaires patronales pendant les débats de la Commission mixte.

Du côté ouvrier, on se rappelle qu'au lendemain de la grève avait été créé un syndicat dit « indépendant ». Le 30 mars 1904, une fraction du syndicat d'Armentières devait se séparer de lui. A partir de ce moment, il y eut donc : un syndicat socialiste à Houplines, deux syndicats socialistes et un syndicat indépendant à Armentières.

Le Préfet du Nord, après avoir conféré avec les maires d'Armentières et d'Houplines, décida le mode d'élection des délégués ouvriers, en un projet d'arrêté, dont la minute fut déposée à la mairie d'Armentières.

Le 2 février, les Fabricants de toile d'Armentières et

(1) Deux tarifs furent cependant laissés de côté, l'accord n'ayant pu s'établir : Ce furent le tarif de l'ourdissage coton, et celui du bobinage coton applicable aux nouveaux métiers.

d'Houplines furent invités ¹ à remplir deux états ² devant permettre au Préfet du Nord de régler définitivement et dans les détails, l'organisation de la Commission mixte. Mis en possession des renseignements fournis par les industriels, auxquels le Maire d'Armentières avait dû envoyer une lettre de rappel, le Préfet prit deux arrêtés ³, les 20 et 29 février. Les élections devaient être à deux degrés. Au premier degré, étaient électeurs les ouvriers et ouvrières des tissages, âgés de plus de 21 ans, exerçant leur profession depuis trois ans, jouissant de leurs droits civils et politiques. Les belges, résidant en France depuis trois ans, étaient assimilés aux français. Les électeurs devaient, dans chaque usine, nommer au scrutin de liste un représentant par 50 électeurs, ou par fraction de 50 électeurs. Pour être éligible au premier degré, il fallait être inscrit sur les listes électorales des usines, avoir plus de 30 ans, et exercer la profession depuis cinq ans. Les élus du premier degré devaient nommer parmi eux les délégués ouvriers à la Commission mixte.

Les listes électorales furent établies dans chaque usine par les soins de la direction, affichées à l'usine, et envoyées à la Mairie. Les réclamations devaient être soumises à la décision du juge de paix. Celui-ci, à la veille du scrutin, envoya à chaque président de bureau de vote, une lettre précisant dans quelles conditions pouvaient être admises les réclamations, et rectifiées au dernier moment les listes électorales ⁴.

L'élection d'un délégué, par fraction de 50 ouvriers, eut lieu à Armentières et à Houplines, dans chaque usine, le jeudi 3 mars, de neuf heures à midi. Les procès-verbaux des divers

(1) Voir la copie des deux lettres qu'ils reçurent en même temps que les deux états à remplir : annexe 6, pièces 1 et 2.

(2) Voir annexe 6, pièces 3 et 4.

(3) Le premier règle le mode d'élection des délégués ouvriers. Le second désigne pour l'élection au premier degré les présidents des divers bureaux de vote, et indique le nombre de délégués à élire pour chaque bureau de vote, c'est-à-dire par tissage : Voir annexe 6, pièces 5 et 6.

(4) Voir la copie de la lettre du juge de paix : annexe 6, pièce 7.

bureaux de vote ne relatent aucun incident ; certains spécifient même que tout s'est passé dans le plus grand calme ; plusieurs font mention d'inscriptions et de radiations opérées sur les listes électorales conformément aux instructions du juge de paix, auquel un bureau de vote soumit même certains cas par téléphone. Les résultats furent centralisés à la mairie d'Armentières où fut dressé le procès-verbal définitif des élections ¹.

Le lendemain, le Préfet du Nord, dans un nouvel arrêté ², fixa au 6 mars la date de l'élection définitive des délégués ouvriers à la Commission mixte. Ces délégués furent élus au premier tour, par 96 voix contre 27, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal de l'élection ³.

§ 8. — FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION MIXTE DU TISSAGE.

La première réunion de la Commission mixte eut lieu le 19 Mars 1904 à la mairie d'Armentières, sous la présidence du Préfet du Nord. Celui-ci commença par rappeler aux délégués que leur mission consistait : 1^o à établir un tarif de base destiné à remplacer le tarif de 1889 reconnu défectueux et incomplet par les deux parties, et 2^o à relever provisoirement les prix de façon proportionnellement au préjudice causé aux ouvriers par la diminution de la journée de travail. Le Préfet rappela en outre, qu'aux termes de l'accord intervenu entre les parties à la fin de la grève, les patrons seraient autorisés, au cas où les industriels de la région ne consentiraient pas à faire à leurs ouvriers des sacrifices équivalents, à revenir au tarif de 1889. La Commission mixte décida en

(1) Voir : annexe 6, pièce 8.

(2) Voir la copie de cet arrêté : annexe 6, pièce 9.

(3) Voir la copie du procès-verbal : annexe 6, pièce 10.

conséquence que les prix de façon ne seraient majorés que pour une durée de 6 mois, et qu'après une expérience de 5 mois, on discuterait le tarif définitif. On aborda ensuite le remaniement du tarif de 1889, et immédiatement là conduite de deux métiers sans apprenti provoqua un échange de vues sans que l'on pût se mettre d'accord.

Les réunions suivantes eurent lieu sous la présidence de M. Labbé, Directeur de l'Ecole professionnelle d'Armentières, les 21, 24, 25, 26 et 28 mars.

La Commission mixte adopta à l'unanimité une disposition qui faisait aussi bien l'affaire des patrons que des ouvriers, en convenant qu'aucune décision n'aurait force de loi, qu'autant que l'ensemble tout entier serait adopté. Mais il apparut que l'accord serait très difficile à réaliser pour plusieurs questions, particulièrement pour celle du travail sur deux métiers. Aussi, la Commission décida-t-elle d'ajourner à la première semaine de juin l'élaboration du tarif définitif. Il fut convenu qu'en attendant, une augmentation de 8 %/o serait accordée sur le tarif de 1889 et calculée chaque semaine sur la feuille ou sur le livret de paiement de chaque ouvrier.

Dés lors qu'une augmentation de 8 %/o eût été consentie aux ouvriers, le renvoi au mois de juin de la prochaine séance de la Commission fut facilement décidé, patrons et ouvriers n'étant pas pressés d'arriver à une solution définitive, et désirant voir ce qui allait se passer dans les autres centres de la région à l'échéance du dernier palier de la loi de 10 heures.

Au 1^{er} avril 1904, les tisseurs de Lille, principal centre concurrent d'Armentières dans la région, se mirent en grève ; ils ne devaient reprendre le travail qu'en juin. Sur ces entrefaites, eurent lieu les élections municipales ; elles furent très mouvementées à Armentières, des incidents se produisirent, et le résultat du scrutin ne put être proclamé. Dans certain parti politique comprenant la majorité des patrons, on reprocha aux délégués ouvriers leur attitude pendant la période électorale. Ils

avaient rédigé et fait apposer sur les murs, une affiche engageant les ouvriers à ne pas voter pour certains candidats. Les « Jaunes » répondirent aussitôt par une affiche de protestation. En réalité, les délégués ouvriers n'étaient intervenus qu'à la suite des attaques dont ils avaient été l'objet ainsi que la Commission mixte, à la suite de l'attribution à une société politique du mérite d'avoir obtenu les 8 % d'augmentation sur le tarif de 89. Aujourd'hui, certains délégués pensent être tombés dans un piège de leurs adversaires; ils considèrent que ces derniers cherchaient à provoquer une réplique, pour pouvoir ensuite dire que les membres ouvriers de la Commission mixte faisaient de la politique.

Quoiqu'il en soit, quand on approcha de la première semaine de juin, date fixée pour la reprise des travaux de la Commission, les industriels n'étaient pas du tout disposés à discuter le tarif définitif. Le 28 mai, la Chambre syndicale patronale adopta une résolution par laquelle elle déclarait maintenir l'augmentation de 8 % jusqu'à ce que la situation municipale fût réglée et permit de discuter dans le calme ¹ De leur côté, les ouvriers demandaient le 29 mai, au Président de la Commission mixte, de convoquer les délégués afin que la Commission puisse, conformément à sa décision, reprendre ses travaux. Le Président transmit la demande des ouvriers aux délégués patrons qui se retranchèrent derrière la décision de leur Chambre syndicale. Le 2 juin, la réponse des patrons était connue des ouvriers par une lettre du Président de la Commission ² et le lendemain la grève éclatait dans tous les tissages. Elle avait été décidée par les deux syndicats socialistes d'Armentières et le syndicat socialiste d'Houplines réunis en assemblée générale. Elle dura quatre jours (du 3 au 7 juin) et ne donna aucun résultat.

Ce fut seulement le 15 novembre que le Président de la Commission mixte put, à la demande des quatre syndicats

(1) Voir : annexe 7, pièce 1.

(2) Voir : annexe 7, pièce 2.

d'Armentières et d'Houplines, provoquer une nouvelle réunion. Les patrons se présentèrent pressés d'en finir. Du côté ouvrier, au contraire, on aurait laissé facilement les choses traîner en longueur, parce que l'on pensait que les travaux de la Commission aboutiraient à l'établissement d'un régime moins avantageux que celui résultant du tarif de 89 majoré de 8 %.

Pour achever de s'acquitter de sa mission, la Commission mixte eut encore cinq séances : les 22 et 29 novembre, les 2, 9 et 13 décembre. La question qui fut la plus difficile à solutionner fut celle du travail sur deux métiers ; les ouvriers eurent beaucoup de peine à le faire admettre par leurs commettants. Enfin l'on tomba d'accord. Il n'y eut plus qu'à calculer les prix de façon des divers tarifs d'après les laizes, le nombre de fils en compte et en duite, et à se conformer dans ce calcul au tarif de 89 ainsi qu'aux diverses règles admises par les deux parties. Aux divers tableaux ainsi obtenus, furent jointes les autres dispositions convenues, et c'est ainsi qu'on obtint « le Tarif de 1904 des façons d'Armentières ». Nous verrons dans un paragraphe suivant ce qu'il est et ce que furent ses résultats.

Il est une décision intéressante de la Commission qui ne figure pas dans le texte du « Tarif de 1904 », et dont il faut dire quelques mots. On se rappelle qu'au cours des pourparlers engagés lors de la grève de 1903, était apparu le vif désir des patrons et des ouvriers de voir relever partout les prix de façon du tissage de la toile. Les patrons auraient alors cessé de craindre la concurrence des industriels payant à leurs ouvriers des salaires inférieurs ; et les ouvriers auraient eu la certitude d'obtenir définitivement une augmentation. La préoccupation, de ce qu'on allait faire dans les places concurrentes d'Armentières au 1^{er} Avril, avait dominé dans l'esprit des délégués pendant les premières séances de la Commission mixte, et au cours de la séance du 25 Mars, ils avaient décidé à l'unanimité des membres patrons et ouvriers d'envoyer la lettre suivante à diverses personnalités, telles

que : le Président de la Commission parlementaire d'enquête sur les industries textiles, les Ministres, etc...

Monsieur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans sa séance du 25 Mars 1904, la Commission mixte de patrons et d'ouvriers, chargée d'élaborer une échelle de tarifs pour la fabrication des tissus dans le centre d'ARMENTIÈRES-HOUPPLINES, a émis le vœu que « dans les marchés et adjudications de l'Etat, il soit nettement stipulé que les fournitures des toiles en lin et en chanvre seront fabriquées aux prix de façon fixés par le tarif d'ARMENTIÈRES et d'HOUPPLINES. »

Je me permets d'appeler votre bienveillante attention sur le bien fondé de cette proposition, dont l'adoption aurait pour effet d'assurer un salaire légitime à tous les ouvriers qui travaillent pour l'Etat, et de protéger ainsi une partie très importante et très intéressante de la population industrielle du Département du Nord.

Je vous serais obligé de vouloir bien user de toute votre autorité pour que cette proposition soit prise en considération par le Gouvernement.

Veuillez, etc...

Cette lettre n'a pas encore eu d'effet. Mais on ne perd pas l'espoir, à Armentières ainsi que dans les milieux ouvriers des autres centres du tissage de la toile, de voir pris en considération le vœu si justifié qu'elle contient¹.

Avant de terminer ce rapide exposé de l'histoire de la Commission mixte, notons que durant son existence elle se réunit deux fois officieusement pour mettre fin à deux grèves partielles et concilier les parties.

(1) Ce vœu est d'autant plus justifié que les prix de façon payés à Armentières diffèrent avec ceux de certaines autres régions plus encore qu'on ne pourrait le croire à première vue. Il arrive, en effet, que l'on fait payer au tisseur l'éclairage et diverses fournitures.

§ 9. — LE RÔLE DES SYNDICATS OUVRIERS LORS DE LA CONSTITUTION ET DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION MIXTE DU TISSAGE.

I. — *L'intervention des syndicats dans les élections.*

Dès que l'établissement de la Commission mixte fut décidé, les syndicats d'Armentières et d'Houplines ne restèrent pas inactifs. Leurs militants firent campagne pour faire nommer dans les divers tissages des ouvriers acquis à leurs idées. Avant les élections du second degré, tous les « rouges » faisant partie du collège électoral se réunirent pour désigner leurs candidats aux fonctions de délégués ouvriers à la Commission mixte.

D'abord on se mit d'accord pour attribuer aux représentants d'Houplines le choix de trois candidats ; la désignation des quatre autres délégués devant appartenir aux représentants d'Armentières. Le choix des trois délégués d'Houplines se fit sans aucune difficulté ; ils avaient été désignés préalablement par le Syndicat fraternel d'Houplines, qui s'était laissé lui-même guider par le désir de voir nommer des hommes bien connus pour leur dévouement à la cause ouvrière ¹, représentant chacun une catégorie différente d'ouvriers tisseurs ², et le personnel d'une des trois principales usines d'Houplines. ³ La désignation des candidats d'Armentières ne se fit pas aussi facilement. Le syndicat ne s'était pas prononcé, et les divergences de vue existant parmi les militants (divergences qui allaient entraîner quelques jours plus tard la création du « Syndicat fraternel » d'Armentières) n'étaient pas faites pour faciliter la besogne.

(1) Furent élus : le trésorier du syndicat, un conseiller municipal et un ancien adjoint.

(2) Ouvriers tissant les treillis, couils, serviettes — ouvriers travaillant sur deux métiers — ouvriers travaillant sur larges métiers.

(3) Tissages Villard, Duhot, Chas.

On arrêta d'abord une liste de neuf noms, puis on dut voter pour la désignation des quatre candidats définitifs. Parmi ceux-ci, un seul appartenait à la fraction des dissidents et devait se rallier au Syndicat fraternel. Le succès de sa candidature vint d'ailleurs peut-être de ce qu'il pouvait seul représenter une catégorie d'ouvriers tissant un article spécial.

II. — *Le rôle des Syndicats ouvriers pendant le fonctionnement de la Commission mixte*

Les syndicats d'Armentières et d'Houplines ont eu en cette période trois rôles distincts et d'inégale importance.

Le 17 Mars plusieurs conseillers municipaux d'Armentières écrivirent au maire et attirèrent son attention sur la situation des délégués ouvriers, tenus de s'absenter de l'atelier pour remplir leur mandat. Ils réclamaient de la ville une indemnité pour ces délégués. Cette demande fut appuyée par une lettre de chacun des deux syndicats socialistes¹ et le conseil municipal vota un crédit qui permit de verser 25 francs à chaque délégué. L'Association syndicale de l'industrie textile d'Armentières avait déjà payé 2 fr. 50, par demi-journée de travail perdue, à ses 3 adhérents membres de la commission mixte. Ceux-ci, au reçu de l'indemnité de la ville, remboursèrent le syndicat. A Houplines, les 3 délégués membres du syndicat fraternel, reçurent chacun 50 francs de la ville. Le syndicat leur versa en outre 0 fr. 50 par heure de travail perdue.

Le second rôle des syndicats consista dans les efforts qu'ils firent pour pousser les ouvriers des environs à réclamer une augmentation équivalente aux 8 %, dont avait convenu la Commission mixte avant de s'ajourner au mois de juin. Une circulaire fut rédigée à cet effet par les commissions syndicales d'Armentières et d'Houplines et par les délégués

(1) Voir : annexe 8, copie de ces deux lettres.

ouvriers à la Commission mixte¹. Plus tard, les tisseurs armentérois vinrent largement au secours de leurs camarades lillois en grève pour le relèvement de leurs prix de façon.

Le troisième rôle joué par les syndicats est de beaucoup le plus important : On se rappelle que lors des élections des délégués ouvriers, ce furent les candidats des syndicats socialistes qui triomphèrent. Ce fait suffirait pour faire dire que les délégués ouvriers furent les porte paroles des syndicats² bien que les patrons n'aient jamais voulu voir en eux que des élus du personnel des tissages. Mais il y eut plus ; et, tant que dura la Commission mixte, les syndicats ne se bornèrent pas à contrôler les actes de la délégation ouvrière, dont en réalité ils dictèrent l'attitude.

Guidées par un sentiment très louable, les Commissions des syndicats socialistes et du syndicat indépendant se réunirent pour délibérer en commun³. Divisées lors de la période des élections municipales, elles agirent de nouveau d'accord dès que la Commission mixte reprit ses travaux, et c'est là un fait très intéressant à signaler. Le jour même ou le lendemain des séances de la Commission mixte, les commissions syndicales se réunissaient⁴, prenaient connaissance du résultat des discussions, examinaient s'il y avait lieu de

(1) Voir : annexe 8, pièce 3.

(2) Et les patrons le reconnurent une fois au moins : C'était le 9 décembre, à la veille de l'accord définitif. Ils signèrent le procès-verbal suivant : « Les délégués patrons s'étant présentés à la réunion avec pleins pouvoirs pour traiter toutes les questions en suspens, les délégués ouvriers ne se trouvant pas dans les mêmes conditions, la réunion est remise à mardi prochain, deux heures. » Ainsi les patrons constataient que les délégués ouvriers n'avaient pas pleins pouvoirs pour traiter. Qui allait leur donner ces pouvoirs en l'espace de quatre jours. Ce ne pouvait être la masse des ouvriers, mais seulement les syndicats ou plutôt les commissions syndicales.

(3) A un moment fut même représenté un petit syndicat jaune sans importance existant à Houplines.

(4) Successivement aux sièges des divers syndicats pour qu'aucun d'entre eux n'ait le privilège d'avoir toujours les réunions à son local.

modifier les propositions ouvrières. Le rôle des délégués ouvriers se bornait à présenter et à défendre ces propositions dans les séances de la Commission mixte. Ces délégués ne se reconnaissaient pas le droit de traiter, et s'ils prirent parfois un semblant de décision, c'était parce que la Commission mixte avait voté que toute disposition adoptée n'aurait force de loi que par l'accord définitif ¹. Ainsi, tout point déjà tranché pouvait être remis en question en cas de désapprobation des commissions syndicales.

Lorsqu'il n'y eut plus que quelques questions à solutionner, les délégués ouvriers allèrent dans chaque syndicat expliquer où en étaient les choses, conseiller les dernières concessions à faire ². Les ouvriers syndiqués acceptèrent ³ les propositions qui leur étaient soumises, mais on leur promit de faire ratifier par leur vote, et avant la signature des délégués ouvriers, le tarif qui allait être établi. Il n'y avait là qu'une seule question de forme, puisque les dernières concessions ouvrières avaient été acceptées par les syndiqués. Par cela même le tarif était dès lors arrêté. Aussi, quelques jours plus tard, les délégués ouvriers, poussés par les délégués patrons pressés d'en finir, signèrent l'accord définitif, après y avoir été simplement autorisés par les commissions des syndicats. Celles-ci avertirent aussitôt les ouvriers, leur expliquant pourquoi on avait dû se passer de leur ratification, et leur annonçant que dans les huit jours, des explications sur le

(1) Les patrons avaient accepté cette disposition à l'unanimité. Elle leur permettait de n'agir que conformément aux volontés de leur syndicat. Ainsi, en réalité, c'est entre le syndicat patronal et les syndicats ouvriers que l'accord intervint.

Les deux parties tenaient tellement à la disposition dont il s'agit, que, non contente de l'avoir votée le 21 mars, elles la firent inscrire de nouveau au procès-verbal de la séance du 22 novembre.

(2) Ils furent puissamment aidés dans cette tâche par le Président de la commission mixte.

(3) Sauf toutefois quelques membres du « Syndicat fraternel » d'Armentières qui allait peu après se prononcer contre les commissions mixtes.

nouveau tarif seraient données au siège des syndicats par les délégués ouvriers ¹.

§ 10. — L'ŒUVRE DE LA COMMISSION MIXTE : LE TARIF DE 1904 ET SES CONSÉQUENCES.

Qu'est-ce que le tarif de 1904 ? Avant tout c'est le retour aux anciens tarifs appliqués autrefois dans les principaux tissages ; autrement dit c'est le tarif de 1889, moins cette clause illogique de l'interdiction d'un tarif spécial pour la conduite d'un métier de fil accouplé à un métier de coton. Cette clause, qu'expliquent les discussions hâtives de 1889, ne devait pas résister aux longues délibérations, aux études sérieuses et aux consciencieuses discussions de la Commission mixte : Les délégués ouvriers comprirent l'utilité d'un tarif spécial pour le travail sur un métier de fil accouplé à un métier de coton, et furent ensuite assez heureux pour faire admettre leur manière de voir par leurs commettants.

Examinons maintenant de plus près le tarif de 1904. On se rappelle que la Commission mixte avait une double tâche : elle devait déterminer l'augmentation destinée à compenser la diminution de la journée de travail, et transformer le tarif de 1889 jugé défectueux.

Elle fixa le taux de l'augmentation à 8 %. On a dit que cette augmentation ne correspondait pas à la perte occasionnée aux ouvriers par la diminution de la journée de travail : Le tarif de 1889 avait été fait pour 12 heures. Cela étant, on a prétendu que la suppression de deux heures par jour causait aux tisseurs un préjudice équivalent au sixième de leur salaire. C'est cette considération qui avait poussé en 1903 le Comité de la grève à demander une augmentation de 16 %. Remarquons d'abord que cette augmentation aurait

(1) Voir : annexe 8, pièce 4, la circulaire adressée à cette occasion par les commissions syndicales aux ouvriers tisseurs.

exagéré l'écart entre le tarif d'Armentières et les prix de façon payés aux environs. Mais la diminution de la journée de travail ne suffisait pas pour justifier un relèvement de 16 % du tarif de 89.

Il aurait fallu d'abord que le tarif de 89 ait été appliqué à la veille de la réduction de la journée de travail, ce qui n'était pas. Il aurait fallu ensuite que la productivité de l'ouvrier tisseur ait été réduite dans une même proportion que le temps de travail ; or tout le monde sait que les dernières heures passées à l'usine sont moins productives que les premières. Il aurait fallu encore, que l'on ne puisse augmenter le temps passé par l'ouvrier à conduire son métier, en proportion du temps de présence au tissage ; tandis qu'au contraire, une meilleure organisation du travail peut décharger le tisseur de certains travaux accessoires, et faire disparaître une partie des occasions de perte de temps. Mais tout cela n'est rien encore : Il aurait fallu surtout, qu'avant la diminution des heures de travail, les tisseurs aient eu de l'ouvrage à volonté. Ils avaient au contraire à supporter de longs chômages, de sorte qu'avant de subir la réduction légale, leur journée moyenne était en fait déjà diminuée depuis longtemps.

Voyons maintenant comment le tarif de 89 fut transformé : Dans le tarif de 1904 furent introduites d'abord des modifications dans les modes de travail consenties, ensuite des précisions nouvelles pour les prix de façon de certains travaux, et enfin des dispositions diverses d'importance secondaire.

Quant aux modes de travail, le tarif n'admit pas seulement la conduite d'un métier de fil accouplé avec un métier de coton ; il leva en outre l'interdiction de conduire deux métiers de fil sans apprenti ¹.

(1) Cependant la commission mixte ne fixa pas les conditions de ce travail. Considérant qu'il constitue un cas exceptionnel, elle laissa toute latitude aux patrons et ouvriers pour s'entendre amiablement.

Pour ce qui est des précisions apportées aux prix de façon, notons qu'en 1904 le cadre des divers tarifs déjà existants fut agrandi et rempli en entier, qu'on établit des tarifs spéciaux pour le travail sur un métier de chaîne fil accouplé avec un métier de chaîne coton, pour le treillis coton sur deux métiers, pour le travail des adultes de 16 à 18 ans et des apprentis. On fixa, en outre, certaines augmentations nouvelles pour la fabrication de tissus exceptionnels, demandant à l'ouvrier plus de fatigue ou plus d'habileté.

Enfin, parmi les autres dispositions introduites dans le tarif de 1904, citons d'abord celle qui concerne les jeunes ouvriers : A partir de 16 ans, ils ne doivent plus être considérés, ainsi qu'auparavant, comme de simples apprentis ; ils sont admis à conduire un métier ; mais jusqu'à l'âge de 18 ans, ils sont payés suivant un tarif réduit. Citons encore les mesures prises pour les demi-comptes et les demi-duités, le travail des femmes sur deux métiers, les amendes¹.

Quels furent les effets du tarif de 1904 ?

Pour ce qui est du point de vue patronal, il semblerait au premier abord que le tarif de 1904 augmenta l'écart existant déjà entre les prix de façon payés à Armentières et ceux payés dans les autres centres du tissage de la toile. Dans ces divers centres, en effet, l'augmentation accordée en 1904 n'a pas atteint celle consentie à leurs ouvriers par les patrons tisseurs armentierois. Mais en réalité, le tarif de 1904, loin d'aggraver la situation de la place d'Armentières, l'a améliorée, car la toile faite sur un métier de chaîne fil accouplé avec un métier de chaîne coton, est payée aujourd'hui d'après un tarif inférieur de 20 % environ au tarif de la toile sur un métier. Les industriels ont pu faire ainsi une économie sérieuse de prix de façon pour toutes les toiles de lin ou de chanvre, dont les difficultés de tissage laissent au tisseur une liberté suffisante pour conduire également un métier de coton².

(1) Voir le texte du tarif de 1904 (annexe 2).

(2) Ils s'agit des toiles ne dépassant pas une certaine largeur (le tarif

Au point de vue ouvrier, le tarif de 1904 semblerait donner au moins à tous les tisseurs un avantage résultant de l'application du tarif de 89, tandis que la majorité bénéficierait en outre de l'augmentation de 8 %¹, et qu'un certain nombre d'ouvriers profiteraient d'un mode de travail nouveau et plus rémunérateur, grâce à l'accouplement d'un métier de fil avec un métier de coton. Ces résultats sont bien en grande partie ceux produits par l'application du tarif, mais nous allons voir qu'en fait les dispositions admises par la Commission mixte furent plutôt nuisibles à une certaine catégorie de tisseurs.

Avant la grève de 1903, environ 2.500 ouvriers tissaient sur un seul métier des toiles de lin ou de chanvre ne dépassant pas 1^m50 de large. Ils formaient le groupe de tisseurs le plus nombreux, et en même temps celui dont le salaire était le moins élevé. Les ouvriers les plus favorisés étaient ceux conduisant 2 métiers de coton sans apprenti (865 ouvriers), 2 métiers de fil avec apprenti (711 ouvriers), 1 métier de grande largeur (397 ouvriers). Avec le tarif de 1904, la catégorie la plus nombreuse fut celle des tisseurs conduisant un métier de fil avec un métier de coton. Elle fut formée d'une partie des ouvriers conduisant précédemment 2 métiers de coton et des meilleurs tisseurs travaillant sur un seul métier de fil. Afin de profiter du mode de travail le plus rémunérateur pour l'ouvrier et le plus avantageux pour le patron, on chercha à faire tisser le plus de toile possible sur métiers accouplés, et il ne resta plus pour les ouvriers continuant à conduire un seul métier², que les

limite lui-même à 159 c/m. la largeur des toiles qui peuvent être tissées sur métier accouplé à un métier de coton), des toiles de poids moyen, en bonnes matières premières. Réalise ces conditions la presque totalité des fournitures pour l'Etat (guerre, marine, grandes administrations). L'Etat se montre très difficile, il n'y a plus guère que lui qui consomme d'excellentes toiles de lin, en matières de première qualité. Les autres acheteurs ne veulent plus y mettre le prix.

(1) Non compensée ainsi que nous l'avons vu par la réduction de la journée de travail, puisque cette journée était en fait déjà diminuée avant 1904 par des chômages importants.

(2) Ouvriers les moins habiles, femmes, très jeunes et très vieux tisseurs.

toiles demandant un travail lent et difficile par suite de la qualité de la matière première ou pour toute autre cause. Voilà donc une catégorie de tisseurs qui perdit plutôt à l'application des nouvelles conditions du travail.

Bien qu'en général le tarif de 1904 fut favorable aux ouvriers, il fut cependant vigoureusement attaqué par certains d'entre eux ¹. On prétendit que les patrons, pour compenser l'augmentation des prix de façon, employaient des matières premières plus mauvaises avec lesquelles la productivité de l'ouvrier est bien diminuée. On a dit en outre, que la bonne matière première avait été réservée aux adultes de 16 à 18 ans, dont le travail est payé suivant un tarif inférieur. On affirma enfin que les industriels ou certains d'entre eux, tissaient ou faisaient tisser à façon dans la banlieue leurs meilleurs filés, réservant les plus mauvais à leurs tissages d'Armentières et d'Houplines. Ces assertions très répandues constituent les arguments dont on se sert le plus souvent pour combattre le tarif de 1904. Seraient-elles absolument vraies, que ce ne serait pas au tarif lui-même qu'il faudrait s'en prendre. Mais s'il paraît y avoir peut-être en elles un peu de vrai, il y a certainement aussi beaucoup d'exagération.

C'est justement avant l'adoption du tarif de 1904, que les industriels pouvaient être tentés de compenser la différence des prix de façon payés à Armentières et dans les places concurrentes, par l'emploi de matières premières inférieures. Aujourd'hui, le meilleur moyen de lutter contre la concurrence étrangère, est d'employer de bonnes matières premières, pour multiplier autant que possible le travail sur un métier de lin accouplé à un métier de coton, et profiter du tarif réduit

(1) On trouvera à l'annexe 9 un article du syndicat fraternel d'Armentières paru dans l'*Ouvrier Textile*. Il paraît difficile de critiquer son argumentation parce qu'elle n'est guère compréhensible. Il semble bien, qu'à la façon dont il s'y prend, cet article pourrait, sans les erreurs qu'il contient, arriver à démontrer que le patron a gagné au tarif de 1904 et non pas que l'ouvrier y a perdu.

appliqué aux toiles tissées dans ces conditions. L'assertion relative aux adultes de 16 à 18 ans est souvent contredite ; en tout cas le nombre de ces jeunes tisseurs est très limité. Enfin il pouvait logiquement arriver, avant 1904, que les patrons armentériens réservassent leurs bonnes matières premières à des tissages situés dans les environs. Mais, pour le même motif que plus haut, le tarif a justement supprimé tout l'intérêt d'une semblable mesure.

Il faut reconnaître que, depuis 1903, la qualité des matières premières a diminué. Mais ce n'est pas un fait particulier à Armentières et cela provient de mauvaises récoltes. La qualité du lin a baissé en même temps que diminuaient sensiblement les quantités apportées sur le marché. Devant le renchérissement des tissus qui s'en suivit, la consommation a concentré ses achats sur des toiles plutôt inférieures, et dont le tissage est plus désavantageux pour l'ouvrier. En cela le tarif n'a eu aucune influence.

§ 11. — QUELQUES OPINIONS CONCERNANT LES RAPPORTS ÉTABLIS EN 1903 ENTRE PATRONS ET OUVRIERS TISSEURS PAR LA COMMISSION MIXTE D'ARMENTIÈRES.

Les patrons tisseurs armentériens

Au syndicat patronal, on ne voulut jamais voir dans la commission mixte autre chose qu'une institution créée pour remplir une mission déterminée. En majorité les industriels armentériens n'ont pas aperçu les avantages qu'aurait pour eux un conseil de conciliation permanent, et, après avoir admis exceptionnellement la discussion avec les délégués de leurs ouvriers, ils se sont refusés à continuer une expérience qui leur avait pourtant donné de bons résultats. Il faut dire aussi qu'ils s'étaient attiré la désapprobation de groupements

patronaux régionaux et nationaux, et que cela n'était pas fait pour les encourager à persévérer dans la voie où ils s'étaient un moment engagés.

Les délégués ouvriers à la Commission mixte

Les anciens délégués ouvriers se déclarent partisans convaincus des commissions mixtes.¹ Ils regardent les résultats obtenus comme très utiles, tout en ne s'exagérant pas leur importance. Ils auraient voulu le maintien de la Commission mixte et firent tous leurs efforts pour arriver à ce but. Ils continuèrent même, pendant une longue période qui suivit la dernière séance, à se considérer comme des délégués à une commission toujours existante. Ils ont été frappés par le calme et la courtoisie des délibérations. Il y eut bien quelques discussions un peu vives, mais les rares froissements, rendus inévitables par la fatigue et l'énervement de longues séances, n'ont jamais duré plus que quelques instants. Les délégués pensent que la durée des séances a été moins pénible pour les patrons que pour les ouvriers moins habitués à discuter. Ils déclarent que la liberté de discussion était complète : un ouvrier ne se faisait pas faute de prendre son patron à partie, mais sans que de part et d'autre le ton de la discussion ne cessât d'être courtois. Ils reconnaissent que les débats les ont beaucoup instruits, que les explications des industriels au sujet de la concurrence les ont parfois convaincus². Ils ont acquis des connaissances sur le progrès

(1) Sauf un peut-être, dont je n'ai pu avoir l'opinion. Les autres sont des hommes très francs et de grand bon sens, ayant la connaissance des intérêts ouvriers et la notion des possibilités, indispensable à de bons négociateurs. Ils ont défendu avec ardeur et habileté le point de vue ouvrier au sein de la commission mixte, se sont dépensés dans les réunions syndicales. Ils en ont été fort peu récompensés et n'ont guère récolté que de l'ingratitude et des accusations. Il en est d'ailleurs souvent ainsi en pareil cas, et, plusieurs fois dans l'arrondissement de Lille, des dirigeants ouvriers ont été accusés d'être de connivence avec les patrons, lorsque les négociations n'ont pas abouti.

(2) Mais il est une idée que les explications des industriels sur la concurrence a rendue plus évidente pour les délégués ouvriers : c'est la nécessité de l'unification du tarif.

du machinisme, l'évolution économique de l'industrie. Ils pensent qu'il est nuisible pour la classe ouvrière de n'envisager les questions qu'à un seul point de vue, que cela empêche souvent l'ouvrier de trouver une réponse à la contradiction. Ils sont persuadés que les patrons se sont également instruits au cours des séances de la Commission, et ont appris certains motifs sérieux de plaintes de la part des ouvriers, motifs généralement inconnus parce qu'il est rare qu'un industriel ait affaire directement avec son personnel. Les délégués croient que les directeurs et les contre-maîtres dépassent souvent les ordres qui leur sont donnés. Bien que les patrons se soient refusés à discuter toute question autre que celle ayant motivé la constitution de la Commission mixte, il ont laissé souvent les ouvriers exposer leurs idées sur d'autres points. La connaissance par les industriels des desiderata ouvriers, ne pouvait qu'être utile aux deux parties.

On lira avec intérêt à la fin du chapitre (annexe 10) une déclaration signée de tous les délégués ouvriers et envoyée au Président de la Commission d'enquête parlementaire, ainsi que les lettres que trois délégués ont bien voulu m'adresser.

Les Syndicats ouvriers d'Armentières-Houplines

Les syndicats ouvriers d'Armentières et d'Houplines sont restés partisans (1) des commissions mixtes.

au triomphe des ouvriers sur tous les points. Voici à titre de curiosité à peu près en quels termes était rédigée une petite affiche manuscrite trouvée dans un atelier d'Houplines : « Camarades, Ceci est pour vous dire qu'il n'y a plus rien dans la caisse du syndicat. Les ouvriers de la commission mixte ont tout bouloté avec les patrons. » Les délégués à la commission mixte furent victimes, ainsi d'ailleurs que tous les ouvriers d'Armentières, des divisions entre dirigeants survenues à l'occasion de la grève de 1903. — Signalons ici que 3 délégués ouvriers ont quitté leur usine depuis que la commission mixte a terminé ses travaux. Tous les délégués qui sont encore à l'heure actuelle ouvriers tisseurs travaillent dans 3 tissages d'Houplines, quatre d'entre eux se trouvent réunis dans le même tissage.

(1) L'Association syndicale ouvrière textile d'Armentières défendit l'œuvre de la commission mixte dans une série d'articles parus dans le *Rèril du Nord*, en réponse à des attaques publiées dans l'*Eclair*.

Excepté toute fois le « syndicat fraternel » d'Armentières qui les condamna radicalement quelques jours seulement après l'adoption définitive du tarif (1).

Ce brusque revirement du Syndicat Fraternel d'Armentières dont un membre était délégué ouvrier, dont la Commission avait pris part aux réunions des quatre Commissions des syndicats d'Armentières et d'Houplines, résulte peut-être moins de l'intime conviction de ses dirigeants à l'égard des Commissions mixtes, que de la lutte engagée entre ce syndicat et la Chambre syndicale ouvrière textile. Souvent, en effet, les divisions qui séparent les dirigeants ouvriers, tant au point de vue politique que syndical, sont plutôt la cause que l'effet de divergences se rapportant aux théories ou à la tactique à suivre. Souvent, il suffit qu'une opinion soit soutenue par un camp, pour qu'elle soit combattue par le camp adverse.

Il est possible que l'opinion des dirigeants du Syndicat Fraternel d'Armentières ne soit pas exactement celle qui semblerait résulter de l'ordre du jour qu'on pourra lire d'autre part.² L'un d'eux, après avoir vivement critiqué la Commission mixte de 1903-04 et le tarif qu'elle établit, me déclara en effet, qu'une Commission mixte serait acceptable si les délégués ouvriers ne travaillaient plus, étant ainsi absolument indépendants vis-à-vis des patrons.

Les patrons en dehors d'Armentières

Des groupements patronaux textiles de la région et de Paris, se sont prononcés contre les commissions mixtes³. Ils

(1) Voir à la fin du chapitre : annexe 10, pièce 5, l'ordre du jour voté le 29 décembre 1904 par le « Syndicat fraternel » réuni en assemblée générale. Il montre les raisons de l'attitude du syndicat à l'égard des commissions mixtes.

(2) Voir annexe 10, pièce 5.

(3) Voir la correspondance échangée entre deux syndicats patronaux lillois et le syndicat ouvrier lors de la grève de 1904, et l'ordre

considèrent le contrat collectif entre patrons et ouvriers de plusieurs établissements comme impossible ¹.

du jour voté par un troisième syndicat (Section I du même chapitre annexe, pièces 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12).

Voir l'enquête parlementaire textile : Dispositions et rapport des Syndicats patronaux du Nord, de « l'Union des Syndicats patronaux de l'Industrie textile de France » et de « l'Association générale du Commerce et de l'Industrie des tissus et matières textiles ». Voici à titre d'exemple la déclaration du président d'un syndicat patronal de Lille :

« Nous ne sommes pas partisans des commissions mixtes parce que nous les considérons comme impossibles. Il y a des questions qui peuvent être arbitrées, mais il y en a qui ne sont pas susceptibles de l'être, et les questions de salaires sont de celles là. Nous ne serions pas nous-mêmes compétents dans nos propres usines sur tous les points. Les cotonniers ont dû vous montrer la multiplicité de leurs tarifs; nous pourrions faire de même. Nous pensons que les salaires sont affaire de contrat entre les parties intéressées et nous ne nous refusons en aucune façon à les débattre. Mais autant nous sommes partisans des syndicats, autant nous sommes hostiles aux commissions mixtes, pour cette raison décisive qu'elles constituent un organisme dont nul n'obtiendra l'effet attendu.

Les commissions mixtes ne donneraient aux patrons comme aux ouvriers que des déboires et c'est pourquoi nous y sommes résolument opposés, bien que peut-être nous heurtions le sentiment communément établi; mais nous sommes persuadés que c'est là une erreur. Quand on est dans l'embarras, on est bien aise de trouver une formule qui semble résoudre la difficulté. Celle-là ne la résoudra pas. »

(1) Cela ne veut pas dire qu'ils acceptent que les ouvriers d'une même usine traitent collectivement et effectivement avec leur patron. Ils disent bien que chaque industriel doit s'entendre avec ses ouvriers, mais il paraît bien que, dans leur pensée, il s'agit d'une soit disant entente avec les ouvriers inorganisés. En tous cas ils repoussent toute intervention du syndicat; les uns parce qu'ils le considèrent comme nuisible en son état actuel, les autres parce qu'ils n'admettent pas l'ingérence d'un Syndicat quel qu'il soit dans leurs affaires. La majorité des industriels considère la volonté des ouvriers de traiter collectivement, comme de la tyrannie. Mais, comme la discussion du contrat individuel est impossible pour l'ouvrier isolé, la tyrannie paraît être bien plutôt du côté de ceux qui ont la prétention de maintenir le régime de ce soit disant contrat. Sans la grève et sans l'intervention légale, le patron serait ainsi libre de fixer seul les conditions du travail, en ne tenant compte que de son intérêt, pour se retourner ensuite vers ses ouvriers et leur dire: C'est à prendre ou à laisser. On a prétendu parfois que les ouvriers organisés, admis à traiter collectivement, imposeraient des conditions rendant impossible le fonctionnement de l'industrie. Il n'est pas difficile d'opposer les faits à cette affirmation: Des contrats collectifs nombreux ont déjà été établis en France et surtout à l'étranger, et les ouvriers n'ont pas imposé des conditions déraisonnables. Les sacrifices que leur a consentis le patronat, ont été généralement compensés dans une large part grâce à la disparition de cette lutte déplorable entre industriels et organisations ouvrières.

A l'appui de cette thèse, on cite très souvent les différences qui existent d'un établissement à l'autre, quant aux conditions du travail et du machinisme. C'est là un argument qui paraît loin d'être décisif, et il semble bien qu'il s'agit d'une difficulté que l'on peut vaincre avec du temps et de la persévérance. En tout cas, il est toujours certaines règles qui pourraient être fixées à la fois et sans grande difficulté pour l'ensemble des usines concernant une même industrie, dans une certaine localité ou région déterminée ¹.

On invoque généralement aussi la multiplicité des genres de produits fabriqués par une même industrie, comme un obstacle insurmontable à l'établissement de tarifs unifiés par un conseil de conciliation. Cet obstacle a pourtant été surmonté en certaines industries anglaises, aussi bien d'ailleurs que celui précédemment indiqué, et résultant de la diversité des conditions dans lesquelles se trouvent les différentes usines. Les ouvriers ont établi, d'accord avec leurs patrons, non seulement des tarifs locaux, mais encore des tarifs régionaux extrêmement détaillés ¹. Parfois, lorsque l'unification com-

(1) A la veille de l'application du dernier palier de la loi Millerand-Colliard, époque à laquelle les divers groupements patronaux se sont prononcés contre les commissions mixtes, il aurait été évidemment utile que des rapports s'établissent dans une même industrie, entre délégués patrons et ouvriers d'une même localité, et même de plusieurs centres industriels. Il y aurait eu, en effet, grand intérêt à ce que la question de l'augmentation à accorder aux ouvriers pour compenser la réduction de la journée de travail soit la même partout. On pouvait se mettre d'accord sur ce sujet, même sans toucher aux différences existant entre les tarifs des diverses usines, sans se préoccuper d'unifier les conditions du travail.

(1) Si l'on se reporte à l'histoire du Trade-Unionisme dans l'industrie textile anglaise, on verra comment, dans l'industrie du coton en particulier, on a évolué petit à petit vers une unification toujours plus grande des prix de façon. On verra comment, en dépit de toutes les difficultés et malgré la complication du travail, fileurs, cardeurs et tisseurs de coton sont arrivés, d'accord avec leurs patrons, à établir des listes uniformes de prix de façon. Peu à peu, les listes locales ont été remplacées par des listes régionales très étendues, qui peuvent aller jusqu'à constituer de véritables volumes et dont l'élaboration a coûté plusieurs années d'efforts.

plète des conditions du travail a paru momentanément impossible, on a adopté, tout au moins, des mesures transitoires. On a par exemple, fixé autant de règles communes que l'on a pu et l'on a déterminé certains principes à observer dans l'établissement des règles non unifiées.

Certains groupements patronaux ont fait à la commission mixte d'Armentières le reproche d'avoir été établie et présidée par un agent du gouvernement, et ont blâmé les industriels armentérois d'avoir admis une pareille ingérence dans leurs affaires. Il est difficile de comprendre qu'on refuse au gouvernement d'intervenir dans une lutte entre patrons et ouvriers, lutte qui cause des pertes considérables pour une localité, et qui engendre un état de choses préjudiciable aux intérêts de la grande majorité des citoyens de la région et du pays tout entier. Comment admettre que ceux qui détiennent le pouvoir attendent que les choses s'arrangent d'elle-même, alors que les deux parties sont butées dans leurs prétentions.

Il semble bien que le gouvernement est tout aussi fondé à intervenir pour aider à la solution du conflit, qu'à envoyer des troupes pour maintenir l'ordre. Dans les deux cas il a les mêmes motifs d'agir : Il défend les intérêts de la majorité. Il se rend même généralement utile à ceux contre qui il paraît intervenir et protège soit les patrons soit les ouvriers contre les effets funestes de leurs erreurs ou de leurs excès. Mais que firent ces « agents du gouvernement », dont l'ingérence dans les affaires des patrons tisseurs armentérois a tant été critiquée ? Le Préfet du Nord a-t-il donc, de sa propre autorité, tranché les questions en litige ? Il n'est intervenu que comme un conciliateur, engageant tour à tour chaque partie à faire une concession pour faciliter l'entente. M. Labbé, Directeur de l'École professionnelle d'Armentières, Président de la commission mixte, a dirigé les débats avec la plus grande impartialité que patrons et ouvriers se plaisent à reconnaître. Il est considéré à Armentières comme le principal artisan de l'accord de 1903, et a continué depuis à

rendre à l'industrie textile armentière de très importants services ¹.

Avant d'en finir avec l'examen des opinions patronales, il faut encore signaler que plusieurs détracteurs de la Commission mixte, appelée parfois à tort commission arbitrale, ont fait dévier leurs critiques sur la question de l'arbitrage. Est-ce calcul ou ignorance ? Comme les arguments contre l'arbitrage employé sans aucune restriction et dans tous les cas, ne sont pas sans valeur, veut-on essayer d'atteindre par eux une institution contre laquelle ils ne sauraient servir ? Ou bien ignore-t-on tout simplement que la Commission mixte d'Armentières fut exclusivement un Conseil de conciliation ?

Les Syndicats ouvriers en dehors d'Armentières

Nous allons distinguer entre les Syndicats dits rouges et les Syndicats dits jaunes.

Les membres de la Fédération nationale ouvrière textile sont divisés sur la question des Commissions mixtes, comme ils le sont sur beaucoup d'autres points. On se rappelle qu'il existe deux partis bien distincts au sein de la Fédération : à l'un d'eux, les Commissions mixtes paraissent utiles ; l'autre, au contraire, les repousse. Au Congrès de Reims, en 1904, le secrétaire de la Fédération donna lecture d'un exposé, qui concluait en faveur de l'institution de Commissions mixtes pour unifier les tarifs. Cette proposition donna lieu à une longue et vive discussion. Parmi les délégués des Syndicats de l'arrondissement, remarquons que celui de Lille se mon-

(1) Naturellement, tout cela ne veut pas dire qu'une commission mixte doive être établie et présidée par un représentant du gouvernement. Mais en 1903, devant l'apathie des intéressés, étant donné l'incapacité dans laquelle ils se trouvaient de déterminer eux-mêmes le mode d'établissement d'une commission mixte, l'intervention du Préfet pour fixer ce mode d'établissement était pleinement justifiée. Le Préfet pensa que les circonstances exigeaient que les réunions des délégués patrons et ouvriers fussent présidées par quelqu'un d'indépendant, afin de faciliter une entente rendue plus difficile par le conflit aigu qui venait de finir. Il paraît certain qu'il ne pouvait désigner quelqu'un de plus apte que M. Labbé à remplir ces délicates fonctions.

tra partisan des Commissions mixtes, que celui de Roubaix se déclara leur adversaire. Finalement fut voté un ordre du jour ne tranchant pas la question et auquel on pourra se reporter. ¹ Actuellement, beaucoup de dirigeants de la Fédération approuvent encore l'établissement du contrat collectif par Commission mixte, bien que leur conviction ait été peut-être ébranlée un moment par l'attitude du « Syndicat Fraternel » d'Armentières, adhérant à la Fédération nationale. ²

Parmi les Syndicats dits rouges de l'arrondissement, la majorité paraît n'avoir guère pensé à étudier une question qui ne se posait pas pour elle. Quelques dirigeants se bornent à répéter les accusations du « Syndicat Fraternel » d'Armentières. A Roubaix on n'est pas pour les Commissions mixtes, et cependant la Chambre Syndicale ouvrière textile est partisane de rapports avec le patronat. A Lille seulement le Syndicat textile a pris une attitude bien nette en la question : Dès l'époque des grèves de 1903, il demanda à la Préfecture la constitution d'une Commission mixte, et renouvela cette demande à plusieurs reprises. Nous avons vu d'autre part combien, en 1904, ce syndicat fit d'efforts auprès des industriels pour obtenir la formation d'une Commission mixte ³ pour être admis à discuter les intérêts ouvriers, et éviter ainsi, autant que possible, la naissance des conflits.

L'attitude de certains syndicats rouges de l'arrondissement vis à vis des commissions mixtes, s'explique probable-

(1) Voir 1^{re} partie, chapitre premier. Fédération nationale ouvrière textile. Ordres du jour votés aux divers Congrès.

(2) Voir 1^{re} partie, chapitre 5. Histoire du mouvement syndical à Armentières.

(3) Plusieurs militants du syndicat déclarent que les anciens ouvriers devraient pouvoir être élus délégués à la Commission mixte. Cette opinion a été partagée par la Section du Nord de l'Association pour la protection légale des Travailleurs, qui a voté une disposition en ce sens. Les ouvriers délégués par leurs camarades peuvent se voir reprocher leur rôle par le patron, un directeur ou un contre-maitre; ils peuvent avoir à souffrir de leur fonction. C'est ce qui est arrivé pour plusieurs délégués à la Commission mixte d'Armentières.

ment par un manque de renseignements exacts ou de réflexion, ou bien par l'habitude qu'ont certains dirigeants de se prononcer pour ou contre une chose, uniquement parce que des amis l'ont approuvée ou désapprouvée. Presque tous les syndicats en effet, recherchent des rapports avec les patrons et se plaignent de ne pas avoir encore obtenu d'être reconnus par eux ¹. Dans ces conditions, on comprendrait qu'ils désapprouvent certains détails d'organisation de la commission d'Armentières, qu'ils déclarent son œuvre incomplète ; mais il est difficilement admissible qu'ils repoussent le principe lui-même des commissions mixtes. Il ne faut pas donner au terme « commission mixte » un sens qu'il n'a pas. Ce terme a la même signification que celui de conseil de conciliation : il désigne des réunions entre représentants patronaux et ouvriers en vue de prévenir ou de résoudre les conflits, et rien de plus.

Nous passons aux syndicats dits jaunes. Ils se déclarent généralement convaincus de l'utilité de rapports entre patrons et ouvriers. Mais, bien qu'ils jugent désirable l'institution de commissions mixtes, leur opinion générale est que la création de ces commissions est impossible à l'heure actuelle. Pourquoi ? Parce qu'il ne paraît pas qu'elles puissent être l'émanation réelle des volontés ouvrières, parce que les meneurs ne sont ni assez instruits ni assez indépendants, parce qu'ils sont des politiciens. Les dirigeants des syndicats jaunes pensent généralement que toute l'attention doit se porter maintenant vers l'organisation syndicale et que, lorsqu'on aura une organisation forte, des meneurs écoutés, et

(1) Les quelques rares dirigeants qui repoussent les rapports entre patrons et ouvriers, agissent, soit par tactique, soit sous le prétexte que ces rapports ne sauraient profiter à la classe ouvrière. Nous n'avons pas à nous occuper ici du système révolutionnaire des premiers. Ils considèrent que des rapports même fructueux, et bien qu'ils n'impliquent en aucune façon l'abandon du projet de transformation complète de la société, sont nuisibles parce qu'ils sont de nature à calmer l'ardeur des ouvriers pour la lutte violente. Quant à ceux qui prétendent que les employés ne sauraient rien obtenir de rapports avec leurs employeurs, il est facile de leur opposer les avantages résultant de contrats collectifs conclus en d'autres régions.

instruits, le moment sera venu de former des commissions mixtes. Certains dirigeants déclarent que des commissions fondées à l'heure actuelle auraient peu de chance de voir leurs décisions observées par les ouvriers ¹, parce que l'organisation syndicale est insuffisante, parce que le syndicat n'est pas responsable et n'offre pas de garanties financières. Ils pensent que l'unification des tarifs est impossible, étant donné la multiplicité des articles fabriqués, les différences de machinisme, l'impossibilité pour les industriels de laisser vérifier et publier leurs secrets de fabrication, les proportions de matières dans les mélanges, les perfectionnements du machinisme, etc. On a dit enfin que les conditions imposées par les commissions mixtes pourraient forcer les industriels à fermer leurs usines.

Nous avons déjà examiné ces derniers arguments quand nous nous sommes occupés des opinions patronales sur les commissions mixtes.

Pour ce qui est du mode de constitution d'une commission mixte, il est en tous cas un moyen qui peut s'appliquer à l'état de choses actuel et contre lequel il n'y a rien à dire : c'est l'élection par l'ensemble des ouvriers. Si un conseil de conciliation ne peut actuellement fonctionner dans les meilleures conditions et donner des garanties absolues, ce n'est certes par une raison pour repousser la création de ce conseil. Des expériences faites il y a longtemps en d'autre pays ont donné d'excellents résultats malgré des conditions au moins aussi défavorables que celles existant actuellement dans l'arrondissement de Lille. Rappelons que si l'unification des tarifs peut être une œuvre ardue et de longue haleine, elle n'en est pas moins une œuvre désirable et possible, ainsi que le révèle l'expérience. Il est en tous cas, dès maintenant, des règles qu'il y aurait intérêt et facilité à uniformiser. Enfin, il ne saurait être question pour une commission mixte

(1) L'attitude du Syndicat fraternel d'Armentières leur a servi d'argument. Voir le journal *l'Union Fédérale Roubaissienne*, février 1905.

de rendre impossible le fonctionnement de l'industrie. Elle admettra, temporairement au moins, les dérogations nécessaires et donnera aux industriels le temps et la possibilité d'effectuer les réformes jugées utiles aux ouvriers : On semble toujours oublier qu'au sein d'un conseil de conciliation, il faut que l'accord s'établisse entre les parties pour qu'une décision soit prise.

Le point le plus intéressant parmi les opinions émises par les syndicats jaunes est le suivant : En somme, ces syndicats sont partisans de rapports organisés entre patrons et ouvriers, mais, comme à l'heure actuelle, les « rouges » sont les plus forts et représenteraient les ouvriers, les « jaunes » veulent qu'on attende le développement de leurs organisations pour fonder des conseils de conciliation. Cette idée ressort d'un rapport de la Fédération des Syndicats indépendants de Lille au 2^e Congrès des Jaunes, concluant que les Commissions mixtes pourront s'établir avec chances de succès le jour où les syndicats jaunes seront forts, indépendants, avec de véritables chefs. Elle ressort surtout des réponses à un questionnaire adressé par la Fédération des Syndicats de l'industrie roubaisienne aux divers syndicats jaunes¹ de la région. Le résultat de ce referendum fut communiqué au Congrès des Jaunes de 1904.² Les raisons de l'attitude des syndicats jaunes sont encore mieux précisées dans une réponse à une lettre adressée au rédacteur du journal « l'Union, Fédé-

(1) Ce questionnaire fut également envoyé au syndicat démocrate chrétien de Lille et au syndicat indépendant d'Armentières (syndicat qui se rapproche à plusieurs points de vue des syndicats démocrates chrétiens). Ces deux Associations professionnelles se déclarèrent dans leurs réponses, partisans des Commissions mixtes, et conseillèrent le mode d'établissement qui avait été employé à Armentières : l'élection à 2 degrés par l'ensemble des ouvriers. Le syndicat de Lille préconisa en outre, en cas d'échec de la Commission mixte dans son œuvre de conciliation, la solution par arbitrage. La sentence arbitrale serait prononcée par un tiers arbitre désigné par un arbitre patron et un arbitre ouvrier, nommés l'un par la délégation patronale de la Commission mixte et l'autre par la délégation ouvrière.

(2) Voir annexe 10, pièce 6.

rale Roubaisienne », réponse insérée dans le numéro de Janvier 1905¹.

Certes, il est parmi les dirigeants des syndicats jaunes, des militants convaincus qui croient bien faire en combattant les syndicats rouges. De même que leurs adversaires, ils ne perdent pas de vue, même dans les questions d'intérêt professionnel, la lutte politique et, dans l'ardeur de cette lutte, ils ont pu se laisser guider dans leurs paroles ou dans leurs écrits par des considérations étrangères aux intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Mais il semble bien que si tous les militants des syndicats jaunes étaient d'accord, lorsqu'il s'agirait de passer aux actes, pour combattre, sous le prétexte examiné plus haut, la constitution de Commissions mixtes, les accusations de leurs adversaires seraient fondées à l'égard de tous.

Il est à remarquer que les syndicats jaunes ont, comme les patrons, attaqué la Commission mixte d'Armentières pour sa présidence par un représentant du Gouvernement et par des arguments pouvant s'appliquer à l'arbitrage, mais non à la conciliation. Nous avons vu d'autre part ce qu'il fallait penser de ces critiques.

§ 12. — LES RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS A ARMENTIÈRES DEPUIS 1904.

Il y a de nouveau manque du contrat entre patrons et ouvriers. Le syndicat qui a pu intervenir le plus souvent directement auprès des industriels est « l'Union ouvrière syndicale de l'industrie textile » (Syndicat dit indépendant)².

(1) Voir annexe 10, pièce 7.

(2) Il correspondit avec le syndicat patronal au sujet de contre-maîtres ou employés exerçant un commerce, et chez qui les ouvriers se croient obligés d'aller acheter des marchandises, même lorsqu'il n'est pas exercé de pression sur eux. Cette protestation fut écoutée par plusieurs patrons. Le Syndicat a veillé à l'application du tarif : il est intervenu dans ce but auprès de divers industriels, soit par lettre, soit par des démarches de son président.

Aucun patron ne se serait refusé à discuter avec le Syndicat ouvrier. Plusieurs lui ont répondu par lettre.

Les Syndicats socialiste d'Armentières et Houplines firent très peu de tentatives pour entrer directement en rapport avec les industriels. La chambre syndicale ouvrière textile d'Armentières et le syndicat fraternel d'Houplines, pensant que leur intervention serait mal accueillie, préférèrent viser à l'emploi d'une procédure organisée par la commission mixte pour la solution des questions d'interprétation du tarif de 1904. Les délégations patronale et ouvrière avaient désigné chacune un arbitre que devait départager, en cas de désaccord, un tiers arbitre. Le tiers arbitre devait être M. Labbé, Directeur de l'Ecole nationale professionnelle, à moins que l'arbitre patron et l'arbitre ouvrier se mettent d'accord pour désigner une autre personne. Cette disposition prise hâtivement pour l'avenir était incomplète. Pour combien de temps, en effet, étaient désignés les arbitres ? Que devait-il arriver au cas où l'un d'eux cesserait d'exercer sa profession à Armentières ?

En fait, la procédure réglée par la commission mixte ne fut jamais exactement suivie : Les ouvriers s'adressèrent immédiatement à M. Labbé, qui parvint toujours à arranger les choses ¹.

Voilà certes, un beau résultat ; mais peut-être aurait-il été plus utile de réunir, à l'occasion de ces diverses difficultés, l'arbitre patron et l'arbitre ouvrier. La solution des questions posées n'aurait peut-être pas gagné en rapidité, mais au moins on aurait mis en présence un représentant des patrons et un représentant des ouvriers ; et il se pourrait que l'on se soit acheminé aussi vers un organisme de conciliation permanent ².

(1) Voir à l'annexe 11, la liste des différends réglés par l'intermédiaire de M. Labbé.

(2) De plus, M. Labbé peut être appelé à d'autres fonctions et quitter Armentières, bien qu'il s'y soit rendu si utile, presque indispensable. Ses succès sont des succès personnels et tout autre personne pourrait très bien être sans influence.

Il faut déplorer que patrons et ouvriers armentiers n'évoluent pas vers la constitution d'un Conseil permanent de conciliation dont la tâche serait bien facilitée, puisque l'unification des tarifs est déjà chose accomplie. Pour éviter les conflits, il ne suffit pas aux patrons et aux ouvriers de prendre contact tous les quatorze ans, ainsi qu'ils l'ont fait à Armentières de 1889 à 1903.

D'abord, les conséquences réelles du tarif de 1904 sont très vagues pour beaucoup. Sans aucun doute si des délégués patrons et ouvriers s'étaient rencontrés depuis, ces conséquences auraient été mieux étudiées et l'on aurait évité ainsi bien des idées fausses sur l'œuvre de la Commission de 1903. En outre, un tarif doit toujours et à tout moment pouvoir être perfectionné : l'œuvre de la Commission mixte aurait déjà besoin de diverses retouches : Il est des articles nouveaux qui ne sont pas tarifés et pour lesquels l'augmentation accordée est fixée dans chaque usine. Le sort de certains ouvriers travaillant sur un métier n'est certainement pas celui que l'on avait prévu en 1904 et il causé bien des mécontentements. Il y a certaines imperfections dans le tarif qui, bien que sans grande importance, font nombre comme arguments contre l'œuvre de la Commission mixte. ¹

La question du travail sur deux métiers de fils sans apprenti n'a pas été tranchée en 1904, puisqu'il a été décidé que patrons et ouvriers régleraient à l'amiable les conditions de ce travail exceptionnel : Il serait bon que cette question soit réglée comme les autres. Enfin, grâce à un Conseil de conciliation permanent, on aurait sans doute pu se rendre plus exactement compte de l'influence de la qualité des matières premières sur la productivité du tisseur, peut-être aurait-on

(1) C'est ainsi que l'on a pu relever dans le tarif quelques anomalies : Voir par exemple le tarif III compte 12 à 12 duites. Les largeurs de 79 à 98 sont payées 7 c. le mètre. Pour une toile d'un compte 12 à 13 duites, comme la duite en plus se paye un demi centime, l'ouvrier touchera par mètre 7 c. 1/2. Or, le compte 13 à 13 duites ne donnera droit, d'après le tarif III, qu'à 7 c. 1/4 par mètre.

trouvé un moyen de mettre le salaire de l'ouvrier à l'abri des variations dans la qualité des filés employés. ¹

Nous venons de voir qu'une Commission mixte permanente aurait un effet bienfaisant quant à l'interprétation et au perfectionnement des tarifs. Mais ce n'est pas tout, et l'on verrait également diminuer bien d'autres occasions de conflits. Quand les industriels n'ont pas de rapports avec leurs ouvriers, ces derniers ont contre eux des griefs qui s'appuient souvent sur des faits inexacts en totalité ou en partie. C'est une habitude très répandue que d'affirmer des choses non parce qu'on a la preuve de leur existence, mais tout simplement parce qu'on a conçu leur possibilité. On semble être d'autant plus porté vers cette tendance qu'on a moins l'habitude de raisonner : On pense que quelqu'un a intérêt à agir d'une certaine manière; de là à proclamer qu'il l'a fait il n'y a qu'un pas. — Quand une affirmation n'est pas dépourvue de tout fondement, elle repose parfois encore sur des racontages; ou bien, résultant de faits isolés, il arrive qu'elle est le fruit d'une généralisation hâtive. Il y aurait intérêt non seulement à ce que les ouvriers connaissent bien exactement les actes des patrons, mais encore à ce qu'ils soient mis au courant du motif ayant déterminé ces actes : on éviterait ainsi bien des causes de mécontentement. De même il serait utile que les patrons n'ignorent pas les desiderata de leurs ouvriers. Une commission mixte permanente examinerait les questions au point de vue patronal et au point de vue ouvrier et s'efforcerait de concilier les intérêts des deux parties.

(1) Certains moyens ont déjà été proposés. Les uns demandent qu'à chaque changement de matière première ou pour tout nouveau tissu, un contremaître conduise un mètre pendant un certain temps pour établir le temps de production d'un mètre de tissu. D'autres voudraient un appareil qui, comptant les ruptures de fil, permettrait d'en tenir compte dans le calcul du salaire de l'ouvrier. On parle aussi de la possibilité d'établir la résistance dynamométrique minima que devraient présenter les filés employés pour chaque sorte de tissu. Evidemment, la question est complexe. Est-ce que l'adoption d'un minimum de salaire ne serait pas la solution la plus simple et la plus pratique?

Il est même probable que les industriels retireraient de la collaboration de leurs ouvriers, et au point de vue technique lui-même, des résultats qu'ils ne soupçonnent pas. ¹

Disons enfin que l'absence d'un organisme spécial pour la défense des intérêts économiques des ouvriers, cause sans doute à l'industrie un préjudice particulièrement grand dans une ville où la lutte politique est aussi vive qu'à Armentières.

(1) Voir par exemple les rapports de l'enquête Mosely faite en Amérique par des délégués des Trade Unions anglaises.

(2) Il faut signaler que si l'ensemble des industriels n'a plus de rapports avec l'ensemble des ouvriers, il existe dans un important tissage, un véritable conseil d'usine récemment transformé d'après les statuts votés par la Section lilloise de l'Association pour la Protection légale des Travailleurs.

ANNEXES

ANNEXE I

NOTE SUR LE TISSAGE DE LA « TOILE »

Si on examine une toile, on constate qu'elle se trouve composée de fils parallèles entrecroisés à 45° avec d'autres fils également parallèles. Les uns sont dénommés fils de « chaîne » (ce sont les fils placés dans le sens de la longueur de la pièce de tissu) ; les autres sont appelés fils de « trame ».

Le tissage a pour but d'entrecroiser des fils de chaîne avec des fils de trame.

A son arrivée dans l'usine le fil de chaîne a été placé sur des bobines (opération du « bobinage » effectuée par les « bobineuses »). De ces bobines convenablement groupées, les fils ont été déroulés de façon à se juxtaposer parallèlement en une nappe (travail de « l'ourdissage » fait par les « ourdisseuses »). Enfin cette nappe a été passée dans un empois destiné à faciliter le travail du tissage (« parage » effectué par les « pareurs »).

Le fil de trame a été enroulé sur des fuseaux d'une forme spéciale appelés « canettes » ou « épeules » (« épeulage » effectué par les « épeuleuses »).

Le tisseur reçoit des « préparations » l'axe ou « ensouple » porteur de la chaîne qu'il montera sur le métier et les « épeules » porteuses de la trame qu'il placera dans la navette.

Sur le métier à tisser la nappe de chaîne est dédoublée en nappe de fils pairs et en nappe de fils impairs qui se traverseront successivement de façon à enfermer le fil de trame chaque fois que la navette l'aura passé entre elles. Le croisement des fils pairs et des fils impairs est produit par le jeu de deux « lames » (fig. 3) alternativement et mécaniquement élevées et abaissées, lames dans les maillons desquelles se trouvent passés pour l'une les fils pairs et pour l'autre les fils impairs. (Ainsi en est-il pour les tissus les plus simples, ceux qui constituent la grande partie de la production d'Armentières. Pour les autres, tels que treillis, cordats... on a recours à la division de la chaîne en un plus grand nombre de nappes, ce qui permet des entrelacements plus compliqués).

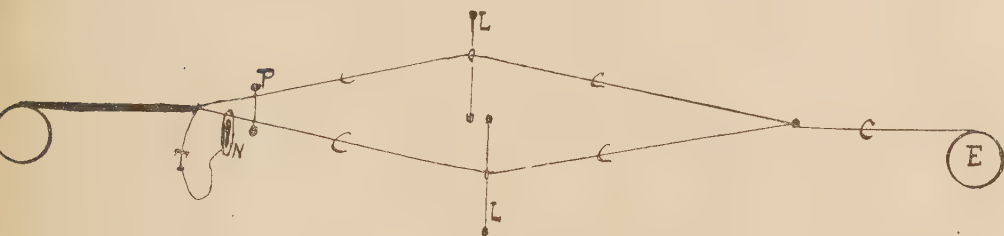


Fig. 2

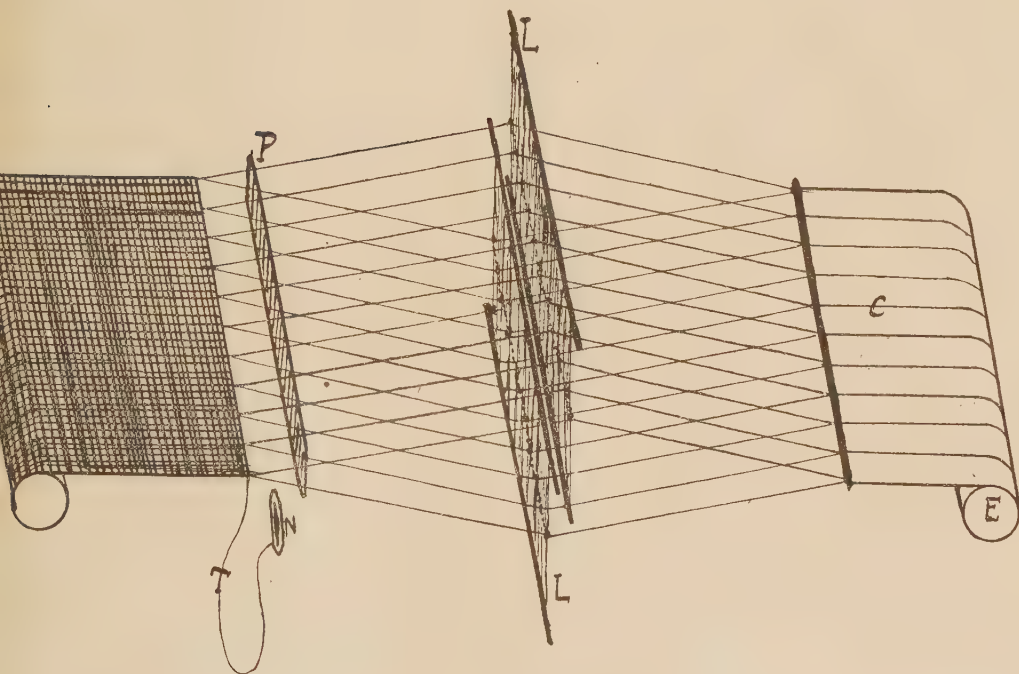


Fig. 3

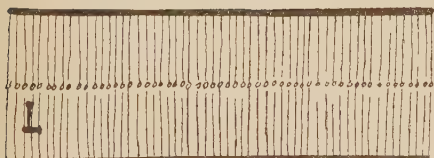


Fig. 4



C. Chaîne — **E.** Ensouple — **L.** Lame — **N.** Navette — **P.** Peigne (1) — **T.** Trame.

Le peigne (fig. 4) monté sur le métier (fig. 1 2) est animé d'un mouvement de va et vient et, poussant sur chaque fil de trame ou duite, il vient la serrer contre la duite précédente.

ANNEXE 2

TARIF DE 1889

COMPTE	DUITES	JUSQU'À 78 c/n						MÈTIERS DE 64			LARGES MÈTIERS						
			79 à 98	99 à 104	105 à 118	119 à 128	129 à 135	136 à 145	160 à 178	179 à 195	196 à 200	200 à 220	221 à 240	241 à 270	280	300	320
7	7	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8	8	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9	9	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	»	»	»	»	»	»	»	»	»
10	10	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
11	11	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	17	18	19	»	»	»	»	»	»
12	12	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	18	18 1/2	19 1/2	»	»	»	»	»	»
13	13	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	19	19 1/2	20	20	21	22	»	»	»
14	14	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	12	19	20	21	22	23	25	»	»	»
15	15	9	9 1/2	10	11	11 1/2	12	13	21	22	22 1/2	23	25	28	»	»	»
16	16	9 1/2	10	10 1/2	12	12 1/2	13	14	22	24	20	26	28	30	»	36	38
17	17	10 1/2	11	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	24	26	28	31	32	33	»	39	42
18	18	11 1/2	12	13 1/2	14	15	16	17	26	28	30	32	34	36	»	42	44
19	19	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	28	30	33	34	36	38	»	44	46
20	20	14	15	16	17	18	19	20	30	32	34	36	38	40	»	46	48
21	21	15	16	17	18	19	20	21	»	»	»	38	40	42	»	»	»
22	22	16	17	18	19	20	21	22	»	»	»	40	42	45	»	»	»
23	23	17	18	19	20	21	22	23	»	»	»	44	46	48	»	»	»

NOTA. — On paie un demi-centime pour une duite et un centime pour deux ou trois duites plus que le compte et réciproquement on déduit.

On ne peut faire conduire deux métiers toile par un seul ouvrier.

Liteaux unis sont payés un centime de plus.

Liteaux en trame. . . } Liteaux bretagne sont payés un centime et demi de plus.

Liteaux brochés sont payés deux centimes de plus.

Pour les grandes laizes, à partir de 161, la duite en plus ou en moins se paie un centime.

TOILES CHAÎNE COTON (Par 2 métiers. — Sans apprenti.)									TREILLIS-FILES								
COMPTES	DUITES	JUSQU'À 77 c. m	78 à 95	96 à 104	105 à 115	116 à 125	126 à 135	136 à 145	COMPTES	DUITES	JUSQU'À 77 c. m	78 à 95	96 à 104	105 à 115	116 à 125	126 à 135	136 à 145
9	»	»	»	»	»	»	»	»	4	8	6 1/2	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9
10	11	4	4 1/2	5	5 1/2	6	6 1/2	7	5	10	6 1/2	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10
11	12	4 1/2	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	6	12	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2
12	13	5	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	7	14	8 1/2	9	9 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2
13	14	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	8	16	9 1/2	10	10 1/2	11	11 1/2	12	12 1/2
14	15	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9	18	11	12	12 1/2	13	13 1/2	14	14 1/2
15	16	6 1/2	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	20	12	13	13 1/2	14	14 1/2	15	15 1/2
16	17	7	7 1/2	8	8 1/2	9	9 1/2	10	11	22	13	14	14 1/2	15	15 1/2	16	16 1/2
									12	24	14	15	15 1/2	16	16 1/2	17	17 1/2
									13	26	14 1/2	15	15 1/2	16	16 1/2	17	18
									14	28	15	15 1/2	16	16 1/2	17 1/2	18	19

NOTA. — On paie un demi-centime pour une duite et un centime pour deux ou trois duites en plus que le duitage fixé et réciproquement on déduit.

Pour un ouvrier ne conduisant qu'un métier de coton, on déduit un demi-centime sur la façon de toile.

Pour un ouvrier conduisant deux métiers de coton, si on lui faisait faire de la toile, on paierait façon pleine.

NOTA. — On paie un demi-centime pour une duite et un centime pour deux ou trois duites en plus que le duitage fixé et réciproquement on déduit.

Tarif de 1904

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Travail sur deux métiers avec apprenti

Le travail du Maître est payé à façon pleine.

Le travail de l'Apprenti à 15 0/0 de réduction sur le tarif fil 1904 soit qu'il s'agisse de fil ou de coton.

Adultes de 16 à 18 ans. — Ces adultes ne pourront conduire qu'un métier, ils seront payés avec une réduction de 10 0/0 pour le fil, 15 0/0 pour le coton sur le tarif fil 1904.

Cordats fil. — Augmentation d'un demi centime jusqu'au compte 9 et de un demi centime au-dessus du compte 9.

Cordats coton. — Augmentation d'un demi centime sur tous les comptes indistinctement.

Serviettes fil et serviettes coton. — Augmentation de un centime sur le prix du tarif toile ou du tarif coton jusqu'à 15 feuillets inclus, au-dessus de 15 feuillets entente amiable. — En cas de changement de carton pour encadrement un centime en plus.

Liteaux :

a. — *Liteaux unis* : Augmentation de un centime sur la toile.

b. — *Liteaux Bretagne ou chemin de fer* : Augmentation de un centime et demi.

c. — *Liteaux brochés* : Augmentation de deux centimes. En cas de liteaux multiples l'augmentation est proportionnelle.

Liteaux 4 barres et au-dessus : Augmentation de deux centimes pour 4 et 5 barres, au-dessus de 5 barres entente amiable.

Lisière anglaise. — Augmentation d'un demi centime pour lisière sans couteau et un centime pour lisière avec couteau.

Chainette. — Augmentation d'un demi centime pour les largeurs simples et un centime pour les largeurs doubles.

Bannes à rayures coton :

a. — Augmentation de un centime sur le tarif toile jusqu'à 4 fils en broche.

b. — Augmentation de un centime et demi pour 5 fils en broche.

Toiles noires. — Augmentation de un centime jusqu'au compte 13 inclus, et un centime et demi au dessus du compte 13.

Trellis noirs. — Augmentation de un centime jusqu'au compte 6 et de un centime et demi au-dessus au dessus du compte 6.

Absences. — Il ne sera pas infligé d'amende pour absence, lorsque dans la même semaine où cette amende aura été encourue (du lundi matin au samedi soir), l'ouvrier aura subi un chômage pour manque de chaîne ou trame.

Demi-duites et demi-comptes seront portés aux duites et comptes supérieurs.

Pour les laizes jusqu'à 159 centimètres, il est accordé un demi centime pour une duite et un centime pour deux ou trois duites en plus que le duitage fixé et réciproquement on déduit.

Pour les laizes fil, à partir de 160, la duite en plus se paie un centime, deux ou trois duites se paient deux centimes et réciproquement on déduit.

Pour les cotons à deux métiers, à partir de 160, les duites en plus se paient un demi centime par duite et réciproquement on déduit.

A l'avenir, interdiction aux femmes de conduire deux métiers, pour le présent maintien du statu-quo.

La conduite d'un métier coton seul par un ouvrier comporte sur le tarif toile une réduction de un demi centime jusqu'à 159 centimètres inclus et d'un centime au-dessus de cette largeur.

La fabrication à deux métiers lorsqu'elle comporte au fil d'un côté est limitée sur les deux métiers à la largeur de 159 centimètres.

Le travail du fil à deux métiers sans apprenti constituant un cas exceptionnel, la Commission mixte est d'avis de réserver la solution de cette question à l'entente amiable entre patrons et ouvriers, étant bien entendu qu'il n'aura jamais pour conséquence un renvoi d'ouvriers.

Toutes réserves faites en ce qui concerne les questions non prévues et non réglées par la Commission mixte, si une difficulté vient à se produire à propos de l'interprétation des présentes conventions, il est convenu que cette difficulté d'interprétation sera soumise à un tribunal arbitral qui la règlera souverainement.

Le tribunal arbitral sera composé :

1° D'un arbitre ouvrier désigné par la délégation ouvrière actuelle ;

2° D'un arbitre patron désigné par la délégation patronale actuelle.

En cas de désaccord, les deux arbitres désigneraient un tiers arbitre et s'ils ne s'entendent pas sur la nomination du tiers arbitre, ce rôle est dès maintenant et d'avance attribué à Monsieur LABBÉ, Directeur de l'Ecole Nationale Professionnelle.

L'ensemble de ces dispositions sera applicable à tous les rouleaux montés à partir du 1^{er} Janvier 1905.

Tarif FIL à un Métier

(TARIF I)

Comptes	Duites	Jusqu'à 78 c/m	79 à 98	99 à 104	105 à 118	119 à 128	129 à 135	136 à 145	146 à 159	160 à 178	179 à 195	196 à 200	200 à 220	221 à 240	241 à 270	271 à 280	281 à 300	301 à 320
4	4	4 1/2	4 1/2	5 1/2	5 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/4	7 3/4	8 1/2	9	10 1/2	11	12	13	14	15 1/2	17
5	5	5 1/2	5 1/2	6 1/2	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/4	8 3/4	9 1/4	10	11 1/2	12	13	14	15	16 1/2	18
6	6	6 1/2	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/4	9 3/4	10 1/4	11	12 1/2	13	14	15	16	17 1/2	19
7	7	7 1/2	7 1/2	8 1/2	8 1/2	9 1/2	9 1/2	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	13 1/2	14	15	16	17	18 1/2	20
8	8	8 1/2	8 1/2	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/4	11 3/4	12 1/4	13	14 1/2	15	16	17	18	19 1/2	21
9	9	9 1/2	9 1/2	10 1/2	10 1/2	11 1/2	11 1/2	12 1/4	12 3/4	13 1/4	14	15 1/2	16	17	18	19	20 1/2	22
10	10	10 1/2	10 1/2	11 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/4	13 3/4	14 1/4	15	16 1/2	17	18	19	20	21 1/2	23
11	11	11 1/2	11 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	14 1/4	14 3/4	15 1/4	16	17 1/2	18	19	20	21	22 1/2	24
12	12	12 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	14 1/2	14 1/2	15 1/4	15 3/4	16 1/4	17	18 1/2	19	20	21	22	23 1/2	25
13	13	13 1/2	13 1/2	14 1/2	14 1/2	15 1/2	15 1/2	16 1/4	16 3/4	17 1/4	18	19 1/2	20	21	22	23	24 1/2	26
14	14	14 1/2	14 1/2	15 1/2	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/4	17 3/4	18 1/4	19	20 1/2	21	22	23	24	25 1/2	27
15	15	15 1/2	15 1/2	16 1/2	16 1/2	17 1/2	17 1/2	18 1/4	18 3/4	19 1/4	20	21 1/2	22	23	24	25	26 1/2	28
16	16	16 1/2	16 1/2	17 1/2	17 1/2	18 1/2	18 1/2	19 1/4	19 3/4	20 1/4	21	22 1/2	23	24	25	26	27 1/2	29
17	17	17 1/2	17 1/2	18 1/2	18 1/2	19 1/2	19 1/2	20 1/4	20 3/4	21 1/4	22	23 1/2	24	25	26	27	28 1/2	30
18	18	18 1/2	18 1/2	19 1/2	19 1/2	20 1/2	20 1/2	21 1/4	21 3/4	22 1/4	23	24 1/2	25	26	27	28	29 1/2	31
19	19	19 1/2	19 1/2	20 1/2	20 1/2	21 1/2	21 1/2	22 1/4	22 3/4	23 1/4	24	25 1/2	26	27	28	29	30 1/2	32
20	20	20 1/2	20 1/2	21 1/2	21 1/2	22 1/2	22 1/2	23 1/4	23 3/4	24 1/4	25	26 1/2	27	28	29	30	31 1/2	33
21	21	21 1/2	21 1/2	22 1/2	22 1/2	23 1/2	23 1/2	24 1/4	24 3/4	25 1/4	26	27 1/2	28	29	30	31	32 1/2	34
22	22	22 1/2	22 1/2	23 1/2	23 1/2	24 1/2	24 1/2	25 1/4	25 3/4	26 1/4	27	28 1/2	29	30	31	32	33 1/2	35
23	23	23 1/2	23 1/2	24 1/2	24 1/2	25 1/2	25 1/2	26 1/4	26 3/4	27 1/4	28	29 1/2	30	31	32	33	34 1/2	36
24	24	24 1/2	24 1/2	25 1/2	25 1/2	26 1/2	26 1/2	27 1/4	27 3/4	28 1/4	29	30 1/2	31	32	33	34	35 1/2	37
25	25	25 1/2	25 1/2	26 1/2	26 1/2	27 1/2	27 1/2	28 1/4	28 3/4	29 1/4	30	31 1/2	32	33	34	35	36 1/2	38
26	26	26 1/2	26 1/2	27 1/2	27 1/2	28 1/2	28 1/2	29 1/4	29 3/4	30 1/4	31	32 1/2	33	34	35	36	37 1/2	39

(TARIF II)

COMPTES	DOITES	Jusqu'à 77 c/m	78 à 95	96 à 104	105 à 115	116 à 125	126 à 135	136 à 145	146 à 159	160 à 178	179 à 195	196 à 200	200 à 220	221 à 240	241 à 270
6	7	3	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4 1/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	9	10
7	8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4 1/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8 1/2	9	10	11
8	9	3 1/2	3 3/4	4 1/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8 1/2	9	10	11	12
9	10	4	4 1/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8 1/2	9	9 1/2	11	12	13
10	11	4 1/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	9 1/2	10	10 1/2	12	13	14
11	12	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 3/4	10 1/2	11	11 1/2	13	14	15
12	13	5 1/2	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 3/4	9 1/4	11 1/2	12	12 1/2	14	15	16
13	14	6	6 1/2	7	7 1/2	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	12 1/2	13	13 1/2	15	16	17
14	15	6 1/2	7	7 1/2	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	13	13 1/2	14	16	17	18
15	16	7	7 1/2	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	14	14 1/2	15	17	18	19
16	17	7 1/2	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	15	15 1/2	16	18	19	20
17	18	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/2	12	16	16 1/2	17	19	20	21
18	19	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	12 1/2	17	17 1/2	18	20	21	22
19	20	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	12 1/2	13	18	18 1/2	19	21	22	23
20	21	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	12 1/2	13	13 1/2	19	19 1/2	20	22	23	24

Treillis FIL sur 1 Métier

(TARIF VI)

COMPTES	DUITES	Jusqu'à 77 c/m	78 à 95	96 à 104	105 à 115	116 à 125	126 à 135	136 à 145
4	8	6 1/2	7	7 1/2	8	9	9 1/2	10
5	10	7	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4
6	12	8	8 3/4	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4
7	14	9 1/4	9 3/4	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	12 1/2
8	16	10 1/4	10 3/4	11 1/4	12	12 1/2	13	13 1/2
9	18	12	13	13 1/2	14	14 1/2	15	15 3/4
10	20	13	14	14 1/2	15	15 3/4	16 1/4	16 3/4
11	22	14	15	15 3/4	16 1/4	16 3/4	17 1/4	18 1/4
12	24	15	15 3/4	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 3/4	19
13	26	15 3/4	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/2
14	28	16 1/4	16 3/4	17 1/4	17 3/4	18 1/4	19	20 1/2

Treillis COTON sur 2 Métiers

(TARIF VII)

COMPTES	DUITES	Jusqu'à 77 c/m	78 à 95	99 à 104	105 à 115	116 à 125	126 à 135	136 à 145
4	8	4 3/4	5 1/4	5 3/4	6	6 1/2	7	7 1/2
5	10	5 1/4	6	6 1/2	7	7 1/4	7 3/4	8
6	12	6	6 1/2	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2
7	14	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2	9	9 1/4
8	16	7 3/4	8	8 1/2	9	9 1/4	9 3/4	10
9	18	9	9 3/4	10	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 3/4
10	20	9 3/4	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 3/4	12 1/4	12 1/2
11	22	11 1/4	12	12 1/2	13	13 1/2	13 3/4	14 3/4
12	24	12	12 1/2	13	13 1/2	13 3/4	14 1/4	15 1/4
13	26	12 1/2	13	13 1/2	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/2
14	28	13	13 1/2	13 3/4	14 1/4	14 3/4	15 1/4	16 1/2

Tarif des Adultes de 16 à 18 ans pour le COTON et Tarif des Apprentis.

(TABLEAU IV)

Comptes	Buttes	Jusqu'à	79	99	105	119	129	136	146	160	178	195	196	200	221	241	271	281	301
		8 e m	à 98	à 104	à 118	à 128	à 135	à 145	à 159	à 178	à 195	à 200	à 220	à 240	à 270	à 280	à 300	à 320	
4	3	3 1/2	4 1/4	4 3/4	5	5 1/2	6 1/4	6 1/2	7 1/4	7 3/4	9	9	11 1/4	11 1/2	12	13	14 1/2	15 1/2	
5	4	3 3/4	4 3/4	5 1/2	6	6 1/2	7 1/2	7 1/2	8 1/4	8 1/2	9 3/4	10 3/4	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	
6	5	4 1/4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	7 3/4	8 1/4	8 3/4	9 1/4	9 1/2	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	
7	6	5 1/2	6 1/2	7 1/2	8 1/2	8 3/4	9 1/4	9 1/2	10 1/4	10 1/2	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	
8	7	6 1/2	7 1/2	8 1/2	9 1/2	9 3/4	10 1/4	10 1/2	11 1/4	11 1/2	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	
9	8	7 1/2	8 1/2	9 1/2	10 1/2	10 3/4	11 1/4	11 1/2	12 1/4	12 1/2	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	
10	9	8 1/2	9 1/2	10 1/2	11 1/2	11 3/4	12 1/4	12 1/2	13 1/4	13 1/2	14 1/4	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	
11	10	9 1/2	10 1/2	11 1/2	12 1/2	12 3/4	13 1/4	13 1/2	14 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4	
12	11	10 1/2	11 1/2	12 1/2	13 1/2	13 3/4	14 1/4	14 1/2	15 1/4	15 1/2	16 1/4	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4	23 1/4	
13	12	11 1/2	12 1/2	13 1/2	14 1/2	14 3/4	15 1/4	15 1/2	16 1/4	16 1/2	17 1/4	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4	23 1/4	24 1/4	
14	13	12 1/2	13 1/2	14 1/2	15 1/2	15 3/4	16 1/4	16 1/2	17 1/4	17 1/2	18 1/4	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	
15	14	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/2	16 3/4	17 1/4	17 1/2	18 1/4	18 1/2	19 1/4	20 1/4	21 1/4	22 1/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	
16	15	14 1/2	15 1/2	16 1/2	17 1/2	17 3/4	18 1/4	18 1/2	19 1/4	19 1/2	20 1/4	21 1/4	22 1/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	
17	16	15 1/2	16 1/2	17 1/2	18 1/2	18 3/4	19 1/4	19 1/2	20 1/4	20 1/2	21 1/4	22 1/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	
18	17	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	19 3/4	20 1/4	20 1/2	21 1/4	21 1/2	22 1/4	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4	
19	18	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2	20 3/4	21 1/4	21 1/2	22 1/4	22 1/2	23 1/4	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4	30 1/4	
20	19	18 1/2	19 1/2	20 1/2	21 1/2	21 3/4	22 1/4	22 1/2	23 1/4	23 1/2	24 1/4	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4	30 1/4	31 1/4	
21	20	19 1/2	20 1/2	21 1/2	22 1/2	22 3/4	23 1/4	23 1/2	24 1/4	24 1/2	25 1/4	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4	30 1/4	31 1/4	32 1/4	
22	21	20 1/2	21 1/2	22 1/2	23 1/2	23 3/4	24 1/4	24 1/2	25 1/4	25 1/2	26 1/4	27 1/4	28 1/4	29 1/4	30 1/4	31 1/4	32 1/4	33 1/4	
23	22	21 1/2	22 1/2	23 1/2	24 1/2	24 3/4	25 1/4	25 1/2	26 1/4	26 1/2	27 1/4	28 1/4	29 1/4	30 1/4	31 1/4	32 1/4	33 1/4	34 1/4	
24	23	22 1/2	23 1/2	24 1/2	25 1/2	25 3/4	26 1/4	26 1/2	27 1/4	27 1/2	28 1/4	29 1/4	30 1/4	31 1/4	32 1/4	33 1/4	34 1/4	35 1/4	
25	24	23 1/2	24 1/2	25 1/2	26 1/2	26 3/4	27 1/4	27 1/2	28 1/4	28 1/2	29 1/4	30 1/4	31 1/4	32 1/4	33 1/4	34 1/4	35 1/4	36 1/4	
26	25	24 1/2	25 1/2	26 1/2	27 1/2	27 3/4	28 1/4	28 1/2	29 1/4	29 1/2	30 1/4	31 1/4	32 1/4	33 1/4	34 1/4	35 1/4	36 1/4	37 1/4	

Tarif des Adultes de 16 à 18 ans pour le FIL

(TARIF V)

Comptes	Quites	Jusqu'à 78 c/m	79 à 98	99 à 104	105 à 118	119 à 128	129 à 135	136 à 145	146 à 159	160 à 178	179 à 195	196 à 200	201 à 220	221 à 240	241 à 270	271 à 280	281 à 300	301 à 320
4	4	3	4	4	5	5	5	6	7	7	8	9	10	10	11	12	14	15
5	5	4	5	5	5	6	6	7	8	8	9	10	11	11	12	13	15	16
6	6	5	6	6	6	7	7	8	9	9	10	11	12	12	13	14	16	17
7	7	6	7	7	7	8	8	9	10	10	11	12	13	13	14	15	17	18
8	8	7	8	8	8	9	9	10	11	11	12	13	14	14	15	16	18	19
9	9	8	9	9	9	10	10	11	12	12	13	14	15	15	16	17	19	20
10	10	9	10	10	10	11	11	12	13	13	14	15	16	16	17	18	20	21
11	11	10	11	11	11	12	12	13	14	14	15	16	17	17	18	19	21	22
12	12	11	12	12	12	13	13	14	15	15	16	17	18	18	19	20	22	23
13	13	12	13	13	13	14	14	15	16	16	17	18	19	19	20	21	23	24
14	14	13	14	14	14	15	15	16	17	17	18	19	20	20	21	22	24	25
15	15	14	15	15	15	16	16	17	18	18	19	20	21	21	22	23	25	26
16	16	15	16	16	16	17	17	18	19	19	20	21	22	22	23	24	26	27
17	17	16	17	17	17	18	18	19	20	20	21	22	23	23	24	25	27	28
18	18	17	18	18	18	19	19	20	21	21	22	23	24	24	25	26	28	29
19	19	18	19	19	19	20	20	21	22	22	23	24	25	25	26	27	29	30
20	20	19	20	20	20	21	21	22	23	23	24	25	26	26	27	28	30	31
21	21	20	21	21	21	22	22	23	24	24	25	26	27	27	28	29	31	32
22	22	21	22	22	22	23	23	24	25	25	26	27	28	28	29	30	32	33
23	23	22	23	23	23	24	24	25	26	26	27	28	29	29	30	31	33	34
24	24	23	24	24	24	25	25	26	27	27	28	29	30	30	31	32	34	35
25	25	24	25	25	25	26	26	27	28	28	29	30	31	31	32	33	35	36
26	26	25	26	26	26	27	27	28	29	29	30	31	32	32	33	34	36	37

Tarif du Métier CHAÎNE-FIL

accouplé avec un Métier CHAÎNE-COTON

(TARIF III)

COMPTES	DUITES	Jusqu'à 78 c/m	79 à 98	99 à 104	105 à 118	119 à 128	129 à 135	136 à 145	146 à 159
4	4	3	3 1/2	4	4 1/4	4 3/4	5	5 1/2	6
5	5	3 1/2	4	4 1/4	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/2
6	6	4	4 1/4	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/2	7
7	7	4 1/4	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/4	7	7 1/4
8	8	4 3/4	5	5 1/2	6	6 1/4	7	7 1/4	7 3/4
9	9	5	5 1/2	6	6 1/4	7	7 1/4	7 3/4	8
10	10	5 1/2	6	6 1/4	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2
11	11	6	6 1/4	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2	9
12	12	6 1/4	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2	9	9 1/2
13	13	7	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2	9	9 1/2	10 1/4
14	14	7 1/4	7 3/4	8	8 1/2	9	9 1/2	10 1/4	11
15	15	7 3/4	8	8 1/2	9 1/2	10	10 1/4	11	12
16	16	8	8 1/2	9	10 1/4	10 3/4	11	12	13 1/4
17	17	9	9 1/2	10	10 3/4	11 1/2	12	12 1/2	13 1/4
18	18	10	10 1/4	11 1/2	12	13	13 1/2	14 1/2	16
19	19	10 3/4	11 1/2	12 1/2	13 1/4	14	15	16	17
20	20	12	13	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/4	17	18
21	21	13	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/4	17	18	19
22	22	13 1/2	14 1/2	15 1/2	16 1/4	17	18	19	19 3/4
23	23	14 1/2	15 1/2	16 1/4	17	18	19	19 3/4	20 1/2
24	24	16 1/2	17	18 1/4	19 1/2	20 1/4	21	22	22 1/2
25	25	18 1/4	19	20 1/2	21	21 1/2	22 1/4	23	24 1/4
26	26	21 1/2	23	24 1/2	25 1/2	26 1/4	27	28	28 1/2

ANNEXE 3

(au § 4)

Pièce 1 (*Annexe 3*)

A Monsieur le Maire
de la ville d'Armentières.

MONSIEUR LE MAIRE,

La circulaire dont copie est ci-jointe doit être imprimée et expédiée à tous les fabricants de toile de la ville.

L'entente entre les patrons et les ouvriers est plus que jamais nécessaire, surtout dans une Cité aussi laborieuse qu'Armentières.

Le premier magistrat de la ville, patron lui-même, ne peut qu'approuver toute demande faite en vue d'établir des rapports cordiaux entre employeurs et employés et restreindre, autant que possible, l'ère des grèves. C'est ce qu'ont pensé les syndiqués de la ville. Aussi espèrent-ils que vous voudrez bien prendre l'initiative de convoquer tous les patrons, de les réunir et de leur soumettre la question de l'application intégrale et générale du tarif de 1889.

Vous concurrez ainsi, Monsieur le Maire, à l'accomplissement d'une œuvre de pacification sociale et de haute moralité industrielle.

Nous espérons que vous prendrez en considération notre respectueuse demande et vous chargerez de la faire aboutir pour le bien de tous.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Pour le Syndicat Textile d'Armentières,
Le Secrétaire général,
DESCHILD Henri.

Lu et adopté en assemblée :
Armentières, le 25 juin 1893.

NOTA. — Pour plus amples renseignements je suis à votre entière disposition.

Pièce 2 (*Annexe 3*)

A Messieurs les Fabricants de toile
de la ville d'Armentières.

MONSIEUR,

Un mécontentement très profond se généralise chez les ouvriers tisseurs. Certains événements récents (Grève Fremaux-Desplanque, Villard et C^{ie}, etc.) ont produit sur la masse laborieuse une impression fâcheuse. Une grève générale peut en résulter.

Il appartient à tous ceux qui ont à cœur l'avenir de notre cité de prendre des mesures efficaces en vue de prévenir cet événement gros de conséquences. Une grève générale causerait un préjudice très sensible aux intérêts des ouvriers et des patrons et amènerait peut-être, dans un proche avenir, la misère des uns et la ruine des autres.

Dans bon nombre d'ateliers, M....., vous devez le reconnaître, le tarif de 1889 est violé ou mal compris. Ici nous voyons des travailleurs qui souffrent du tarif non payé. Là des ouvriers sont sacrifiés du fait d'une mauvaise interprétation du tarif.

Tout le monde en souffre — les patrons les premiers. Si le tarif de 1889 était dans tous les ateliers intégralement appliqué, tous les fabricants se trouveraient égaux en face de la concurrence, et les plus respectueux dudit tarif ne seraient pas placés vis-à-vis de leurs collègues moins scrupuleux, dans un état d'infériorité qui leur cause un préjudice d'autant moins mérité qu'ils le doivent à leur bon cœur et à leur esprit de justice.

Serait-il possible de mettre fin à un tel état de choses, de tarir une source de mécontentement entre patron et ouvriers ?

Nous le croyons, et pour y arriver, nous vous proposons, puisque vous avez tous les mêmes intérêts, de vous réunir dans ce but.

Les ouvriers de leur côté désigneront une délégation de travailleurs de chaque atelier. Cela fait, les patrons et les ouvriers éliront, dans leur réunion respective, une Commission de cinq membres. Les cinq membres patrons et les cinq membres ouvriers auront pour mission de procéder à une enquête dans tous les ateliers, étudier et trancher toutes les difficultés pour obtenir l'application du tarif général.

Nous espérons, M....., que vous répondrez à notre appel. Il vous sera également fait par le premier magistrat de la ville, qui accepte de prendre l'initiative de cette convocation.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Pour le Syndicat textile d'Armentières :

Le Secrétaire général,

DESCHILD Henri.

Lu et adopté en assemblée :
Armentières, le 25 Juin 1893.

ANNEXE 4

(Au § 5)

Pièce 1. (*Annexe 4*)

A Monsieur le Maire d'Armentières,

Comme suite à l'entretien que nous avons eu vendredi, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les industriels tisseurs d'Armentières et d'Houplines ont eu plusieurs entrevues desquelles il résulte que :

En raison des conditions du travail dans ces localités comparées aux conditions de ce même travail dans les autres centres industriels de la France et de l'étranger, ils ne peuvent aller au-delà du tarif de 1889, dont ils acceptent unanimement de faire l'application intégrale dans leurs tissages d'Armentières et d'Houplines.

Ils espèrent qu'en raison de cet arrangement, la grande majorité des ouvriers qui n'a pas abandonné volontairement le travail voudra bien le reprendre dans ces conditions.

Veuillez agréer, etc.

Signé : MIELLEZ.

Pièce 2. (*Annexe 4*)

Aux Travailleurs d'Armentières et d'Houplines

CAMARADES,

Aux propositions d'un tarif nouveau réglant à la fois les conditions du travail du tissage, de la préparation et de la filature, les patrons ont répondu en nous offrant l'application intégrale du tarif de 1889. *Cette réponse est inacceptable* : le tarif de 1889 ne règle pas le sort des travailleurs de la filature et des préparations ; en outre, le tarif de 1889 est à reviser dans le tissage en raison des modifications apportées à notre industrie et de l'application prochaine de la loi sur la journée de travail.

Nous vous engageons donc à ne pas reprendre le travail dans ces conditions ; il faut que nous prenions les mesures propices à nous éviter une réduction de salaire lors de la diminution de la journée de travail ; il faut aussi que nous arrivions à fixer enfin les conditions de travail de nos camarades de la filature et de la préparation, comme elles le sont pour le tissage.

M. le Préfet nous a proposé, pour faire sortir les salaires des travailleurs de l'industrie textile de leur état incertain et précaire, de constituer une commission mixte, c'est-à-dire composée d'ouvriers et de patrons et présidée par un représentant du gouvernement.

Peut-être y a-t-il là le moyen pour nous et pour nos camarades de l'industrie textile des autres communes, d'entrer victorieusement en pourparlers avec les patrons qui se dérobent aujourd'hui.

Notre cause est assez bonne, en effet, pour que défendue devant un représentant du gouvernement, elle sorte victorieuse.

Nous n'avons pas voulu cependant nous engager sans votre consentement, et nous avons décidé de soumettre la question à un referendum, c'est-à-dire de vous demander à tous votre avis sur cette proposition.

D'accord avec les maires d'Armentières et d'Houplines, qui vont organiser le referendum, vous allez voter sur la question suivante, rédigée par le représentant du gouvernement.

PROPOSITIONS DE M. LE PRÉFET

Les ouvriers consentent à reprendre provisoirement le travail aux conditions du tarif de 1889, intégralement et loyalement appliqué dans toutes les usines.

Mais ils demandent qu'une commission mixte soit instituée sur l'initiative et sous la présidence du gouvernement, dans le but d'étudier et d'arrêter, avant l'échéance du 1^{er} avril 1904, des dispositions qui garantissent dans une mesure légitime les ouvriers contre une réduction de salaire résultant de la diminution de la durée du travail, et dans le but de fixer, s'il est possible, les conditions du travail des préparations et filatures.

Ceux qui seront d'avis de reprendre le travail dans ces conditions, voteront OUI, ceux qui ne seront pas de cet avis, voteront NON.

Nous nous inclinons devant votre vote; si la proposition est repoussée, nous resterons dévoués à votre cause; et si elle est acceptée, vous pouvez compter sur vos syndicats professionnels pour prendre devant la commission mixte la défense de vos intérêts, de tous vos intérêts, sans oublier, comme on l'a fait en 1889, les travailleurs de la filature et des préparations.

Pour terminer, puisque nous nous adressons à vous, nous vous supplions, au nom des intérêts supérieurs de la classe ouvrière, honnête et laborieuse, dont vous êtes, de ne pas vous solidariser avec ceux qui ont commis des délits de droit commun, qui compromettent notre cause et écarteraient tout à fait de nous, s'ils se renouvelaient, les faveurs de l'opinion publique.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 3. (Annexe 4).

COMITÉ DE LA GRÈVE

AVIS IMPORTANT

CAMARADES,

Comme cela vous a été annoncé, vous êtes appelés par un *Vote public*, à donner votre opinion sur la reprise du travail ou la continuation de la grève.

Nous venons vous mettre en garde contre toute confusion qui pourrait s'établir dans votre esprit.

En proposant le vote public, M. le Préfet a pensé que sur la pro-

messe d'une Commission mixte qui, peut-être, *ne vous donnera pas de résultats*, vous rentriez à l'atelier.

M. le Préfet croit ainsi que sur la simple application du tarif de 1889, vous reprendriez le travail.

Or, ce tarif *n'est pas applicable* à la préparation du tissage, qui comprend les pareurs, les lamiers, les ourdisseuses, les bobineuses, les épeuleuses, les hommes de peine, ainsi que les ouvriers des filatures indistinctement, les crémeurs, les blanchisseurs, les glaceuses, etc...

Le Comité vous demande donc, Camarades, de préciser la situation en formulant votre vote dans les conditions suivantes :

Ceux qui voteront OUI, voteront pour la reprise du travail sans aucune satisfaction.

Ceux qui voteront NON, voteront pour la continuation de la grève pour des résultats.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 4. (Annexe 4)

PRÉFECTURE DU NORD

Tarif des préparations

Le préfet du Nord, officier de la Légion d'honneur, s'empresse de porter à la connaissance des ouvriers et ouvrières d'Armentières la lettre et la déclaration ci-jointes qu'il a reçues des patrons :

MONSIEUR LE PRÉFET,

Il nous revient que beaucoup d'ouvriers donnent une interprétation fautive au silence des patrons depuis votre intervention dans le conflit. Pour remettre les choses au point nous avons l'honneur de vous adresser la déclaration ci-jointe.

Nous vous prions d'agréer, etc.

Armentières, le 17 octobre 1903.

Les délégués.

Signé : VILLARD, M. et C. CHARVET,

Les industriels soussignés déclarent être favorables au principe d'un tarif général pour la préparation. Ils sont disposés à le mettre à l'étude aussitôt après la reprise du travail, de façon qu'il puisse être adopté et appliqué dans un bref délai.

Signé : VILLARD, CASTELBON et VIAL; DULAC et Cie; Henri CHAS : PARENT et FEINTE; A. MAHIEU; L. DECHERF; DUBOIS et CHARVET-COLOMBIER; LACHEREZ-DEWILDE; DUFOR-DEREN; BECQUART et TURPIN; ROGEAU aîné; Louis LONGEVILLE; H. BECQUART; A. SALMON; COISNE et LAMBERT; CARDON-MASSON et FAUVERGUE; RUYANT et DEBOSQUE; DUFOR. et BOCQUET; Victor POUCHAIN et Cie; H. DANSETTE; DEWEPPE fils; HURTREL-BÉGHIN; DUHOT frères.

Tarif commun pour les filatures

Le préfet du Nord communique en outre aux ouvriers et ouvrières de filature la décision suivante qui a été prise devant lui par tous les filateurs d'Armentières et d'Houplines ;

« Les filateurs ont déjà payé 11 heures comme 12 ; 10 1/2 comme 11 heures et sont disposés, considérant les conditions particulières de leur industrie, à payer 10 heures comme 10 heures 1/2, ce qui revient à payer 10 heures comme 12 (sans compter qu'en dehors de ces concessions, beaucoup de salaires ont, depuis 1897, été augmentés effectivement.)

« En outre toutes les filatures de lin d'Armentières et d'Houplines se sont mises d'accord pour l'adoption d'un tarif commun. Ce tarif aura pour résultat que les ouvriers d'une catégorie déterminée qui gagnaient moins dans une usine seront payés autant que ceux qui gagnaient davantage pour la même catégorie dans d'autres usines.

« Les apprentis seront comme d'habitude payés suivant leur âge et leur capacité. »

Le préfet du Nord fait un dernier appel à la sagesse des ouvriers et les invite à décider par leur vote la reprise immédiate du travail, en enregistrant les concessions que les patrons des préparations et des filatures viennent de leur faire, et en ayant confiance dans l'efficacité des pourparlers qui seront ultérieurement organisés dans le calme.

Armentières, le 17 Octobre 1903.

Le Préfet du Nord,
L. VINCENT.

Pièce 5. (Annexe 4)

Lettre du Comité de la Grève

OUVRIERS
de
L'INDUSTRIE TEXTILE
d'Armentières
et de la Banlieue

Armentières, le 19 Octobre 1903.

—
GRÈVE GÉNÉRALE

—
COMITÉ

MONSIEUR,

Comme suite aux divers pourparlers qui ont été engagés au sujet du conflit, par l'intermédiaire du représentant du Gouvernement, le Comité de la grève a décidé de discuter avec vous directement, les tarifs qui concernent votre établissement.

Vous avez eu connaissance du texte de ces tarifs par la voie des journaux locaux et régionaux, par l'intermédiaire du Gouvernement et de la Chambre de commerce.

Nous prenons acte en même temps des déclarations signées de votre nom et affichées par l'autorité Préfectorale.

Nous sommes persuadés que reconnaissant dès maintenant la nécessité d'une solution, que vous semblez vous-même désirer, vous répondrez d'urgence à notre invitation et que vous nous assignerez rendez-vous pour demain matin à dix heures dans l'une des salles de la Mairie d'Armentières.

Recevez Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 6. (*Annexe 4*)

Réponse des Patrons

Armentières, le 20 Octobre 1903.

A Messieurs les Membres du Comité de la Grève,

MESSIEURS,

Nous vous accusons réception de votre lettre circulaire du 19 courant
Nous vous confirmons nos déclarations relatives :

1° A l'application *intégrale* du tarif de 1889 pour le tissage.

2° A la mise à l'étude par une Commission *mixte* et dès la *reprise* du travail, d'un tarif uniforme de préparation qui devra être appliqué dans un *très bref délai*.

Le tarif de 1889 étant *sensiblement* plus élevé que ceux appliqués partout ailleurs, il nous est *actuellement* impossible d'envisager une augmentation. Le tarif général des préparations *n'ayant pas été demandé aux patrons avant la déclaration de la grève*, et par suite n'ayant pas été refusé aux ouvriers, nous ne croyons pas devoir le mettre à l'étude avant la reprise du travail.

Nous vous présentons, Messieurs, nos salutations distinguées.

Pour les patrons énumérés ci-dessous,

VILLARD.

Maisons H. BECQUART ; BECQUART et TURPIN ; A. BOUCHEZ ; L. BOUCHEZ ; CARDON, MASSON et FAUVERGUE ; H. CHAS ; COISNE et LAMBERT ; H. DANSETTE ; L. DECHERF ; DEWEPPE Fils ; DUBOIS, CHARVET, COLOMBIER ; DUFOUR-DEREN ; DUHOT Frères ; DULAC et C^{ie} ; DUTILLEUL ; HURTREL ; JEANSON ; LACHEREZ-DEWILDE ; LONGEVILLE ; MAHIEU ; PARENT et FEINTE ; POUCHAIN ; A. ROGEAU ; ROGEAU Aîné ; SALMON ; VILLARD, CASTELBON et VIAL ; WATRELOT ; DUFOUR et BOCCQUET ; RUYANT et DEBOSQUE ; Noël BERTRIX ; DECOURCHELLE-DEBAY ; FREMAUX et DELPLANQUE.

Pièce 7. (*Annexe 4*).

Réponse du Comité de la Grève à la lettre des Patrons

et aux déclarations faites par eux dans l'entrevue
du 21 Octobre

(Dans cette entrevue, les patrons n'avaient fait que commenter les termes de leur lettre).

A Messieurs les délégués des patrons d'Armentières,

MESSIEURS,

Le Comité de la grève a rendu compte, devant 6.000 grévistes réunis sur la place de la République d'Houplines, des déclarations et

conditions prises par vous dans la réunion du 21 octobre, et en leur nom je vous donne la réponse qui a été votée à l'unanimité :

- 1° Révision du tarif de 1889 pour les tissages ;
- 2° Tarif pour préparations ;
- 3° Tarif pour filatures ;
- 4° Nomination d'une Commission mixte.

Toutes ces propositions doivent être résolues avant la rentrée.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 8. (*Annexe 4*).

Nouvelle Lettre du Comité de la Grève

à la suite d'une deuxième entrevue

Armentières, le 23 Octobre 1903.

MONSIEUR,

A la suite des communications faites au Comité des Délégués ouvriers, par MM. VILLARD, CHAS et JEANSON, Délégués des Patrons, le Comité a décidé d'appeler à nouveau votre attention sur les propositions faites par les ouvriers.

La principale objection faite à ces propositions est, en ce qui concerne les tissages, que seul le tarif de 1889 peut être appliqué parce que les Patrons d'Armentières se trouvent payer des façons supérieures à celles des autres localités.

Pour répondre à cette objection, les ouvriers sont donc tout prêts à s'engager à défendre leurs intérêts, qui est en même temps l'intérêt des patrons en s'organisant pour aboutir à l'application du nouveau tarif dans toute la région.

En cas ou dans un délai qui serait à déterminer les ouvriers d'Armentières, d'accord avec les patrons, ne seraient pas arrivés à faire appliquer ce tarif, les patrons seraient autorisés à revenir au tarif de 1889.

A nouveau nous vous prions de désigner quelques-uns de vos collègues pour examiner les propositions qui vous sont faites.

Veuillez agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

LE COMITÉ DE LA GRÈVE.

Pièce 9 (*Annexe 4*).

Réponse des Patrons

MESSIEURS LES MEMBRES DU COMITÉ DE LA GRÈVE,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 Octobre 1903.

Votre préoccupation de ne pas mettre la place d'Armentières dans un état d'infériorité vis-à-vis des concurrents étrangers, dénote une saine compréhension des choses, que nous ne pouvons qu'approuver.

C'est justement pour ce motif que nous avons invité les ouvriers à reprendre le travail aux conditions du tarif de 1889, avec l'engagement de notre part, d'unifier d'un commun accord les tarifs de préparations.

Vous n'êtes pas sans savoir que de divers côtés le travail reprend à des conditions inférieures au tarif de 1889, malgré les efforts mis en œuvre depuis trois semaines par vos syndicats.

S'ils ont été impuissants à faire appliquer le tarif de 1889 dans notre région, quelle chance auraient-ils de généraliser l'application d'un tarif beaucoup plus élevé.

La situation se présentant ainsi, nous ne pouvons pas revenir sur nos décisions antérieures, parce que nous compromettrions à la fois l'avenir industriel de notre ville, vos propres intérêts et les nôtres.

Veillez agréer, etc.

Henri BECQUART ; BECQUART ET TURPIN ; BERTRIX ET C^{ie} ; Alphonse BOUCHEZ ; Louis BOUCHEZ ; CARDON-MASSON ET FAUVERGUE ; Henri CHAS ; COISNE ET LAMBERT ; Henri DANSETTE ; Louis DECHERF ; DECOURCHELLE-DEBAY ; DEWEPPE FILS ; DUBOIS ET CHARVET-COLOMBIER ; DUFOUR ET BOCQUET ; DUFOUR-DEREN ; DUHOT FRÈRES ; DULAC ET C^{ie} ; DUTILLEUL ; FREMAUX ET DELPLANQUE ; HURTREL-BÉGHIN ; G. JEANSON ; LACHEREZ-DEWILDE ; Louis LONGEVILLE ; A. MAHIEU ; PARENT ET FEINTE ; Victor POUCHAIN ; Achille ROGEAU ; ROGEAU AÎNÉ ; A. SALMON ; RUYANT ET DEBOSQUE ; VILLARD, CASTELBON ET VIAL ; Emile WATRELOT.

Pièce 10 (Annexe 4).

Procès-verbal de la conférence qui a eu lieu aujourd'hui 30 octobre, à dix heures du matin, à la Préfecture du Nord, en présence de M. Vincent, Préfet du Nord, entre les délégués des patrons et les délégués des ouvriers du tissage d'Armentières et d'Houplines :

Le 30 octobre 1903, à dix heures du matin, les sept délégués des patrons et les sept délégués des ouvriers se sont réunis à Lille dans une salle de la Préfecture en notre présence.

Après une discussion très courtoise, l'accord complet est intervenu entre les parties, et à l'unanimité, sur les points suivants :

a) DISPOSITIONS IMMÉDIATEMENT APPLICABLES.

1° Tissage :

Application immédiate et intégrale du tarif de 1889. — Les ouvriers reconnaissent que cette application réalisera une amélioration notable pour la plupart d'entre eux.

Ce tarif sera déposé au Conseil de Prud'hommes ; par conséquent, son application sera désormais obligatoirement garantie.

2° Préparations :

Un tarif commun des préparations sera élaboré par une Commission mixte qui se réunira après la reprise du travail.

La Commission mixte se proposera pour but l'unification des tarifs sur les prix maxima actuellement payés, sauf certains cas exceptionnels qu'elle aura à délimiter. En cas de désaccord, les parties seront départagées par un ou plusieurs arbitres nommés par elles.

Les prix fixés dans le tarif des préparations ainsi établi seront payés aux ouvriers rétroactivement et à partir du jour de la reprise du travail.

b) DISPOSITIONS CONCERNANT L'AVENIR

Tissage :

La conférence décide qu'une Commission mixte sera instituée avec mission d'élaborer, avant le 1^{er} avril 1904, un tarif de tissage qui remplacera le tarif de 1889 reconnu par les deux parties défectueux et incomplet.

La Commission mixte devra, en établissant ce tarif, prendre pour point de départ le tarif de 1889 additionné de l'augmentation qui pourra résulter des négociations en cours.

Ce tarif sera destiné à servir de tarif de base, les patrons et ouvriers s'engageant à faire leurs efforts pour en généraliser l'application.

L'accord n'a pu être établi, dans la présente séance, sur la question de l'augmentation du tarif de 1889 :

Les ouvriers demandent, à partir du 1^{er} avril 1904, une augmentation correspondante au préjudice causé à l'ouvrier par la réduction des heures de travail ; ils demandent, en outre, une augmentation immédiate égale à la moitié de ce préjudice ; le taux de ce préjudice serait étudié et fixé dans une conférence nouvelle.

Les patrons déclarent qu'il leur est absolument impossible de concéder sur le tarif de 1889 une augmentation actuelle quelconque, ce qui aurait pour résultat d'aggraver leur situation par rapport à leurs concurrents dont les tarifs sont déjà moins élevés que les leurs.

En ce qui concerne la promesse ferme d'une augmentation à appliquer à partir du 1^{er} avril 1904, ils sont autorisés par leurs mandants à la renouveler en principe, et ils admettent que ce relèvement doit correspondre au préjudice causé à l'ouvrier par la réduction des heures de travail et que le taux de ce préjudice doit être étudié et fixé par une Commission mixte.

Une seule question reste donc en suspens, celle de savoir si l'augmentation sur le tarif de 1889 sera faite immédiatement ou seulement à partir du 1^{er} avril.

La conférence a pris fin à deux heures et demie de l'après-midi ; la date de la prochaine réunion n'a pas été fixée.

Fait à Lille, le 30 octobre 1903.

Le Préfet du Nord,
Signé : L. VINCENT.

Pièce 11. (*Annexe 4*)

MONSIEUR LE PRÉFET,

Nous avons l'honneur de vous remettre la déclaration ci-jointe, que nous avons pouvoir pour vous adresser :

1^{er} Le tarif de 1889 sera immédiatement et intégralement appliqué dans tous les tissages d'Armentières et d'Houplines. Comme garantie le dépôt en sera fait au Conseil des Prud'hommes ;

2° Un tarif des préparations sera élaboré par une Commission mixte conformément aux engagements pris dans la séance du 30 octobre 1903 à la Préfecture. Il aura un effet rétroactif à partir du jour de la reprise du travail ;

3° Une Commission mixte sera chargée d'élaborer un nouveau tarif de tissage destiné à remplacer au 1^{er} avril prochain, le tarif de 1889 jugé défectueux et incomplet par les deux parties. Conformément aux engagements pris dans la réunion du 30 octobre, il sera tenu compte, dans l'établissement de ce tarif, du préjudice causé à l'ouvrier par la diminution des heures de travail, conséquence de la loi Millerand-Colliard. Les patrons d'Armentières et d'Houplines prennent cet engagement dans la conviction où ils sont que la dernière application de la loi Millerand-Colliard amènera fatalement les industries concurrentes de la région à consentir des sacrifices équivalents.

Mais si, contrairement à leurs prévisions, il était démontré, après une expérience d'une certaine durée — 6 mois au maximum — que les sacrifices actuellement consentis par eux n'ont fait qu'accroître leur infériorité industrielle, les ouvriers comprendront certainement que l'existence de notre place se trouvant, par là, compromise, il deviendrait nécessaire, dans l'intérêt commun, de rétablir une certaine uniformité dans les tarifs. La Commission mixte aura à prévoir les moyens propres à parer à cette éventualité ;

4° La proposition du paiement d'une semaine de travail, le samedi qui suivra la cessation de la grève, a été mal interprétée. Certains y ont vu l'offre d'une aumône, alors que, dans l'esprit de tous les patrons, il y a là une solution honorable, qui a, de plus, l'avantage de laisser à la Commission chargée d'établir le nouveau tarif toute l'indépendance nécessaire pour achever son œuvre ;

5° Nous prenons l'engagement de ne pas exercer de représailles pour faits de grève.

« Nous prions les ouvriers de prendre acte de ces déclarations et nous comptons sur leur bon sens pour comprendre que toutes les concessions possibles ont été faites par les patrons et que, désormais, la prolongation de la grève serait sans résultat et sans issue.

« Veuillez ...

« Les délégués patrons :

*Signé : Henri CHAS, L. DULAC, A. CHARVET, Eugène DUFOUR,
J. VILLARD, Ch. JEANSON.*

Pièce 12. — (Annexe 4.)

CAMARADES ;

La victoire couronne votre long effort, votre sagesse, votre discipline, votre union !

Vous obtenez de vos patrons : 1° l'établissement dans la quinzaine du tarif des préparations ; 2° l'application intégrale et immédiate du tarif de 1889, qui devient, par le dépôt aux prud'hommes, un tarif légal ; 3° l'application à partir du 1^{er} avril 1904 d'un tarif nouveau qui évitera aux travailleurs de la toile l'abaissement du salaire qui devait résulter de la diminution de la journée de travail ; 4° une augmentation de 5 p. 100 d'ici au 1^{er} avril 1904, augmentation qui vous sera versée

en une fois le samedi qui suivra la reprise ; 5° vous obtenez qu'une enquête sera faite par la Chambre des députés sur la situation des travailleurs textiles, qui pourront ainsi, s'ils savent s'organiser, obliger les pouvoirs publics à s'occuper d'eux comme ont su le faire les mineurs ; 6° le fonctionnement de commissions mixtes.

Camarades, le Comité, dans ces conditions si heureuses, a décidé à l'unanimité de ses membres, la reprise générale du travail pour les tissages et les préparations, demain matin samedi à neuf heures. La grève continue pour les ouvriers et les ouvrières de la filature et des tissages de la banlieue. Le Comité saura, avec l'aide de tous les travailleurs d'Houplines et d'Armentières et grâce à la solidarité ouvrière, les soutenir jusqu'à la victoire.

ANNEXE 5

(au § 6)

Pièce 1. (*Annexe 5.*)

MONSIEUR LE MAIRE.

Dans la conférence du 30 Octobre, il a été décidé qu'un tarif général des préparations du Tissage serait élaboré par une commission mixte, qui se réunirait après la reprise du travail.

J'ai invité MM. les patrons à désigner une commission de sept membres.

Cette question comportant une solution rapide, je ne pense pas qu'il soit possible de procéder, pour la nomination de la délégation ouvrière, par la voie trop lente d'une élection régulière, comme je me propose de le faire pour la nomination de la commission mixte qui sera chargée d'établir un tarif de base destiné à remplacer le tarif de 1889. Je vous prie donc de faire désigner, par les moyens que vous jugerez bons, les délégations ouvrières qui seront appelées à collaborer à l'établissement du tarif des préparations.

Vous voudrez bien tenir compte des recommandations suivantes :

Étant donné la diversité des détails de fabrication et comme il ne serait pas naturel qu'une catégorie d'ouvriers ou d'ouvrières décidât souverainement les intérêts d'une autre catégorie, j'estime qu'il convient de constituer autant de délégations qu'il y a de travaux différents dans les préparations de tissage.

Je vous prie donc de faire désigner : cinq épeuleuses, cinq bobineuses, cinq ourdisseuses, cinq lamiers et cinq pareurs.

Vous voudrez bien vous joindre, ainsi que votre collègue, M. le Maire de... à chacun de ces groupes de délégués.

La première réunion de la commission mixte aura lieu, sous ma présidence, à la mairie d'Armentières, le lundi 23 novembre, à 9 heures du matin. Vous voudrez bien y convoquer les cinq déléguées épeuleuses. J'espère qu'il sera possible de régler aussi dans la même journée le tarif du bobinage et de l'ourdissage.

La délégation ouvrière des lamiers et des pareurs sera remise ultérieurement au jour et à l'heure qui seront fixés.

Ainsi chaque catégorie d'ouvriers et d'ouvrières aura été appelée à discuter elle-même ses intérêts et le tarif général des préparations pourra, conformément aux décisions de la conférence du 30 octobre, être rapidement établi.

Le Préfet du Nord : L. VINCENT.

Pièce 2. — (Annexe 5.)

Armentières, le 20 Novembre 1903.

A Monsieur le Préfet du Nord,

MONSIEUR LE PRÉFET,

Au nom du Comité de la grève et comme suite à la lettre que vous avez adressée à Messieurs les Maires d'Armentières et d'Houplines, dans laquelle vous demandez pour faire partie de la Commission mixte qui doit se réunir lundi 23 courant, cinq ouvriers et ouvrières de chaque catégorie et les deux maires, j'ai l'honneur de vous déclarer qu'il ne nous est pas possible d'accepter dans ces conditions et qu'il faudrait au moins que les syndicats de l'industrie textile d'Armentières et d'Houplines soient représentés dans cette Commission par quelques membres.

Or, voici ce que le Comité de la grève a l'honneur de vous proposer, espérant que, de cette façon, tout le monde sera d'accord.

MM. les Maires d'Armentières et d'Houplines	2	membres
Deux membres de la Commission du Syndicat d'Armen- tières	2	»
Un membre de la Commission syndicale d'Houplines	1	»
Deux ouvriers ou ouvrières de chaque catégorie	2	»
Ce qui porterait le nombre des membres de cette Commission à	7	»

D'autre part et pour que le plus vite possible, tout rentre dans le calme à Armentières, il serait bon que la Commission qui doit trancher les différends qui existent encore dans quelques ateliers par suite de l'application du tarif de 1889, soit réunie le plus tôt possible et j'estime qu'il est urgent de porter ces faits à votre connaissance parce que les ouvriers réclament et que de nouveaux conflits pourraient s'en suivre.

Dans l'espoir, que, par votre tact, vous nous amènerez à une solution définitive.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos sentiments les plus respectueux.

Pour le Comité de la grève,
Signé : Charles LEFEBVRE.

Pièce 3. (*Annexe 5*).**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1903.**

La commission mixte chargée d'élaborer, en vertu des conventions du 30 octobre, un tarif général des préparations de tissage s'est réunie le lundi 23 novembre 1903, à la mairie d'Armentières à 9 heures du matin sous la présidence de M. le Préfet.

Étaient présents MM. DEBOSQUE, CHAS, DUFOUR, VILLARD, CHARVET, JEANSON et DULAC, patrons.

M. le Maire d'Armentières, M. TANKERÉ, adjoint au maire d'Houplines remplaçant le Maire empêché DHEYGERE, LEFÈVRE Charles, VANALDERWEIRELDT, M^{mes} SÉNÉCHAL, DEBACQ, BOSSAERT, COUSTENOBLE, VANOOR représentant les ouvriers des préparations.

La commission était à peine réunie, quand elle a appris qu'une faute grave contre la discipline indispensable à la bonne marche d'une industrie, et qu'un manquement très regrettable aux engagements pris par les délégués ouvriers, venait de se produire à l'usine Villard où les tisseurs ont brusquement quitté l'atelier à 8 h. 1/2, pour aller déjeuner au dehors, alors que le personnel avait lui-même formellement renoncé à cette prétention.

Elle a appris ensuite, que dans l'usine Decherf, les ouvriers avaient abandonné le travail vers 10 heures, exigeant le renvoi d'un ouvrier, sous prétexte qu'il n'aurait pas voulu verser une cotisation pour soutenir la grève des ouvriers de filature.

Enfin, dans l'usine Ruyant et Debosque, une délégation a demandé ce matin, au Directeur, le renvoi d'un ouvrier pleur, qui a 32 ans de service dans la maison, sous prétexte que cet ouvrier aurait prononcé des paroles désobligeantes pour le syndicat, menaçant d'arrêter le travail si ce renvoi n'était pas immédiatement prononcé.

La Commission est unanime à réprover de tels actes que rien ne justifie, qui constituent une violation flagrante des engagements pris, et qui sont de nature à compromettre gravement les bons effets que chaque partie était en droit d'attendre de l'observation franche et loyale de la convention du 30 octobre.

La commission est unanime à regretter qu'au lendemain du jour où les ouvriers et ouvrières des tissages viennent de recevoir le prix d'une semaine de travail, quelques uns aient pu manquer à l'engagement qu'ils avaient pris de continuer paisiblement et régulièrement le travail.

Dans de telles conditions, la commission mixte, à l'unanimité reconnaît qu'elle ne saurait utilement se mettre à l'œuvre.

Elle ajourne sa première réunion au Samedi 28 Novembre, espérant que les ouvriers comprendront tous la nécessité de se solidariser pour le travail comme ils se sont solidarisés pour la grève.

Fait à la mairie d'Armentières, le 23 Novembre 1903.

Le Préfet du Nord, Président,

L. VINCENT.

Les délégués patrons :

E. DEBOSQUE ;
Henri CHAS ;
Eugène DUFOUR ;
A. CHARVET ;
C. JEANSON ;
L. DULACQ ;
VILLARD ;

Les délégués ouvriers ;

D. DAUDRUMEZ ;
M^{me} SÉNÉCHAL ;
Célestine DEMEYER ;
TANKERÉ Ch.
M^{me} Adèle COUSTENOBLE ;
E. DEYGER ; VANHAUWAERT ;
LEFÈVRE Charles ;
VANALDERWEIRELDT Edouard ;
DEBACQ ; BOSSAERT.

ANNEXE 6

(au § 7)

Pièce 1. (Annexe 6).

Armentières, le 2 Février 1904.

DÉPARTEMENT DU NORD

Mairie d'Armentières

Le Maire de la Ville d'Armentières à

SECRÉTARIAT

Monsieur.....

Objet :

Manufacturier,

MONSIEUR,

En conformité avec les instructions de Monsieur le Préfet du Nord, j'ai l'honneur de vous adresser copie d'une lettre, vous priant de vouloir bien établir un tableau numérique et une liste nominative du personnel de votre établissement, dont vous trouverez les diverses instructions dans l'arrêté pris à ce sujet.

J'y joins une liste nominative et un tableau numérique ainsi que les 3 procès-verbaux de la Commission mixte, établis dans sa séance du 30 Janvier dernier.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Maire.

Pièce 2. (Annexe 6).

A Messieurs les Fabricants de Toile
d'Armentières et d'Houplines,

MONSIEUR,

Le moment me paraît venu de procéder à la constitution de la Commission mixte prévue dans la conférence du 30 Octobre dernier avec la mission d'élaborer avant le 1^{er} Avril prochain, un tarif de tissage destiné à remplacer le tarif de 1889 et de fixer le taux du préjudice causé à l'ouvrier par la réduction des heures de travail.

A cet effet, et pour fixer le mode de représentation des ouvriers dans cette Commission mixte, j'aurais intérêt à avoir sur le personnel ouvrier de votre établissement, des renseignements que je vous serais très obligés de me fournir par un prochain courrier, sous la forme ci-après :

1^o Un tableau numérique de ce personnel (ouvriers et ouvrières) établi conformément au modèle ci-annexé.

2^o La liste nominative dressée par ordre alphabétique de vos ouvriers et ouvrières âgés d'au moins vingt-cinq ans accomplis le 1^{er} janvier dernier et exerçant à cette même date depuis trois ans la profession d'ouvrier ou d'ouvrière de tissage dans votre établissement ou successivement dans plusieurs établissements du même genre situés sur le territoire d'Armentières et d'Houplines.

Les ouvriers et ouvrières de nationalité belge n'y seront portés que s'ils comptent à la date du 1^{er} janvier dernier trois ans de résidence en France.

SITUATION DES OUVRIERS

		TOTAL	
Plus de 25 ans	Plus de 10 ans		
	De 5 à 10 ans		
	De 3 à 5 ans		
	Moins de 3 ans		
De 21 à 25 ans	De 5 à 10 ans		
	De 3 à 5 ans		
	Moins de 3 ans		
De 18 à 21 ans	De 5 à 8 ans		
	De 3 à 5 ans		
	Moins de 3 ans		
Moins de 18 ans	De 3 à 5 ans		
	Moins de 3 ans		
	Tissage.....		
	Épeulage.....		
	Bobinage.....		
	Ourdisage.....		
	Parage.....		
	Lamerie.....		
	Finissage - Magasinage.....		
	Totaux.....		

Pièce 4. (*Annexe 6*).

LISTE NOMINATIVE

des ouvriers et ouvrières de l'Etablissement.
de nationalité française et de nationalité belge (ces derniers résidant
en France depuis trois ans), âgés d'au moins 21 ans révolus le 1^{er} janvier
1904 et exerçant à cette même date, depuis au moins trois ans leur
profession dans un des tissages d'Armentières et d'Houplines.

NOMS	PRÉNOMS	NATIONALITÉ	DATES et lieu de nais- sance	RÉSIDENCE	Durée de l'exercice de la fonction dans un ou plusieurs Etablissements successifs	OBSERVATIONS
------	---------	-------------	---------------------------------------	-----------	--	--------------

Pièce 5. (*Annexe 6*).

Élection des Membres Ouvriers de la Commission Mixte

Le Préfet du Nord, Officier de la Légion d'Honneur,
Vu le procès-verbal de la Convention du 30 octobre 1903,

Arrête :

Article 1^{er}. — La commission mixte, chargée aux termes de la Convention du 30 octobre 1903, d'élaborer, avant le 1^{er} avril 1904, un tarif de tissage destiné à remplacer le tarif de 1889 et de fixer le taux du préjudice causé à l'ouvrier par la réduction des heures de travail, est composée de 7 délégués patrons et de 7 délégués ouvriers appartenant aux établissements de tissage situés sur les territoires des communes d'Armentières et d'Houplines.

Article 2. — Les membres ouvriers de la Commission seront désignés à l'élection à deux degrés selon les règles édictées dans les articles suivants.

Article 3. — Le collège électoral du premier degré se composera :

1° Des ouvriers et ouvrières de nationalité française, âgés d'au moins 21 ans accomplis au 1^{er} janvier 1904 exerçant depuis 3 ans dans une usine, ou successivement dans diverses usines d'Armentières et d'Houplines, la profession d'ouvrier ou d'ouvrière de tissage et n'ayant pas encouru de peine qui entraîne la perte des droits civils et politiques. 2° Des ouvriers et ouvrières de nationalité belge résidant en France depuis 3 ans accomplis au 1^{er} janvier 1904, et réunissant les mêmes conditions d'âge, de durée d'exercice dans la profession, et d'honorabilité.

Article 4. — Les ouvriers et ouvrières de chaque usine, inscrits sur la liste électorale qui sera dressée dans chaque établissement, éliront parmi eux et à raison de un représentant par 50 électeurs ou fraction de 50 électeurs, leurs délégués au collège électoral du 2^e degré.

Article 5. — Le collège électoral du 2^e degré désignera à son tour par la voie de l'élection, les membres ouvriers qui feront partie de la commission mixte.

Article 6. — Seront éligibles aux fonctions de membre du collège électoral du 2^e degré et, par voie de conséquence, à celle de Membre de la commission mixte les ouvriers et ouvrières inscrits sur les listes électorales des usines, âgés de 30 ans accomplis au 1^{er} janvier 1904 et exerçant depuis 5 ans la profession d'ouvrier ou d'ouvrière en tissage, dans la même usine ou successivement dans plusieurs usines d'Armentières ou d'Houplines.

Par exception ne seront pas éligibles, les ouvriers ou patrons faisant partie du Conseil de prud'hommes, qui sera ultérieurement appelé à juger les réclamations.

Article 7. — La liste électorale de chaque établissement, dressée par les soins de la direction, sera affichée dans l'usine et une copie certifiée conforme sera transmise à la Mairie d'Armentières qui la tiendra, sans déplacement, à la disposition des intéressés.

Article 8. — Les réclamations relatives aux inscriptions d'électeurs sur la liste électorale seront adressées au Directeur de l'établissement.

En cas d'insuccès, elles seront déposées à la Mairie pour être soumises à la décision officielle et souveraine de M. le Juge de Paix.

Article 9. — L'élection des représentants des ouvriers au collège électoral du 2^e degré aura lieu au scrutin de liste dans chaque usine de 8 heures à midi.

La majorité relative suffira au premier tour de scrutin ; en cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé sera proclamé élu.

Article 10. — Le bureau électoral dans chaque usine sera formé par les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents au moment de l'ouverture de scrutin. Il sera présidé par un délégué du Préfet.

Le vote aura lieu, par bulletin blanc plié, mis sous enveloppe et ne portant aucune indication extérieure.

Article 11. — Après le dépouillement du scrutin, le président du Bureau proclamera le résultat du vote ; il transmettra au Maire le procès-verbal des opérations et la feuille d'émargement.

Article 12. — Les contestations auxquelles pourra donner lieu l'élection seront déposées à la Mairie dans les 48 heures qui suivront le jour de l'élection ; elles seront immédiatement transmises par les soins du Maire au Préfet et tranchées officiellement et souverainement par MM. les Conseillers de Préfecture.

Article 13. — L'élection des membres ouvriers de la commission mixte aura lieu au scrutin de liste à la Mairie d'Armentières de 8 heures du matin à 10 heures du matin.

Article 14. — Le Bureau électoral sera formé des deux plus âgés et des deux plus jeunes des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin. Il sera présidé par un délégué du Préfet.

Le vote aura lieu par bulletin blanc plié, mis sous enveloppe et ne portant aucune indication extérieure.

Article 15. — Pour être élu au premier tour de scrutin, il faudra obtenir la majorité des suffrages exprimés.

Au deuxième tour de scrutin la majorité relative suffira. Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y sera procédé dans le plus bref délai possible après la proclamation du résultat du premier tour. En cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé sera proclamé élu.

Article 16. — Les contestations relatives à l'élection seront tranchées par décision officieuse et souveraine de MM. les Conseillers de Préfecture.

L'élection au premier degré des délégués ouvriers aura lieu, dans chaque usine, le jeudi 3 Mars 1904 de 8 heures à midi.

L'élection des membres ouvriers de la Commission mixte, par le Collège électoral du second degré, aura lieu le dimanche 6 mars, de 8 heures à 10 heures du matin, à la Mairie d'Armentières.

Fait à Lille, le 20 Février 1904.

Le Préfet du Nord,

L. VINCENT.

Pièce 6. (Annexe 6).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PRÉFECTURE DU NORD

COMMUNES D'ARMENTIÈRES ET D'HOUPINES

Election de la Commission mixte prévue par la Convention du 30 Octobre 1903

Le Préfet du Nord, officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 février 1904 portant réglementation de l'élection des ouvriers des tissages d'Armentières et d'Houplines pour la constitution de la Commission mixte prévue par la Convention du 30 octobre 1903,

« Arrête :

Les bureaux de vote seront présidés par les personnes ci-après désignées :

Le collège électoral de chaque établissement et le nombre des délégués à élire par établissement est fixé aux chiffres portés dans le tableau ci-dessous¹ sauf modifications du nombre de ces délégués à provenir des décisions de M. le Juge de paix.

(1) Voir le tableau à la page suivante.

NOMS ET ADRESSES DES ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE des électeurs	NOMBRE des délégués à élire	NOMS des Présidents des bureaux de votes
1. Becquart (Henri), à Houplines	115	3	MM. Goffeau.
2. Becquart et Turpin, id.	117	3	Ségard.
3. Bouchez fils, rue du Progrès, à Armentières	104	3	Baudet.
4. Bouchez (Alphonse), rue des Prés, à Armentières.	58	2	Cahour.
5. Bertrix et C ^{ie} , à Houplines.	73	2	Lecomte.
6. Cardon, Masson et Fauvergue, rue des Pâtures, à Armentières.	190	4	Demoulin.
7. Cardon, Masson et Fauvergue, rue de Flandre, à Armentières.	137	3	Marée.
8. Chas (Henri), à Houplines, route.	243	5	Virleux.
9. Coisne et Lambert, rue de la Paix, à Armentières.	409	3	Ribet.
10. Dansette (Henri), rue Sèche, à Armentières	69	2	Chattelain.
11. Decherf (Louis), rue d'Erquin- ghem, à Armentières	206	5	Picard.
12. Decourchelle-Debay, place du Rond-Point, à Armentières	23	1	Falce.
13. Deweppe fils, rue du Pont-de- Beauvais, à Armentières	70	2	Pitolet.
14. Dubois et Charvet-Colombier, rue de Flandre, à Armentières	292	6	Arnould.
15. Dufour-Deren, rue du Pont-de- Beauvais, à Armentières	121	3	Guérin.
16. Dufour et Bocquet, route du Cime- tière, à Armentières	58	2	Herman.
17. Dufour et Bocquet, rue de Dun- kerque, à Armentières.	157	4	Delaporte.
18. Duhot frères, à Houplines, route.	360	8	Picquendar.
19. Dulac et C ^{ie} , rue de Strasbourg, à Armentières.	187	4	Ségard.
20. Dutilleul (A.), rue d'Ypres, à Ar- mentières	144	3	Frutsaert.
21. Dutilleul (A.), à Houplines, route.	201	5	Nicolas
22. Fremaux et Desplanques, rue de Flandre, à Armentières	100	2	Bouillet.
23. Longeville (Louis), rue du Mou- lin, à Armentières	105	3	Conem.
24. Hurtrel-Béghin, rue de l'Ancienne gare, à Armentières.	169	4	Bodelle.
25. Jeanson (Charles), rue d'Ypres, à Armentières.	175	4	Seynave.
26. Dansette (André et Emile), rue des Jésuites, à Armentières	124	3	Cailleret.
27. Vve A. Mahieu, rue du Molinel, à Armentières.	393	8	Dumez.
28. Parent et Feinte, rue de Roubaix, à Armentières.	86	2	Meurant.
29. Pouchain (Victor), rue de Comi- nes, à Armentières	154	4	Veranneman.
30. Rogeau aîné, rue des Prés, à Ar- mentières	61	2	Ringot.
31. Rogeau (Achille), rue Jacquart, à à Armentières.	105	3	Fourdrinoy.
32. Ruyant et Debosque, à Houpli- nes, route	89	2	Bartier.
33. Salmon (A.), rue de Dunkerque, à Armentières	197	4	Richez.
34. Villard, Castelbon et Vial, à Hou- plines, route	375	8	Vialle.
35. Watrelot (Emile), place Chanzy, à Armentières.	85	2	Rovillé.

Fait à Lille, le 29 Février, 1904,
Le Préfet du Nord : L. VINCENT.

Pièce 7. (*Annexe 6*).

Armentières, le 2 Mars 1904.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous rappeler que seuls sont électeurs et devront être admis à voter les ouvriers Tisseurs, Epeuleuses, Bobineuses, Ourdisseuses, Pareurs, Lamiers, Garçons de magasin, Tondeurs de toiles, Plieurs et Rayonneurs.

Au contraire devront être rayés des listes et ne seront pas admis à prendre part au vote les Directeurs, Surveillants, Contremaîtres, Monteurs de rouleaux, Hommes de peine, Varouleurs, Mécaniciens, Chauffeurs et Machinistes ; en un mot, les ouvriers exerçant un métier de surveillance ou tout à fait en dehors de la fabrication de la toile.

Veuillez donc, je vous prie, faire rectifier la liste des électeurs en conséquence, avant le commencement des opérations.

Le nombre des délégués à nommer dans chaque usine devra alors se trouver en proportion avec les listes rectifiées.

Le Président du Bureau aura à s'assurer de l'exécution de ces prescriptions et fera connaître aux ouvriers les modifications apportées tant au nombre des électeurs inscrits qu'à celui des délégués à nommer.

Il laissera, avant l'ouverture des opérations, le temps nécessaire aux ouvriers, pour les rectifications de leurs bulletins s'il y a lieu.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Juge de Paix,

E. DELSAUX.

Pièce 8. (*Annexe 6*).

DÉPARTEMENT DU NORD

ARRONDISSEMENT DE LILLE

République Française

VILLE D'ARMENTIÈRES

Procès-verbal de l'Élection des Délégués

pour la nomination des membres ouvriers de la Commission mixte

L'an mil neuf cent-quatre, le Trois Mars, à 2 heures du soir, dans l'une des salles de l'Hôtel-de-Ville d'Armentières,

Le bureau, composé en exécution de l'arrêté de M. le Préfet du Nord en date du 20 Février 1904, de MM. Désiré Daudrumez, maire, président : Picart Eloi, Dumez Valérien et Bodelle Jules, assesseurs,

proclame le résultat des élections qui ont eu lieu dans les tissages d'Armentières et Houplines.

Ont obtenu :

Désignation des Etablissements	INSCRITS	VOTANTS	Bulletins blancs et nuls	Nombre des délégués à élire	NOMS, PRÉNOMS et nombre de voix obtenu par les candidats
Becquart Henri, Houplines.	119	119	2	3	
Becquart et Turpin, Houplines.	119	118	13	3	
Bertrix et Cie, Houplines.	73	70	6	2	
Bouchez Alphonse, Armentières.	54	52	10	2	
Bouchez Louis fils, Armentières.	96	95	2	2	
Cardon et Fauvergue, r. Flandre.	186	186	28	4	
Cardon et Fauvergue, r. Patures.	148	142	24	3	MM. Lepoutre Henri 102, élu; Bokaert Ch. 92, élu; X., 84, élu; divers, 46.
Chas Henri, Houplines.	242	231	85	5	MM. X., 215, élu; TANKÈRE CHARLES, 215, élu.
Coisne et Lambert, Armentières.	192	191	11	4	MM. X., 94, élu; Dolet Louis, 98, élu.
Dansette André et Emile, Armentières.	114	113	2	3	
Dansette Henri, Armentières.	78	78	3	2	
Decherf Louis, Armentières.	195	194	5	4	MM. SABRE AUGUSTE, 188, élu; X., 185, élu.
Decourchelle-Debay, Armentières.	33	32	1	1	
Deweppe fils, Armentières.	106	99	1	3	
Dubois, Charvet et Colombier.	292	285	77	6	MM. X., 172, élu; X., 172, élu; X., 166 élu; X., 165 élu; Vanberoliet Jules, 164, élu; Hennebelle Emile, 162, élu.
Dufour et Bocquet, r. Cimetière.	57	54	3	2	
Dufour et Bocquet, r. Dunkerque.	160	158	2	3	
Dufour-Deren, Armentières.	117	115	2	3	
Duhot frères, Houplines.	356	343	26	8	MM. X., 309, élu; X., 305, élu; X., 295, élu; X., 292, élu; X., 290 élu; X., 289, élu; X., 285, élu; WECKSTEEN VICTOR, 285, élu; Divers, 68.
Dulac et Cie, Armentières.	194	177	...	4	
Dutilleul, Houplines.	198	195	6	4	
Dutilleul A., r. d'Ypres.	143	140	1	3	MM. X., 117, élu; Santré François, 115, élu.
Frénaux et Delplanque, Armentières.	97	94	...	2	
Hurtrel-Béghin, Armentières.	166	160	...	4	MM. GHESQUIER HENRI, 83, élu; X., 83 élu.
Jeanson Charles, Armentières.	149	145	1	3	
Longueville Louis, Armentières.	147	143	4	3	
Veuve A. Mahieu, Armentières.	110	105	35	9	
Paré et Feinte, Armentières.	132	118	12	3	MM. X., 324, élu; X., 302, élu; X., 292, élu; X., 281, élu; X., 280, élu; X., 280, élu; X., 278, élu; MONTAGNE J.-B., 273, élu; X., 246, élu; Divers, 45.
Pouchain Victor, Armentières.	140	135	...	3	
Rogean Achille, Armentières.	95	89	4	2	
Rogean Aimé, Armentières.	95	91	3	2	MM. X., 84, élu; VANDAMME CHARLES, 81, élu
Ruyant et Debosque, Houplines.	86	84	6	2	Divers, 11.
Salmon, Armentières.	208	195	8	5	MM. X., 134, élu; X., 127, élu; Gottiniaux François, 117, élu; Bart Paul, 117, élu.
Villard, Castelbon et Vial, Houplines.	374	356	9	8	MM. VANALDERWEIRELDE EDOUARD, 343, élu.
Watrelot, Armentières.	77	74	1	2	

De tout ce qui précède, il est dressé le présent procès-verbal à 3 heures du soir, les jour, mois et an que dessus et ont signé, le Président ainsi que les assesseurs.

Les Assesseurs :

J. BODELLE, E. PICARD.

V. DUMEZ.

Sceau de la Ville
d'Armentières

Le Président,

D. DAUDRUMEZ.

NOTA. — J'ai seulement reproduit le nom des élus qui furent candidats aux fonctions de délégués à la Commission mixte. Les noms en lettres majuscules sont ceux des candidats des Syndicats socialistes d'Armentières et d'Houplines, qui furent élus, comme on le verra plus tard, à une forte majorité.

Pièce 9. (*Annexe 6*).

COMMUNES D'ARMENTIÈRES & D'HOUPLES

Election des membres ouvriers de la Commission mixte

LE PRÉFET DU NORD,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu arrêté du 20 février 1904 ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales du Jeudi 3 mars dernier ;

ARRÊTE :

Article 1. — L'élection des membres ouvriers de la Commission mixte par le Collège électoral du second degré, aura lieu le Dimanche 6 mars, de huit heures à dix heures du matin, à la mairie d'Armentières.

En cas de ballottage, le second tour de scrutin aura lieu de midi à deux heures.

Article 2. — M. Labbé, Directeur de l'école Nationale Professionnelle d'Armentières, est délégué pour présider le bureau de vote.

Fait à Lille, le 4 mars 1904.

Le Préfet du Nord,
L. VINCENT.

Pièce 10. — (*Annexe 6*).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Procès-verbal d'élection des membres ouvriers de la Commission mixte

L'an mil neuf cent quatre, le six Mars à 8 heures du matin, dans l'une des salles de l'Hôtel-de-Ville d'Armentières.

En exécution de l'arrêté de M. le Préfet du Nord, en date du 4 Mars 1904 par lequel les Délégués ouvriers nommés par l'élection en date du 3 Mars courant, sont convoqués à l'effet d'élire sept membres de la Commission mixte :

Le Bureau composé de M. LABBÉ Edmond, Directeur de l'Ecole Nationale Professionnelle, délégué de M. le Préfet du Nord, et de MM. VANDAMME Charles (Etablissement ROGEAU Aîné); DESCKE-MACKER Louis (Etablissement CARDON et FAUVERGUE, rue des Pâtures); OLIVIER Jules (Etablissement HURTREL-BÉGHIN); LÉPOUTRE Henri (Etablissement CARDON et FAUVERGUE, rue des Pâtures) désignés comme assesseurs entre en séance.

Le Président prévient les électeurs que le nombre des membres à élire est de sept ; que le vote doit avoir lieu par bulletins blancs pliés, mis sous enveloppe, et ne portant aucune indication extérieure ; que par conséquent chaque électeur doit inscrire sur son bulletin autant

de noms qu'il y a de membres à élire et que les noms inscrits en plus ne seraient pas comptés dans le recensement des suffrages.

A dix heures après avoir reçu le vote de tous les électeurs qui se sont présentés, M. le Président déclare la clôture du scrutin et il est procédé immédiatement au dépouillement des votes ;

Résultat du Scrutin :

Inscrits.	123
Votants.	123
Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	123
A déduire bulletin blancs et nuls.	Néant
Reste pour les suffrages exprimés	123
Majorité absolue.	62

Ont obtenu :

MM.	Voix	MM.	Voix
Ghesquier Henri	96	Bart Paul	27
Montagne Jean-Baptiste	96	Hennebelle Emile	27
Sabre Auguste	96	Bokaert Charles	27
Tankeré Charles	96	Dollet Louis	27
Vanalderveireildt Edouard	96	Lepoutre Henri	27
Vandamme Charles	96	Gottiniaux François	27
Wecksteen Victor	95	Vanbierolet Jules	27
		Sautré	1

La majorité des suffrages étant acquise à MM. Ghesquier Henri, Montagne Jean-Baptiste, Sabre Auguste, Tankeré Charles, Vanalderveireildt Edouard, Vandamme Charles et Wecksteen Victor.

Ils ont été proclamés membres de la Commission mixte.

De tout ce qui précède, il est dressé le présent procès verbal à Armentières les jours, mois et an que dessus et ont signé le Président ainsi que les assesseurs.

Les assesseurs,

Signé : Lepoutre Henri,

Desckeemacker Louis.

Vandamme Charles, Olivier Jules.

Le Président,

Signé : Labbé.

ANNEXE 7

(au § 8)

Pièce 1. (*Annexe 7*).

RÉSOLUTION

adoptée par la Chambre syndicale des fabricants de toile d'Armentières et d'Houplines

en Assemblée Générale du 28 mai 1904

Dans la première séance de la commission mixte, réunie le 19 mars 1904, sous la présidence de M. le Préfet du Nord, l'accord n'ayant pu s'établir sur les conditions générales du tarif et notamment sur le principe du travail à plusieurs métiers, il fut convenu de renvoyer au 1^{er} octobre 1904 l'établissement du tarif de tissage.

Dans la réunion du 26 mars, une augmentation provisoire de 8 0/0 a été consentie sur le tarif de 1889, mais jusqu'à la 1^{re} semaine de juin seulement.

Le moment serait donc venu, si l'on tient à cette dernière décision, d'aborder l'étude du tarif définitif.

Mais la Commission se trouverait en présence des mêmes difficultés qui l'ont arrêtée le 19 mars.

A ces difficultés sont venus s'ajouter :

1° Une intensité plus marquée de la crise économique que subit notre industrie et qui rendrait plus laborieuse encore la tâche de la Commission mixte.

2° L'incertitude sur le sort de nos élections municipales que prolonge encore l'agitation de la campagne électorale.

Or, les fabricants ne peuvent oublier qu'au cours de cette dernière campagne les membres ouvriers de la commission mixte ont pris position dans la lutte et transformé en un rôle politique le caractère professionnel de leur mandat.

La discussion du tarif n'est possible et ne peut aboutir que si la commission travaille dans le calme, sans parti-pris et à l'abri de toute préoccupation étrangère.

Pour ces diverses raisons, les fabricants sont décidés à ajourner l'établissement du tarif jusqu'à ce que la ville d'Armentières soit pourvue d'une municipalité et que le calme ait repris dans les esprits.

Pendant cette période d'attente, rien ne sera changé et les 8 0/0 continueront à être payés.

Pièce 2. (*Annexe 7*).

Armentières, le 2 Juin 1904.

*Le Directeur de l'École nationale professionnelle d'Armentières,
président de la commission mixte, à M. Tankeré, délégué ouvrier de
la dite commission.*

MONSIEUR,

J'ai transmis aux délégués patrons de la Commission mixte d'Armentière-Houplines la demande de convocation que vous m'avez adressée à la date du 29 mai dernier.

J'ai l'honneur de vous rendre compte des réponses qui me sont parvenues, MM. Colombier, Ruyant, Jeanson et Becquart disent en substance « que la décision prise par l'assemblée générale du syndicat des fabricants de toiles d'Armentières et d'Houplines, à la date du 28 mai, rend quant à présent inutile toute réunion de la Commission mixte. »

M. Dulac expose que son mandat de délégué est actuellement strictement lié à la confirmation des décisions prises par l'assemblée générale des patrons et que dans ces conditions une réunion immédiate de la Commission mixte serait sans objet.

MM. Villard et Chas acceptent volontiers de se rendre à la convocation. Ils font toutefois remarquer qu'aucune solution utile ne peut sortir de cette réunion, le mandat de chaque délégué étant limité par la décision prise dans la réunion patronale du 28 mai 1904.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le directeur de l'École nationale professionnelle d'Armentières,
LABBÉ.

ANNEXE 8

(au § 9)

Pièce 1. — (*Annexe 8.*)

Association Syndicale de l'industrie textile d'Armentières et environs ARMENTIÈRES (Nord)
--

Monsieur le Maire,

Messieurs les Membres du Conseil
Municipal,

MONSIEUR LE MAIRE, MESSIEURS,

Nous avons l'honneur d'appeler votre bienveillante attention sur la situation toute spéciale que crée aux membres ouvriers délégués à la Commission mixte l'obligation de leur présence aux assemblées

en dehors des heures de loisir et pendant le temps consacré ordinairement au travail d'atelier, les travailleurs subissent ainsi un préjudice matériel en remplissant un devoir social en quelque sorte imposé par les circonstances délicates qui ont motivé la constitution officielle des Commissions mixtes.

Il serait juste qu'une réparation leur fût accordée et en dehors de toute initiative extérieure, nous croyons ne pouvoir mieux nous adresser qu'à vous qui représentez en notre milieu le seul pouvoir directement mandaté par les travailleurs.

Nous espérons donc que la Municipalité ouvrière voudra bien s'attendre à l'examen de cette question et nous vous en remercions très respectueusement.

Veuillez croire, Monsieur le Maire, Messieurs, à nos sentiments sincères et dévoués.

La Commission du Syndicat,

HENRI POTTIER.

Sept autres signatures.

Armentières, le 19 Mars 1904.

Pièce 2. (Annexe 8).



MONSIEUR LE MAIRE,

J'ai l'honneur de vous informer de la décision prise par la commission du syndicat en ce qui concerne l'indemnité à allouer aux membres ouvriers de la Commission mixte pour frais de déplacement.

Considérant que tous les ouvriers du textile indistinctement (syndiqués ou non syndiqués), sont intéressés dans la cause qu'ont à défendre les membres de la Commission mixte en ce qui concerne les tarifs, il serait injuste que seuls les ouvriers syndiqués aient à en supporter les charges.

En conséquence, nous vous demandons de vouloir bien être notre interprète auprès du conseil municipal pour que l'indemnité à allouer soit à la charge des communes intéressées.

Comptant sur votre obligeance, veuillez agréer, Monsieur le Maire, nos civilités empressées.

Pour la Commission :

LEFEBVRE Charles.

Pièce 3. (*Annexe 8*).

LES TRAVAILLEURS DU TEXTILE D'ARMENTIÈRES-HOULPINES

A leurs Camarades de la Vallée de la Lys

de Lille et de la Banlieue

CITOYENNES, CITOYENS,

A la suite de la Grève d'Octobre 1903, nous avons obtenu :

1° *Pour les Préparations* : L'élaboration d'un tarif établi sur les prix les plus forts payés dans les différentes usines, au moment de la grève, d'où une augmentation sensible des salaires.

2° *Pour les Tissages* : L'application intégrale, absolue, du tarif de 1889, qui n'était jusque-là appliqué nulle part, ce tarif étant désormais déposé au Conseil des Prud'hommes pour lui donner force de loi. En outre, une Commission mixte aurait la charge de faire, pour le 1^{er} avril, un nouveau tarif de tissage avec augmentation compensant la perte de salaire que causerait la diminution des heures de travail.

Les ouvriers et ouvrières des préparations ont pu se rendre compte en ce qui les concerne, des avantages obtenus. La Commission mixte provisoire a établi son tarif minimum, basé sur les prix maximum payés dans les divers ateliers, et tous les ouvriers ont touché le supplément de leur semaine depuis la reprise du travail.

Pour le Tissage, la délégation ouvrière élue le 6 mars est entrée en relations avec la délégation patronale. Et voici les résultats acquis.

Suit l'énumération des décisions prises par la Commission mixte du 19 au 28 mars 1904.

Le tarif ainsi établi sera donc strictement appliqué, puisqu'il est déposé au Conseil des Prud'hommes, comme ayant force de loi. Vous connaissez ce tarif et vous savez qu'il est déjà supérieur à ceux qui servent de base au payement de nos salaires. Les nouvelles clauses qui viennent d'y être introduites nous donnent encore d'autres avantages que vous n'avez pas.

Maintenant, comme il y a lieu d'augmenter ce tarif pour arriver à maintenir les salaires sans que la loi Millerand-Colliard leur porte préjudice ; il est accordé aux ouvriers du tissage, pour tous les métiers une augmentation de *huit pour cent* jusqu'à la première semaine de juin.

Ainsi, jusqu'au mois de juin, les ouvriers toucheront un supplément de 8 0/0 sur chaque semaine.

A cette date, la Commission mixte se réunira pour établir d'une manière définitive, le nouveau tarif applicable à la journée de dix heures.

La délégation ouvrière avait réclamé l'adoption du tarif élaboré par Agglomération des Travailleurs de la Toile de la Vallée de la

Lys. Il nous a été répondu que ce tarif serait adopté si les camarades de la banlieue obtenaient les mêmes avantages.

Nous sommes donc tenus à une expérience de deux mois. Si pendant ces deux mois nous savons créer l'agitation nécessaire, ce sera l'unification des tarifs de la fabrication de la toile pour toute la région sur les bases qui viennent d'être établies.

3° *Pour les filatures* : Les patrons filateurs ont promis « puisque déjà ils avaient payé dix heures et demie comme onze, qu'ils paieraient dix heures comme dix heures et demie. » Les ouvriers qui travaillent à la journée n'ont rien à craindre sous ce rapport. Seuls ceux d'entre eux qui travaillent aux pièces vont avoir aussi à envisager leur question de salaire. Ils s'apprentent à formuler leurs revendications : ils ont mis leur confiance dans leurs organisations syndicales qui se chargeront de les faire aboutir.

CAMARADES,

Les conditions qui nous sont offertes, acceptées par notre délégation à la Commission mixte, agréées par les Commissions Syndicales de nos organisations respectives sont avantageuses à tous les points de vue.

Nous ne pouvons pas les refuser, car ce serait agir contre nous-même, contre nos intérêts. Nous avons la conviction ferme que vous comprendrez l'importance des résultats obtenus par le fonctionnement de notre Commission mixte.

A nous de nous abstenir de créer des conflits qui n'auraient pas leur raison d'être et qui seraient préjudiciables aux intérêts de notre cause.

A vous, de votre côté, de réclamer les mêmes améliorations de vos conditions de travail, les mêmes augmentations de salaire.

Nous n'allons pas vous laisser dans l'embarras, car nous ne pouvons oublier que votre cause est liée à la nôtre.

Nous nous engageons tous à vous soutenir de vos deniers, dans votre lutte pour la vie. Vos quêteurs seront reçus chez nous avec le plus bienveillant accueil, ils retourneront chaque fois, soyez certains avec d'importantes munitions de combat.

Les augmentations obtenues, nous les sacrifions volontiers à vous aider dans votre lutte, afin que vous obteniez de vos employeurs les mêmes améliorations.

CAMARADES DU TEXTILE,

Nous comptons sur votre bon jugement pour peser ce que nous venons de vous soumettre, convaincus que vous serez unanimes à reconnaître comme nous, l'importance des avantages que nous avons d'ores et déjà obtenus et que vous vous rendrez compte de la nécessité qu'il y a pour tous les travailleurs de la toile, sans distinction, de se grouper, tous unis autour de leur organisation, pour arriver à brève échéance à l'unification générale des tarifs de toute la région.

Vive la Solidarité ouvrière !

Vive l'Union des Travailleurs !

Pour les Travailleurs de la toile d'Armentières-Houplines :

LA COMMISSION MIXTE OUVRIÈRE,
LES COMMISSIONS SYNDICALES.

Pièce 4. — (Annexe 8).**Aux Ouvriers tisseurs d'Armentières et d'Houplines****CAMARADES,**

Les Commissions syndicales d'Armentières et d'Houplines ont jugé qu'il était nécessaire de porter à la connaissance de tous les intéressés le résumé des travaux de la Commission mixte, élue les 3 et 6 Mars 1904 en vertu de la convention du 30 Octobre 1903.

Pour bien se rendre compte du travail accompli, il est indispensable de faire constater que c'est sur la menace de certains patrons de renvoyer une partie de leur personnel que la délégation ouvrière de la Commission mixte, émue à juste titre, demanda l'avis des Commissions syndicales. Il y fut décidé qu'à seule fin de ne pas laisser se produire de renvois d'ouvrier, il serait fait une démarche auprès de M. Labbé, président de la Commission mixte, pour qu'il provoque une réunion de ladite Commission. Malgré la décision antérieure des patrons de ne plus se réunir avant l'installation d'une nouvelle municipalité, la Commission mixte se réunissait de nouveau le 15 Novembre 1904. Après une laborieuse discussion de part et d'autre, après six réunions consécutives où les membres de la délégation ouvrière ont dû arracher point par point le plus grand nombre de concessions possible, ceux-ci se sont vus dans l'obligation d'être mandatés pour continuer les pourparlers et arriver à une solution. Ils demandèrent alors leurs pouvoirs aux Commissions syndicales qui ont pris sur eux de les leur donner quittes à rendre compte de cette décision dans leurs syndicats respectifs.

Il est bien entendu que ce pouvoir était extrêmement limité et que la délégation ouvrière ne l'a pas dépassé.

Lors de la septième et dernière réunion, voici donc les dispositions suivantes qui furent adoptées par les deux parties dans la séance du 13 Décembre 1904.

Procès-verbal du 13 Décembre 1904

La Commission, élue les 3 et 6 Mars 1904, en vertu de la convention du 30 Octobre 1903, s'est réunie à l'Ecole Nationale Professionnelle, le 13 Décembre 1904, sous la présidence de M. VINCENT, Préfet du Nord, puis de M. LABBÉ, Directeur de l'Ecole Nationale Professionnelle, délégué de M. le Préfet du Nord.

Etaient présents : MM. Colombier, Dulac, Becquart, Ruyant, Feinte et Villard, délégués patrons ;

MM. Tankéré, Montagne, Wecksteen, Vandamme, Ghesquier, Vanalderweireldt et Sabre, délégués ouvriers.

La Commission adopte les dispositions suivantes :

1° Augmentation de huit pour cent sur le tarif de 1889, jusqu'à la largeur de 159 centimètres, conformément au tarif ci-joint (Tarif 1).

2° Pour les métiers larges, augmentation de un centime jusqu'au compte 13 inclus. — Ci-joint le tarif complété (Tarif 1).

Suit le procès-verbal de la dernière séance de la Commission mixte, reproduisant toutes les dispositions adoptées et les dîcers tarifs.

N.-B. — Les syndiqués sont instamment priés de consulter minutieusement les présentes conventions, qui seront expliquées par les membres de la Commission mixte, dans les réunions syndicales qui auront lieu dans le courant de la semaine.

Les syndiqués seront convoqués par voie d'affiches.

ANNEXE 9

(Au § 10)

Pièce 1. (Annexe 9).

Voyons maintenant les avantages que la presse bourgeoise tenta de faire miroiter aux yeux de ses lecteurs, par suite de l'application du nouveau tarif. Elle est unanime à déclarer que les patrons, loin d'en revenir à l'application du tarif de 1889 comme ils y étaient autorisés en vertu de la convention du 30 octobre 1903, laissaient au contraire l'augmentation de 8 0/0, pour toutes les laizes jusqu'à 159 inclus.

Il s'agit donc de bien examiner le nouveau tarif et de rechercher où sont, dans l'ensemble des salaires, les 8 0/0.

Prenons une hypothèse. Une usine de 200 métiers, dans laquelle sont occupés 150 ouvriers répartis comme suit : 50 avec deux métiers fil et coton ; 25 apprentis ; 25 adultes de 16 à 18 ans ; 50 ouvriers d'âge viril dont 25 travaillant avec un apprenti.

La réduction sur le tarif 89 pour l'ensemble des salaires est donc :

50 métiers fils à 12 0/0.	600
25 apprentis à 7 0/0	175
25 adultes à 2 0/0	50

soit une diminution sur l'ensemble de ces métiers de. 8,25

Par contre, l'augmentation du tarif de 1889, pour l'ensemble des salaires est de : 50 métiers coton à 8 0/0 équivalent aux 2/3 du prix du fil, soit 5,33 0/0, d'où 5,33 + 50 266 50
50 métiers à 8 0/0 400 »

Soit une augmentation totale sur l'ensemble des salaires de ces métiers de 666 50

Il y a donc un excédent de réduction sur l'ensemble de ces salaires de 158 50.

Or, comme ce chiffre est la réduction globale des 150 métiers fil, puisque nous laissons le coton au tarif de 1889, étant donné que l'augmentation sur ces articles est englobée dans celle du fil, il en résulte

donc que $158,50 : 150 = 1,06\ 0\text{‰}$, ce qui donne par conséquent une infériorité sur le tarif de 1889 de $1,06\ 0\text{‰}$.

Et en tenant compte des $16,33\ 0\text{‰}$ qui nous sont dus en principe par la réduction de la journée du travail, cela fait $17,39\ 0\text{‰}$ que nous perdons de notre droit relatif au salaire, par la substitution du nouveau tarif au tarif de 1889.

Vous voyez donc que le maintien de l'augmentation n'est que fictif, puisque cette augmentation est compensée par la réduction exploitée sur l'enfance et sur l'ardeur des ouvriers travaillant avec 2 métiers.

C'est pourquoi nous pouvons dire que l'embauchage d'ouvriers qu'il leur sera permis de faire, par l'application de ce tarif comme ils le disent, n'est qu'un leurre. d'autant plus que ce n'est que par la conduite des deux métiers qu'ils peuvent réaliser les avantages qu'ils disent avoir besoin en vue de la concurrence.

Voilà les résultats que nous a donnés cette institution tant prônée par les réformistes.

ANNEXE 10

(Au § 11)

Pièce 1. (*Annexe 10*).

Armentières, 17 octobre 1904.

Les membres de la Commission mixte (délégation ouvrière) à M. Dron, député, président de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile.

MONSIEUR,

Nous, soussignés, membres de la Commission mixte textile, dans une réunion privée, avons décidé de vous soumettre nos appréciations au sujet de la crise qui sévit actuellement sur l'industrie textile.

Nous demandons que dans le rapport qui sera présenté à la Chambre des Députés figurent les vœux suivants :

1° Qu'un minimum de salaire pour toute l'industrie textile soit établi en prenant pour base le coût de la vie pour un ménage ouvrier. Les patrons alléguant toujours la concurrence comme les mettant dans l'impossibilité de relever leurs tarifs, nous estimons que cette mesure serait le seul moyen de rendre satisfaisante la condition des ouvriers ;

2° Que le Gouvernement institue dans chaque centre textile une Commission mixte comme celle qui fonctionne actuellement à Armentières-Houplines, ces institutions étant appelées à rendre de grands services aux deux parties.

La Chambre étant animée des meilleures intentions à l'égard de

la classe ouvrière, nous espérons que les membres de la Commission d'enquête parlementaire, connaissant par eux-mêmes la triste situation dans laquelle se trouve notre corporation, feront bon accueil aux vœux que nous proposons.

Dans cet espoir, recevez, Monsieur le Président, nos bien sincères salutations.

Signé :

SABRE,
H. GHESQUIER,
CH. TANKERÉ
WECKSTEEN.

Ed. VANALDERWEIRELDT,
J.-B. MONTAGNE,
CH. VANDAMME.

Pièce 2. — (Annexe 10).

La commission mixte d'Armentières et d'Houplines, instituée sur l'initiative de M. le préfet du Nord a rendu de grands services, car il y avait une situation si embrouillée que personne ne voyait une solution au conflit, et nous-mêmes, connaissant le parti pris des patrons et des ouvriers, nous ne pouvions prévoir une entente. Dès la première réunion nous avons mesuré de suite l'énormité du travail qu'il y avait à faire et il n'y a que ceux qui ont assisté à nos réunions, non seulement avec les patrons, mais aussi avec les commissions syndicales et dans les réunions en assemblées générales de tous les syndicats, ceux-là pourraient vous dire quelle énergie il nous a fallu pour convaincre nos camarades à nos idées d'apaisement.

D'après mes idées, il me semble, qu'il faudrait instituer dans chaque centre industriel une Commission mixte permanente pour éviter les conflits et je crois que ces commissions rendraient plus de services qu'une légion de gendarmes mobiles dont il est question de former pour apaiser les conflits qui peuvent surgir. Il y a un mal social qui règne, dans la classe ouvrière l'on parle trop de la révolution et dans la classe patronale, l'on ne veut pas étudier l'évolution économique qui doit se faire pour donner plus de bien-être aux travailleurs qui produisent tout, et dont la plupart n'ont pas les moyens d'existence, car tous les progrès du machinisme se font au détriment des travailleurs. Une loi devrait fixer un minimum de salaire, dans chaque corporation, et socialiser les grands moyens de production.

Les intellectuels ont là un vaste champ de travail et d'étude et par tous les moyens en leur pouvoir devraient défendre ces malheureux qui n'ont aucun appui nulle part. Vous rendriez Messieurs un service inappréciable non seulement aux travailleurs, mais à la France entière, car, d'après les statistiques, elle se dépeuple et dégénère.

TANKERÉ CH.

Pièce 3. (Annexe 10).

Houplines, le 19 Février 1906.

La Commission mixte instituée par Monsieur le Préfet a rendu d'excellents services à la classe ouvrière et à l'industrie locale, et par ce fait, sauvé le commerce du textile qui périssait énormément à Armentières et Houplines, à cause de la concurrence que nous

faisait la banlieue, et il est regrettable que Messieurs les patrons n'aient pas mis un peu plus de bonne volonté car on aurait pu avec cette Commission aplanir tous les différends par des moyens les plus pacifiques. Ce que j'ai constaté principalement c'est l'hostilité acharnée des patrons réactionnaires envers cette œuvre qui était aussi profitable pour eux que pour nous ; mais voilà, ces Messieurs ont voulu une fois de plus faire voir leur rancune politique.

Ce qui nous faudrait pour cette Commission c'est que cette institution soit faite par une force de loi qui pourrait par ce fait nous donner plus de garantie, car nous voyons constamment les patrons violer leurs engagements pris devant la Commission mixte et cela pour faire croire aux ouvriers non éduqués que nous n'avons pas fait notre devoir, à seule fin de faire perdre la confiance aux organisations que nous représentons.

Maintenant, Monsieur, permettez-moi de vous dire que aussi longtemps que nous vivrons sous ce régime capitaliste, nous ne devons pas attendre une grande amélioration à notre existence, car le meilleur remède qui pourrait nous guérir c'est lorsque l'Etat aura le monopole des mines, des chemins de fer, des machines, etc., etc. ; il n'y aura que ce moyen pour nous permettre de vivre en collectivité.

VANALDERWEIRELDT Edouard.

Pièce 10. (*Annexe 10*).

Armentières, le 17 Décembre 1905.

MONSIEUR,

Monsieur Labbé nous ayant convoqués pour vous soumettre notre idée sur les Commissions mixtes et les Syndicats, a jugé utile que chacun de nous fasse une sorte de rapport sur ces questions, ce que je vais essayer de faire, idées et appréciations étant naturellement personnelles.

Les Commissions mixtes furent de tout temps réclamées, par tous les socialistes même les plus avancés ; défendues et votées par eux dans différents congrès, elles étaient considérées comme la pierre de touche du contrat collectif. L'appréciation du citoyen Jules Guesde est à citer ; parlant des commissions mixtes il dit : cette importation des tribunaux des conflits industriels n'est pas pour nous déplaire, car au contraire de ce qui se passait jusqu'à ce jour, où les discussions ne se faisaient que pendant les grèves, mais maintenant c'est sous la forme de plénipotentiaires que la besogne se fera....

Mais malheureusement cette satanée politique et toujours les questions de personnes font que maintenant, si elle n'est pas combattue, elle n'est plus du moins en faveur auprès de certains de nos dirigeants, et en cela ils ont tort. La commission mixte d'Armentières instituée par M. le Préfet pour clôturer les grandes grèves de 1903 et élaborer un nouveau tarif (beaucoup d'articles nouveaux sortant du cadre assez restreint du tarif de 89) fut composée de 7 membres choisis dans les syndicats rouges d'Armentières et d'Houplines ; et ceux qui furent présentés et élus furent précisément ceux qui étaient connus comme des hommes de conciliation, ce qui, la rendit déjà suspecte aux yeux de certains camarades qui trouvent que sans eux rien n'est

jamais bien fait. Ceci est en dehors du sujet qui nous occupe, mais ces explications sont nécessaires pour faire voir que cette maudite politique gâte tout et ferait échouer les questions les plus vitales pour la classe ouvrière et en même temps faire comprendre pourquoi la délégation ouvrière fut attaquée dans des circulaires par le syndicat relevant du P. O. F.

Le deuxième point défavorable à la Commission mixte fut que la majorité des ouvriers étant peu instruite sur les questions économiques, ne comprend pas qu'avec le progrès du machinisme, une ville, un pays ne peut pas sous peine de déchéance rester en arrière ; et pourtant tel était notre cas. Le tarif de 89 élaboré après la grande grève de 89 contenait des dispositions générales concernant la largeur permise pour les deux métiers de coton, l'interdiction de conduire métier fil et coton, tandis qu'ailleurs, les ouvriers n'étant pas organisés, sans tarif, les patrons faisaient tout ce qu'ils voulaient, payaient à volonté, ce qui fait qu'au bout d'une dizaine d'années la place d'Armentières, qui avait toujours tenu la tête sur le marché commercial, se voyait supplantée par les places voisines. Et bien, nous, voyant que la situation était grave, la place compromise (il y avait 1.000 métiers d'arrêtés à la fin de l'année 1904) nous avons admis certaines dispositions qui se font couramment dans les autres centres toiliers. C'est pour cela que les ouvriers, n'étant pas éduqués, nous accusent d'avoir trahi leur cause, comme si leur cause n'était pas la nôtre.

Pourtant la Constitution des Commissions mixtes s'impose et cela pour plusieurs raisons.

La première c'est que les patrons ne veulent pas avoir de rapports avec les syndicats ouvriers, n'admettent pas de discuter avec eux ; pour eux c'est tout naturel de se syndiquer, de se grouper, de faire bloc, mais à leurs ouvriers ils dénie ce droit là, droit qu'ils tiennent pourtant d'une loi vieille de 30 ans ; ils ne connaissent disent-ils que leurs ouvriers sachant que les ouvriers pris isolément et leur pain étant en jeu, fléchissent plus facilement, voilà la mentalité de beaucoup de patrons.

D'après M. Louis Dutroy, rédacteur économique au *Progrès du Nord*, une grave scission vient de se produire en Allemagne sur cette question là : un groupe de patrons que la haine de l'ouvrier n'aveugle pas s'est détaché de « l'Association Centrale de l'industrie allemande » pour se former sous le titre de « l'Union Centrale des unions patronales allemandes », admettant les discussions pour les tarifs.

Et bien, en attendant que de pareils faits se produisent chez nous, des années et des années s'écouleront, et qui en pâtira : les ouvriers principalement ; voilà où la constitution des commissions mixtes s'impose, car il ne faut pas oublier que les patrons sont en général adversaires des dites Commissions, et c'est logique, car étant les représentants et les membres des syndicats, c'est une manière détournée de forcer les patrons à discuter avec les syndicats ouvriers.

Le 2^e point, c'est qu'avec l'institution des commissions mixtes dans chaque centre toilier, nous pourrions arriver à avoir sans grève un tarif uniforme où à peu près : encore une chose que les patrons n'aiment pas beaucoup, oh non, car c'est leur grand dada que M^{me} la concurrence, elle leur vient joliment à point dans bien des circonstances : Ah mes amis vous demandez une augmentation, mais vous la

méritez, mais oui, mais oui, je ne demanderais pas mieux que de vous l'accorder, mais voilà, regardez à tel et tel endroit on travaille à des prix bien inférieurs aux vôtres. Vous augmentez, mais c'est la ruine, aussi bien pour vous malheureux ouvriers que pour moi patron, je le regrette, mais enfin je ne le puis pas. Inutile de dire qu'on se sert du même procédé partout, preuve : la grève générale du Cambrésis et celle de Cholet. La concurrence, mais nous savons très bien qu'elle existe, et nous sommes payés pour le savoir, car elle se fait toujours sur notre dos, soit en achetant des matières premières défectueuses pour diminuer le prix de revient, ce qui fait que l'ouvrier n'arrive pas à gagner la vie, soit sur les prix de façon, tel : Bailleul, Hazebrouck, Lille, Halluin.

Et bien, avec un tarif uniforme, les patrons ne devraient plus tirer des plans sur la comète (la comète, c'est nous) pour arriver à supplanter leur voisin. Mais nous dira-t-on, le prix de la toile augmenterait. Possible, mais très peu ; et croyez-vous que les mineurs ne pourraient pas payer le mètre de toile quelques centimes en plus, ce qui nous permettrait de vivre. Est-ce que nous ne payons pas le charbon assez cher pour leur faire de bonnes journées ? Ils sont intéressants les camarades du sous-sol, c'est vrai ; mais ceux qui peinent pour 2 fr. 50 ou 3 fr. par jour, ne le sont pas moins ce me semble. Le dernier point sur lequel je me permets d'appeler tout particulièrement votre attention et qui à mon avis est le plus important, car il intéresse l'avenir de la classe ouvrière du textile, et que nous espérons réaliser, grâce aux C. Mixtes, c'est le minimum des salaires établi sur les bases de la vie générale des ouvriers ; ce serait pour ainsi dire le couronnement de notre œuvre. Supposons que grâce aux C. Mixtes l'unification des tarifs soit faite, que par une entente franche et loyale avec les patrons, par une progression lente et continue des tarifs, nous arrivions à faire gagner un salaire normal aux ouvriers tisseurs, est-ce que nous n'aurions pas franchi sans aucune violence, sans grever en rien les intérêts commerciaux de l'industrie textile, la distance, et elle paraît énorme à première vue, qui nous sépare du minimum de salaires ; car il est déshonorant après 35 ans de République de voir des ouvriers tisseurs retourner chez eux après six jours de travail continu sans emporter un centime, ne pouvant payer ce qui leur a coûté durant cette semaine. Pourquoi les patrons sont ils adversaires du minimum de salaires. Parce qu'il leur faudrait ajouter souvent et beaucoup à la semaine de leurs ouvriers ; et bien du jour où les ouvriers, grâce aux C. Mixtes arriveraient à gagner régulièrement ou à peu près la moyenne qui servirait de base au minimum de salaires, les patrons l'admettraient plus facilement et l'on ne verrait plus la misère régner en maîtresse au logis du tisseur. Remarquez que pour constituer des C. Mixtes, il ne faut pas une loi, mais un simple décret du ministre du Commerce, un simple arrêté du préfet suffit, mais malheureusement nous sommes forcés d'attendre que quelques hommes dévoués et nous les en remercions, s'intéressent à nous.

Ghesquier Henri.

Pièce 5. (*Annexe 10*).

Syndicat Fraternel de l'Industrie textile d'Armentières et environs

Les membres du Syndicat Fraternel de l'Industrie textile d'Armentières et environs ont dans leur assemblée générale du 29 décembre 1904, voté l'ordre du jour suivant :

Considérant que par leur situation les deux parties contractantes, l'une salariaute, l'autre salariée ne peuvent concilier des intérêts antagoniques ; que la partie salariée ne peut sans s'exposer à des représailles traiter d'égal à égal et défendre avec l'indépendance nécessaire les intérêts qu'elle représente :

1° Dénonce l'impuissance des commissions mixtes à solutionner à l'avantage des travailleurs les conflits surgissants entre le Capital et le Travail.

2° Condamnent ces institutions tant prônées par les syndicalistes réformistes, comme n'étant qu'un leurre et dont le prolétariat est appelé partout où elles fonctionneront à en faire à ses dépens la douloureuse expérience.

Ils proclament en outre la nécessité pour le prolétariat de se grouper corporativement en s'inspirant des principes du syndicalisme révolutionnaire.

Pièce 6. (*Annexe 10*).

Conclusions du référendum

Organisé par la Fédération des Syndicats de l'Industrie Roubaissienne
le 23 juillet 1906

I. — ARRÊT DU TRAVAIL. — A l'unanimité, les syndicats ouvriers demandent *qu'obligatoirement* une tentative de conciliation ait lieu entre tout chef d'établissement et son personnel avant tout arrêt collectif du travail ; que les revendications soient toujours présentées *par écrit* ; que les personnages politiques soient toujours exclus de l'assemblée professionnelle devant laquelle se fera cette tentative.

II. — ARBITRAGE. — A une très forte majorité, les syndicats ouvriers sont hostiles à l'arbitrage obligatoire qui serait une *duperie obligatoire* comme on l'a constaté à Marseille et l'esclavage obligatoire des ouvriers indépendants sous le joug socialiste gouvernemental. Seuls les démocrates chrétiens le réclament, les grandes fédérations antisocialistes de Lille, Roubaix, Tourcoing, Saint-Quentin, le repoussent.

III. — COMMISSIONS MIXTES. — Les syndicats se déclarent les adversaires des Commissions mixtes (genre Armentières), parce qu'elles sont des instruments de lutte des classes aux mains des *politiciens* qui les *président* et prétendent arbitrer des questions hors de leur compétence.

IV. — CONTRAT COLLECTIF DU TRAVAIL. — A une immense majorité, les syndicats reconnaissent que le contrat collectif est *actuellement* impossible, parce que tout contrat exige la responsabilité des contractants et que les syndicats ouvriers ne possédant rien, ne peuvent répondre financièrement de leurs engagements.

Tous les syndicats demandent qu'une modification à la loi de 1884 leur donne le droit de posséder sans limitation.

Pièce 7. — (*Annexe 10*).

Extrait du journal l'*Union Fédérale Roubaissienne*
(N° de janvier 1905)

La Tactique des Jaunes

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le Rédacteur,

Pardonnez ma franchise. Moi je pense qu'en cas de revendications on doit demander que le patron traite avec le syndicat ouvrier. On y arrivera, c'est forcé. J'attends votre réponse.

Nous répondons : *Actuellement* si les patrons traitent avec les syndicats ouvriers, nous sommes écrasés. Pourquoi? — 1° Parce que soit d'eux-mêmes, soit forcés par le gouvernement, les patrons traitent avec les *syndicats rouges*. — Rappelez-vous l'histoire de la grève générale des mineurs et le lâchage des jaunes par les compagnies. — 2° Nous voulons que nos syndiqués restent libres d'obéir à leurs convictions. Plusieurs ont des principes religieux qui leur *interdisent d'entrer dans un syndicat socialiste*; quand les patrons auront traité avec les rouges, les catholiques devront quitter le pays ou mourir de faim. — 3° Quelques patrons aimeraient mieux fermer leur usine, que de traiter avec un syndicat rouge révolutionnaire. il y a tout avantage pour le groupe jaune qui se trouve dans l'usine de traiter directement avec le patron. — 4° Les lois qui se préparent à la Chambre vont donner une très grande puissance aux syndicats ouvriers; les patrons dominés par les rouges *devront fermer*, d'autres feront appel à nos syndicats qui ne demandent que l'union dans le respect des droits de chacun.

ANNEXE 11

Pièce 1. — (*Annexe 11*).

Liste des différends réglés par l'intermédiaire de M. Labbé après la dissolution de la Commission mixte (Liste établie par M. Dron, Président de la Commission d'enquête parlementaire textile).

Le 21 janvier 1905, chez M. H. Dansette, au sujet des treillis, pour la classification des articles dits noirs.

L'accord a été fait entre patron et ouvriers après une entrevue avec M. Labbé.

Le 25 janvier, chez M. Decherf, avant l'application du nouveau tarif on tissait des jutes de 1^m 60 de largeur sur des métiers de 2 mètres; cette largeur a été diminuée d'un centimètre. La façon étant par ce fait de beaucoup inférieure, l'accord n'a pu se faire, le patron prétendant avoir le droit de diminuer ces largeurs, sans pour cela commettre d'infraction au tarif.

Le même jour, chez MM. André et Émile Dansette on faisait conduire un métier large avec du coton et un petit métier avec du fil; M. Labbé s'est rendu à cet atelier et cette façon de travailler a été supprimée.

On a pu constater que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui demandent à travailler dans ces conditions.

Le 27 janvier, chez M. Cardon, on diminue de 3 centimes par 3 duites, au lieu de 2 centimes comme l'indiquent les dispositions générales.

Le 7 avril, chez M. Jeanson, des apprentis de dix-sept et dix-huit ans réclament leur métier, le patron refuse catégoriquement malgré la promesse faite au cours des réunions de la Commission.

Chez M. Duhot, on fait tisser des ouvrages d'une largeur inférieure à la laize convenue; M. Labbé réclame et satisfaction est donnée avec effet rétroactif.

Il en est de même chez M. Chas où l'accord se fait dans les mêmes conditions.

Il a été prouvé que dans ces deux maisons les patrons n'ont pas voulu violer le tarif; il y a eu tout simplement une mauvaise interprétation de la part des employés.

Chez M. Charvet, on fait tisser des comptes non tarifés et qu'on paye au-dessous du tarif. Les ouvriers qui sont des jeunes gens, réclament aux membres ouvriers qui, eux-mêmes remettent à M. Labbé le soin de régler cette question avec le patron. Appelés devant MM. Charvet et Labbé, les ouvriers n'osent pas renouveler leur réclamation. Cela prouve une fois de plus que les mots « entente amiable » sont une arme de plus donnée aux patrons car les ouvriers,

dans la crainte, bien souvent de se voir priver de travail, acceptent sans même discuter les propositions des patrons.

Chez MM. Dufour et Bocquet on fait attendre à rouleau les ouvriers conduisant un seul métier, pour ne pas laisser chômer ceux qui en conduisent deux, ceux-ci travaillant à tarif réduit. Sur la demande des ouvriers de la Commission mixte M. Labbé réclame au patron ; il obtient entière satisfaction.

D'une autre liste qu'a bien voulu m'adresser la Chambre syndicale de l'industrie textile d'Armentières, il résulte qu'un autre différend a été réglé par M. Labbé le 4 janvier 1906 chez MM. Dufour et Lescornez.

CONCLUSION

Nous avons vu, à la fin de la première partie, qu'il manquait aux syndicats textiles de l'arrondissement de Lille : des adhérents nombreux, de fortes cotisations, des secrétariats permanents, des fonctionnaires rétribués, etc... Nous sommes maintenant à même de constater qu'il leur manque quelque chose de bien plus important : Les syndicats ne sont pas reconnus par les industriels, et cela a des conséquences désastreuses. Nous verrons tout à l'heure que s'ils l'étaient, les défauts qu'on leur reproche s'atténueraient probablement très rapidement.

Pour le moment, nous allons nous occuper de la diminution du nombre des guerres industrielles, effet principal qu'auraient des rapports entre patrons et ouvriers. Il ne faudrait pas toutefois songer à la disparition totale des grèves ou des lock outs, d'abord parce qu'il pourra toujours arriver qu'une des parties trouve son intérêt à y avoir recours, et ensuite parce qu'après une longue période de paix, les souffrances et les désastres de la guerre seront presque oubliés ; on prendra alors moins de précautions pour éviter les conflits, et les parties ne pourront pas toujours résister à faire l'essai de leurs forces. — Comment, par des rapports entre eux, patrons et syndicats pourraient-ils éviter un grand

nombre de conflits ? Ils y arriveraient, grâce à la conciliation.

En effet, quand, au moment où surgira un différend, les industriels répondront aux lettres des syndicats ouvriers, et surtout accepteront des entrevues avec leurs délégués, chaque partie apprendra les motifs qui guident l'attitude de l'autre, elle pourra les apprécier. Les malentendus seront ainsi dissipés, et généralement les uns ou les autres finiront par se laisser convaincre et par céder, ou bien l'on se mettra d'accord de plein gré pour une transaction.

(1) Il ne faut pas confondre, comme on le fait encore souvent, la conciliation avec un autre moyen employé pour solutionner les conflits entre patrons et ouvriers : l'arbitrage.

L'arbitrage a pour but de faire trancher les points en litige par un ou des tiers non intéressés dans le conflit. Il a été employé avant la conciliation pour éviter les grèves et surtout pour y mettre fin. Mais lorsque la conciliation plus tard est apparue, elle a bientôt gagné du terrain, tendant à ne laisser à l'arbitrage qu'un rôle généralement accessoire, bien que parfois encore nécessaire. Là où l'on a pu apprécier les avantages de la conciliation, l'arbitrage n'est plus employé que comme dernière ressource après échec d'une ou plusieurs tentatives de conciliation.

C'est que l'arbitrage a une valeur pacificatrice bien inférieure à celle de la conciliation. La sentence que l'arbitre impose aux deux parties, mécontente très généralement l'une d'elles, souvent même les deux. Il se produit ainsi à l'occasion d'un conflit social, un effet analogue à celui produit souvent par un jugement mettant fin à un conflit juridique. Mais les conséquences du mécontentement des parties ne sont pas les mêmes. L'observation de la décision de l'arbitre reste bien moins sûre que l'exécution de l'arrêt du juge. En tout cas, si le mécontentement subsiste, la querelle recommencera bientôt sur la même question ou pour tout autre motif.

Si d'une façon générale l'arbitrage ne parvient pas facilement à mettre heureusement fin à un conflit, si surtout il parvient difficilement à pacifier les esprits, il n'est pas d'autre part également possible dans toutes les contestations entre patrons et ouvriers : On fera peu d'objections à ce qu'un arbitre tranche une difficulté née à l'occasion de l'interprétation de conventions, de dispositions légales, d'usages locaux ; à ce qu'un arbitre compétent intervienne pour mettre fin à un conflit ayant pour base une question de technique professionnelle. Il paraîtra au contraire plus difficile de faire arbitrer un conflit causé par une demande de conditions de travail nouvelles, ne dépendant ni de conventions précédemment conclues, ni de dispositions légales. Ici l'accord entre les volontés des patrons et des ouvriers n'apparaîtra plus seulement comme utile, mais comme nécessaire. Cet accord c'est la conciliation qui vise à l'établir.

Mais, pour que les intérêts opposés des patrons et des ouvriers donnent lieu à des conflits le moins souvent possible, pour que la conciliation de ces intérêts soit aisée, il faudra que les rapports s'établissent de suite à la moindre menace de conflit, il faudra donc qu'ils soient prévus et organisés.

Ce n'est pas tout, il sera utile que les patrons et les dirigeants ouvriers ne se rencontrent pas seulement lorsqu'il y aura des difficultés à résoudre, il faut qu'ils aient des réunions périodiques. On évitera ainsi le mécontentement qui naît sûrement de griefs non formulés ; on pourra prévoir, écarter les causes de discorde, éviter les malentendus. Les patrons se trouveront bien moins en présence d'exigences que de désirs, et s'ils ne peuvent leur donner satisfaction, un refus intervenant promptement avec de bonnes raisons évitera généralement que la question ne s'envenime, ne donne lieu à conflit.

Comment patrons et ouvriers pourraient-ils avoir entre eux des rapports prévus et périodiques ?

Ils le pourraient surtout grâce aux conseils permanents de conciliation : conseils d'usine ¹ ou comités ouvriers ² pour les questions n'intéressant qu'un seul établissement, conseils de conciliation étendant leur influence sur toute une industrie dans une localité ou dans une région déterminée.

Les conseils d'usine ou comités ouvriers d'usine peuvent être bien utiles ; ils peuvent au contraire être très nuisibles à l'organisation ouvrière. Il existe dans l'arrondissement de nombreux comités d'usine, ou comités d'anciens, qui sont un danger pour les syndicats et ne rendent aucun service aux

(1) Les conseils d'usines se composent des représentants d'un seul patron ou d'une même société, et des représentants en nombre égal des ouvriers de ce patron ou de cette société.

(2) Les comités ouvriers sont des délégations ouvrières permanentes, ayant avec le patron ou la direction des rapports suivis. Avec un comité ouvrier, les questions ne peuvent être solutionnées par un vote. Mais, le vote, quand il n'a pas été supprimé, a été relégué au second plan dans tous les conseils de conciliation, où l'on cherche avant tout à se convaincre et à se mettre d'accord.

ouvriers, tout au moins quant à l'amélioration des conditions du travail. Il est nécessaire qu'un conseil ou comité ouvrier d'usinesoit établi dans certaines conditions, avec des garanties de sincérité, pour qu'il soit une arme de paix et non une arme de guerre. ² La meilleure garantie que l'on puisse

(2) Voici les statuts types de comité ouvrier, votés par la section du Nord de l'Association pour la protection légale des travailleurs, le 20 Juin 1906 :

Comité ouvrier d'usine

Art. 1^{er}. — Il est établi pour telle usine, une délégation ouvrière dont les fonctions commenceront le... Elle a pour mission de se mettre en rapports avec le patron en vue de prévenir et au besoin d'aplanir les différends.

Art. 2. — La délégation se compose d'un nombre de délégués égal à 50/0 du nombre total des ouvriers et ouvrières, avec un minimum de 5 délégués et un maximum de 30. Les délégués sont élus : Tant par tel service, tant par tel autre... Chaque délégué peut avoir un suppléant élu par le même groupe que lui.

Art. 3. — L'élection des délégués a lieu tous les deux ans au moins et tous les ans au plus, dans la première quinzaine de tel mois. L'élection a lieu au scrutin secret et à la pluralité des voix quel que soit le nombre des votants.

Art. 4. — Les contremaîtres et chefs d'atelier ne sont ni électeurs ni éligibles. Sont électeurs les ouvriers et ouvrières de plus de 18 ans. Sont éligibles les ouvriers et ouvrières ayant plus de 21 ans et travaillant à l'usine depuis un certain temps (ou bien se trouvant dans le quart, la moitié ou les trois quarts des plus anciens de leur groupe). La date à considérer pour déterminer l'âge est le 31 décembre qui suit l'élection.

Art. 5. — Tout différend ou réclamation d'ordre collectif ou individuel doit être porté à la connaissance du patron par les délégués du groupe en cause ou certains d'entre eux. Un arrangement amiable est de suite tenté.

Art. 6. — Si les deux parties ne peuvent s'entendre et si l'une d'elles le désire, l'affaire est de nouveau examinée dans un délai de 3 jours au moins et de 15 jours au plus par le patron et la délégation.

Art. 7. — Le patron et la délégation doivent en tout cas se réunir au moins chaque trimestre.

Art. 8. — Peuvent être entendues toutes les personnes dont l'audition est de nature à éclairer la discussion.

Art. 9. — Un procès-verbal est rédigé en séance et signé par le patron et les membres de la délégation.

Art. 10. — Le patron et la délégation peuvent décider la retroactivité de la décision prise.

Art. 11. — Le présent règlement ainsi que la liste des membres de la délégation doivent être affichés dans les ateliers.

Ces statuts ont déjà été appliqués tels quels dans un important tissage de la région. On a vu que dans un autre établissement, on s'en est également inspiré lors de la création d'un conseil d'usine, après y avoir introduit une très heureuse modification.

trouver est l'établissement du conseil ou du comité ouvrier par accord entre le patron et le syndicat. Il est en outre très utile que l'intervention de ce dernier soit prévue avant toute grève, en cas d'échec du conseil ou du comité d'usine dans son œuvre de conciliation.

Pour les questions intéressant toute la corporation dans une localité ou une région, on pourrait simplement avoir recours à des rapports fréquents et prévus entre secrétaires ou comités directeurs d'une Fédération ou d'un Syndicat patronal, et d'une Fédération ou d'un Syndicat ouvrier. Mais, quand il s'agit d'organisations professionnelles patronales et ouvrières récentes, ne groupant pas encore la majorité des patrons et des ouvriers, il paraît plus facile d'établir un conseil permanent de conciliation. Il ne faudrait, du reste, pas croire qu'un pareil conseil ne convient que là où l'organisation syndicale laisse à désirer ; car, c'est un moyen de conciliation qui a été employé en Angleterre, dans les professions où les ouvriers sont fortement organisés, bien plus souvent que le moyen précédemment indiqué.

Pour qu'un conseil de conciliation ait un rôle utile et efficace, il faut qu'il ne soit pas dirigé contre l'organisation syndicale. Le meilleur type de conseil de conciliation est celui qui existe entre deux associations professionnelles puissantes : là, où en face d'un Syndicat, et même d'une Fédération patronale, se dresse un grand Syndicat ou une Fédération groupant la grande majorité des ouvriers. Ce type de conseil de conciliation ne paraît pouvoir être appliqué actuellement dans la région, et il semble que le meilleur mode d'établissement de conseil à l'heure présente, celui qui rencontrerait le moins de résistance du côté patronal, serait l'élection par l'ensemble des ouvriers, dans certaines conditions destinées à assurer la liberté entière et la sincérité du vote ¹. Si ces conditions étaient observées, le conseil de conciliation, loin de nuire à l'organisation

(1) Voici les statuts types de conseil de conciliation votés en

syndicale, ne pourrait que lui être favorable. Pour les élections des délégués ouvriers, les divers syndicats s'entendraient ou non : Dans le premier cas, il y aurait un pas de fait dans la

Novembre 1906, par la sous-section du Nord de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, section française :

Conseil de conciliation relatif à telle industrie dans telle localité ou région

Art. 1^{er}. — Il est institué pour telle branche d'industrie, dans telle localité ou région, un conseil général de conciliation comprenant un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers et destiné à concilier les différends d'ordre général.

Art. 2. — Les délégués ouvriers doivent représenter les diverses catégories de la profession (dans une proportion à arrêter lors de la formation du conseil).

Art. 3. — Les délégués ouvriers doivent être élus au scrutin secret.

Art. 4. — Sont électeurs les ouvriers et ouvrières au-dessus d'un certain âge qui devra être déterminé lors de la constitution du conseil.

Art. 5. — Sont éligibles les ouvriers et ouvrières, anciens ouvriers et anciennes ouvrières ayant exercé en temps suffisant pour avoir des connaissances techniques complètes en leur partie.

Art. 6. — Les contremaîtres ne sont ni électeurs ni éligibles.

Art. 7. — Les élections des délégués patrons et ouvriers se font à un ou deux degrés, au scrutin uninominal ou au scrutin de liste. Le concours des pouvoirs publics peut être demandé pour assurer la sincérité des élections.

Art. 8. — Chaque délégation élit un président et un secrétaire.

Art. 9. — Le Conseil choisit en son sein un bureau composé d'un petit nombre de membres, comprenant des délégués patrons et ouvriers en nombre égal.

Art. 10. — Le bureau se réunit chaque mois et extraordinairement dans les 8 jours qui suivent la demande écrite d'un président.

Art. 11. — Il examine les difficultés qui ont pu naître et tâche, si possible, de les arranger à l'amiable. S'il n'y parvient pas, la question est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion ordinaire du conseil, à moins que l'une des parties ne demande une réunion extraordinaire.

Art. 12. — Le Conseil se réunit chaque trimestre et en outre, dans le cas prévu à l'article précédent, dans les 15 jours qui suivent une demande de réunion extraordinaire.

Art. 13. — Le Conseil examine les questions que le bureau n'a pu solutionner, soit parce que l'entente n'a pu se faire, soit parce que la question, par son importance, échappe à la compétence du bureau. Il s'efforce de les régler à l'amiable.

Art. 14. — Les parties peuvent décider qu'au cas où le conseil ne parviendrait pas à solutionner une question, cette question serait soumise à un arbitre désigné d'un commun accord.

voie de l'unité syndicale ; dans le second cas, le plus probable, la masse des ouvriers aurait à se prononcer en toute liberté entre les candidats des diverses associations professionnelles. On verrait triompher le syndicat que la majorité jugerait capable de défendre le plus efficacement et avec le plus d'ardeur les intérêts ouvriers. Derrière le conseil de conciliation il y aurait donc un syndicat. L'importance de ce dernier, son influence, i raient en augmentant, jusqu'au moment où, resté seul comme organisation sérieuse, il serait à même de nommer lui-même les délégués ouvriers au conseil. C'est ainsi que les choses se sont passées pour plusieurs conseils de conciliation anglais : fondés dans des corporations où l'organisation syndicale était très défectueuse, ils ont d'abord eu leurs délégués nommés par l'ensemble des ouvriers, pour devenir inévitablement plus tard des délégués élus par le syndicat grandi dans l'intervalle.

Au contraire, si l'on voulait, lors de la création d'un conseil et en l'état actuel des choses, qu'un seul syndicat nommât les délégués ouvriers, on se trouverait en présence de difficultés inextricables, et il se pourrait que l'entente ne puisse se faire, la sympathie des patrons n'allant probablement pas à la même organisation syndicale que celle des ouvriers. Si les industriels formaient néanmoins un conseil avec le groupement ouvrier le plus modéré dans ses revendications, l'entente ne se ferait pas pour cela entre eux et la masse ouvrière, le résultat serait nul tout au moins.

On a vu combien peu a été fait en notre région dans la voie des rapports entre patrons et ouvriers, et comment l'organe de conciliation le plus important qui ait existé jusqu'alors, est un conseil de conciliation temporaire à mission bien déterminée.

Cependant des efforts ont été faits à Lille pour montrer aux intéressés les avantages de la conciliation, les résultats des conseils permanents à l'étranger. Ces résultats ont été exposés dans la presse locale, aux réunions de diverses sociétés, et récemment encore dans un cours public d'écono-

mie politique. Un journal socialiste a publié, à plusieurs reprises, des articles très documentés qui ne sont, sans doute, pas étrangers à l'attitude actuelle des syndicats. D'autre part, certains industriels, exceptionnellement acquis à la conciliation, ont fait eux aussi de très louables efforts pour convaincre leurs collègues, mais jusqu'alors hélas sans succès. La Section du Nord de l'Association pour la protection légale des travailleurs ¹ a été depuis sa création absorbée complètement par la question de la conciliation. Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions en assemblées générales ou en réunions de commission ². J'ai eu l'honneur d'être chargé du rapport sur les résultats donnés par les conseils permanents de conciliation à l'étranger, et en particulier en Angleterre.

Ces résultats, je ne les exposerai pas ici. Ceux qui ne sont pas au courant de la question pourront se documenter en les nombreux ouvrages consacrés à la conciliation, et qui aboutissent tous à la constatation des mêmes résultats excellents, et aux mêmes conclusions. On remarquera surtout que les premiers conseils de conciliation créés en Angleterre, l'ont été malgré des conditions au moins aussi défavorables qu'en France aujourd'hui, ce qui ne les a pas empêchés de rendre dès l'origine les plus grands services.

Il m'a pourtant semblé utile de reproduire ici quelques diagrammes que j'ai établis pour « l'Association pour la protection légale des travailleurs ».

(1) La sous-section du Nord a été fondée à Lille le 7 Mars 1906, grâce aux efforts de M. Aftalion, professeur d'économie politique à la Faculté de Droit de l'Université de Lille. Comme la section française de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, la sous-section du Nord comprend des membres d'opinions les plus diverses : des représentants de syndicats ouvriers, des patrons, des professeurs, etc.

(2) Bien que l'on soit généralement convaincu à la section du Nord de la supériorité de l'initiative privée sur l'intervention légale pour l'établissement de conseils de conciliation, on a, devant l'apathie des intéressés, discuté et voté deux projets de loi : l'un ayant trait à la tentative de conciliation obligatoire, l'autre à l'établissement de conseils de conciliation là où le Ministre du Travail le jugerait possible.

Les quatre premiers montrent qu'en Angleterre les conflits entre patrons et ouvriers vont en diminuant, tandis qu'ils augmentent en France et en Allemagne.

On sait que les salaires sont la cause la plus fréquente des grèves et des lock-outs; on s'en rendra compte par le tableau ci-dessous ¹.

Or, les trois derniers graphiques montrent qu'en Angleterre les changements de salaires se font de plus en plus pacifiquement, et sont de plus en plus décidés par les conseils de conciliation.

(1) Conflits anglais causés par les salaires :

	1899	1900	1901	1902	1903
Pourcentage des conflits de l'année,	68 0/0	61 0/0	53 0/0	49 0/0	53 0/0
Pourcentage des travailleurs atteints dans l'année par les conflits.	64 0/0	67 0/0	63 0/0	60 0/0	60 0/0

Nombre de Conflits (grèves et lockouts)

	ANGLETERRE	FRANCE	ALLEMAGNE
	—	—	—
1893	782		
1894	929	391	
1895	745	406	
1896	926	476	
1897	864	356	
1898	711	368	
1899	719	744	1.311
1900	648	903	1.468
1901	642	523	1.091
1902	442	512	1.106
1903	387	571	1.444
1904	354	1.034	2.002
1905	337	830	2.657

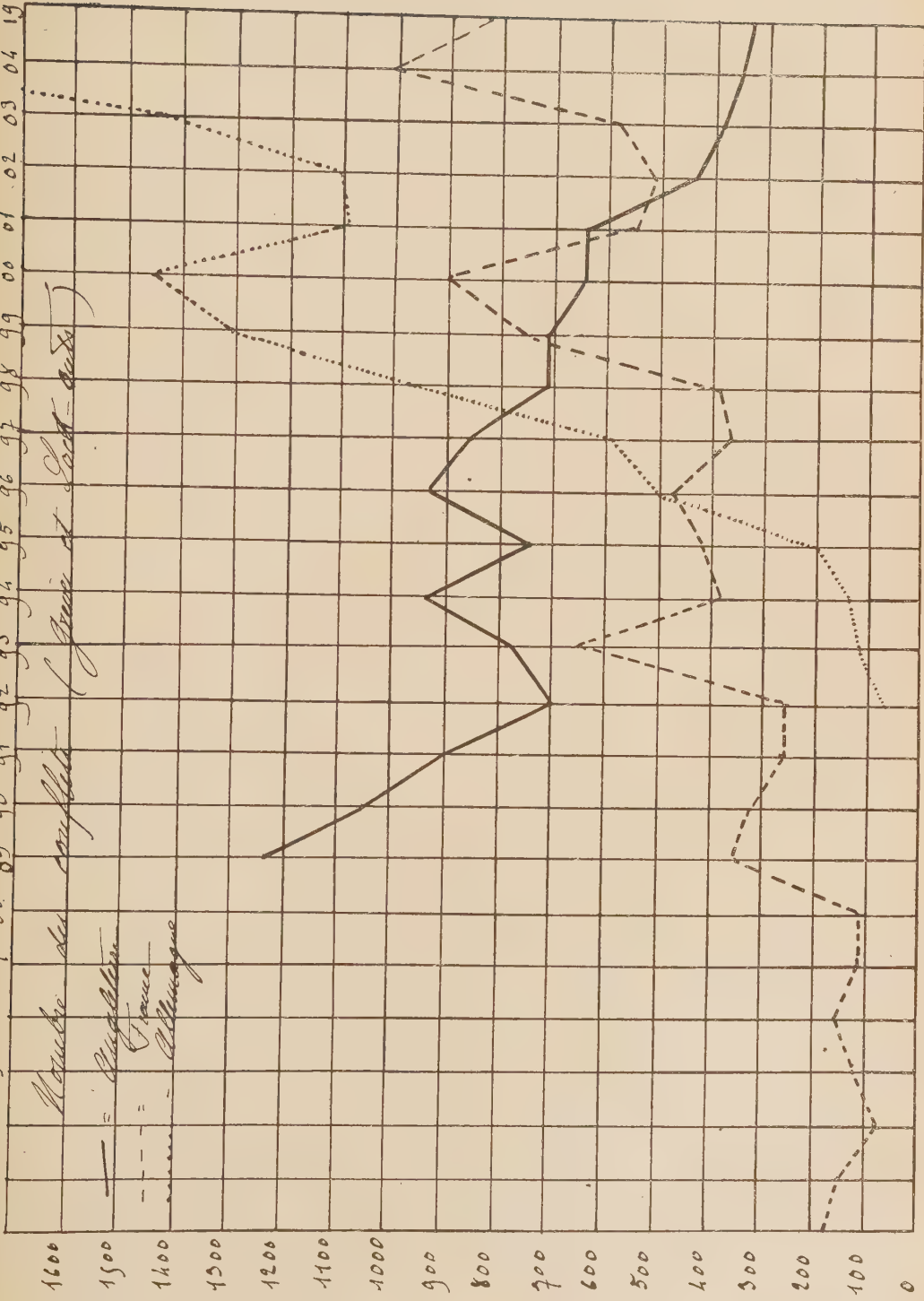
Moyennes annuelles par périodes de 5 ans

	ANGLETERRE	FRANCE
	—	—
1891-1895	812	392
1896-1900	773	568
1901-1905	424	694

1882 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 00 01 02 03 04 1905

Wanderer Sea Swallow (Green & Gold - and -)

— = *Angustula*
 - - - = *Parus*
 ~ ~ ~ = *Alouatta*



Ouvriers atteints directement par les Conflits

	ANGLETERRE	FRANCE	ALLEMAGNE
1893	594.149		
1894	257.314	54.576	
1895	207.239	45.809	
1896	147.950	49.851	
1897	167.453	68.875	
1898	200.769	82.065	
1899	138.058	177.081	106.364
1900	135.145	222.769	131.888
1901	111.437	111.414	60.676
1902	116.824	212.704	64.217
1903	93.515	123.957	130.876
1904	56.060	273.112	137.240
1905	66.781	177.666	520.000

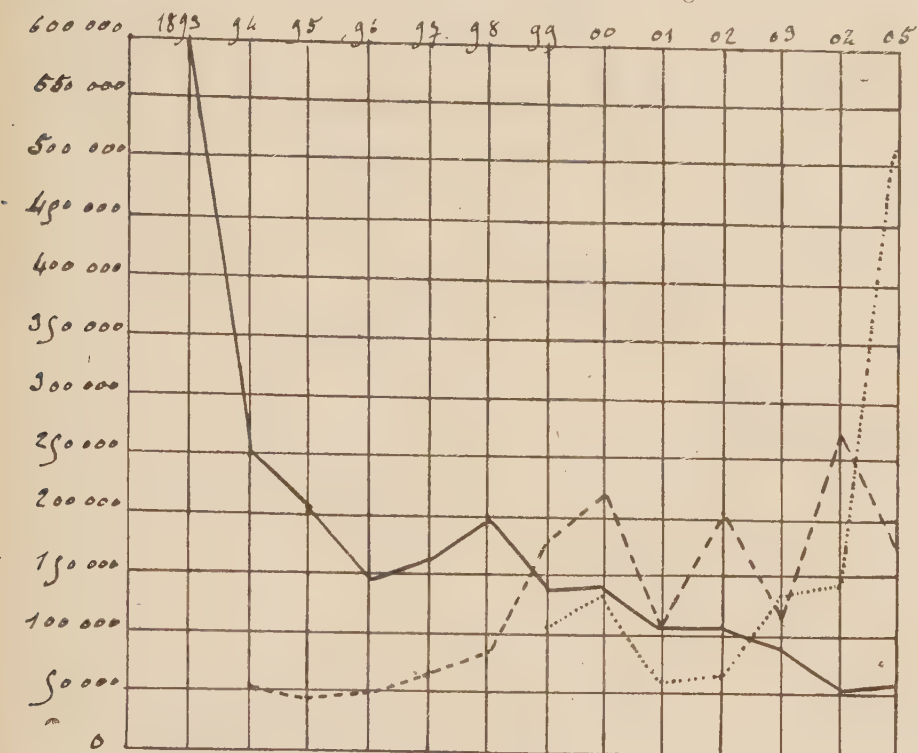
Moyennes annuelles par périodes de 5 ans

	ANGLETERRE	FRANCE
1891-1895	312.000	85.596
1896-1900	157.875	120.066
1901-1905	88.929	179.750

Durée totale des Conflits en journées de travail perdues par les ouvriers atteints directement.			Ce que les conflits ont coûté aux 100 principales Trades-Unions anglaises, comparativement au total de leurs dépenses		
	Angleterre	France			Liv. st.
1893	30.467.765	—	1895	14,3 %	197 236
1894	9.529.010	1.062.480	1896	13,9 %	168 635
1895	5.724.670	617.669	1897	34,6 %	659 042
1896	3.746.368	664.168	1898	22,1 %	328 615
1897	10.345.523	780.944	1899	9,5 %	119 474
1898	15.289.478	1.216.306	1900	10,3 %	149 056
1899	2.516.416	3.550.734	1901	12,5 %	204 540
1900	3.152.694	3.761.227	1902	12,2 %	217 976
1901	4.142.287	1.862.050	1903	9,1 %	172 417
1902	3.479.255	4.675.081	1904	6,2 %	126 446
1903	2.338.668	2.443.219			
1904	1.454.220	4.002.876			
1905	2.446.271	2.522.030			
Moyennes annuelles par périodes de 5 ans.					
	Angleterre	France			
1891-1895	14.032.298	1.497.768			
1896-1900	7.010.096	1.990.546			
1901-1905	2.722.205	3.101.051			

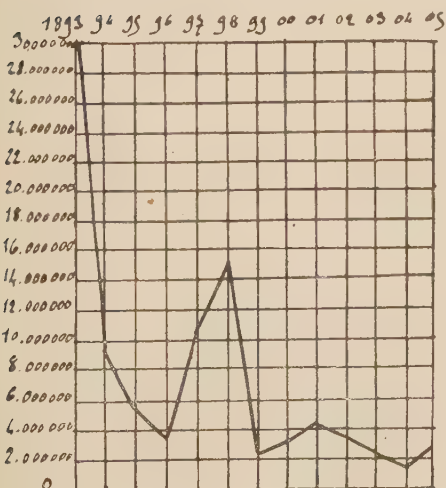
Ouvriers atteints directement par les conflits

— Angleterre; - - - - - France; Allemagne

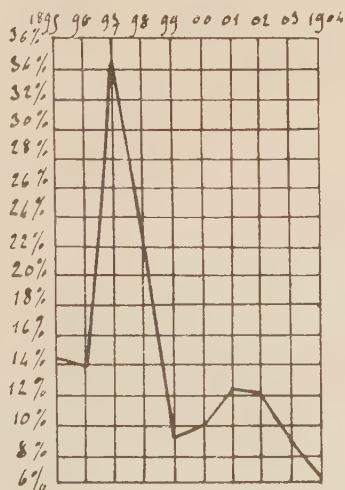


ANGLETERRE

Journées de chômage causées
par les conflits



Portions des dépenses totales des 100
plus importantes Trades-Unions
absorbées par les conflits.



ANGLETERRE

Ouvriers dont le salaire a été changé

(excepté les travailleurs de l'agriculture, des chemins de fer et de la navigation)

Sans cessation du travail		Après cessation du travail
1896	551.933 = 89,7 ‰	62.770 = 10,3 ‰
1897	553.213 = 92,6 »	44.231 = 7,4 »
1898	963.134 = 94,9 »	52.035 = 5,1 »
1899	1.141.303 = 97,1 »	34.273 = 2,9 »
1900	1.080.862 = 95,2 »	54.960 = 4,8 »
1901	917.573 = 98,4 »	14.553 = 1,6 »
1902	877.557 = 98,6 »	12.799 = 1,4 »
1903	882.850 = 98,5 »	13.748 = 1,5 »
1904	800.000 = 98,8 »	10.400 = 1,2 »
1905	572.000 = 98 »	12.000 = 2 »

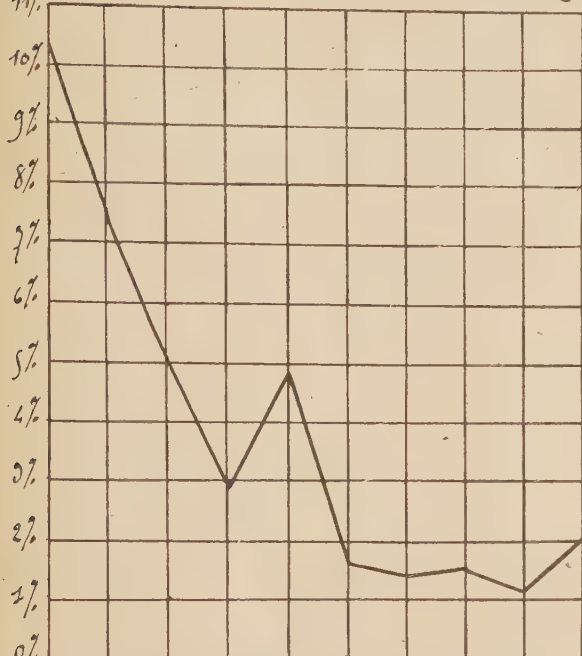
Ouvriers dont le salaire a été changé sans cessation du travail

	Par conseils de conciliation	Par arrangements amicales	Par échelles mobiles
1896	60.254 = 10 ‰	411.112 = 68 ‰	136.288 = 22 ‰
1897	15.522 = 2 »	446.304 = 75 »	135.618 = 23 »
1898	32.574 = 3 »	813.592 = 80 »	169.003 = 17 »
1899	379.285 = 32 »	618.273 = 53 »	178.018 = 15 »
1900	480.157 = 42 »	471.740 = 42 »	183.889 = 16 »
1901	507.355 = 54 »	233.566 = 25 »	191.205 = 21 »
1902	541.152 = 61 »	176.216 = 20 »	172.988 = 19 »
1903	675.742 = 75 »	197.737 = 22 »	23.119 = 3 »
1904	612.000 = 78 »	140.000 = 18 »	30.000 = 4 »
1905	307.000 = 55 »	224.000 = 40 »	27.000 = 5 »

ANGLETERRE

Ouvriers dont le salaire a été changé après cessation du travail

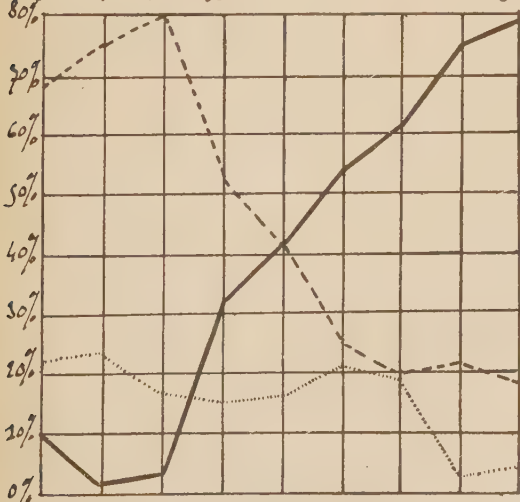
1896 97 98 99 00 01 02 03 04 1905



Ouvriers dont le salaire a été changé sans cessation du travail

— par échelles mobiles
 - - - par arrangements amiables
 — par conseils de conciliation

1896 97 98 99 00 01 02 03 1904



22.000
après
conflit

57.000
par des
échelles
mobiles

364.000

par
des
arrange-
ments
amiables

Pendant
les
deux
années
1904
et
1905
919.000
ouvriers
ont eu
leur
salaire
changé
par
des
Conseils
de
concilia-
tion

920
910
900
880
860
840
820
800
780
760
740
720
700
680
660
640
620
600
580
560
540
520
500
480
460
440
420
400
380
360
340
320
300
280
260
240
220
200
180
160
140
120
100
80
60
40
20
0

Pourquoi donc les rapports entre patrons et ouvriers sont-ils si peu fréquents dans l'industrie textile de l'arrondissement de Lille ? Pourquoi n'existe-t-il pas de conseils de conciliation ? — Les syndicats ouvriers sont cependant tout disposés à discuter avec les industriels, en vue de la solution amiable des conflits. Il n'est guère qu'un syndicat, sans grande importance d'ailleurs, qui se soit prononcé nettement contre les commissions mixtes. En revanche, nous avons vu que plusieurs chambres syndicales ont fait des efforts constants pour entrer en rapports avec le patronat. Pourquoi ont-elles donc échoué ?

Les industriels leur reprochent leur faiblesse, leur mauvaise organisation, font ressortir le manque d'unité existant dans l'organisation ouvrière. Ils se déclarent souvent partisans de syndicats, mais de syndicats qui ne fassent pas de politique ; ils accusent enfin les dirigeants actuels d'être des fauteurs de désordre, poussés à l'action, non par l'intérêt des ouvriers, mais par le désir de profiter eux-mêmes des crises qu'ils déclenchent.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, combien les militants ont peu d'intérêt à provoquer les grèves, qui sont pour eux des périodes difficiles, pendant lesquelles leur situation personnelle est souvent menacée. Nous avons vu que, loin de rechercher les conflits, les dirigeants des principaux syndicats se sont efforcés de les éviter. Prétendrait-on qu'ils aillent, dans leur désir d'écarter les grèves, jusqu'à renoncer à ce moyen d'action, même lorsqu'ils ne peuvent défendre autrement les intérêts ouvriers ? On ne saurait, après s'être refusé à toute discussion avec les meneurs, après les avoir ainsi acculés à la guerre, tirer de cette guerre un argument pour ne pas entrer en rapports avec eux. Maintenant, c'est à tort qu'on prétend que toutes les grèves sont le résultat de l'action des meneurs. Mais, cette affirmation serait-elle absolument vraie, que la nécessité de discuter avec les dirigeants ouvriers, lorsqu'ils s'y prêtent, n'apparaîtrait que plus clairement.

Lorsque des industriels prétendent ne pas entrer en rapports avec les syndicats sous prétexte qu'ils font trop de politique, ils donnent encore pour cause de leur détermination ce qui en est plutôt une conséquence. Si les associations professionnelles interviennent avec trop d'ardeur dans la lutte politique, il faut convenir qu'il ne peut guère en être autrement dans les conditions actuelles. Au contraire, si les syndicats étaient reconnus par les patrons, admis à discuter avec eux les conditions du travail, ils consacraient surtout leur temps à l'étude et à la défense des intérêts immédiats des ouvriers de la corporation. Maintenant, abandonneraient-ils complètement l'action politique? Cela est douteux, attendu que celle-ci peut rapporter des avantages indéniables à la classe ouvrière.

Enfin, des rapports entre patrons et tous les syndicats, quels qu'ils soient, favoriseraient l'unité syndicale, aideraient efficacement à l'organisation de ces puissantes associations professionnelles dont les industriels se déclarent souvent partisans. L'accord entre divers syndicats, pour la défense des intérêts immédiats des ouvriers, ne serait pas impossible, car, dès que les rapports sont établis avec le patronat, les divergences qui séparent les associations professionnelles passent au second plan dans leurs préoccupations. Des ententes entre organisations de diverses nuances se sont déjà produites dans l'arrondissement ¹, ainsi qu'on l'a vu, à l'occasion de la discussion des conditions du travail entre des industriels et des délégués ouvriers. Il semble bien toutefois que ces ententes ne sauraient subsister toujours, et que l'on doive arriver dans l'avenir à l'unité syndicale dans chaque localité. L'unité pourrait se faire par fusion des diverses organisations professionnelles, ou plutôt par la disparition effective de toutes, sauf une. Elle se ferait plus vite si les patrons laissaient toute liberté aux ouvriers d'aller au syndicat de leur choix. Cette liberté existant, la nécessité de l'organi-

(1) Voir Armentières, Halluin.

sation professionnelle apparaissant à tous, grâce aux bienfaits des rapports avec le patronat, on verrait probablement une majorité ouvrière se prononcer pour une association syndicale, dont la puissance, ainsi accrue considérablement, serait une garantie pour les patrons eux-mêmes.

En résumé, puisqu'on réclame des syndicats, il ne faut pas agir en vue d'empêcher le développement de ceux qui apparaissent. Certes, les rapports seront plus faciles, l'entente plus aisée, quand les organisations professionnelles seront puissantes. Mais c'est une erreur d'attendre ce moment pour admettre les discussions avec les délégués ouvriers. D'abord, ce sont les chefs des syndicats actuels qui ont le plus d'influence sur la masse ouvrière, et l'intérêt seul des industriels leur conseille d'entrer en rapports avec eux ; ensuite, l'organisation forte des ouvriers est moins encore la cause que l'effet des rapports entre les patrons et les associations professionnelles ouvrières.

Quand les industriels, pour se refuser à reconnaître les syndicats, invoquent la faiblesse et la conduite des organisations actuelles, ils ne font souvent que masquer, consciemment ou non, les véritables motifs de leur attitude. Les privilégiés ont généralement une mentalité spéciale ; même quand leurs privilèges ne sont pas reconnus par la loi, quand ils sont la conséquence d'habitudes résultant elles-mêmes de l'apathie ou de la faiblesse de leurs adversaires, ils ne les en considèrent pas moins souvent comme des droits véritables. Notons que l'on se fait même parfois une idée fausse des droits eux-mêmes. Etablis par le pouvoir pour donner satisfaction à certains intérêts, ils peuvent à tout moment être modifiés ou supprimés, puisque le pouvoir change, puisque les intérêts changent également. Ceux que ces droits favorisent ne sauraient s'appuyer sur leur existence pour en réclamer le maintien. Les patrons ont eu autrefois le privilège de fixer seuls les conditions du travail ; à l'heure actuelle, ce privilège est bien diminué, car les industriels ont à se soumettre aux dispositions légales ; ils doivent, en outre, tenir compte de la

pression exercée sur eux par les ouvriers, grâce à des moyens efficaces. Cependant le patronat tient en général beaucoup à conserver tout le pouvoir de décision qui lui reste en ce qui concerne les conditions du travail. Comme ce pouvoir est plus grand encore en apparence qu'en réalité, il se préoccupe également de sauver les apparences. Il croit avoir pour lui le bon droit, alors que les raisons de son attitude sont la mauvaise compréhension de ses intérêts actuels, et le besoin bien humain de commander. C'est poussés par leur « esprit d'autorité » que les industriels se refusent aux discussions avec les syndicats. Pour rester les « maîtres chez eux », pour restreindre la liberté de discussion et l'influence des ouvriers lors de l'établissement des conditions du travail, ils s'obstinent d'abord à ne voir en face d'eux que des ouvriers isolés, plus tard ils ne veulent encore avoir affaire qu'au personnel de leur usine.

Pourtant, les rapports entre patrons et ouvriers organisés apparaissent comme une nécessité dans la période d'évolution sociale où nous sommes. Il semble bien qu'ils s'établiront malgré toutes les résistances, de même que se généraliseront les contrats collectifs dont ils sont le mode d'établissement. Si quelques patrons, actuellement persuadés de l'utilité de ces rapports, ne parviennent pas à convaincre leurs collègues, même si la loi n'intervient pas pour imposer ce que l'on n'aurait pas voulu accepter, il arrivera un moment où l'organisation syndicale, grandie malgré tout, deviendra si puissante, exprimera ses volontés avec une telle force, que les patrons ne pourront hésiter plus longtemps entre leur esprit d'autorité et leur intérêt, devenu plus évident encore qu'aujourd'hui.¹

(1) Les syndicats textiles de l'arrondissement de Lille ne demandent pas mieux que de rentrer en rapports avec le patronat. Il n'en est pas de même de toutes les Associations professionnelles de France ; mais l'attitude des partisans de « tout ou rien » semble devoir également se modifier. Certes, les ouvriers resteront épris d'idéal ; mais, à mesure que se développeront la conscience et l'intelligence de la masse ouvrière, celle-ci se sentira probablement moins

Mais, pour que les industriels se décident, faudra-t-il attendre qu'ils y soient contraints? Il est fort désirable qu'ils comprennent vite la nécessité de l'évolution du patronat, et qu'ainsi prenne fin une période de transition fertile en conflits préjudiciables aux intérêts des patrons, des ouvriers et de l'ensemble des citoyens. Les syndicats, une fois reconnus, deviendraient puissants, à même d'étudier et de défendre avec sagesse les intérêts qui leur sont confiés. Les syndicats de l'industrie textile dans l'arrondissement de Lille ne ressembleraient plus à ce qu'ils sont aujourd'hui; et ce travail ne servirait plus guère qu'à rappeler le passé. Qu'il en soit ainsi le plus tôt possible, c'est là le souhait sincère que formule en terminant l'auteur de cette étude, faite en toute conscience et complète indépendance.

attirée vers les organisations dont les dirigeants sont, en attendant le bouleversement total de la Société, les seuls à profiter. On verra alors certaines écoles syndicalistes se montrer de moins en moins strictes dans l'application de leurs théories actuelles, et donner aux paroles de leurs fondateurs un sens qu'elles n'ont pas aujourd'hui, qu'elles avaient moins encore dans le passé.



TABLE

	PAGES
PRÉFACE	1
INTRODUCTION : Le département du Nord et l'arrondissement de Lille. Leur importance au point de vue de l'industrie textile. .	3
SECTION 1 : Étendue, limites, population, aspect. .	3
SECTION 2 : Richesse du département du Nord et de l'arrondissement de Lille	8
SECTION 3 : L'industrie textile	17
SECTION 4 : L'industrie textile dans le département et l'arrondissement	24

PREMIÈRE PARTIE

L'organisation ouvrière dans l'industrie textile de l'arrondissement de Lille	37
--	----

CHAPITRE I

<i>Les Unions internationale, nationales et régionale dont font partie certains syndicats de l'arrondissement de Lille.</i> .	39
La Fédération internationale textile	40
La Fédération nationale textile.	45
L'Agglomération de la Vallée de la Lys	62

CHAPITRE II

<i>L'organisation ouvrière à Lille.</i>	65
Tableau résumant le mouvement syndical depuis 1889 . .	65
Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Lille et environs	66
Chambre syndicale ouvrière des filatures de lin, chanvre et jute.	69
Syndicats appartenant à la Fédération des Syndicats indépen- dants de Lille	72
L'Union ouvrière syndicale de l'industrie textile	77

CHAPITRE III

<i>L'organisation ouvrière à Roubaix</i>	80
Tableau résumant le mouvement syndical depuis 1889. . . .	80
Histoire de l'organisation des ouvriers de l'industrie textile roubaisienne	80
Chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix et environs.	88
Fédération des Syndicats de l'industrie roubaisienne et Syn- dicats en faisant partie.	94
L'Union syndicale des Vrais Travailleurs de l'industrie textile	104

CHAPITRE IV

<i>L'organisation ouvrière à Tourcoing :</i>	109
Tableau résumant le mouvement syndical depuis 1889. . . .	109
L'Union des Travailleurs (syndicat du Tissue)	111
Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières de la Filature.	116
Chambre syndicale ouvrière textile.	118
Chambre syndicale des ouvriers Trieurs de laine	122
Chambre syndicale des ouvriers Tapissiers en grosse moquette	127
Les Syndicats faisant partie de la Fédération syndicale de l'industrie Tourquennoise.	135

CHAPITRE V

<i>L'organisation ouvrière à Armentières et Houplines : . .</i>	147
Tableau résumant le mouvement syndical depuis 1889 . . .	147
Renseignements sur l'histoire de l'Organisation des ouvriers de l'industrie textile à Armentières-Houplines. . . .	147
Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Armentières. . . .	155
Syndicat fraternel de l'Industrie textile d'Houplines.	156
Association syndicale de l'Industrie textile d'Armentières . .	160
Union ouvrière syndicale de l'Industrie textile d'Armentières	164

CHAPITRE VI

<i>L'Organisation ouvrière dans le reste de l'arrondissement :</i>	169
Tableau résumant le mouvement syndical depuis 1889. . . .	169
Chambre syndicale ouvrière textile d'Halluin.	170
Syndicat des Rubaniers de Comines	175
Syndicat de l'Industrie textile de Comines	180
Les syndicats de l'Industrie textile de Linselles.	182
L'Union textile de Seclin.	183
Chambre syndicale ouvrière textile de Roncq	185
Syndicat de l'Industrie textile d'Haubourdin.	185

CHAPITRE VII

<i>Vue d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans l'industrie textile de l'arrondissement de Lille.</i>	186
§ 1. Les associations professionnelles sont encore peu développées. Cependant le nombre des syndiqués augmente	186
§ 2. Pourquoi l'ouvrier ne se syndique pas.	188
§ 3. Les syndicats ne peuvent compter sur tous leurs adhérents	190
§ 4. Il existe en général dans une localité plusieurs syndicats pour une même profession.	191
§ 5. Généralement un syndicat doit s'occuper des intérêts d'ouvriers de professions différentes.	193
§ 6. Les cotisations sont peu élevées, les caisses souvent presque vides.	194
§ 7. La plupart des syndicats n'ont pas de secrétariat permanent.	196
§ 8. Beaucoup de syndicats s'appuient sur des coopératives	197

DEUXIÈME PARTIE

Les efforts faits par les ouvriers et leurs dirigeants en vue d'influer sur les conditions du travail.	199
--	-----

CHAPITRE VIII

<i>Examen des moyens employés par les syndicats pour influer sur les conditions du travail, la grève et les rapports avec les patrons exceptés</i>	199
L'étude des conditions du travail et des améliorations à demander	200
La politique	204
Les démarches auprès des pouvoirs publics	207
Les élections au Conseil des Prud'hommes	207
Les élections au Conseil supérieur du Travail	207
Les rapports avec les inspecteurs du travail	208
Les secours aux syndiqués en procès avec leurs employeurs .	208
Les appels à l'opinion publique	208
L'entente entre syndicats de diverses localités	209

L'entente entre syndicats de diverses nuances	209
<i>Annexe au Chapitre VIII</i>	210

CHAPITRE IX

<i>Les Syndicats et les Grèves</i>	217
§ 1. Décision de la Grève.	217
§ 2. Direction de la Grève	221
§ 3. Comment on se procure les ressources nécessaires.	227
§ 4. Les Soupes Populaires	230
§ 5. La Comptabilité et le Budget d'une Grève	237
§ 6. Les Secours aux Victimes de Grève	239
<i>Annexe au Chapitre IX</i>	242

CHAPITRE X

<i>Les Rapports entre les ouvriers organisés et le patronat.</i>	258
SECTION 1 : Les Rapports à Lille	259
<i>Annexe à la Section 1</i>	265
SECTION 2 : Les Rapports à Roubaix-Tourcoing.	280
<i>Annexe à la Section 2</i>	284
SECTION 3 : Les Rapports à Halluin et Comines.	285
<i>Annexe à la Section 3</i>	289
SECTION 4 : Les Rapports à Armentières-Houplines.	295
§ 1. L'Évolution de l'Industrie du Tissage à Armentières-Houplines.	295
§ 2. Les Préparations et le Travail du Tisseur	297
§ 3. Les Tarifs des Tissages avant 1889.	299
§ 4. Le Tarif de 89 et son application	303
§ 5. La Grève de 1903. Comment on en vint aux Commissions mixtes	306
§ 6. La Commission mixte des Préparations.	312
§ 7. La Commission mixte du Tissage. Nomination des Délégués ouvriers	314
§ 8. Fonctionnement de la Commission mixte du Tissage.	316
§ 9. Le Rôle des Syndicats ouvriers lors de la Constitution et du Fonctionnement de la Commission mixte	321
§ 10. L'Œuvre de la Commission mixte. Le Tarif de 1904 et ses Conséquences	325

§ 11. Quelques opinions concernant les rapports établis en 1903, entre patrons et ouvriers tisseurs, par la Commission mixte d'Armentières.	330
§ 12. Les rapports entre patrons et ouvriers depuis 1904.	342
Annexe 1 : Note sur le tissage	348
Annexe 2 : Les tarifs armentérois	350
Annexe 3 au § 4	359
Annexe 4 au § 5	361
Annexe 5 au § 6	370
Annexe 6 au § 7	373
Annexe 7 au § 8	383
Annexe 8 au § 9	384
Annexe 9 au § 10	389
Annexe 10 au § 11	390
Annexe 11 au § 12	397
Conclusion	399



